

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 74 - 75

MAI - JUIN 1991

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

SOMMAIRE

- **LE RETOUR PROGRESSIF DE REFUGIES**
- **ENLISEMENT DES NEGOCIATIONS KURDO-IRAKIENNES**
- **LES STARS DU ROCK AU SECOURS DES REFUGIES KURDES**
- **APPELS DES PERSONNALITES EN FAVEUR DU PEUPLE KURDE**
- **PRIX NOUREDDINE ZAZA A JEAN GUEYRAS**
- **HUMOUR : LA TURQUIE INTERDIT LES TROIS COULEURS DU DRAPEAU KURDE «PARTOUT SAUF DANS LES FEUX DE LA CIRCULATION»**
- **LA NOUVELLE LOI «ANTI-TERREUR» TURQUE**
- **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

Le retour progressif des réfugiés

LA création d'une «zone de sécurité» protégée par les forces alliées a permis le retour progressif des Kurdes irakiens réfugiés à la frontière de la Turquie. Sur les 16.475 soldats de sept pays alliés (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Canada et Espagne) engagés dans le dispositif *Provide Comfort*, 7645 ont été déployés dans le Kurdistan irakien pour la mise en place de centres d'accueil et de transit et la création effective de la «zone de sécurité». Après avoir un moment envisagé le projet de fonder une demi-dizaine de «villes-tentes», le commandement allié est assez rapidement arrivé à la conclusion que la seule solution susceptible d'assurer le retour volontaire et effectif des réfugiés consistait à inclure dans la zone de sécurité les principales villes dont ils sont originaires. Nécessité faisant loi, cette solution a été imposée au gouvernement irakien, non sans tensions et frictions multiples.

Située à moins d'une dizaine de kilomètres de la frontière turque, la ville de Zakho a été la première à passer sous le contrôle des Alliés, qui y ont d'ailleurs installé leur quartier général (cf. le Bulletin d'avril 1991). Une fois les dernières poches de présence militaire et policière irakienne nettoyées, les réfugiés originaires de cette ville ont assez rapidement regagné leurs foyers ils ont trouvé des maisons, totalement pillées par les soldats irakiens, qui ont emporté même les portes, les fenêtres et les matelas.

Etendant vers l'Est les limites de la zone protégée, les forces alliées sont entrées le 2 mai dans Sersang, sans occuper cependant l'un des nombreux et imposants palais de Saddam Hussein construit sur les hauteurs de la ville, afin, semble-t-il, de ne pas provoquer les Irakiens. Le 3 mai la ville d'Amadiyah, qui fut jusqu'au milieu du XIXe siècle la capitale de l'une des plus prospères principautés kurdes, passa sous le

contrôle allié. Un Britannique, le lieutenant Rony Coppinger-Symes a été chargé, en liaison avec le «comité de ville», de réorganiser la cité et de superviser les distributions de nourriture. Le 5 mai, les forces alliées poussèrent leur présence jusqu'à la petite ville de Suriya, à environ 2 kilomètres du chef-lieu de la province Dohouk. Le commandement allié juge indispensable d'inclure celle-ci dans la zone de sécurité dans la mesure où beaucoup de réfugiés sont originaires de Dohouk, tandis que les Irakiens s'y opposent énergiquement. Parallèlement les travaux d'installation de 3 immenses camps de «soutien» ou d'accueil transitoire pour les réfugiés sur le chemin de retour avancent rapidement.

Alors que beaucoup de réfugiés affirment ne pas vouloir retourner en Irak tant que Saddam Hussein sera au pouvoir, d'autres rassurés par la protection des troupes alliées, rentrent par leurs propres moyens dans leurs villes et villages. Le 7 mai, leur nombre était estimé à quelque 40.000. Une fois le terrain préparé, la zone de sécurité installée, les Alliés entreprennent vers la mi-mai le rapatriement progressif des réfugiés se trouvant dans les camps turcs d'Isikveren et de Çukurca.

Le 24 mai, une centaine de soldats américains pénétraient dans Dohouk, les Irakiens ayant été contraints à évacuer leurs forces stationnant dans cette ville. Celle-ci ne comptait plus qu'environ 5% de ses 380.000 habitants d'avant l'Exode. La présence de quelques policiers et d'agents de services secrets irakiens empêchait toujours le retour des habitants dans leur foyer, le 3 juin, des unités de peshmergas kurdes chasseront les derniers éléments de l'appareil répressif irakien et Dohouk passera sous le contrôle kurde. Les réfugiés originaires de cette ville commencent alors leur lent mouvement de retour, retrouvant là comme ailleurs, leurs maisons complètement pillées et dévastées par l'armée irakienne.

Le 15 juin, les forces de la coalition alliée quittent Dohouk, leur «mission étant désormais accomplie». Selon M. Pete Williams, porte-parole du Pentagone, «en trois semaines, les forces de la coalition ont nettoyé la ville des munitions qui s'y trouvaient,

enlevé les ordures des rues et des égouts, rétabli la fourniture d'eau et d'électricité et aidé des milliers de réfugiés à se réinstaller. M. Williams a estimé qu'il ne s'agissait pas d'une évacuation, car «nous avons clairement indiqué que la raison de la présence des militaires alliés à Dohouk était de remettre la ville en état de fonctionnement». Cependant, des milliers de Kurdes ont manifesté dans les rues de cette ville pour protester contre le «retrait prématuré des Alliés.»

En principe, les observateurs de l'ONU doivent prendre le relais des militaires. Mais au moment du retrait des Alliés de Dohouk, les Nations Unies ne disposaient sur place que de 37 observateurs non armés, contre 500 annoncés. D'où la crainte légitime des Kurdes que l'organisation internationale ne soit pas en mesure de les protéger. Cette crainte semble également être partagée par les Britanniques. Au cours d'une réunion de ministres européens des Affaires étrangères, tenue le 17 juin à Luxembourg, le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a fait part de ses inquiétudes devant ses homologues français et hollandais. Selon lui «le repli des forces coalisées du Kurdistan doit s'accompagner de garanties de sécurité pour les populations kurdes». M. Hurd craint que ces dernières, convaincues d'être à nouveau abandonnées par l'Occident, reprennent le chemin de la montagne. L'effort fourni depuis plus de deux mois pour convaincre les réfugiés kurdes de retourner chez eux serait ainsi ruiné» a-t-il souligné.

De son côté, M. Roland Dumas, ministre français des Affaires Etrangères a déclaré le 19 juin que «la France souhaite que le retrait des troupes alliées du Kurdistan d'Irak s'effectue dans des conditions qui garantissent que les populations kurdes ne soient pas à la merci d'une nouvelle menace de Saddam Hussein». M. Dumas a indiqué qu'il s'était entretenu à ce sujet avec son homologue américain, James Baker, en marge du conseil ministériel de la C.S.C.E. réuni à Berlin. Notant que la question d'un retrait des troupes alliées avait été posée par les Etats-Unis, le ministre français a souligné que la France «n'entendait pas retenir éternellement ses troupes en Irak, mais ne voulait pas non plus les voir se retirer de but en blanc, sans qu'un certain nombre de précautions soient prises». Il a es-

timé qu'un retrait ne devrait être envisagé qu'en maintenant sur place un «dispositif qu'il reviendra aux militaires d'apprécier».

Fin juin, environ les deux-tiers des réfugiés kurdes se trouvant à la frontière turque avaient déjà regagné les camps de transit ou leurs villes d'origine situés dans la «zone de sécurité» aménagée par la coalition alliée dans le Kurdistan irakien. La situation restait beaucoup plus contrastée et difficile pour les 1,3 millions de Kurdes irakiens réfugiés en Iran, exclus du bénéfice de l'opération *Provide Comfort*. Survivant dans des conditions insoutenables dans les camps iraniens, brutalisés, malmenés par les soldats et les gardiens de la révolution iraniens, environs un tiers d'entre eux ont regagné en mi et juin d'abord les zones sous contrôle Kurde du

Kurdistan irakien, puis rassurés par le cessez-le-feu et les pourparlers kurdo-irakiens, beaucoup d'entre eux sont retournés dans leurs villes. Le mouvement de retour tend à s'accroître. Le problème de la prise en charge par le C.E.E. de ces réfugiés rentrant d'Irak a été évoqué à maintes reprises. Ainsi, le 24 juin, le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire a annoncé à la télévision une «opération humanitaire européenne pour accompagner les réfugiés kurdes rentrant d'Irak en Irak». Parlant du «drame des Kurdes qui sont encore en Iran ou à proximité, et qui sont près d'un million», M. Kouchner a déclaré : «Je vous annonce pour la première fois une opération humanitaire européenne, sous le drapeau de l'Europe, qui prendra en charge les Kurdes qui rentrent d'Irak pour les accompagner chez eux».

Enlisement des négociations kurdo-irakiennes

ENGAGÉS en avril dernier par une délégation du Front du Kurdistan conduite par M. Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique Kurde, les pourparlers kurdo-irakiens marquent le pas. M. Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) d'Irak, qui a conduit le second «round» des négociations avec le régime irakien a regagné, le 16 juin, le Kurdistan pour consulter ses partenaires du Front sur les résultats obtenus «après plus de vingt réunions avec les responsables du gouvernement irakien». Dans un entretien accordé le 22 juin à l'agence Reuter, M. Barzani a notamment déclaré : «Après trente années où le sang a été versé, je pense que nous avons tous —le gouvernement et les Kurdes— compris que la paix était la seule voie (...). Je ne sais pas si l'accord sera signé cette semaine, mais il sera signé (...). Nous n'avons pas eu 100% de ce que nous voulions, mais nous en avons obtenu 75%. C'est mieux que la guerre, qui nous fait tout perdre».

Le projet d'accord auquel est parvenu la délégation du Front dirigée par M. Barzani, reprend nombre de dispositions de l'accord kurdo-irakien de mars 1970, resté lettre morte: reconnaissance de «la nation kurde comme une composante du peuple irakien à l'égal de la nation arabe», reconnaissance du kurde comme «langue officielle de la région autonome» et son enseignement dans les écoles et les universités; octroi d'un statut d'autonomie pour le Kurdistan à l'intérieur de l'Irak, etc.

C'est sur l'assiette territoriale, les compétences de l'administration autonome et ses ressources financières que de divergences substantielles subsistent. Bagdad veut exclure de la future région autonome non seulement les provinces kurdes riches en pétrole comme Kirkouk et Khanaqine, mais aussi, pour des raisons «stratégiques», des territoires comme le Sinjar et le Shaikhan, longeant la frontière syrienne et

peuplés quasi exclusivement de Kurdes, cherchant à garder le contrôle absolu du «Kurdistan utile». Le reste, c'est-à-dire environ 60% des territoires kurdes d'Irak pourrait bénéficier d'une administration autonome dotée d'un conseil législatif élu au suffrage universel et d'un conseil exécutif. Les élections pour le conseil législatif (parlement) autonome pourraient avoir lieu dans un délai de trois mois après la signature de l'accord, Bagdad s'engageant à tenir ensuite dans un délai de six mois à un an des élections générales dans l'ensemble de l'Irak, à décréter une large amnistie pour l'ensemble des prisonniers politiques, le retour des exilés et réfugiés et à indemniser les familles déportées ou dont les villages ont été détruits. Toujours selon les termes de ce projet d'accord l'Etat central irakien gardera le contrôle de la politique étrangère, de la défense, des finances et de l'exploitation des richesses naturelles, notamment du pétrole. La police et la sécurité intérieures de la région autonome seront placées sous contrôle conjoint.

Au terme de longues discussions, les principaux dirigeants kurdes réunis en conclave à

Shaqlawana ont finalement décidé, le 29 juin, de ne pas signer en l'état ce texte. D'autant qu'au dernier moment, les autorités irakiennes auraient posé de nouvelles conditions, jugées inacceptables. Bagdad demanderait aux peshmergas de rendre leurs armes lourdes, de fermer leurs deux stations de radio et de s'engager à s'abstenir à l'avenir de tout contact, de toute relation avec des pays, des forces politiques ou de personnalités étrangères. Le Front a également estimé que les engagements de Bagdad sur la démocratisation de l'Irak, et l'élaboration d'une constitution démocratique étaient trop flous.

En principe, la délégation kurde devrait se rendre à nouveau à Bagdad pour discuter à nouveau de ces «désaccords». En fait, confrontés à l'impossible tâche d'aménager un espace d'autonomie et de démocratie au sein d'un régime dictatorial qui ne peut se réformer, encore moins se démocratiser sous peine de périr, les dirigeants kurdes sont de plus en plus conscients de l'enlisement et de l'impasse de leur démarche.

Les stars du Rock au secours des réfugiés kurdes

A l'initiative de l'écrivain et homme politique britannique Jeffrey Archer, ancien vice-président du Parti Conservateur, un concert de *pop music*, rassemblant une vingtaine de grandes vedettes internationales du rock a eu lieu dimanche 12 mai à Wembley Arena de Londres. Douze mille spectateurs, dont le Premier ministre britannique John Major et Lady Diana, princesse de Galles, ont assisté à ce concert de cinq heures en faveur de réfugiés kurdes retransmis par satellite dans 34 pays dont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'URSS, le Japon, le Canada et les pays scandinaves. Parmi les vedettes qui ont ainsi témoigné de leur solidarité avec le peuple kurde en détresse ; Chris de Burg, qui a composé spécialement la chanson-appel du concert, *The Simple*

Truth, Rod Stewart qui a dédié aux Kurdes son concert de Suisse, Paul Simon, Tom Jones, Peter Gabriel, Sinead O'Connor, M.C. Hammer, Whitney Houston, Stings, Gipsy Kings, Yes, Colo et Insx. Côté kurde, le chanteur Shivan Perwer, membre de l'Institut kurde, a pris part à ce concert de solidarité extra-ordinaire, organisé en un temps record (18 jours) par le producteur Harvey Galdsmith, la BBC et la Croix-Rouge britannique sous la direction de Jeffrey Archer.

Les organisateurs espéraient recueillir 10 millions de livres (100 millions de francs environ) auxquels s'ajouteront 10 autres millions de livres offerts par le gouvernement britannique. Les résultats ont largement dépassé leurs espoirs puisqu'une somme de 59 millions de livres (en-

viron 590 millions de francs), y compris les 10 millions de livres offerts par le gouvernement, ont pu être collectés. Selon les observateurs il s'agit de la plus grosse opération humanitaire

privée du siècle, voire de l'histoire, montrant combien la tragédie kurde a pu toucher la conscience universelle.

Appels des personnalités en faveur des Kurdes

LA tragédie des Kurdes d'Irak a également sensibilisé de très nombreuses personnalités d'horizons et de pays divers qui ont tenu, à cette occasion, témoigner de leur solidarité avec le peuple kurde en signant des pétitions. Le premier de ces appels a été lancé dans les milieux universitaires en France et recueilli des signatures d'éminents chercheurs et savants. Voici le texte de cet appel et la liste de ses signataires :

POUR LA SAUVEGARDE DU PEUPLE KURDE

Les universitaires français soussignés se doivent d'alerter l'opinion sur les tragédies qui frappent le peuple kurde.

Comme chacun peut le constater par l'intermédiaire des médias, le pouvoir de Bagdad utilise des moyens barbares qui menacent les Kurdes d'extermination. La résolution 688 de l'ONU est un premier pas important, mais non suffisant.

A moyen terme, la seule solution humainement et politiquement acceptable est que tous les Etats et les instances internationales reconnaissent au peuple kurde ses droits à l'existence, à la dignité, à sa langue et à sa culture.

Irène AGHION (Bibliothèque Nationale), Max ALHAU, Patrick ALLAIN (CNRS), Myriam ARMAND (Université de Tours), Marc AUGE (EHESS), Pierre-Robert BADUEL (CNRS), Jean BALCOU (Université de Brest), C. BARBEY (Université de Tours), Marc BARBUT (EHESS), Jacques BARRAU (Museum National d'Histoire Naturelle), F. BASTID (juge), Teresa BATTESTI (Musée de l'Homme), Nicole BAUDUIN (Uni-

versité de Savoie), Louis BAZIN (INALCO), Nicole de BEAUVAIS (EHESS), Nicole BELMONT (EHESS), Marcel BENEZIT (écrivain), Jacques BENS, Laurence BERARD (CNRS), André BERNAND (Lille III), Carmen BERNAND (Paris X), Jean BERTOLINO (journaliste), Jean BISSON (Université de Tours), Joyce BLAU (INALCO), Laurence BOBIS (Bibliothèque Nationale), Eric BOEDA (CNRS), Charles BONN (Paris XIII), Pierre BONTE (CNRS), Patrick BOURDY (Université de Tours), Jim BROUGHAM (Université de Tours), Jean CALMARD (CNRS-EPHE), Barbara CASSIN (Collège International de Philosophie), Nina CATACHE (CNRS), Gérard CHALIAND, Dominique CHAMPAULT (Musée de l'Homme), Monica CHARLOT ((Paris III), J. CHENIEUX-GENDRON (CNRS), S. Emmanuel CLANCIER (écrivain), Jean COHEN (Paris I), Francis CONTE (Paris IV), M. COUDERC (Université de Tours), Françoise COUSIN (Musée de l'Homme), Eliane DAPHY (CNRS), Annie DECHOUX (CNRS), Michel DEGUY (Paris VIII), Collin DELAUDAUD (CNRS), Ariane DELUZ (CNRS), Jean DERIVE (Université de Savoie), Mari-Jo DERIVE (Université de Savoie), Hélène DESMET (IREMAM), Ghislaine DHOINE (MNHN), Jean-Pierre DIGARD (CNRS), Jacques DUPIN (écrivain), Jean DURING (CNRS), Nicole ECHARD (CNRS), Robert ELLRODT (Paris III), Michel FABRE (Paris III), Philippe FARGUES (INED-Paris), Jean-Pierre FAYE (Université Européenne de la Recherche), Charles-Henri de FOUCHECOUR (Paris III), Robert GALISSON (Paris III), René GALLISSOT (Paris VIII), Jésus GARCIA-RUIZ (CNRS), P. GARNIER (Université de Tours), Alin GENIN (Université de Tours), François GEORGEON (CNRS), Philippe GIGNOUX (EPHE), Maria GRAEFF-WASSINK (Psychosociologue), Claude GRUAZ (CNRS), E. GRUENNAIS

(ORSTOM), Alain GUICHARDET (Polytechnique), Jeannine GUICHARDET (Paris III), Michel GUILLAU (Paris X), Eugène GUILLEVIC (poète), Claude HAGEGE (Collège de France), Françoise HERITIER-AUGE (Collège de France), Clarisse HERRENSCHMIDT (CNRS), Nategh HOMA (Paris III), René HONVAULT (CNRS), Bernard HOURCADE (CNRS), Jean-Pierre JAFFRE (CNRS), Christian JAMBET (Collège International de Philosophie), Robert JAULIN (CNRS), Betsy JOLAS (Conserv. Musique), Jean JULIVET (EPHE), Claude-Claire KAPPLER (CNRS), Esther KATZ (ORSTOM), Paul KESSLER (CNRS), Jacques LACARRIERE (écrivain), Jean LACOUTURE, Marie-José LAJOUS TROIN (Médecin-Tours), Jacques LAMBALAIS (juriste), Danièle LAVALLEE (CNRS), Gilbert LAZARD (Membre de l'Institut), Pierre LECOQ (EPHE), Claude LEFEBURE (CNRS), Jacques LE GOFF (EHESS), Jacques LEGRAND (INALCO), Gérard LENCLUD (CNRS), Benadette LIZET (CNRS), Jean-Jacques LUBRINA (Ministère chargé de l'Action humanitaire), Anne LUXEVEAU (CNRS), François-Bernard MACHE (Compositeur), Anne MARCHENAY (CNRS), Philippe MARCHENAY (CNRS), Jacques E. MARTIN (Université de Tours), Henri MESCHONNIC (Paris VIII), Juliette MINCES (écrivain), André MIQUEL (Collège de France), Dominique NOGUEZ (écrivain), Rosa OLMAS (CNRS), Norman PALMA (Paris VIII), Joseph PARISI (CNRS), Mireille PARIS (CNRS), Robert PARIS (EHESS), Liselotte PASQUES (CNRS), Gilles PERRAULT (écrivain), Michelle PERROT (Paris VII), François POPLIN (CNRS), Jean POUILLON (Laboratoire d'Anthropologie Sociale), Olivier REVAULT D'ALLONNES (Paris I), Maxime RODINSON (EPHE), Olivier ROY (CNRS), Gabriel SAAD (Paris III), Mahmoud SAMI-ALI (Paris VII), Laurent SCHWARTZ (Paris VII), Jean-Noël SEGRESTAA (Paris X), Daniel SEPTFONDS (INALCO), François SIGAUT (EHESS), Pierre SIGAUT (Tours), Brigitte SIMON-HAMIDI (INALCO), André STIL (Académie Goncourt), Léon TABAH (EPHE), Claude TARDITS (EPHE), Nicolas TERTULIAN (EHESS), Solange THIERRY (EPHE), Nada TOMICHE (Paris III), Alain TOURAINE (EHESS), Jean-Louis TRIAUD (Paris VII), Jean-François TROIN (Université de Tours), Pierre TROLLIET (INALCO),

Jacqueline VAISSIERE (Paris III), Jean-Pierre VERNANT (Collège de France), Pierre VIDAL-NAQUET (EHESS), Anne ZELENSKY.

APPEL DES 150

Un autre Appel, dit des 150, est paru dans les quotidiens le Monde, (du 14 juin), Libération (du 17 juin) et le Figaro (du 17 juin). Voici le texte de cet appel :

Les personnalités désignées ci-dessous demandent :

- 1) *Que cesse immédiatement la répression dont est victime le peuple kurde.*
- 2) *Que les réfugiés kurdes d'Irak puissent regagner leurs foyers en sécurité sous le contrôle d'observateurs internationaux.*
- 3) *Que les Kurdes soient autorisés, dans tous les Etats où ils forment des minorités nationales, à jouir de leurs droits fondamentaux, notamment celui de parler leur langue et de conserver leur culture et leurs traditions.*
- 4) *Que le peuple kurde d'Irak soit appelé à se prononcer démocratiquement sur son avenir par le moyen d'élections libres et internationalement contrôlées.*
- 5) *Que la question kurde ne soit pas une fois de plus oubliée au cours de la prochaine conférence internationale appelée à discuter des problèmes de la région du Proche-Orient afin d'y rétablir la paix et la sécurité.*

Plusieurs anciens chefs d'Etat et de gouvernement, dont Raul ALFONSIN, Argentine ; Valéry GISCARD D'ESTAING, France ; Julio Mario SANGUINETTI, Uruguay ; José SARNAY, Brésil ; Andreas Van AGT, Pays-Bas ; Raymond BARRE, France ; Jacques CHABAN-DELMAS, France ; Jacques Yvan MORIN, Québec ; Yosuhiko NAKASONE, Japon ; René PLEVEN, France figurent parmi les signataires de cet important Appel ainsi qu'un grand nombre d'anciens ministres, de diplomates, de députés, d'écrivains, de journalistes et d'artistes (cf. p. 22 de la revue de presse de juin pour la liste complète des signataires) qui ont souscrit à cet appel.

Prix Nouredine Zaza à Jean Gueyras

LE PRIX NOUREDDINE ZAZA 1991 a été décerné jeudi 20 juin, dans les salons de l'Institut Kurde de Paris, à Jean Gueyras, journaliste au *Monde*.

Créé en 1989 par la famille de Nouredine Zaza, conjointement avec l'Institut Kurde de Paris, «afin d'encourager les journalistes à ne pas oublier ce peuple méconnu de l'histoire», ce prix récompense chaque année un journaliste de la presse francophone qui aura sensibilisé l'opinion publique à la cause kurde.

Il a aussi pour but de perpétuer la mémoire de l'écrivain et journaliste kurde Nouredine Zaza, décédé à Lausanne le 7 octobre 1988, qui a connu la prison et la torture avant de se réfugier en Suisse en 1970. Une vie de combat, qu'il a retracée dans *Ma vie de Kurde*. Docteur en pédagogie de l'Université de Lausanne, Nouredine Zaza ne cessa, parallèlement à l'enseignement, d'alerter l'opinion quant au drame des Kurdes et croyait au rôle des journalistes en tant qu'«éveilleurs de conscience». Après Antoine Bosshard, du *Journal de Genève*, Bernard Langlois, de *Politis* et Marc Kravetz, de *Libération*, le Prix Nouredine Zaza tient à honorer Jean Gueyras, pour la rigueur et la fidélité avec lesquelles, depuis plus de vingt ans, il informe les lecteurs du *Monde* sur la réalité d'un peuple martyrisé qui n'a pas attendu Halabja, en 1988, ni l'épilogue que l'on sait de la guerre du Golfe pour souffrir.

Né en 1925 au Caire, dans une famille arménienne, Jean Gueyras vient, au terme de

ses études, s'installer en France, en 1951. Son excellente connaissance de l'arabe, de l'anglais, de l'arménien, et bien sûr du français, le conduisent à poursuivre à Paris ses activités de journaliste. Il entre à l'Agence France Presse où il travaille pendant quelques années au desk du Moyen-Orient où il acquiert une grande expérience du monde arabe et musulman. Puis, il passe au quotidien *Le Monde* où, depuis plus de vingt ans, il «couvre» au Service Etranger les pays du Moyen-Orient. Il s'intéressera pendant plusieurs années au Soudan, au Yémen, au Koweït et à l'Iran où il fait de très nombreux séjours.

Il est aujourd'hui l'un des meilleurs spécialistes français de la question kurde. En effet, dès les années 1970, il part pour le Kurdistan d'Irak où il rencontre les principaux dirigeants kurdes : Dr. Mahmoud Othman, Samy Rahman, Jalal Talabani avec qui il a eu de nombreuses conversations.

A Téhéran, en 1978, il assiste à la Révolution populaire qui renverse la monarchie. Quelques mois plus tard il revient en Iran et se dirige alors au Kurdistan d'Iran pour y retrouver son ami le Dr. Abdulrahman Ghassemlou, leader du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, dont l'assassinat en juillet 1989 l'a beaucoup affecté.

Par ses reportages, interviews et analyses Jean Gueyras est l'un de ceux qui en France, ont le mieux contribué à faire connaître la question kurde à l'opinion publique.

Humour : La Turquie interdit les trois couleurs du drapeau kurde «partout sauf dans les feux de la circulation» !

LE ministre turc de l'intérieur vient d'interdire par circulaire «l'usage simultané des couleurs rouge, jaune et vert» du drapeau kurde dans les provinces de «l'Est» (NDLR. lire le Kurdistan). Désormais «ces trois couleurs, définies comme étant celles du drapeau kurde, ne peuvent être utilisées lors des cérémonies de mariages, dans des endroits publics, dans des bureaux ou sur des véhicules ainsi que sur des panneaux de publicité» indique la directive envoyée aux 13 préfets des provinces kurdes soumises à l'état d'urgence qui rappelle cependant que «les feux rouges de la circulation seront exemptés de cette interdiction».

D'après le correspondant à Istanbul de l'Agence France-Presse, qui rapporte cette insolite information, les policiers poursuivaient depuis

longtemps les commerçants ou les chauffeurs qui ornaient leurs boutiques ou leurs véhicules de ces trois couleurs. Ces derniers, ajoute AFP, se plaignaient «de mauvais traitements de forces de l'ordre» qui les obligeaient à enlever ces trois couleurs «interdites».

On ignore si les autorités turques envisagent de juger par contumace les inventeurs de feux tricolores pour «propagande séparatiste kurde» ou «crypto-kurdophilie», mais certains éditorialistes turcs nationalistes déplorent publiquement le «manque de clairvoyance du gouvernement turc qui a introduit en Turquie ces feux tels quels sans tenir compte des conditions particulières du pays». Que n'ont-il pas adopté des feux d'autres couleurs ?

La nouvelle loi «anti-terreur» turque

LA Turquie semble s'engager dans une politique que l'on pourrait qualifier de ravalement de «façade». Pour se donner à l'étranger une image de pays en voie de démocratisation, elle avait, début avril aboli les vieux articles répressifs 141, 142 et 163 du code pénal, empruntés en grande partie à l'Italie de Mussolini pour sanctionner les délits d'opinion, et libéré plus de 40.000 pensionnaires de ses tristement célèbres prisons. Ce geste largement salué par l'opinion publique, fut ensuite suivi de l'adoption le 12 avril par l'Assemblée nationale turque de la Loi N° 3713, dite «anti-terreur» qui notamment dans son article 8, réintroduit et punit sévèrement les délits d'opinion, plus particulièrement les opinions dites «séparatistes» c'est à dire tendant à revendiquer des droits pour le peuple kurde. Cette nouvelle loi, dont nous publions ci-dessous

une traduction des principaux articles est devenu le principal instrument de l'arsenal juridique turc pour réprimer les militants kurdes et les démocrates turcs réclamant la reconnaissance des droits et libertés du peuple kurde.

Définition de la terreur

Article 1. La terreur est toute action entreprise par une ou des personnes adhérant à une organisation ayant pour but de modifier par la pression, la force et la violence, la peur, l'intimidation, la menace ou l'un de ces procédés, les caractéristiques de la République indiquées dans la Constitution, son régime politique, juridique, social, laïc et économique, de saper l'intégrité indivisible du territoire et de la nation de l'Etat, de mettre en péril l'existence de l'Etat et de la République turcs, d'affaiblir ou

détruire ou usurper l'autorité de l'Etat, de supprimer les droits et libertés fondamentaux, de porter atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat, à l'ordre public ou à la santé publique.

L'organisation définie par la présente loi est considérée comme constituée par l'association de deux personnes, ou plus, autour d'un but commun.

Le terme d'organisation comprend également les groupements, associations, associations armées, bande ou bande armée définis par le Code pénal turc et les lois spéciales ayant des clauses de condamnations pénales.

Personne coupable de terreur

Article 2. Est considérée comme auteur du crime, de terreur le ou les membres des organisations constituées pour parvenir aux buts désignés dans l'article premier, et qui commettent ensemble ou individuellement des crimes ou, sont seulement membres de ces organisations, même s'il n'ont pas participé directement aux actions criminelles.

Ceux qui commettent des crimes au nom d'une organisation de terreur même s'ils n'en sont pas membres sont considérés comme coupables de terreur et punis comme tels.

Les organisations de terreur

Article 7. Sous réserve des clauses des articles 3 et 4 (de la présente loi) et des articles 168, 169, 171, 313, 314 et 315 du Code pénal turc, ceux qui créent ces organisations, telles qu'elles sont décrites à l'article 1 de la présente loi, sous quelque nom que cela soit ou qui les dirigent ou qui organisent leurs activités sont passibles d'une peine réclusion de cinq à dix ans d'emprisonnement, ainsi que d'une amende lourde de deux cent à cinq cent millions de livres ; Ceux qui feront partie de ces organisations sont passibles d'une peine de réclusion de trois à cinq ans et d'une amende lourde de cent à trois cent millions de livres.

Ceux qui aident les membres d'une organisation constituée dans les conditions définies plus haut ou font de la propagande en son nom même si leurs actes constituent d'autres délits sont passibles, en plus, d'une peine d'emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende lourde de cinquante à cent millions de livres.

Si ce soutien est apporté dans l'enceinte d'une association, d'une fondation, d'un parti politique, d'un organisme de travailleurs ou professionnel ou dans les bâtiments, locaux, bureaux ou leurs annexes appartenant à leurs sections ou dans les institutions d'enseignement ou foyer d'étudiants ou dans leurs annexes les peines prévues par le paragraphes 2 seront doublées.

En outre, les associations, les fondations ou les organismes similaires dont le soutien à la terreur est prouvé seront interdits d'activités et fermés sur décision du tribunal. Les biens de ces institutions ainsi fermées seront confisqués.

Si le délit de propagande relative à une organisation telle qu'elle est définie au paragraphe 2 est commis par un périodique au sens de l'article 3 de la loi n° 5680 sur la presse le propriétaire de celui-ci est aussi passible d'une amende équivalente à 90 % du montant de la vente réelle moyenne du mois précédent si la périodicité du périodique est inférieure à un mois, pour les publications non périodiques ou les périodiques nouvellement publiés l'amende sera de 90 % du montant de la vente du plus gros tirage quotidien rapporté à la vente moyenne du mois précédent. Dans tous les cas l'amende ne peut être inférieure à cent millions de livres. En outre les directeurs de ces publications sont passibles d'une amende égale à la moitié de celle infligée à leurs propriétaires et d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans.

Propagande contre l'indivisibilité de l'Etat

Article 8. Toute propagande écrite ou orale, toute réunion, manifestation ou démonstration visant à porter atteinte à l'intégrité indivisible du territoire et de la nation de l'Etat de la Répu-

blique turque, quels qu'en soient les méthodes, les buts et les idées, est interdite. Les contrevenants sont passibles d'une peine de réclusion criminelle de 2 à 5 ans et d'une amende lourde de cinquante à cent millions de livres.

Si le délit de propagande est commis par un périodique au sens de l'article 3 de la loi n° 5680 sur la presse le propriétaire de celui-ci est aussi passible d'une amende équivalente à 90 % du montant de la vente réelle moyenne du mois précédent si la périodicité du périodique est

inférieure à un mois, pour les publications non périodiques ou les périodiques nouvellement publiés l'amende sera de 90 % du montant de la vente du plus gros tirage quotidien rapporté à la vente moyenne du mois précédent. Dans tous les cas l'amende ne peut être inférieure à cent millions de livres. En outre les directeurs de ces publications sont passibles d'une amende égale à la moitié de celle infligée aux propriétaires de celles-ci et d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans.

REVUE DE PRESSE

MAI 1991

NOMBREUX KURDES QUITTENT LES ZONES FRONTALIÈRES POUR RETOURNER AUX VILLES QU'ILS AVAIENT QUITTÉES. A travers les villes-tentes. (*The New York Times*, 01.05.1991), p. 1.

POUR LES REFUGIES KURDES QUI ONT PEUR: UN LONG TRAJET DE RETOUR (*The New York Times*, 01.05.91), p. 3.

LES ETATS-UNIS PENSENT QUE L'IRAK DETIENNE SUFFISAMMENT D'URANIUM POUR PRODUIRE UNE BOMBE, (*The New York Times*, 01.05.91.), p. 4

DES GARANTIES INTERNATIONALES, POUR LES KURDES D'IRAK. Un point de vue de Kendal Nezan. Un retour des Kurdes dans leurs régions d'origine sans garantie internationale reviendrait à demander à Saddam : «encore un peu de répit monsieur le bourreau». Le mieux serait que le conseil de sécurité de l'ONU consacre une nouvelle résolution au règlement du problème. (*Libération* 1.05.91). p. 5.

L'O.N.U. OUVRE DES CENTRES D'AIDE POUR LES REFUGIES, (*The Globe and Mail*, 05.05.1991), p. 6

DEBAT A L'ONU SUR LA CREATION D'UNE FORCE POLICIERE POUR LA ZONE KURDE. LE DRAPEAU DE L'ONU AU NORD DE L'IRAK. Rafsandjani et Özal se sont concertés sur le problème kurde (*El Pais*, 01.05.91), p. 6.

LE DRAPEAU DE L'ONU SUR LE CAMP DES REFUGIES. ZAKHO RETOURNE A LA VIE, MAIS LES KURDES SONT SCEPTIQUES. LA NATION PALESTINIENNE, MINORITE KURDE (*La Republica*, 01.05.91) p. 11-12.

LE DEBAT SUR LES KURDES AU CONSEIL DE SECURITE ET LES PREMIERS RETOURS DE REFUGIES EN IRAK. LES ALLIES DEMANDENT L'ENVOI SUR PLACE D'UNE FORCE DE POLICE DE L'ONU. Quelque six cent cinquante soldats français mobilisés pour l'aide humanitaire. Washington s'oppose à ce que Bagdad vende à nouveau du pétrole sur le marché mondial. (*Le Monde* 2.05.91). p. 13.

EDITORIAL: POURQUOI LES KURDES ONT-ILS FUI? La raison la plus évidente est leur peur. Les alliés élargissent la zone de sécurité. Les Etats Unis demandent que l'Irak finance les opérations d'aide aux réfugiés kurdes. *The New York Times*, 02.05.91. p.14-15.

LES PLUIES VIOLENTES RALENTISSENT LE RETOUR DES KURDES. Mais des milliers d'entre eux ont gagné le camp des alliés à Zakho. (*International Herald Tribune*, 02.05.91), p.16.

L'IRAK POSE SES CONDITIONS pour la destruction de son matériel nucléaire. (*International Herald Tribune*, 02.05.91), p.17.

LA TURQUIE ET L'IRAN DEMANDENT LE

RAPATRIEMENT DES REFUGIES IRAKIENS. Les gouvernements voient en eux une source potentielle l'instabilité. (*The Globe and Mail*, 02.05.91.), p.17.

UNE AIDE INSUFFISANTE POUR LES KURDES DANS LES CAMPS IRANIENS (*The Globe and Mail*, 02.05.91), p.18.

L'IRAK POURRAIT ABANDONNER LA VILLE PETROLIERE AUX KURDES. Un Kurde voit, dans les pages de *Star*, la photo de sa famille qu'il croyait perie. (*The Toronto Star*, 02.05.91), p.19.

LES CONVOIS D'AIDE DE L'ONU S'ACHEMINENT VERS LES ZONES KURDES, (*The Christian Science Monitor*, 02.05.91), p.20.

SELON UN DELEGUE DES NATIONS UNIES LES REFUGIES KURDES AMORCENT LEUR RETOUR EN IRAK. Les inquiétudes d'Ankara. (*Le Monde* 2.05.91). p. 21

LES MURMURES DE BAGDAD : ENFIN LES IRAKIENS OSENT SE CONFIER : OUI, SADDAM A HYPOTHEQUE LEUR AVENIR. (*L'Express* 2.05.95). P. 21.

BOB WOODWARD EXPLIQUE DANS SON LIVRE QUE COLIN L. POWELL AVAIT DE SERIEUSES RESERVES CONCERNANT L'OFFENSIVE MILITAIRE EN IRAK. A la suite d'un incident diplomatique, la Turquie expulse 30 soldats britanniques. Les Alliés étendent la zone de protection et ouvrent deux nouveaux camps pour les réfugiés de retour. Melvin Fagen: Une garantie onusienne pour les Kurdes peut se baser sur de précédents solides. L'Irak risque de payer la facture de l'aide aux Kurdes. (*International Herald Tribune*, 3.05.91), p. 22-26

LES TROUPES ALLIEES SE DEPLOIENT AU NORD DE L'IRAK. Les soldats occidentaux poursuivent leur avancée dans le nord de l'Irak, tandis que le Haut-Commissariat de Nations-Unies pour les réfugiés reconnaît n'être pas en mesure de garantir la sécurité des Kurdes. (*Le Figaro* 4.05.91). p. 27.

L'ONU CRITIQUE LES EFFORTS D'AIDE AUX REFUGIES. Pérez de Cuellar: les Alliés manquent de plan d'aide aux Kurdes. Les Kurdes sont menacés par le choléra et le typhoïde. (*International Herald Tribune*, 04-05.05.1991), p. 28.

DES CONFLITS SURGISSENT ENTRE LA

TURQUIE ET LES TROUPES ALLIEES. Le chef de l'ONU se met en colère concernant les accusations des Alliés contre lui. La routine remplace le désordre dans les camps turcs. Combien un homme est-il grand à Ankara? (*The New York Times International*, 04.05.91), p.29-31.

LA TENSION ENTRE LES TURCS ET LES TROUPES DES ETATS UNIS MENACENT L'AIDE AUX KURDES. (*The Toronto Star*, 04.05.91), p:31.

INCITER LES KURDES A RETOURNER. DIHOK EMERGE COMME UN POINT CLEF. (*International Herald Tribune*, 04-05.05.91), p.32.

LES ALLIES S'INSTALLENT SANS OPPOSITION. L'armée de Bagdad est restée à distance des troupes alliées lors du déploiement de celles-ci hier, dans une zone de sécurité qui a doublé de surface. Et alors que la reprise des négociations avec les Kurdes est annoncée, Saddam s'en est pris à des dirigeants du Baas. (*Libération* 4.05.91). p. 33.

LE SENAT US ET «LA REVOLUTION PERDUE». Un rapport du Sénat, rédigé par Peter Galbraith, estime que la politique de la Maison Blanche a découragé la révolte des Irakiens contre Saddam Hussein. (*Libération* 4.05.91). p. 33.

LES TURCS ONT FERME LEUR FRONTIERE AVEC L'IRAK PENDANT TROIS HEURES ET EMPECHE L'AIDE D'ARRIVER. Un rapport de Peter Galbraith: les USA ont raté la chance de se débarrasser de Saddam Hussein. (*International Herald Tribune*, 04-05.91), p. 34.

PROTECTION DES KURDES: SOLUTION PROVISOIRE, (*Il Mundo*, 04.05.91), p.35.

LES CHEFS KURDES ANNULENT LEUR DEUXIEME RENCONTRE AVEC SADDAM, (*The New York Times*, 05.05.91), sp.35.

VISITE AU PALAIS D'HIVER DE SADDAM A AMADIYA (*El Mundo*, 04.05.91), p.36.

L'IRAN VOIT L'AIDE AMERICAINE AUX KURDES COMME UNE INSULTE. Le don des couvertures utilisées augmente l'hostilité à l'égard des donateurs occidentaux. *The New York Times*, 05.05.91), p.37.

EN ATTENDANT L'ONU LES KURDES IRAKIENS

SOUS LA TUTELLE DES AMERICAINS (*The New York Times*, 05.05.91), p. 38

J'EXISTAIS. LES KURDES. VOUS NE LES OUBLIREZ PLUS (*Het Belang van Limburg*, 04-05.05.1991), p.39.

LES FORCES ALLIEES VEULENT ETENDRE LEUR CONTRÔLE JUSQU'À LA VILLE DE DOHUK. (*El Mundo*, 5 Mayo 1991), p. 40.

DRAME DU PEUPLE KURDE. CONDITIONNEL RETOUR AU PAYS. Les réfugiés insistent sur une garantie de l'ONU pour leur retour en Irak. Les conditions de vie se détériorent dans les centres de regroupement des deux côtés de la frontière turco-irakienne. (*24 Heures* 6.05.91). p. 41.

LES SITES NUCLEAIRES DE L'IRAK. (*Le Monde* 4-5.05.91). p. 41.

UNE FRACTION SEULEMENT DES REFUGIES SONT RENTRES AU KURDISTAN. (*Le Monde* 4-5.05.91). p. 41.

LES MEDECINS SANS FRONTIERS FONT ETAT DE CAS DE CHOLERA DANS LES CAMPS KURDES EN TURQUIE. (*El Pais*, 06.05.91), p. 42.

UNE NATION DANS UNE VALLEE DES TROIS FRONTIERES. (*Newsweek*, 06.05.91), p. 43.

UNE GUERRE PAS COMME LES AUTRES. Dans le nord de l'Irak les *marins* se battent pour sauver les Kurdes, (*U.S. News and World Report*, 06.05.91), p. 44-45.

LES KURDES EXPLIQUENT LES RAISONS DE L'ECHEC DE LA REVOLTE. Les rebelles ont été dépassés par la nécessité de se révolter et de gouverner en même temps. (*The Christian Science Monitor*, 06.05.91), p:46

«AUCUNE ZONE KURDE PERMENANTE». Le Président Bush a déclaré que les U.S.A. n'étaient pas intéressés par une zone de sécurité permanente pour les Kurdes. (*Basler Zeitung*, 06.05.91), p. 47.

LES CASQUES BLEUS COINCES A L'ONU. Aucune date n'a pu être définie pour le déploiement d'une force internationale au Kurdistan irakien. Critiqué, Perez de Cuellar reproche aux alliés de ne pas faire de propositions claires. (*Libération* 6.05.91). P. 48.

HELLO, HELLO! LES ALLIES ONT ELARGI LA ZONE DE PROTECTION POUR LES KURDES. Tout est fait pour que les réfugiés retournent. (*Der Spiegel*, 06.05.91), p.48-49.

BARZANI, CHEF DU PDK D'IRAK CONTINUERA LES NEGOCIATIONS AVEC SADDAM. Les alliés comptent rapatrier 200.000 personnes par mois. (*El Mundo*, 07.05.91), p.50.

L'EMERGENCE DE SADDAM HUSSEIN EST MISE EN SCENE. (*International Herald Tribune*, May 6, 1991), p. 51.

LES ALLIES COMPTENT SUR LE RETOUR DE 200.000 PERSONNES D'ICI A LA FIN DU MOIS. SADDAM PROMET AUX CHEFS KURDES D'ORGANISER DES ELECTIONS LIBRES DANS LES SIX MOIS A VENIR. Les alliés construisent un nouveau camp à Amadiyah. (*International Herald Tribune*, 05.06.1991), p. 51-52.

J'EXISTAIS. LES KURDES : VOUS NE LES OUBLIEREZ PLUS JAMAIS. (*La Wallonie* 3.05.91). p. 53.

LA GRANDE TRANSHUMANCE DES REFUGIES. Dans le nord de l'Irak, sous la protection des soldats alliés, la ville de Zakho est devenue la première étape du long chemin qui doit permettre aux réfugiés kurdes de retrouver leurs foyers. (*Le Figaro* 3.05.91). p. 54.

DE RETOUR DU KURDISTAN DES MEMBRES DE L'A.M.I. TMOIGNENT «L'AIDE INTERNATIONALE DOIT ARRIVER EN IRAK». (*L'Alsace* 3.05.91). p. 55.

REFUGIES KURDES : EN HAUTE-LOIRE ILS PENSENT AU PAYS. (*Dépêche de Dijon* 3.05.91). p. 55.

LES PRESIDENTS TURC ET IRANIEN REAFFIRMENT QUE LES KURDES DOIVENT ETRE RAPATRIES VERS L'IRAK (*El Mundo*, 2.05.91), p. 56.

LES KURDES ET BAGHDAD ENTAMENT UNE NOUVELLE ETAPES DE NEGOCIATIONS (*The New York Times*, 03.05.91), p.57.

LE NOMBRE DE DONATEURS CREE DE NOMBREUX PROBLEMES D'ORGANISATION (*Basler Zeitung*, 02.05.91), p.57.

EN ATTENDANT L'INONDATION (*The European*, 03.05.91), p.58

LES ETATS-UNIS DEMANDENT QUE L'IRAK SE CHARGE DES DEPENSES CONCERNANT LES REFUGIES. Le coût des opérations s'élèvera à 500 millions de dollars pour les six premiers mois. LES SENATEURS: LES ETATS-UNIS N'ONT PAS SOUTENU LA TENTATIVE DE COUP D'ETAT EN IRAK. Les rebelles ont vainement cherché un signe de soutien. (*The Globe and Mail*, 03.05.91), p. 59-60.

LES FORCES AMERICAINES ACCUSENT LA TURQUIE D'AVOIR FERME SA FRONTIERE AVEC L'IRAK. La Turquie rejette l'accusation. LES ALLIES AVANCENT PLUS LOIN EN IRAK et prennent le contrôle d'une zone incluant quatre résidences de Saddam. (*The Toronto Star*, 03.05.91, p.60-61).

LES ALLIES DOUBLENT L'ETENDUE DE LA ZONE DE PROTECTION POUR LES KURDES EN IRAK (*The New York Times*, 03.05.91), p.61-62.

LES ETATS-UNIS ENTENDENT UN ECHO DANS LES MONTAGNES TURQUES : Conduisez-nous à Dihok. ETATS UNIS: L'IRAK SE RETIRE DE LA VILLE KURDE, DIHOK. (*The New York Times International*, 07.05.91), p. 63.

UN GENERAL DE HAUT RANG DEMANDE QUE LA ZONE DE PROTECTION SOIT ETENDUE A LA VILLE DE DIHOK (*The Guardian*, 07.05.91), p.64.

L'APPEL DE LA CROIX-ROUGE BRITANNIQUE POUR CONCERT AU PROFIT DES REFUGIES KURDES GÂCHÉ PAR DES QUERELLES (*The Guardian*, May 7, 1991), p. 65-66.

LES FORCES AMERICAINES ETENDENT ENCORE LA ZONE DE SECURITE POUR LES REFUGIES KURDES. FORCES ALLIEES : LA POUSSEE VERS L'EST. (*Le Monde* 7.05.91 - (24 Heures 8.05.91). p. 67.

ABANDONNE D'ALLAH. L'HUMILIANT QUOTIDIEN DES REFUGIES DE CUKURCA. Dans une cuvette de boue où l'aide humanitaire internationale tente d'atténuer la misère, les milliers d'exilés kurdes ont renoncé à prier. (*Le Figaro*, mai 1991). p. 68.

L'AMBIANCE «POSITIVE» LORS DE LA REN-

CONTRE KURDO-IRAKIENNE. Le leader Barzani rencontre le vice premier ministre Aziz à Bagdad (*El Mundo*, 08.05.91), p.69.

DONNER UNE REALITE AUX SANCTIONS, Les Etats-Unis préfèrent l'élargissement des zones de sécurité à la création de nouveaux camps de réfugiés. BAGDAD SE DIT OPTIMISTE CONCERNANT LES NEGOCIATIONS AVEC LES KURDES (*International Herald Tribune*, 08.05.91), p. 70-71.

LES VOLS AERIENS SUR LE SUD D'IRAK SONT ARRETES. LES TROUPES SERONT RETIREES. LES DERNIERS G.I. QUITTENT UN IMPORTANT POSTE FRONTALIER ENTRE L'IRAK ET LE KUWAÏT. Harcelés par les autorités, l'équipe de la seule clinique américaine quitte l'Iran. NEGLIGES, LES REFUGIES REGRETTENT L'IRAN (*The New York Times*, 08.05.91), p:72-74.

L'UNITE PRECAIRE DES KURDES (*The Christian Science Monitor*, 08.05.91), p. 76.

LES ALLIES ETENDENT ENCORE LEUR SURVEILLANCE. L'opération de police internationale a progressé, hier, vers l'est de l'Irak. Mais aucune date n'a encore été arrêtée pour le début des opérations de rapatriement en masse des réfugiés kurdes, qui préférèrent pour l'instant rester dans les camps et les montagnes. (*Libération* 8.05.91). p. 77.

LES «ROYAL MARINES» AVANCENT AU KURDISTAN. Après le retrait irakien de Dohouk, les troupes alliées devaient entrer hier dans la ville. Une progression les armes à la main, pour mener à bien leur mission humanitaire. Le choléra menace les camps de réfugiés kurdes. La France dépêche 450 soldats pour venir en aide aux réfugiés. Au sud, les Casques bleus prennent le relais des soldats américains. Les réserves de Damas et de Téhéran. (*Le Figaro* 8.05.91). p. 77 & 78.

LA TRAGIQUE HISTOIRE D'UN PEUPLE. NOUS SOMMES TOUS DES KURDES (*El Pais*, 8 mayo 1991), p. 79.

POUR LES KURDES L'EPREUVE DU GRAND RETOUR. Interview de Roberto Formigoni, député chrétien-démocrate, vice-président du Parlement européen, de retour du Kurdistan. (*La Repubblica*, 8 maggio 1991), p. 80-81.

LES ETATS-UNIS QUITTENT L'IRAK. KENDAL

NEZAN: L'Iran porte la responsabilité de la non distribution de l'aide alimentaire de Norvège aux réfugiés kurdes. (*Aftonposten*, 8 mai 1991), p. 82.

UNION CONTRE SEPARATION: LE PARTAGE PEUT ETRE MEILLEUR (*International Herald Tribune*, 09.05.91), p.83.

LES ETATS UNIS AFFIRMENT QUE LES IRAKIENS ONT OUVERT LE FEU SUR UN AVION DE LA NAVY, Les Kurdes inondent les camps américains. LES KURDES VOIENT MAINTENANT LEUR «MEILLEURE CHANCE» AVEC BAGHDAD. L'optimisme concernant les négociations avec Bagdad. L'ancien ambassadeur irakien a obtenu le statut de résident au Canada. (*The New York Times*, 09.05.91), p.84-85.

LES FRONTIERES DE L'INGERENCE. Croyant leur autonomie imminente, les réfugiés rentrent en Irak. Mais l'Amérique n'a rien promis. (*L'Express* 9.05.91). p. 86.

L'AUTONOMIE KURDE PEUT-ETRE EN BONNE VOIE. Massoud Barzani a demandé hier à Bagdad que toutes les régions irakiennes à majorité kurde fassent partie de la province autonome. (*Libération* 9.05.91). p. 87.

LE CHEF KURDE JALAL TALABANI: NOUS SOMMES PLUS QUE JAMAIS PROCHES DE L'AUTONOMIE (*International Herald Tribune*, 10.05.91), p. 87.

ACCROISSEMENT DE LA TENSION DANS LE NORD DU PAYS : Deux avion de la Navy subissent des attaques des forces de Saddam entre Dohuk et Mossoul (*Corriere della Sera*, 9 maggio 1991), p. 88.

ACCORD EN VUE A BAGDAD. LES NEGOCIATIONS SUR L'AVENIR DU KURDISTAN IRAKIEN. La mission de l'ONU a pris la relève à la frontière irako-koweïtienne. Mais l'Irak rejette la proposition britannique d'une force de police internationale dans le nord du pays. (*Le Figaro* 10.05.91). p. 89.

BARZANI REJETTE L'OFFRE DE SADDAM ET DEMANDE PLUS D'AUTONOMIE POUR LE KURDISTAN. LE LEADER KURDE N'ACCEPTE PAS LES CONCESSIONS DE BAGDAD A TALABANI. (*El Mundo*, 10 mayo 1991), p. 90.

AVEC LE RETOUR DES KURDES LA TENSION MONTE. *The European*, 10.05.91. p. 91

BAGDAD REJETE LE PLAN DE PROTECTION DES KURDES PAR LA POLICE DES NATIONS UNIES (*The New York Times*, 10.05.91), p. 92.

L'IRAK TENTE DE LIMITER L'ELARGISSEMENT DE LA ZONE DE PROTECTION (*The New York Times*, 10.05.91) p: 93 .

LA DELICATE MECANIQUE DU DISPOSITIF D'AIDE AUX REFUGIES KURDES. Le camp d'Isikveren, le plus grand camp de réfugiés en Turquie s'est aujourd'hui vidé aux trois-quarts. Mais le retour en Irak ne signifie pas la fin des problèmes pour les Kurdes. (*Nord-Eclair* 10.05.91). p. 93.

UN JOURNALISTE TOULOUSAIN PARLE DU PROBLEME KURDE : CHRONIQUE DU SACRIFICE ORDINAIRE D'UNE NATION. (*Le Journal de Toulouse* 10.05.91). p. 94.

BAGDAD: NON A L'INTERVENTION DE L'ONU POUR LES KURDES (*Corriere della Serra*, 10.05.91), p. 95 .

LE PRESIDENT DE L'INSTITUT KURDE: LES GARANTIES SONT NECESSAIRES POUR LE RETOUR DES KURDES, (quotidien norvégien *Hufvudstadsbladet*, 10.05.91), p.97- 98.

LESORT DES REFUGIES KURDES D'IRAK RESTE DRAMATIQUE. LE PRESIDENT DE L'INSTITUT KURDE EN FINLANDE ET NORVEGE POUR INFORMER L'OPINION ET LES GOUVERNEMENTS. (*Helsingin Sanomat & Ulkomaat* 10 toukokuuta 1991), p. 98-99.

AUCUN PROGRES VERS UNE RELEVÉ DES ALLIES AU KURDISTAN après le refus par Bagdad d'une force de police de l'ONU. (*Le Monde* 11.05.91). P. 99.

A L'ONU LE SPECTRE DE L'ENLISEMENT. Le refus irakien d'une police internationale des Nations unies dans le nord du pays s'ajoute au blocage concernant les dossiers du désarmement et des modalités du Koweït. (*Libération* 11.05.91). p. 100.

DES NEGOCIATIONS EXTREMEMENT DISCRETES. Entre les dirigeants kurdes et Bagdad se poursuivent sans rien laisser filtrer sur les «garanties internationales» réclamées par les premiers. (*Libération* 11.05.91). p. 101.

LES TROUPES TURQUES POUR LA «PROTEC-

TION» DES REFUGIES DU NORD DE L'IRAK. Déclaration surprise d'Ankara. LA SITUATION DES KURDES SE DEGRADE MALGRE UNE AIDE INTERNATIONALE ACCRUE. (*Basler Zeitung*, 11.05.91), p. 101-102.

DES CASQUES BLEUS AU KURDISTAN : LE «NON» DE BAGDAD A L'ONU INQUIETE WASHINGTON. Mais le leader kurde Jalal Talabani déclare : «Nous n'avons jamais été aussi près de l'autonomie. (*Le Figaro* 11.05.91). p. 103.

LE RAPATRIEMENT DES KURDES A COMMENCE. Sous la protection des alliés, les premiers réfugiés ont quitté hier les camps de la frontière turque à bord de dizaines de camions et d'autocars. (*Haute-Marne Libérée* 12.05.91). p. 103.

SHIVAN PERVER, LA VOIX D'UN PEUPLE OPPRIME. De retour d'une tournée dans les camps de réfugiés, le chanteur kurde participera au grand concert de solidarité organisé à Londres. (*Haute-Marne Libérée* 12.05.91). p. 104.

UN GENERAL IRAKIEN ET LE CHEF DES REBELLES EN NEGOCIATION POUR LA VILLE DE DIHOK, (*Gazette Telegraph*, 12.05.91), p. 105.

LES STARS EN CONCERT POUR COLLECTE DES FONDS. LES VOIX POUR LES KURDES, (*The Toronto Sun*, 13.05.91), p. 106

LES STARS DE ROCK POUR LES KURDES: DES MILLIARDS ET QUELQUES POLEMIQUES (*Corriere della Sera*, 14.05.91), p: 107.

LE PLAN DE RAVITALEMENT DE L'ONU COMMENCE A DIHOK. Soutenir les Kurdes. (*International Herald Tribune*, 13.05.91), p. 108.

L'OPERATION DE RAVITALEMENT DE DIHOK COMMENCE AUJOURD'HUI (*The Times*, 13.05.91), p.108.

KURDISTAN : CARNETS DE ROUTE DE B.H.L. APRES LA «LOGIQUE DE GUERRE», LA «LOGIQUE D'AIDE HUMANITAIRE» ENTRAINE L'ARMEE AMERICAINE A OCCUPER CHAQUE JOUR UN PEU PLUS DE TERRITOIRE IRAKIEN. « Mieux vaut cela que construire des camps aux réfugiés kurdes» a expliqué Dick Cheney, le ministre américain de la défense. Mieux vaut assumer jusqu'au bout les conséquences d'une guerre, probablement

interrompue trop tôt, que recréer, dans les montagnes du Kurdistan, un nouveau ghetto de type palestinien. Car c'est bien un terrible problème de populations déplacées, comme en ont secrété la Seconde Guerre mondiale et le conflit israélo-palestinien, que décrit, dans des carnets de toute qu'il a réservés au Point, l'écrivain Bernard-Henri Lévy. Un récit très personnel, fait d'une succession de scènes déconcertantes et tragiques. (*Le Point* 13.05.91). p. 109 à 113.

EXIGEANT UNE GARANTIE POLITIQUE DE SADDAM ET LA PROTECTION DES TROUPES ALLIEES, LES KURDES REFUSENT DE RETOURNER A DIHOK (*Martes*, 14.05.91), p. 114.

LES KURDES QUITTENT LES CAMPS DE FORTUNE (*The Times*, 13.05.91), p.115.

L'ONU PREND LE CONTROLE DES CAMPS KURDES DES AMERICAINS (*International Herald Tribune*, 14.05.91), p. 115.

PLACER L'EUROPE A COTE DE L'AMERIQUE EN IRAK- Faites comme ces docteurs font. (*International Herald Tribune*, 14.05.91), p. 116.

LA TRAGEDIE KURDE : LES REFUGIES KURDES HESITENT TOUJOURS A RENTRER CHER EUX. (*Le Monde* 14.05.91). p. 117.

L'ONU CHERCHE LES MOYENS DE DEPLOYER DES FORCES DE POLICE EN IRAK. Clameurs dans la ville irakienne. (*International Herald Tribune*, 15.05.91), p.118.

ACCROCHAGE AU KURDISTAN ENTRE SOLDATS BRITANNIQUES ET IRAKIENS. (*Le Monde* 15.05.91). p. 119.

BUSH EST PRET A APPUYER LA PROPOSITION D'ENVOYER LA POLICE DE L'ONU EN IRAK (*International Herald Tribune*, 17.05.91), p. 119

TEMOIGNAGE D'UN «VIEUX ROUTIER» DE MEDECINS DU MONDE : RETOUR DE L'ENFER KURDE. Vendredi le docteur Bernard Granjon, de retour de Turquie, en a profité pour décrire des scènes révoltantes. (*Midi Libre* 15.05.91). p. 120.

BERNARD-HENRI LEVY SUR LES LIEUX DE LA TRAGEDI D'UN PEUPLE. LE JOURNAL D'UNE VISITE DANS LE CAMP DE ÇUKURCA (*Corriere della Sera*, 17 maggio 1991), p. 121-122.

NOMBREUX KURDES S'ARRETENTS SUR LE CHEMIN DE RETOUR (*International Herald Tribune*, 17.05.91), p. 122.

LES KURDES DE RETOUR EXERCENT UNE PRESSION POUR REPENDRE DIHOK (*The Guardian*, 17.05.91), p. 123

LES KURDES : LE PEUPLE INTERDIT. (*France Catholique* 17.05.91). p. 124 à 126.

POINTS-CLEF ETABLIS POUR L'ACCORD SUR LES KURDES. EN POURPARLERS A BAGDAD, LE LEADER KURDE APPELLE LES REFUGIES A RENTRER. (*International Herald Tribune*, May 18, 1991), p. 127.

LA SITUATION PRECAIRE DANS LES CAMPS DE REFUGIES. LES KURDES FONT ETAT DE PROGRES TANGIBLES (*Nordscweiz Basler Volksblatt*, 18.05.91), p. 128 .

«ON NE PEUT PLUS VIVRE SANS DEMOCRATIE». Alors que les négociations se poursuivent entre le gouvernement de Bagdad et les Kurdes, la vie reprend peu à peu ses droits au Kurdistan irakien. Sans trop savoir pourtant de quoi demain sera fait. (*Témoignage Chrétien* 18.05.91). p. 129.

Lally Weymouth rapporte d'Ankara: L'AIDE TURQUE DEVRAIT LUI ETRE RETOURNEE; Beaucoup de Turcs admettent qu'Özal a changé le visage de la Turquie» (*International Herald Tribune*, 22.05.91). p. 131

LES IRAKIENS ACCEPTENT DE QUITTER LA VILLE DE DIHOK. LES KURDES SONT SCEPTIQUES (*International Herald Tribune*, 23.05.91), p.132.

UNE VILLE KURDE DONT LE «MAIRE» EST BRITANNIQUE. (*Le Monde* 25.05.91). p. 133.

LES KURDES ARRIVENT EN MASSE A DIHOK (*International Herald Tribune*, 27.05.91), p. 133 .

LES DANGERS CACHES POUR LES GI: LAISSER DES MINES ET DES BONBONS POUR LES KURDES (*International Herald Tribune*, 28.05.91), p.134.

MAHMUT BAKSI: LE PROBLEME KURDE NECESSITE UNE SOLUTION POLITIQUE (*Aftonbladet*, 30.05.91). p.134-135.

AU KURDISTAN IRAKIEN L'OPERATION DES ALLIES DANS LA «ZONE DE SECURITE» EST AUSSI MEDIATIQUE. (*Le Monde* 30.05.91). p. 136.

LA CRISE DIMINUANT, LES ALLIES FERMENT LEUR DERNIER CAMP EN TURQUIE. LA FAMILLE DE SADDAM HUSSEIN OCCUPE PLUS SOLIDEMENT LES POSTES CLEFS DU GOUVERNEMENT (*International Herald Tribune*, 30.05.91), p. 136-137.

KURDES : RETOUR AU PAYS DE LA PEUR. Amnesty International a trente ans : 30 années au service des droits de l'homme. Jusqu'où peut aller le «droit d'ingérence» ? En liaison avec l'équipe de Jean-Marie Cavada, Jean-Paul Mari a enquêté au Kurdistan, où les réfugiés qui avaient fui Saddam reviennent sous la protection des soldats occidentaux. (*Le Nouvel Observateur* 30.05.91). p. 138 & 139.

CEUX QUI FRAPPENT A NOTRE PORTE ... Les limites du droit d'asile. (*Le Nouvel Observateur* 30.05.91). p. 140.

LES ETATS UNIS SE PREPARANT A QUITTER L'IRAK. IL N'Y A AUCUNE GARANTIE POUR LES KURDES (*The Independant*, 31.05.91), p. 140

L'AGONIE KURDE. QUELQUES-UNS VIENNENT DE SI LOIN QU'ILS ONT OUBLIE TOUTE CRAINTE. CHAQUE NUIT, EN SILENCE, DES COUPLES REPARTENT AVEC UNE VAGUE BOULE DE CHIFFONS. JE RETOURNERAI CHEZ MOI QUAND SADDAM SERA TUE. AU JOUR LE JOUR, CE PEUPLE S'EFFILOCHE ET SE RECONSTITUE. Claude Sérillon a accompagné une mission humanitaire française sur la frontière iranienne. Affamés, malades, éperdus, près d'un million de réfugiés sont emportés dans une tragédie qui semble ne devoir jamais connaître de fin. Récit. (*L'Autre Journal* 05.91). p. 141 à 144.

POUR SEULES AMIES, LES MONTAGNES. (*L'Autre Journal* 05.91). p. 144 à 146.

JUIN 1991

JALAL TALABANI, CHEF KURDE D'IRAK: «LE PLUS IMPORTANT EST LA DEMOCRATIE EN IRAK» (*El Pais*, 01.06.91), p. 1.

TEMOIGNAGE : CINQ SEMAINES AU KURDIS-

TAN.. Une Alsacienne dans un camp de réfugiés. (*Dernière Nouvelle d'Alsace* 2.06.91). p. 2.

UNE EXPO POUR LES KURDES. Le mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples rappelle en mairie les souffrances de ce peuple. (*Dauphiné Libéré* 3.06.91). p. 2

LES KURDES : UN PEUPLE SACRIFIE. ILS SONT PRIS AU PIEGE. (*Famille Chrétienne* 6.06.91). p. 3 & 6. (*La Vie* 6.06.91). p. 6.

LES KURDES VEULENT GARDER LES ALLIES. Protestant contre l'éventuel retrait américain d'Irak, des Kurdes ont attaqué la préfecture de Dohouk. Six morts. (*Télé K7* 06.91) p. 3.

JOURNEE KURDE REUSSIE (*Dépêche du Midi* 4.06.91). p. 3.

KURDES : LE PRIX DU CYNISME. La tragédie kurde n'a pas commencé avec la guerre du Golfe. Le récit d'un siècle de diaspora. (*Alternances* 5.06.91). p. 4.

«UN MARECAGE PLUS DOUX, PLUS GENTIL» (*Newsweek*, 27.05.91), p. 5.

IRAK N'ACCEPTE PAS DE DONNER KIRKOUK AUX KURDES (*International Herald Tribune*, 06.06.91), P.7.

UN REGARD SUR LES REFUGIES KURDES. Commission médicale et caritative internationale (*Presse Océan* 6.06.91). p. 7.

KURDISTAN : SOLIDARITE. Soirée-témoignage, organisée par le conseil général de l'Isère, avec la participation de Médecins du Monde et Aide Médicale Internationale à la Maison du tourisme. (*Dauphiné Libéré* 6.06.91). p. 9.

LES CHRETIENS OUBLIES DE L'IRAK (*El Pais*, 6. junio 1991), p. 8.

LA TURQUIE DONNE DES SIGNES DE RECHAUFFEMENT AVEC L'IRAK. (*The Christian Science Monitor*, June 7, 1991), p. 11.

«LES MINES RESTENT LE PRINCIPAL DANGER ...» Jean-Guy Tournafond rentre d'une mission au Kurdistan. (*Paris Normandie* 7.06.91). p. 12.

DANIELLE MITTERRAND REND VISITE AUX

REFUGIES KURDES A TITRE PRIVE AU MOULIN DE PRAILLANE. (*Vendée Matin et Presse Océan* 7.06.91) p. 13 & 14.

TALABANI ACCUSE LES OCCIDENTAUX. Le leader affirme que les dirigeants kurdes avaient décidé de ne pas participer à la guerre aux côtés des Alliés, et qu'ils ont été trompés par la propagande annonçant la défaite du régime de Saddam. (*24 Heures* 8.06.91). p. 15.

MISSION DIFFICILE AU KURDISTAN POUR L'UN DES PERMANENTS D'EQUILIBRE (*Lyon Matin* 7.06.91). P. 15.

LA MELIDITION DE L'IRAK: DANS LE PIRE DES MOMENTS SADDAM RESTE (*International Herald Tribune*, 08-09.05.91), .p. 16

IRAK : LE CONSEIL DE SECURITE MAINTIENT L'EMBARGO SUR LES ARMES A DESTINATION DE BAGDAD. UN DIRIGEANT KURDE CRITIQUE LA «PROPAGANDE» ALLIEE PENDANT LA GUERRE. (*Le Monde* 9-10.06.91). p. 17

LES KURDES AUX ALLIES : «NE PARTEZ PAS». Parade militaire sans précédent à Washington devant un million de personnes. (*Nice Matin* 9.06.91). p. 18.

APPEL DE 150 PERSONNALITES FRANÇAISES ET ETRANGERES «POUR QUE CESSE LA REPRESSION CONTRES LES KURDES». (AFP 13.06.91). p. 18. (*Le Monde* 17.06.91). p. 22. (*Le Figaro* 17.06.91). p. 31.

RETOUR A HALABDJA. LES CAMPS DE REFUGIES SE VIDENT (*El Pais*, 10.06.91)., p. 19.

EN IRAK, POUR ASSURER LA PROTECTION DES KURDES, LES ALLIES SOUHAITERAIENT UNE FORCE D'INTERVENTION EN TURQUIE. (*Le Monde* 22.06.91). p. 20.

L'ANGOISSE D'UNE FAMILLE KURDE : A Thonon, après le refus de sa demande d'asile politique, M. Eligul écrit au Chef de l'Etat «Je ne veux pas passer 30 ans de ma vie dans une prison turque». Sa famille risque l'expulsion. (*Dauphiné Libéré* 13.06.91). p. 20.

SADRUDDIN AGA KHAN: DONNEZ UNE CHANCE AUX GARDES DE L'ONU EN IRAK (*International Herald Tribune*, 12.05.91), p. 21

LE PROCHE-ORIENT ET L'INTERNATIONALE SOCIALISTE. (*Dauphiné Libéré* 13.06.91). p. 21.

BAGDAD VEUT NORMALISER SES RELATIONS AVEC ANKARA. (*Le Monde* 14.06.91). p. 23.

L'IRAK PARTICIPERA A LA RENCONTRE EURO-ARABE DE STRASBOURG. (*Le Monde* 14.06.91). p. 23.

GRANDE-BRETAGNE: UNE FRANÇAISE ET UN IRAKIEN RECONNUS COUPABLES PAR UN TRIBUNAL LONDONIEN après la rocambolesque affaire des détonateurs et du super-canon destinés à l'Irak. (*Le Monde* 14.06.91). p. 23.

PREMIER GESTE CONCRET. BAGDAD : 120 000 TONNES DE BLE AUX KURDES. (*Le Courrier* 14.06.91). p. 24.

IRAK : LES OCCIDENTAUX QUITTENT DOHOUK. LA VILLE EVACUEE. Dans le sud, une «route» doit garantir le retour des réfugiés en sécurité. La relève onusienne. (*Le Courrier* 15.06.91), (*Le Matin* 16.06.91). p. 25.

LES TROUPES ALLIEES METTENT FIN A L'OCCUPATION DE LA VILLE IRAKIENNE DE DIHOK (*Gazette Telegraph*, 16.06.91) p. 26

KURDES EN EXIL. Réfugiés en Suisse, comment perçoivent-ils le drame que vit leur peuple ? Quelques témoignages. (*Fémina* 16.06.91). p. 27.

AIDER LES ALLIES PLACE LES KURDES DEVANT LA TENTATION. Les soldats veulent payer leur dette en amenant le traducteur aux Etats-Unis (*Gazette Telegraph*, 17.06.91). p. 29.

INTERDICTION DES TROIS COULEURS DU DRAPEAU KURDE EN ANATOLIE. (AFP 17.06.91). p. 30.

M. BARZANI RETOURNE AU KURDISTAN POUR DES CONSULTATIONS POLITIQUES. (AFP 17.06.91). p. 30.

VERS UN ACCORD ENTRE BAGDAD ET LES KURDES. (*Le Figaro* 17.06.91). p. 31.

M. TAREK AZIZ REPART D'ANKARA LES MAINS VIDES. (*Le Monde* 16 & 17.06.91). p. 31.

AU KURDISTAN IRAKIEN LES FORCES DE LA COALITION QUITTENT DAHOUK. (*Le Monde* 16 & 17.06.91). p. 31.

A DIHOK DES MILLIERS DE KURDES PROTESTENT CONTRE LE RETRAIT DES AMERICAINS (*International Herald Tribune*, 17.07.91), p. 32.

LES KURDES INVITES A BAGDAD POUR SIGNER L'ACCORD FINAL. (*Quotidien de la Réunion* 17.06.91). p. 32.

LA CEE ENVISAGE UNE NOUVELLE AIDE AU PROFIT DES KURDES D'IRAK. (AFP 17.06.91). p. 33.

STRASBOURG : QUATORZE TURCS, DONT ONZE KURDES, TOUJOURS EN GREVE DE LA FAIM. (AFP 18.06.91). p. 33.

A CONDE, PEINTRES KURDES : COULEUR ET EMOTION. (*Voix du Nord* 18.06.91). p. 34.

LES KURDES REDOUTENT LE DEPART DES ALLIES. MAIS PAS DE DATE FIXEE. Alors que les soldats occidentaux entament leur retrait du Kurdistan, les Britanniques mettent en garde contre un départ prématuré du nord de l'Irak qui risquerait de provoquer une nouvelle fuite des Kurdes. (*Libération* 18.06.91). p. 35. (*Le Monde* 18.06.91). p. 36.

LES IRAKIENS DEVRONT PRENDRE EN CHARGE L'ELIMINATION DE LEURS ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE : une nouvelle résolution du Conseil de sécurité. (*Le Monde* 18.06.91). p. 35.

LES KURDES REPARLENT DE GUERRE. Rien ne va plus au Kurdistan irakien. Les négociations avec le gouvernement central piétinent. Les Américains veulent partir. Les Kurdes menacent de reprendre les armes. (*Jeune Afrique* 19.06.91). p. 36.

SOLIDARITE : «ARCHITECTES ET INGENIEURS DU MONDE» AU KURDISTAN. (*Le Progrès* 20.06.91). p. 37. (*Lyon Figaro* 20.06.91). p. 37.

NOUVEL ALLEGEMENT DU DISPOSITIF FRANÇAIS EN TURQUIE ET DANS LE NORD DE L'IRAK. (AFP 20.06.91). p. 38.

LE COMMANDANT AMERICAIN AVERTIT : LES

KURDES SONT TOUJOURS VULNERABLES: (International Herald Tribune, 20.06.91), p. 38

RENAS AKIL : «LES KURDES DEÇUS PAR L'OC- CIDENT». Le chercheur de l'Institut Kurde de Paris ne veut pas qu'on oublie si vite son peuple. (La République du Centre 20.06.91). p. 39

L'EUROPE DEMANDE A L'AMERIQUE DE PAR- TICIPER A LA PROTECTION DES KURDES. Les Alliés vont créer une brigade internationale à la fron- tière turque. (International Herald Tribune, 20.06.91), p. 40.

PARIS VOUDRAIT DES GARANTIES AVANT LE RETRAIT DES TROUPES ALLIEES DU KURDISTAN. (Le Monde 21.06.91). p. 40.

ACCORD IMMINENT ENTRE LES KURDES ET BAGDAD. Dirigeants baasistes et peshmergas annon- cent la prochaine signature d'un accord sur l'autono- mie du Kurdistan. Mais les Européens demandent des garanties pour la sécurité des populations kurdes. (Li- bération 21.06.91). p. 41.

L'ACCORD EN ETUDE POUR LA PROTECTION DES KURDES EST INTANGIBLE (The Financial Times, 22.06.91), p. 42 .

LES DIVISIONS INTER-KURDES SUR L'ACCORD AVEC BAGDAD (International Herald Tribune, 24.06.1991), p.42.

SOUS LE COUVERT DE LA NOUVELLE LOI ANTITERRORISTE LA TURQUIE TORTURE DE PLUS EN PLUS. (Le Courrier 24.06.91). p. 43.

OPERATION EUROPEENNE EN PREPARATION POUR «ACCOMPAGNER LES KURDES REN- TRANT D'IRAN» SELON M. KOUCHNER. (AFP 24.06.91). p. 43.

LE LEADER KURDE FAIT ETAT D'UN PAS VERS L'AUTONOMIE. Barzani dit que l'accord donnera le droit de vote aux Kurdes (International Herald Tribune, Gazette Telegraph, 24.06.1991). p. 44

KURDISTAN IRAKIEN : LES ALLIES SUSPEN- DENT LEUR RETRAIT. Les chefs kurdes estiment imminente la signature d'un accord avec Bagdad. Mais les responsables occidentaux attendent pour définir leur stratégie. (Le Figaro 24.06.91). p. 45.

LES KURDES DISENT QU'ILS SONT ARRIVES A UN ACCORD AVEC L'IRAK (The Financial Times, 24.06.91), p. 45

KURDES : RIEN N'A CHANGE. « Dans le cas où les forces alliées n'assureraient plus leur présence, les Kurdes se déclarent prêts à fuir de nouveau, n'importe où, n'importe comment». (Le Progrès 25.06.91). p. 46.

LES ALLIES ENVISAGENT DE METTRE EN PLACE UNE FORCE DE DEPLOIEMENT RAPIDE POUR LA SECURITE DES KURDES (Gazette Telegraph, 25. 06.1991). p. 47

NEGOCIATIONS KURDO-IRAKIENNES. REU- NION DES PRINCIPAUX LEADERS. Jalal Talabani et Massoud Barzani présideront la rencontre dans le Kurdistan irakien. Il s'agit de faire le point après trois mois de négociations avec Bagdad. Vers une confé- rence nationale kurde. (24 Heures 25.06.91). p. 48.

UN DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS KURDES, M. BARZANI, SE MONTRE OPTIMISTE SUR LES CHANCES D'UN ACCORD AVEC BAGDAD. (Le Monde 25.06.91) p. 48

UNE EPHEMERE ILLUSION DE LIBERTE; AVEC LA REPUBLIQUE DE MAHABAD LES KURDES D'IRAN ONT VECU PENDANT 11 MOIS, UNE LIBERTE POLITIQUE (Mars, 25.06.91), p.49.

BAGDAD REDECOUVRE LA NATION KURDE. Le Front du Kurdistan d'Irak s'apprête à signer l'accord qui devrait consacrer l'autonomie de la région, son administration par les Kurdes et l'enseignement de leur langue. Une réserve, mais de taille : le texte de l'accord, que révèle ici «Libération», ne s'accompagne d'aucune garantie internationale. (Libération 25.06.91). p. 50. (Le Quotidien de Paris 25.06.91). p. 51.

UN ACCORD SUR LES KURDES NECESSITE LE SCEAU DES ALLIES (International Herald Tribune, 25.06.91), p.52.

LES ETATS-UNIS PESENT LES CONDITIONS DE SECURITE POUR LES KURDES ET LES SHI'ITES (The Christian Science Monitor, 26.06.91), p.53.

WASHINGTON VEUT GARANTIR LA SECU- RITE DES KURDES. Alors que la signature de l'accord entre le Front du Kurdistan et Bagdad semble immi- nente, les Occidentaux envisagent la mise en place

d'une force d'intervention rapide pour prévenir un retour à la guerre civile. (*Libération* 26.06.91), (*Le Monde* 26.06.91). p. 55.

L'IRAK TENTE DE SURMONTER LE CHAOS DANS SON SYSTEME D'ELECTRICITE. MAJOR MAINTIEN LES FORCES BRITANNIQUES JUS-QUE CE QUE LES KURDES SOIENT EN SECURITE. (*International Herald Tribune*, 26.06.91), p. 56.

PETROLE/IRAK/KURDES: DESACCORD SUR LE PARTAGE DES REVENUS DE KIRKOUK. (AFP 27.06.91). p. 56.

LES DERNIERES TRACTATIONS. Les organisations kurdes devaient se prononcer sur un accord avec Bagdad. (*La Croix* 26.06.91). p. 57.

LES ETATS UNIS S'ALIGNENT SUR LA POSITION AMERICAIN SUR LA POLITIQUE KURDE (*Financial Times*, 26.06.91), p. 56.

LES ETATS UNIS ET LES AUTRES ALLIES PARVIENNENT A UN ACCORD SUR LA FORCE DE PROTECTION POUR LES KURDES (*International Herald Tribune*, 27.06.91), p.57.

PUBLICATION DU PROJET DES KURDES. L'opposition demande la formation d'un cabinet de coalition qui devra préparer des élections libres ouvertes à tous. Les discussions se heurtent toujours à la définition des frontières du Kurdistan. (*24 Heures* 27.06.91). p. 58.

LA LUTTE DES KURDES: DECENNIES DE RESISTANCE DE PERE EN FILS (*International Herald Tribune*, 28.06.91), p.59

LE CONSEIL DE SECURITE SERMONNE BAGDAD. L'ONU proteste contre les tentatives de dissimulation de l'Irak de ses sites nucléaires. Et menace de ne pas lever l'embargo si Bagdad ne se conforme pas aux résolutions onusiennes. (*Libération* 28.06.91). p. 60.

KURDISTAN : L'ACCORD CONTESTE. Les autorités baassistes posent de nouvelles conditions à la normalisation, jugées inacceptables par les Kurdes. (*Libération* 28.06.91). p. 60.

DANS LA TERREUR DE L'EXIL. En avril dernier, Médecins sans Frontières lançait sur les ondes un cri d'alarme et appelait les médecins français à partir immédiatement sur la frontière turque pour aider deux millions de Kurdes forcés à l'exode. Olivier Sautier se porte volontaire. Le même jour, l'association propose au reporter Jean-Luc Blain d'aller là-bas avec sa caméra. (*TF1 Magazine Hebdo* 29.06.91) p. 58 & 61.

PRIVES D'ETAT, LES KURDES NE PEUVENT OUBLIER LES LEÇONS DE L'HISTOIRE par Kendal Nezan. (*Le Monde Diplomatique* 06.91). p. 62 à 65.

D'OU VIENNENT LES KURDES ? L'ACTUALITÉ VIENT DE NOUS RAPPELER LE TRAGIQUE DESTIN DES KURDES. MAIS SI L'ON CONNAIT LES DRAMES QU'ILS ONT VÉCUS RÉCEMMENT, IL EST PLUS DIFFICILE D'EN RECONSTITUER L'HISTOIRE ANCIENNE. C'est la linguistique qui fournit les meilleurs indices sur leur origine, qui se perd, au III^e ou II^e siècle avant J.C., dans l'impressionnant mélange de peuples que connaît alors le Proche-Orient. (*Sciences & Avenir* 06.91). p. 66 à 69.

MANY KURDS LEAVE BORDER FOR TOWNS THEY FLED IN IRAQ

BYPASSING THE TENT CITY

Some Refugees Encouraged by Allied Patrols, Others by Pact With Hussein

By JOHN KIFNER

Special to The New York Times

ZAKHO, Iraq, April 30 — Thousands of Kurdish refugees came pouring out of the mountains today, the vast majority of them rolling right past the new tent city built for them by the United States in a wheat field here and heading for their old homes in this city and surrounding villages.

"The floodgates are open," said Maj. Carl Fisher, an Army civil affairs specialist known as the "mayor" of the tent city for his planning of the refugee center.

The roads here, empty until a few days ago, were filled all day with processions of cars, carts, tractors, dump trucks and minibuses, all piled high with refugees and their possessions.

A Sense of Safety

The influx was produced by the sense of safety provided by the highly visible patrols on Zakho's streets by American, British and Dutch marines, the removal of most Iraqi Government security forces and the lifting of roadblocks by Kurdish nationalist guerrillas in the hills. American officials were gratified.

"It's really great to see how people feel safe," said Dayton Maxwell, the State Department disaster relief specialist supervising the operation.

But it appeared that most of those arriving today were residents of Zakho, which is just one of nearly a score of Kurdish cities in Iraq, and the only one not controlled by the Government of President Saddam Hussein.

Agreement With Kurdish Leaders

None of the Kurds returning to the Zakho area today were continuing on to Iraqi Government-controlled areas of Kurdistan.

But reports from other parts of the region suggested that some Kurds were placing faith in a peace agreement reached last week by President Hussein and the leaders of four major Kurdish organizations. United Nations officials reported that 10,000 to 11,000 Kurds were streaming back into Erbil every day, many of them in convoys of Iraqi Government trucks arriving from refugee camps in Iran. At Sulai-

maniya, close to the Iranian border, the figure is put at 8,000 a day.

Nobody knows exactly how many Kurds fled their homes, but estimates range up to 2.5 million.

But even as the tide of returning refugees began, American military officers running the relief effort warned that they had only a month to complete the even more complicated logistic task of bringing people down from the more remote peaks in eastern Turkey before summer heat made them uninhabitable.

U.S. Commander 'Encouraged'

"I'm very encouraged," said Lieut. Gen. John Shalikashvili, the commander of the allied troops here. "This clearly signals that people have confidence. We've got to bring everyone out of these camps as fast as we can. We've got to get them out of here before the summer heat."

General Shalikashvili made his remarks after a brief flag-raising ceremony at the United Nations encampment established here this morning.

At the same time, six big trucks of food, medicine and other relief supplies bearing the United Nations emblem arrived from Baghdad, the first in a series of relief convoys the United Nations will bring in to stock the new humanitarian center it is opening here for returning Kurdish refugees.

The chief United Nations official in Iraq, Bernt Bernander of Sweden, said the arrival of the organization's relief convoy "marks the beginning of what we hope will be an effective U.N. presence here to induce displaced people to come down from the mountains and return home."

The United Nations camp is only a few hundred yards away from the refugee camp built and operated by the United States. The five permanent members of the United Nations Security Council are studying the possibility of the United Nations taking over the entire operation when the allied forces withdraw. Iraq has already said it wants the allies to go and the United Nations to run the camp instead.

Number in Tent City Rises

There were only about 500 refugees registered at the American tent city by late this afternoon, but a more accurate indication of the reverse exodus came from the American army military policemen manning a roadblock between the camp and the mountains, checking each vehicle for weapons and counting the number of passengers.

A little after 5 P.M., the soldiers said their running tally stood at about 1,500 men, 600 women and 900 children, most of them passing during the afternoon.

Senior military officials said that in the last 24 hours, about 3,000 people had left the Isikveren refugee camp high in the mountains on the Turkish side of the border. A Special Forces officer from the teams operating the camps said the aerial photographs used for counting the chaotic conditions had shown the Isikveren camp shrinking sharply.

Major Fisher said it appeared that about 70 percent of the refugees were bypassing the new tent camp here or simply stopping and asking for food and water and moving on when they found they were not required to stay,

Rather than being upset, the military was happy at the lack of demand for the camp, which they had envisioned only as a temporary refuge before people returned home.

Harder Problem to the East

"The best thing that could happen is if we don't need this place," said Col. Robert Flocke, the chief spokesman for the allied forces.

But the refugee problem here in the western sector is relatively simpler to solve than that of the refugees in the more remote mountains to the east near the border with Iran.

The bulk of the refugees at Isikveren and other nearby camps came from Zakho and its surrounding villages. The distances back are relatively short, and there is little structural damage to their homes, although many have been looted or vandalized by Iraqi troops or greedy neighbors.

Above all, this area is now — for the moment, at any rate — firmly under the control of American and allied troops.

But in the mountains far to the east, around Cukurca, many of the refugees are from cities and towns like Dohuk, the provincial capital south of here, which has been heavily damaged by fighting. Transportation is far more difficult in the rugged region of high peaks.

Allied forces have yet to make their announced push east to clear remaining Iraqi troops out to allow a new refugee camp to be built at Amadiya.

Further, to provide security for the Kurds, senior military officials say privately, it appears inevitable that the allied forces will have to move south and secure Dohuk.

"I can't tell you with any degree of certainty," General Shalikashvili said this evening when asked when the military drive east would begin. "We probably need to establish a security climate and probably even a temporary campsite."



Kurdish refugees streamed into the tent camp at Zakho.

Only Two Camps Now Planned

Special to The New York Times

WASHINGTON, April 30 — The Defense Department spokesman, Pete Williams, said today that the United States now planned to build only two camps for Kurdish refugees in northern Iraq.

The White House originally said that as many as six camps — each with room for about 20,000 people — might be needed, and military engineers had planned for as many as 10 of the tent cities.

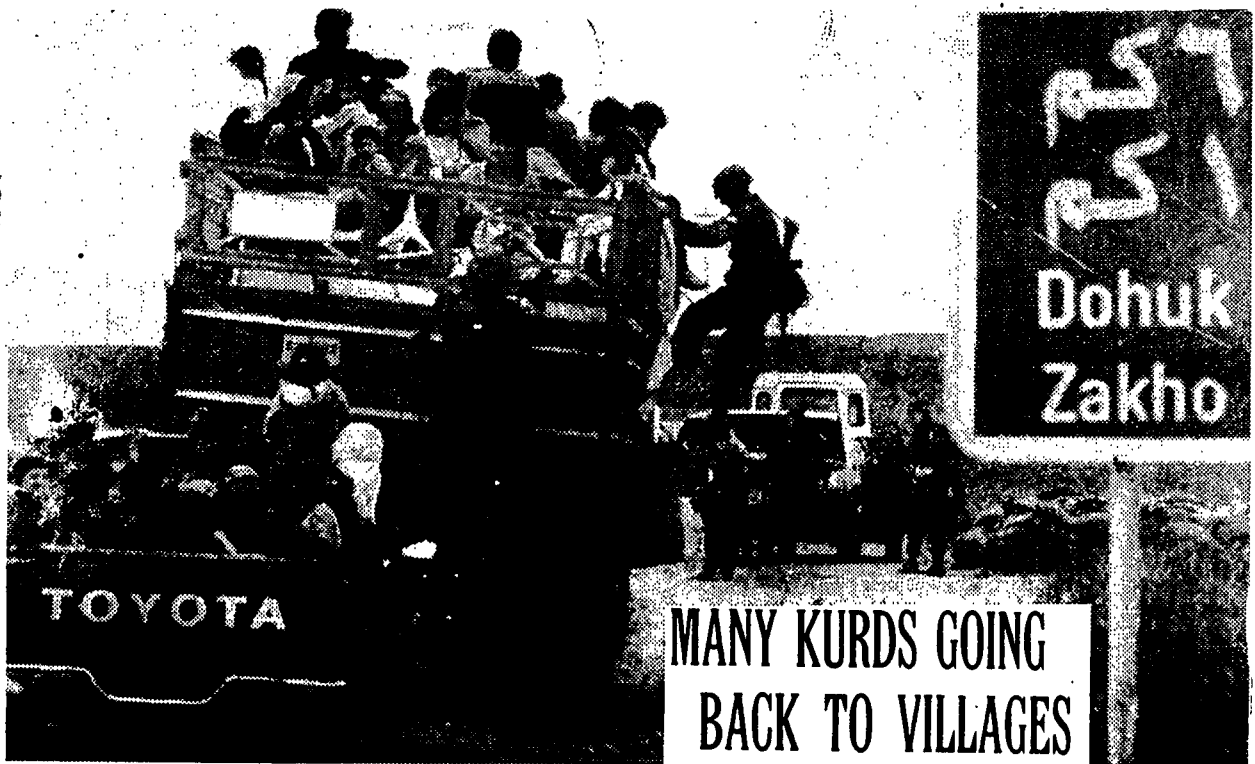
About 1,240 tents have been built in the first camp, about two miles north-east of Zakho, which is scheduled to be completed and officially opened later this week.



Reuters

Refugees began swarming yesterday into the relocation center in Zakho, Iraq, but it appeared that almost all of those arriving were residents of Zakho.

The vast majority of returnees bypassed Zakho and headed for their homes. A U.S. marine returned the wave of a youngster in a caravan arriving in Zakho.



Agence France-Presse

A truck with Kurdish refugees being inspected by American soldiers on its arrival yesterday in Zakho, Iraq.

After the War: Amid the Refugee Drama, a Bomb to Worry About

For Fearful Kurdish Refugees, a Long Trek Home

By CHUCK SUDETIC

Special to The New York Times

BEZENIK, Iraq, April 30 — High above Bezenik, a littered junkyard of a highland meadow that looks across a deep valley to the Turkish border, Iraqi refugees trekking homeward resemble a stream of overburdened ants.

Alone and in families, the refugees slowly file along narrow mountain paths. Some set up camp here to wait for rides along the rutted dirt road that leads toward Zakho and the American-built tent city about 25 miles away. Others pause before trudging onward.

A 21-year-old Kurdish mechanic from Zakho and his 17-year-old wife, who requested anonymity because they still fear the revenge of Saddam Hussein's troops, said they struggled for eight hours this morning to cross the mountains to Bezenik from a refugee encampment in Turkey.

Traveling Light

The couple carried only two small bundles. One was a bedroll; the other their tiny, puffy-faced daughter, who has spent all but three of her 37 days in this world cradled in her mother's arms as she climbed rocky massifs, slogged through cold, soupy mud, and endured hunger and thirst.

"We were afraid because the news in Zakho was that when the soldiers arrived they would kill the babies, the families, the Kurds," the mechanic said. "Everyone was afraid."

Now, thanks to a large allied military presence in northern Iraq, the Kurds' fears have subsided.

On foot, on donkey back, and huddled in trucks and tractor-drawn wagons and buses, Iraqi refugees who have camped for a month on the mountainsides along the Turkish border are going home to Iraq in droves.

Clearing Out Guerrillas

The movement comes just a day after allied military leaders convinced Kurdish guerrillas to begin allowing refugees to pass their mountain checkpoints. About 500,000 Kurds, Turkomans, Assyrian Christians and members of other ethnic and religious groups fled northern Iraq to the mountains about a month ago after Mr. Hussein crushed the Kurdish uprising.

"I am very, very happy," said Feyruz Mohammed Saleh, a 35-year-old English teacher and mother of two children, loading her family's belongings into a dusty white pick-up truck. "We are going to a tent — to the Americans."

But she said she had no plans to return soon to her hometown, Dohuk, a town about 40 miles south of Zakho that was heavily damaged by Iraqi troops. The soldiers still occupy it.

"They say the soldiers have stolen everything from our house," she said. "I don't know when we will be able to return."



Hope Springs Repeatedly

Despite repeated statements by the United States and its allies that their military presence in northern Iraq will be temporary, Mrs. Saleh and many other Kurds cling to hopes that the allies will protect them indefinitely and oversee the creation of an independent Kurdistan.

"I am not afraid that the Americans will leave," she said. "They are good."

A traveler walking in the opposite direction, Mohammed Ali Sumel, said he was going back over the mountain to fetch his wife and children. "Kurdistan, Bushistan, America — good," he said.

"I would be happy to return to rebuild Dohuk," said Kemal Sadıq, a construction worker. "I would like to go back if there is a free Kurdistan. And, oh yes, there will be free Kurdistan."

French and British Help

Just a slow trickle two days ago, the flow of returning refugees has now increased many times over. "We've seen 500 come just this morning," said Sgt. Thierry Ferragau, from a French Army medical unit. Soldiers manning checkpoints on the main road to Zakho reported that about 3,000 refugees had passed their position by late this afternoon.

At the tent city outside Zakho, refugee officials said they were surprised that so many of those returning are traveling straight home.

"There are not as many people staying here as we expected," said Clive Wilkinson, a medical assistant with the British Navy.

"We've seen buses filled with people that just drove by," said a United States Army officer, Capt. Deb Luebker of Green Bay, Wis., who added that many refugees were dropping by the camp just to pick up food. "We didn't plan on people going to town and then coming by."

"The problem is that the markets in town are closed or there is nothing in them to buy," she said. "If they stay in the camps, they'll keep getting free food."

Late this afternoon, the young mechanic, his wife and infant daughter arrived at their house on the outskirts of Zakho.

"We are happy because there are none of Saddam's soldiers here," he said. "We are happy that the American soldiers are here."

They were among the lucky ones. Their small apartment, unlike many others on their street that were ransacked and burned during and after the Kurdish uprising, had been left untouched.

"We watched this home," the neighbors said. "Only the front door was broken by the soldiers. They looked for guns, then they go."

The Iraqi troops left a few spent cartridges in the entrance hall, where the couple waited for an uncle to arrive with the key to their apartment.

"We were very fortunate," the mechanic said about their ordeal in the mountains. "We saw many babies who died. We saw too much."

"I have a shop for working on engines here in Zakho," he said. "But nothing works now. When the families return, I will reopen my shop."

"I cannot work now," he said. "I am very tired. Perhaps in two or three days — in the future."

Photo by R. Conrad/The New York Times

The New York Times
01 Mai 1991

U.S. Says Iraqis' Uranium Is Still Enough for One Bomb

The New York Times
01 Mai 1991

By ELAINE SCIOLINO

Special to The New York Times

UNITED NATIONS, April 30 — Despite the intensive allied bombing of Iraq's strategic military sites, Iraq still has enough undamaged weapons-grade uranium to make one nuclear bomb, according to Administration officials and scientists who reviewed an Iraqi letter delivered to the United Nations that details its nuclear holdings.

"The principal purpose of bombing the nuclear sites was to destroy their fuel, which this document proves was not achieved," said Leonard S. Spector, a nonproliferation analyst and author at the Carnegie Endowment for International Peace.

The letter, delivered to the Vienna-based International Atomic Energy Agency on Monday, also shows that at least some of Iraq's critical stockpile of potentially weapon grade fuel had been moved from the country's main nuclear installation at Tuwaitha near Baghdad to an undisclosed site for reasons of safety.

Gen. H. Norman Schwarzkopf, American commander of the coalition forces, said in late January that warplanes "have neutralized their manufacturing capabilities, their nuclear manufacturing capability."

Officials Pleased With Response

The Iraqi letter said that nuclear material was shifted during the war from locations known to the International Atomic Energy Agency to "nearby locations, thus avoiding the possibility of a nuclear accident and any risks including radiation contamination."

Bush Administration and agency officials said they were pleased with the Iraqi response, which followed an earlier letter that was considered insufficient. On April 18, when the Iraqis sent an inventory of all of its weapons of mass destruction to the United Nations as required by the Security Council cease-fire resolution, they denied having nuclear arms or nuclear weapons-grade material.

Most Western analysts said before the war that Iraq still faced technical problems in developing nuclear weapons and that even with sufficient enriched uranium, it would take Baghdad 5 to 10 years to build and deploy nuclear warheads.

The latest Iraqi letter informed the United Nations agency based in Vienna that some of the nuclear material that was not hidden away was buried under the rubble of the bombed reactors but

the Iraqis asserted that there is no evidence of damage to any of the fuel.

"This is a total capitulation," said one Administration official who is familiar with Iraq's nuclear programs. "The first letter the Iraqis wrote was completely unforthcoming and revealed

nothing. The Iraqis have come back with an extraordinarily detailed account of the status, location and amount of all of the enriched material."

Administration and I.A.E.A. officials also said they were surprised by the number of Iraq's nuclear research installations. "There was building after building that we didn't really know about," said one senior Administration official. "There were a lot of sites that we suspected were engaged in nuclear activity, but just weren't sure."

According to the document, most of the 24 installations listed, which include a number of research, production and design laboratories, were completely destroyed.

Under the terms of the cease-fire resolution, all of Iraq's weapons of mass destruction are to be destroyed or removed.

Uranium in Various Forms

The inventory submitted by Iraq reveals that it received tons of uranium in various forms from previously undisclosed sources. The imports include six tons of depleted uranium from sources, which remain undisclosed and

A letter from Baghdad says part of a stockpile was moved.

1.8 tons of lightly enriched uranium, which Administration officials said was sent from Italy more than a decade ago and which was subject to agency safeguards. The lightly enriched uranium could significantly increase the output of weapons-grade uranium from future Iraqi centrifuges.

The inventory also shows that Iraq possesses more than the 48 pounds of highly enriched uranium obtained from France and the Soviet Union that nonproliferation experts believed to be under I.A.E.A. inspection.

The inventory confirms the existence of a site at Al Qaim in northwestern Iraq near the Syrian border that produced yellowcake, uranium concentrate that centrifuges can convert to weapons-grade nuclear fuel. Iraq maintained the installation was completely destroyed.

But there are significant omissions, Administration officials and nuclear nonproliferation experts said. The inventory fails to list nuclear-weapons development laboratories, like Al Qaqaa, which the officials and experts said may have been conducting high explosives research and assembly before the Persian Gulf war. It also does not list the Osirak research reactor near Baghdad bombed by Israel in 1981.

Centrifuges Not Mentioned

Neither does the letter mention any of Iraq's equipment for producing and testing high-speed centrifuges. Centrifuges, machines that extract the uranium isotope usable in nuclear weapons by rapidly spinning uranium gas, are widely regarded as the key to Iraq's future nuclear potential.

Despite Iraq's attempt to be more forthcoming on identifying weapons of mass destruction, the United States and Britain have taken the lead in the Security Council in opposing the lifting of sanctions against Iraq, and have resisted Iraqi appeals to sell oil on the world market or to be given access to assets frozen in foreign banks.

In Washington, the White House said today that it would oppose allowing Iraq to sell its oil or gain access to its frozen assets unless Washington were convinced that the Iraqis would use the money for humanitarian purposes.

"We don't have a lot of confidence in Saddam Hussein," said the White House spokesman, Marlin Fitzwater, referring to the Iraqi President.

Second Letter From Iraq

Britain and the United States will try to press Iraq to use what they believe are considerable financial assets and gold reserves in its Central Bank to pay for food and medicine, American and British officials said today.

In a letter two weeks ago, Iraq asked the Security Council's sanctions committee for permission to sell oil abroad in order to buy \$942.5 million worth of food, medicine and other civilian items. It said were crucial for its population over the next four months.

On Monday, Iraq's permanent representative, Abdul Amir al-Anbari, delivered a second letter asking the committee to unfreeze \$1 billion of its assets in the United States, Switzerland, Britain and Japan.

Reject U.S. Aid to Refugees, Hard-Liners in Teheran Urge

Special to The New York Times

TEHERAN, Iran, April 30 — Islamic radicals in the Iranian Parliament urged the Government today to return all aid sent by the United States for displaced Iraqis and to expel allied soldiers assigned to set up camps and field hospitals in western Iran.

In their latest attack on the policies of President Hashemi Rafsanjani, the hard-liners in Parliament called American aid "insulting."

"Receiving U.S. assistance," Mahmoud Astaneh said, "is totally unacceptable, and I demand that the Red Crescent send this fraudulent shipment back to the land of the Great Satan, America."

Des garanties internationales pour les Kurdes

PAR KENDAL NEZAN *

donc peu probable que les réfugiés kurdes qui ont fui sa répression puissent retourner dans leurs foyers sur la simple foi de ces promesses, même s'ils y étaient instamment invités par les dirigeants kurdes. Tout comme les 500 000 réfugiés kurdes qui en 1975 et en 1988 ont dû fuir leur pays, ils risqueraient, dans leur grande majorité, de rester en Iran ou dans les montagnes du Kurdistan irakien.

Un retour des Kurdes dans leurs régions d'origine sans garantie internationale reviendrait à demander à Saddam : « Encore un peu de répit, monsieur le bourreau ! » Malgré l'effet d'annonce de la rencontre Saddam-Talabani, rien ne permet encore de prévoir la conclusion prochaine d'un compromis kurdo-irakien. Mais si, par miracle, les négociations en cours finissaient par aboutir à un accord sur le retour des réfugiés, leur protection, l'autonomie kurde, la tenue des élections libres et le passage à une démocratie pluraliste, la communauté internationale devrait prendre le régime irakien au mot et garantir un tel accord. Le mieux serait que le Conseil de sécurité de l'ONU y consacre une nouvelle résolution pour clore définitivement le chapitre de la guerre du Golfe. A défaut, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, puissances responsables de l'annexion forcée en 1925 de ce territoire kurde à l'Irak auquel déjà la Société des Nations avait promis l'autonomie régionale, et l'URSS, principal fournisseur d'armes de Bagdad, devraient garantir ensemble l'autonomie du peuple kurde dans un Irak démocratique.

Royaume-Uni, se cantonnant dans une stricte « ingérence humanitaire » destinée à sauver les réfugiés kurdes et à les installer dans des camps protégés provisoirement par des troupes alliées. Tout en exprimant publiquement leur souhait de voir l'Irak débarrassé de Saddam Hussein, aucun Etat n'a jusqu'ici pris la moindre mesure concrète en ce sens et la résistance kurde reste toujours dramatiquement isolée sur le plan international, démunie, sous-équipée, dépourvue du moindre appui sérieux. Elle réalise que faute d'alliés à l'extérieur et à l'intérieur du pays, elle n'a guère de chances de pouvoir renverser, dans un avenir prévisible, le régime irakien dont le maintien bénéficie apparemment d'un certain consensus régional et international.

Soumise aux pressions d'une population qui ne veut ni d'un avenir de captivité et d'humiliation dans les camps des réfugiés de la peu aimée République islamique iranienne, ni d'une survie dans son propre pays en réfugiés entretenus par la charité occidentale, la direction kurde se voit obligée de composer avec la dure réalité afin d'éviter une « palésitisation » ou une « armenisation » de la question kurde. Des pays voisins comme l'Iran et la Turquie, qui ne veulent pas subir le lourd fardeau de l'accueil de centaines de milliers de réfugiés kurdes, ainsi que certains pays occidentaux pressés de sortir au plus vite du « guépier » irakien et tourner ainsi la page de la guerre du Golfe, exercent sans doute, eux aussi, des pressions sur les chefs de la résistance kurde pour qu'ils trouvent rapidement un « compromis » avec le régime irakien. Dans la mesure où il n'existe aucun dispositif d'aide et de protection de réfugiés au-delà des deux mois prévus par les forces américano-européennes, tout le monde semble pousser à la recherche d'un *modus vivendi* avec Bagdad, d'autant que même l'élan de solidarité internationale suscité par les insupportables images télévisées de la détresse des Kurdes risque également de s'étioler avec l'arrivée des vacances d'été.

Le problème décisif qui se pose dès lors est celui de la pérennité, donc de la garantie internationale d'un tel « compromis » dicté par les impératifs de la survie d'un peuple. Connaissant son parcours sanglant et ses innombrables reniements, nul ne s'imagine que Saddam Hussein puisse être brusquement touché par la grâce de la démocratie et qu'il se mue du jour au lendemain en dirigeant à l'écoute de ses citoyens, soucieux du respect des droits de l'homme et des libertés. Dans le passé, notamment en mars 1970, il lui est déjà arrivé de promettre monts et merveilles au peuple kurde et de tourner casaque dès qu'il s'est senti en position de force. Il n'y a évidemment aucune raison sérieuse pour qu'il en aille autrement cette fois-ci. Ses promesses sur l'autonomie kurde, le pluralisme politique et la démocratie ne convainquent pas grand monde. Il est

e désespoir conduit souvent à l'égarement. Les dirigeants kurdes, obnubilés par l'idée d'assurer la survie et le retour au pays de leur peuple, n'avaient, affirmant-ils, pas d'autre choix que de tenter de composer avec le tyran de Bagdad. Ils auraient cependant dû faire preuve de plus de retenue et de dignité, refuser au moins de se prêter à l'humiliante farce de l'embrassade avec le bourreau des Kurdes. Tout un peuple se sent mortifié, bafoué par cet affront et aux problèmes déjà insurmontables posés par la tragédie kurde en Irak risque de s'ajouter désormais celui d'une cassure entre la population et les chefs de la guérilla.

Les « négociations » de Bagdad se sont engagées à la demande du régime irakien. Elles résultent d'une double impasse. Celle de la dictature de Saddam Hussein, qui malgré la mobilisation de toutes ses forces n'a pu que prendre le contrôle des grandes villes et de quelques axes routiers, sans pouvoir « écraser » la résistance kurde. Les villes qu'elle contrôle sont désertes. Le sort de la population civile pourchassée a vivement ému l'opinion publique internationale et conduit certains gouvernements occidentaux à envoyer des troupes en vue d'installer des zones de protection pour les réfugiés kurdes à l'intérieur même de l'Irak. Cette ingérence s'ajoutant aux conditions sévères du cessez-le-feu stipulées dans la résolution 687 du Conseil de sécurité affaiblit notablement l'autorité du pouvoir central irakien, sans toutefois en ébranler les fondements. Appuyé par ce qui reste de sa machine de guerre, sa redoutable police secrète et sa garde prétorienne, Saddam, qui a survécu à la guerre du Golfe grâce à une entente américano-soviéto-saoudienne, reste à court terme indéboulonnable. Il régnait cependant sur un pays ruiné, dévasté, isolé, en proie à la famine, aux épidémies et à la guerre civile. Pour rassembler à nouveau son autorité et remettre en marche l'économie, il lui faudrait au moins marquer une trêve dans la guerre civile, en lâchant — pour combien de temps ? — la résistance kurde.

L'impasse dans laquelle se trouve celle-ci, il faut le reconnaître, n'est pas moins grande. Son long combat pour la démocratie et l'autonomie du Kurdistan n'a jusqu'ici eu pour résultat que la destruction du pays kurde, le massacre par le régime de plus de 200 000 civils kurdes, la disparition de dizaines de milliers de personnes. Les derniers soulèvements populaires visant à renverser la dictature et à instaurer en Irak un régime démocratique pluraliste ont été sauvagement écrasés, conduisant plus de 2,5 millions de Kurdes sur les routes de l'exode. Malgré la vive émotion suscitée par cette tragédie dans l'opinion, la communauté internationale s'est soigneusement gardée de toute initiative en vue d'un règlement politique de la question kurde. Les Etats les plus audacieux, comme la France et le

UN opens relief centre for refugees

Setting up post prelude to taking over allied camps for Kurds in northern Iraq

CP, AP and Reuter

ZAKHO, Iraq — The United Nations raised its blue-and-white flag in northern Iraq yesterday, preparing to take over a U.S.-built camp for Iraqi Kurdish refugees. Thousands of refugees began streaming homeward.

Allied forces have expanded their military presence in northern Iraq, and officers hinted there could be a further expansion of the security zone for the hundreds of thousands of Kurds who fled a failed rebellion in the wake of the Persian Gulf war.

A U.S. source said any part of Iraq north of the 36th parallel would be considered potential territory for the allied-protected zone.

"This is a historic day," said U.S. Army Major-General Jay Garner, as UN special envoy Steffan De Mistura officially opened a humanitarian centre for displaced Kurds near the tent city at Zakho.

The UN outpost, with a staff of 15, will concentrate in the short term on providing food for the people of Zakho.

The move is seen as an intermediate step toward the UN assuming responsibility for the camp itself.

A group of about 16 Canadian military medics are working out of a hospital in Zakho. Other medics from the 62-member team are treating Kurds at two refugee camps on the Turkish border.

A cavalcade of overloaded cars, trucks, wagons, buses and tractors began descending from the mountain camps on the Turkish border, heading for the Zakho area.

Just as U.S.-led coalition planners had hoped, many of the returning Kurds drove past the U.S.-built camp and went directly to their homes in Zakho. Those heading to the tent city included residents of towns outside the allied security zone and those whose homes were damaged.

In Kuwait, about 260 Canadian military engineers were setting up camp near the capital, Kuwait City, as they prepared to clear mines and unexploded bombs from a demilitarized zone along the Iraq-Kuwait border.

The engineers are Canada's contribution to a UN peacekeeping force in the Persian Gulf.

Colonel David Ells of the Canadian High Commission in London said yesterday the engineers — mainly from the First Canadian Engineers Regiment of Chilliwack, B.C. — should start working within a week.

At the UN, the United States, Britain and France indicated yesterday they believe UN Secretary-General Javier Perez de Cuellar should press Iraq to permit a UN police force to protect the Kurds and re-

place the 9,000 allied troops in northern Iraq.

Mr. Perez de Cuellar was non-committal. Iraq has denounced the proposal as a violation of its sovereignty.

The UN sanctions committee, meanwhile, deferred action on Iraq's requests to regain \$1-billion (U.S.) in frozen bank assets worldwide. It also wants to sell about \$1-billion worth of oil to finance purchase of food, medical supplies and humanitarian aid.

The economic sanctions were imposed on Iraq after its Aug. 2 invasion of Kuwait.

But Iraqi President Saddam Hussein said yesterday that if the UN Security Council refuses to lift the sanctions, Iraq has the determination and resources to rebuild by itself.

"God willing, we will rebuild Baghdad to be 10 times better than it was before being attacked by the allies," he said in a speech to officials of the ruling Baath Party in the town of Ramadi west of Baghdad.

He said the allies had dropped 87,000 tons of explosives on Iraq during 111,000 sorties, the local media reported.

Gordon Murchie of the U.S. State Department's Agency for International Development said the allies have secured a 29-kilometre radius

around Zakho and an overlapping one to the east around Batufila, consulting with Iraqi Staff Brigadier-General Nushwan Danoun, who is helping ensure the departure of remaining Iraqi forces.

British Chinook helicopters disgorged companies of Royal Marines on hilltops near the village of Kani Masi, about 90 kilometres east of Zakho yesterday, while Dutch and U.S. troops secured bridges and mountain tracks.

The aim, according to British military spokesman Major Bob Fanshaw, was to link up with Kurdish guerrillas and help refugees find their way down from the mountains through guerrilla lines to the allied safe haven.

The second phase, expected today, involves allied troops staking out a perimeter around the refugee sanctuary along the valley floor east of Zakho.

Meanwhile, the Iraqi Kurdistan Front said yesterday that Kurdish representatives will return to Baghdad for more talks with Iraqi leaders on regional autonomy. The Front, an umbrella group of the main Kurdish parties seeking autonomy in northern Iraq, said in a statement that Kurdish delegates will present proposals to the Iraqi government.

Debate en Naciones Unidas sobre la creación de una fuerza policial para la zona

La bandera azul de la ONU ondea en el norte de Irak

ALBERT MONTAGUT, Washington
La bandera azul celeste con el mapamundi, la insignia de la Organización de las Naciones Unidas, ondea en el norte de Irak desde ayer. Las fuerzas de la ONU han comenzado a sustituir a las tropas norteamericanas en la zona

La idea de enviar una fuerza *policial* a Irak, en lugar de un *destacamento militar de cascos azules*, es el centro de un gran debate en el seno del Consejo de Seguridad, donde se pretende evitar una discusión sobre si la creación de esa fuerza es o no una *intervención* en los asuntos internos del Gobierno de Bagdad.

La llegada de las primeras unidades de la ONU a Irak significa el inmediato regreso a casa de soldados norteamericanos y la reducción de tropas extranjeras en Irak. Se trata de las compañías que están intentado poner orden en los campos de refugiados y de impedir, con su presencia, el ataque de las tropas iraquíes a la población kurda.

La idea de crear una fuerza *policial* surgió en la delegación británica, como una aplicación de los acuerdos alcanzados por Irak y la ONU el pasado 18 de abril. El acuerdo, firmado en presencia del enviado especial del secretario general de la ONU, el príncipe Sadruddin Aga Khan, especificaba claramente que las Naciones Unidas estaban autorizadas a utilizar sus fuerzas y sus medios para hacerse cargo de la ayuda a los refugiados kurdos en el norte de Irak.

donde se hallan concentrados los refugiados kurdos. En Nueva York, los representantes de los cinco miembros permanentes del Consejo de Seguridad tratan de llegar a un acuerdo para la creación de una policía de la ONU que se encargaría de garantizar la paz y el or-

den en esa zona de Irak. Esa fuerza policial se haría cargo de los campos de refugiados, *actualmente bajo control de tropas norteamericanas, británicas y francesas. La protección de la ONU ha convencido a los refugiados kurdos, que empiezan a volver a Irak.*



La bandera de la ONU, en el momento de ser izada en un campamento de refugiados en Irak.

REUTER

China y URSS dudan

La creación de esta fuerza no quiere la votación de una nueva resolución, pero es básico que China y la Unión Soviética estén de acuerdo. Chinos y soviéticos siguen expresando su preocupación ante la presencia de tropas aliadas en el interior de Irak.

Las fuerzas de paz de las Naciones Unidas eran hasta ahora unidades uniformadas con atuendos militares, dotadas con armas automáticas, vehículos armados y artillería. Las fuerzas *policiales* de las Naciones Unidas están compuestas por civiles armados, cuyo despliegue es mucho más rápido que las unidades militares porque no utilizan armamento pesado.

Estados Unidos apoya cualquier decisión del Consejo de Seguridad que signifique la retirada de sus tropas de Irak. El presidente George Bush ha declarado en numerosas ocasiones que no quieren interferir la política de Irak y que sus tropas terminen patrullando las calles de las ciudades iraquíes. Thomas Pickering, el embajador norteamericano en la ONU, ha declarado que la creación de una fuerza policial es la forma más "efectiva" para dar seguridad y protección a los refugiados kurdos.

Los primeros efectivos de la ONU llegaron ayer a la ciudad de Zajo y Amadiya, donde se construirá un campo de refugiados para 25.000 personas.

Los refugiados kurdos que cruzaron hace un mes la frontera con Turquía han empezado a volver a Irak. Los guerrilleros *pesmergas*, que hasta ahora impedían el retorno por miedo a represalias de las fuerzas de Saddam, parecen haber quedado convencidos por las garantías de la ONU, informa Reuter.

Los milicianos kurdos también atropellan

JUAN JESÚS AZNÁREZ
Muyamma al Rabia

Todos cuentan atropellos en el Kurdistán. No sólo los kurdos que huyeron a las montañas de Turquía temiendo represalias iraquíes. También lo hacen en Muyamma al Rabia los árabes que abandonaron esta población del norte de Irak, en dirección a Bagdad, cuando las guerrillas kurdas avanzaban, victoriosas y con escasa resistencia. "Los kurdos escaparon porque si no les mataban los soldados lo harían los propietarios de las casas que quemaron y saquearon", dice Ibrahim en una de las viviendas calcinadas de esta localidad agrícola en la que sus escasos habitantes honran la imagen de Sadam Husein.

El último control de las fuerzas norteamericanas y belgas ha quedado 25 kilómetros atrás de este asentamiento árabe, la mayor parte de cuyos 1.500 residentes se escondió en Mosul, a 80 kilómetros de distancia, cuando llegaron noticias de que los *pehamergas* se empleaban con brutalidad y conquistaban con rapidez parte del Kurdistán aprovechando la derrota del Ejército iraquí en la guerra del golfo Pérsico. Ibrahim, acompañado por varios vecinos de la colonia Al Rabia, dice temer todavía la irrupción de los kurdos. "No tenemos suficiente seguridad, ya que los actuales efectivos de nuestro Ejército en la zona no son suficientes".

La presencia militar iraquí se hace más visible y aumenta considerablemente después de que esta colonia se pierda de vista.

Los soldados de Sadam aparecen en las laderas de las colinas que acompañan, chatas, verdes y primaverales, a la carretera que lleva a Mosul y desde allí a la capital. Algunos militares atienden ametralladoras en varios puntos de la ruta, y un carro de combate se camufla junto a una batería antiaérea que sirve un artillero con casco.

Los militares iraquíes cortan el paso a nuestro vehículo y no es posible seguir adelante más de los 20 kilómetros recorridos después de la colonia Al Rabia, uno de los muchos enclaves abandonados por el miedo a los excesos de los milicianos kurdos. El tráfico entre el último control norteamericano y Mosul es escaso y en los tramos de esta vía de comunicación se efectúan controles rigurosos. "Hemos confiscado pistolas y granadas en varios coches que intentaban entrar en la zona bajo control de la fuerza multinacional", indica un *marine* mientras inspecciona a vehículos en una aduana móvil.

"Sadam, OK"

En la población de Muyamma al Rabia sus habitantes trabajan en cooperativa, fórmula de producción agrícola que favoreció y fomentó en el Kurdistán la Administración iraquí. Sus actuales moradores son unos 400 hombres, mujeres y niños que han regresado de Mosul. "Sadam, OK", me dice Abdelaziz, un joven de 23 años con 15 de residencia en esta aldea polvorienta y asquerosa con casas y edificios desastreados, parejos en

pulcritud y fragancia a las avenidas y chabolas que se distinguen desde lejos en los campos kurdos. "Los kurdos lo destruyeron todo", dice. Nuevos vecinos se suman al grupo y todos agregan su particular recuento de calamidades y todos coinciden en que hay que visitar la escuela.

En la escuela del pueblo los retratos de Sadam han sido rajados por los kurdos y los libros de texto y expedientes escolares acolchan el suelo con esiórganes del Partido Baaz de "unidad, libertad y socialismo" entre estanterías, armarios reventados y restos de hoguera. Los libros llevan el retrato del presidente iraquí en las portadas, su imagen en traje de gala con 20 años menos acompañado de otros jefes militares o solo ante una batería de micrófonos. Ibrahim señala uno de ellos y levanta el dedo pulgar en un gesto que quiere resumir las cualidades que observa en su líder. "Antes vivíamos todos contentos aquí. ¿Por qué han entrado los norteamericanos en mi país? ¿Por qué se fueron los kurdos? Los kurdos se fueron al monte porque habían robado e incendiado todo". En una de las pizarras, entre ejercicios de gramática e inglés, una frase en una esquima resume el sentir general de la colonia Primavera: "Viva el gran líder Sadam. 5 de enero". Un teñido iraquí en un taxi aporta también su pliego de cargos contra los kurdos: "¿Quién quemó los edificios del Estado en Jajo? Los hombres que están en las montañas".

Rafsanyani y Ozal, decididos a arreglar el problema de los refugiados

ÁNGELES ESPINOSA, El Cairo
Los presidentes de Irán, Alí Akbar Hachemí Rafsanyani, y de Turquía, Turgut Ozal, se manifestaron ayer dispuestos a resolver el problema de los refugiados iraquíes que se agolpan en sus fronteras a raíz de la crisis del Golfo. En opinión de Ozal, ese éxodo masivo "amenaza la paz y la estabilidad de la región".

En un comunicado conjunto hecho público al término de sus conversaciones en Ankara, ambos mandatarios "reafirmaron su voluntad" de que los desplazados "regresen a sus hogares lo más rápido posible". Tanto para Ozal como para Rafsanyani, "la comunidad internacional debería volcarse más sobre el problema para resolverlo". Pero si no es así, los dos dirigentes se han declarado dispuestos a "encontrar una solución", aunque el documento no especifica en qué consistiría su iniciativa.

De acuerdo con medios cercanos al presidente turco, la referencia haría alusión a un proyecto irano-turco-sirio, del que de momento se desconoce el contenido. En el curso de una conferencia de prensa previa, Ozal criticó el papel de la ONU, a la que acusó de "ineficacia", a la vez que mostró su preocupación por "el vecino común en ebullición".

Respuesta regional

La idea de una respuesta regional a los problemas de la zona ha sido constante también en las declaraciones del líder iraní. Rafsanyani ha acusado a "las fuerzas colonialistas de dividir a los países musulmanes, derrochar sus recursos y proveerles de armas". Este viaje, el primero de un presidente de la República Islámica a Turquía, tiene por objetivo coordinar las posturas ante el nuevo dispositivo de seguridad regional que se prepara tras la reciente guerra. "Tengo la convicción de que esta visita del señor Rafsanyani reforzará las relaciones bilaterales, económicas, comerciales y culturales, a la vez que contribuirá a la paz y a la estabilidad en la región", manifestó Ozal al recibir a su huésped. El presidente iraní, por su parte, subrayó que su viaje demostraba la importancia que Teherán atribuye a las relaciones turco-iraníes. Tras haber mantenido una buena vecindad durante años, los lazos se deterioraron en 1989, ante el temor del Gobierno turco a la influencia de la revolución iraní en su país. Irán, que optó por una neutralidad activa durante todo el conflicto, ha encontrado una ocasión para salir del aislamiento internacional en que le sumió la revolución islámica.

El líder iraní, antes de entrevistarse con Ozal, se reunió con el primer ministro turco, Yildirim Akbulut.

Rafsanyani se negó a acudir al mausoleo de Kamal Ataturk, padre de la Turquía laica moderna.

Los aliados presionan a Pérez de Cuéllar para que envíe las tropas de la ONU sin recurrir a una nueva resolución del Consejo de Seguridad — Los Gobiernos de Oriente Medio rechazan la creación de un país kurdo en Irak

Los soldados británicos se fortifican frente a las posiciones del Ejército iraquí en Al-Amadiya

Gran Bretaña y EEUU pretenden dar a Irak un ultimátum de retirada de tropas

SANTIAGO AROCA
ENVIADO ESPECIAL

INCIRLIK. — Unidades de los Royal Marines británicos levantaron ayer fortificaciones en las afueras de la ciudad de Al-Amadiya, donde permanecen acantonados unos 10.000 soldados iraquíes de la Guardia Republicana, según fuentes de la inteligencia militar aliada.

Con su rápido avance, los marines han ampliado la «zona liberada» para protección de los kurdos en algo más de 100 kilómetros, creando una gran bolsa al norte del país que se escapa al control de las autoridades de Bagdad.

Ahora bien, como la principal línea de avance ha tenido lugar siguiendo la carretera que bordea las montañas, se cree que en las alturas permanecen grupos de comandos iraquíes. Tropas norteamericanas y holandesas peinaban ayer la cordillera para expulsar a los guardias republicanos.

EXCUSAS DE BAGDAD. — El mando militar iraquí ha sido advertido de que debe retirar sus fuerzas al sur del paralelo 37. Los generales de Sadam han contestado que no cuentan con medios de transporte para desplazar a sus hombres y que las comunicaciones son malas, por

lo que no procederán a una inmediata retirada.

Ayer, el mando aliado discutía si debía o no acometer la ocupación de Al-Amadiya. Según las fuentes militares consultadas por EL MUNDO, británicos y norteamericanos eran partidarios de dar un ultimátum a los iraquíes, pidiéndoles la retirada en las próximas 72 horas, tal y como hicieron días atrás para desalojar a los hombres de Sadam de la población de Zajó.

Al mismo tiempo, un funcionario del alto comisionado de la ONU para los refugiados se instaló ayer en Zajó. El representante de

la ONU ha establecido un pequeño campamento, donde prepara el desplazamiento de la Policía de las Naciones Unidas, de acuerdo con la propuesta de la CE que ahora discute el Consejo de Seguridad.

EEUU, Gran Bretaña y Francia han presionado al secretario general de la ONU, Javier Pérez de Cuéllar, a dar luz verde al proyecto de enviar a la Policía de esta organización para sustituir a los 9.000 soldados aliados que vigilan los campos de refugiados.

La posible llegada de las fuerzas de Naciones Unidas habrá de superar serios problemas jurídicos y económicos. Los británicos han

indicado que las tropas de la ONU podrían ser enviadas por el secretario general de la organización, sin recurrir a una nueva resolución del Consejo de Seguridad, tal y como ocurrió en Chipre en 1974.

UN PAÍS KURDO. — Ahora bien, ninguna de las naciones de Oriente Medio apoya la creación de un país kurdo, como de hecho implicaría el asentamiento de las fuerzas de la ONU durante largo tiempo.

Además, tanto Turquía como Irán y Siria, naciones con poblaciones kurdas, temen que el establecimiento de un área independiente sirva como plataforma de acción a los grupos armados kurdos que actúan en esas naciones. Ayer mismo, el presidente turco, Turgut Ozal, manifestó en Ankara sus recelos ante la intervención de la ONU.

Mientras los aliados extienden su área de influencia y discuten el papel de la ONU, los refugiados kurdos continúan en las montañas y sin muchas ganas de bajar.

Talabani, el líder kurdo que días atrás firmó un acuerdo de paz en Bagdad, ha desaparecido. Entre los refugiados corren mil rumores acerca de cuál habrá sido su suerte. Unos dicen que ha sido fusilado y otros, que se está gastando la fortuna obtenida de Sadam.

Bagdad prorroga la amnistía

El Consejo del Mando de la Revolución de Irak ha prorrogado por espacio de un mes la amnistía general concedida el pasado 5 de abril a los kurdos iraquíes. Según un comunicado emitido por ésta, la

más alta instancia política del Gobierno de Sadam, la nueva medida concierne a «todos los kurdos iraquíes que se encuentren dentro y fuera del país. La decisión tiene por

objeto permitir a todos nuestros ciudadanos de origen kurdo que no se han beneficiado de las amnistías precedentes, regresar a sus lugares de procedencia».

La prerrogativa del Consejo concluye diciendo que los kurdos no serán castigados por los actos cometidos durante la sublevación, salvo que éstos hayan tenido como consecuencia la muerte o la violación».

El Consejo de la Revolución de Irak desaparecerá

NICOSIA.— El presidente del Consejo Nacional (Parlamento iraquí), Saadi Mehdi Saleh, informó ayer de la próxima desaparición del Consejo del Mando de la Revolución (CCR), la más alta instancia de poder político en Irak.

En el transcurso de una entrevista concedida a la agencia de noticias Afp, Saleh precisó que el Consejo no figura entre las instituciones gubernamentales en el proyecto de la nueva Constitución, lo que significa que su funcionamiento cesará en cuanto se apruebe la nueva Ley Fundamental.

El CCR controla todos los asuntos de la república así como lo concerniente a sus Fuerzas Armadas. Está presidido por el jefe del Estado e integrado por otros cinco miembros. Fue instituido tras el golpe de Estado del 17 de julio de 1968.

La nueva Constitución, que se presentará en julio próximo, contemplará un Gobierno ejecutivo y un Parlamento legislativo bicameral.

Turquía propone a Irán una política común frente a Irak

ANKARA.— El problema creado por el éxodo de centenares de miles de kurdos en las fronteras de Turquía e Irán amenaza seriamente la paz y la estabilidad en la región, según manifestó el presidente turco, Turgut Ozal, en el transcurso de una cena ofrecida en Ankara en la noche del lunes a su homólogo iraní, Ali Akbar Hachemi Rafsanyani.

Estimando que el problema de la huida de casi dos millones de iraquíes debe ser regulado, Ozal subrayó la conveniencia de que Turquía e Irán «trabajen conjuntamente para encontrar, en el más breve plazo de tiempo posible, una solución a esta cuestión tan dramática», informa Afp.

Ozal desea que «Irak deje de tener ese aspecto de país en guerra permanente y pueda adoptar una actitud que le permita ganar de nuevo la confianza de la comunidad internacional y especialmente la de sus vecinos».

«Irak —añadió— debe asegurar un régimen democrático que preserve su integridad territorial».

Rafsanyani declaró que el propósito de su Gobierno es «establecer buenas relaciones con todos los países de la región y hacer todos los esfuerzos necesarios en pro de la paz y la estabilidad. Es tarea de los estados regionales velar por la seguridad de la zona».



El delegado de Naciones Unidas izó ayer la bandera de la organización en un campo de refugiados de Zajó. -REUTERS

Da ieri la bandiera delle Nazioni Unite sventola sul campo profughi iracheno

Zakho è tornata alla vita ma i curdi restano diffidenti

La normalizzazione in quella zona del Kurdistan procede a piccoli passi tra grandi difficoltà. La sicurezza dell'area che si estende per 35 chilometri intorno alla città è il test della presenza alleata, generalmente ben accolta dalla gente

dal nostro inviato ALBERTO STABILE

ZAKHO - Da ieri la bandiera dell'Onu sventola su Zakho: è il primo passo in direzione dell'assunzione del controllo sui campi profughi da parte dell'organismo internazionale. I curdi tornano a casa, riassaporano per qualche ora il piacere del focolare, si fanno rivedere sulla piazza. A riprendere la strada di Zakho per adesso sono soltanto i maschi. Qualche ora a casa, poi, all'imbrunire, di nuovo tutti in montagna, per ricongiungersi con le famiglie rimaste in attesa. «Degli americani ci fidiamo. Ma in città ci sono ancora troppi agenti segreti di Bagdad», ci assicura nel suo rifugio vicino Zakho, il capo-guerrigliero Harf, 40 anni, una tranquilla esistenza di farmacista in Dohuk, fino allo scoppio della guerra civile.

È una normalizzazione difficile che procede a piccoli passi, quella del Kurdistan iracheno. Da una parte gli alleati, stretti tra l'obbligo morale di proteggere i rifugiati e l'urgenza di allontanarsi dalla palude irachena. Dall'altra i curdi, un popolo perseguitato, diviso, smembrato, che oggi appare combattuto tra una giustificata diffidenza e il miraggio dell'ennesimo compromesso con Saddam. Dall'altra ancora, il dittatore sconfitto, pronto a elargire concessioni dopo concessioni pur di restare al potere, ma sempre in un'atmosfera di ambi-

guità, di azzardo. La Repubblica di Zakho è il palcoscenico di questo sottilissimo gioco a tre. Partiamo dal campo capace di ospitare 21 mila rifugiati, dove si misura l'efficienza e la potenza dei mezzi americani. «Abbiamo castelli di cibo», dice un ufficiale. Migliaia di tende azzurre sono allineate secondo un disegno destinato a ripetere la struttura di città del Kurdistan. Ma l'operazione, precisano i suoi ispiratori, deve essere «temporanea ed economica».

L'ora X del grande ritorno è scattata qui, sabato scorso, con l'arrivo dei primi 317 rifugiati scesi dalle montagne per aiutare i soldati americani e britannici a

completare il campo. Dopo quel primo plotone trasportato in elicottero, ogni giorno 250 lavoratori curdi sono arrivati in autobus. Ma, a sentire un ufficiale americano che parla il curdo, non

mente bene accolta. Con scene di entusiasmo che sembrano tratte dalla cineteca del neorealismo italiano. Ma la vera scommessa degli alleati consiste nell'affermare la propria autorità in questa città che resta pur sempre territorio iracheno, e nel convincere i rifugiati che sotto l'ombrello americano non hanno da temere rappresaglie o ritorzioni. Decise ad esercitare un ruolo pacificatore, le autorità alleate sembrano procedere sulla via di una smilitarizzazione parallela dei due schieramenti in lotta, quello delle varie polizie di Saddam e quello dei guerriglieri peshmerga.

Dopo aver ottenuto che rimanessero in città soltanto cinquanta poliziotti iracheni (fino all'asettimana scorsa erano circa ottocento) gli alleati hanno imposto che gli agenti di Saddam portino soltanto la pistola. Parallelamen-

te è che i rifugiati brillino per operosità. «Non è vero - ribatte Obeid Ali, un giovane della tribù shlivani che fa da caposquadra - Siamo lavorando sodo, e fra quattro o cinque giorni, quando il campo sarà completato, diremo alle nostre famiglie di venire. Molto meglio qui che in montagna».

Soldati alleati e lavoratori-rifugiati fraternizzano facilmente. Ecco due marines che spiegano a un gruppo di giovani curdi come funziona il loro fucile mitragliatore M-16 A2 capace di centrare un bersaglio a cinquecento metri di distanza. «Ci hanno detto che saremmo rimasti soltanto tredici giorni - dice sconsolato uno dei due militari - ma il tempo è passato e di rientrare non se ne parla».

È la sicurezza dell'area che si estende per 35 chilometri intorno a Zakho, il vero test della presenza alleata. Presenza general-

te, poiché i peshmerga armati di mitra e bazooka continuavano a fare scorribande in città, con a-

zioni non soltanto dimostrative, gli alleati hanno deciso di irrobustire i controlli sulle strade.

Pronti ad evitare un confronto che appannerebbe gli obiettivi politico-umanitari dell'operazione «provide comfort» gli alleati dialogano sia con i capi curdi che con le autorità irachene. Quasi introvabile, il capo della polizia (un ufficiale al servizio di Saddam) spiega che la presenza dei soldati alleati «va bene se durerà per poco e se è destinata ad aiutare i rifugiati. Se è destinata ad altro, allora, inevitabilmente sorgerà qualche problema».

Ora il clima nella città comincia a cambiare. Di poliziotti in giro se ne vedono pochi, anche se c'è chi giura che le colline attorno pullulano di agenti di Saddam. Ma le strade, di mattina,

sono più animate. Gli alleati vorrebbero tuttavia che il ritorno dei profughi avvenisse rapidamente. Venti chilometri da Zakho, verso le montagne che confinano con la Turchia, nello spiazzo di quella che sembra una villa di campagna, una dozzina di capi peshmerga parlamenta con alcuni ufficiali americani. «Il punto è proprio questo - dice Harf, capo guerrigliero di Dohuk - Loro vorrebbero che noi ordinassimo alle famiglie di tornare, ma non ci fidiamo: siamo sicuri che oltre ai cinquanta poliziotti di cui si parla, in città sono rimasti da cento a duecento agenti segreti». L'impressione è che i peshmerga vedano il Grande Ritorno a casa, dopo la fuga, come una sorta di contropartita, un capitolo dei negoziati che si svolgono a Bagdad tra Saddam e i leader curdi. «Siamo in contatto costante per radio e per telefono, con il nostro leader Masshud Barzani. Sappiamo che le trattative vanno molto bene, che Saddam ha detto di sì praticamente a tutte le nostre richieste. Ma ci sarà un secondo giro di colloqui». Un'ombra di incertezza, di motivata diffidenza, sembra resistere fino all'ultimo. Non è la prima volta che i leader curdi si accordano con Saddam. Chiediamo al comandante Harf se i peshmerga sono pronti a sostenere le intese di Bagdad: «May be» (forse) risponde.

La Repubblica
01 05 1991

□ DALLA PRIMA PAGINA

Nazione palestinese minoranza curda...

di SANDRO VIOLA

HOLETTO con stupore misto a costernazione l'articolo di Ernesto Galli della Loggia - «Occhi strabici sul Medio Oriente» - pubblicato dalla «Stampa» lunedì scorso. Dico stupore, costernazione, invece che contrarietà, perché considero Galli della Loggia uno dei tre o quattro saggi politici - tra i molti che scrivono sui giornali italiani - che valga la pena di leggere: per l'acume, lo spessore storico, l'originalità del ragionamento che scorgiamo sempre nei suoi articoli. E infatti, le volte che egli s'è occupato del conflitto israelo-palestinese, la divergenza delle nostre posizioni in merito a tale questione non mi ha mai impedito di apprezzare la sostanza dei suoi argomenti. Tanto sostanziosi da indurmi, in un paio d'occasioni, a ripensare, rivedere, correggere i miei.

Ma nel suo ultimo articolo, Galli della Loggia espone una serie di tesi senza fondamento. Mette insieme alcuni temi polemici sulla questione israelo-palestinese, che sembrano usciti - se posso dirlo - dall'ufficio stampa del primo ministro israeliano, di «questo» primo ministro, il signor Ytzhak Shamir. Ed è da tanta parzialità, dal fatto che l'abituale intelligenza storico-politica di Galli della Loggia sia del tutto assente da questo articolo, che viene il mio stupore.

Ma vediamo quali sono le tesi sostenute da Galli della Loggia. La prima è che i palestinesi costituiscono una delle varie «minoranze» del Medio Oriente, né più né meno come i curdi o i Bahai in Iran; una minoranza «oppressa» sì, ma che «ha subito di gran lunga meno colpi» delle altre.

SEGUE A PAGINA 14

Nazione palestinese...

EDUNQUE perché - si chiede Galli della Loggia - risuona da anni un gran «battage» sulla sventura palestinese, mentre il destino d'ogni altra minoranza non provoca che scarse e saltuarie proteste? La seconda tesi, questa meno singolare, già circolante da tempo, è che il problema palestinese non sia il solo, e neppure il più importante, della regione: sicché non è vero che la stabilità mediorientale dipenda dalla sua soluzione. La terza tesi, ridotta in breve, è questa: il vero motivo per cui «l'opinione pubblica occidentale» s'è tanto accalorata attorno al dramma palestinese, è che ciò consentiva d'essere (al coperto, surrettiziamente) anti-israeliani. Dunque, antisemiti.

Con la prima tesi - i palestinesi simili alle molte minoranze presenti nella regione -, Galli della Loggia s'affianca al nucleo più intransigente, più irragionevole della classe politica e della società israeliana. Riecheggia una celebre frase di Golda Meir, pronunciata nell'estate del '68: «I palestinesi non esistono». Con quella frase, la signora Meir intendeva spazzare il campo dalla pretesa che esistesse una questione nazionale palestinese. Ed è appunto questo che troviamo in «Occhi strabici sul Medio Oriente»: la negazione d'un problema nazionale palestinese, il rigetto di qualsiasi ipotesi di autodeterminazione per quel popolo. Il suo essere nient'altro che una «minoranza», quindi l'aver diritto - in quanto minoranza - a non essere oppressa, eventualmente a gestirsi in modo autonomo sul terreno amministrativo, ma non certo a considerarsi una nazione». Il che implica, se ho ben capito, che non esista un problema di «territori occupati»: lo Stato d'Israele comprende la Cisgiordania e la striscia di Gaza, i cui abitanti - oltre ai cosiddetti «arabi di Israele» - ne costituiscono la minoranza d'origine palestinese.

Sarebbe facile obiettare che una considerevole parte della società israeliana ha, per fortuna, idee diverse. Che il fiore dell'«intelligenza» d'Israele si batte da anni per idee diverse da quelle espresse da Galli della Loggia in questo suo ultimo articolo. Ma il punto, visto che siamo di fronte a una tesi della «minoranza», è un altro. E' la differenza tra i curdi - l'esempio su cui insiste Galli della Loggia - e i palestinesi. Il destino dei curdi, come quello di altre

minoranze in Medio Oriente, è il tragico risultato d'una storia lunghissima, di cui sarebbe pressoché impossibile venire oggi, politicamente, a capo. Dalla nascita al crollo dell'impero Ottomano, attraverso la colonizzazione, la decolonizzazione e l'affermarsi dei nuovi Stati nazionali.

In questo senso, sullo sfondo di tanti eventi e convulsioni della storia, i curdi non possono essere considerati, nei tre o quattro Paesi in cui vivono, che una «minoranza». E se è vero che da Versailles in poi la comunità internazionale non s'è interessata alla loro sorte, si può sperare che l'odissea cui abbiamo assistito in queste settimane spinga il mondo civile a chiedere con forza l'autonomia amministrativa e culturale delle popolazioni curde negli Stati in cui si trovano ad abitare.

Diverso è per i palestinesi. Il nazionalismo palestinese scaturisce da eventi, da un trauma storico-politico, recentissimi. Un quarantennio, il tempo che è trascorso dalla fondazione dello Stato d'Israele. Uno Stato che nacque dall'innesto di una minoranza (la prima emigrazione sionista tra le due guerre) in un territorio dove esisteva una maggioranza arabo-palestinese. E, certo, furono gli arabi, e i palestinesi, a rifiutare i «due Stati» concepiti all'Onu nel 1948, muovendo guerra ad Israele. Ma quel tragico errore, e tre decenni di cinica strumentalizzazione del problema palestinese da parte degli Stati arabi, non tolgono nulla alle aspirazioni nazionali del popolo che abitava la regione prima della nascita d'uno Stato ebraico.

Il bandolo storico-politico del conflitto è ancora, infatti, a portata di mano. A differenza del problema curdo, quel bandolo non si perde nella notte dei tempi. Sicché la richiesta d'un ritorno al progetto dei «due Stati» non è un'idea astratta, un discorso dellirante. E dunque come parlare dei palestinesi quasi fossero una minoranza ormai sepolta dalle macerte della Storia? Come ignorare che la maggior parte di questa «minoranza» vive su territori che «non sono» Israele, che gli israeliani occupano militarmente contro ogni parere delle istituzioni internazionali, contro ogni consiglio dei loro alleati ed amici, contro le richieste di centinaia di migliaia di loro concittadini riassunte recentemente - come si leggeva proprio ieri sull'

«Herald Tribune» - da vari attendibili sondaggi?

Più semplice e breve sarà la risposta alla tesi secondo cui la questione costituisca uno dei tanti problemi della regione, privo di qualsiasi centralità politico-strategica, enfatizzato ad arte per fini inconfessabili. Ricorderò a Galli della Loggia che cinque Presidenti e sette Segretari di Stato americani si sono arrovellati, dal '67 a oggi, per tentare di sciogliere «questo» nodo, non altri. Davvero si può credere che a muoverli fosse la pressione d'una «opinione pubblica occidentale», e della «sinistra» in particolare, che tifavano per i palestinesi al solo scopo di mettere in difficoltà gli ebrei? I soli, veri pericoli d'una terza guerra mondiale non sono forse venuti, tra '49 e '85, dal Medio Oriente, dal conflitto arabo-israeliano che conteneva come nucleo fondamentale - anche se tante volte strumentalizzato - il problema palestinese? L'instabilità che ancor oggi, dopo la guerra del Golfo, presenta la regione, è dovuta alla questione curda o alla questione palestinese?

Quanto all'ultima tesi di Galli della Loggia, dove si dice che l'Occidente non si sarebbe accorto della questione palestinese se non fosse stato per un suo oscuro, magari inconfesso, antisemitismo, devo rispondere che chi avanza questo tipo di sospetti ha già finito di ragionare.

Fustighi pure, Galli della Loggia, la «sinistra» cui si riferisce nel suo articolo. Gli sprovveduti che blateravano d'uno Stato multinazionale e multireligioso in cui potessero convivere ebrei e palestinesi; i comunisti che consideravano Israele soltanto come un caposaldo dell'imperialismo americano in Medio Oriente; gli estimatori di Saddam Hussein e di Hafez el Assad. Ma non chiuda la bocca a chi in questi anni ha colto, capito, condiviso le ragioni dei palestinesi, lanciandogli contro l'accusa di antisemitismo, un'accusa che personalmente considero la più infamante di tutte. Con la sua intelligenza di uomo e di storico, ricorra al ragionamento piuttosto che spargere sospetti. Ragionare è l'ultima possibilità che abbiamo per dipanare un nodo che sembra ancora, malgrado le speranze che molti avevano nutrito con la fine della guerra del Golfo, insolubile.

SANDRO VIOLA

Le débat sur les Kurdes au Conseil de sécurité et les premiers retours de réfugiés en Irak

Les alliés demandent l'envoi sur place d'une force de police de l'ONU

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont demandé, lundi 29 avril, au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, de promouvoir l'envoi d'une force de police de l'ONU pour remplacer les 9 000 soldats alliés qui défendent les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. Bien que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se soient consultés à ce sujet lundi, l'objectif de Washington, Paris et Londres est d'en appeler au secrétaire général, plutôt que d'en venir à

une résolution du Conseil qu'ils n'envisagent « qu'en dernier recours » pour convaincre l'Irak d'accepter le déploiement d'une telle force.

L'ambassadeur de Grande-Bretagne, David Hannay, a estimé que la proposition inspirée par son pays « faisait du chemin ». De source américaine, on déclarait espérer un arrangement discret entre Bagdad et les Nations unies. Enfin l'URSS a également porté un jugement favorable sur le projet allié pourvu qu'il soit accepté par l'Irak, précisait-on de

source diplomatique. La Chine n'a pas fait connaître son opinion.

De son côté, l'Irak a rejeté l'idée d'une force de police internationale, qu'il considère comme une ingérence dans ses affaires intérieures. La France et la Grande-Bretagne « ont pris une position hostile au dialogue » entre Bagdad et l'opposition kurde et « ne veulent pas de stabilité pour les Kurdes » comme le montrent les « ingérences caractérisées » que constituent leurs récentes initiatives internationales, a estimé lundi le

ministre irakien de l'information, M. Hamid Youssouf Hammadi. Le ministre a ajouté que ce serait un « précédent » dans l'histoire des Nations unies et du Conseil de sécurité que « l'ONU discute d'un accord entre le gouvernement d'un Etat souverain et l'opposition au sein de cet Etat ». Il a estimé enfin que le monde occidental utilise cette démarche pour « lancer une nouvelle action diabolique contre l'Irak et pour en faire un précédent applicable dans d'autres pays du monde ». - (AFP, Reuter.)

Quelque six cent cinquante soldats français mobilisés pour l'aide humanitaire

Quelque six cent cinquante hommes des forces armées françaises sont actuellement mobilisés par les deux missions « Libage » et « Ramure » d'assistance humanitaire aux Kurdes. Une réunion était prévue, mardi 30 avril, entre les différentes administrations concernées pour donner à ces opérations une ampleur nouvelle, dans le cadre des Nations unies ou de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) selon la configuration retenue.

La mission « Libage » est conduite, en territoire turc, à partir de la base d'Incirlik, avec environ six cents militaires français, à destination des réfugiés kurdes en Irak. Elle a permis à ce jour le largage par cinq, puis par trois Transall de près de trois cents tonnes de frêt (tentes, couvertures, nourriture). Depuis la fin de la semaine dernière, une base logistique a été installée à Silopi, à une dizaine de kilomètres de la frontière irako-turque, par des parachutistes du 3^e RPIMa (Carcassonne) et du 17^e RGP (Montauban), avec une antenne chirurgicale du 7^e RPCS (Albi). C'est cette base qui alimente un relais humanitaire à partir duquel on distribue des vivres, des épurateurs d'eau, un soutien sanitaire et de l'essence aux populations kurdes qui veulent rentrer en Irak. Un deuxième relais humanitaire est prêt à fonctionner, si besoin était. Pour faciliter le travail des « paras » français, quatre hélicoptères - deux Gazelle et deux Super-Puma - ont été envoyés à

Silopi et, dans le courant de cette semaine, six autres hélicoptères - deux Gazelle et quatre Super-Puma - iront les rejoindre. Ultérieurement, lorsque la nécessité s'en fera sentir, un hôpital militaire de campagne sera déployé à la frontière irako-turque. Les effectifs français seront doublés.

La majeure partie des unités françaises campent en Irak, surtout dans les régions de Zakho, Kasrouk et Avaguidzé.

A partir de l'Irak, l'armée française a lancé, en direction des réfugiés kurdes, la mission d'assistance humanitaire « Ramure ». A cette seconde opération participent une cinquantaine de soldats français déjà sur place à la base iranienne de Tabriz. A ce jour, cent soixante-dix tonnes de frêt ont été acheminées par un Hercules français, en concertation avec le Croissant rouge iranien, entre Tabriz et divers terrains plus sommaires qui sont situés le long de la frontière de l'Irak avec l'Irak.

En vue d'une action de plus grande ampleur, des bateaux ont été affrétés. Il s'agit notamment des navires qui assurent le rapatriement de « Daguet ». Le retour en France des éléments détachés en Arabie saoudite devrait s'achever à la fin mai. Dans cette hypothèse, les bateaux, qui partent à vide de France pour charger à Yambu, en mer Rouge, pourraient - à l'aller - transporter du frêt à destination d'un port en Turquie et le déposer au profit de l'aide aux réfugiés kurdes.

Washington s'oppose à ce que Bagdad vende à nouveau du pétrole sur le marché mondial

Le président George Bush a exclu lundi 29 avril toute reprise de relations commerciales normales avec l'Irak tant que le président Saddam Hussein sera au pouvoir et a affirmé qu'il était toujours opposé à ce que Bagdad puisse vendre à nouveau du pétrole sur le marché mondial.

En ce qui concerne la demande irakienne de vente de pétrole, M. Bush a ajouté : « Il n'y aura pas de mesure de secours de notre part tant que l'Irak n'aura pas évolué sur un certain nombre de points. » Il a cependant souligné qu'il ne s'opposait pas à ce que des produits alimentaires parviennent en Irak. « Nous n'allons pas laisser les gens mourir de faim », a-t-il dit.

L'Irak, qui a obtenu des Nations unies une reprise des importations de nourriture, a demandé au comité des sanctions de l'ONU de pouvoir exporter pour 942,5 millions de dollars de pétrole afin d'acheter des vivres et d'autres produits de première nécessité. Une requête qui n'a pour l'instant pas été acceptée. Plusieurs pays ont demandé que l'Irak fournisse des détails sur de telles transactions et des assurances que les profits iront exclusivement aux opérations de secours aux réfugiés. Le comité des sanctions devait se réunir à nouveau mardi pour statuer sur cette demande.

La reprise des exportations de pétrole irakien dépend aussi beau-

coup de la Turquie et de l'Arabie saoudite, sur le territoire desquels sont construits les oléoducs acheminant le brut irakien vers les ports de chargement. Si la Turquie n'attend que le feu vert de l'ONU pour remettre en marche son double oléoduc de pétrole irakien, l'Arabie saoudite n'a pas encore clairement exprimé sa position. En janvier, l'Irak a dénoncé tous ses accords avec Ryad, y compris celui concernant le transit du pétrole vers la mer Rouge. Un nouvel accord pourrait être négocié, selon plusieurs sources dont le Middle East Economic Survey, une lettre d'information diffusée à Chypre.

Les Etats-Unis ont exprimé lundi leur scepticisme sur les informations d'après lesquelles l'Irak serait en train de se réarmer, par le biais de la Jordanie - informations qui avaient été récemment publiées dans le journal britannique *The Observer*. « Franchement, nous n'en avons aucune preuve », a déclaré Richard Boucher, un des porte-parole du département d'Etat, avant d'affirmer : « Nous continuons de travailler avec les autres pays pour nous assurer que l'embargo (sur les armes) est toujours en vigueur ». - (AFP, Reuter, AP.)

The New York Times
02 05 1991

Editorial Notebook

Why the Kurds Fled

ISTANBUL, Turkey
"Who are the Kurds and what are they afraid of?" I asked my flight companion in Turkey, a relief worker fresh from two weeks among 75,000 Kurdish refugees in northern Iraq. He answered with a frustrated grimace.

Despite a month's saturation news coverage around the world, the Kurds remain a people seen but not known. They have been bred to inscrutability by centuries of oppression in the five countries where most of them live but where their existence is ignored or even denied — Iraq, Turkey, Iran, Syria and the Soviet Union.

This much is known: The Kurds are an ancient mountain people of indeterminate number and uncertain origin whose many dialects are akin to Persian. They are mostly Sunni Muslim with Shiite and Christian minorities. What has held them together is the oldest human tie, family.

Some scholars say the Kurds are descended from the Medes, the historic foes of the Persians, who lived in the same mountains. If so, then that's uncannily apt, for the land of the Medes was known as Media.

Today's Kurds are in every sense media people. They are familiar as potent images on television — the men with their doughnut caps, the women with burning eyes, the shriveled children.

Far more elusive are their fierce and tangled loyalties to the *agha*, or *shêik*; the *ashiret*, or tribe, and the *kabile*, or clan. Relief workers find that the only way to count their charges is to draw up family trees. My companion had laboriously assembled this lilted list of patriarchal clans, all gathered in a single area:

What's Most Clear Is Their Fear

Sindi, Suleyvani, Dosiki, Zaho, Alan, Mehmadan, Yezidi, Mizori, Gioli, Gerdan, Tai, Kechan, Seydan and Mahmudzin.

Why did these people so abruptly head for the hills? What turned Kurdish rebels instantaneously into refugees? Fawzi Ramadan, an English-speaking Kurd in Zakho, offered the common explanation: "We suffered a lot, the Iraqis used terror weapons, even gas, and we know our enemy."

On closer questioning, however, relief workers found what they believe to be nearer to the truth: Panic spread when President Bush, reversing himself, ruled out use of allied air power to knock down Saddam Hussein's attacking helicopters. At that moment, the Kurds felt wholly abandoned.

Their terror is almost unimaginable. This came home during a visit to a Turkish refugee camp in Silopi, not far from the Iraqi border, just before some of the refugees began streaming back across the border to the new camps or, in some cases, their old homes. An aging Kurd in a hospital ward sought out journalists with this plea in English:

"I cannot live in this place. I have cancer, I am dying. I want to die with my family. We lived in Erbil, very near Turkish border. But the Turks won't let me go. I don't know why. Can you help me?"

Notebooks out, the journalists asked his name. Panic overwhelmed him. "No names, please no names." A lifetime in Iraq had turned him mute, expressing better than words the plight of an entire people.

KARL E. MEYER

**ALLIES TO EXTEND
SAFE ZONE IN IRAQ
70 MILES EASTWARD**

IRAQIS TOLD TO PULL BACK

**U.S. Aims to Give More Kurds
the Choice of Going Home
or to Refugee Camps**

By JOHN KIFNER
Special to The New York Times

ZAKHO, Iraq, May 1 — British and American marines prepared tonight to push their security zone in northern Iraq roughly 70 miles eastward at dawn to enable Kurdish refugees in remote mountain camps to join the return home.

Even as thousands of refugees continued to pour down from the mountains into the area around this border city already secured by American, British, French and Dutch troops, allied armored vehicles and reconnais-

sance patrols were seen late this afternoon pressing eastward in the direction of Amadiya, where a new refugee transit camp is to be set up.

The allied commander, Lieut. Gen. John Shalikashvili of the United States Army, announced from his headquarters at Incirlik Air Base in Turkey that his troops would begin moving in force on Thursday to secure the area and that the Iraqi Army must pull back. He said some local policemen could remain, but only under the provisions of the security plan worked out here between the allies and Iraqis.

A 'Careful' Troop Advance

"This is a careful movement to provide the refugees the necessary sense of security to either enter the second refugee community or return home," General Shalikashvili said. "While we do not expect any interference, we are prepared to take the steps necessary to accomplish this humanitarian mission."

British checkpoints have already been set up in the village of Batufa east of here, and United States Marine reconnaissance teams are operating near the Iranian border, officials said.

The new security zone will include President Saddam Hussein's elaborate summer palace, perched on a hilltop west of Arnadiya. Lieut. Col. Robert Flocke, the chief allied spokesman,

said tonight that the Iraqis would be allowed to keep a palace guard there, but would be ordered to turn over any heavy weapons.

Asked if the details of the allied military advance had been negotiated with the Iraqi officer acting as a liaison here in Zakho, Colonel Flocke replied, "We told General Nuswan."

Amount of Territory Unclear

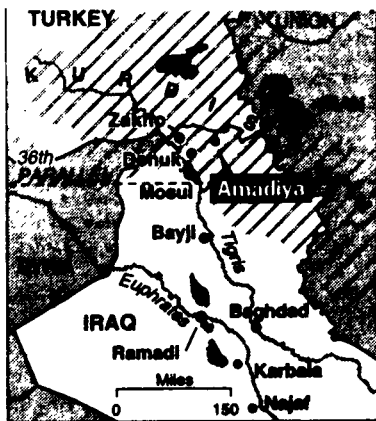
The expansion of the security zone will be significant, but it was unclear just how much territory is to be added.

American military officers said the eastward advance would be critical to their efforts to bring an estimated 800,000 Kurdish refugees out of the mountains along the Iraqi-Turkish border before the coming hot weather dries up streams and increases the danger of epidemics. Up to twice that number are believed to have fled to the Iraqi-Iranian frontier.

United Nations officials say that Kurds who fled to Iran have begun returning to their homes in Government-controlled areas of Iraq since Baghdad announced a broad agreement last week with Kurdish rebel leaders.

But American officers said it is the presence of American, British and other troops patrolling the Zakho area, not the Baghdad accord, that has encouraged the refugees to begin moving back to the allied-protected zone.

Alies to Extend Protected Zone in Iraq by 70 Miles



The New York Times

A new refugee transit camp is to be set up at Amadiya.

A senior American commander taking part in meetings with Kurdish elders and Kurdish guerrillas said they have repeatedly expressed distrust of President Hussein and insisted on long-term American protection. The refugees want to return to villages and fields destroyed by Iraqi Government forces after a Kurdish rebellion in 1988, he said, on the condition that the American military provides security.

In interviews in the camps, clan leaders expressed doubt about reports of the Baghdad agreement, recalling past betrayals. They said their immediate fear focused on Iraqi security forces.

"We have seen thousands of refugees take the first steps down the mountains," General Shalikashvili said of the apparent success of the security zone in Zakho. "I hope the same thing will happen in the east."

Guerrilla Checkpoints Remain

Refugees piled atop dump trucks and farm tractors continued to make their way down the remote mountain valleys on the border today, past the checkpoints set up by Kurdish guerrillas. Some of the rebel checkpoints stood hard by posts set up by French paratroopers and British marines.

At the Zakho camp, the first laundry lines were strung between blue and white tents despite gray, rainy skies, giving the once-pristine site the look of a refugee camp for the first time.

So far, most of the refugees are bypassing the tent city and heading directly for their homes in the protected area that encompasses Zakho and surrounding villages. By late afternoon, American officers said, about 2,000 people had been registered to live in the camp, roughly half of them men who were brought down from the mountains to help with construction.

At the American military checkpoint between the camp and the mountains, which appeared to be the best place to gauge accurately how many people were on the move today, Sgt. First Class Paul Harrington, a paratrooper, said that 2,935 people had passed through by 5 P.M..

As work crews set up more tents and several hundred Kurdish women and children waited patiently in the fields to be processed, Capt. Debbie Luebker said civil reservists at the camp were expecting about 1,500 new arrivals a day.

Two more civil affairs reserve companies that were kept mobilized after the war with Iraq have been ordered here for duty, American officers said.

U.S. Wants Iraq to Finance Kurdish Relief Operations

By ELAINE SCIOLINO

Special to The New York Times

WASHINGTON, May 1 — The United States wants Iraq to pay for the American-led effort to help Kurdish refugees in the northern part of the country, senior Bush Administration officials said today.

Although the Administration is uncertain exactly how to require the Baghdad Government to finance the operation, which is expected to cost more than \$500 million over six months, one option under consideration would link such payment to approval of Iraqi resumption of oil exports. Linkage would require the approval of the sanctions committee of the United Nations Security Council, which is setting the terms for lifting economic sanctions against Iraq.

The idea of collecting payment from Iraq, initially floated by Britain, reflects the Administration's overall strategy to keep President Saddam Hussein politically and militarily weak, while also searching for new ways to strangle his economy.

Resigned to the prospect that Mr. Hussein may remain President of Iraq for some time and determined that the

A link between refugee aid and any oil revenue.

country not be allowed to rebuild as long as he remains in power, the Administration is preparing a proposal under which Iraq would have to contribute 40 to 50 percent of its oil revenue for reparations from its invasion of Kuwait last August, senior Administration officials said.

But there is considerable skepticism in the Administration that the United States will succeed in convincing the sanctions committee, which includes all 15 members of the Security Council, to require Iraqi financing of the relief effort or to extract such a high percentage of its oil revenue for reparations for damage done to Kuwait during the war.

India, Cuba and Yemen, members of the Security Council, have urged that Iraq pay no more than 10 percent, while Britain proposes that Iraq pay the same amount for reparations as it did for the purchase of weapons over the last decade, a figure equivalent to about 25 to 30 percent of its prewar oil revenue. Under the British plan, these payments would be phased in as Iraqi oil exports come back on line.

The Security Council will begin this week to grapple with the reparations issue. Under the cease-fire resolution adopted by the Council on April 3, Secretary General Javier Pérez de Cuéllar must submit an initial report by Friday with the structure for a fund generated by oil sales. This fund will be tapped for reparations.

Administration officials acknowledge that the American demand for Iraq to pay for the relief effort goes beyond two Security Council resolutions

that dictate Iraq's conduct: a cease-fire resolution that sets a series of demands and deadlines that must be met before economic sanctions are lifted, and a resolution giving the Security Council sweeping authority to provide relief to Iraq's refugees. But they argue that these resolutions are flexible enough to take changing circumstances into account.

The United States and Britain take a strict interpretation of the cease-fire resolution in opposing Iraq's requests to sell close to \$1 billion of its oil and to gain access to \$1 billion of its assets frozen in foreign banks. Baghdad says it needs this money to buy food and medical supplies.

"Everyone in the Council is inclined to be more flexible than us and Britain," a White House official said. "We're motivated not only by the fact that Saddam is still in power but also that if we open the door a little, he'll find ways to circumvent the sanctions and undermine the coalition aligned against him."

Administration officials argue, for example, that Iraq still has considerable assets in its central bank and sizable gold reserves that it should spend first. Other Security Council members, such as China, are leaning toward aiding Iraq's economy, but the United States remains suspicious of its appeals that its civilian population is in desperate need of food.

The hard line was reflected by Under Secretary of Defense Paul D. Wolfowitz, who said on the "McNeil-Lehrer News Hour" on Monday: "As far as we can tell, some large share of the trucks bringing food in from Jordan get diverted to Iraqi military camps, and as far as we know, the Iraqis still have plenty of assets with which to buy food. So these claims are greeted with considerable skepticism."

U.S. Approach Unavailing

Administration officials acknowledged that their hard line thus far has had no success in dislodging Mr. Hussein. In fact, they said, he is stronger now than he was at the end of the war because he has successfully put down civil insurrections and because the presence of foreign troops on his soil gives him the chance to argue that Iraqi sovereignty is being violated.

These officials acknowledge that there is increasing sympathy in the Security Council for Iraq's economic plight and that the United States may be swimming against the tide.

"There's a new mood that Iraq should be able to get on with their own affairs and recover after the war," an official said. "There's a lot of feeling that 'you destroyed their infrastructure and they've suffered enough.'"

Former United Nations officials question the wisdom of continuing sanctions that might backfire.

"There is a limit beyond which you may not be able to get much out of the Iraqis," said Sir Brian Urquhart, a former Under Secretary General. "If the object of the exercise is to get Saddam to leave, I can't believe this is going to work. There's the danger that you will revive undeserved sympathy and support for the guy."

Herald Tribune
02 05 1991



Heavy Rains Slow Return of Kurds But Thousands Reach Allied Camp at Zakho

By Glenn Frankel
Washington Post Service

SİLOPI, Turkey — A steady downpour drenched the squalid mountain camps on Wednesday where hundreds of thousands of Kurdish refugees remain penned up awaiting word that it is safe to return to Iraq.

The rain soaked through tents and clothing, turned the ground into a quagmire of ankle-deep mud and human excrement and added more misery to conditions that medical researchers say are still killing up to 300 people a day, most of them children.

"I looked out the window this morning at this rain and realized a lot of babies are going to die today," said Robert Finn, a U.S. diplomat helping to coordinate the massive relief effort.

The bad weather shut down all helicopter flights carrying emergency relief and hindered those refugees from the western-most camp of Isikveren who are trudging back to their homes in the Iraqi border town of Zakho or to the U.S.-built tent city there.

Nonetheless, dozens of exhausted, wet and hungry families finished the trek to Zakho on Wednesday.

U.S. and British soldiers sent to the area to help ferry home the refugees parked their vehicles on the mountainside and climbed the steep ridges to help haul the families and their drenched possessions to trucks waiting below. Some carried babies.

By 5 P.M., U.S. soldiers operating the checkpoint east of Zakho had counted about 4,000 men, women and children passing through on their way home, a smaller figure than that of Tuesday but a sizeable figure given the conditions. That brought to at least 11,000 the number who in the past 48 hours have returned to the area, which has been occupied and declared a "safe haven" by allied coalition forces.

While these refugees were making their way to safety, a senior member of the U.S. team of physicians and relief workers aiding

the emergency effort warned that health conditions in the mountain camps were deteriorating.

Ronald Waldman, medical epidemiologist from the Centers for Disease Control in Atlanta, said that laboratory tests had confirmed an outbreak of cholera in the Cukurca camp, where one of the largest concentrations of refugees is gathered.

Cholera is a deadly, highly contagious form of diarrhea that is often spread through water, food and human feces. Diarrhea, often caused by bacteria from contaminated food and water, is rampant in the refugee camps, with about 70 percent of the 70,000 to 80,000 people in Cukurca reporting symptoms.

Refugees who contract cholera are often already in a weakened condition because of inadequate food, water and shelter, and Dr. Waldman said they could become severely dehydrated within 6 to 12 hours and die soon after.

He said doctors at the camp were isolating suspected cases and treating victims with antibiotics and rehydration therapy.

Dr. Waldman said it was too soon for doctors to assess how many refugees had died from cholera.

"If you don't treat them, 40 to 50 percent of cholera cases will die," he said. "But with appropriate treatment that can drop to less than 1 percent. So we shouldn't be panicking over cholera."

Cholera was just one of several major threats to refugee health, he added, along with measles, meningitis and hepatitis.

He said French researchers at the camps had put the overall daily

death rate at 3 to 6 per 10,000 people, a reduction of at least 50 percent from a study earlier last month. Estimates of the number of refugees clustered around the border with Turkey range from 450,000 to 800,000.

"There's no question the relief effort has been relatively successful in limiting mortality, but it is still five times higher than we'd like it to be," Dr. Waldman said.

Also on Wednesday, a U.S. Army spokesman confirmed an incident two days ago in Yashiloba near the three-way border with Iran and Iraq in which U.S. troops and Turkish troops faced off in a brief but tense confrontation.

Colonel Robert Flocke said the U.S. troops had come across Turkish soldiers confiscating food that was supposed to go to refugees. The two sides squared off and some soldiers reportedly aimed their weapons, but no shots were fired, and no one was injured.

■ Iraqis Ordered to Leave

Allied forces ordered troops of President Saddam Hussein of Iraq out of new areas in northern Iraq on Wednesday to make way for a larger security zone for Kurdish refugees, it was reported in Silopi, Turkey.

Lieutenant-General John Shalikashvili, the U.S. commander in charge of providing Western refugee aid along the Turkey-Iraq border, announced Wednesday that U.S., British French and Dutch troops would "expand the security zone eastward tomorrow, in preparation for a second temporary refugee community at Amadiyah." Amadiyah is about 40 kilometers east of Zakho.

(AP, Reuters)

Iraq Sets Conditions for Disclosing Site of Nuclear Material

By R. Jeffrey Smith

Washington Post Service

WASHINGTON — Iraq has told the International Atomic Energy Agency that it relocated some of its nuclear materials during the war to escape allied bombing and that it will not disclose the materials' whereabouts unless the agency guarantees that they will not be destroyed, according to U.S. officials.

The material includes substantial highly enriched uranium that Iraq's neighbors and Western governments say eventually could be used to construct at least one nuclear weapon. Baghdad was ordered to surrender the material to the IAEA under a United Nations resolution approved on April 2.

IAEA regulations require that Iraq's declared nuclear materials not be moved unless under international supervision. U.S. officials said they considered Iraq's movement of the fuel to be a violation.

Many experts had expressed concern about the whereabouts of the highly enriched uranium after U.S. military commanders disclosed that wartime air raids had destroyed two research reactors at the Tuwaitha complex near Baghdad, where the uranium was last seen, without causing any detectable radiation release.

An Iraqi letter to the IAEA contained 13 items under a listing of nuclear materials; of these, six were said by the Iraqis to have been moved within the Tuwaitha complex "for reasons of safety" and four were said to have been moved near Tuwaitha.

The remaining three items, including uranium powder and pellets as well as natural uranium fuel bundles and rods, were listed as having been trapped at locations that were "completely destroyed" in the allied bombing campaign. In one of these cases, the bombardment resulted in what Iraq described as "radiation contamination of the region," according to a U.S. translation of the letter.

U.S. officials said, however, that the 10 items listed as unaffected by the bombing included the bulk of Iraq's highly enriched uranium. The Iraqis promised to provide details of the items' location only if IAEA officials guaranteed their safety from further aerial attack, according to the U.S. translation.

A senior U.S. official said Washington's position was that no such assurance was required, even though another bombing raid would "in practical terms" not occur. He expressed concern that Iraq appeared to be trying to safeguard material that it cannot keep.

An earlier Iraqi letter was criticized by U.S., UN and IAEA officials because it omitted any mention of the reactor fuel, which IAEA experts last inspected in November. The fuel was initially provided to Iraq by France and the Soviet Union on condition that it be

subject to such monitoring, along with key, related Iraqi nuclear facilities.

But the new letter disclosed the existence of several facilities not previously known by the IAEA, a senior U.S. official said. Included were an "engineering services workshop" and a "mechanical production workshop" that U.S. analysts are now anxious for inspectors to see, he said.

The official also said the letter failed to disclose an additional stockpile of nuclear materials believed held by Iraq that was never subject to IAEA inspection. He said U.S. analysts believed that the materials were being hidden by Iraq and would have to be ferreted out in UN-organized inspections.

The United Nations also faces major obstacles in organizing a speedy destruction of Iraq's arsenal of chemical weapons, including an immediate lack of equipment, funds and personnel, according to the senior UN officials appointed to carry out the task.

Although the agency is working against a midsummer deadline, the officials said they believed that technical, political and environmental problems could easily delay completion of their work for a year or more.

"It is a bigger and bigger problem, the more you look into it," said Rolf Ekeus, the Swedish ambassador, who last Thursday began his first full day as chairman of a special UN commission appointed to find, hold and destroy the chemical weapons.

The magnitude of the effort was suggested by Iraq's declaration two weeks ago that it had 355 tons of lethal chemicals in bulk storage and 11,131 poison gas weapons. But U.S. government analysts say they believe that Iraq is secretly harboring tons of additional chemical agents that the UN commission is also responsible for finding and destroying.

Thousands of the Iraqi weapons have been described by Baghdad as buried beneath the contaminated debris of bombed Iraqi storage sites and production factories, a circumstance that UN officials say will force ordnance experts to conduct much of their salvage work in awkward protective suits.

The first UN-organized inspections of suspected and confirmed Iraqi chemical weapon plants and storage sites are expected to begin next week, even as UN officials continue to interrogate Iraq about its holdings of such weapons, the officials said in telephone interviews from UN headquarters in New York.

But the inspections by up to 200 experts are likely to last more than a month, forcing a delay in the startup of weapons' destruction under a plan to be submitted to the UN secretary-general in mid-May, they said.

I. Herald Tribune 02 05 1991

Turkey, Iran urge repatriation of Iraqi refugees

Potential for regional instability cited in foreign ministry statement

Reuter and Associated Press

Turkey and Iran want the nearly two million Iraqi refugees on their borders repatriated to prevent instability in the region, the Turkish foreign ministry said yesterday.

"We have no divergence of opinion on this matter. Both countries think these people constitute an

element of instability caused by the [Iraqi] administration and they must be repatriated as soon as possible," ministry spokesman Murat Sungar said.

Turkish President Turgut Ozal and Iran's Ali Akbar Hashemi Rafsanjani have held extensive talks on the subject since the Iranian President arrived Monday on a four-day official visit.

More than one million Iraqis have fled to Iran and about 800,000 more are in Turkey's border mountains to escape reprisal attacks by the Iraqi army, which put down revolts against President Saddam Hussein after his defeat in the Persian Gulf war.

Mr. Ozal said Tuesday the mostly Kurdish refugees would not have confidence in plans for a United Nations police force, to protect them after the departure of troops of the U.S.-led coalition now setting up

refugee safe havens in northern Iraq.

Coalition military forces will expand their security zone in northern Iraq today, pushing 25 miles eastward to secure an area for a second camp for returning Kurdish refugees, officials said.

Meanwhile, U.S. reconnaissance forces probed even deeper into Iraqi territory yesterday in missions beyond the limits of the present security zone.

Coalition forces told Iraqi representatives yesterday to withdraw their security forces from the area near Amadiyah and Suriya, and by nightfall there were indications they had begun to leave, said military spokesman Lieutenant-Colonel Bob Flocke.

The Globe and Mail
02 05 1991

The Globe
and
Mail
02 05 1991

Only a small "indigenous" police force will be allowed to remain in Amadiyah, said a coalition statement issued yesterday. U.S. officials said the new security zone encompasses Mr. Hussein's summer palace.

"This is a careful movement by the combined task force to provide the refugees the necessary sense of security to leave the mountains and either enter the second temporary community or return home," the commander of the coalition forces, U.S. Lieutenant-General John Shalikashvili, said in the statement.

Mr. Hussein's palace is just west of Amadiyah. The house itself will not be occupied by coalition troops, Col. Flocke said.

Meanwhile, a Kurdish leader involved in negotiations with Iraq says that Mr. Hussein has agreed to hold free elections within six months and to abolish the ruling Revolutionary Command Council, the British Broadcasting Corp. reported yesterday.

The BBC said Jalal Talabani of the Patriotic Union of Kurdistan, one of the major Kurdish factions, made the comment from northern Iraq in an interview. Mr. Talabani was among Kurdish leaders who met Mr. Hussein last week.

U.S. marines yesterday scouted the mountains and valleys even farther east, near Iran. Army soldiers were dropped south of the security zone, outside the provincial capital of Dohuk.

Dozens of similar missions have been launched into other remote areas by U.S. troops, a military official said.

The zone has been established as a haven for the Kurdish refugees who fled to the mountains between Iraq and Turkey.

By midday yesterday about 9,000 refugees had left their ramshackle mountain camps, where hundreds of people have died of hunger and exposure. They were going to the coalition-run camp in the Iraqi border town of Zakho or returning to their homes.

British, Dutch, French and U.S. forces were to move about 25 miles east of Zakho to Sirsenk today to begin securing the area, the military statement said.

Officers said they now think a string of refugee camps will be established north of the 36th parallel in Iraq, starting at Zakho and extending east, possibly as far as the Iranian border.

In other developments:

- Iraq has reported to the UN that it possessed enough nuclear fuel to make a bomb, but experts said yesterday they are not certain whether Baghdad still had the capability to make such a potent weapon. In a letter to the International Atomic Energy Agency dated April 27, Iraq listed its nuclear facilities as well as the quantities of enriched uranium it had on hand.

- Turkish officials expelled 30 British troops accused of threatening the mayor of a town who tried to visit the Yesilova refugee camp.

LITTLE HELP IN SIGHT / Bureaucracy, poor organization being blamed for problems in relief effort

Aid sparse for Kurds in Iranian camps

Associated Press and Reuter
Tazeh Abad, Iran

The Globe
and
Mail
02 05 1991

WITH 48 hours of water left, bread dry as parchment and a diet of only dates, the 30,000 Kurdish refugees camped near this town received a shipment of emergency aid: three tonnes of dates.

So goes much of the relief effort in the northwestern province of Bakhtar, temporary home to about half of the more than one million Iraqi Kurds who fled to Iran after a failed rebellion.

In Iran, frustration and a feeling of helplessness are building on both sides of the aid pipeline.

Iranian and some United Nations officials complain that despite playing host to the largest number of refugees in the world, Iran is not receiving sufficient international attention.

Relief workers in Iran say they are stymied by bureaucracy, poor organization and bad communications. Many have said they feel that Iran wants their material aid, but not their presence.

Despite Iranian President Ali Akbar Hashemi Rafsanjani's efforts to improve relations with the West, 12 years of Islamic revolution have put radical Shia fundamentalists in control of much of the bureaucracy.

Kurds, who have been seeking a homeland or autonomy for more than 70 years, continually ask visitors to their camps in Iran when the international community will come to their aid.

About 800,000 Kurds fled to the mountains along the Turkish-Iraqi border, and far more aid has reached them.

Last week, Iran reported receiving 800 tonnes of foreign airlift aid in all.

At the same time, the United States alone announced plans to provide 800 tonnes of aid each day to Kurds in the Turkish border region.

The dates, the first large load of food to arrive at the camp, were brought on Tuesday by a German air force helicopter that landed in a field next to the mountain-plateau encampment, about 50 kilometres from the Iran-Iraq border.

Germany has sent 20 cargo helicopters, 180 soldiers and several teams of military doctors to Iran.

They began arriving a week ago in the first Western military presence in Iran since the 1979 Islamic revolution.

The German helicopters can deliver about 80 tonnes of goods a day, but they spend much of the time idle. No one has asked the Germans to help deliver relief supplies from countries other than their own.

Frustrated, the Germans have sent about 30,000 litres of water and food from their own military rations to some camps. A German physician visiting the Tazeh Abad camp estimated the water supply would last only 48 hours more.

In Tehran, meanwhile, an Iranian official said in remarks published yesterday that Iran will return used blankets sent by the United States for the refugees.

The U.S. State Department said it knew nothing about a planned return of the blankets and dismissed a newspaper report from Tehran that the blankets were likely infested with the AIDS virus.

Several members of parliament have urged the government to send back the supplies, which arrived Saturday on the first U.S. relief flight for the refugees in Iran.

Iraq may hand oil city to Kurds



PETER POWER/TORONTO STAR

FAMILY ALIVE: Farog Abbo Mohammed of London, Ont., holds a photo of his relatives in a Kurdish refugee camp taken by The Star's Boris Spremo.

The Toronto Star
02 05 1991

NICOSIA, Cyprus (Reuter) — Iraq is reported to have agreed to sweeping concessions to Kurdish rebels that apparently include control of the oil city of Kirkuk and access to oil revenues.

The Kirkuk region oil wells received about one-third of Iraq's oil revenues before the gulf war began.

Veteran Kurdish leader Jalal Talabani said Iraqi officials had also promised to abolish President Saddam Hussein's ruling Revolution Command Council and hold multi-party elections within six months, the British Broadcasting Corp. reported yesterday.

Saddam, spurred on by the presence of thousands of U.S. and allied troops in the north of his country to create safe havens for Kurdish refugees without his consent, forged an agreement in principle last week with Talabani, who was heading a delegation of the Iraqi Kurdistan Front.

Talabani told the BBC from his base in Iraq's northern mountains he had also secured an amnesty for Kurdish and Shiite prisoners captured during post-gulf war uprisings against Saddam.

The reports came as U.S. and allied forces, expanding their safe haven for refugees in northern Iraq, ordered Saddam's troops out of a broader zone about 130 kilometres (80 miles) long and 55 kilometres (36 miles) deep.

They will build a new refugee camp near Amadiya, 65 kilometres (40 miles) east from the blue and white tents of their first camp at the border town of Zakho.

The allies hope the expanded zone will attract hundreds of thousands of refugees, mainly Kurds, from squalid mountain camps along the Turkish border where babies are still dying every day.

Refugees are streaming down to Zakho but the numbers are in the thousands, a fraction of the exodus.

Man spots Kurdish kin in Star photo

By Tony Wong
TORONTO STAR

Farog Abbo Mohammed thought his family had perished at the hands of Saddam Hussein's army.

So the refugee claimant, who is living in London, Ont., was surprised and relieved when he read in The Star that they are in a Kurdish refugee camp in Turkey.

"I am so happy they are alive. It must be difficult for them, but at least they are living," said Mohammed after seeing a photo by The Star's Boris Spremo taken in the hills of Isikveren showing his two brothers and two sisters with his many nieces and nephews.

But the photo drew mixed feelings from Mohammed.

"I am like a bird with his wings clipped. I have no way to help them," he said.

Mohammed, 36, has been separated from his family since 1979 when he joined the Kurdish resistance against Saddam in northern Iraq.

Mohammed's sister, Ilhim Horsheed, is an elementary school teacher and another sister, Leila Sayit, is a chemistry teacher.

Ilhim's husband is a pilot, and Leila's husband is a colonel in the army, Mohammed said.

UN Relief Convoys Move Into Kurdish Zones

Iraqi and allied requests for UN intervention speed deployment

By Marian Houk

Special to The Christian Science Monitor

UNITED NATIONS, N.Y.

THE United Nations is moving to take over camps built by Western soldiers in northern Iraq for displaced Kurds, responding to both Iraqi complaints about violation of sovereignty and allied desires not to become embroiled over the long term in Iraq's internal affairs.

UN relief convoys converged Monday in the mountainous border town of Zakho, where a growing stream of Kurds has started to return after fleeing Iraqi Army attacks when a short-lived post-war rebellion failed.

UN Secretary-General Javier Pérez de Cuéllar used his personal authority to expand the UN role in Iraq when it became apparent that the proposal would run into a tangle of legal and political concerns in the Security Council. A UN security role is under discussion.

Mr. Pérez de Cuéllar told the Council last Friday that he was acting because both the Western allies and the Iraqi government wanted a UN takeover.

Iraq protests camps

Iraqi Foreign Minister Ahmed Hussein Khudayer protested to the UN twice last week that the "American camps established by force inside Iraq" violated Iraqi sovereignty and territorial integrity.

President Bush has said that he did not want United States soldiers to get bogged down in a struggle that has gone on for years between the Kurds and the Iraqi government.

US officials have indicated that they would like the UN to take charge of zones in northern Iraq within 60 days. More recently, US military officials in northern Iraq said they would not leave if there were any threat to the Kurds.

"We've told Iraq that we have an interest in leaving as soon as

possible, but security concerns have to be addressed," a US diplomat at the UN said. The Kurds will not come down from the mountains - where thousands are dying from hunger, disease, exposure, and exhaustion - until they feel safe, he said.

This message was delivered in a private meeting at the UN on Monday between US Ambassador Thomas Pickering and Iraqi Ambassador Abdul Amir al-Anbari.

The US diplomat said, "We would hope the UN secretariat could work the idea out with the Iraqi authorities."

One proposal, advanced by Britain and supported by the European Community, is to dispatch a UN police force to protect the Kurds. A British diplomat said his delegation had not put forward a detailed plan, but rather had just floated the idea. "It's really something we would like the UN to take forward," he said.

The five permanent members of the UN Security Council - the US, Soviet Union, Britain, France, and China - discussed the proposal at the UN on Monday.

The Soviet and Chinese delegations indicated they would have to think about it, diplomats report. The Soviets also generally supported an enlarged UN presence in Iraq, diplomats say.

A US diplomat said the secretary-general had previously told the Council that the number of UN personnel in Iraq would be reinforced from 17 to 300.

Soviet Foreign Ministry spokesman Vitaly Churkin said April 12 that his government had serious doubts about the proposal to establish a safe haven for Kurds: "This would mean removing a part of Iraqi territory from its sovereignty without consent from the government, which would run counter to the UN charter and create a highly undesirable precedent."

Legality of zone

Mr. Churkin also said a safe haven would pose serious problems for the Security Council "in connection with the need to de-

fine borders, the international legal status of the zone, and the ethnic makeup of its population."

A week later, Churkin gave a guarded endorsement of the Western effort as "the most realistic opportunity to save the lives of hundreds of thousands of Kurdish refugees."

UN policemen are less heavily armed than UN military units - and would therefore be less of an affront to Iraq's sovereignty. But UN policemen have played a paramilitary role in several UN peacekeeping operations, including Cyprus and Namibia.

A UN military force would have to be authorized by the Security Council. But Western allies seemed to feel that UN policemen could be arranged by the secretary-general.

Negotiating new deal

In discussions with Pérez de Cuéllar, the Western allies suggested that Prince Sadruddin Aga Khan, the UN official heading the humanitarian operation, should try to negotiate a deal with Iraq. This could be done, they said, either as a codicil to the memorandum of understanding about the UN operation the prince signed in Baghdad on April 18, or as a separate agreement.

The UN chief sent Jean-Claude Aimé, his Middle East expert, to Geneva to discuss this with Sadruddin last Friday. British officials then held weekend discussions with Sadruddin in London. His reaction was described as "generally positive."

Mr. Anbari warned Tuesday that a police force could not be sent without Baghdad's consent, but he did not rule it out. "It all depends on the ideas we will get," he noted.

An Iraqi diplomat earlier indicated that the only UN observers his government could accept would be humanitarian officials.

But both US and British officials said they would go to the Council, as a last resort, if Iraq

makes trouble - or if the secretary-general felt he needed a further mandate. For the moment, with the situation so fluid, the allies don't seem eager to be locked in to another UN resolution.

"There may be other ideas," the US diplomat said. "It depends on how things evolve. In the 1970s, Iraq apparently agreed that the Kurds would be responsible for their own security."

This would depend on the success of Kurdish leaders currently in Baghdad to negotiate with Iraqi leader Saddam Hussein.

British and US diplomats indicated that if an autonomy or federal agreement is reached with the Kurds, then the Security Council could be mobilized to provide international guarantees.

Earlier, Anbari said in an interview that a federated solution is against the Iraqi Constitution. But, he noted, the authorities have announced that a new constitution is being drafted.

US officials have indicated that they would like the UN in charge of the safe havens being set up for displaced Kurds in northern Iraq in about 60 days.

The Christian Science Monitor

02 05 1991

Selon un délégué des Nations unies

128 morts
chaque jour

Dans les montagnes, à la frontière turque, la situation sanitaire des réfugiés semble s'être quelque peu améliorée mais, selon les plus récentes statistiques du ministère turc de la santé, 128 personnes, en moyenne, ont perdu la vie chaque jour, au cours des trois dernières semaines. Durant cette période, 900 enfants de moins de six ans sont morts au camp d'Isikveren. Les distributions de nourriture se poursuivent, par hélicoptère, par avion, par camion. Malgré l'aspect spectaculaire du pont aérien occidental, l'aide humanitaire larguée par les alliés - 9 400 tonnes - reste bien au-dessous des 15 000 tonnes distribuées par la Turquie, essentiellement par la population kurde locale.

Les réfugiés kurdes amorcent leur retour en Irak

Le drapeau de l'ONU devait être hissé mardi 30 avril sur le camp d'hébergement de Zakho, dans le nord de l'Irak. Selon le commandement allié les réfugiés kurdes devraient commencer mercredi à se rendre massivement dans la zone de sécurité. D'après un responsable iranien, « entre 10 000 et 15 000 réfugiés » retournent déjà « chaque jour » en Irak, près de 20 000, d'après l'estimation d'un représentant de l'ONU à Bagdad. (Lire nos informations page 34.)

Les inquiétudes d'Ankara

ISTANBUL

de notre correspondante

Seule la présence à long terme des troupes occidentales pourra convaincre les réfugiés kurdes de rentrer chez eux, a déclaré lundi 29 avril le président turc Turgut Ozal. « Si les pouvoirs alliés ne maintiennent pas une présence dans le nord de l'Irak, les Kurdes fuiront à nouveau dès qu'ils verront un soldat irakien », a-t-il ajouté. Les propos du président ne sont pas motivés uniquement par un souci d'assurer la protection des Kurdes. Ayant dû faire face à deux vagues importantes de réfugiés en moins de trois ans - plus de 60 000 en 1988 et près d'un demi-million cette année - la Turquie, pour des raisons de politique intérieure, souhaite vivement voir le problème des Kurdes d'Irak résolu de façon durable. Alors qu'ils jouaient aux dominos dans la petite ville de Solhan, le chef de district, le procureur et un responsable forestier de la province de Bingol ont été tués dimanche par un commando du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Il a rappelé au gouvernement que malgré la récente libéralisation de la loi sur l'usage de la langue kurde, les séparatistes du PKK sont déterminés à poursuivre leur lutte jusqu'à l'avènement d'un Etat kurde indépendant. Tous les représentants du pouvoir turc, dont la répression souvent brutale du nationalisme kurde attire régulièrement l'attention des associations des droits de l'homme, sont des cibles potentielles pour le PKK.

Les autorités turques sont conscientes du fait que les combattants du PKK peuvent facilement tirer profit de la confusion qui règne dans la région frontalière pour s'infiltrer en Turquie. De plus, après la débâcle de l'armée irakienne, des quantités importantes d'armes arrivent en contrebande, à tel point que, selon des habitants de la région d'Uludere, un fusil d'assaut Kalachnikov ne vaut aujourd'hui plus que 80 francs. La présence permanente de troupes occidentales pourrait dissuader le PKK, qui a plusieurs camps en Irak, de lancer des attaques à partir de la zone de sécurité.

« Le PKK essaie de faire entendre sa voix, a déclaré lundi le ministre de l'intérieur, M. Abdulkadir Aksu. Ils ont réalisé qu'ils étaient en train de perdre (avec la réforme) une arme importante et une carte majeure. » Alors que les forces alliées se déplacent en direction d'Amadiye, à la recherche de nouveaux sites pour créer des villages de toile, le problème posé par les rebelles kurdes, qu'ils soient d'Irak ou de Turquie, s'est aggravé. A plusieurs reprises, les soldats occidentaux se sont trouvés face à des barrages érigés par des rebelles. Ceux-ci exigeaient des réfugiés souhaitant se rendre dans les camps un droit de passage ou leur interdisaient tout simplement de descendre de la montagne. Une réunion, lundi, entre le général américain Jay Garner et une douzaine de dirigeants kurdes a peut-être permis de résoudre ce problème, qui est compliqué par la diversité des groupes déployés sur le terrain. La région de Zakho est sous le contrôle des troupes du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, mais les combattants kurdes turcs du PKK sont également présents à l'est de cette ville.

Alors que le personnel des Nations unies s'appête à hisser le drapeau bleu près de Zakho, première étape du processus de démilitarisation, l'avenir de la zone de sécurité reste peu clair. Jusqu'à présent, les réfugiés, craignant les représailles irakiennes, se sont montrés très réticents à quitter les lieux pourtant inconfortables où ils sont installés. A ce jour, seuls quelques centaines d'entre eux, transférés par hélicoptère pour participer aux travaux de construction, ont gagné les camps préparés par les alliés à Zakho. Les responsables militaires estiment cependant qu'un mouvement de foule devrait débuter dans les jours à venir.

M. Ozal aura l'occasion de partager ses vues sur le problème des Kurdes irakiens avec le président iranien Rafsandjani, qui doit faire face à un nombre plus important encore de réfugiés. A l'arrivée de ce dernier, lundi, pour la première visite d'un chef d'Etat iranien en dix-sept ans, M. Ozal a précisé qu'il était important que les deux pays coordonnent leurs politiques envers les réfugiés irakiens.

NICOLE POPÉ

Le Monde
02 05 1991

Les murmures de Bagdad

Enfin les Irakiens osent se confier : oui, Saddam a hypothéqué leur avenir.

Correspondance

Les Irakiens parlent. Pour la première fois depuis l'instauration du régime de terreur de Saddam Hussein, en 1979, les langues se délient. Car la plupart des bâtiments où la police secrète conservait ses dossiers ont été détruits. Les Irakiens le savent. Certains en profitent.

A l'université Al-Mustansiriya de Bagdad, qui a rouvert ses portes le 19 avril, les étudiants mettent en quarantaine les représentants du parti Baas. « C'est une mafia », explique Iman, une jeune fille. En décembre 1990, elle présentait le Koweït comme « la 19^e province de l'Irak » et

parlait de son « annexion ». Aujourd'hui, elle dit « invasion » et admet : « C'est nous qui avons commencé. Maintenant, je cherche à comprendre la réaction des alliés. Mais on a tout perdu ; des proches sont morts, l'économie est ruinée, nous n'avons plus d'avenir. Tout ça, pourquoi ? Pour qu'au bout du compte nous le gardions. » C'est de Saddam, bien sûr, qu'il s'agit. Dans le souk, ses portraits ont presque tous disparu. Les commerçants attendent le prochain coup d'Etat militaire et n'en font pas mystère. Dans l'armée, dont le raïs s'est toujours méfié et qu'il a soumise à des purges successives, les officiers, honteux de subir la défaite, reprochent au chef suprême d'avoir poussé trop loin le bluff militaire. Et les récits des soldats démobilisés, qui envahissent jour et nuit la gare routière de Bagdad, accroissent encore le mécontentement général.

Même le Premier ministre, Saadoun Hamadi, évoque en privé un remplacement en douceur de Saddam : « Seul un homme nouveau permettrait la transformation du régime révolutionnaire en un pouvoir constitutionnel », disait-il récemment. Avant de s'enhardir pour préciser : « Le président a une image négative, au sein même des couches dirigeantes. »

Laurence Simon ■

EL MUNDO 3 de Mayo de 1991

TESTIGO DIRECTO / SANTIAGO AROCA

A la caza del refugiado

El enviado especial de EL MUNDO acompañó ayer por los alrededores de Al Amadiya a una unidad de «marines» británicos que intentaban trasladar a los refugiados kurdos dispersos hasta el campamento instalado en Zajó.

● AL AMARIYA (IRAK) ●

Sir, a cien metros están los iraquíes. Tenga cuidado y si nota cualquier cosa rara tírese al suelo, que nosotros le rescataremos», me dice el capitán Robert Grants de los Royal Marines, que durante horas han sido mis ángeles de la guarda. Tenían razón, he dado pocos pasos por la carretera cuando veo la mole del tanque. Es un T-72 y su cañón me apunta. Camino despacio, con las manos levantadas y las máquinas de fotos colgando. Hace frío pero no lo siento, el miedo me calienta.

Del tanque sale un soldado. Luego otro, otro y un cuarto. Se dirigen a mí. Uno me estrecha la mano y sin soltarme me lleva tras el tanque, a una pequeña trinchera. Habla por radio. Me pasa el teléfono. Una voz me pregunta si hablo inglés y qué nacionalidad tengo. Dicen que van a venir a buscarme. Los soldados me ofrecen té. Lo preparan en una fogata, al lado había un pequeño horno de barro, para cocer el pan.

No transcurre mucho tiempo antes de que aparezca un vehículo militar, del que se baja un oficial con una espléndida sonrisa en la cara.

«¿Se ha perdido?», me pregunta.

Sabía lo que iba a encontrar, me lo habían advertido los británicos que me han acompañado desde la base de Zajó para rescatar kurdos. Recorremos un centenar de kilómetros bajo un tiempo de perros. Lueve a mares y el camino se convierte en un barrizal. «Hoy no salen a la carretera los refugiados. Están escondidos por el tiempo», me habiann comentado los Royal Marines.

Así que le digo la verdad al oficial iraquí, que viene a verme a saber cómo estamos y qué pensamos que ocurrirá en su país en el futuro.

PERIODISTAS CURIOSOS

«¡Ah! ustedes los periodistas, siempre tan curiosos. No hay ningún problema, puede volver atrás cuando quiera, no le retenemos. Es usted recibido como un amigo», asegura con grandes aspavientos.

Charlamos un rato. Dice que los iraquíes están hartos de guerra

y llevan la derrota con pesar. Tras el pequeño discurso, que pronuncia mirando de reojo a sus hombres, una frase enigmática: «Los iraquíes hemos padecido mucho y alguien va a pagarlo».

Le pregunto por el acuerdo entre Sadam y Talabani. ¿Por qué han matado ustedes a tantos kurdos?, le digo con miedo a que se enfade.

«Nosotros nos defendimos, ellos desencadenaron una revolución y la perdieron. Están muy divididos, hay multitud de partidos. Además, colgaron a muchos soldados. Ahora dice Sadam que los perdonemos. Bueno, si lo dice Sadam no fusilaremos a nadie más», contesta muy tranquilo.

¿Por qué fueron tan cobardes peleando contra los norteamericanos y han resultado ser tan eficaces con sus conciudadanos?, le planteo. «No me tomo mal su pregunta,

He dado pocos pasos, cuando veo la mole del tanque; es un T-72 y su enorme cañón me apunta

yo también me la hago. Los norteamericanos son inmensamente superiores a nosotros. Nunca debimos hacer esa guerra. También los británicos que le han traído a usted son muy buenos. Si quisieran avanzar, me retiraría. Sé que no puedo pelear contra ellos. De la segunda parte de su pregunta no contesto. Yo de política no hablo», asegura.

No me detengo más. Quizá los Royal Marines estén inquietos. Me vuelvo. Al abandonarles me piden que regrese, «pero con algo para comer», señala el oficial. Cuando cruzo por delante del tanque, uno de los soldados me pide cigarrillos. No fumo. Le regalo un bolígrafo.

Los Royal Marines se han convencido de que no es el día ideal para buscar refugiados e inician el retorno a la base. Por el mal tiempo, no sobrevuelan los helicópteros pero sí resuenan los estampidos de los reactores al romper la barrera del sonido, probablemente un aviso para los iraquíes.

Regresamos hacia Zajó por la misma carretera, cortada con mil y un controles de las fuerzas aliadas.

Nos detenemos en uno de los puestos para saludar a los «marines» norteamericanos. «¿Los iraquíes? Están empeñados en rendirse. Vienen a nuestras líneas y se entregan. Tenemos órdenes de no acogerles. Nosotros sólo salvamos kurdos, los demás que se las apañen como puedan. Buenos estaríamos si además de entregar comida a medio millón de kurdos tuviéramos que ayudar al Ejército de Sadam», dice un teniente.

Antes de llegar al principal campamento de refugiados, paramos ante el cuartel general americano; que ocupa lo que antes era un gigantesco depósito de cereales.

«Los kurdos están bajando. Talabani ha hablado por varias emisoras de radio de la zona y ha pedido que desciendan a los valles. Creo que vamos a enviar una caravana con 40 autobuses para ayudar en los desplazamientos. Esto se acaba», señala el general Flake, uno de los encargados de las relaciones con la prensa.

«Nosotros ya nos vamos, estamos estudiando el repliegue y en unas semanas entregaremos los campamentos a las Naciones Unidas».

En Zajó, en la vivienda que antes ocupaba el alcalde de la localidad, está ahora el despacho del enviado especial de la ONU. «Para que nos hagamos cargo de los campamentos han de darse tres condiciones: que los refugiados se sientan seguros, que haya contribución económica de los socios de la ONU y, por último, que se desmilitarice la zona», explica el delegado de Naciones Unidas.

En el asentamiento reservado a los refugiados, muchas de las tiendas azules y blancas enviadas por EEUU, permanecen vacías.

Me siento en la puerta del campamento y veo que llegan grupos muy pequeños. Los camiones militares que subieron a buscarlos a las montañas vuelven medio vacíos. Mientras converso con los «marines» que montan guardia, se acerca un muchacho. «Kurdish,

«¡Ah! ustedes los periodistas, siempre tan curiosos. No hay problema, puede volver cuando quiera»



Un niño kurdo es trasladado al campamento de Zajó con su familia en un camión británico.

REUTER

kurdish», y se lleva la mano a la boca para explicar que tiene hambre. Los «marines» sacan de sus bolsillos raciones de campaña, que el muchacho devora antes de volver a las tiendas.

De vuelta en Turquía, a la búsqueda de un teléfono que funcione, los soldados de mi escolta se paran en el puesto fronterizo iraquí. «Vamos a dar de comer a los policías de Sadam. Los han hecho venir de Bagdad pero no se acuerdan de ellos, no les dan agua ni alimentos. Además, la gente los insulta».

AGRADECIMIENTO IRAQUI

Los dos gendarmes iraquíes quie-

ren besarnos las manos, en muestra de agradecimiento. El coche arranca, enfilamos el puente sobre el río para entrar en Turquía. Atrás, en lo que alguna vez fue la aduana iraquí ondea una bandera holandesa y varios infantes de marina mantienen puestos cargados con ametralladoras pesadas.

Los holandeses han tomado esta posición para dejar un hueco en el principal campamento aliado a los paracaidistas españoles recién llegados. Los holandeses se lo toman con humor. Sobre un trozo de cartón pegado en el pretil del puente fronterizo alguien ha escrito: «Sale usted de Zajó, territorio libre de Holanda. Entra en Turquía, donde la realidad le hará llorar».

Powell Expressed Strong Reservations About an Offensive in Gulf, Book Asserts

By Haynes Jonnson

Washington Post Service

WASHINGTON — Last fall, General Colin L. Powell, chairman of the Joint Chiefs of Staff, had serious reservations about the Bush administration's shift toward an offensive military strategy in the Gulf and repeatedly suggested that "containment" of Iraq through economic and military pressures could accomplish U.S. objectives short of war, according to a book by Bob Woodward, a Washington Post senior editor.

Late in October, Mr. Woodward writes, before President George Bush's crucial decision to double U.S. ground forces in the Gulf, General Powell argued his case individually with Defense Secretary Dick Cheney, Secretary of State James A. Baker 3d and Brent Scowcroft, the national security adviser, finding support only from Mr. Baker. He finally raised the issue with Mr. Bush, "arguing that containment would take time, maybe as long as a year or two, but it would work."

Mr. Bush, according to Mr. Woodward's account, answered: "I don't think there's time politically for that strategy." The book does not elaborate on the president's political considerations.

After that meeting, General Powell felt he had gone as far as he could. "I've been for a containment strategy," he is quoted as telling his predecessor, the retired Admiral William J. Crowe Jr., "but it hasn't been selling around here or over there," pointing out his Pentagon window toward the White House. Once Mr. Bush committed himself to developing an offensive military option to evict Iraqi forces from Kuwait, General Powell supported the decision.

[President Bush said Thursday that the book contained made-up quotes and inaccuracies, The Associated Press reported.

"They are not going to divide us," Mr. Bush said in response to questions about the book.

[The president said he had not read the book, but that some of the incidents described in it were not true. He called it a "little nit-picking analysis after the fact."]

Mr. Woodward's book, "The Commanders," to be published Friday by Simon & Schuster, portrays Mr. Bush and his senior advisers as secretive, sometimes indecisive, occasionally impulsive and often at odds with each other — in contrast to the public image of harmony they presented throughout the crisis.

In the book, General Powell is described as concerned and upset at being left out of some major decisions; for example, he learns only by watching television of Mr. Bush's declaration that Iraq's invasion of Kuwait "will not stand," a dramatic shift from Mr. Bush's earlier public statements.

Some of the material in the book — a project that Mr. Woodward says in a preface began three years ago as a study of civilian and military leadership in the Pentagon — was the basis for several news articles on the Gulf crisis that ran earlier in The Washington Post. Mr. Woodward, 48, is The Post's assistant managing editor for investigative news.

As he did in his best-selling books on the Watergate affair, the Supreme Court and the Central Intelligence Agency, Mr. Woodward uses a controversial narrative technique to tell his story — presenting the words and

thoughts of principal figures, sometimes through direct quotation, without attribution.

In the preface, he describes the book as "an account of U.S. military decision-making during the 800 days from Nov. 8, 1988, when George Bush was elected president, through Jan. 16, 1991, the beginning of the Persian Gulf War." It includes a section on the U.S. invasion of Panama.

It appears from the book that senior members of the administration made themselves available to Mr. Woodward at critical junctures in the Gulf crisis — perhaps all the more surprising given Mr. Woodward's fame as one of the investigative reporters associated with the fall of Richard Nixon.

He states specifically only that Mr. Bush was not interviewed.

Among the other highlights:

- Two days before the invasion of Kuwait, a Defense Intelligence Agency analyst, Pat Lang, bluntly warned in a memo that Saddam Hussein intended to invade. Mr. Lang intended his memo as "a thunderclap" to top policymakers, Mr. Woodward writes, but it drew virtually no reaction. On Aug. 1, hours before the invasion, Mr. Lang drafted another top-secret "flash warning," forecasting an attack that night or the next morning.

- General Powell, Mr. Woodward writes, realized then that "a crossover point had been reached militarily" but Mr. Cheney dismissed the buildup as an Iraqi bluff. General Powell suggested that Mr. Cheney sound the alarm at the White House "to mobilize the president, get him to perhaps issue a presidential warning to Saddam through secret diplomatic channels." No warning was sent.

- In October, concerned that economic sanctions were not working fast enough, Mr. Bush requested an immediate briefing on how to conduct an offensive operation against Mr. Hussein's forces. General H. Norman Schwarzkopf was given just a few days to come up with a plan. "Schwarzkopf was furious," Mr. Woodward writes. "He had received no warning, and didn't want to be pushed prematurely into offensive operations. Now he was afraid some SOB was going to wake up some morning and say, let's get the offense rolling. He had two more months' work to do on defense."

- Mr. Baker harbored reservations about the initial buildup, confiding to several of his closest aides that the White House was, in Mr. Woodward's words, "speeding, not thinking through what it was doing." Mr. Woodward portrays Mr. Baker as General Powell's chief ally in the upper ranks of the administration in trying to develop an alternative to offensive military action. Mr. Scowcroft is described as worrying about Mr. Baker's views. By late October, however, Mr. Scowcroft felt that Mr. Baker was beginning to show more support, Mr. Woodward writes.

- On Dec. 29, Mr. Bush signed a top-secret "warning order," activating U.S. forces for war and authorizing General Schwarzkopf to begin the offensive at 3 A.M. on Jan. 17. This order was sent out before the last-minute diplomatic maneuvering, Mr. Woodward reports.

- The book also delves into how the administration's principal figures felt about each other personally. For example, after the 1988 presidential election, General Powell turned down Mr. Bush's offer to head the CIA,

Mr. Woodward reports, in part because "he felt uneasy about the man who was about to become president." Mr. Woodward writes: "Bush and Powell had built no bond of loyalty, and as Powell knew, personal alliances were everything with Bush."

• Mr. Cheney is described as unhappy with the White House chief of staff, John H. Sununu. A couple of days after Iraq's invasion, Mr. Sununu denied Mr. Cheney's request for helicopters to fly members of the Joint Chiefs of Staff to Camp David for an Aug. 4 meeting with the president. Mr. Cheney used Pentagon helicopters.

■ "They Are Not Going to Divide Us"

In his comments about the book, Mr. Bush also said that he had spoken to general Powell by telephone Thursday and that he had told the general: "If you have any angst, forget about it."

Mr. Bush said that the general had replied, "I don't." "Nobody's going to drive a wedge between him and me," the president said. "I don't care what kind of book they've got, how many unnamed sources they have, how many quotes they put in the mouth of somebody when they weren't there. They are not going to divide us."

Mr. Bush continued, "Colin couldn't have given me more sound advice along the way. He couldn't have been a better team player. He couldn't have been a more sterling military commander."

The White House press secretary, Marlin Fitzwater, said, "The war went terrific. The team that worked together was harmonious. They agreed on what we did. The decisions were taken by consensus, full support by everybody."

In Dispute, U.K. Troops Are Expelled by Turkey

Reuters

ANKARA — Turkey ordered a platoon of British Royal Marines to leave the country Thursday in a dispute that has soured relations between Turkey and the Western forces helping Kurdish refugees.

The British Defense Ministry said the marines had left, but denied that they had gone because they had been ordered to do so. It said they had been moved into northern Iraq to carry out humanitarian work.

Turkey accused about 30 Royal Marines of roughing up and pointing a gun at the governor of Hakkari Province in southeastern Turkey when he tried to inspect a refugee camp.

"The chargé d'affaires at the British Embassy in Ankara was summoned to the Foreign Ministry and told that the British unit should leave our country within 72 hours," a Turkish Foreign Ministry statement said.

The statement accused the platoon at the Yesilova refugee camp of "manhandling" the local governor, Erdogan Ulker, when he visited on Wednesday.

It was the worst incident to date between Turkish soldiers or officials and Western forces, who arrived in April to help Kurdish refugees who had fled Iraq.

A British Embassy spokesman declined to comment on the incident.

Allies Expand Haven In Iraq

2d Refugee Camp Readied as More Kurds Head Back

By John Kifner

New York Times Service

AMADIYAH, Iraq — U.S. and allied forces took over a chunk of northern Iraq without opposition Thursday, extending their security zone eastward to this deserted cliff-top village in hopes of encouraging Kurdish refugees to return home from the Turkish mountains.

Smack in the middle of the new zone was President Saddam Hussein's summer palace, a red tile-roofed Mediterranean-style mansion perched on a mountain surrounded by a high concrete wall, where a handful of Iraqi troops, allowed to stay on as guards, tried to maintain their pride while U.S. and British Marines lounged outside the gates.

Baghdad radio announced that the government would blow up the palace, and invited journalists to watch the explosion.

Long truck caravans of British Marines, American paratroopers and French and Dutch troops ground along the ragged, steep roads all day with helicopters beating overhead. The very few Iraqi journalists left behind here waved sheepish salutes to foreign journalists in rented Suzuki jeeps bumping ahead of the allied advance.

[A second refugee camp for Kurds will be established near the airport at Sirsenk, near Amadiyah, news agencies reported.]

The advance and the ease with which it was accomplished raised two crucial and perhaps conflicting questions:

• When would the Western troops move south to secure the city of Dohuk — as a provincial capital and politically sensitive objective — which senior military officers believe must be part of the security zone because it is the home of many of the refugees in the camps in the eastern mountains and along the Iranian border?

• When, and how, would the Americans and other Western troops be able to extricate themselves?

The questions are linked, because the U.S. objective of relieving the plight of the Kurdish refugees can be accomplished only by making them feel they are safe from reprisals from Mr. Hussein.

But, once they have returned, given the violent record of Baghdad's suppression of the Kurds' struggle for nationhood, who was to guarantee their protection?

■ 2,500 Allies in Move

About 2,500 allied troops, moving by truck, jeep and helicopter,

made the 80-kilometer (50-mile) thrust across northern Iraq to expand the refugee zone, news agencies reported.

The force of about American, British, French and Dutch troops encountered no resistance as it moved into Amadiyah late in the afternoon.

Refugees continued moving down from the mountains along the border with Turkey, and Iran announced the first substantial reversal in the exodus of more than a million Kurds who have flooded into that country.

The official Iranian press agency, IRNA, said that about 20,000 Kurds had headed home for Iraq from Iranian refugee camps in recent days, following the establishment of the security zone.

But the refugees from Iran were moving into areas outside the allied-controlled zone in the mistaken belief that the United States was about to extend the safe havens far beyond presently planned areas, according to reports from the region.

Amadiyah is 100 kilometers east of Zakho, the site of the first camp established under the operation to aid the refugees, and 50 kilometers south of the Turkish border.

At Sirsenk, allied forces took over a bombed Iraqi air base that was to be used as a staging ground to further aid the refugees. U.S. military engineers prepared the runways for landings of C-130 transport planes.

The second refugee camp for Kurds will be near the air base.

A line of U.S. Marine and British Marine vehicles entered Amadiyah late in the afternoon.

"The Iraqi forces, as anticipated, appear to be withdrawing," said Colonel Bob Flocke, a spokesman for the military effort.

The allies said they had ordered Iraqi troops to withdraw from the towns.

The security zone was set up in Iraq for the 800,000 Kurdish refugees who fled in March to the mountains between Iraq and Turkey to escape Mr. Hussein's crack-down against a Kurdish rebellion.

More than 9,000 refugees have returned from the mountains, where hundreds of people have died of hunger and exposure, and others are streaming after them.

Still, many are afraid of reprisals by Iraqi forces, and the allies hope the camps will provide the security needed to allay those fears and persuade all of the Kurds to return.

Officers said Wednesday they envisioned a string of camps north of the 36th parallel in Iraq, extending possibly as far as the Iranian border.

In Sirsenk, members of the Republican Guard in black-and-red berets and other Iraqi military roamed the streets as allied troops took over the air base.

Major John Kelly said that about 1,000 U.S. troops from the 325th Airborne were moving east, along with the British Royal Marines 45th Commando, Dutch Marines and elite French forces.

IRNA said 3,500 that refugees set out Wednesday and Thursday from three camps in Iran's Bakhtar Province for the Iraqi cities of Sulaimaniya, Kirkuk, Darbandikhan and Kalar.

About 1,500 refugees left from a camp in Marivan in Kurdistan Province, IRNA, said. Earlier,

15,000 had crossed back through Baneh, the press agency said. Both towns are within 60 kilometers of Sulaimaniya.

An Iranian Interior Ministry official said in an interview published

Wednesday that 150,000 Iraqis were still massed on the Iranian border.

Sixty percent of the 1,117,000 refugees inside Iran, including all the 52,000 which entered the south-

ern province of Khuzistan, were sheltered in 50 tent camps, the official said.

"These people need everything," President Hashemi Rafsanjani said. "They have lost everything in

their lives. And they still keep coming in."

"The foreign aid that has arrived so far is negligible," Mr. Rafsanjani said. "It is our people that are helping refugees." (AP, Reuters, AFP)

A UN Guarantee on the Kurds Has Solid Precedents

By Melvin Fagen

GENEVA — The autonomy agreement now being negotiated between Kurdish representatives and Saddam Hussein's administration is reported to envisage a "guarantee" by the United Nations. If this is the outcome, and if the United Nations takes on the responsibility, an opportunity will have to be created to initiate a new type of international system especially for the protection of ethnic minorities.

The Kurds are well-advised to insist on a UN guarantee. They have good reason for suspecting the pledges of the Iraqi authorities, who did not fulfill the promise of autonomy made in 1970 and who now with their backs to the wall are being obliged to make concessions. It is doubtful if the refugees would agree to return to their homes in northern Iraq unless they were convinced that the Iraqi Army would be restrained from further attacks on them.

The agreement is reported also to require a fundamental change in the nature of the central government: the introduction of a new democratic system. Thus, the guarantee would not only act as a protective barrier against inhumane treatment for the Kurds but also as a means of achieving a multinational regime.

A UN guarantee would require facilities to be given for teams of observers to be stationed in the country. It also might contain a provision whereby the secretary-general of the

United Nations would act as mediator if disputes arose over the application of the accord. It could even include a UN peacekeeping force.

Does the UN Charter permit the organization to act as a guarantor of such an agreement? It is true that the charter does not contain a specific provision for a UN guarantee, but it does authorize the Security Council to apply measures to maintain or restore international peace and security. It also authorizes the secretary-general to perform functions entrusted to him by the General Assembly or the Security Council.

It was on the basis of these provisions that the United Nations has in recent years filled an important role in peacemaking, including the protection of minorities.

The United Nations was called upon to establish a Good Offices Mission in Afghanistan and Pakistan to monitor the withdrawal of Soviet troops and report on breaches of the accords. It was given the responsibility of supervising the return of 5 million Afghan refugees from Iran and Pakistan and of assisting in the creation of a future Afghan government.

In February 1990, with respect to Cambodia, an understanding was reached that the United Nations should organize "free and fair" elections leading to a constituent assembly that would draft a constitution.

The leaders of the Greek Cypriot and Turkish Cypriot communities have accepted a proposal made by the UN secretary-general to help prepare a draft outline of an agreement for the existence of a state of Cyprus comprising the two communities. The Security Council adopted a resolution last year calling for the establishment of a bicomunal and bizonal federation in Cyprus.

In the Western Sahara a cease-fire accord reached between Morocco and the Polisario Front in 1988 is carried out under UN supervision and a UN-organized referendum is to come.

In Nicaragua, the Sandinista government in 1989 agreed to hold free elections and asked the secretary-general to establish a group of observers to verify the process. The UN organization also was requested to oversee the voluntary demobilization of the members of the Nicaraguan resistance and to provide an infantry battalion of 800 men to take delivery of weapons and secure assembly areas for these forces.

In April 1990 the Salvadoran government and the resistance movement there signed a document envisaging not only a UN-supervised cease-fire but a UN supervised integration of the resistance movement into the country's political life.

The United Nations is being used more and more frequently to guaran-

tee and help implement negotiated settlements of deep-seated disputes involving minority rights. The value of its peacemaking services is now widely recognized, and it is entirely appropriate that it be used to supervise the application of the agreement between the Kurds and the regime in Baghdad.

A similar guarantee could also be useful in helping cope with other inter-ethnic conflicts that endanger international peace and security.

If the Israelis and the Palestinians reach an accord, it would seem advisable that a neutral UN guarantee be put in place to ensure a harmonious observance of the agreement.

An important part of such a peace arrangement would undoubtedly be the protection to be given to Palestinians living in Israel and Israelis resident in Palestinian territory. Both would need effective assurances that their rights would be respected.

Other important elements of the peace agreement would certainly be the termination of intercommunal violence and disarmament. The application of such provisions could be guaranteed by the presence of teams of UN observers and by the use of the good offices of the secretary-general to mediate if and when disputes arise over execution of the accord.

The writer is a former director of the United Nations Economic Commission for Europe. He contributed this to the International Herald Tribune.



By NICOLIELO in Folha da Tarde (São Paulo). C&W Syndicate.

Iraq May Get Bill For Aid to Kurds

By Elaine Sciolino

New York Times Service

WASHINGTON — The United States wants Iraq to pay for the American-led effort to help Kurdish refugees in the northern part of the country, according to senior Bush administration officials.

The administration is uncertain exactly how to require the Baghdad government to finance the operation, which is expected to cost more than \$500 million over six months. But one option under consideration would link such payment to approval of Iraqi resumption of oil exports.

Linkage would require the approval of the sanctions committee of the UN Security Council, which is setting the terms for lifting economic sanctions against Iraq.

The idea of collecting payment from Iraq, initially floated by Britain, reflects the administration's strategy of keeping President Saddam Hussein politically and militarily weak, while searching for new ways to strangle his economy.

Resigned to the prospect that Mr. Hussein may remain president of Iraq for some time and determined that the country not be allowed to rebuild as long as he remains in power, the administration is preparing a proposal under which Iraq would have to contribute 40 to 50 percent of its oil revenue for reparations from its invasion of Kuwait, senior administration officials said.

But there is skepticism in the administration that the United States will succeed in convincing the sanctions committee, which in-

cludes all 15 members of the Security Council, to require Iraqi financing of the relief effort or to extract such a high percentage of its oil revenue for reparations for damage done to Kuwait during the war.

India, Cuba and Yemen, members of the Security Council, have urged that Iraq pay no more than 10 percent, while Britain proposes that Iraq pay the same amount for reparations as it did for the purchase of weapons over the last decade, a figure equivalent to about 25 to 30 percent of its prewar oil revenue. Under the British plan, these payments would be phased in as Iraqi oil exports resume.

The Security Council will begin this week to grapple with the reparations issue. Under the cease-fire resolution adopted by the council on April 3, the UN secretary-general, Javier Pérez de Cuéllar, must submit an initial report by Friday with the structure for a fund gener-

ated by oil sales. This fund will be tapped for reparations.

"Everyone in the council is inclined to be more flexible than us

and Britain," a White House official said. "We're motivated not only by the fact that Saddam is still in power but also that if we open the door a little, he'll find ways to circumvent the sanctions and undermine the coalition aligned against him."

Administration officials acknowledge that there is increasing sympathy in the Security Council for Iraq's economic plight and that the United States may be swimming against the tide.

"There's a new mood that Iraq should be able to get on with their own affairs and recover after the war," an official said. "There's a lot of feeling that 'you destroyed their infrastructure and they've suffered enough.'"

LE FIGARO 4 mai 1991

Le rapatriement des réfugiés kurdes

Les troupes alliées se déploient au nord de l'Irak

Les soldats occidentaux poursuivent leur avancée dans le nord de l'Irak, tandis que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés reconnaît n'être pas en mesure de garantir la sécurité des Kurdes.

Poursuivant leur avancée dans le nord du territoire irakien, en vue d'assurer le rapatriement des réfugiés kurdes, les troupes alliées se sont déployées dans la ville de Sarsang, à 470 kilomètres au nord-est de Bagdad. Le dynamitage du palais d'été de Saddam Hussein, situé à Anechki, à dix kilomètres de Sarsang, n'a pas pu être réalisé par les artificiers de l'armée irakienne, les troupes britanniques ayant pris position autour du palais. La veille, le président irakien avait donné l'ordre de détruire ce palais fortifié pour éviter que les alliés ne le transforment en base logistique. Cet ordre a été finalement annulé. Les soldats alliés se sont d'ailleurs contentés de fouiller les bâtiments et les jardins, à la recherche d'armes lourdes avant de laisser la protection des lieux à des

membres de la Garde républicaine, équipés seulement d'armes légères.

Malgré l'initiative des Occidentaux, le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Sadako Ogata, s'est dite « très préoccupée » par la situation des Kurdes.

Retrait des Américains dans le Sud

M^{me} Ogata, qui a au passage dénoncé l'insuffisance des contributions financières de la communauté internationale, a également mis en garde contre les « pressions indues » qui pourraient être exercées contre les réfugiés pour les inciter à regagner leurs foyers. Le haut-commissaire a en effet prévenu que son organisation ne serait

pas en mesure de garantir leur sécurité.

Tandis que les troupes alliées se déploient dans le nord de l'Irak, dans le Sud l'armée américaine poursuit son retrait. Celui-ci devrait s'achever « dans les jours qui viennent », a précisé le secrétaire à la Défense, Dick Cheney. Les Américains seront remplacés par des casques bleus des Nations unies chargés de surveiller la frontière avec le Koweït. Le déploiement de la force onusienne devrait être effectif mercredi prochain.

L'ONU étudie également une série de mesures visant à obliger l'Irak à verser des réparations de guerre. Un rapport des Nations unies évalue en effet à plusieurs dizaines de milliards de dollars le montant des dommages causés au Koweït durant les 210 jours de l'occupation de l'émirat par les trou-

pes irakiennes. Ce rapport indique également que 5 000 personnes arrêtées au Koweït durant cette période sont toujours portées disparues et préconise l'ouverture d'une enquête.

Programme d'accueil

Pour sa part, la commission de l'ONU chargée de superviser l'élimination des armements irakiens de destruction massive a indiqué que la destruction de l'arsenal chimique et biologique de l'Irak pourrait prendre deux ans.

Enfin, un groupe d'une cinquantaine de réfugiés kurdes irakiens, pour la plupart en famille, est arrivé hier de Turquie à Paris, dans le cadre d'un programme d'accueil de 600 réfugiés kurdes lancé en octobre dernier par le gouvernement français. (AFP, Reuter.)

UN Criticizes Refugee Effort

Allies Lack a Plan for Kurds, Pérez de Cuéllar Asserts

Compiled by Our Staff From Dispatches

AMADIYAH, Iraq — Western troops moved unopposed into this Iraqi town Friday, virtually doubling the size of their safety zone for Kurdish refugees.

But the relief effort was running into problems elsewhere. The United Nations accused the allies of not having a clear idea of what they wanted, and Iran accused them of sending inadequate aid.

Tens of thousands of refugees reportedly are moving back to Iraq from the squalid camps along the Turkish and Iranian borders where they sought safety in March from reprisals by President Saddam Hussein's troops.

Iran, complaining bitterly about the amount and quality of aid provided by the West for refugees in Tehran's care, said that more than 70,000 refugees had crossed back into Iraq in recent days. Western officials have given no official figures for the number of returning refugees.

The UN secretary-general, Javier Pérez de Cuéllar, expressed anger Friday at criticism in Britain of his efforts to aid Kurdish refugees, saying that Britain, France and the United States had no clear concept of what they wanted the world body to do.

A UN spokesman, François Giu-liani, said in New York, "There is no clear common idea of the coun-

tries who are requesting UN action on exactly what they want."

In Geneva, another UN official said that the entire relief effort would be jeopardized if more money was not forthcoming.

UN sources said Mr. Pérez de Cuéllar was questioning exactly what the police force was to do, whether it would be present only to give an aura of safety or to take up arms and be ready to shoot if necessary.

Diplomats said Britain, France and the United States had presented "an idea, a concept" that they wanted the secretary-general to explore before any concrete proposals were made.

But it appeared that Mr. Pérez de Cuéllar had serious questions about the operation amid allied forces in the Iraqi north and was throwing the ball back at the three Western powers, the sources said.

On the ground, operations were going smoothly as Western troops searched Mr. Hussein's summer palace in northern Iraq during the night and moved into Amadiyah Friday.

Mr. Hussein's hilltop palace, a walled compound of flat-roofed buildings surrounded by landscaped gardens, was intact. Iraqi officials in Baghdad say Mr. Hussein ordered it blown up on Thursday but later canceled the order.

Western troops entered the palace, which is near Sirsenk west of Amadiyah, late Thursday. They searched the grounds for heavy weapons, then left Iraqi Republic

can Guard troops in charge with their light weapons.

The Western allies suffered their first fatality Friday in the 27-day-old relief operation. A U.S. Marine was killed in a training accident in the northern Iraq town of Zakho.

Amadiyah was a main objective in the drive of U.S., British, Dutch and French forces to extend the zone from Zakho in the west to an area 120 kilometers (80 miles) long and 60 kilometers wide on the northern Iraqi border.

They are now within 30 kilometers of the zone's new eastern end.

Republican Guard units at the palace will provide the only regular Iraqi troops in the zone. Police have also been ordered out except for token local forces being given identity cards by the allies.

In Geneva, the UN High Commissioner for Refugees, Sadako Ogata, said the international community's response to UN appeals for assistance had been inadequate.

"UNHCR is not able to mount massive relief operations on credit," she said. "At a time when governments are urging the United Nations to take over and coordinate an emergency aid program of such dimensions, it is vital that adequate resources be put at our disposal."

"If further special allocations are not made immediately, the entire humanitarian effort will be in jeopardy."

(Reuters, AP)

Kurds Treated For Cholera And Typhoid

Compiled by Our Staff From Dispatches

PARIS — A hundred Kurds at the Turkish refugee camp of Cukurca have been treated for cholera in the last week, an international medical charity said Friday.

Reports from Turkey said three people in the camp had died of the disease.

Philippe Biberson, a doctor with Doctors Without Borders, said samples analyzed in Paris had confirmed the presence of cholera, and doctors in the camp also were treating several Kurds for suspected cases of typhoid.

Dr. Biberson said said conditions in the camp had deteriorated as heavy rain swelled mud and excrement across the slopes. "The only solution is to move the refugees," he said.

(Reuters, AP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
SATURDAY-SUNDAY, MAY 4-5, 1991

Bush Denies Trip To Paris in '80 On Hostage Deal

The Associated Press

WASHINGTON — President George Bush vehemently denied on Friday that he had visited Paris in 1980 to help the Reagan presidential campaign arrange a deal with Iran to delay the release of American hostages until after the election.

Mr. Bush called news accounts suggesting such a deal might have taken place "sickening."

Even as Mr. Bush sought to quell the suggestions, his administration granted permission for former President Abolhasan Bani-Sadr of Iran to enter the United States to promote his book charging that just

such a deal was struck to delay the hostages' release.

Some accounts detailing such a deal have said Mr. Bush, Ronald Reagan's vice presidential nominee, traveled to Paris in 1980 to help seal it. When asked on Friday, at an Oval Office photo session, if he visited Paris in 1980, Mr. Bush said: "Was I ever in Paris? Definitely, definitely no."

He refused to take any further questions about the reputed deal. "That's all I'm going to tell you, that's all," he said. "But print it, please. Let's try to stop all the rumor mongering that is going on."

The story was given new life two weeks ago when a former Carter administration official, Gary Sick, published an article in which he said two years of research had uncovered considerable circumstantial evidence that the Reagan campaign brokered a deal with Iran.

Strains Appear Between Turks And Aid Troops

Turkish Hated of Kurds And Stealing Reported

By JOHN KIFNER
Special to The New York Times

HABUR, Turkey, May 3 — The American and allied relief program for the more than 500,000 Kurdish refugees stranded here is beginning to cause strains with Turkey, which has traditionally regarded the Kurds as a restive, potentially subversive minority.

The Turkish authorities today expelled a British journalist for writing reports about Turkish soldiers stealing aid supplies and clashing with British marines. They also closed the border crossing here off for three hours this morning, blocking allied military and relief caravans.

The strains are such that on Thursday night the Turkish Government tried to order out 30 British marines after a report on Turkish television said they had "manhandled" a regional governor in a refugee camp in the southeastern mountains. British diplomats were trying to smooth the incident over today, but in any case the marines involved have moved over the border into the expanded security zone in northern Iraq, officials said.

"We've obviously insulted Turkish pride, and now they won't let us forget it," said a Royal Marine officer as his British truck convoy was refused passage into Iraq this morning.

"They were happy to take our money, but suddenly they want us to go," the officer said angrily. "Until we arrived they were happy to let the Kurds die in their own dirt in the mountains."

'Propaganda,' Turks Say

Turkish military officials have reacted angrily to a number of reports in the Western press about looting by Turkish soldiers. "This is planned, programmed propaganda," the military chief of staff, Gen. Dogan Gures, said on Thursday. "I'll take journalists to the region and show them the reality."

American Special Forces troops who have been running aid programs in the refugee camps for the last two weeks have been stunned both by the hostility that Turkish troops have shown the refugees and by repeated incidents in which Turkish soldiers have stolen food, blankets and other relief supplies, and in some cases sold them back to the refugees at exorbitant prices.

The Turkish soldiers in this region are something of an occupying army in hostile territory. In a garrison headquarters the other day, Turkish soldiers said they feared to go outside on their own lest they be attacked by separatist guerrillas among the Kurds, who have long sought their own nation.



Turkish authorities temporarily closed the Habur border crossing.

Hard Life for Turkish Soldiers

Further, the Turkish conscript soldiers themselves, wearing frowzy heavy wool uniforms in the heat, are poorly treated, living hardly better than the refugees. They are clearly put out as they see the international aid effort lavished on the Kurds.

The Yesolova camp, where a Royal Marine mountain warfare unit joined the Special Forces contingent, is among a number of sites where the Western soldiers have tried to block harsh treatment of the refugees by the Turks. In an incident about a week ago, Royal Marines and Turkish soldiers faced off, weapons cocked and aimed, in what a marine spokesman, Sgt. N. B. Durant, described as a "Mexican standoff."

Later, the local Governor, Erdogan Olker, arrived to investigate. A marine, not knowing who he was, stopped him from entering a tent. This situation, the spokesman said, was resolved with "handshakes all around."

But the incident was reported on Wednesday on Turkish television, reportedly infuriating President Turgut Ozal.

The Government was further irritated by a report on the incident in a British newspaper, The Independent, and Thursday plainclothes policemen seized the reporter, Robert Fisk. Although he could have faced charges of insulting the army, a serious crime in this country, he was ordered out of Turkey today.

Cholera Cases Reported

PARIS, May 3 (Reuters) — A hundred Kurds at the Turkish refugee camp at Cukurca have been treated for cholera in the last week, an international medical charity said today.

Philippe Biberson of Doctors Without Borders said samples analyzed in Paris had confirmed the presence of cholera, and doctors in the mountain camp were also treating several patients for suspected typhoid.

U.N. CHIEF ANGERED BY DELAY CHARGES

Replies to British Claim That He Is Slow to Set Police to Guard Kurds

By FRANK J. PRIAL
Special to The New York Times

UNITED NATIONS, May 3 — Secretary General Javier Pérez de Cuéllar was "dismayed" and "angered" today over British assertions that he had been slow in setting up a United Nations police force to protect Kurdish refugees inside Iraq, his spokesman said.

The spokesman, François Giuliani, accused the United States, Britain and France of having no clear policy on the matter.

Mr. Pérez de Cuéllar had said he was waiting for "clarification" before moving ahead on setting up a police presence in northern Iraq. Mr. Giuliani told reporters that any delays should be attributed to a lack of response from Britain, France and the United States to the Secretary General's questions earlier this week about the nature of the police force to be sent to Iraq.

"This is an urgent matter, and clarifications have not been forthcoming," Mr. Giuliani said. "There is no clear, common idea from the countries who are requesting the U.N. action on exactly what they want."

Request by the West

Last week, the Western nations and the European Community asked Mr. Pérez de Cuéllar to persuade Iraq to admit United Nations police to safeguard the Kurds. With a United Nations force in place, the allied military units now in northern Iraq could withdraw, pleasing Western governments concerned about the risks of the foreign deployment, as well as Baghdad, which considers the allied deployment a violation of its sovereignty.

Some diplomats maintain that the police can be deployed without Iraq's permission under a United Nations resolution calling for humanitarian aid to the Kurdish refugees. But others have expressed doubts about the legality of the move. They said it would be highly irregular without a specific Security Council resolution calling for a police presence in Iraq.

United Nations officials said the Secretary General hoped the Western allies would say whether they wanted the police to be a token, symbolic force, or a well-armed, combat-ready unit.

In an unusual move, Mr. Pérez de Cuéllar released a private letter from Prime Minister John Major which, he said, refuted British reports that Mr. Major thought the United Nations was moving too slowly to protect the Kurds. "I warmly congratulate you, Prince Sadruddin Aga Khan and all who have

worked with you on being able to establish a U.N. presence on the ground" in northern Iraq, the letter said. "To give the Kurds a sense of security that they need will require a U.N. presence on the ground and I believe that the idea of a U.N. civilian police presence, which was strongly supported by the European Community at their recent meeting, is one we should develop."

Prince Sadruddin Ali-Khan is the High Commissioner for Refugees and the Secretary General's chief representative for relief in the Persian Gulf. He is scheduled to go to Baghdad for

talks next week, but it was not known if he would discuss the police force.

Calculating Oil Revenues

The dust-up over the police force came as Mr. Pérez de Cuéllar called for a commission to determine the amount of Iraqi oil revenues to be paid as compensation for the devastation of Kuwait. The Compensation Commission, whose members will be the 15 members of the Security Council, will determine losses, set the compensation to be paid and decide how it should be parceled out.

Western nations have asked for 25 percent of Iraq's annual oil income as compensation; Arab countries and nonaligned nations have suggested between 5 and 10 percent.

Iran, has asked permission to sell \$942.5-million worth of oil to be able to buy food and medical supplies, and for permission to use some \$1-billion of its assets currently frozen in banks around the world.

The Secretary General also proposed a commission to settle the Iraq-Kuwait border.

Routine Replaces Disorder at Turkey's Camps

By **CHUCK SUDETIC**
Special to The New York Times

YEKMAL, Turkey, May 2 — In an improvised incubator slapped together from a cardboard box, some plastic sheeting and a blanket, Sahat Mahudi, 2 days old and purple in the cold, fights for life.

Just yards away, other Iraqi refugee children splash one another in a polluted stream, lug cases of water and food from trucks to distribution areas and hurry with glee to feel the rush of wind beside medevac helicopters as they take off.

These are the contrasts of Yekmal, a refugee encampment straddling the Turkish-Iraqi border that has evolved, with the help of the Army's Special Forces and a dozen or so private aid organizations, from a clawing and panicked mob to a ragged but orderly community of 60,000 people waiting to go home.

Gone are chaotic attacks on arriving trucks laden with food,

Refugees are 'ready to move,' the military says.

clothing, medicine and water — the rule in the refugee encampments along this frontier a week ago. Gone are the men with clubs who last week kept distribution of almost everything from turning into a riot. Now, American soldiers watch as groups of refugees unload trucks carrying flour, clothing and water, lay it in an open field and divvy it up among the 79 extended families in the camp.

Getting Organized

Entrepreneurs now sell the refugees fresh fruit, cigarettes, soft drinks and other products from shacks that they have built near the hospital area.

Doctors and relief workers are working not only to save the lives of the acutely ill but to improve the camp's infrastructure and prevent an outbreak of contagious disease.

"It was just a matter of getting them organized and establishing their faith in a system where they

felt everything would be distributed equitably," said Master Sgt. Mike Krueger from Los Angeles. "Now they are doing about 90 percent of the work themselves."

A week ago, Sahat probably would not have had an "incubator," and as a premature baby born to an anemic mother, she probably would have had a far slimmer chance of survival than she does today.

"When you see a baby in the morning who is very cold, you think of things," said Thorsten Wakaliuk, a nurse with the German Red Cross, who devised the incubator. "You must take what you can find."

In a bed across from Sahat, 14-month-old Balkisa Selim, also purple, tosses her head as she struggles to breathe. Her golden earrings sag from her ear lobes.

"My child became sick about two weeks ago with diarrhea," said Naima Salih, Balkisa's mother. "She is better now."

Balkisa's mother keeps a snapshot of her daughter. In the photograph, Balkisa sits up proudly, eyebrows raised, earrings dangling. That was before the exodus a month ago when 500,000 Kurds, Assyrian Christians, Turkomans and other Iraqis fled their homes and Saddam Hussein's vengeance. The people fled when Mr. Hussein's army crushed a Kurdish uprising in northern Iraq.

'What Can You Do?'

On a bed across the tent, another young mother sat cradling her dead infant, not wanting to leave, not wanting to believe that in her flight to the mountains, she had carried her daughter to her death.

Next to Balkisa, a young boy lies in the fog of typhus.

"It is a danger, but we cannot isolate all these patients," said Dr. Reinhard Kreibitz from East Berlin. "We just don't have the beds."

Special Forces units work to persuade refugees to build latrines away from the mountain stream that runs by the camp.

"It's bad, but what can you do," said Dr. Ray McClean from Concern, an Irish volunteer aid organization, adding that Yekmal's team of doctors now fears an outbreak of measles. Two cases have been reported at one end of the camp, which stretches for a mile and a

half along a steep valley that could be in the Colorado Rockies.

Measles Feared

"It's the beginning of the measles," said Dr. Guy Causse of Doctors of the World, a French medical-aid agency. "This is a very important problem for the future of the camp."

"For children less than 1 year old, it's the most dangerous," he said. "It makes the children susceptible to pneumonia."

Unicef plans to send in a medical task force to vaccinate the camp's children against measles beginning on Saturday, but many doctors in the camp complain that the program has been delayed because of bureaucratic bungling.

Other diplomatic and bureaucratic snags have presented problems.

"We have four people being treated here who want to rejoin their families in other camps, but the Turkish Government won't let them go by road and we have to fly them," said Maj. Klaus Müller of the German Army, a helicopter pilot who gingerly works his chopper through the valley and down between clumps of trees to land in a small grassy field next to the hospital tent several times a day.

Ready to Move

Army personnel report other problems with the Turkish authorities. They are sensitive about their restive Kurdish population, and an anti-Kurdish armed guerrilla group active in the Yekmal area has prompted them to keep the refugees pinned against the border in almost inaccessible areas.

Old rivalries among the Kurds themselves have also presented problems.

"We had one incident where two families got into a brawl," said Sgt. Maj. Howard Fedor of the Army. "We met with the elders and got things straightened out."

"Now the problem is that these guys are starting to have full bellies and they're starting to fall back into their old family structures and think about different things," said Sergeant Krueger. "We're thinking of organizing a volleyball tournament. Each section of the camp will have a play-off, then we'll have a super bowl."

"They're ready to move," Sergeant Major Fedor said.

SATURDAY, MAY 4, 1991

The New York Times

How Big a Man in Ankara?

Before President Bush finally decided to support safe havens for Iraqi Kurds, he telephoned the Turkish President, Turgut Ozal. It was his 43d such call to Ankara. This only begins to suggest why Turkey's solid, foursquare President is now seen as an essential partner in the quest for a more stable new order in the Middle East.

Yet if this relationship is to become more than a marriage of necessity, it will require steady, tactful U.S. pressure, and a new willingness in Turkey to look again at old differences.

The reason for Washington's solicitude is obvious. Turkey's support proved critical during the Persian Gulf war. And at Mr. Ozal's urging, American troops are now being deployed across Turkey's borders in northern Iraq.

But interests collide. The U.S. wants to protect the Kurds while Turkey wishes to keep them at a safe distance from its own disaffected Kurdish minority. Hence the risk of more incidents like yesterday's three-hour border closing that evidently stemmed from Turkish suspicions that Americans were smuggling guns to Iraqi Kurds.

Meanwhile, domestic pressures crowd Mr. Ozal. Ankara moved rapidly to cut Iraq's oil pipeline, mass soldiers on the Iraqi border and give the U.S. full use of Turkey's military bases. Yet if Turkey's forward role pleased the U.S., it sat badly with many of Mr. Ozal's own people. Opponents say he exceeded his constitutional authority. His decision on the bases led to an angry walkout by his armed forces chief. His open tilt to the West helped ignite a resurgence of fundamentalist terrorism.

A prudent risk-taker, Mr. Ozal this week turned the tables on his radical critics by genially welcoming a state visit by his Iranian counterpart, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, the highest-ranking Iranian to come to Ankara since the Shah's fall.

Few dispute Mr. Ozal's juggling skill or the fact that he is owed rewards for his boldness in the gulf war. The question is whether he will press only for predictable compensation: more U.S. military aid, no longer limited by the level of aid to Greece, and freer access for Turkish exports, notably textiles.

Always underestimated and too often ignored, Turkey sits at the fulcrum of a dozen overlapping worlds. It is NATO's only Muslim member, and wants to join the European Community. Mr. Ozal has managed the neat trick of cultivating ties with Turkish-speaking Soviet Republics, notably Azerbaijan, without irking Moscow.

But Mr. Ozal's stature will be measured by his courage in dealing with Kurdish rights at home, and in ending Turkey's old quarrels with its Greek neighbors. Ankara has already begun to relax laws restricting use of the Kurdish language, but far more needs to be done for an unfairly repressed minority. And there's little movement on disputes with Athens over Aegean air and sea rights, and over Turkey's military intervention in Cyprus.

Merely to suggest that these chronic sores could be healed is a measure of the impression Mr. Ozal has made. Once dismissed as a technocrat, he now has a chance to show himself as builder and reformer with something like the audacious vision of modern Turkey's founder, Kemal Ataturk.

THE TORONTO STAR Saturday, May 4, 1991

Turk-U.S. row threatens aid to Kurd refugees

ANKARA (AP) — Simmering tensions between Turkish officials and allied forces trying to repatriate Iraqi Kurdish refugees have exploded in a series of incidents that could threaten the relief effort.

In the latest sign of trouble, Turkey closed its border with Iraq for about three hours yesterday, holding up the overland transport of relief supplies.

The move came after a Turkish newspaper claimed that U.S. forces were shipping guns to Iraqi Kurdish rebels in aid packages.

U.S. and Turkish authorities quickly denied the report, but it caused controversy in Turkey, which has faced a 6-year-old insurgency by members of its Kurdish minority.

The border incident also appeared linked to an article in the London newspaper, The Independent, that accused Turkish soldiers of stealing relief supplies.

Infuriated Turkish officials yesterday deported the newspaper's Middle East correspondent, Robert Fisk, who wrote the article.

On Thursday, Turkey ordered

the withdrawal of 26 British Royal Marines for allegedly roughing up a local Turkish official in a refugee camp.

The perceived insults to Turkey have prompted opposition political leaders to demand that all foreign troops leave Turkey.

"Turkish troops should be in charge of distributing aid, not foreign troops," said Erdal Inonu, chairman of the Social Democrat Populist party.

"Not only should these troops go, but so should President Turgut Ozal and the government, which make people think as if Turkey is invaded by foreign troops," said Bulent Ecevit of the Democratic Left party.

Ozal invited the allies to help the hundreds of thousands of Iraqi refugees converging on Turkey's border. He was the first to suggest that allied forces create safe havens for them in northern Iraq.

But relations between the relief officials and the Turks have grown increasingly chilly.

In part, Turkey is upset by foreign media accounts criticizing its aid effort and troops. That anger is sure to increase with the outbreak of cholera in one

sprawling Turkish border camp.

The Western relief group, Doctors Without Borders, yesterday reported 100 cases of cholera in the past week among Kurdish refugees at the Cukurca camp and said three people have died of the disease.

The Turkish government has been fearful that it would be forced to foot the bill for the refugees. Officials are still smarting over the arrival in 1988 of about 60,000 Iraqi Kurds, about 27,000 of whom remain in refugee

camps.

Turkey was relieved when it became clear that Western relief efforts were serious, but remained dissatisfied about the amount of aid being contributed.

High-ranking officials contend that despite its scarce means, Turkey has provided seven times as much aid to the refugees as all other countries put together.

However, they have overlooked the aid dropped by Western air forces.

International Herald Tribune

May 4-5, 1991

Enticing Kurds Home: D'hok Emerges as Key

By Glenn Frankel

Washington Post Service

D'HOK, Iraq — The sidewalks are deserted, the shops shuttered. Many have had their metal security doors pried back like the lids of sardine cans so the looters could work their way inside.

Houses, too, have been plundered and gutted, and Iraqi soldiers have reduced one prominent residential neighborhood to rubble. The streets are empty except for the occasional rusted taxi and the newer model cars of the *mukhabarat* — the feared secret police.

This is D'hok, regional capital of northern Iraq, located just beyond the southern lip of the security zone that allied forces have declared in the area. It is the next target on the list of population centers the coalition must take under its control if Kurdish refugees are to be enticed to return to their homes.

Allied commanders have informed their civilian superiors in Washington, London and Paris that they believe seizing D'hok is crucial for persuading the Kurds to come down from the mountains to which they fled in panic when the Iraqi Army rolled into town a month ago. Many of the refugees come from here, and many more say an allied move here would be a sign that the coalition is serious in its pledge to protect them from Baghdad's forces.

"D'hok's the key to bringing them out of the hills," said Col. Jim Jones, commander of the U.S. Marines in northern Iraq. "We could go there pretty easily. That's certainly what the Kurds want."

He added that the Kurds would

not return "unless there's a guarantee" of their safety.

But sources say that the politicians have yet to make a decision, in part because they believe that moving into a major Iraqi city like D'hok would drastically change the size and scope of the allied operation.

Dayton Maxwell, the U.S. State Department official in charge of the U.S. disaster relief team, said "the coalition forces have to make a decision at the policy level about whether securing D'hok is necessary." But he makes no secret of his own view.

If the allies choose to remain inside the limits of the current security zone, Mr. Maxwell calculates that only about 100,000 of the 400,000 to 450,000 refugees in the mountains would return home. By contrast, he said, "If D'hok were secured, maybe all but 50,000 refugees would go back home."

For now D'hok is in limbo. Virtually the entire civilian population has fled north, and soldiers and policemen roam the streets. In most of Iraq their power is absolute, but here their writ appears limited, and they seem uncertain how far they can go and how much they can demand.

Like most of the Kurdish cities in the north, D'hok rose in rebellion against the Baghdad government in March when it looked as if Saddam Hussein's army had been permanently and decisively crippled by the Gulf war. Iraqi soldiers and government officials fled

south, while Kurdish guerrillas seized the town, freed political prisoners and burned the headquarters of the ruling Arab Ba'ath Socialist Party.

But within two weeks, the soldiers were back. Two surviving divisions of the Republican Guard that had been held back from the Kuwaiti theater dashed up the road from the city of Mosul while helicopter gunships shelled the city from the air. Most Kurds, civilians and guerrillas alike, took off for the mountains on the Turkish border 65 kilometers (40 miles) to the north.

"No one stayed unless they wanted to die," said Kemal, 19, a shoe shop owner who trekked for three days with his parents and other relatives to reach the sanctuary of the mountains.

He has returned with his friend Sadiq, 20, to see what remained of their homes and to determine whether it was safe for their relatives to come back again. Their verdict was negative.

"Everything's been destroyed," said Sadiq, who is a student. "There is no food." He said he would advise relatives to remain in their mountain camp despite the difficult conditions there.

The highway south from the border town of Zakho, where coalition forces are based, was open Friday afternoon, although few cars plied the road. U.S. soldiers at a checkpoint just south of town examined cars for weapons, but let everyone pass. About 10 kilometers further

south a column of about a dozen U.S. armored personnel carriers and four-wheel-drive vehicles with heavy machine guns mounted on their roofs sat beside the highway. They were the furthest American presence visible on the ground.

The road is dotted with Iraqi Army camps, but they seemed all but deserted except for small clusters of unarmed soldiers who seemed to have no duties other than to stand by the roadside. There were several military checkpoints on the road just outside of D'hok, but most vehicles were waved through.

Cloth posters hailing Mr. Hussein as the "Savior of Iraq" greet newcomers to town, but the city center was desolate and deserted. Windows were shattered and walls were pockmarked by bullets. On a low ridge at the end of the block sat the gutted remains of Ba'ath headquarters on the main road.

Across the street lay piles of concrete rubble that had once constituted the neighborhood of Gani Mameki. The few residents still there say the houses belonged to prominent Kurds and were dynamited and bulldozed by Iraqi soldiers in retaliation for the abortive uprising.

These same residents say much of the looting here was done by ethnic Arabs from the city of Mosul who trailed the army and plundered the city.

Les alliés s'installent sans opposition

L'armée de Bagdad est restée à distance des troupes alliées lors du déploiement de celles-ci, hier, dans une zone de sécurité qui a doublé de surface. Et alors que la reprise des négociations avec les Kurdes est annoncée, Saddam s'en est pris à des dirigeants du Baas.

Douze jours après la création par les alliés d'une zone de sécurité autour de Zahko, les troupes britanniques, américaines et françaises continuent d'étendre leur présence dans le nord de l'Irak. Jeudi après-midi, les soldats occidentaux se sont déployés dans la ville de Sarsang, à 470km au nord-est de Bagdad et vendredi à Al-Ahmediyah, doublant ainsi la superficie de la zone de sécurité. Celle-ci couvre maintenant une bande de 115km vers l'est à partir de la frontière ouest de la Turquie et de 50km vers le Sud à partir de la frontière nord irako-turque. Les troupes américaines ont avancé jusqu'à Swaratuga, à 10km au sud de Sarsang. Selon un officier américain, «les forces américaines ne comptent pas aller plus loin». Au fur et à mesure de l'avance des troupes alliées, l'armée irakienne se retire sans résistance. Elle a pour ordre de se maintenir à 30km au moins des positions alliées. Saddam Hussein avait bien ordonné le dynamitage de son palais d'été, à Sarsang, mais les alliés ont été plus rapides que les artificiers irakiens. Le palais ne sera cependant pas envahi par l'état-major allié comme le craignait Saddam. Les Anglais ont pour consigne de l'encercler sans y pénétrer.

Parallèlement, Bagdad a officiellement annoncé «la prochaine reprise des négociations» avec les partis de la résistance kurde. Selon une source irakienne informée ces discussions pourraient reprendre lundi.

A la frontière turque, le mouvement des soldats alliés et des organisations humanitaires a été freiné hier par la fermeture pendant plus de trois heures du poste frontalier de Harbur, seul point de passage avec l'Irak. Les douaniers auraient bloqué la frontière pour des «raisons administratives». A Ankara, le porte-parole du ministre des Affaires étrangères a démenti que la frontière ait jamais été «fermée». Murat Sungar a précisé qu'elle pouvait être franchie «par ceux qui présentent une pièce d'identité, voire seulement une carte de presse». Un journaliste britannique du quotidien *The Independent* a simultanément été expulsé de Turquie après avoir été interrogé pendant six heures par la police politique de Diyarbakir. Robert Fisk était l'auteur d'un article dans lequel il accusait les soldats tur-

ques de piller les produits alimentaires destinés aux réfugiés kurdes.

La situation des populations irakiennes réfugiées reste préoccupante, estime le Haut-Commissaire aux réfugiés des Nations unies. Selon Sadako Ogata, les contributions financières de la communauté internationale sont largement insuffisantes: sur les 400 millions de dollars demandés le 9 avril, lors d'un appel à la communauté internationale, seuls 94,4 millions de dollars ont été promis. La CEE et la Grande-Bretagne ont décidé de financer ensemble, pendant trois mois, des équipes d'assistances civiles. Cette aide s'inscrit dans le cadre des 150 millions d'écus (1 milliard de francs) dégagés exceptionnellement par la CEE pour les Kurdes, alors que son budget courant d'aide humanitaire est de 68 millions d'écus. A ce jour, 210 avions européens sont partis dans le Kurdistan sur les 347 programmés.

Du côté iranien, «près de 100000 réfugiés irakiens» ont regagné leur

pays, selon les autorités. Le ministre iranien de l'Intérieur, Abdollah Nouri, a souligné qu'un million de réfugiés se trouvent encore en Iran. Le rythme des retours s'est pourtant accéléré ces

derniers jours: 40000 Kurdes irakiens sont déjà rentrés en Irak à partir de Piranchar, dans l'Azerbaïdjan occidental, alors que 25000 autres sont partis de Paveh, dans le Kurdistan iranien, d'après l'agence IRNA. Pour accueillir les centaines d'avions qui transportent l'aide d'urgence de la communauté internationale, l'aéroport d'Oroumieh, capitale de la province d'Azerbaïdjan, a été réouvert.

A Bagdad, Saddam Hussein a pour la première fois accusé des responsables du gouvernement et du parti Baas de «n'avoir pas assumé leurs responsabilités» lors de l'insurrection qui avait éclaté dans une dizaine de provinces après la guerre, «ce qui, selon le président irakien, «a permis aux forces du Mal de nous vaincre». Cette attaque inhabituelle contre des res-

ponsables du Baas pourrait être le prélude à des changements importants au sein du parti dirigeant à Bagdad.

A.Gu. avec AFP et Reuter

Le Sénat US et « la révolution perdue »

Un rapport du Sénat, rédigé par Peter Galbraith, estime que la politique de la Maison Blanche a découragé la révolte des Irakiens contre Saddam Hussein.

Washington, de notre correspondant
Selon un rapport très critique de la Commission des affaires étrangères du Sénat, les Kurdes «risquent d'être massacrés tant que Saddam Hussein restera au pouvoir, et la protection étrangère devra continuer indéfiniment». «A moins que les Etats-Unis soient prêts à abandonner le peuple irakien, lit-on dans ce rapport, l'Amérique sera impliquée dans le borbier irakien pour longtemps.» Ce document est rédigé par Peter Galbraith, défenseur de longue date de la cause kurde, et par un assistant de cette Commission des affaires étrangères dirigée par un sénateur démocrate.

Selon Galbraith, Bush n'était pas préparé à l'après-guerre et l'administration américaine n'a pas anticipé les rébellions dans le nord et dans le sud du pays. Selon le rapport, «la Maison Blanche voulait se débarrasser de Saddam Hussein et non de son régime», et aucun de ses scénarios n'envisageait une révolte populaire. En abandon-

nant publiquement les rebelles, ajoute le rapport, l'administration a découragé les désertions dans l'armée qui devaient hâter la chute de Saddam. Les Etats-Unis, révèle ce document, ont, contrairement à ce qui a été rapporté, découragé les Saoudiens de soutenir la rébellion que Galbraith appelle la «révolution perdue». Cette politique, explique le rapport, remonte à longtemps. Les Etats-Unis ont refusé depuis 1988 tout contact avec l'opposition irakienne, sous pression de Bagdad et d'Ankara qui avaient protesté à la suite d'une des rares rencontres entre un fonctionnaire du département d'Etat et le leader kurde Jalal Talabani.

Selon Galbraith, qui est très pessimiste sur la perspective d'un accord entre Saddam et les Kurdes, seule la chute du leader irakien pourrait permettre une stabilisation de la situation. Mais, depuis deux mois, le rapport estime que Saddam Hussein a renforcé sa position. Les Kurdes, en

acceptant le principe d'un accord, ont ainsi brisé le front commun de l'opposition qui s'était interdit de faire des deals séparés. Dans ces conditions, l'engagement humanitaire américain risque d'être de longue durée. Galbraith estime que les Kurdes n'iront dans les camps établis par les alliés que s'ils sont assurés que l'armée américaine sera là longtemps pour les protéger. Mais, pour le moment, Bush a refusé de s'engager pour une longue durée.

Galbraith appelle enfin l'attention sur le sort du million de Kurdes installés, ces dernières années, dans de véritables camps de concentration ironiquement baptisés «camps de la victoire», après la destruction de leurs villages par l'armée de Saddam Hussein. «Il n'y a plus de villages au Kurdistan», écrit Galbraith, et dans ces camps, les Kurdes vivent dans des conditions peut-être pires qu'en Turquie.

F.S.

International Herald Tribune May 4-5, 1991

Turks Shut Iraq Border Briefly, Cutting Aid Flow

The Associated Press

SILOPI, Turkey — Turkey closed its main border route into Iraq for more than three hours on Friday, cutting the flow of allied relief to Kurdish refugees, U.S. military officials said.

Turkish officials said that the border was not technically shut but that they had decided to enforce rules requiring special legal documents for foreign military vehicles carrying relief supplies.

A senior Turkish official said the U.S.-led allied troops were required to submit documents describing their cargoes before crossing into Iraq.

There was no explanation, how-

ever, for why reporters with proper press credentials were being refused entry to Iraq.

Turkish authorities apparently decided to tighten up the procedure for passage to Iraq as a result of Turkish newspaper reports that U.S. troops were smuggling weapons to Iraqi Kurdish guerrillas.

Although those reports were denied by Turkish and U.S. officials, they caused an outcry here, where there have been increasing charges that sovereignty is being violated by the foreign troops working to relocate the hundreds of thousands of Iraqi Kurdish refugees.

Those charges have stepped up after the reported harassment by a

local Turkish official by British troops, and a British newspaper report that Turkish soldiers were stealing relief supplies. The reporter for *The Independent*, who wrote the article, was ordered Friday to leave Turkey.

The closing of the border also appeared to reflect the anger felt by Turkey's powerful military over its loss of control of operations within its country, and the critical portrayal of Turkish soldiers in the foreign press.

In London, the Foreign Office said Turkish authorities served Robert Fisk, Middle East correspondent of *The Independent*, with

an expulsion order after declaring him and three other journalists, working for the newspaper persona non grata.

The Turkish authorities have accused Mr. Fisk of "biased" reporting. The Foreign Office said Mr. Fisk, arrested in Diyarbakir Thursday, would be flown to Ankara and on to London.

The *Independent* said Turkish authorities withdrew press credentials from Mr. Fisk as well as the *Independent's* defense correspondent, Christopher Bellamy; a staff reporter, Phil Reeves, and Richard Wayman, a free-lance photographer working for the paper.

U.S. Bungled Chance to Oust Hussein, Report Says

By David Hoffman

Washington Post Service

WASHINGTON — A Senate Foreign Relations Committee staff report says major defections from the Iraqi military were in the offing in March at the height of the Kurdish rebellion but never materialized because the officers concluded that the United States would not back the uprising.

The report, by Peter W. Galbraith, a committee staff member, who visited Iraqi Kurdistan during the rebellion, concluded that the Bush administration misjudged the goals of the rebels and decided not to aid them at a time when, Mr. Galbraith said, they had a chance to oust President Saddam Hussein.

Asked to respond Thursday to the report, White House spokesman, Marlin Fitzwater, said: "I guarantee you anybody who wanted to come over and change sides is welcome to do so. And we would not have sent any signals to the contrary."

After Iraq's invasion of Kuwait in August, Mr. Bush had called for the Iraqis to rise up and overthrow Mr. Hussein. But the report suggested that the administration bungled an opportunity to realize this goal by refusing to have contact with rebels.

Specifically, Mr. Galbraith, citing unidentified "Arab and Kurdish opposition leaders," reported that as anti-Hussein rebellions in both northern and southern Iraq

gained force in early March, several "strategically located Iraqi military figures" contacted the umbrella group of the opposition.

"As the Iraqi military figures contemplated bringing possibly decisive force to the side of the rebels," he said, "they looked for a sign that the sponsors of the rebellion had the support of the United States, the one country preeminent militarily and politically in Iraq."

"No such signal was given," Mr. Galbraith wrote. "On the contrary, the public snub of Kurdish and other Iraqi opposition leaders was read as a clear indication the United States did not want the popular rebellion to succeed."

When debating whether to join

the rebellion, Mr. Galbraith said "given the negative signals from Washington, the potential military defectors sat on the fence. And while they did so, the anti-Saddam rebellion was crushed."

Mr. Galbraith also said that Saudi Arabia proposed to the United States a joint military effort to aid the rebels but that the administration "had not even responded to their proposal" by the time the Kurdish rebellion collapsed in late March.

The report also said that efforts to aid Kurdish refugees could be prolonged. "The Kurds are at risk of slaughter as long as Saddam Hussein remains in power," it said, "and so the foreign protection will need to continue indefinitely."

Protectorado kurdo, solución provisional

DE todas las consecuencias imprevistas de la guerra del Golfo, la más importante empieza a ser la partición de Irak y el establecimiento de un protectorado kurdo en el norte del país, objetivos que el presidente George Bush rechazó una y mil veces.

Cuando el 16 de abril, por presiones de Turquía y de los aliados europeos, Bush aprobó la intervención militar en el norte de Irak para levantar media docena de campamentos y facilitar el retorno de los refugiados kurdos a sus lugares de origen, describió la acción como «una medida temporal y limitada».

Dos semanas después de iniciarse la intervención, nadie es capaz de precisar cuánto tiempo permanecerán en Irak los 18.000 soldados de 7 países de la OTAN que participan en ella, entre ellos unos 700 españoles, ni cuál será la franja definitiva del protectorado.

El primer ministro turco, Turgut Ozal, había insistido en el establecimiento de una «zona de seguridad» en el norte de Irak para responder a la presión de casi un millón de refugiados sobre su frontera. Las otras dos opciones —dejarlos entrar en Turquía o dejarlos morir de hambre y frío— eran para él inaceptables.

El primer ministro británico, John Major, con el apoyo incondicional de Francia y de los otros diez países comunitarios, comprendió el laberinto turco, y forzó a Bush a intervenir para detener la hemorragia de vidas humanas en los improvisados campamentos de la frontera turco-iraquí.

Las potencias occidentales nunca han considerado una solución definitiva el establecimiento de campamentos en el norte de Irak. Aunque se trate de una operación humanitaria, está coordinada por la OTAN, con lo que se abre una nueva brecha en el artículo 6 del Tratado del Atlántico Norte, en el que se limita el ámbito de actuación de la organización a los países miembros e islas situadas al norte del Trópico de Cáncer.

Si un acuerdo entre kurdos y Bagdad —como el anunciado recientemente por el dirigente kurdo Jalal Talabani— facilita o acelera el retorno de los refugiados, los aliados lo darán por bueno, aunque casi nadie cree que Sadam Husein vaya a respetar hoy lo que no respetó a comienzos de los 70. Sólo el mantenimiento del embargo y la presencia de unidades de la OTAN o de «una policía internacional» equivalente, como la propuesta esta semana por la CE, devolverán a kurdos y chiíes la tranquilidad necesaria para retornar a lo que el Ejército iraquí haya dejado de sus hogares.

La única solución a largo plazo será un acuerdo de paz y convivencia pacífica entre las tres etnias mayoritarias de Irak —sunníes, chiíes y kurdos—, en un sistema que conceda a una minoría como la kurda la más amplia autonomía. Semejante pacto pasa por un cambio de régimen en Bagdad y por la sustitución de Sadam por un presidente más respetuoso con la ley nacional e internacional, los derechos humanos y la vida de las personas.

SABADO 4 DE MAYO DE 1991

EL MUNDO

THE NEW YORK TIMES May 5, 1991

Kurdish Leaders Put Off 2d Meeting With Hussein

By PAUL LEWIS

Special to The New York Times

BAGHDAD, Iraq, May 4 — Kurdish rebel leaders have postponed a crucial second round of peace talks with President Saddam Hussein, which was scheduled to start today.

Neither the Kurds nor the Government explained the delay. But diplomats here said the opposition factions appeared to be divided over strategy, with some feeling they had no need to rush into a settlement unless they could get the right terms.

News of the postponement came when Roberto Formigoni of Italy, Vice President of the European Parliament, who was due to meet the Kurdish leaders at the start of the talks, said they had not yet arrived in Baghdad.

Mr. Formigoni, who then left for Italy, said he had been told the Kurdish leaders might arrive next week.

After talks with the Iraqi Government last week, Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union for Kurdistan, said he and leaders of three other opposition groups had reached agreement with President Hussein on the broad outline of a new peace pact that would guarantee the Kurds a greater measure of self-government in their northern Iraqi homeland.

Final details were to be hammered out in the second meeting this week. Mr. Talabani expressed the hope that a full accord would lead to the swift return of the million or so Kurds who fled their homes into the mountains along the Turkish and Iranian borders.

But signs of a rift emerged between

Mr. Talabani and Massoud Barzani, the leader of the Kurdish Democratic Party — who was represented at the Baghdad talks by his nephew — over the question of international guarantees for any agreement and the division of the region's oil revenue.

At a press conference here, Mr. Talabani sided with the Government in saying he did not want the superpowers or the United Nations Security Council to guarantee any new rights given the Kurdish people, calling this interference in Iraq's internal affairs.

He also said that the city of Kirkuk, where about a quarter of Iraq's oil reserves are located, was not in the traditional Kurdish region and that the Kurds did not want control of it.

Supporters of Mr. Barzani say they want the superpowers to insure that the Iraqi Government respects any commitments it gives the Kurds. They are also pressing for a larger share of Kirkuk's oil revenue.

Diplomats here say Mr. Barzani appears to feel that time is on the Kurds' side and that they should hold out for better terms.

The United States and its allies are extending the safe haven their forces have established in northern Iraq in an effort to persuade Kurdish refugees to return home. Mr. Hussein wants the Security Council to ease the economic blockade of his country. But that is unlikely until he makes a deal with the Kurds that is acceptable to the United States, Britain and France, which are now discussing a plan for sending a United Nations police force to northern Iraq to protect the Kurds after their own armed forces withdraw.

● AL AMADIYA ●

Visita al palacio de verano de Sadam

TESTIGO DIRECTO / SANTIAGO AROCA

El pasado jueves se anunció que Sadam había ordenado dinamitar su palacio de verano, antes que consentir que lo ocupen los aliados. La realidad es que el palacio sigue en pie y ayer lo visitó el enviado especial de EL MUNDO.

PASE pero no toque nada», por fin el soldado iraquí baja su ametralladora y me franquea el paso. Ha costado una hora de charla y dos paquetes de café que abren las puertas de la villa utilizada por Sadam Husein para sus vacaciones veraniegas en las afueras de Al-Amadiya.

Camino medio kilómetro hasta llegar al palacio, emplazado en lo alto de una colina. A mi alrededor, soldados iraquíes con uniformes de la Guardia Republicana, interrumpen sus tareas sorprendidos por la presencia de un extranjero en lo que hasta hace poco era considerado como un lugar sagrado.

El palacio, del que se ha dicho que Sadam Husein había ordenado dinamitarlo antes que permitir a los aliados poner sus botas en él, ha sido saqueado, dicen que por los kurdos.

Todos los cristales de las ventanas, están rotos, la centralita de teléfono ardió, en el comedor principal la moqueta tiene una gran mancha de sangre seca. Probablemente, los saqueadores ejecutaron allí a varios guardianes del refugio de Sadam.

Vago por el palacio sin que nadie me moleste. Tiene tres plantas y un sótano con las cocinas. En la más alta están los dormitorios, la puerta del que solía ocupar Sadam ha sido arrancada de cuajo, el inodoro y la bañera del servicio están acribillados a balazos. Alguien ha pisado los restos del colchón con botas embarradas, dejando hermosas huellas.

En los armarios no hay ropa, todo ha desaparecido. Por los suelos hay papeles manchados de grasa, cables arrancados, restos de alfombra y muchos excrementos humanos.

La segunda planta presenta una destrucción aún mayor. En uno de los salones, cientos de botellas de whisky yacen vacías en los suelos. El papel pintado de las paredes está renegrido por el fuego.

AMABILIDAD

No me dejan ver más. Un oficial iraquí entra en la habitación, pidiéndome que acabe la visita. Con amabilidad me lleva a la puerta del edificio y se disculpa diciendo que «Sadam nos ha ordenado que protejamos su villa».

El oficial no dice cuántos soldados iraquíes hay en el gigantesco

recinto del palacio, sólo explica que ya ha informado de ello al mando aliado. «Nos han dejado quedarnos para cuidar la villa, —explica—, pero no sé cuánto tiempo permaneceremos». Antes de despedirme tomamos te.

En el porche principal los soldados cuecen pan en unas fogatas que alimentan con las páginas de un montón de libros. «Son los discursos de Sadam», comenta un soldado.

En la carretera los británicos han establecido un cerco en torno al palacio. Controlan todo el aérea, e incluso han tomado la ciudad de Al Amadiya, donde entraron en la mañana de ayer viernes.

El teniente Duncan McKison, de los comandos especiales de los Royal Marines, ha instalado su cuartel general en lo que antes eran las escuelas del pueblo.

«Bienvenido —dice desde el tejado del colegio— es usted el primer periodista occidental que entra en Al Amadiya libre. La tomé con 150 hombres. Fue fácil, pedí a los iraquíes que se largaran y lo hicieron. Bueno, han dejado unos cuantos policías secretos pero los vamos a pillar. ¿Cómo? Es fácil, son los que mejor comen, los que usan mejores ropas y los únicos que todavía tienen televisores en sus casas. No habrá represalias, los echaremos para que regresen a sus casas los kurdos».

Al Amadiya, que presenta todos los síntomas de haber sido sometida a un gran saqueo, tiene una población de 10.000 habitantes. Sólo 18 permanecieron cuando estalló la sublevación kurda. El resto se fue a los montes y ayer por la noche iniciaron un pequeño regreso.

«Los soldados que guardan el palacio de Sadam? Esos también se irán enseguida. Tienen muy pocas armas y los echaremos en un par de días, porque tenemos intención de transformar el palacio de Sadam en un campamento para recoger refugiados y de continuar nuestro avance hasta el Este, hasta la frontera iraní».

En la pequeña carretera que une Zajd con Al Amadiya, unos 120 kilómetros, han aparecido los primeros controles de la «peshmerga», la guerrilla kurda.

En la frontera, para regresar a Turquía, largas colas. Ayer, los turcos impusieron restricciones en el paso fronterizo. Piden un montón de papeles, incluso en los transportes de víveres que los aliados envían a los campamentos de

refugiados.

«¿Periodista? Tenga cuidado mire lo que le ocurrió a su colega», dice uno de los guardias al sellarme el pasaporte. Se refiere a Robert Fisk, del londinense *The Independent*, que ha sido detenido y expulsado del país, «por escribir artículos anti-turcos».

El gran delito de Robert Fisk fue poner en letra impresa una generalizada sospecha: que algunos oficiales turcos muestran una excesiva tendencia a comerciar con los alimentos regalados a los kurdos por los aliados.

SE BUSCA BASE

«¿Tensiones con los kurdos? Ninguna. Nos tratan de maravilla», confiesa el comandante Ledesma, jefe de la fuerza expedicionaria española, sentado en el campamento norteamericano, donde quedó establecida la base provisional de la Bripac. El coronel Ledesma cruzó ayer varias veces la frontera buscando un emplazamiento adecuado en territorio iraquí. Parece que los hombres de la Bripac no encuentran un lugar adecuado en el Kurdistán iraquí. Los que reúnen condiciones, están ocupados por ejércitos que llegaron antes.

Así que mientras el mando decide desde dónde se opera, la tropa tuvo una jornada dividida entre la limpieza de las armas y los partidos de fútbol. El resto del tiempo, la tropa ha estado dedicada a curiosear. Las costumbres de los norteamericanos deslumbran. «¡Vas a las letrinas y encuentras acuilillado a tu lado a un teniente!» señala un paracaidista. Pero lo que más llama la atención es la poderosa musculatura que exhiben los *marines*. «En las duchas me entra un complejo terrible. Son unos tíos gigantes. Yo procuro cubrirme con la toalla para tapar mi delgadez», explica otro español.

A media noche, llegaba a la frontera turco-iraquí el segundo contingente español, la séptima compañía de la Bripac.

Para hoy sábado, la orden de trabajo de los paracaidistas comprende más sesiones de limpieza de armas y partido de fútbol, a la espera de que llegue el conjunto de la fuerza expedicionaria.

Mientras, en Al Amadiya, los británicos expulsarán a la Guardia Republicana iraquí del devastado palacio de Sadam y muchos kurdos podrán dormir, por primera vez en semanas, en sus propias casas sin miedo a morir bajo las balas de Sadam.

IRAN SEES U.S. AID TO KURDS AS INSULT

Gift of Secondhand Blankets Deepens Hostility Toward Western Contributors

By ALAN COWELL

Special to The New York Times

TEHERAN, Iran, May 4 — As the Iranian authorities maintained their criticism today of the Western relief effort for Iraqi refugees in this country, Iran deepened its already profound hostility toward Washington for sending aid that included secondhand clothes and old blankets.

Much fanfare surrounded the arrival one week ago of one of the first United States military airplanes to arrive in Iran for several years.

"But if it was meant as some kind of signal of good will, it backfired," a knowledgeable diplomat said. "Iran thought the Americans could do a lot better than secondhand clothes and had been insulting" with its shipment, the diplomat said, speaking in return for anonymity.

The American plane contained tons of blankets destined for Kurdish refugees in northwestern Iran. Two previous shipments in nonmilitary airplanes had included secondhand clothes.

Western Intrusions

The issue of the foreign aid coming to Iran is politically sensitive here, since hard-line opponents of President Hashemi Rafsanjani seize upon such Western intrusions as evidence of the Government's deviation from Islamic revolutionary principles. The sensitivity extends to anything that might be taken here as condescension by outsiders toward Teheran, and the criticism of Western aid levels seems to spread across the political spectrum.

Iran distinguishes between its own hostile relationship with the United States and the requirements of Kurdish and Shiite Muslim refugees from Iraq.

"What the United States and other countries have done to help is related to the refugees from Iraq," Foreign Minister Ali Akbar Velayati said at a news conference today with Foreign Minister Roland Dumas of France.

"They have not handed over the material to Iran for the people of Iran," he said, calling the donations a humiliation to the recipients.

The sense of insult, however, extends to Iran's particular sensitivities in its relationship with the West in general and the United States in particular. An official from the Iranian Interior Ministry, for instance, said Iran evaluated the levels and nature of Western aid for the hundreds of thousands of Iraqi refugees by comparing the contribution made by Western countries to the wealth of those same countries.

"France, Germany and America

sent rotten goods," the official said. Blankets from the United States, he said, were "seven or eight years old" while some German blankets have been unfit for use," he said.

"In the West, people understand that good, clean, second-hand clothes or blankets are better than nothing," the diplomat said, "here it is seen as insulting and even provocative, a suggestion that Iran merits nothing better."

Since the relief effort began last month, Iranian officials have frequently demanded that aid levels be intensified. On Friday, three senior figures, including President Rafsanjani, offered separate criticisms.

Agencies Defend Contributions

"The amount of Western aid to Iran has been very little, and the amount to Turkey has not been enough," the Iranian leader said on Turkish television in comments relayed by Iranian television.

The official press agency quoted unidentified authorities as saying that "foreign countries should be ashamed of the inadequate aid they have sent, because some of the food is rotten."

"At least 1,500 cans of fish have been sent away because years have passed since their expiry date," it said. "Authorities say they will prepare a list of rotten food, used blankets and other second-hand goods sent by foreign countries."

It quoted the Interior Minister, Abdullah Nouri, as saying "very little" aid has been sent to Iran, an accusation echoed by Ayatollah Mohamed Ali Yazdi, head of the judiciary.

The accusations compound growing controversies over the aid effort, which some Western relief officials say actually exceeds requirements. In some areas of northwestern Iran, where Kurdish refugees complain that their needs are not being met, Western relief officials say bureaucratic delays by Iranian officials prevent them from reaching refugee camps to establish what is required.

In a report issued here on Friday, apparently to counter Iranian criticism, the International Committee of the Red Cross said Western donors have sent 385,000 blankets, medicines for 310,000 refugees and 1,500 tons of food in addition to 4,000 tons of food bought in Iran.

The report said "all possible resources" have been mobilized to cope with what it called "the exceptional dimensions of the situation." At the same time, a Western diplomat said, the total number of refugees reaching Iran is probably over one million.

Waiting for the U.N.

By Default, Iraq's Kurds Are Wards Of Military

By ELAINE SCIOLINO

WASHINGTON
 WHEN President Bush announced a plan to save the Kurds of Iraq, he made it sound rather straightforward: American and allied troops would urgently build camps that would serve as huge protected bubbles where the refugees would be given food, shelter, medical care and protection from the wrath of their bully-President, Saddam Hussein. The troops would not stay very long, Mr. Bush stressed, because the allies would quickly hand over the camps to the United Nations. The plan assumed that the Kurds would soon feel secure enough to return home, and that the camps, only temporary resting places, would then be dissolved.

But nearly three weeks after the President announced his plan, neither the Administration nor the United Nations has the vaguest idea of when the United Nations will assume full responsibility for the camps, whether the Kurds will feel safe after the allied troops leave, whether the United Nations will authorize a police force for the camps, and who will foot the bill. Instead, the allied military forces last week dramatically expanded their role in Iraq, nearly doubling the size of the protected zone. Administration officials are now so worried that American troops may get bogged down in Iraq that they refer to the problem as "the Q word."

The Q stands for quagmire.

Foreign peacekeeping operations have always had to answer two basic questions in order to be successful: What is the mission and what are the rules of engagement? In the case of the allied relief effort, the structure, mission and rules are ill-defined because the effort itself was slapped together by an Administration that had come under fire for not responding quickly enough to a mammoth and unexpected human tragedy.

After Secretary of State James A. Baker 3d briefly visited the refugees in Turkey last month and then met with Prince Sadruddin Aga Khan, the United Nations' coordinator of gulf relief operations, and with the heads of United Nations agencies in Geneva, President Bush came to the conclusion that the United Nations could not handle so huge a relief effort. But his initial plan did not include the pres-

**Allied troops have
enlarged the safety zone.
Nobody knows when**

they will be able to leave.

ence of American ground troops, which he authorized only hours before making his announcement on television April 16. There was no time to set limits on how long the troops would stay or to think through what to do if the United Nations did not take over. Now, a week into May, the only United Nations presence in northern Iraq is a blue and white flag in the allied camp at Zakho and a handful of officials. And the Administration faces the unpleasant situation of setting up the camps while not knowing when or how the United Nations will take over.

The main problem of having the United Nations administer the camps is how to keep them safe for the Kurds once the troops have left. The United States, following the lead of Britain and France, has tried to persuade Secretary General Javier Pérez de Cuéllar of the need for a United Nations police force to accompany relief workers, maintain order in the camps and act as a symbolic deterrent to any attack on the refugees by the Iraqi Army.

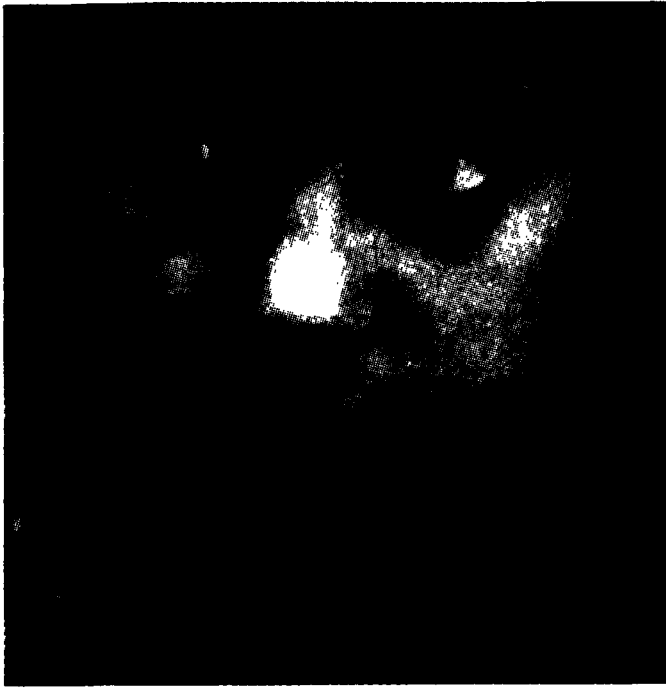
But aides to Mr. Pérez de Cuéllar describe their boss as extremely nervous about organizing a police force without a new Security Council resolution, which Moscow and Beijing are likely to resist because they do not want to set precedents for interference in internal disputes. The United States and its two Western allies argue that Security Council Resolution 688, which sets the rules for humanitarian relief for the Kurds, already gives the Secretary General the necessary authority. The Iraqis say a police force would violate their sovereignty.

In trying to defend the uncomfortable position it has found itself in, the Administration has started taking jabs at the United Nations, accusing it of responding to the crisis with a molasses pace and political infighting. For the first weeks of the crisis, for example, the United Nations did not have a relief coordinator, leaving its agencies to their own devices. Unicef launched an aggressive fund-raising campaign even though it lacked the operational resources to carry through. The office of the United Nations High Commissioner for Refugees decided that it lacked the authority to act because most of the affected Kurds were legally "displaced persons" and not "refugees." The United Nations Disaster Relief Organization sat on the sidelines.

In a phone call 10 days ago President Bush strongly urged Mr. Pérez de Cuéllar to move faster, and Mr. Bush is expected to press that theme when the two men have lunch in Washington this week.

United Nations officials have reacted angrily to the criticism that their agencies have been slow, blaming the problem on the paucity of funds and the absence of a clear mandate. "At this point we don't even know where our so-called police would operate," said a senior United Nations official. "Are U.N. police supposed to keep order and arrest lawbreakers inside the camps or throw out Iraqi authorities if they try to come in? The United States, Britain and France got themselves into a mess and now they're trying to cover themselves with a U.N. flag." Mr. Pérez de Cuéllar will not budge until he gets some answers to a long list of questions he put to both the allies and Iraq last week, the official said.

Even if the United Nations sends a police force, will it offer enough protection to lure back the nearly two million Kurds who have fled their homes? Administration officials are concerned that the Kurds may feel just as insecure as the 30,000 Iraqi refugees in the south who fled to Saudi Arabia as a force of 1,440 United Nations peacekeepers began to replace American soldiers. "There was no security in the south, and that's why the Iraqis left," said one Pentagon official. "We just can't take that chance in the north. The numbers are too great." For the moment, there are no solutions, only the Q word.



Verdeeld over 5 verschillende Staten (Turkije, Iran, Irak, Syrië en Armeens Rusland) worden ze sinds jaren beschouwd als paria's zonder identiteit.

Gemanipuleerd, vervolgd, vernederd, opgeofferd aan de westerse petroleumbelangen in 1923, terwijl hen 3 jaar voordien door de overwinnaars van de 1ste W.O. een Staat was beloofd. Zal de Koerden ooit recht gedaan worden? Of zal de geschiedenis van dit volk later in één adem worden genoemd met de Holocaust, met de genocide van de Armeëniërs en van de Cambodjanen? Want straks zal de televisie zwijgen en de Koerden zullen vergeten worden. Zo luidt de wrede wet van de media. De Tibetanen, de Albanezen, de

Ik heb bestaan.

De doden worden nooit meer levend. De Koerden zullen nooit nog hoop koesteren. De chaotische na-oorlogse situatie die gepaard gaat met onmenselijke wredeheden, heeft velen op het bestaan gewezen van één der grootste tragedies van deze eeuw nl. deze van een volk dat sinds jaren vervolgd wordt, gebruikt als speelbal door verschillende Staten die voor hen altijd meer een gevangenis dan een thuis zijn geweest.

Er zijn er meer dan 20 miljoen (meer dan 4 x de Israëliëten en de Palestijnen samen). 4 miljoen onder hen leven als vluchteling. Sommigen sinds 1975 als slachtoffer van de Iraans - Iraakse koehandel. Anderen sinds de chemische aanvallen van de Republikeinse Garde op Halabja in 1988. Vandaag komen er nog 2,5 miljoen bij. U kent hun gezichten, u ontvangt ze elke avond in uw eet- of leefkamer.

Liberianen en de Chinese studenten hebben dat tot hun grote schade al kunnen ondervinden. De veelbesproken "niet-inmenging" zou niet langer beschouwd mogen worden als het recht voor dictators om naar eigen goeddunken een heel volk uit te moorden. Daarom moet eenieder die zich het lot van de mensheid aantrekt de herinnering aan de Koerden levend houden. Elke gelegenheid moet worden aangegrepen om verantwoordelijken en politici, zowel op nationaal als Europees vlak te interpelleren, hen te wijzen op het bestaan van een dergelijke tragedie. Laat ons voor één keer niet zeggen: "we kunnen er niks aan veranderen," maar laat ons handelen volgens de woorden van Vaclav Havel die zei dat de "kracht der zwakken" afgelopen jaren al muren heeft gesloopt die onloopbaar werden geacht: deze van de onverschilligheid, de schande, de leugen en de onderdrukking.

DE KOERDEN. VERGEET ZE NOOIT!



Un bebé kurdo de dos meses, protegido térmicamente en un hospital militar francés al norte de Irak. / REUTER

Podrán controlar el principal nudo de comunicaciones con Bagdad

Las fuerzas aliadas quieren ampliar su control hasta la ciudad de Dohuk

Irak pide a la ONU una moratoria para pagar los daños de guerra

SANTIAGO AROCA

ENVIADO ESPECIAL

ZAJO.— Tropas norteamericanas y británicas han comenzado los preparativos para ocupar la ciudad iraquí de Dohuk, según confirmó EL MUNDO en fuentes del mando supremo de las fuerzas de Estados Unidos en Irak.

La ciudad de Dohuk, una importante población kurda con algo más de 150.000 habitantes, se encuentra a unos 65 kilómetros de la frontera turco-iraquí y a un centenar de Mosul.

En estos momentos, Dohuk permanece en manos de tropas fieles a Sadam Husein, que al parecer recibirán en breve una notificación de los aliados para que se retiren o se atengan a las consecuencias.

Ayer mismo, las tropas de Sadam Husein ya comenzaron a retirarse de algunas posiciones cercanas a esta ciudad. La toma de Dohuk, según las fuentes

antes citadas, se llevará a cabo durante la próxima semana y los aliados quieren que se desarrolle sin violencia.

En medios militares aliados, se insiste en que la ocupación de la ciudad es una operación pedida por la población kurda, que aún se resiste a bajar de las montañas.

En estos momentos, casi un mes después de iniciadas las labores de ayuda humanitaria, el número de refugiados recogidos en los campos turcos asciende, oficialmente, a 410.951, según los datos suministrados por el Gobierno de Ankara.

El mayor campo de refugiados, el de Iskeveren, acoge todavía a 71.000 personas, una cifra que no desciende.

Los aliados, se enfrentan aún a la desconfianza de los kurdos, la mayoría de los cuales vivía en las zonas de Mosul y Kirkuk, en el norte de Irak. «Los refugiados piden que extendamos la zona

de protección. De lo contrario se niegan a colaborar», aseguró a EL MUNDO un alto mando militar británico.

La ciudad de Dohuk está emplazada en el centro de la mejor carretera kurdo-iraquí, por lo tanto su control es determinante para la protección del descenso de los refugiados a los núcleos de población.

Sin embargo, no cabe duda de que los norteamericanos están dispuestos a lanzarse al control de Dohuk por razones que van más allá de la estricta ayuda humanitaria.

Si los aliados se mueven hacia el sur, apuntarán con el dedo a Bagdad, en un mensaje que a Sadam Husein no le costará mucho esfuerzo comprender. Sus maniobras, como la solicitud de ayer a la ONU para que le conceda una moratoria de cinco años para pagar los daños de la guerra, deberán tener en cuenta esta cercana amenaza.

24 heures 6 mai 1991

DRAME DU PEUPLE KURDE

Conditionnel retour au pays

Les réfugiés insistent sur une garantie de l'ONU pour leur retour en Irak. Les conditions de vie se détériorent dans les centres de regroupement des deux côtés de la frontière turco-irakienne.

Interrogés dans les centres de regroupement à Isikveren (sud d'Uludere) et Cukurca (sud de Hakari), en Turquie, à proximité de la frontière, les réfugiés déclarent ne pas très bien comprendre ce qui se passe, l'information circulant très difficilement dans cette région. Ils affirment qu'ils «ne rentreront pas dans leurs foyers (qu'ils ont abandonnés fin mars) sans être sûrs que la sécurité est assurée dans la région du nord de l'Irak».

Pour eux, la seule «garantie» est

«la contre-signature par l'ONU d'un éventuel accord entre le régime de Bagdad et les leaders kurdes».

Un avocat kurde rencontré dans le centre de regroupement d'Isikveren, Me Abdoulbaki Suleivani, 45 ans, originaire de Zakho et qui affirme avoir joué un «rôle important» dans l'insurrection contre le régime de M. Saddam Hussein, déclare ainsi que «sans la garantie de l'ONU et sans les ordres des leaders kurdes pour un retour» ses «frères de race» ne rentreront pas dans leurs foyers.

«Nous n'accepterons pas un ac-

cord qui sera signé uniquement par Saddam», dit Me Suleivani.

L'avocat a en outre affirmé que le peuple kurde souhaitait une «autonomie sous le drapeau d'un Irak démocratique et libre». Il estime cependant qu'après la signature d'un éventuel accord, la présence de forces alliées dans la région «ne serait plus nécessaire».

Les points de relais sur le versant irakien, près d'Isikveren et autres points d'approvisionnement plus à l'est mis en place pour ravitailler en

carburant et vivres les réfugiés sur la route du retour, n'incitent en tout cas pas ceux-ci à rentrer.

Ces réfugiés, qui ne manquent pas de vivres, préfèrent rester dans les centres de regroupement, même s'il y a très peu d'eau.

Saddam tue subitement

Ainsi, Youssef Ali, 80 ans, originaire de Duhok et réfugié à Cukurca, refuse de repartir: «La boue des pluies et la poussière, le soleil tuent petit à petit, mais Saddam tue subitement», déclare-t-il. — (afp)

LE MONDE 4-5 mai 1991

Les sites nucléaires de l'Irak

Voici une liste d'installations ou sites liés à l'industrie nucléaire en Irak :

- Dans la région de Bagdad : à Tuwaitha, trois réacteurs de recherche français (Tammuz-1, détruit par les Israéliens, et Tammuz-2) et soviétique (IRT-5000) ; IQZ, centre où sont stockés de l'uranium naturel, de l'uranium appauvri et de l'uranium légèrement enrichi ; IQC, usine achevée par les Irakiens et fournie par l'Italie pour produire du combustible oxyde pour réacteur ; d'autre part, au nord-ouest de la capitale, F-10, atelier qui serait affecté à la fabrication de composants de centrifugeuses ; au sud-est, un banc d'essai de ces matériels ; à Al Quaqaa, au sud, développement de composants d'armes ; enfin, à Taji, au nord de la capitale, une unité de construction de centrifugeuses.

- En dehors de Bagdad : à Mossoul, une usine de conversion d'uranium en hexafluorure d'uranium ; à Souleymaniah, des unités d'ultracentrifugation ; au sud de Mossoul, dans les monts Quarachog, un atelier de production de concentrés d'uranium (yellow cake) et une cascade de centrifugeuses ; dans le Nord, à la frontière turque, un gisement d'uranium à ciel ouvert dans la montagne de Chiya Gara ; à Abou Chakir, à 200 kilomètres au sud de Bagdad, prospection de minerai avec les Brésiliens ; enfin à Alqaïn, dans l'ouest du désert de Rabta, production de concentrés d'uranium à partir de phosphates uranifères avec les Belges.

J.-F. A.

Une fraction seulement des réfugiés sont rentrés au Kurdistan

L'Institut international de la presse (IPI) a protesté, vendredi 3 mai, contre l'expulsion par les autorités turques de l'envoyé spécial du quotidien britannique *The Independent*, Robert Fisk. «*Nous apprécions l'aide humanitaire procurée par votre pays aux réfugiés kurdes*», écrit le directeur de l'IPI, M. Peter Gallner, dans une lettre au président Turgut Ozal. «*Mais les journalistes doivent pouvoir exercer librement leur profession, sans crainte de la censure. Robert Fisk est un journaliste très respecté, d'une intégrité incontestable.*»

Auteur d'un article dans lequel il accusait les soldats turcs de piller les vivres destinées aux réfugiés kurdes d'Irak, Robert Fisk avait été arrêté jeudi à son hôtel et longuement interrogé par la police de Diyarbakir. Il a été expulsé vendredi.

ISTANBUL

de notre correspondante

Les réfugiés kurdes irakiens continuent de quitter les camps de la frontière - certains camps ont déjà perdu un quart de leur population - pour s'installer à l'intérieur de la zone de sécurité créée dans le nord de l'Irak. Des colonnes de marcheurs fatigués avancent lentement sur des sentiers rendus glissant par la pluie : des enfants en bas âge, portant des fardeaux trop lourds pour eux, des vieillards trébuchant sur les cailloux. Au relais organisé par les

troupes françaises, ils reçoivent de l'eau, du pain et du fromage, de quoi survivre jusqu'à Zakho, une ville presque déserte il y a une semaine, ranimée aujourd'hui par le retour de plusieurs milliers de ses habitants.

Mais une fraction seulement des réfugiés sont rentrés. Des centaines d'autres avaient organisé une manifestation au camp d'Isikveren jeudi pour dénoncer le régime de M. Saddam Hussein, le gouvernement américain et un rapatriement qu'ils jugent presque forcé, leur sécurité à long terme n'étant pas garantie.

Alors qu'une centaine de cas de choléra ont été détectés au camp de Cukurca, les alliés - Américains, Britanniques et Français - admettent que le temps presse et qu'il faut absolument convaincre les réfugiés de retourner en Irak rapidement. Malgré les récentes pluies, les ruisseaux de montagne seront à sec dans quelques semaines et la date fixée par les Américains, officieusement, pour terminer le transfert des réfugiés est le 1^{er} juin.

Les alliés ont désormais atteint Suriya, le site près d'Amadiye où sera installé le second camp pour les réfugiés kurdes. Mais il n'est pas impossible qu'ils choisissent d'élargir la zone de sécurité pour inclure Dohuk, ville d'origine de milliers de réfugiés, pour inciter ceux-ci à rentrer chez eux.

Alors que les troupes irakiennes se replient devant l'avance des alliés, les malentendus se multiplient avec les autorités turques. Le poste-frontière de Habur a été brièvement fermé vendredi matin et c'est au même moment que le journaliste britannique a été expulsé.

NICOLE POPE

Ankara niega que exista brote epidémico

Médicos Sin Fronteras dice que hay cólera en los campos kurdos de Turquía

MAITE RICO, ENVIADA ESPECIAL, Çukurca
La organización humanitaria Médicos Sin Fronteras (MSF) ha verificado la existencia de varios casos de cólera en los campos de refugiados kurdos de Çukurca y Uzümlü, situados en la frontera turco-iraquí. En el primer campamento, que acoge a 120.000 refugiados, siete personas habían muerto hasta el día de ayer y otras 35 estaban afectadas. Entre los 60.000 refugiados de Uzümlü se ha registrado un solo caso por el momento.

Las sospechas de los médicos que trabajan en el campamento de Çukurca se vieron confirmadas el pasado 25 de abril, cuando el Instituto Pasteur de París identificó el vibrión del cólera en unas muestras enviadas desde la zona.

Ese mismo día un avión C-130 fletado por Médicos Sin Fronteras salió desde Toulouse (Francia) con todo el material necesario para crear un centro de aislamiento dentro de la zona, donde trabajan 60 personas repartidas en un hospital y cinco dispensarios.

La aparición de la noticia en los medios de comunicación ha empeorado las ya de por sí delicadas relaciones entre la organización humanitaria y el Gobierno turco, cuyo ministro de Sanidad acusó ayer a MSF de haber realizado un montaje para hacerse publicidad.

En algunos medios oficiales turcos se ha barajado, supuesta-



RICARDO GUTIERREZ

Campamento de refugiados kurdos al sureste de Turquía.

parte que no emprenderán el retorno hacia sus hogares si no hay suficientes garantías para su seguridad, si bien algunos refugiados han optado por volver a sus casas.

Desde hace una semana las tropas especiales del Ejército estadounidense que controlan los campamentos de Çukurca y Uzümlü colaboran con Médicos Sin Fronteras en la eliminación

de todos los posibles focos de infección.

La organización médica humanitaria ha iniciado visitas a todas las tiendas del campamento, ha realizado análisis bacteriológicos de todas las fuentes de agua conocidas y ha clorado los depósitos.

Las tropas norteamericanas, por su parte, proceden estos días a la quema de las letrinas, construidas sin las mínimas garantías higiénicas, y a la apertura de un nuevo dispensario.

Falta agua potable

La escasez de agua potable, paliada por el momento con los depósitos y la conducción de agua desde una montaña cercana, podría agudizarse en unas tres semanas, fecha en que se espera que las reservas acuíferas se hayan agotado.

Ayer llegó a Çukurca un oficial norteamericano para estudiar la posibilidad de apertura de nuevas fuentes naturales.

Las deplorables condiciones sanitarias del campamento de Çukurca hacen que la incidencia de las enfermedades digestivas sea muy elevada.

Paradójicamente, el equipo médico considera que el cólera no es lo más grave que puede suceder en los campos de refugiados kurdos en Turquía, ya que se han detectado casos de salmonelosis resistentes a todo tipo de antibióticos.

A pesar de ello, el índice de mortalidad ha descendido desde los nueve muertos por cada 10.000 personas registrados el pasado día 18 a los cinco cada 10.000 contabilizados el pasado 30 de abril.

NEWSWEEK May 6, 1991



PHOTOS BY LES STONE—SYGMA

'The current borders are stupid, but nobody is going to change them': Refugees cross back into Iraq from neighboring Turkey

A Nation in the Valley of the Three Frontiers

Creating a 'mini-Kurdistan' by default, not design

Hell continues in the mountain camps of Kurdish refugees. At Isikveren, Rahim Safar picks his way through the fresh graves of children to speak to a visitor. Dozens still die there every night. "The Kurdish people need to live life safe," implores the 31-year-old engineer. It's a basic hope, and behind it lies an ancient dream: the nation of Kurdistan. But such a place has never existed, and likely never will. There is no nation. There is only a Kurdish people and the land where they've always lived: a maze of boundaries. "A lot of people agree that the current borders are stupid," says an American diplomat who studies the Kurds. "But nobody is going to change them."

Just in the small valley where Zakhu lies, three countries divide the Kurds. To the north is Turkey. Until January the Kurdish language, even the word Kurd, in effect, was banned there. Its roads are still a gantlet of military checkpoints. Southwest is Syria, supportive of Kurdish rebels in

other lands, ruthless with those in its own. Southeast is Iraq, still dominated by Saddam Hussein. "Many times he was about to fall. He came back up," says a despairing young refugee in the Isikveren camp. "Like a cat, he is hard to kill."

If the governments of the area were de-

mocracies, if they supported human rights and respected Kurdish culture, the Kurds themselves might feel no need for their own country. But in the real world, on any given day, the side of the line on which a Kurd was born can make the difference between living or dying. Last month's unprecedented exodus of 1.5 million from Iraq sprang from their panicked conviction that to remain within Baghdad's reach would be to invite extinction. "Saddam," says Abdel Karim Osmat, son of a Kurdish clan leader, "represents the nightmare of the Kurds." But he is only one of many.

Now to this valley of three frontiers, the United States and its allies have added a fourth. Kurds who fled to squalid mountainsides are supposed to find protection behind American and allied lines in an expanding haven carved out of northern Iraq. Privately, Western soldiers and experts already call it "mini-Kurdistan," but they know it's not going to survive.

Get out: President George Bush said last week that troops will stay "as long as it takes to ensure these refugees are taken care of, and not a minute longer." He was clearly anxious to get out: "I want these kids home, and so do the American people." The announcement of negotiations between Kurdish leaders and Saddam, along with the United Nations' decision to take over the enclave as soon as possible, raised expectations in Washington that President Bush may get



Needing safe lives: U.S. medic treats a Kurdish child

his wish. In Zakhu it raised fears. "The United Nations come here?" asked one young resident, fiercely shaking his head. "We want Americans here." Without the strongest possible protection, the Kurds have every reason to believe their new safe haven could become a deadly trap.

The Baghdad talks were begun more out of desperation than hope. Kurdish leader Jalal Talabani said afterward he had little choice. There was no international support for a Kurdish uprising. "We are alone," he told reporters. The Kurds will try to get solid guarantees. But Saddam has negotiated with them before, always under duress, never in good faith. In 1970 he concluded a sweeping autonomy accord. The next year he tried to assassinate the Kurdish leader who signed it. "I am very afraid," says a student in Zakhu, his chin trembling as he struggles to express himself in English. "You in Iraq. No in America. No in Europe."

Battered Army: The difference is obvious, but critical. Saddam's regime is totalitarian, its tools of coercion pervasive—a point apparently lost on American generals last week when they initially allowed him to replace his troops with "police."

With his Army battered by Desert Storm, in fact, the Iraqi dictator's hopes for long-term control lie more with his spies than with his soldiers. Terror works in subtle ways that Western forces can do little to counter. "In Iraq we are used to seeing dirty

games," says Osmat. Members of Kurdish clans are drafted into the security forces or the Army where they are under Baghdad's direct control: virtual hostages. Meanwhile their vulnerable families become suspect in the eyes of fellow Kurds. When Fouad Ali, 19, returned from the mountains with his uncle last month he was jubilant to find Western forces in town. To see an American helicopter in Zakhu, "it's like seeing the sun," he says. But Saddam's agents took down the license number of his car. Later they questioned him about where he had been, what he had seen.

American and European officials, scrambling from day to day to address the countless problems of the enclave, have decided the only way to coax the Kurds down from the mountains and administer the camps effectively is to give them authority over their own lives—including internal security. Clan leaders and Kurdish guerrillas are expected to root out informers and contain the few dozen Iraqi police allowed by the allies to remain. "They'll police themselves. The Kurds will hold together," says Fred Cuny, a consultant with the Agency for International Development in the haven. So for a moment, and by default rather than design, the Kurds around Zakhu will have a chance to live a piece of their dream. Still, the nightmare will never be far away.

CHRISTOPHER DICKEY in Zakhu

U.S. NEWS & WORLD REPORT May 6, 1991

A different kind of war

In northern Iraq, the Marines are fighting to save the Kurds

Pounding home tent stakes in a dank field of spring corn in northern Iraq, Marine Cpl. Wade Sibley has some reason to feel disoriented. First, while this isn't war, it is intervention in the affairs of a foreign country, no matter how far beyond the pale Saddam Hussein's Iraq has moved. Second, Corporal Sibley has gone to Iraq to tidy up a war he and his unit were disappointed to miss. Third, instead of destroying an enemy, he is saving lives. Finally, the "safe haven" Sibley is helping to build for Kurdish refugees could alter the map of the Middle East far more than the war itself. Operation Desert Storm restored Kuwait's sovereignty: Operation Pro-

vide Comfort could turn out to be the first step in giving Iraq's Kurds at least some of the sovereignty they have long demanded but never won.

"It's different all right," says Sibley, 20, from Cumberland, Md., his body glistening with perspiration in the humid 85-degree heat. "We're saving lives here and that's satisfying." He waves at 800 blue and white tents—standing cool and empty in the crushed corn—that the marines have raised in the heart of the first Kurdish safe haven. "But I wish we'd been here earlier. We felt kinda cheated not being in the war." Sibley's shrug reveals the ambiguity of this swift and unopposed allied occupation of a chunk of Iraq where death and misery stalk more than 500,000 Kurdish refugees squeezed into mountain ravines bordering Turkey. A million more frightened Kurds are estimated to be on Iran's border.

Men of the 4th Marine Expeditionary Unit had swooped onto the cornfield by



Scrambling for aid. Never enough

■ WORLD REPORT

helicopter four days earlier as a huge international relief effort to get food to the Kurds got underway. The landing in Iraq was a relief for these marines, too: They had sat out the war aboard troopships in the Mediterranean. The cornfield is a stone's throw from the remote Iraqi town of Zakhu, in a green valley half a dozen miles from the border with Turkey, America's NATO ally. The Marines and Special Forces have rapidly secured an ever expanding area around Zakhu, now all but a ghost town.

Yet armed Iraqi militiamen slipped back onto the streets last week to give Saddam Hussein's regime a defiant subliminal control. Their reappearance by the hundreds, flouting an agreement extracted last week by Lt. Gen. John Shalikashvili, commander of the U.S. relief campaign, created a highly charged atmosphere in the area and discouraged refugees from leaving their miserable mountain retreats. The olive-green-clad Iraqis passed for police. But when asked who they were, they replied: "Soldier." After some hesitation, the allies ordered them to move out fast, and they did.

A sense of purpose. Creating this rough-and-ready twilight zone as a provisional Kurdish sanctuary lacks the glamour of liberating Kuwait, and the marines feel it. "Since the war ended, you know, you wonder whether people notice," grunts Sibley, driving home another tent stake. But these marines take a different kind of pride in this strange campaign. "We put up 30 tents the first day," boasts Cpl. Lee Hughes from Corning, Mo., "then we really got going. We doubled that the next day, and we've never stopped since, sunrise to sunset." Each airy tent with plastic windows carries the same label on the front flap: "Provided by the People of the United States." And every man in the 4th Expeditionary Unit is puffed up by the belief that they are operating as far inland as the U.S. Marines have ever operated—hundreds of miles from the sea.

In a camouflaged mortar pit on the perimeter of the "safe haven," Staff Sgt. Ernest Love from the Bronx, in full battle gear, protectively aims the stubby weapon toward the foothills to the east, where Echo Company is securing the

area. Love, a 12-year Marine veteran with a wife and two children, shares the new sense of purpose that eluded his unit in the gulf. "We didn't feel right about not being in the war. We felt like we weren't part of the Marine Corps, like everyone else was out there doing our job. This is our compensation. It ain't so bad, you know, being able to help people."

Sergeant Love, 33, is growing to like this cornfield. The marines who live in it night and day call it "Beanoville," because, as Love says, "there be no mail, be no hot showers and be no hot chow." But the mail at least has started coming, and watching the unending roaring dip

the United Nations to take them over. But if the fleeing Kurds are still too scared of Saddam Hussein's retribution even to venture down to the first of the Marine-protected havens, they may feel even less secure under U.N. protection.

A key factor in what happens next is the attitude of Turkey, which backs the haven project with evident misgivings due to its own large Kurdish minority (put at 12 million by President Turgut Ozal). The Turks would like to transfer the thousands of Iraqi refugees they have grudgingly settled in their own camp at Silopi to the new havens in Iraq. But Turkey fears a chain of havens could eventually develop into a full-



Waiting for help on the border. Uncertainty to the south, poverty in place

and lift of "helos" is new to the Bronx sergeant. The lifeline for this haven—the first of a projected dozen safe havens, each designed to house some 25,000 refugees—is a nonstop shuttle of helicopters from makeshift U.S. support bases at Silopi and Diyarbakir in Turkey. These bases also lead the way in dropping the estimated 600 tons of food a day that Western nations are sending the refugees.

How long these marines will be required to stay is a mystery to them. They spearhead a force of some 1,500 American, British and French troops that is to be installed in this part of Iraq. In theory, their job is to keep building refugee camps in the Zakhu zone until the sites are safe enough for

fledged Kurdish political enclave, inflaming independence fervor among its own Kurds. The Turkish press draws worried comparisons with the Balfour Declaration that paved the way for a Jewish homeland in Palestine after the First World War and later led to Israel's creation in the midst of hostile Arabs.

General Shalikashvili does not have the political responsibilities that Britain's Arthur Balfour once bore, but the marines seem to have a premonition that what they are doing in a cornfield at Zakhu is an open-ended operation. "We heard we were going to stay 30 days," says Corporal Sibley, "but there are rumors it'll be a lot longer." ■

BY DAVID LAWDAY IN ZAKHU

U.S. NEWS & WORLD REPORT, MAY 6, 1991

ALAIN NAVARRO/AFP



NORTHERN IRAQ: French paratrooper talks with Kurdish fighters in April. Moving in from bases mainly along the Iranian border, the 20,000 lightly armed guerrillas inherited a situation way beyond their control.

Kurds Assess Why Revolt Against Saddam Failed

Rebels were overwhelmed by need to fight and govern at the same time

By Jim Muir

Special to The Christian Science Monitor

IRAQI KURDISTAN

THE Iraqi Kurds' biggest-ever triumph turned with stunning speed into their biggest-ever disaster.

Their attempt to topple Iraqi President Saddam Hussein may have failed. But despite the ensuing disaster, their revolt was not crushed. *Peshmerga* guerrillas remain in control of large areas of northern Iraq. With Saddam weakened and the Western allies intervening to protect them in the

north, their leaders are optimistic that they can salvage a better deal with Baghdad than the Kurds have had before.

But the question remains: What went wrong?

From the outset, the *peshmerga* guerrilla leaders were overwhelmed by events whose pace and magnitude they were wholly unprepared to cope with.

The scale of the Kurdish uprising took them aback. For the first time ever, virtually the whole of the Kurdish countryside fell into their hands, as well as Kurdish cities of the north — Kirkuk, Arbil, Suleimaniya, Dohuk, and Zakho — with a combined population of

more than 3 million.

Moving in from bases mainly along the Iranian border, the 20,000 lightly armed guerrillas inherited a situation way beyond their control.

"We did not actually want to take the cities, because of all the problems involved," says Masoud Barzani, head of the Kurdish Democratic Party (KDP), in one of many interviews with Kurdish leaders, guerrillas, refugees, and others during five weeks of travel through Kurdistan.

Much of the takeover had been spontaneous and undirected. In many cases, towns and

cities fell with little fighting, though the battle for the oil city of Kirkuk was fierce. The Iraqi Army's First and Fifth corps, supposed to be holding the north, simply laid down their arms.

Many defecting soldiers, unable to return to their homes in the south or Baghdad, later told this reporter that the two corps had been sentenced to death by a secret internal Army order for failing to resist the uprising. "But we refused to fight our Kurdish brothers," says a Muslim soldier from Baghdad, enlisting at a *peshmerga* center in Khalifan.

The revolt's ranks were suddenly swollen not only by thousands of Kurdish soldiers deserting from the Iraqi Army, but also by the wholesale defection of the tribally based, government-sponsored Kurdish militia, the "national defense brigades," numbering up to 200,000 guns.

Their defection ended Saddam's divide-and-rule policy and for the first time unified virtually the whole of Kurdish society against Baghdad. But it also meant that the *peshmerga* leadership faced a monumental task if it was to organize such an inundation of men - and the large num-

bers of weapons it inherited from the Army's collapse. The leaders were also preoccupied with solving the problems of emergency administration in the newly "liberated" cities.

Both efforts were made no easier by the fact that communications were totally disrupted, food supplies were scant, and supplies of gasoline and other fuels short. The situation could have been very different had Turkey or Iran opened their borders to the free flow of supplies, but neither did.

The guerrilla leaders were still celebrating their success when Saddam struck back with a speed and ferocity that caught them by surprise. A week after they took Kirkuk, it was back in government hands. Within another week, all the other major cities had fallen to the Army, sending the vast flood of Kurdish refugees fleeing toward the mountainous borders, where many died.

TIME was our big enemy: We just didn't have long enough to organize and face Saddam's attack," says Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). "Also, we did not realize

that the Republican Guards were still in such good shape."

The *peshmerga* had little experience in street fighting, and put up little struggle to defend the cities. "How could we fight tanks, artillery, and helicopter gunships with just Kalashnikovs and rocket-propelled grenades?" Mr. Talabani asks.

The guerrillas were thrown into disarray by the vast floods of refugees streaming into the rebel-held mountains, where Saddam's policies of depopulating the countryside by destroying thousands of towns and villages meant there was little shelter or food.

"All of a sudden, we found ourselves trying to be a government, an army, a police force, a judiciary, and a relief organization facing a major catastrophe," says Mr. Barzani. "We just didn't have the experience or the capability. We couldn't cope."

Not only that, but many of the *peshmerga* found themselves in the stampede. Thousands of them disappeared from the battle fronts, looking for their lost families or settling them in a safe place before returning to fight. "We were left with just 15 men to defend the front in the mountains north of Suleimaniya," Talabani

says. "But now more are coming back every day, and we have 3,000 on that front alone."

Western intervention - in the form of United States warnings to Saddam to halt military operations against the Kurds and then in the shape of the "safe havens" - came as the rebels were at their most vulnerable. Although they are glad it came, they believe it could have come a lot earlier.

Most *peshmerga* officials admit that more could have been done to organize defenses against Saddam. Smaller factions outside the "Kurdistan front," which groups the KDP, the PUK, and others, are even more critical.

"The front bears a big responsibility for turning what was a popular uprising into an armed resistance, but then failing to organize it properly," says Hikmat Kerim, an official of the Flag of Revolution organization.

With their forces building up, and with safe havens available to them, the *peshmerga* feel they can deal with Saddam from a position of strength.

"A strong *peshmerga* presence is a basic guarantee for any agreement we may reach with Baghdad," says Talabani.

«Keine permanente Kurden-Zone»

Die USA sind nicht an einer ständigen Sicherheitszone für Kurden im Nordirak interessiert, erklärte Präsident Bush am Wochenende.

Washington / Teheran / Bagdad / Ankara. SDA/DPA/AFP. US-Präsident George Bush will keine ständige Sicherheitszone für die Kurden im Nordirak. Der Regierung in Washington sei nicht an einem «verstümmelten» Irak gelegen, sagte Bush am Samstag, kurz bevor er seinen Schwächeanfall erlitt. Die britische Zeitung «The Independent» hatte am Samstag berichtet, die USA strebten die Errichtung eines dauerhaften autonomen Kurdengebiets in Irak an, das von den Kurden selbst verwaltet werden sollte. Das Blatt berief sich auf einen «vertraulichen Entwurf» für ein Positionspapier des US-Militärs.

Sich widersprechende Meldungen lagen am Wochenende über Gespräche kurdischer Führer mit dem Regime in Bagdad vor. Während der Sprecher der Patriotischen Union Kurdistans in Teheran eine Fortsetzung der Autonomiegespräche für Montag ankündigte und dabei betonte, die Abmachungen der Kurden mit Präsident Saddam Hussein müssten vor den Vereinten Nationen garantiert werden, berichtete die «Washington Post» am Sonntag, die Ver-

handlungen seien verschoben worden. Das Blatt berief sich dabei auf irakische Regierungsbeamte. Die Kurden wollten vorerst versuchen, andauernde Meinungsverschiedenheiten unter ihren rivalisierenden Gruppen beizulegen.

Die Türkei hat am Sonntag Berichte über das Auftreten von Cholerafällen in den Flüchtlingslagern an der türkisch-irakischen Grenze bestritten. Zuvor hatte die medizinische Hilfsorganisation «Ärzte ohne Grenzen» bekanntgegeben, dass es in Curca in der türkischen Grenzprovinz Ahkkari bereits sieben Tote und fast 150 schwere Erkrankungen an Cholera gibt (vgl. auch BaZ vom Samstag).

Irak hat am Wochenende die Rationierung von Kerosin aufgehoben, das von der Bevölkerung wegen der kriegsbedingten Ausfälle bei der Versorgung mit Elektrizität vor allem zum Kochen verwendet wird. Wie die Nachrichtenagentur INA weiter berichtete, sollen zudem Reservisten im Alter von 39 bis 44 Jahren aus der Armee entlassen werden. Die Zensur

der internationalen Presse wurde am Sonntag aufgehoben.

Der britische Außenminister Douglas Hurd hat seinen Besuch Saudi-Arabiens, der letzten Station seiner Nahostreise, in der Nacht zum Sonntag beendet. Erneut hatte Hurd am Samstag die israelische Siedlungspolitik in den besetzten Gebieten verurteilt, die ein Hindernis für den Friedensprozess darstelle. Nach einem Treffen mit Außenminister Saud el Faisal und König Fahd sagte der britische Außenminister auf einer Pressekonferenz in Jiddah, beide Gesprächspartner hätten ihre Unterstützung für die Friedensinitiative des US-Außenministers James Baker bekundet.

Trotz heftiger internationaler Kritik will Israel an der Errichtung neuer Siedlungen in den besetzten Gebieten festhalten. Ministerpräsident Yitzhak Shamir sagte in einem Interview mit dem «Spiegel», Israel habe zur Besiedlung «jede Berechtigung».

BASLER ZEITUNG 6 May 1991

Les casques bleus coincés à l'ONU

Aucune date n'a pu être définie pour le déploiement d'une force internationale au Kurdistan irakien. Critiqué, Perez de Cuellar reproche aux alliés de ne pas faire de propositions claires.

Aux Nations unies, la polémique grandit sur l'opportunité de créer une force internationale capable de protéger les Kurdes dans le nord de l'Irak. En début de semaine, le prince Aga Khan devrait se rendre à Bagdad afin de discuter concrètement avec les autorités irakiennes de la création de cette force internationale. Casques et drapeaux bleus sont d'ores et déjà prêts à se déployer dans les camps de réfugiés pour prendre la relève des troupes alliées, mais aucune date n'a été arrêtée.

Les critiques de John Major et de certains leaders occidentaux contre l'inaction de l'ONU dans ce domaine ont « contrarié » Perez de Cuellar. Le secrétaire général affirme pour sa défense que les gouvernements alliés n'arrivent pas à se mettre clairement d'accord sur les compétences assignées à la force internationale: devrait-elle simplement garantir la sécurité par sa seule présence ou être prête à tirer si nécessaire? Selon lui, les alliés n'ont pas fait de propositions concrètes sur le financement et la composition de cette force de police.

En attendant, si les casques bleus sont déjà déployés le long de la frontière koweïtienne, la zone de sécurité dans le nord de l'Irak reste surtout sous contrôle américain.

L'ONU reste cependant l'ultime garantie pour les réfugiés kurdes. La majorité d'entre eux hésite à prendre le chemin du retour tant qu'une force internationale ne prend pas en charge leur sécurité. Ils préfèrent pour l'instant rester dans les camps autour de la frontière turco-irakienne malgré les conditions insalubres. Quant à l'éventuel accord entre le régime de Bagdad et les leaders kurdes sur l'autonomie de la région, il ne peut être signé que sous l'égide des Nations unies, affirment la plupart des responsables kurdes qui ne croient pas aux promesses de Saddam Hussein. Le quotidien

britannique *The Independent* a publié samedi un document militaire américain confidentiel affirmant que la création d'une région autonome kurde pourrait être imposée à l'Irak dans le cadre des réparations exigées par les alliés. Mais le Président américain a formellement démenti cette information en déclarant qu'il n'était pas question de « démembrer » l'Irak.

A l'ONU toujours, le comité des sanctions a de nouveau ajourné toutes les décisions concernant les demandes de l'Irak pour l'allègement de l'embargo commercial. Bagdad, qui avait demandé l'autorisation de vendre du pétrole pour un milliard de dollars destinés à l'achat d'aliments, ainsi que le déblocage d'un milliard de dollars de biens irakiens gelés dans les pays

occidentaux, se voit contraint d'attendre. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que son pays n'avait pas l'intention de débloquer les biens irakiens.

Le gouvernement irakien a également demandé un moratoire de cinq ans pour le paiement des dommages causés par la guerre du Golfe.

A.Gu, avec AFP, REUTERS

DER SPIEGEL 6 mai 1991

Kurden

Hello, hello

Die Alliierten haben die Schutzzone im Irak ausgedehnt. Allmählich wagen sich die Flüchtlinge zurück.

Hauptmann Peter Kemp von den Royal Marines genießt das Gefühl, endlich geliebt zu werden. Vor zwei Wochen noch mußte er mit seinem Zug in Nordirland Streife gehen. „Da hörte man nur Verwünschungen“, sagt der Brite, „sogar die Kinder spuckten vor uns aus.“

In seinem neuen Einsatzort Sacho im Nordirak winken die Bürger freundlich, wenn Kemp mit seinen Männern durch

die Stadt zieht. „Hello, hello“, schallt es von allen Seiten. Kemp ist kein geächterter Besatzer mehr wie in der britischen Provinz Ulster, sondern ein Beschützer des Volkes.

„Hier ist es schön, Soldat zu sein“, strahlt der Offizier. Kleine Jungs betteln um Süßigkeiten, die zur Verpflegung der Patrouille gehören. In der Hauptstraße reicht hin und wieder ein Ladenbesitzer einem Briten ein Gläschen Tee. Da wirkt die Marschordnung, die sich in Nordirland bewährt hat – Schützenlinie auf beiden Seiten der Straße, Schnellfeuergewehr vor der Brust – fast unsinnig.

Die Briten passieren einen Platz am Tigris, auf dem US-Soldaten Lebensmittel verteilen. Beim Krankenhaus, am Rande der Stadt, winken die Engländer holländischen Kameraden zu, die dort



Kurdische Flüchtlinge im Lager: „Lieber sterben als heimkehren“

LIBERATION

6 mai 1991

Ordnung in die Menge der Hilfesuchenden bringen.

Vier Soldaten öffnen das Tor immer nur dann für einige der rund hundert Wartenden, wenn schon versorgte Patienten das Gebäude verlassen. Die Niederländer entrüsten sich über die traditionelle einheimische Hackordnung, nach der Männer überall bevorzugte Behandlung erwarten, während sich Frauen und Kinder hinten anstellen müssen.

Französische Ärzte sowie Sanitäter und Schwestern der kanadischen Streitkräfte haben das im Krieg teilweise zerstörte und geplünderte Krankenhaus notdürftig wiederhergerichtet. Jetzt behandeln sie täglich 600 Patienten ambulant und pflegen etwa drei Dutzend Schwerkranken, vorwiegend Mütter mit Kleinkindern.

„Heute morgen mußte ich einen Imam für eine Beerdigung ausfindig machen“, berichtet ein kanadischer Unteroffizier. Ein Flüchtlingsbaby, das am Vorabend zusammen mit seiner Mutter aus den Bergen zurückgebracht worden war, hatte die Nacht nicht überlebt.

Nur wenige Patienten im Krankenhaus von Sacho sind Heimkehrer. Denn von den rund 60 000 Menschen, die aus der vorwiegend von Kurden bewohnten 80 000-Einwohner-Stadt geflohen waren, harren die meisten noch in den Bergen aus.

„Solange Saddam Hussein regiert, sterben wir lieber hier, als daß wir heimgehen“, sagt Mohammed Butani, 65, ein pensionierter Angestellter aus Sacho. Zuerst per Auto und dann zu Fuß waren 15 Angehörige der Butani-Großfamilie ins Hochtal von Yakmal geflohen. In einem Elendslager hausen sie im primitiven Zelt unter 80 000 Kurden, von denen viele aus Sacho und Umgebung stammen.

Die Flüchtlinge halten nichts von den Gesprächen des Kurdenführers Talabani mit Saddam Hussein. Gerüchte über Repatriierungspläne beunruhigen sie: Wohin sollen sie gehen? Daß sie in der Türkei nicht willkommen sind, demonstriert den Kurden die Postenkette schußbereiter Truppen am nördlichen Lagerrand.

Im nordirakischen Kurdengebiet haben die Alliierten zwar eine provisorische Schutzzone errichtet. Aber die Zukunftsangst der Kurden ist geblieben. „Die Amerikaner werden ge-

hen“, sagen sie. „Wir können nicht zurück“, bekräftigt der alte Butani und zeigt auf einen seiner Söhne: „Der war Leutnant in der irakischen Armee und ist zu den Kurden übergelaufen. Unter Saddam ist unsere Familie dem Tod geweiht.“ Saddams Spitzel, so sagen die Flüchtlinge in Yakmal, seien noch überall, auch in Sacho.

Es ist leicht, sie zu finden, schwieriger, mit ihnen zu sprechen.

In der Polizeistation von Sacho an der Hauptstraße hinter dem Hotel Bagdad sitzen Männer in makellos gebügelten olivgrünen Uniformen untätig herum. Offiziell gehören sie zu dem Kontingent von 50 Ordnungshütern, das die Alliierten dem irakischen General Nuschwan Danun für die Stadt zugestanden haben. Die Einheimischen behaupten, daß die Polizisten – denen die Amerikaner zur Kontrolle neue Ausweise gaben – in Wahrheit Geheimdienstler seien.

Einer der Polizisten, der Englisch spricht, erlaubt sich gegenüber den Reportern einen Scherz: „Sie sind illegal eingereist, eigentlich müßte ich Sie festnehmen lassen“, sagt er und grinst. Ganz offenkundig hofft er, daß die Zeit bald wiederkommt, wo er seine Macht ausspielen kann.

Im Augenblick haben die Amerikaner das Sagen. Durch Sachos Hauptstraße rattert eine ihrer motorisierten Patrouillen: fünf gepanzerte Mannschaftswagen, drei Lastwagen mit Marines, dazwischen vier Autos mit kurdischen Peschmerga-Kämpfern. Als sie an der Polizeistation vorbeikommen, richten alle ihre Waffen auf das Gebäude. Von der Veranda im ersten Stock verschwinden drei Olivgrüne.

Türkische Journalisten haben den Nordirak nach dem US-Präsidenten in „Bushistan“ umbenannt. In Ankara wächst das Unbehagen über die Präsenz der Kurden-Beschützer; nach türkischer Sprachregelung sind die Kurden nur „nordirakische Flüchtlinge“.

Amerikaner, Engländer und Kanadier werden ultimativ aufgefordert, ihre Flaggen auf türkischem Territorium einzuziehen. 15 kanadische Sanitätssoldaten mußten aus dem Lager Yesilova nach einer Konfrontation mit türkischem Militär abgezogen werden. Die Türken hatten versucht, Material zu beschlagnahmen, das für die Flüchtlinge bestimmt war. Bei dem Zwischenfall, in den auch US-Marines verwickelt wurden, standen sich die Kontrahenten mit entscherten Waffen gegen-

über. „Die Kurden müssen hungern“, sagt ein türkischer Soldat, „dann werden sie nicht aufsässig.“

Britische Soldaten, behaupten die Türken, hätten den Gouverneur der Region belästigt, als der das Lager besichtigen wollte. Türkische Zeitungen werfen den Briten vor, „eine pro-kurdische Atmosphäre anzuheizen, in der Hoffnung, damit eigene Interessen zu fördern“.

In Verdacht geraten auch die hilfsbereiten Deutschen. So fragt die Zeitung *Milliyet*, weshalb wohl Bonn nach seiner Zurückhaltung im Golfkrieg nun „auf die Gefahr, die eigene Verfassung zu verletzen“, sich so sehr für die Flüchtlinge engagiere. „Ist das ein Komplott, einen kurdischen Staat zu gründen?“

Staatspräsident Turgut Özal und sein iranischer Kollege Haschemi Rafsandschani erklärten am vorigen Mittwoch in Ankara, daß die fast zwei Millionen Flüchtlinge in der Türkei und im Iran „so schnell wie möglich repatriert“ werden müßten, um „Instabilität in der Region vorzubeugen“.

So sollen denn die Hubschrauber-Schwärme von der alliierten Basis beim türkischen Grenzort Silopi allmählich weniger Hilfsgüter in die Berge fliegen und statt dessen von dort Flüchtlinge in den Irak zurückbringen. Nach dem Camp von Tel Kebir bei Sacho eröffneten die Alliierten ein weiteres Durchgangslager für Rückkehrer 100 Kilometer weiter im Osten bei Amadijah.

Die Soldaten in Sacho sind den Einwohnern nicht nur deshalb willkommen, weil sie Saddams Schergen fernhalten. „Wenn hier die Peschmerga herrschen würden“, sagen viele, „würden wir uns auch nicht vor Willkür sicher fühlen.“

Hauptmann Kemps Männer passieren gerade die christliche Kirche von Sacho auf der Ostseite des Tigris, als eine schwere Explosion die Stadt erschüttert. Hühner gackern, Hunde jaulen. Aber die Menschen bleiben ruhig. Es ist zwölf Uhr mittags. Jeden Tag um diese Zeit sprengen die Amerikaner vor der Stadt Minen, Handgranaten und andere Sprengkörper, die in den vergangenen 24 Stunden gefunden oder abgeliefert wurden.

Der Zwölf-Uhr-Knall gehört zum täglichen Leben in Sacho wie der Ruf der Muezzin zum Gebet. „Hier werden wir noch lange zu sprengen haben“, sagt ein amerikanischer Pionier.

* In der Polizeistation von Sacho, wo sie neue Ausweispapiere von den US-Streitkräften bekamen.

MARTES 7 DE MAYO DE 1991

Barzani, líder del PDK, reanuda esta semana las negociaciones con Sadam

Los aliados repatriarán a Irak en los próximos días a más de 200.000 kurdos

Las zonas de seguridad no se ampliarán «mucho más», según EEUU

SANTIAGO AROCA

ENVIADO ESPECIAL

ZAJÓ.— Los aliados ya no ampliarán «mucho más» las dimensiones de la zona que controlan en el norte de Irak y se disponen, a partir de ahora, a centrar sus esfuerzos en instalar en campos de asilo a cientos de miles de refugiados que siguen escondidos en las montañas iraquíes.

El comandante en jefe de la operación «Provide Comfort», el general norteamericano Jay Garner, afirmó ayer que más de 200.000 iraquíes, kurdos casi todos, «serán repatriados en los próximos días hacia sus ciudades y pueblos de origen», y añadió que la coalición no ampliará «mucho más» la zona de control que actualmente ocupa.

«Intentaremos que los refugiados vuelvan a sus casas lo más rápidamente posible. Serán repatriados por todos los medios que poseemos actualmente. Nuestras máquinas trabajan día y noche para abrir nuevos itinerarios practicables en las montañas de la zona fronteriza», manifestó Garner.

Esta operación será sostenida por tres campamentos de tránsito: Suria, con capacidad para 6.500 personas; Sarsang, con capacidad para 125.000; y Zajó, que puede acoger a 75.000 refugiados.

FUERZA EXPEDICIONARIA.— No obstante, las tropas aliadas seguían moviéndose ayer en dos frentes, hacia el sur y el este de Zajó, con la toma pacífica de la ciudad de Dohuk como objetivo principal, según confirmaron a EL MUNDO fuentes militares estadounidenses.

La operación hacia el este tiene como base el aeropuerto que los aliados están construyendo cerca de Al-Amadiya, localidad tomada por los británicos días atrás.

En concreto, una fuerza expedicionaria dirigida por el general francés La Pace pretende llegar hasta la frontera turco-iraní a través de territorio de Irak. El Estado Mayor de la Joint Task Force (Fuerza de Acción Conjunta) denomina a esta operación «Objetivo Leopardo», y con ella, cuando esté culminada, los aliados habrán extendido su control en tor-

no a Zajó en aproximadamente 125 kilómetros.

Al mismo tiempo, los comandos especiales de los marines norteamericanos se aproximan a Dohuk, localidad que tomarán en las próximas horas. Los norteamericanos avanzan lentamente, con un gran despliegue de vehículos blindados y helicópteros, y protegidos por

Nueva gira de James Baker

El secretario de Estado americano, James Baker, contempla la posibilidad de viajar esta semana a Oriente Medio, por cuarta vez desde el fin de la guerra del Golfo, en un nuevo intento de llevar a buen puerto su iniciativa en favor de una conferencia regional de paz. Baker efectuó este anuncio poco antes de recibir en Washington al ex canciller soviético Edvard Shevardnadze, precisando que los países que visitará serán prácticamente los mismos que la última vez —Siria, Israel, Egipto, Arabia Saudí y Jordania—. El secretario de Defensa Dick Cheney viajó ayer al Golfo para discutir los acuerdos de seguridad «por diez o veinte años».

constantes vuelos de cazabombarderos. Hasta ahora no han encontrado resistencia de los iraquíes, que ayer por la mañana comenzaron a evacuar esta ciudad de más de 300.000 habitantes.

En operaciones de seguridad dentro del área aliada, tropas norteamericanas hicieron ayer 40 prisioneros en un puesto de la frontera siria. Los soldados iraquíes fueron liberados poco después y pudieron regresar a sus bases.

«FLAGRANTE INJERENCIA».— La ampliación de la zona aliada, adelantada por EL MUNDO días atrás, persigue crear un mayor clima de confianza entre el medio millón de

refugiados kurdos que permanecen aún en las montañas de Turquía.

También constituye un indudable elemento de presión sobre un Sadam Husein cada día más debilitado. Ayer mismo, en un intento de suavizar las cosas, Sadam Husein puso en práctica una de sus promesas y levantó la censura de prensa. Así, los corresponsales occidentales en Bagdad pueden escribir sin necesidad de someter sus artículos a la aprobación del censor de turno.

A pesar de ello, el Gobierno iraquí mantiene una actitud restrictiva hacia los periodistas occidentales. En las puertas de Dohuk, oficiales del Ejército de Irak impedían ayer el paso de los informadores a esta ciudad que pronto pasará a manos aliadas.

En cuanto a las negociaciones entre kurdos e iraquíes, el líder del Partido Democrático del Kurdistan (PDK), Masud Barzani, llegó ayer a Bagdad al frente de una delegación integrada por varios dirigentes opositores para reanudar, esta misma semana, las conversaciones con las autoridades baazistas sobre el futuro político de la región.

Dirigentes kurdos e iraquíes se reunieron hace más de dos semanas para estudiar la aplicación del acuerdo de autonomía de marzo de 1970. Los líderes kurdos expresaron su deseo de que todos los acuerdos que firmen con el Gobierno de Bagdad sean ahora garantizados por la ONU.

Entretanto, la Asamblea Nacional iraquí (Parlamento) calificó ayer de «flagrante injerencia» en los asuntos internos de Irak y de «violación» de la Carta de Naciones Unidas la creación por parte de los aliados de zonas de seguridad para los refugiados.

En un documento emitido por la agencia oficial de noticias iraquí, INA, el Parlamento asegura que «el llamado problema de los refugiados kurdos fue fabricado por Estados Unidos y sus fuerzas aliadas con la intención de chantajear a Irak e imponer su sospechosa política».

KURDISTAN



S.O.S.

EL MUNDO INTERNACIONAL

Emergence Of Saddam Hussein Is Staged

By William Drozdiak
Washington Post Service

BAGHDAD — The crowd of about 10,000 students bused into a stadium from schools in the northern city of Mosul greeted the dictator despised around the world by responding to a cue from their cheerleaders, chanting in Arabic, "Bush, Bush, listen carefully: We all love Saddam Hussein!"

The Iraqi president, surrounded by beefy security men on a podium above the throng, bestowed a serene smile on his supporters and waved his hand in a manner as gentle as a papal blessing. Then he pulled a pistol from his holster and fired six shots into the air.

The violent gesture at the mention of George Bush's name under-

scored the intensive campaign pursued lately by the Iraqi leadership to blame all of the country's postwar difficulties on the U.S. president and the Western allies. The government has kept up a steady stream of propaganda insisting that the multinational coalition is the cause of the problems Iraq has experienced since it invaded Kuwait in August.

As enunciated relentlessly in state-controlled newspapers and on television, the Iraqi government contends that the United States and its allies are still determined to carry on the conflict to a new stage by waging long-term economic war against the Iraqi people. State-paid commentators insist that the world is trying to destroy the Iraqi nation and that only Mr. Hussein is standing in the way of such plots.

But few people seem to believe it. In conversations around the capital, Iraqi citizens speak with scorn and anger about the blunders committed by Mr. Hussein in leading their country into a tragic and costly defeat. But they also realize, with grim recognition of his brutality, that the security apparatus shielding his regime from any serious political threat may keep him in power for a long time to come.

Prime Minister Saadoun Hammadi has announced that his gov-

ernment is conducting a debate about the lessons of the Gulf war to determine what went wrong.

Nonetheless, Mr. Hussein appears wary. For the first two months after the war, the Iraqi leader kept a low profile. He made only rare appearances on television, scarcely ventured out into public and issued a stream of warnings about how foreign mercenaries were fueling the Kurdish and Shiite Muslim rebellions that erupted immediately after the war.

As his people groped to find their way back to normal daily lives, Mr. Hussein was nowhere to be found.

But in the past week, Mr. Hussein has been touring the Sunni Muslim heartland trying to garner some credit for Iraq's nascent recovery.

The national celebration marking his 54th birthday last week seems to have served as a coming-out party. State-run television has repeatedly run scenes of the Iraqi leader being congratulated by young and old for his efforts to rebuild the country.

Beyond the contrived displays of loyalty, Mr. Hussein has been proclaiming that his policies must not be faulted for the roaring inflation now climbing toward 1,000 per-

cent. In nightly television appearances last week, the Iraqi leader insisted that only a temporary shortage of hard currency is distorting prices on the markets.

Despite his show of anger in firing his pistol when he heard Mr. Bush's name, Mr. Hussein apparently has been trying to cultivate a more benevolent image. The Popular Army, a volunteer force that was reported to total a million soldiers, is now being demobilized; price gougers are receiving jail sentences of 15 years, and the population will be free to travel abroad as of May 15.

Early last week, gas rationing was lifted, and prewar prices at the pump were restored. Full electrical power and running water have been extended from Baghdad to many outlying provinces.

While the economy may indeed take some time to adjust to postwar belt-tightening, the country's oil refineries, water and power sources and communications centers may be functioning normally by the end of the year, UN and Red Cross officials said.

A UN official here noted that the Iraqi Army, while badly overestimated as a fighting force during the war, had proved highly efficient in repairing much of the country's damaged infrastructure.

Allies to Move 200,000 Kurds in Month

By Glenn Frankel
Washington Post Service

ZAKHO, Iraq — Allied commanders, racing against a deadline imposed by the increasingly hot weather, announced a huge operation on Monday to ferry home to northern Iraq more than 200,000 Kurdish refugees by the end of the month.

To entice refugees to return from the Turkish mountains, the allies also announced that they had pushed another 40 kilometers (25 miles) east to the town of Suriya, expanding the security zone of Iraqi territory held by allied forces.

But the senior allied commander said coalition forces had not received authorization to enter and take control of the Iraqi city of D'hok, the home of at least 150,000 of the refugees. Without the city, allied commanders conceded, many of the refugees could refuse to budge from the mountains.

Beginning later this week, the allies are planning to provide daily at least 150 trucks, buses and other vehicles to haul refugees to the allied-controlled security zone in a mass movement dubbed Operation Gallant Provider.

"We're telling them the zone here is secure and they should return home," said Major General Jay M. Garner, the U.S. Army commander in charge of allied forces in northern Iraq.

General Garner said the operation could begin Wednesday. He said the allies were working against a practical deadline of June 1, when the harsh Turkish summer would have dried up most of the mountain

springs feeding the refugee camps.

The allied objective is to ferry back to northern Iraq by that time about 75,000 refugees to the Zakho area in the northwest, 125,000 to the Sirsenk area in the central north and 6,500 to Suriya in the east.

Many refugees have said D'hok remains the key in persuading them to come back. Situated about 50 kilometers from the border, the city was largely abandoned after the abortive Kurdish rebellion against President Saddam Hussein.

Allied commanders say that the Kurds want to return to the area but will only do so under allied protection. U.S. forces have moved south much of the way toward the city since Sunday. But to enter and hold the city would mean a greater commitment of forces, far deeper into Iraq, than Washington, London and Paris have so far been willing to make.

General Garner said reconnaissance flights had tracked Iraqi forces pulling out of the city. But at the same time, he said, soldiers who had been north of the city were drawing back through the town.

■ Iraq and Rebels to Meet

Iraqi government officials said Monday that a new round of au-

tonomy talks between Iraq and Kurdish rebel leaders would begin this week, news agencies reported from Baghdad.

Mr. Hussein was likely to meet the Kurdish delegation but not until after the end of the talks, they added. "It will be finished first and he will authenticate the document," an official said.

A senior official said the government did not intend to concede control of oil produced around the northern city of Kirkuk and opposed international guarantees for any agreement. (Reuters, AP)

■ Cheney Sees Wider Role

The U.S. defense secretary, Dick Cheney, said Monday that he expected the Gulf allies to agree to an expanded American military presence in the region in the future, including the rotation of combat aircraft deployments, The Associated Press reported from Riyadh.

He ruled out the permanent basing of U.S. ground forces or combat aircraft in the area.

He said he hoped to reach agreement on these and other issues during talks this week with officials in Kuwait, Bahrain, Qatar, Oman, and the United Arab Emirates, as well as Saudi Arabia.

International
Herald Tribune
May 6, 1991

Talabani asegura que el Gobierno iraquí ha prometido la formación de un Parlamento multipartidista que sustituirá a los órganos del poder baazista — Irak critica la propuesta británica de enviar a la zona la Policía de la ONU

Sadam promete a los líderes kurdos que habrá elecciones libres en los próximos seis meses

Los aliados amplían su zona de control e instalan un nuevo campo en Amadiya

LONDRES/ZAJO.— Sadam Husein habría aceptado organizar elecciones libres multipartidistas en Irak en un plazo de seis meses, según ha revelado el líder de la Unión Patriótica del Kurdistán, Jalal Talabani.

Talabani, que recientemente se reunió con el presidente iraquí, Sadam Husein, en Bagdad, confirmó asimismo la próxima desaparición del Consejo del Mando de la Revolución, la más alta instancia de poder político en Irak.

Según el líder kurdo, entrevistado telefónicamente por la cadena de televisión británica BBC, las autoridades iraquíes habrían aceptado en principio la concesión de una amnistía general a todos los prisioneros kurdos y chiítas arrestados durante la reciente sublevación contra el presidente Sadam.

MULTIPARTIDISMO.— Talabani, que encabezó la delegación kurda que la pasada semana negoció con el Gobierno iraquí, declaró que «las autoridades de Bagdad están dispuestas a celebrar elecciones libres, accesibles a todos los partidos y a instaurar en Irak un sistema multipartidista. Será elegido un nuevo Parlamento que sustituirá en sus funciones a las restantes instituciones del poder baazista».

Inmediatamente después, el Gobierno británico reaccionó a las declaraciones del líder kurdo con evidente escepticismo. «Habrà que verlo para creerlo», comentó un representante del Gabinete de Londres. «Creo que debemos adoptar la máxima cautela con respecto a este tipo de anuncios aunque, si es verdad que Irak pretende introducir un sistema democrático, tendremos que admitir que supone un gran paso adelante».

Las mismas fuentes británicas informaron que la propuesta de su primer ministro, John Major, para que las fuerzas de la Policía de

Naciones Unidas sean enviadas al norte de Irak, donde sustituirían en sus labores a los soldados aliados que supervisan los campos de refugiados kurdos, marchaba por buen camino.

Sin embargo, Bagdad no ha tardado en rechazar lo que califica de injerencia en sus asuntos internos por parte del Gobierno británico y en advertir que la presencia de las tropas de la ONU no haría sino retrasar el regreso de los refugiados kurdos a sus hogares. También los Gobiernos de la Unión Soviética, China y los países de Oriente Medio con minorías kurdas han mostrado sus reservas e incluso sus críticas a lo que podría convertirse en una prolongada regencia de Naciones Unidas sobre el territorio kurdo, tal y como sucede en la isla de Chipre.

AMPLIACION.— Las tropas de Estados Unidos y sus aliados han extendido la zona de seguridad en el norte de Irak con el asentamiento de un segundo campo para los refugiados kurdos en la localidad de Amadiya.

En estos momentos, la extensión de la zona de ocupación abarca unos 120 kilómetros a lo largo de la frontera y se interna unos 60 kilómetros en territorio iraquí.

El nuevo campo se ubicará a tan sólo 65 kilómetros al este de la localidad de Zajó y tratará de atraer a cientos de refugiados kurdos que continúan encaramados en lo alto de las montañas fronterizas con Turquía.

Pese a que desde Bagdad se sigue denunciando la «violación de su soberanía nacional», las tropas de Sadam Husein no parecían dispuestas ayer a oponer resistencia a la nueva ocupación de las tropas aliadas, que en la noche del miércoles dieron a los soldados iraquíes la orden de evacuar la zona de Amadiya.

Ulker, se presentó en la entrada del campo de Yesilova, cercano a la frontera truco-iraquí, sin previo aviso. Cuando pretendía acceder al interior del recinto fue abordado por un pelotón de treinta soldados británicos que le exigieron abandonar el lugar.

«Se le pidió que saliera del lugar de la forma más amable posible y nadie osó recurrir a la amenaza de las armas, aunque las autoridades turcas saben que no pueden acceder a los campos de refugiados sin la correspondiente autorización», declaró un representante del Ministerio de Defensa en Londres.

Sin embargo, la versión de las autoridades de Ankara parece ser otra. El primer ministro turco, Yildirim Akbulut, ha levantado la más dura protesta sobre el incidente y ha alegado que el gobernador de la provincia fue «molestado» por los soldados británicos que, según su relato, amenazaron al representante turco con una pistola.

Akbulut ha exigido excusas a las autoridades de Londres, por «molestar» a la más alta autoridad administrativa de la región de Semdinli.

El portavoz británico, rechazando estas acusaciones, ha declarado que «el incidente se resolvió con un apretón de manos y un abrazo».

«Inmediatamente después de los sucesos de Yesilova —reza el comunicado emitido ayer por la diplomacia turca— donde el gobernador de Semdinli fue molestado por varios militares de la fuerza británica, el agregado de la Embajada del Reino Unido en Ankara fue convocado por el Ministerio de Exteriores turco donde se le notificó que la unidad implicada en este asunto debe abandonar Turquía en las próximas 72 horas».

La orden fue poco después confirmada por el Gobierno británico.

La prensa turca reaccionó ayer con duras críticas a la actuación de las tropas británicas preguntándose, entre otras cosas, si «se trata de un ejército de ocupación», tal y como abría su edición el rotativo *Meydan*.

El Gobierno turco expulsa del país a un pelotón británico

ANKARA.— Los soldados británicos que el miércoles expulsa-

ron al gobernador de la provincia turca de Semdinli cuando trataba de inspeccionar un campo de refugiados han recibido la orden de abandonar el país en un plazo de 72 horas.

El gobernador, Erdogan



Répartis sur le territoire de cinq États (Turquie, Iran, Irak, Syrie et Arménie soviétique), les Kurdes n'y sont au mieux que des citoyens de seconde zone, plus généralement des parias dont l'identité même est constamment niée.

Manipulés, oubliés, pourchassés, méprisés, sacrifiés, les Kurdes arrivent-ils aujourd'hui à la dernière étape de leur calvaire? Leur drame va-t-il s'inscrire dans l'Histoire du Siècle au même chapitre que le génocide des Arméniens, l'holocauste des Juifs, la destruction des Cambodgiens? Peu à peu, les caméras de télévision se détourneront d'eux, c'est la règle cruelle de l'information; Albanais, Tibétains, Libériens, étudiants chinois ou boat-people vietnamiens

J'existais.

Il aura fallu une après-guerre bâclée et ses horreurs annoncées pour faire découvrir à beaucoup d'entre nous l'une des tragédies du Siècle, celle d'un peuple constamment trahi, persécuté, ballotté au gré des intérêts d'États qui ont plus souvent été pour lui une prison qu'une patrie. Les Kurdes sont plus de 20 millions (quatre fois plus qu'Israéliens et Palestiniens réunis). Quatre millions d'entre eux sont déjà des réfugiés: les uns depuis 1975 et les marchandages irano-irakiens dont ils furent les victimes, les autres depuis 1988 et les gazages de Halabja par l'armée de Bagdad; à ceux-là s'ajoutent aujourd'hui deux millions et demi de mendiants agglutinés par grappes à flanc de montagne.

Vous les connaissez, vous les avez reçus chaque soir dans votre salle à manger.

n'ont-ils pas quitté les écrans bien plus vite qu'ils n'y étaient apparus?

La trop fameuse "non-ingérence" ne saurait être le droit reconnu aux dictateurs de massacrer leur propre peuple, et tous ceux qui pensent au contraire que le malheur de l'humanité - où qu'il ait lieu - nous concerne, doivent garder les Kurdes en mémoire. Qu'à la moindre occasion, ils questionnent, ils interpellent les pouvoirs publics et les hommes politiques belges, les représentants de la Communauté européenne, tous ceux qui ont ici la plus petite parcelle de pouvoir. Ne nous disons pas, devant nos téléviseurs, que nous n'y pouvons rien, et souvenons-nous que la "force des faibles", selon l'expression de Vaclav Havel, a pu, ces dernières années, faire tomber les murs, réputés indestructibles, de l'indifférence et de la honte, du mensonge et de l'oppression.

LES KURDES: VOUS NE LES OUBLIÉREZ PLUS JAMAIS.

Bagdad : vers un règlement du contentieux kurde

La grande transhumance des réfugiés

Dans le nord de l'Irak, sous la protection des soldats alliés, la ville de Zakho est devenue la première étape du long chemin qui doit permettre aux réfugiés kurdes de retrouver leurs foyers.

ZAKHO :
de notre envoyée spéciale
Marie-Amélie LOMBARD

En terre irakienne, à quelques kilomètres de la frontière turque, il y a ceux d'« en haut » et ceux d'« en bas ». En haut, les centaines de milliers de réfugiés kurdes qui, après avoir fui leurs villages dans la vallée, bivouaquent dans la montagne depuis un mois. Avec ce qui constitue leur lot quotidien : les morts, la dysenterie, les largages de vivres, la chaleur le jour, le froid la nuit, les enfants déshydratés et l'espoir de rentrer un jour chez eux.

En bas, la bourgade de Zakho, à la fois fief kurde et ville de garnison irakienne, devenue désormais une tour de Babel où se côtoient les peshmergas, les militaires français, américains, britanniques, les organisations humanitaires, les émissaires de l'ONU et une poignée de soldats irakiens.

Zakho, désertée pendant plusieurs semaines, recommence à vivre dans une dizaine de langues ou d'uniformes, dans les klaxons des voitures et les survols d'hélicoptères. Un tohu-bohu quotidien qui n'efface pas pourtant les souffrances passées. Dans la rue, les enfants rient, mais font encore le signe de la faim pour arrêter les passants : la tranche de la main droite sur le poignet gauche.

Depuis trois jours, les for-

ces alliées s'emploient à convaincre les réfugiés de retourner vers leurs villages d'origine. Une grande transhumance, qui a commencé mardi, qui s'est ralentie mercredi à cause de la pluie, mais qui devrait s'accélérer dans les prochains jours.

Ce chef d'un clan familial est installé à Zakho depuis quarante ans. Après plusieurs semaines passées au sinistre camp d'Isikveren, en Turquie, l'homme est revenu ce matin avec les siens. Entassés dans un camion orange, à côté d'un réfrigérateur, d'une cuisinière et de couvertures larguées par les Américains. Sa femme et ses dix enfants, dont un bébé mort hier, malgré un transfert d'urgence à l'hôpital militaire français de Zakho. Il était déjà trop tard lorsque les médecins ont reçu le petit corps déshydraté.

Tout doucement cependant, Zakho reprend figure humaine. Dans la rue principale, le coiffeur accueille ses premiers clients et des escarpins sont exposés dans la vitrine du marchand de chaussures. Sur le trottoir, des gamins vendent des cigarettes et les vieux sont assis derrière des sacs de riz. Dans le centre-ville, c'est presque l'embouteillage entre patrouilles militaires, Kurdes nouvellement arrivés et camions qui déchargent. Un début d'existence normale pour ceux qui peuvent rentrer directement chez eux à Zakho et qui n'ont pas à attendre un hypothétique retour dans le camp

de transit géré par les Nations unies à la sortie de la ville. Leïla est arrivée ce matin de Mossoul où elle est professeur d'anglais. La jeune femme a appris que ses grands-parents, son oncle, sa tante et leur onze enfants étaient à Zakho. Trois heures de camion depuis le campement d'Avaguzi.

« Les soldats ont tout pillé »

Les petites filles portent encore leur uniforme d'écolières, un joli tablier à colerette blanche, désormais taché de boue. Les femmes sont assises près d'un maigre feu au fond de la cour. Spectacle insolite que cette famille, « riche et même très riche » selon Leïla, qui campe aujourd'hui dans sa maison d'une dizaine de pièces. Les lavabos et les lustres sont devenus inutiles, faute d'eau et d'électricité. « Les soldats de Saddam ont tout pillé », explique Leïla.

Les deux hommes de la famille expliquent qu'ils ne se sont pas battus aux côtés des peshmergas. Ils sont partis, le plus vite possible. A cause de leurs enfants, s'excusent-ils. Auprès d'eux, un garçon de 17 ans, qui reste muet. Enrôlé dans l'armée irakienne, il a déserté avant la guerre, s'est retrouvé en prison, puis sur le front, à Bassorah. Sur les trois cents hommes que comptait son unité, 270 seraient morts sous les bombardements.

Depuis le début de la semaine, près de cinq mille Kur-

des, selon les alliés, ont regagné le nord de l'Irak. Retour difficile sur des pistes rendues presque impraticables par la pluie. Ici ou là, les peshmergas ont installé des barrages. Des hommes, armés de Kalachnikov, fouillent les véhicules. Et rançonneraient parfois leurs frères.

Mardi, les combattants kurdes ont intercepté un commando irakien. Interrogés, les soldats de Saddam Hussein auraient reconnu avoir eu pour mission d'empoisonner l'eau des puits et des sources. Ils ne transportaient avec eux aucun produit chimique, mais ont affirmé que quatre autres membres du commando avaient réussi à s'enfuir.

Au poste médical tenu par l'armée française, après le col de Saranech, la file des réfugiés s'allonge. Une petite fille est couchée sur un lit de camp. Elle est sous perfusion. Son visage et son bras sont couverts d'un morceau de gaze pour la protéger des mouches. A onze mois, elle pèse cinq kilos et ses yeux noirs regardent dans le vide.

« Si elle survit, elle gardera des séquelles mentales. Elle n'a pas été nourrie depuis plusieurs mois, peut-être depuis sa naissance », explique un médecin. La mère de l'enfant veille à son côté. Le reste de la famille s'est installé un campement de fortune, en contrebas de la route. Parmi les détritiques et les innombrables carcasses de voitures ou de camions qui jonchent le chemin du retour vers Zakho.

M.-A. L.

Avancée des alliés en Irak

Les troupes alliées chargées de protéger les réfugiés kurdes ont pénétré plus profondément hier en territoire irakien, parvenant à quelques kilomètres seulement de la ville d'Al Ahmadiyah, située à environ 80 kilomètres à l'est de Zakho. L'opération devrait permettre un début d'évacuation des centaines de milliers de réfugiés installés dans des abris de fortune autour de la ville frontalière de Cukurca. Les alliés discutent maintenant de l'opportunité de créer, comme à Zakho, un camp de tentes aux abords d'Al Ahmadiyah.

La Garde républicaine n'a opposé aucune résistance. Saddam Hussein a toutefois ordonné le « dynamitage » de son palais dans la région d'Anechki, pour

empêcher les forces alliées d'avoir accès au bâtiment. Les pourparlers entre le raïs irakien et la résistance kurde auraient fait dans le même temps d'importants progrès. Selon le chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien, Jalal Talabani, l'Irak aurait, en effet, accepté d'organiser des élections libres multipartites dans les six mois à venir. M. Talabani a également confirmé la suppression prochaine du Conseil de commandement de la révolution, la plus haute instance politique d'Irak. Selon le dirigeant kurde, les autorités irakiennes ont accepté le principe d'une amnistie générale pour tous les prisonniers kurdes et chîlites.

Saddam Hussein aurait conclu cet accord de principe lors des pourparlers qui se sont déroulés la semaine dernière à

Bagdad avec une délégation du Front du Kurdistan irakien. Ces discussions doivent reprendre lundi. Les Kurdes semblent, en outre, avoir obtenu la cession de la ville pétrolière de Kirkouk et d'une partie de ses revenus pétroliers à la région autonome kurde en cours de négociation.

A Paris, des représentants de l'opposition irakienne (kurde et chîlite) ont été reçus, hier, au ministère des Affaires étrangères.

Enfin, la Turquie a intimé, hier, l'ordre aux soldats britanniques de quitter son territoire dans les soixante-douze heures. Cette notification intervient à la suite d'un incident, mercredi, dans le camp de réfugiés de Yeslova, avec un sous-préfet, Erdogan Ulker, molesté, selon Ankara, par des militaires britanniques. (AFP, Reuter.)



Henri Metzger (à gauche) et Jacques Primet reviennent d'une mission de 15 jours avec l'AMI au Kurdistan iranien. (Photo -L'ALSACE- Daniel Schmitt)

* Contact AMI 119, rue des Amandiers 75020 Paris. Henri Metzger 48, rue du Mal De Laitre de Tassigny 68200 Brunstatt. Tél. 89.06.25.06.

De retour du Kurdistan des membres de l'AMI témoignent L'Alsace 3 mai 1991

« L'aide internationale doit arriver en Irak »

Membres de l'Aide médicale internationale, le médecin mulhousien Henri Metzger et Jacques Primet, volontaire de l'AMI, reviennent d'une mission de deux semaines au Kurdistan iranien, financée par la CEE. Ils témoignent du drame qui accable ces populations désespérées, frappées de plein fouet par l'état sanitaire critique et la forte mortalité chez les nourrissons. Ils estiment qu'aujourd'hui, l'aide internationale des organisations non gouvernementales doit parvenir directement au Kurdistan irakien.

C'est à la frontière irako-iranienne dans la petite ville iranienne de Piramshar que la mission commune d'AMI-Médecins du Monde est arrivée le 12 avril dernier. Une zone montagneuse où sont rassemblés quelques 25 à 40 000 réfugiés kurdes. « Quand on est arrivé, il y avait une queue de 25 kms à la frontière. Les gens ne pouvaient pas quitter la route parce que de part et d'autres les terrains étaient minés », rapporte le Dr Henri Metzger. A Piramshar qui compte normalement 25 000 habitants, la population a doublé. Les membres de la mission ont découvert ainsi que « certains réfugiés ont été accueillis dans des familles, mais beaucoup vivent dans la rue, dans des campements de fortune sous des tentes en plastique ou dans deux camps à une dizaine de kms de la ville ». L'équipe d'aide internationale comptait une trentaine de personnes qui se

sont efforcées d'installer un dispensaire à la frontière irako-iranienne au niveau d'un col perché à 2000 m, un hôpital de campagne à Piramshar et une antenne médicale dans chacun des camps où étaient regroupées à chaque fois quelques 4000 Kurdes. « On a travaillé aussi de manière sporadique dans le dispensaire d'un village situé à 5 kms à l'intérieur de l'Irak », explique le Dr Metzger.

Les volontaires de l'AMI relèvent plus particulièrement l'état sanitaire critique dans lequel se trouvent ces populations. « C'est le grand drame chez les nourrissons du fait du manque d'aliments, des conditions précaires, il y a une diarrhée épidémique avec un taux de mortalité considérable ; les cimetières ont fleuri un peu partout », raconte Henri Metzger, « l'action médicale envers les petits enfants

a été notre action majeure. Les dix premiers jours c'était encore plus dramatique parce qu'il faisait froid ». L'AMI et MDM ont pallié le manque de moyens logistiques sur place, avec un Croissant rouge iranien « désespéré devant l'afflux des réfugiés ».

Jacques Primet, garde-forestier à Kembs, est intervenu lui au niveau logistique. « Après l'annonce de la force internationale, un certain nombre de Kurdes sont retournés en Irak, du fait aussi du premier accord entre Barzani, Talabani et Hussein. Mais ils sont extrêmement méfiants. Le seul espoir qu'ils ont, c'est qu'il y ait une garantie internationale », rapporte ce dernier. Les Kurdes se souviennent des attaques de l'armée de Saddam Hussein comme cette lycéenne de Kirkouk qui a raconté aux membres de l'AMI que « les hélicoptères tiraient en rafales sur les convois ».

L'appel au droit d'ingérence de la France et la visite de Danielle Mitterrand, font que les Kurdes ont aujourd'hui une image positive de la France.

Mais, l'aide doit continuer et pour être efficace, les responsables de l'AMI estiment que « c'est au Kurdistan irakien que l'aide internationale doit maintenant arriver directement » pour encourager les réfugiés à rentrer.

D.B.

Irak : élections libres dans les six mois ?

L'Irak a accepté d'organiser des élections libres multipartites dans les six mois, a indiqué à la BBC dans la nuit de mercredi à jeudi M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPKI). Selon le leader kurde, qui était interrogé par téléphone par la BBC télévision, les autorités irakiennes ont également accepté le « principe » d'une amnistie générale pour tous les prisonniers kurdes et chiites arrêtés après leur soulèvement contre le président Saddam Hussein.

RÉFUGIÉS KURDES

En Haute-Loire ils pensent au pays

Le petit irakien s'appelle Rebaz. En français, ce nom veut dire "Chemin de la vie". Tout un symbole pour ce beau bébé aux yeux de brasse, né il y a neuf mois à Sainte-Florine, un village de Haute-Loire. C'est là que ses parents et ses huit frères et sœurs sont arrivés en 1989. "Nous avons eu beaucoup de chance" dit Tarik le père. "Si nous étions restés en Irak, peut-être serions nous avec les nôtres dans l'enfer des camps". Bien sûr, nous gardons l'espoir de rentrer au pays. Mais, jamais tant que Saddam Hussein sera au pouvoir..."



MARCEL LEGENDRE,

PAGE ACTUALITÉS

DEPECHE DE DIJON 3 mai 1991

Irán y Turquía coinciden en señalar que el problema kurdo ha sido causado por Bagdad — Los marines suben a las montañas para conducir a los refugiados a los campos — Los soldados españoles se dirigen a Zajó

Los presidentes iraní y turco afirman que los refugiados kurdos deben ser repatriados a Irak

Ambos países piensan que el pueblo iraquí «es un elemento de inestabilidad»

SANTIAGO AROCA
ENVIADO ESPECIAL

AL-AMARIYAH (NORTE DE IRAK).— El paraíso kurdo se desvanece. Turquía e Irán, que entre ambos dan cobijo a cerca de dos millones de refugiados, anunciaron ayer que los kurdos serán repatriados a Irak para evitar que toda la región se desestabilice.

«No tenemos discrepancias en este asunto. Ambos países pensamos que este pueblo constituye un elemento de inestabilidad causado por la Administración iraquí y debe ser repatriado tan pronto como sea posible», anunció el ministro de Exteriores turco, Murat Sunagar, en Ankara.

Para redondear esta noticia, las autoridades de Teherán anunciaron que devolverán a los occidentales toda la ayuda enviada a los kurdos.

UN PROBLEMA COMUN.— Para los presidentes Turgut Ozal y Akbar Hachemi Rafsanyani, turco e iraní respectivamente, estos kurdos hambrientos, harapientos, con su muerte a cuestas, son un problema.

El Kurdistán, la tierra prometida y robada a estos cientos de miles de refugiados que se consumen día a día bajo la lluvia, se extiende

también por la República Islámica, Turquía, Siria y la URSS. La presión internacional para salvar a este pueblo puede cuestionar, por tanto, las políticas represivas que Ankara y Teherán han ejercido contra los kurdos, y corren el riesgo de ser juzgados por ello. Ozal y Rafsanyani, enemigos acérrimos en todo, coinciden en guardarse las espaldas.

La historia interminable de traiciones ha convertido a los kurdos (incluso a éstos, desvalidos y tan necesitados de ayuda) en un pueblo desconfiado y receloso.

Pese a este clima que amenaza a todos con convertirnos en agua, pese al deshielo que ha transfor-

mado las montañas en inmensos cúmulos de cieno, los refugiados kurdos se resisten a descender a los valles, donde están instalados los campos de acogida.

El abandono histórico a que han sido sometidos ha engendrado una lógica aplastante. En el fondo, ¿por qué han de confiar en los occidentales, que nunca han realizado un mínimo gesto por ellos? ¿Cómo van a creer en turcos, iraníes o iraquíes, los principales protagonistas del genocidio contra su pueblo? Los marines y el resto de soldados aliados desplazados a la zona tienen que arrancar a los kurdos de las montañas para casi obligarles a recibir auxilio.

Talabani anuncia elecciones

El líder kurdo Jalal Talabani reapareció ayer en Londres y afirmó que funcionarios iraquíes llegaron a un acuerdo para abolir el actual Consejo del Mando de la Revolución (cuya próxima desaparición anunció el martes el presidente del Consejo Nacional, Saadi Mehdi Saleh) y para celebrar elecciones multipartidistas en los próximos seis meses.

Talabani, miembro del Frente Kurdo Iraquí aseguró, durante su intervención en un programa de la BBC, que mantiene conversaciones con Bagdad para concretar las condiciones de la autonomía kurda y anunció que ha pedido una amnistía general para los prisioneros kurdos y chítas capturados por Sadam durante los levantamientos tras la guerra del Golfo.

Las tropas españolas llegan a Turquía

DIYARBAKIR (TURQUÍA).— El primer destacamento de las tropas españolas que colaborarán en las operaciones de ayuda a los refugiados kurdos llegó ayer a Turquía y se dirigió hacia la frontera con Irak.

Dos aviones Hércules C-130 de las Fuerzas Aéreas Españolas aterrizaron por la mañana en la base turca de Incirlik, en el sur del país, con los primeros 76 hombres desplazados a la zona.

El contingente viajó hacia Silopi, cerca de la frontera con Irak, para instalarse en un campamento militar antes de desplazarse a las afueras de Zajó, ciudad del norte iraquí donde las fuerzas aliadas han establecido un asentamiento para los refugiados kurdos.

El destacamento español, de casi 600 hombres, está formado por unidades de la Brigada Paracaidista (BRIPAC), Fuerzas Aeromóviles del Ejército de Tierra, Transmisiones, Ingeniería y Sanidad militares.

El grupo estará equipado con dos grandes helicópteros de transporte «Chinook», diez más de tipo medio «Huey» y un centenar de vehículos, entre ellos excavadoras, camiones, automóviles ligeros, ambulancias y cuales serán trasladados a la región en barco.

Otros, varios miles ya, han decidido volver a sus hogares tras las promesas de Bagdad, fundadas en las conversaciones mantenidas por su líder Jalal Talabani y el presidente iraquí, Sadam Husein.

La imagen de las largísimas colas de refugiados descendiendo por las montañas parece un grabado hiperrrealista de una Biblia antigua. «Queremos ir a nuestras casas, no a campos de refugiados», repiten con insistencia.

ASISTENCIA URGENTE.— Sin embargo, los niños necesitan urgentemente asistencia. La mitad sufre de malnutrición y todavía, pese al ingente esfuerzo de las organizaciones humanitarias, muchos tienen que ser tratados de deshidratación, provocada por diarreas.

Los voluntarios de las Naciones Unidas están listos para distribuir alimentos en toda la zona, y concretamente en Zajó, donde se concentra el grueso de la ayuda enviada por la organización internacional.

El delegado de la misión de la ONU, Staffan de Mistura, manifestó que todo está ya listo para ayudar a los refugiados a volver a sus casas en los próximos días. «Queremos que regresen, no que se refugien aquí».

After the War: Resolve on Refugees

THE NEW YORK TIMES

3 may, 1991

Kurds and Baghdad to Open New Round of Talks

By PAUL LEWIS

Special to The New York Times

BAGHDAD, Iraq, May 2 — Kurdish opposition leaders and the Government of President Saddam Hussein will open a second round of peace talks in the next few days, taking up crucial issues like international guarantees for greater Kurdish autonomy and how to divide oil revenues from the region between Baghdad and the local Kurdish majority.

Foreign diplomats and Iraqi officials appear optimistic that the talks could lead to an agreement giving Iraq's northern Kurdish areas a greater measure of self-government. They also hope the accord will encourage the return of the Iraqi Kurds who fled to the mountainous border regions with Turkey and Iran after the unsuccessful uprising in the wake of Iraq's defeat in the Persian Gulf war.

After talks here last week with the Iraqi Government, Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union for Kurdistan, said he and three other opposition leaders had reached agreement on the broad outline of a new peace pact.

That announcement, together with the amnesty Baghdad has offered returning Kurds, is encouraging a sizable number of Kurdish refugees to go home or seek shelter in the zone that United States and allied troops have set up in northern Iraq. According to Iraqi Government figures, 270,000 Kurds have returned home of the 1.5 million who fled.

After last week's talks, Mr. Talabani said the four opposition factions would

be returning in early May to iron out details of the pact. President Hussein was shown on Iraqi television last week embracing the Kurdish leaders.

Under the emerging agreement, which is based on an accord first made in 1970 but which the Kurds say Baghdad never put in place, Kurdistan would be given a high degree of autonomy, with a reorganization of the administration and free elections for a separate Kurdish legislature within six months. In addition, Iraq would reduce its military presence in the north.

But foreign diplomats say there is still disagreement over the future status of the oil-rich Kirkuk region, which accounts for about a quarter of Iraq's oil reserves, as well as over plans put forward by the United States, Britain and France for the United Nations Security Council to guarantee the Kurds' new rights.

Hussein Seeks Central Control

The original 1970 agreement on Kurdish autonomy broke down in large part because the Kurds accused President Hussein of trying to retain control over Kirkuk and its oil fields by moving large numbers of Arabs into the region in advance of a planned census to determine its ethnic status.

At a news conference last week, Mr. Talabani said the Kurdish opposition parties no longer regarded Kirkuk as an integral part of Kurdistan. But diplomats here say that other factions, including Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party, are less conciliatory and at a minimum want to be guaranteed a larger share of its oil

revenues.

President Hussein, however, wants to retain central government control over the Kirkuk oil fields partly because they are the country's only readily exportable source of oil if the Security Council allows Iraq to start selling oil again to pay for food and other essential imports.

Diplomats say it may be some time before Iraq is in a position to export oil from its southern oil fields because of the damage they suffered during the war and subsequent unsuccessful Shiite uprising in the region. Shiite rebels were accused of occupying a number of oil installations being built by Soviet engineers and destroying much of the new equipment there.

Turks Ready to Open Pipeline

The Turkish Government has also made clear that it is ready to reopen the oil pipeline connecting the Kirkuk fields to a loading terminal on its Mediterranean coast as soon as the Security Council gives permission.

The trade embargo against Iraq is estimated to be costing Turkey over \$3 billion a year in lost exports, which Ankara is anxious to see restored as quickly as possible.

While Britain and France are leading the drive for any new agreement on Kurdish autonomy to be backed up by some form of international guarantee including a possible United Nations police force in the region, the Soviet Union and China remain skeptical, saying this sets a worrying precedent for the council interfering in other countries' internal affairs.

Die vielen Helfer stossen auf viele Probleme

Ouromyieh. R.S. Die iranische und die internationale Flüchtlingshilfe im iranischen Kurdistan (West-Aserbaidschan) beginnt langsam zu greifen. Die meisten Mitarbeiter der zahlreichen Organisationen jeder Grösse und Philosophie haben sich eingerichtet und ihre Arbeit aufgenommen. Immer noch treffen täglich Hilfsgüter und Fachpersonal aus aller Welt ein. In zwei Wochen sollte bei Shnoviye ein mit allem Notwendigen ausgerüstetes Zeltlager des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz (IKRK) für rund 25 000 Menschen bezugsbereit sein. Alarmiert ist man jetzt hier durch die ersten Typhusfälle. Das IKRK kontrolliert die Verteilung aller angekommenen Zelte und Medikamente. Es teilt den iranischen Partnern wie auch den Kurden gute Noten für ihre aktive Kooperationsbereitschaft aus.

Probleme bereiten in erster Linie das Sterben der unterernährten Kinder, die schlechten hygienischen Zustände, das Risiko nun voll ausbrechender Epidemien, die nicht immer situationsgerechten Nahrungsmittellieferungen sowie die Versorgung der Witwen und elternlosen Kinder. Die Wasserversorgung ist dank der Schneeschmelze und den vielen Wasserläufen einigermaßen gesichert.

Probleme ergeben sich auch der fehlenden Dolmetscher wegen. Zudem achten die Iraner strikte darauf, dass man ihre Sitten und Wünsche respektiert. Einer Gruppe der Organisation Médecin du Monde wurde bereits mit der Ausweisung gedroht, weil sie sich zu wenig an die von der Regierung festgelegten Regeln hielt. Im Einsatz stehen auch Truppen aus Belgien und Österreich. Zwölf deut-

sche Helikopter erleichtern die Transporte in unwegsame Gebiete. Eine grosse Schwierigkeit ist sodann die Beschaffung zuverlässiger Informationen, etwa über die Anzahl der sich im Iran aufhaltenden Kurdenflüchtlinge. Tausende können gar nicht erfasst werden, weil sie irgendwo im Land ihre Zelte aufgeschlagen haben oder bei ihren ausserordentlich solidarischen Volksgenossen in den Dörfern und Städten Unterschlupf fanden.

Ein weiteres Problem für die Organisationen ist die Tatsache, dass die iranische Regierung nicht erlaubt, in den nahen Irak zu gehen, um dort die Leute zu versorgen. Bis jetzt konnte dies nur in Ausnahmefällen geschehen, was zu wenig ist in Anbetracht der sich dort offenbar stauenden Flüchtlingskolonnen.

Basler Zeitung 2.05.1991

Waiting for the flood

CRAIG STENNETT



Advance party: a Kurdish father and child choosing one of the tents at Zakho before the influx of refugees began

EVERY two hours throughout the day a United States army bus, flown to Turkey on a giant transport plane, takes anyone who turns up for a tour of Zakho, just across the border inside Iraq.

Its passengers are journalists, aid workers and visiting politicians, who will witness at first hand the return from exile of hundreds of thousands of Kurdish refugees.

The armed US Marines who escort the tourists have dubbed themselves the "US Army-Iraq Tours Dept. Inc."

Like tourists the world over, the visitors haggle with local taxi drivers to buy souvenirs - Iraqi banknotes decorated with Saddam Hussein's moustachioed portrait.

Zakho was once a bustling town of 20,000 people. Now it is all but deserted, and the banknotes are all that the few remaining inhabitants have left to sell.

The sights on the hour's drive to Zakho include two uniformed policemen at the Iraqi border post beside a bullet-pocked sign reading: "Welcome to Iraq." A few yards further, another sign says: "Allied Checkpoint - Coalition Forces."

As Iraqi forces withdrew from the area they planted land mines in the town and visitors were warned not to wander off the main roads. Rolls of barbed wire on bridges and pavements mark suspected mine fields. There are now about 5,000

Roman Rollnick ● Zakho on the Iraq-Turkey border

Allied troops in and around Zakho, and the Kurdish refugees are beginning to return home, encouraged by the Western presence.

This week soldiers set up a feeding station. But their lorry, parked in the town square, swiftly became the focus of food riots. Dick Kohl, the US Marine colonel in charge of security, said: "It is impossible to get them to stand in line, no matter how threatening our men are." As he recalled that two American soldiers had recently been injured by land mines, the conversation was interrupted by an explosion so powerful that it shook the ground and temporarily stopped the frenzied rush for the food lorry.

"Nothing to worry about," the colonel said. "We blow up a ton of explosives every day. Our men are finding explosives and weapons everywhere, and soldiers collecting bayonets from small boys are sometimes offered mines and grenades."

A few blocks away, a platoon of British Royal Marines patrolled a grim, dusty street in single file. Brought over from Northern Ireland, they are constantly on the look-out for armed Iraqis or weapons hidden in buildings. Contrary to US claims that there are no "Iraqi hunting

parties" left in Zakho, Lieutenant David Jones and his platoon tensed up outside a large police station: a dozen uniformed Iraqi "policemen", armed with Kalashnikovs, were standing around the pavement threateningly.

The Iraqis inside said nothing as the British soldiers shoved tables around and looked inside cupboards. The corridors were spattered with dried blood. Lieutenant Jones has no orders to remove their weapons.

"As long as they remain here, the atmosphere will be tense," he said.

As the Marines left the building, a four-wheel-drive car with Baghdad number plates drew up and hooted arrogantly. The Marines refused to budge and the vehicle backed away. A three-star Iraqi general got out and went inside the building.

"I suppose you also came here without a visa like the others," said Majid Saliman Khalifa, one of the Iraqi policemen. "Why don't you all just go back to your country? We are here doing our duty. This is our country. We won't leave. We are police, not army. We can stay."

But it is their presence that has prevented the return of about 700,000 Kurds camped in the mountains that all but encircle this city. A satellite town of tents has been erected on a scenic grassy plain outside Zakho, but, so far, only 5,000 Kurds have turned up.

Make Iraq pay refugee costs, U.S. urges

Coalition forces extend haven to airfield, presidential villas

Reuter and Associated Press

WASHINGTON — The United States says Iraq should be made to pay part of the cost of helping some two million refugees who fled their homes in panic last month.

The State Department said yesterday that discussions on the matter are under way at the United Nations.

"Our view is that Iraq should help pay for the cost incurred by the international community in assisting the refugees," State Department spokeswoman Margaret Tutwiler said.

One way to compel Iraq to pay is through the compensation commission being created by UN Secretary-General Javier Perez de Cuellar to handle Iraqi reparations for the damage caused by its invasion of Kuwait and the subsequent Persian Gulf war.

The cost of refugee relief efforts is expected to reach \$500-million (U.S.) in the first six months. The refugees fled what they feared would be reprisals after Iraqi forces loyal to President Saddam Hussein crushed Kurdish and Shia Muslim uprisings last month.

Mr. Perez de Cuellar is to present a preliminary report today on the compensation plan under which Iraq will be compelled to pay a percentage of its oil revenues as reparations to those affected by the war.

Officials said the report is not expected to specify a percentage, and the question is generating fierce controversy. The United States favours a figure as high as 50 per cent; other countries support a much lower figure.

In northern Iraq yesterday, U.S., British, French and Dutch forces extended their refugee zone 80 kilometres, taking control of an area that includes a bombed airfield and four of Mr. Hussein's opulent villas.

The push eastward, about which the Iraqi government was notified on Wednesday, created a 110-kilometre strip along the Turkish-Iraqi border where Iraqi Kurds who have fled to the mountains can return without fear, U.S. Lieutenant-General John Shalikashvili told reporters.

The zone extends 50 kilometres south from the Turkish border at some points.

Iraqi forces were withdrawing from the zone as coalition troops advanced, Gen. Shalikashvili said.

British marines set up a command post facing the 12-foot walls of a villa complex with orchards and man-made lakes near Inishak. It was crowned by a stuccoed, red-tile-roofed mansion belonging to Mr. Hussein.

Six kilometres to the south stood two even more dramatic compounds belonging to the Iraqi leader, one above a sheer cliff, the other above a reservoir with a dam and a spillway. A fourth mansion was in the town of Sirsenk.

Gen. Shalikashvili said the Iraqis will be permitted to keep a still unspecified number of troops at the palaces.

The U.S.-led forces took over the military airstrip near Sirsenk, still pitted with craters from bombs dropped during the gulf war. U.S. military experts believe it can be repaired to serve as a badly needed air base for the relief operations.

Until now, supplies for refugees have been flown to Diyarbakir in Turkey, 500 kilometres to the west.

Gen. Shalikashvili refused to say whether there were plans to expand the zone southward to take in the provincial capital of Dohuk.

If the security zone included Dohuk, all but about 50,000 of the Kurdish refugees along the Turkish border could return home, said Dayton Maxwell, of the State Department's disaster assistance reaction team.

In Ankara, the Turkish government said yesterday that a British marine platoon roughed up and pointed a gun at Erdogan Ulker, the governor of a southeastern province, when he tried to inspect the Yesilova refugee camp. It ordered the platoon to leave the country within 72 hours.

The British Defence Ministry in London said that the unit had left Turkey for northern Iraq, but insisted that the move had nothing to do with the expulsion order.

Turkish newspapers carried front-page headlines such as "Kick Out the Brits."

In Doha, Kuwait, the head of the UN peacekeeping force said yesterday he expects U.S. forces to leave southern Iraq by next Wednesday, two days after his multinational contingent will be fully deployed on the Kuwait-Iraq border.

Major-General Gunther Greindl, an Austrian, was speaking at a military base just west of Kuwait City.

In Kuwait City, Palestinians said that human-rights abuses are continuing despite government assurances that a postwar wave of killings and torture has ended.

The Globe and Mail, Friday, May 3, 1991

U.S. snubbed coup plan, senators told

Iraqi army officers vainly sought sign of support for rebels, report says

Associated Press

WASHINGTON — Defections by senior officials in the Iraqi army — and possibly a coup attempt against President Saddam Hussein — were shelved in March because the United States failed to support the effort, a Senate Foreign Relations Committee staff report issued yesterday said.

Early that month, at the height of the rebellion in Iraq, the army offi-

cial approach a dissident group in exile with an offer of co-operation, said the report, written by Peter Galbraith, a senior aide to committee chairman Claiborne Pell.

The would-be defectors "contemplated bringing possibly decisive force to the side of the rebels" but first wanted "a sign that the sponsors of the rebellion had the support of the United States," the report

stated, attributing the information to unidentified Kurdish and Arab opposition leaders.

The U.S. State Department has refused for two weeks to respond to inquiries about the matter, and an official said yesterday that the department probably would save its answer for congressional hearings expected later on the administration's Iraq policy.

But the United States "continued to see the opposition in caricature," fearing that the Kurds sought a separate state and the Shiites wanted an Iranian-style Islamic fundamentalist regime, the report said.

Relying on a no-contact policy established in 1988, the State Department refused to meet with the opposition groups on several occasions, the report said.

"The public snub of Kurdish and other Iraqi opposition leaders was read as a clear indication the United States did not want the popular rebellion to succeed," the document stated.

"Given the negative signals from Washington, the potential military defectors sat on the fence. And while they did so, the anti-Hussein rebellion was crushed," it said.

The Iraqi military officials were dealing with the Joint Action Committee, an alliance of Kurdish, Sunni Muslim, Shia Muslim and other Iraqi dissidents formed in Beirut, the report said.

It said the group put aside its religious and ethnic differences to concentrate on removing Mr. Hussein from power and establishing a more democratic Iraq.

Mr. Galbraith, who has long-standing ties to the Kurds, visited the Kurdish area of northern Iraq and the Kuwait-Iraq border region in late March and met with Iraqi opposition figures in Damascus, Syria, Frankfurt, Germany, Paris and Washington.

During the Persian Gulf war, U.S. President George Bush had made several public statements urging the Iraqi people to rise up and overthrow Mr. Hussein.

The report also questioned whether the current relief effort, including the idea of a limited safe haven for refugees in northern Iraq, can succeed. The area so far designated is too small to hold the two million or so refugees who need protection, and the U.S. is unwilling to commit military force to guard them, it said.

Turkey blocks Iraqi border, U.S. charges

SİLOPI, Turkey (AP) — U.S. military officials said Turkey blocked crossings at its main border route into Iraq today, cutting the overland flow of allied relief to Kurdish refugees in the region.

The Turkish government denied the action, which comes after Turkey's Kurdish rebels stepped up their attacks, killing three Turkish officials last weekend.

Turkish authorities restricted the border crossing at the Habur River Bridge, 10 kilometres (six miles) northwest of Zakho, the centre of the allied relief effort in northern Iraq.

Several trucks with Canadian soldiers were allowed to cross after they left their weapons at the allied military installation in Silopi.

Earlier today, three vehicles of a U.S.-Canadian military medical team, seven U.S. Marine trucks and 22 civilian trucks had been halted at the crossing. Canada has sent a 62-member military medical team from Canadian Forces Base in Lahr, Germany, to the area to treat the refugees.

"You better believe it is affecting our operations," said U.S. Army Col. Bob Flocke. "We've been

driving convoys across the bridge every day."

A senior allied military official offered another explanation for the border closing.

"There has been some indication that the Turkish government is unhappy with an article by a member of a press," the official said.

Turkish authorities yesterday arrested British journalist Robert Fisk, whose recent report in the London newspaper *The Independent* alleged Turkish soldiers had been stealing foodstuffs from some of the camps east of Silopi.

The government charged him with "insulting the Turkish army" and ordered him to be expelled.

A Western official said Turkish authorities allowed allied soldiers to cross into Iraq today without supplies or weapons.

A British-American military convoy was turned back when customs officials discovered several boxes of MREs (meals ready to eat) in the back of their jeep.

Most of the supplies have been trucked overland, though a portion is flown in by helicopter. The Turkish government took no action today to halt relief flights.

Friday, May 3, 1991 THE TORONTO STAR

Allies push deeper into Iraqi territory

İNISHAK, Iraq (AP) — U.S., British, French and Dutch forces plunged deeper into northern Iraq yesterday, seizing control of a zone that includes four of Saddam Hussein's opulent villas.

The push eastward, which the Iraqi government was notified about Wednesday, created a 110-kilometre (70-mile) strip along the Turkey-Iraq border where Iraqi Kurds who have fled to the mountains can return without fear, U.S. Lt.-Gen. John Shalikashvili told reporters. The zone extends up to 50 kilometres (30 miles) south from the Turkish border.

Iraqi forces were withdrawing from the zone as allied troops advanced, Shalikashvili said.

"Everything is going very, very well," he said.

Moving out at 7 a.m. from the allies' original security zone around Zakho, 2,500 allied troops travelled 80 kilometres (50 miles) further into Iraq in convoys of light-armored vehicles, jeeps, trucks and Humvees.

Encountering no resistance, the first cars reached their destination, the hilltop city of Amadiyah, at about 4:30 p.m.

Iraqi soldiers "have been seen and generally have moved past" toward the south, said Lt.-Col. Graham Kerr, commander of a British artillery regiment on the



REUTER PHOTO

SADDAM'S PALACE: U.S. Cobra gunship flies over one of four of Saddam Hussein's summer palaces in northern Iraqi territory occupied by allied forces yesterday.

route to Amadiyah.

British Marines set up a command post facing a walled villa complex with orchards and man-made lakes near Inishak. It was crowned by a stuccoed, red-tile-roofed mansion belonging to Iraqi President Saddam Hussein.

Six kilometres (4 miles) to the south stood two even more dramatic compounds belonging to Saddam. One house sat at a peak, over a sheer cliff dropping about 120 metres (400 feet).

The second, looking something like a Caribbean resort complex, was built above a reservoir with a dam and a spillway.

A fourth mansion, combining Greco-Roman and Texas ranch-style architecture, was in the town of Sirsenk.

Shalikashvili, speaking to reporters after attending one of the allies' regular meetings with Iraqi Brig.-Gen. Nushwan Danoun, said the Iraqis would be permitted to keep a still unspecified

number of troops at Saddam's palaces.

"We are not an occupying power here," the American commander explained.

But he said the allies would need "to assure ourselves that there was nothing in and around the palace that threatens us."

The allies took over the military airstrip near Sirsenk, still pitted with craters from bombs dropped during the gulf war.

Allies Double Protected Area for Kurds in Iraq

By JOHN KIFNER

Special to The New York Times

AMADIYA, Iraq, May 2 — American and allied forces doubled the size of their safe zone for Kurdish refugees in northern Iraq today, securing a region that included the hilltop summer palace of Saddam Hussein.

By this evening, American officials said, there were no Iraqi troops left in the zone of roughly 1,500 square miles, except for a handful guarding President Hussein's summer residence, a red-tile-roofed Mediterranean-style mansion perched on a mountain west of here and surrounded by a high concrete wall.

With some American and British marines lounging outside the palace gates and other pressing the security zone further eastward into Iraq, the

Baghdad Radio announced tonight that the Government would blow up the palace, and it invited journalists to watch the explosion.

The Iraqi Government has protested the presence of American troops in the north, and the threat to destroy the residence may stem from fears the allies will find sensitive communications gear inside. But American military officials say Iraqi soldiers will be allowed to remain in the palace, so the Iraqi leader's threat may be more a political gesture than a real warning.

The safety zone carved out today is to run about 30 miles south from the border with Turkey and about 60 miles east from the Zakho area to a point a

little beyond this village jutting above a spectacular mountain view.

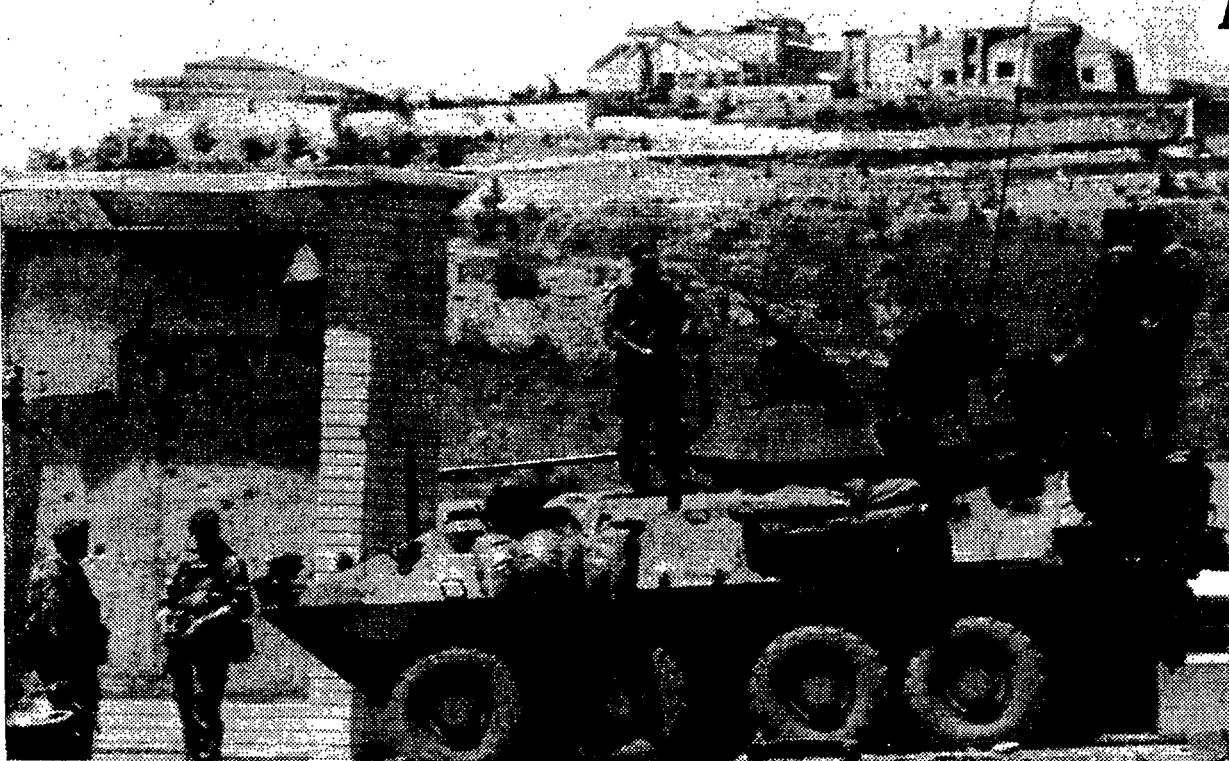
Long truck caravans of British marines, American paratroopers and French and Dutch troops ground along the ragged, steep roads near here all day, with helicopters beating overhead.

The allies have sought to bring an estimated 800,000 Kurdish refugees out of the mountains along the Iraqi-Turkish border. But their rapid advance into Iraq raises the question of whether the allies will move south to secure Dohuk, a provincial capital. Dohuk is politically sensitive because of its administrative importance, but it is also a city that military officers say must be part of the security zone because it is the

FOR THOSE FAVORING CREMATION WOODLAWN Cemetery offers a free pamphlet giving complete information. Call 212-920-0800. — ADVT.

The New York Times 3 May, 1991

Allies Double the Size of Protected Zone for Kurds in Northern Iraq



Reuters

Allied forces expanded their security zone in northern Iraq and surrounded Saddam Hussein's summer palace. United States marines, atop armored vehicle, and British marines, left, guarded an entrance.

cities, we think it is a guarantee that Saddam will not take military action against these cities and their populations," said Dr. Guy Causse of Doctors of the World, a French relief organization, in the Yekmal refugee camp. "We are prepared to stay longer than normal because of this situation."

Circumspect Manner

Although senior military commanders say privately that the zone must be extended south, General Shalikhshvili has been circumspect in public.

"I think there are many factors that influence that," the general said today when asked about pressing toward Dohuk. "We have, after all, refugees that come from areas deep, deep south from here. And we have to do all that in a deliberate manner, to decide just how far south or in any direction for that matter, we want to extend the security

zone."

During the day's advance there was some tense, then merely odd, moments beginning when a British Royal Marine reconnaissance team reached Saddam Hussein's palace at about 10 this morning.

First Lieut. Matthew Cawthorne of the Marines said his men had jumped off their vehicles and took cover at the ready, as they had been trained, which apparently alarmed several of the Iraqi soldiers who raised their AK-47 rifles before being calmed by their own officers.

Lieutenant Cawthorne said the Iraqis had told him, "Our mission is to protect this place to our last drop of blood."

That being said, the Iraqis, including a journalist in a army uniform who took television and still pictures, stood glumly around their Chevrolet Blazers

amid a growing, milling crowd of foreign journalists, American marines perched atop their amphibious armored cars and the British marines who have set up their headquarters in a nearby cafe.

"I am very happy for the peace, because this is our Government's decision," Col. Mohammed Raad, the Iraqi commander, told the journalists. "The Kurds are our brothers. We all hope they can come back to their homes."

The agreement to let the military guards stay at the palace was intended, allied officers said, to keep it from being looted by vengeful Kurds.

General Shalikhshvili said he intended "to insure that the presence of the Iraqis is small enough and confined to the palace ground so that we can assure the Kurds who are in the mountains coming into this area that there is nothing here that threatens them."

Hussein Promises the Iraqis That Better Times Lie Ahead

home of many Kurdish refugees.

Nazir Abdul Bahke, 21 years old, who came down from a mountain refugee camp to check his family home, was among the few people in the streets here, deserted first by their 5,000 residents and today by the Iraqi Army. His home, like many where the Iraqis had been, was looted. Did he feel safe now? he was asked.

"If you want the truth, no," he replied. "We are scared they will do something to us."

Opening Up Villages

Speaking of the Kurdish fears, the allied commander in northern Iraq, Lieut. Gen. John Shalikhshvili of the United States Army, said: "The whole purpose of this is to extend the security east from here to open up more vil-

lages and the town of Amadiya for the refugees in the camps so they can go home instead of having to come into the temporary campsite that we are building.

"I would be surprised if the first villagers would not begin to come back to these towns where we are now located within the next couple of days, if they're not already on their way today."

But relief workers and refugees noted that Kurds from cities further south and west like Kirkuk, Mosul and Erbil, as well as Dohuk, and the refugees clustered around the Iranian border were not protected by the security zone.

"We think that it is very important for relief workers to be in all these

NICOSIA, Cyprus, May 2 (AP) — President Saddam Hussein visited a town in northeastern Iraq today and promised the residents that better times were coming, the Baghdad radio reported.

Mr. Hussein was in Baquba, 60 miles northeast of Baghdad, to discuss reconstruction projects, the radio said.

The radio reported earlier today that Mr. Hussein headed a meeting of the armed forces general command. It gave no details of that meeting.

Morale has improved noticeably in Baghdad since last week, when the Government announced an end to gasoline rationing and the lifting of its ban on foreign travel on May 15.

Motorists immediately took to the road with the assurance that gasoline would be available, and on Sunday, when rationing ended, they lined up to fill their gas tanks.

Continued From Page 61

In the Turkish Mountains, U.S. Hears an Echo : 'Lead Us to Dohuk'

By JOHN KIFNER

Special to The New York Times

UZUMLU, Turkey, May 6 — Dohuk is important to Lazden Doski and about 90 percent of the 40,000 other refugees camped in the slopes and valleys of southeastern Turkey. It is their former home, lying just south of the security zone carved out of northern Iraq by American, British, French and other Western troops.

Now the refugees are trying to convince the Western troops that they must take the provincial Kurdish capital, then stay and protect the Kurds from the wrath of Saddam Hussein.

"It is very, very important about Dohuk," Mr. Doski said earnestly today, after the formalities of lunch with American military officers in a big tent here.

"Not yet Dohuk," replied Brig. Gen. Richard Potter, the American Special Forces commander here, sitting cross-legged at the edge of an Oriental rug. "That is a political decision that has not been made yet."

Late-Blooming Revolutionaries

Until this fatal spring, Mr. Doski, a civil engineer and an elder of an important clan in the Dohuk area, was one of 35 Kurdish members of the 175-seat Iraqi Parliament. A late-blooming revolutionary, like many of the refugees, he stood up to President Hussein when it appeared that the Iraqi regime was collapsing, then fled when the tide turned against the Kurdish rebellion.

He escaped with a good deal of heavy equipment — bulldozers, graders, a front loader and a backhoe, which the refugees are now using to build a rough road southward through the mountains toward home.

"If there are no forces to protect us, we cannot go home," Mr. Doski said in English. "If you leave us, I come with you. If you don't come with us, you tell Mr. Saddam to take the chemicals and spray all of us, it is better.

"We are very happy with the U.S. Army, the French Army, the British Army. We trust you," he added. "We need safe places, because we are poor people. We have no forces, we have no petrol to sell for our safety, like Kuwait, like Saudi Arabia. The United Nations has no forces, only ordinary people like me. What can he do with Saddam?"

Steady Plea From Refugees

It is the kind of talk that General Potter, the American commander on the Turkish side of the Iraqi border, has been hearing steadily as he visits Kurdish camps in the eastern part of the mountains.

American Marines and paratroopers have moved close to the outskirts of Dohuk, and American com-

The question: How far into Iraq is too far?

manders said they had asked for permission to occupy it. But no decision had been reached by the allies leading the military relief effort.

American commanders said today they would try to capitalize on the growing number of refugees coming down from the mountains in the tens of thousands, by organizing transportation and way stations for food and water in the next few days.

"We will get them organized," said Maj. Gen. Jay Garner, the American commander on the Iraqi side. "We will find out where they are from and get them back to their villages."

He estimated that the plan could move about 200,000 Kurdish refugees, mainly in hired trucks. Most of the refugees would go directly home, he said, while some would stay at the new refugee transit camp in the Iraqi town of Zakho, where there is a steady turnover each day of hundreds of Kurds who have stopped for food and shelter.

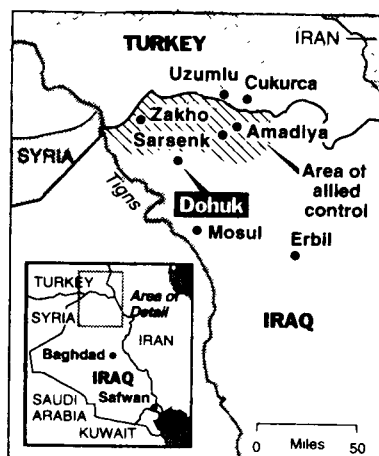
Fear of Venturing Too Far

Asked about the prospect of allied forces moving into Dohuk, General Garner replied, "The question is, 'Where is a bridge too far?'"

Lieut. Col. Gary Goff, the staff operations officer for a task force operating in the mountains "are coming down in massive floods right now." In the last two days alone, 8,300 have descended to head homeward, the military says.

In Turkey, the Special Forces officer running the camp here at Uzumlu, says 10,000 people have left in the last four days. Isikveren, the biggest and most publicized camp, is down to about 45,000 refugees — half the number it once sheltered. About 4,300 refugees are said to have left in the last 24 hours.

But in the eastern mountains, the conversation here today among Kurdish elders and allied command-



The New York Times

Kurds say they would abandon mountain camps if Western troops controlled Dohuk.

ers dealt with what the Kurds now consider a principal issue. When a big map was unfolded, the elders nodded approvingly after their villages were pointed out inside the protected zone. They frowned when Dohuk was shown outside the allied lines.

"We need actual and real permanent guarantees of protection of the subdued people," a petition drawn up by the leaders said. General Potter replied, "A permanent presence is a political decision that will be made in the capitals of the world."

"What about Erbil? And Mosul?" some refugees asked, mentioning major Kurdish cities far to the east and south. "There are people here from the suburbs of Mosul."

"No, no, we are not that far south," General Potter said. "In America, we have a saying: 'You eat an elephant one bite at a time.' We are now on the back leg."

In the camps at Uzumlu and Isikveren, elders said they were alarmed by reports of President Bush's heart trouble. In Cukurca, two young men offered their hearts for transplant.

"These two young guys came up and offered their own hearts," said Capt. Kevin Turner of the Special Forces. "They were serious."

Iraqis Withdrawing From Kurdish City, U.S. Says

By PATRICK E. TYLER

Special to The New York Times

WASHINGTON, May 6 — The State Department said today that Iraqi forces were withdrawing from Dohuk, a major Kurdish city in northern Iraq, but that no decision had been made on whether to push the allied safe-haven zone into the city.

A State Department spokesman, Richard A. Boucher, said of the Iraqi soldiers: "Coalition forces have observed that they're pulling out from Dohuk, and I presume that they're doing that in order to avoid any possible interference or encounters with the relief operations."

"But at this point, as far as we consider the safe area for relief operations, we have not extended it south-

ward from that ridge overlooking Dohuk," Mr. Boucher added.

The State Department spokesman was responding to questions about the deepening involvement of American forces in taking over territory in northern Iraq, especially major Kurdish cities, in an effort to build enough confidence among Kurdish refugees to coax them down from the mountains along the Turkish border.

"We're not interested in a dismembered or fractionalized Iraq," Mr. Boucher said, repeating President Bush's admonition. He said American forces were not seeking to take over the civil administration of the Kurdish cities that they are occupying in the relief operation.

United States and other allied forces

have extended the axis of their safe-haven zone about 30 miles east of Zakho, the site of the first major refugee camp, to Sarsenk and Amadiya. Mr. Boucher said the United States had asked Iraqi forces "to withdraw from 30 kilometers around that line," or about 19 miles.

Asked whether American troops intended to add Dohuk to the zone they are establishing, Mr. Boucher said, "That's something that I don't think decisions have been made on."

"We're not taking over the civil administration in these places," he said. "Nor are we trying to set up any sort of enclaves. And we intend to hand over our operation to the United Nations and to withdraw our troops from these areas as soon as possible."

The Guardian May 7, 1991

General wants to take Kurdish town

Chris Stephen
in Cukurca, Turkey

ONE OF the top allied commanders on the Iraqi-Turkish border, the US army Brigadier-General Richard Potter, yesterday called for the allied enclave in northern Iraq to be extended to include its first big town, Dohuk.

No political decision has been announced, although military sources say they have been told to prepare to occupy the town this Friday.

Gen Potter said any decision would require the approval of President Bush and the other allies. The move would change the enclave from a buffer zone to protect refugee camps into the occupation of a substantial slice of Iraqi territory.

Gen Potter said: "I have recommended that the circumstances should mean moving into Dohuk. I don't know the outcome of this decision. If we are to go into Dohuk, it will mean a political decision at the highest level."

Dohuk is the capital of the northernmost of the three Kurdish provinces.

Pressure to take the town springs from the need to find permanent homes for the half million Kurdish refugees. Many thousands escaped from Dohuk and say they will not return unless it is under allied protection.

Militarily, the occupation should provide no problem. As in the past days, the extension is likely to be announced in time for the few Iraqi units present to be withdrawn. US air power should end any speculation on the result of a clash.

The Iraqis appear to be resigned to giving up the town. Although no request had been made to Baghdad, US military spokesmen said Marine scouts and reconnaissance flights had seen Iraqi armour pulling out of Dohuk, which is 90 kilometres from the Turkish border. Iraqi road blocks outside the town are already allowing Westerners through.

The town was damaged by bombing and during the Kurdish uprising. Its streets are virtually deserted and looting has been reported, a sign in the past that Iraqi troops were preparing to leave.

The allied operations have

thrown up some difficult questions. They can secure the enclave and feed the refugees, but it is not clear how they can extract themselves. While they remain, they are responsible for the feeding, health and welfare of more than half a million people.

However, morale remains high among the allies, who are continuing their build-up — more British Royal Marines arrived yesterday.

The allies are confident that the great Kurdish trek down the mountains will finally begin today. About 150 trucks will this morning begin decanting refugees from camps around Cukurca, placing them in new camps in the valleys.

The US army's Major Jay Garner said the military would use dozens of rented Iraqi trucks as well as helicopters this week to transport nearly 200,000 people in what has been dubbed Operation Gallant Provider.

However, some refugees would walk. "We're urging them to come down the mountain. We're telling them the zone is secure," Major Garner said in Zakho.

US special forces teams will

be sent to the border to fix stranded refugee vehicles and provide gasoline, he said.

About 125,000 refugees will be moved to the Zakho area, another 65,000 to Sarsenk and 6,500 to Suriya, Major Garner said.

A cholera outbreak among 125,000 Kurds at the largest of these camps has been contained, according to French doctors dealing with it. Médecins sans Frontières is keeping the cholera patients behind green tarpaulin screens. "We are not sure how many people here have it," said an MSF logistics officer, "but it is not a catastrophe. We can cope."

Gen Potter emphasised the effort being made to ensure the refugees come down in good order: "It was a death walk coming up, let's not make it a death walk coming down."

In Baghdad, the National Assembly again denounced the allied presence in northern Iraq.

A US officer liaising with Iraq said the allies were trying to work in concert with the Iraqis. "We understand that it's injurious to their sovereignty, that it's insulting. We're trying not to embarrass them."

Red Cross row mars Kurdish appeal concert

A BITTER behind-the-scenes row has broken out among aid-relief charities over the British Red Cross appeal for Kurdish refugees, The Simple Truth, which is the brainchild of Jeffrey Archer, former deputy chairman of the Conservative Party.

The British Red Cross is under attack from three directions — the main UK relief agencies, the Red Cross movement in Geneva, and from some of its own senior staff — for its decision to back a fund-raising concert next Sunday.

The acrimony over the British Red Cross support for The Simple Truth appeal has highlighted a deeper crisis within the Red Cross movement as it struggles to define its role after the Gulf war and resolve the competing ambitions of its various branches.

The Simple Truth aims to raise £10 million during a month-long campaign, the highlight of which will be a live concert from Wembley Arena featuring stars such as Sting, Peter Gabriel, Paul Simon, and Gloria Estefan. The Government has already pledged £10 million directly from the Exchequer.

Doubts are being voiced about the wisdom of mounting a high-profile appeal at a time when Kurds are retreating from the mountains to well-organised camps in Iraq, and while Africa teeters on the brink of a famine which threatens to dwarf the Ethiopian crisis of 1985.

There are also fears that too many demands are being made on the public's generosity. Last week Save the Children launched its Crisis in Africa appeal. Christian Aid holds its major annual fundraising event, also for African relief, next week. Save the Children launched its own Kurdistan appeal in April, which has raised nearly half a million pounds.

But what has aroused the greatest suspicion and anger in the aid community is the fact that the British Red Cross was already running a Gulf appeal before it decided to take on The Simple Truth specifically for Kurdish relief.

The Gulf appeal, which has raised £3.2 million since January, remains open, although it will receive little publicity during the course of The Simple Truth. The two appeals running in tandem will confuse the public, say British Red Cross insiders.

"We would have been concerned to have a wider appeal for all the victims of the Gulf war," said one aid agency,

which pointed out that the situation in Iran is severe, and in Iraq is potentially catastrophic.

The manner in which the Red Cross informed the Disasters Emergency Committee, a secretariat which co-ordinates action on behalf of Oxfam, Save the Children, CAFOD, British Red Cross, and Christian Aid, of its Simple Truth plan caused surprise and anger.

"It was presented as a *fait accompli* by the Red Cross at a very tense meeting," said one of those present.

On top of the ill-feeling it has

The International Red Cross senses it has lost out to other agencies over the Gulf crisis

created among its aid colleagues in Britain, the Red Cross has fallen out with the movement's headquarters in Geneva because the Simple Truth concert clashes with a television programme which the International Committee of the Red Cross has been planning for nine months.

Light The Darkness will be shown in more than 120 countries and focuses on civilian victims of war, totalling 20 million killed and 60 million wounded or imprisoned without trial since the end of the second world war.

The BBC, which is co-operating with Jeffrey Archer and the British Red Cross on the concert, has also agreed to co-produce the International Red Cross's awareness-raising classical concert-show. It will show Light The Darkness on Friday.

Since it announced it would be broadcasting The Simple Truth just two days later there has been a series of meetings to assuage International Red Cross fears that its programme would be overshadowed by the concert, also to be shown around the world.

The BBC has agreed to link the two programmes, but a senior Geneva source says the British Red Cross virtually ignored advance publicity of the event and then showed little interest in getting the two programmes to be run together.

The row underlines the deep split within the Red Cross movement, based upon the competing ambitions of its various organisations, the all-Swiss International Committee, the United Nations-style League of

Red Cross and Red Crescent Societies, and the richer national societies.

The Red Cross crisis both in Geneva and London appears to stem from a common root, according to seasoned relief agency observers. The movement perceives itself to be losing ground to other non-governmental organisations which are more adept at self-promotion and publicity. Although the International committee feels it has performed well during the Gulf crisis it also senses that it has failed to get this message across, and as a consequence has lost out to other agencies such as the French Médecins Sans Frontières. Greater publicity is being sought to raise the movement's profile.

The decision to back The Simple Truth came shortly after the British Red Cross appointment of Michael Whitlam, the new director-general who says he wants to bring "sound business practices" to the society, and John Gray, the director of public affairs, who significantly increased annual fund-raising revenue while at the National Children's Home.

"The Red Cross is trying to change its image from the old fuddy-duddy traditional style organisation into a mega-hype, mega-fundraising approach which may be contrary to the feelings of many within the organisation," said one senior UK relief agency figure.

The Simple Truth was hatched on April 15 when Jeffrey Archer saw television pictures of Kurds fleeing across the Turkish border. "Having had an excellent dinner to celebrate my 51st birthday, my 16-year-old son thought perhaps we ought to be doing something," he said. He contacted John Gray at the Red Cross, Sir Paul Fox, then head of BBC TV Enterprises, and Harvey Goldsmith, the pop promoter who collaborated on Live Aid.

Following the campaign launch on April 25 Mr Whitlam went to Geneva, to explain what the Kurdish campaign entailed. "I spent most of my time trying to sort out a programme that's been planned from Geneva on the World Campaign for Victims of War," he said. "I think the BBC are going to try and link the two... I know we're doing something outside Buckingham Palace." He was referring to the pre-filming of a candlelit chain which the International Red Cross intends to throw around the globe, a highlight of its Light The Darkness programme.

Mr Whitlam admitted to misgivings about the campaign.

"There was a fear, I think, that it was yesterday's story at one point, now that Africa has got a peg higher in the PR and the press mind, that it'll get forgotten."

He did not accept that running a separate campaign for the Kurds as well as keeping the Red Cross Gulf appeal open was confusing, nor that it was unfair to direct an appeal at one group of people amid a much wider disaster involving other populations. He agreed that most of the money raised by the Gulf appeal was already going to help the Kurds.

Mr Whitlam said it had not been in the Red Cross's gift to determine who would benefit from the cash raised — that was up to Jeffrey Archer.

"We did say it would be better if we could make it a general appeal as part of the one we were already running, it would have been administratively easier. I think there was some concern among the PR people.

"When you launch an appeal you have to make it easily understandable by those who want to give and certainly a lot of the stuff that had been spoken about in terms of the

Gulf was highly political, to do with soldiers and war. I think there was some fear that to run a concert with that sort of title would have been misunderstood."

Asked if part of the motive for agreeing to run with a pop concert campaign was the opportunity to raise the society's profile, Mr Whitlam said: "It certainly wasn't the main motive but it's not unreasonable, I think.

"Charities have to promote their work to tell people about what they're doing and to generate giving. Clearly we will benefit generally from the profile."

John Gray, who accepted Jeffrey Archer's invitation, explained why the appeal was directed at the Kurds. "The 'showbiz' side wanted it for Kurdish people, because [they] had seen the plight of the Kurds on the television.

"We explained that it was wider than that, but at the end of the day I believe that it will be okay, there will be at least 15 minutes of footage from the Gulf region, we will be stating clearly that the issue is wider than that."

Mr Gray gave a different account of the Disasters Emergency Committee meeting at which he is alleged to have lost his temper with his colleagues for questioning the merit of The Simple Truth, accusing them of

jealousy. "I said to my colleagues in other aid agencies if it had come to you would you have turned it down on those terms? None of them said no. Of course not.

"I reminded my colleagues that we could also be accused of neglecting Peru where thousands are dying of cholera, and yet no one's taken up that challenge. Other aid agencies want

'A disaster is only a disaster if it appears on TV, and the response is to start an appeal'

to leave the Gulf totally and go to Africa, that's a fact."

Mr Gray said it was unfortunate that the International Red Cross and British Red Cross programmes had fallen on the

same weekend, but that was out of his control.

He had not felt it necessary to consult with Geneva, although he knew the date of its event. Asked if he had been reprimanded by Geneva he replied: "No, why should I? I haven't done anything wrong. We've got to break bureaucracy and we've got to move and do the job."

The International Red Cross confined itself to a statement on the confusion over the two programmes. "Light The Darkness has been planned since autumn 1990. It is not a fundraiser, it is about what Albert Schweitzer meant when he said 'The Red Cross is a light in the darkness for the victims of war which should never go out'.

"It serves as a scene-setter for why the Red Cross does what it does for all victims of war worldwide, and thereby is an introduction for the programme on the Kurds."

Privately, however, Geneva is unhappy. For the first time in

its history it has managed to get more than 130 national societies involved in a joint PR exercise designed to tell people what the movement stands for.

"If you have a campaign for all victims of conflicts then it doesn't seem fair to have a programme for just the Kurds," said one senior figure.

"Sure it's the juicy story right now, but you shouldn't forget about the 30 other conflicts going on around the world. The feeling was: 'you are putting at stake a worldwide programme'."

Although the Government has now said the Exchequer's promised £10 million can be spent on Gulf refugees in general, there are doubts among some disaster relief experts that all the money raised can be constructively spent.

"It is going to be a headache to try and spend all that money," said one. "With Kurdistan, money has not been a constraint on action. The constraint has been Turkey

turning back half a million people, with devastating results, which was compounded by the Western nations accepting that as policy. Looking after a large population in a hurry is a fairly practised art, so long as you're allowed to do it.

"What is interesting about this appeal is the phenomenon it betrays. The West has yet to start thinking clearly about disasters. A disaster is only a disaster if it appears on TV, and the stereotyped response is to start an appeal."

Jeffrey Archer does not agree. He has fielded the questions about whether an appeal is needed and, confessing to be only a catalyst of The Simple Truth, confirmed that he would not be launching another appeal for Africa. That would be for someone else to take on.

"Of course politics is an aspect of this, but is that another reason to sit down and say 'Well I don't need to do anything, the Government will do it all for me'? I don't approve of that sort of attitude."

Red Cross in row over Kurd appeal

David Sharrock

THE Red Cross is facing criticism from the charity community and within its own ranks for backing Jeffrey Archer's appeal on behalf of Kurdish refugees.

The former deputy chairman of the Conservative Party hopes to raise £10 million for refugees by asking the public to donate £5 each to The Simple Truth appeal and with a pop concert at Wembley Arena on Sunday, which the BBC will broadcast around the world. The Princess of Wales will attend.

The Exchequer took the un-

usual step of contributing £10 million direct to the appeal. A spokesman for the Overseas Development Administration said yesterday: "They are making another £20 million available for the ODA. It's fair to say it's certainly unusual."

The Government's gift surprised relief agencies. One senior employee described it as unprecedented. The Government had never given more than £2 million to an appeal.

Labour's foreign affairs spokesman, George Foulkes, said last night: "It's wrong that the old boys' network should be used to bypass the ODA because it undermines the depart-

ment and can distort priorities. The claims from sub-Saharan Africa and Bangladesh can be harmed as a result of it."

At a "tense" meeting of the Disasters Emergency Committee, which co-ordinates action for several international charities, the Red Cross accused its colleagues of jealousy when they expressed doubts about a separate appeal for the Kurds.

It is already running a Gulf appeal, which has raised more than £3 million. Much of that money was destined for Kurds. Michael Whitlam, Red Cross director-general, said he would have preferred to combine the concert with the existing appeal, but the promoters wanted to capitalise on television images of Kurdish refugees and avoid negative associations

with the Gulf war.

The relief agencies are also concerned that the appeal will deflect attention from the African famine. "It seems ludicrous to launch this when the Kurds are all going home and when all the agencies are desperately trying to get the media to report the Africa crisis," said one senior aid worker.

Mr Archer said the BBC had felt the public would have been confused if the appeal had taken in the Gulf region. "Some of us are trying to do something good here," he said. Negative comment was disappointing — "there are two thousand people dying every day."

The appeal would provide money to the UN and other agencies so they could concentrate fund raising elsewhere.

Horror which led to biggest relief body

BORN in October 1863, following the appalling battle scenes witnessed by the Swiss businessman Henri Dunant at Solferino, Italy, in 1859, the Red Cross movement has become the world's largest charitable relief organisation.

It is headed by the International Committee of the Red Cross, a private institution almost entirely composed of Swiss nationals. It regards itself as neutral in politics, religion, and ideology.

The supreme body is a committee of no more than 25 members, all co-opted. They are eminent figures from the Swiss academic, scientific and banking community.

The international commit-

tee's mission is "to protect and help civilian and military victims of conflicts and of the direct consequence of war". It derives its mandate from the Geneva Conventions of 1949 and the two additional Protocols of 1977. It has 46 delegations around the world, with a monthly average of 850 people in the field last year. It is supported by a staff of 630 in Geneva.

Ninety-five per cent of the committee's funding is through direct government grants. The rest is made up from national society donations and private gifts. It has a headquarters budget of 98 million Swiss francs (£39 million) for 1991, and 357 million Swiss francs (£143 mil-

lion) for field activities. Last year it distributed more than 41,300 tonnes of relief (food, clothing, blankets, tents) worth 80 million Swiss francs (£24 million).

Established in 1919, The League of Red Cross and Red Crescent Societies is the world federation of national societies and acts as their co-ordinating body. Its headquarters are in Geneva.

The League organises the dispatch of Red Cross relief following natural disasters, as in the case of the Bangladesh cyclone. It also supports and works to develop national societies. It receives about 20 million Swiss francs a year (£8 million) in statutory contributions from the

national societies, which goes to pay the 200 Geneva staff. The rest of income is raised from special appeals in response to disasters. Last year these raised 86 million Swiss francs (£34 million).

The British Red Cross is one of 147 National Societies. It is one of the richest societies and commits a great deal of its energy to international relief, responding to appeals for help from sister societies or via the League in Geneva.

The British Red Cross has 100,000 volunteers, who provide first aid at public events and care for the elderly, sick, and handicapped. There are 1,500 paid staff. Last year the British Red Cross raised 245 million.

Les forces américaines étendent encore la zone de sécurité pour les réfugiés kurdes

Les troupes américaines se sont approchées, dimanche 5 mai, à moins de deux kilomètres de la ville kurde de Dohouk, dans le nord de l'Irak, contraignant quelque 200 soldats irakiens à quitter les lieux. Des unités du 3^e bataillon de la 325^e division aéroportée ont emprunté l'autoroute menant de Zakho à Dohouk, équipées de missiles anti-chars TOW, tandis que des hélicoptères Apache et des avions anti-chars A-10 survolaient la route. Dohouk est située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière turque. Des habitants ont estimé qu'il ne restait dans la ville que 5 % de sa population.

Certains Irakiens ont quitté leurs positions à pied, d'autres sont montés à bord de camions. Les sol-

datés américains se sont arrêtés à un hôtel situé aux abords de la ville, où était stationnée une unité de soldats irakiens, et ont commencé à installer un camp. Le colonel Jim Jones, l'officier du corps des marines le plus gradé présent dans le nord de l'Irak, a indiqué qu'il avait à sa disposition suffisamment de troupes de combat pour poursuivre l'extension de la « zone de sécurité » jusqu'à la ville de Dohouk, mais pas plus au sud.

Le président George Bush a, cependant, déclaré samedi que les Etats-Unis, tout en voulant protéger les réfugiés, n'entendaient pas créer une zone autonome permanente pour les Kurdes dans le nord

de l'Irak et « démembrer » ce pays.

Par ailleurs, les négociations entre le régime de M. Saddam Hussein et l'opposition kurde devaient reprendre lundi à Bagdad. Une première série de discussions a abouti à un accord de principe sur le statut futur du Kurdistan d'Irak. Les modalités d'application de cet accord doivent encore faire l'objet de négociations, et celles-ci devaient être menées, côté kurde, sous la direction de M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). Les premières tractations ont été conduites par le responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani. Ces deux formations, membres du Front du Kurdistan, représentent la plus grosse part de l'opposition armée kurde. — (AFP, AP, Reuter.)

24 HEURES 8 mai 1991

Forces alliées : la poussée vers l'est

● Un mois après le lancement de l'opération Provide Comfort, les forces alliées ont « poussé vers l'est », hier, en direction de la ville de Suriya pour étendre la zone de sécurité en Irak du Nord avant le rapatriement en masse des réfugiés, en majorité kurdes, jusque chez eux « dans les prochains jours », a-t-on annoncé à Incirlik. Des détachements français, britanniques et italiens d'infanterie de marine et des éléments aéroportés, américains venus d'Italie « poussent vers l'est », a déclaré un porte-parole du quartier général des forces alliées à Incirlik.

Ces forces doivent « élargir la zone de sécurité jusqu'à la petite ville de Suriya, au sud-est de Al-Ahmadiyah près de Sarsang », a-t-il précisé.

Ce porte-parole a précisé que les effectifs engagés faisaient partie des 7645 hommes déployés localement par sept pays (USA, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Canada et Espagne), l'ensemble du dispositif Provide Comfort, des deux côtés de la frontière turco-irakienne, étant de 16 475 hommes.

Des forces de pays alliés s'apprêtaient hier à entrer à Dohouk, une des principales villes du Kurdistan d'Irak, a constaté sur place l'envoyée spéciale de l'AFP. Les forces irakiennes ont commencé leur retrait de toutes les zones au nord de Dohouk, a-t-on également constaté. Des officiers américains et britanniques, interrogés à ce sujet, ont affirmé que l'entrée des forces à Dohouk était « inévitable et imminente ».

Aucune date précise n'a cependant été donnée pour le début des opérations de rapatriement en masse des réfugiés, que certaines sources avaient affirmé devoir commencer ce matin. « Nous espérons pouvoir être en mesure de le faire dans les tout prochains jours », s'est borné à dire le porte-parole, répétant les propos du général américain Jay Garner. Ce dernier, commandant de la force alliée en Irak du Nord, avait annoncé, lundi à Zakho (Irak), le prochain rapatriement de quelque 200 000 réfugiés par groupes de 75 000 à 125 000 personnes dans des camions affrétés par les forces alliées. Ce mouvement sera rendu possible par

la percée de routes et voies d'accès presque jusqu'aux crêtes depuis la Turquie à l'est et depuis l'Irak au sud-est de la frontière turco-irakienne. Trois camps de soutien sont actuellement en cours d'installation dont le dernier dans la région de Suriya, à 100 km à l'est de Zakho dont la capacité du camp pourrait être portée de 6000 à 75 000 personnes.

« Nous sommes encore dans le processus de la mise en place de cette opération », a déclaré le porte-parole de l'armée américaine à Incirlik. Il a estimé à 40 000 le nombre d'Irakiens du Nord, en majorité kurdes, qui avaient déjà regagné leur foyer individuellement.

Selon des estimations américaines, sur les quelque 450 000 réfugiés comptabilisés par les responsables turcs en Turquie, il resterait actuellement 335 000 personnes.

Depuis le 7 avril, début de l'opération Provide Comfort, les forces alliées ont réussi progressivement à servir 700 000 repas par jour. — (afp)

L'humiliant quotidien des réfugiés de Cukurca

Abandonnés d'Allah

Dans une cuvette de boue où l'aide internationale tente d'atténuer la misère, les milliers d'exilés kurdes ont renoncé à prier.

Massoud Barzani, le chef du parti démocratique du Kurdistan (PDK), est arrivé hier à Bagdad, où il a entamé dans l'après-midi des entretiens avec le président irakien Saddam Hussein. Selon un porte-parole du PDK à Téhéran, la question de Kirkouk — province riche en pétrole et historiquement revendiquée par les Kurdes, mais non comprise administrativement dans la région autonome du Kurdistan — est « partiellement réglée ». Les discussions doivent porter sur « les garanties internationales », d'un accord et sur « la démocratie en Irak ».

Alors que l'opération « Provide Comfort », déclenchée par les alliés pour venir en aide aux réfugiés, entre aujourd'hui dans sa cinquième semaine, le retour des Kurdes se poursuit : 20 500 d'entre eux ont regagné le nord de l'Irak ce week-end. Le commandement allié prévoit dans les jours à venir « un rapatriement volon-

taire » dans leurs villes et villages d'origine d'environ 200 000 réfugiés qui se trouvent actuellement dans la zone frontalière turco-irakienne.

Mais plus d'un demi-million de réfugiés sont encore en Iran, où l'on craint que les chutes ne fassent les frais d'une éventuelle solution du problème kurde.

Selon le colonel américain Bob Flocke, les forces irakiennes se sont retirées hier de Dohuk, l'une des trois grandes villes du Kurdistan irakien, sans que les alliés leur aient demandé de partir.

Enfin, près de 500 soldats français, essentiellement du 11^e régiment parachutiste, basé dans le Sud-Ouest, quitteront aujourd'hui Toulon pour la Turquie, à bord du car-ferri Chartres. D'autre part, deux bateaux-rouliers chargés de véhicules et de vivres devaient partir la nuit dernière dans le cadre de l'aide aux réfugiés kurdes. (AFP, Reuter.)

CUKURCA,
frontière turco-irakienne :
Marie-Amélie LOMBARD

L'adresse d'Abdullah Kamal se trouve depuis plus d'un mois au camp de Cukurca (environ 70 000 réfugiés), huitième secteur, avant-dernière tente à gauche sur le chemin qui traverse cet enfer de boue, de déchets et de morts-vivants. « Lorsque je suis arrivé ici et que j'ai découvert le camp, j'ai souhaité ne plus être de ce monde. » Avant le 14^e jour du ramadan, date de l'exode de Dohouk (dix jours de route dont huit à pied avec deux couvertures pour six), Abdullah Kamal, professeur d'anglais, habitait une villa qui lui avait coûté 32 000 dinars irakiens avec pièces de réception et jardin. Il vit désormais avec sa femme et ses quatre fils sous une bâche de quatre mètres carrés, bien située dans la logique de l'inhumain, loin de la promiscuité de l'entrée, là où poussent encore un arbre et des touffes d'herbe sèche.

Cukurca se découvre au sommet de la ligne de crête, frontière entre l'Irak et la Turquie. Après les six rangées de barbelés posées par l'armée turque commence la descente vers l'horreur, vers la sourde rumeur et l'âcre fumée qui montent de ces milliers de tentes plantées dans la vallée. Ce matin, les militaires sont calmes ; parfois, ils tirent en l'air ; la semaine dernière dans la foule, pour disperser une émeute. Quatre réfugiés sont morts sous leurs balles.

Quarante décès chaque jour

Les Turcs ont aussi installé deux cabines téléphoniques jaunes, baptisées « post office » à 2 000 mètres d'altitude. A droite, l'hôpital et le nouveau camp d'isolement pour les cas de choléra (sept ont été officiellement recensés) de typhoïde ou de salmonellose ; à gauche, le cimetière, où des hommes creusent sans cesse les tombes des quarante morts quotidiens. Ici, seuls Médecins sans frontières, les GI américains et le Croissant rouge luttent pour apporter une apparence humaine au cloaque. Mais un début de retour, avec « couloir » de descente dans la vallée, n'est pas encore organisé, comme à Isikveren, plus proche de la grande plateforme alliée de Zakho.

Aujourd'hui, l'aîné des enfants d'Abdullah Kamal va mieux, malgré les cinq kilos perdus en une semaine. Suffisamment de forces pour porter son petit frère de trois mois, mais pas assez pour les bidons d'eau remplis à la canalisation qui alimente le premier tiers du camp. Sa mère montre des photos d'écoliers bien peignés et de mariée en robe de soie. Jehan ne ressemble plus qu'à un corps fatigué, enroulé dans une chemise de nuit. Encore la force de sourire parce que la nourriture ne manque plus, parce que des chaussures de tennis vont être distribuées pour remplacer les chaussures de caoutchouc turcs, parce que, bientôt, il y

aura assez d'eau pour laver les enfants.

Mister Kamal, comme l'appellent les voisins respectueux, est un « homme timide », qui n'a pas voulu se battre lorsque, malgré les charmes de mines, les rations et les couvertures s'arrachaient au sommet de la montagne après les largages, lorsque les femmes partaient chercher les plantes, appelées « cuisses de poulet » qu'elles savent cuisiner. Il servait alors d'interprète aux premiers médecins et journalistes étrangers. Sa famille lui a reproché de perdre son temps ; il a mené quelques miches de pain. Depuis quelques jours, il est inscrit sur la liste du responsable kurde du huitième secteur. Les distributions ont lieu à heure inégale. Un enfant, posté dans la montagne, avertit les hommes de l'arrivée du camion. La farine, l'huile, les haricots se répartissent parfois le soir entre chefs de famille massés autour d'un feu, ombres couvertes d'un ciré militaire quand la nuit est fraîche.

On parle de chapardages, de vente au prix fort. On gaspille aussi beaucoup : des sachets de rations américaines encore pleins couvrent le sol, les paquets de riz s'éventrent dans le fossé. L'aide internationale arrive en masse avec hélicoptères et camions, mais les Kurdes aiment aussi faire leur marché de tomates, d'œufs et de fruits. Sortir du camp, descendre les deux kilomètres vers le village de Cukurca, oublier quelque temps la foule, les tentes, les

LE FIGARO 7 mai 1991

ordures, même si les marchands turcs échangent les dinars à un taux élevé.

La peur du retour

Après les débuts, où chacun cherchait d'abord à survivre, les préoccupations évoluent et les rumeurs s'échangent sur le chemin central, « café du Commerce » improvisé : trafics en tout genre, espions de Saddam venus de Bagdad, moyens de franchir la frontière, yagues nouvelles de parents réfugiés ailleurs. Avant-hier, Abdullah Kamal a rencontré des gens qui avaient vu les voitures de

sa mère, de ses oncles et cousins partir vers l'Iran le 14^e jour du ramadan. Des roquettes et des obus de canons étaient tombés sur Dohouk. La quasi-totalité des réfugiés de Cukurca viennent de cette ville, où les villageois des alentours ont émigré après la répression de 1988. Dohouk, où ils ne veulent pas retourner « sans garanties internationales », éternelle rengaine à laquelle certains veulent continuer à croire. A 38 ans, Abdullah Kamal n'ira pas faire sa vie ailleurs comme Tarek, non-Kurde, déserteur depuis trois ans, échoué à Cukurca car : « malgré tout, ici, la vie est plus libre qu'à Bagdad, sans papier, police ou parti Baas », qui voudrait peut-être

s'engager dans la Légion ou chez les « marines » mais cherche aussi l'Australie sur une carte. Tarek a tenté de passer en Turquie dans une ambulance, s'est fait arrêter et rejeter derrière les barbelés après une nuit de fuite.

Ce matin, deux familles ont quitté le camp en camion vers Zakho. Les enfants chargeaient les ballots de couvertures et de vaisselle et les hommes négociaient le passage avec les soldats turcs. D'autres ont commencé à descendre à pied. Les premiers pas automatiques, les dos qui se courbent, les yeux qui fixent la route sans se retourner sur la cuvette de boue. Les peshmergas — les plus proches se

dissimulent à trois heures de marche dans la montagne — n'ont pas encore donné l'ordre du départ vers Dohouk. Chaleur et lassitude auront peut-être raison des 70 000 isolés.

A Cukurca, les Kurdes ont renoncé à prier. « Faute d'eau pour les ablutions rituelles », expliquent-ils avant de confier que beaucoup n'invoquent même plus le nom d'Allah. « Nous essayons de croire les Américains, parce que nous n'avons plus personne à qui faire confiance. » La nuit tombe sur Cukurca et la voix du muezzin dans le haut-parleur de l'entrée n'atteint pas le fond du camp.

M.-A. L.

EL MUNDO

MIERCOLES 8 DE MAYO DE 1991

S.O.S



KURDISTAN

Sadam Husein visita su pueblo natal y pide a su país que esté alerta ante un ataque enemigo

Ambiente «positivo» en la cumbre kurdo-iraquí

El líder Barzani se reúne en Bagdad con el viceprimer ministro Aziz

SANTIAGO AROCA

ENVIADO ESPECIAL

ZAJO.— Masud Barzani, líder del Partido Democrático Kurdo (PDK), mayoritario entre los kurdos iraquíes, inició ayer en Bagdad, en un ambiente «positivo», una ronda de negociaciones para decidir el futuro de su pueblo.

Semanas atrás, Jalal Talabani, dirigente de otra de las fracciones kurdas, firmó un acuerdo con Sadam Husein para poner en vigor el tratado de autonomía firmado en 1970, que nunca fue llevado a la práctica.

Sin embargo, el pacto Talabani-Husein pasó desapercibido para la inmensa mayoría de los kurdos refugiados en Turquía o en las montañas, quienes se niegan a regresar a sus casas.

La clave de las conversaciones que ahora mantiene Barzani con el viceprimer ministro iraquí, Tarek Aziz, y el vicepresidente del Consejo del Mando Revolucionario iraquí, Izat Ibrahim, está en las garantías que Bagdad se disponga a dar para mostrar su buena voluntad.

Barzani quiere que Sadam Husein reconozca el derecho de

los aliados y las Naciones Unidas a permanecer en el norte de Irak, en el área ahora ocupada, hasta que se cumplan todos los acuerdos. Sadam Husein se opone a esta pretensión.

Para Sadam basta con su palabra y los kurdos deberían regresar a sus hogares, según repite insistentemente Radio Bagdad. Barzani rechaza esta tesis y asegura que tras las matanzas registradas al sur del país, para sofocar la rebelión de la población chiíta, es necesaria la presencia de la fuerza internacional.

LA NEGATIVA KURDA.— Mientras el tira y afloja tiene lugar, los refugiados kurdos se niegan a descender de las montañas, provocando graves problemas a los aliados que diariamente han de acarrear comida a las cordilleras para cerca de medio millón de personas.

Los refugiados no descenden a los valles porque los «peshmergas» bloquean los caminos.

Los aliados son incapaces de garantizar la protección de las personas que desean descender. Sólo pueden cubrir al pequeño número, unos cientos de personas, que evacúan por aire de los

campamentos.

Barzani, a diferencia de Talabani, no tiene ninguna prisa por firmar un acuerdo con Sadam. Sabe que mientras los refugiados no descenden, los aliados están obligados a avanzar en territorio iraquí, ampliando el área del que han sido expulsados los soldados fieles al Gobierno de Bagdad.

En la posición contraria está Sadam Husein, para quien un acuerdo con Barzani significaría acabar con la justificación utilizada por los aliados para mantener a sus tropas en el norte del país.

Además Sadam teme que el fracaso de las conversaciones sea seguido por un nuevo estallido de violencia. Desde las bases que los guerrilleros han establecido en la zona bajos control aliado, los «peshmergas» pueden hostigar al ejército regular iraquí. En este confuso panorama, la única buena noticia que ha recibido Sadam es la retirada de las tropas norteamericanas de la zona de seguridad establecida a lo largo de la frontera con Kuwait.

El Ejército estadounidense está siendo sustituido por fuerzas de las Naciones Unidas, mientras los norteamericanos se internan

en el emirato.

La retirada es supervisada por el secretario de Defensa de Estados Unidos, Richard Cheney, quien negocia en varios Estados del Golfo la permanencia de tropas y apertura de bases para contribuir a la seguridad de la región.

Las seis naciones del Consejo de Seguridad del Golfo han llegado a un acuerdo para que Egipto y Siria aporten contingentes desatados y establezcan una fuerza de paz permanente en la región. Irán podría tener alguna participación en el esquema defensivo de las naciones del Golfo contra Irak a pesar de las complicadas relaciones de este último país con Estados Unidos y Gran Bretaña.

COLERA EN CUKURCA.— [Entretanto, el presidente iraquí, Sadam Husein, visitó su pueblo natal, Tikrit, a 170 kilómetros al norte de Bagdad, donde pidió a sus compatriotas que se organicen y estén «siempre alerta ante un ataque del enemigo».

«Las condiciones por las que tuvo que pasar Irak (durante la guerra del Golfo) sirvieron a los iraquíes como prueba de resistencia frente al sufrimiento del pueblo, aunque al final recibieron su victoria», manifestó el lunes por la noche Sadam durante su visita, informó ayer la agencia iraquí, Ina.

Durante un recorrido por varias localidades de la provincia iraquí de Saladino, al norte del país, el dirigente afirmó que «no es suficiente con calificar de demagogos a los enemigos (coalición occidental) que se enfrentaron a nosotros y que fueron ayudados por los traidores (países árabes de las fuerzas multinacionales)».

En Washington, el Pentágono confirmó ayer que se han producido nueve casos de cólera en el campo de refugiados de Cukurca, en Turquía, pero añadió que el personal médico aliado tiene la situación bajo control.

Con respecto a Dohuk, el Departamento de Defensa de EEUU aseguró que la coalición internacional no ha decidido aún si sus tropas entrarán en esta ciudad iraquí.

En cuanto a la apertura política en Kuwait y otros países de la zona, la Comunidad Europea anunció ayer en Bruselas que quiere incluir una referencia al respeto de los derechos humanos en el nuevo acuerdo de libre intercambio que negocia con los países del Consejo de Cooperación del Golfo.]

May 8, 1991

Herald INTERNATIONAL Tribune®

Published With The New York Times and The Washington Post

Make Sanctions Work

How does one make sense of the conflicting news from Iraq? Down south, in the demilitarized zone on Kuwait's frontier, withdrawing allied forces formally handed over command to United Nations peacekeepers on Monday. Meanwhile, up north, also on Monday, allied commanders urged that safe-haven areas for Kurdish refugees be extended, all the way to Dohuk, a city 80 kilometers within Iraq. Americans may justifiably wonder whether President George Bush's victorious coalition is heading into or out of a quagmire.

What happened in the south is easier to explain. The handover to the United Nations follows a cease-fire agreement dealing expressly with Saddam Hussein's lawless annexation of Kuwait. But a thin blue-helmeted line of peacekeepers is a symbol of that accord, not its enforcer. The stick is the world's demonstrated ability to close Iraq's ports with strangling economic sanctions.

The allied incursion into northern Iraq stems from Saddam Hussein's ruthless assault on his own Kurdish citizens. President Bush, fearing that help for the Kurds would plunge Americans into an Iraqi civil war, described the humanitarian intervention as "temporary," stressing that he hoped the United Nations would take over the task of protecting refugees in 30 days. His hopes were plainly overoptimistic. But, as in Kuwait's demilitarized zone, UN sanctions may provide the most practical shield against a vengeful Saddam Hussein.

Understandably, Iraqi Kurds are trying to turn the world's sympathy to their advantage. Their leaders warn that as many as 300,000 Kurds will not come down from

nearby mountains unless protected by allied troops. There is nothing unreasonable about Kurdish pressure to expand this largest, fastest and most complex international relief effort. As even the unsentimental Henry Kissinger acknowledges, the Iraqi Kurds have a special claim "because the violation of human rights occurred under our very eyes, during a cease-fire whose terms we dictated, by a dictator we compared to Hitler and caused by troops it had been in our power to destroy."

But accepting a special responsibility for the suffering of Iraqi Kurds is not the same as favoring statehood for a people scattered through Iraq, Iran, Turkey, Syria and the Soviet Union. That distinction seems to be well understood by leaders of Iraqi Kurds now negotiating with Saddam Hussein for autonomy rights "within the framework of a united, democratic Iraq."

There is no reason for Kurds, or for anyone, to trust this harsh tyrant. But Saddam Hussein, or whoever might supplant him, will still have to contend with a UN embargo on Iraqi oil exports and other trade. It can be lifted only with the assent of the Security Council's five permanent members.

Since the sanctions pertain to Kuwait, their use in behalf of the Kurds would require a new council resolution. It should not be beyond diplomatic wit to find language that would help the Kurds and remove the need for Western forces in northern Iraq. And it should be America's purpose to remain in Iraq only pending creation of convincing security guarantees for an ill-used people.

— THE NEW YORK TIMES.

International Herald Tribune May 8, 1991

Cheney Says Widened Zones Lure Kurds

By Molly Moore
Washington Post Service

IN SOUTHERN IRAQ — American military forces are expanding security zones in northern Iraq rather than building new refugee camps in an attempt to restore "some stability" for the Kurdish population, Defense Secretary Dick Cheney said Tuesday. While U.S. troops remained in northern Iraq, Mr. Cheney stood atop an M-1 tank in the blistering heat of the southern Iraqi desert on Tuesday and told a crowd of soldiers that all American forces would be pulled out of the south by Thursday.

"Get us home! Get us home!" members of the 3d Armored Division shouted when Mr. Cheney called for questions.

Mr. Cheney said the military began withdrawing the last of its 4,000 troops from the buffer zone between Kuwait and Iraq on Tuesday. His statement that the last troops

would be out of southern Iraq within 48 hours drew cheers from the soldiers.

One brigade of about 5,000 troops from the division would remain in Kuwait, Mr. Cheney said. All other army forces and the 8th Marine Regiment would be moved into Saudi Arabia in preparation for returning to their home bases, he said.

The U.S. Air Force halted its combat air patrol flights over southern Iraq on Monday night, Mr. Cheney said. The overflights were continuing in northern Iraq area along the Turkish border.

Although the U.S. military was abandoning its earlier role of assisting refugees in southern Iraq, Mr. Cheney said, American forces in northern Iraq were "still very actively involved in the refugee effort."

"We have found that the best thing we can do in term of dealing with the Kurdish refu-

gee problem isn't so much the construction of the camps," Mr. Cheney said, "as it has been the restoration of some stability in that part of the country so that the Kurds feel comfortable going back to their home villages. And that, more than anything else, appears to be stimulating the flow."

The defense secretary visited the U.S. troops in the middle of his six-nation Gulf tour designed to begin sealing new military agreements with Arab leaders.

Mr. Cheney took time from a schedule of meetings in marble palaces across the Arabian Peninsula to helicopter about 8 kilometers (5 miles) into southern Iraq and spend 30 minutes with the soldiers at an austere desert camp.

He thanked the troops for their role in the war, then smiled sheepishly as loud groans

Baghdad Optimistic On Kurdish Talks

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Iraq said Tuesday that the atmosphere was "positive" at talks between the government of President Saddam Hussein and Kurdish leaders pressing for greater autonomy.

The government delegation, led by Mr. Hussein's deputy, Izzat Ibrahim, was meeting a group of Kurdish rebel leaders here for the second successive day.

"The two delegations discussed ways to promote positive dialogue to guarantee Iraq's unity and stability and the dialogue was conducted in a positive atmosphere," said the Iraqi press agency, INA.

It gave no details on what was discussed during the talks, which were also attended by Deputy Prime Minister Tariq Aziz, Interior Minister Ali Hassan Majid and the speaker of the National Assembly, Saadi Mehdi Saleh.

The four-man delegation of the Iraqi Kurdistan Front is led by Masoud Barzani, chief of the Kurdish Democratic Party, INA said.

The Kurds have demanded international guarantees for an autonomy agreement and they want Kirkuk, the center of an oil-producing area, to be included in an autonomous region.

But senior Iraqi officials said that Baghdad opposed international guarantees for an internal accord and that Kurds would not be given control of oil produced in the re-

gion.

Officials said Mr. Hussein was not expected to meet the Kurds until an agreement was ready to sign.

It is the second round of talks between Baghdad and the Kurdistan Front, an umbrella group of the main Kurdish parties seeking self-rule, since Iraqi forces crushed a Kurdish rebellion in late March.

Hundreds of thousands of Kurds fled to the borders with Iran and Turkey for fear of reprisals and Western troops have since moved into northern Iraq to protect the refugees.

In northern Iraq, the United Nations began interviewing refugees at three Turkish border camps to make sure they really want to return to northern Iraq.

The move came as rented trucks, helicopters and cars repaired by U.S. soldiers were being rounded up as plans moved ahead to bring up to 200,000 Kurdish refugees home from border camps, an army major general said.

The U.S. military's Operation Gallant Provider could begin this week and may be completed in two weeks, Major General Jay M. Garner said.

The UN High Commissioner for Refugees has insisted that refugees should not be repatriated against their will.

(Reuters, AP)

the United States and officials of other Western nations, who argue that Tehran has created the problems by, for example, refusing to pressure forces it controls in Lebanon to release the Western hostages.

But in Tehran, where radical opponents of the government still hold to Ayatollah Khomeini's acutely xenophobic view, the relationship with Washington is infused with complex issues and demands on both sides that seem to preclude rapid improvement.

For Washington, the continued captivity of the hostages stands as a principal obstacle to a closer relationship with Iran.

Iran, however, sees Washington as fundamentally hostile to the idea of Islamic revolutionary rule, according to diplomats and analysts in Tehran.

The relationship, however, has other shadings, diplomats and analysts said.

"During the Gulf war, Iran really wanted the Americans to do their dirty work for them by getting rid of Saddam Hussein," a diplomat said.

Although protesting the foreign military presence in the region,

Iran gave assurances it would support economic sanctions against Iraq — and implicitly support the American-led coalition against Baghdad — while the authorities dismissed calls by Islamic hard-liners for a holy war against the United States and its allies.

Moreover, Washington's huge display of military power and the precision with which it destroyed Iraq's regional might "produced a different awareness of what America can do," the diplomat said.

In Iran and Syria — the two nations with the greatest influence on the hostage-takers — officials believe the United States can easily press Israel to release Shiite Muslim prisoners but has not done so.

Iran, Mr. Velayati said last weekend, believes that "all hostages should be released from Lebanon or any country."

The significance of the Iranian stance, a Western diplomat said, is that the price is now established: The Western hostages will get out if there is a properly arranged release of Shiite Muslims from Israel, which is holding them partly in an effort to secure the freedom of Israeli pilots held in Lebanon.

Southern Iraq Flights Halted And Troops Will Pull Back

By MICHAEL R. GORDON
Special to The New York Times

KUWAIT CITY, May 7 — Defense Secretary Dick Cheney said today that the United States had stopped air patrols over southern Iraq and would remove all its troops from the demilitarized zone along the Iraq-Kuwait border within two days.

But Mr. Cheney also disclosed that the Administration plans to keep thousands of American troops in Kuwait for months to assuage the concerns of the Kuwaiti Government, which is apprehensive about the departure of American combat troops from the region.

"There will continue to be U.S. forces here in Kuwait for a period of months to come," Mr. Cheney said after meeting with senior Kuwaiti officials at the royal palace compound, which still bears the scars of the Iraqi occupation.

The Secretary met with the Prime Minister, Crown Prince Saad al-Abdullah al-Sabah, and the new Defense Minister, Sheik Ali al-Sabah, to discuss plans for a postwar American military presence in the Persian Gulf.

Mr. Cheney did not meet with Kuwait's Emir, Sheik Jaber al-Ahmed al-Sabah. During a February visit to Saudi Arabia, Mr. Cheney met with the

A visiting Cheney reassures Kuwaiti royalty.

Emir, the country's ruler, and told him that he hoped that the next time he saw him, it would be in free Kuwait.

But the Emir has been criticized here and in the United States on grounds that Kuwait has failed to become more democratic, and that the Sabah Government condoned human rights abuses against Palestinians and others suspected of aiding the Iraqis.

Earlier Warning by Baker

The last senior American official to meet with the Emir was Secretary of State James A. Baker 3d, who on April 22 told him that Washington's willingness to continue to support Kuwait militarily and politically would be influenced by its commitment to human rights and democratization.

Mr. Cheney told reporters en route to Kuwait that the Bush Administration had ordered air patrols in the south to cease as of today, a military milestone that reflects Washington's determination to bring the occupation of southern Iraq to a close.

"We have given instructions that as of midnight last night, we are no longer flying the air mission over southern Iraq," the Secretary said.

The United States is continuing air patrols over northern Iraq, north of 36 degrees north latitude, to defend the allied-occupied zone set up in the north to protect the local Kurdish population.

Mr. Cheney said that American troops have been ordered to leave the

Attorney General Robert Abrams of New York, a Senate candidate who had been silent on the gulf war, now says it was justified. Page B2.

border demilitarized zone in the next 48 hours.

The bulk of the Army's Third Armored Division, which straddles the Iraq-Kuwait border, and the 'Eighth Marine Regiment, which is based in Kuwait, have been ordered to move to Saudi Arabia in preparation for their return to Europe and the United States.

Significantly, however, the United States has agreed to leave a brigade of the Third Armored Division in Kuwait for the time being. A combat brigade normally consists of 4,000 or so soldiers.

Kuwaitis' Fears

Kuwaiti leaders, concerned by President Saddam Hussein's ability to remain in power in Baghdad, had sought a longterm American presence on their territory. But the United States, aware of the sensitivities of other governments in the region, has said that it is not seeking to permanently station ground forces in the Persian Gulf.

Instead, Washington is seeking to maintain its military influence in the area by storing equipment, conducting joint ground and air exercises, and rotating planes through bases in the gulf region.

Asked if he had been successful in working out arrangements in these areas, Mr. Cheney said that he had been making "significant progress at each stop" in developing an understanding of the future American military role in the Persian Gulf.

The Defense Secretary then flew to the United Arab Emirates for meetings with senior leaders there.

Mr. Cheney did not say how many months the American troops might be in Kuwait, and it seemed likely that a precise period had not been established by the two sides.

But in a final stop before leaving Kuwait, American soldiers boisterously cheered Mr. Cheney when he flew to their camp on a forlorn strip of desert just inside Iraqi territory and told the troops that they were going home soon.

"I know it has been a long, tough haul," he said, addressing the soldiers from the top of a tank. "This is not the most glamorous part of the world to be in. But we'll get you out of here in the next couple of days."

"Get us home, sir," a soldier said. "We'd like to get that C-141," another soldier shouted out, referring to the transport plane that would take them from the Persian Gulf.

Algeria to Represent Iraqis

WASHINGTON, May 7 (AP) — Iraq, which broke diplomatic relations with the United States in February, will be represented in Washington by Algeria, the State Department said today. A department statement said the former Iraqi Embassy would be taken over by the Algerians.

Last G.I.'s Leave a Major Iraq-Kuwait Border Post

By EDWARD A. GARGAN
Special to The New York Times

SAFWAN, Iraq, May 7 — Two lime-green firetrucks from Ohio led the way out of southern Iraq for United States forces today.

Nine months to the day after American troops started arriving in the Persian Gulf region, the last of the troops to enter Iraq during the ground war began the final withdrawal into Kuwait today. Long columns of tanks, armored personnel carriers and huge cargo trucks wound south from here toward new bases about 20 miles from the Iraqi border.

United Nations observers and infantry have taken control of a demilitarized zone extending six miles into Iraq and three into Kuwait, an area in which no country's military forces are permitted. They are to monitor the zone to insure that the cease-fire mandated by the United Nations is not violated.

The Last Soldiers Leave

In the end, it was Col. William Nash's armored brigade, part of the Third Armored Division, that was the last to leave this desolate crumbling town. New graffiti on the high school's wall read: "No East, no West. Saddam is best." One last time, a patrol of military police circled through Safwan's broken streets and then sped toward the airfield where the last units were gathering.

At the expense of sand that had been a refugee camp for as many as 11,500 Iraqis, 29 people straggled in from Iraq, like their predecessors desperate for succor. A final C-130 cargo plane was summoned and they were flown to

ground war, his brigade has been preoccupied with caring for the tide of refugees that poured over the border after the failed rebellions against President Saddam Hussein's Government. Even when the United Nations observers arrived here last month, Colonel Nash declared that he would not leave the newly demilitarized zone until the refugees' safety was assured.

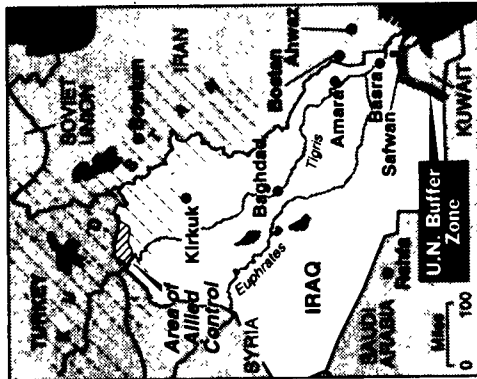
Iraqi Refugees Flown Out

When Saudi Arabia declared that it would accept all Iraqi refugees at the camp in Rahfa, it was the First Brigade that organized the evacuation of the refugees. Altogether, 8,387 refugees were strapped into C-130's and airlifted to Rahfa, while more than 2,000 were flown to refugees in Iran.

The single macadam airstrip at Safwan was the final staging point for the American withdrawal here. Tents were broken down and packed into trucks, the air traffic control shack battered up and wheeled into the back of a C-130 and the tanks along the perimeter ordered into a final formation.

Lieut. Col. John F. Kaib shielded his eyes from the sand sprays that swallowed the base but could not suppress grinning at orders to pack up and leave. "We've been practicing 'Eins, bitte,'" or "A beer, please," he said. The Third Armored Division is based in Germany, which is where he is likely to see his next beer.

For a brief moment, amid a flurry of soldiers fixing their uniforms and an elephant choreography of armored vehicles, there was a rumor that Secretary of Defense Dick Cheney would visit the unit. But it was not to be.



The New York Times

United Nations observers and troops took over buffer zone as Americans forces left.

a new encampment in Rahfa, Saudi Arabia. And then the last soldiers pulled out from the camp, leaving only a few children to pick through the piles of trash that remained.

Finding a measure of protection from a howling sandstorm in his humvee, the modern Army's version of the jeep, Colonel Nash referred to his notes. "We fed 979,822 meals, not counting those we gave out today, distributed 1.18 million gallons of water and had 28,000 medical visits," he said.

For much of the time since the

In the final moment, the command to withdraw seemed anticlimactic: Colonel Kaib turned to his driver, who was tweaking the nose of a large, shocking pink inflatable rabbit, and said simply, "All right, stash the bunny." And the exodus began, the firetrucks that had watched the airstrip leading the way. Overhead, three helicopters chattered back and forth, dipping into Iraq to check for stray vehicles, for Iraqi intrusions. M-1 tanks and Bradley fighting vehicles churned through the sand leaving only Colonel Nash and a scattering of humvees.

'Let's Go Home'

He reached for his radio and said: "O.K., Bayonet. Let's go home." Bayonet, he explained later, is the brigade's call name.

As he drove out, a scattering of children stood by the sand track, one hand tapping their teeth, another their stomachs in the universal refugee sign language for "Give me food." The desert on either side of the track was littered with scorched Iraqi tanks, crumpled cars and crushed trucks. It was impossible to tell where the border between Iraq and Kuwait was, but when it was certain that he was in Kuwait, he stopped with a handful of vehicles to watch the last of his forces head south.

A tank thundered by and it was quiet. Then, announced only by the hiss of its tires, a blindingly white Mercedes-Benz shussed by, its windows tastefully curtained, its driver shrouded in his white gutra, or headdress.

An American officer followed the car with his eyes. "That," he said, "is what we fought for."



Iraqi News Agency via Agence France-Presse

Iraqi Government and Kurdish Rebels Hold Talks in Baghdad

Officials of the Iraqi Government and the Kurdish opposition began talks yesterday to hammer out details of an agreement that would give Kurds autonomy in exchange for ending the revolt against

President Saddam Hussein. The official Iraqi press agency reported that "the two delegations discussed the means of promoting positive dialogue to guarantee Iraq's unity and stability."

A U.S. Clinic, Harassed, Withdraws From Iran

By MICHAEL WINES

Special to The New York Times

WASHINGTON, May 7 — The only American charity operating inside Iran has withdrawn its seven-member medical team from a Kurdish refugee camp after harassment by Iranian officials, including one who threatened to shoot a nurse, the doctor who headed the team said today.

The physician, Dr. Curtis Bakken, said the team was forced on Friday to abandon a \$500,000 clinic and more than \$2 million in medicine and food at the refugee camp, near the northwest Iranian town of Bowkan. The clinic, physicians and supplies had been sent by Americares, a Connecticut-based group that provides medical treatment and other aid in 59 countries.

Dr. Bakken said the team was repeatedly detained, searched and ejected from the clinic by civilian security officials and armed soldiers who he said appeared to be Iranian Revolutionary Guards. The officials accused team members of working for the Central Intelligence Agency, he said.

"Some of our people were frightened by this time," Dr. Bakken said in an interview, "and we voted unanimously to get out of there as fast as we could."

Iran and the United States became bitter adversaries in 1979, when the Shah of Iran was replaced by a fundamentalist Muslim Government that allowed students to take 52 Americans hostage at the United States Embassy in Teheran. Despite sporadic efforts to improve relations, the two nations have remained at odds ever since.

The chairman of Americares, Robert C. Maccauley, attributed the recent incident to "a few guys who decided to make life difficult" for the team, and said his group was prepared to return to Iran if asked.

A 30-member medical team from a French organization, Doctors of the World, was forced to leave a second Iranian refugee camp on Thursday, he said, after a confrontation with Iranian officials over photographs taken by some team members.

Iran's President, Hashemi Rafsanjani, has come under intense criticism from Islamic fundamentalists for his

Government's growing diplomatic and commercial relations with Western governments, including tentative moves to reopen a dialogue with the United States.

The White House last month dispatched an Air Force jet to Iran with blankets for Kurdish refugees and pledged its willingness to send more assistance. That now appears unlikely.

"Obviously, there are political problems inside Iran," said a Bush Administration official who spoke on condition of anonymity. "I wouldn't hold my breath for another flight. Rather than step into a hornet's nest, I think we'll try to help the international effort as best we can."

During a month stay in Bowkan, Americares flew six Boeing 707's loaded with privately donated medicine and food into Iran and staffed its clinic with three teams of volunteer American doctors, nurses and paramedics. Dr. Bakken, a laboratory physician from the Mayo Clinic, said the Americares clinic treated about 200 refugees daily, 150 of them infants.

Neglected Refugees Languish in Iran

By ALAN COWELL

Special to The New York Times

BUSTAN, Iran, May 6 — At this slack and dejected camp for Shiite Muslim refugees from Iraq, the homes are ragged tents and food and medical care are in short supply. Some say the foreign organizations that have gone elsewhere in Iran and to Turkey to help Iraq's fugitives seem to have forgotten them on this bald plain in southern Iran, where heat builds without hope.

"They come and then they go away to Teheran. They do not do anything," said a 22-year-old student from the Iraqi town of Amara, across the border from Bustan, when asked how often foreign aid workers come to visit the camp. Built to hold prisoners during the war Iraq and Iran fought from 1980 to 1988, it is now a place where children fly makeshift kites in a hot breeze filled with dust.

"I asked them many times, the Red Cross, to increase our chance of food," said Farhan Saadeh, a 33-year-old translator who left Baghdad, he said, 85 days ago. "They do not say anything."

Situation in the North

During a visit last week farther to the north, where an estimated 800,000 Kurds — the bulk of the one million Iraqi fugitives in Iran — have taken refuge, Western relief agencies seemed to be competing for a chance to offer assistance. Austria and Belgium sent troops to set up field hospitals; German soldiers came with helicopters; relief workers from the United States, Britain, France and Japan clogged the few hotels.

Here, 60 miles northwest Ahwaz, the provincial capital near the border with Iraq, there seems no such bustle. "Most of the aid has gone to the north. It is a question of priorities," said Patrick Howard, a relief worker with the Danish Red Cross, one of few outsiders in the area.

"Some aid — food and money — is coming to the south," said a senior Iranian official, who spoke on the condition that he not be named. "But definitely, most certainly, 100 percent, we need more."

The plight of the 70,000 Iraqi Shiites in Iran's southern province of Khuzistan province, however, reflects a far broader issue. The refugees fled as Iraq's Government put down rebellions in the north and south that burned briefly after Baghdad's rout in the Persian Gulf war.

The flood of refugees has eased, but it has not ebbed back to Iraq. With the

refugees showing little inclination to leave, Iran is facing less of a short-term crisis in emergency relief and more a long-range problem of coping with the large refugee population.

As the presence of the fugitives has become institutionalized, foreign aid for them has been drawn into Iran's internal political rivalries, and made more complex by competition among aid agencies themselves.

"One of the problems is that the different agencies want to fly their own flag and people forget that the Government is xenophobic," said a Western relief official in Teheran. Initially, he said, Iran coped well with the exodus from Iraq, but soon became overwhelmed by its proportions.

Keeping Control in Teheran

"The real problem," the official said, "is that the whole disbursement of foreign assistance has been taken over by hard-liners in the Interior

Very little foreign help is reaching a camp for Shiites in the south.

Ministry who are insisting that aid shipments are flown to Teheran, not directly to where the aid is needed." That way they can control the process, the official said.

United Nations personnel have been ordered out of Teheran airport and can no longer monitor the arrival of aid.

"Wherever the aid is earmarked for, it's taken over by the Interior Ministry. The U.N. has to do its best to find out what's coming in and where it's gone," the official said, speaking on condition of anonymity. "The level of supply has increased, but the level of dissemination has not improved."

Foreign aid workers and Western officials have a catalogue of stories to tell.

Plane Is Turned Back

Belgian soldiers, supposed to be setting up medical services last month, were held captive overnight on a bus in the Kurdish north by Revolutionary Guards hostile to the foreign military presence.

A Norwegian relief plane, offered

on loan to the authorities to ferry aid, was forced to turn back because other authorities demanded landing fees calculated at an old exchange rate that made them exorbitant.

Decisions made by high officials in Teheran "do not always mean much on the ground," a senior Western official said. Thus, while the authorities sought Scandinavian help in building emergency camps in Khuzistan, said Mr. Howard of the Danish Red Cross, it took three weeks to get the equipment for the camps through customs.

Last week, Iran's spiritual leader, Ayatollah Ali Khamenei, castigated the West in general for focusing on the Kurds in the north and ignoring the Shiites in the south.

Six Hours of Red Tape

But such is the combination of sensitivity to foreign intrusion and heavy bureaucracy that it took a group of Western reporters six hours to secure the paperwork for a visit here to ascertain that at least some of the Shiites seem to be receiving far less attention than the Kurds.

Even then, officials at this camp, anxious to avoid giving the impression that Iran's resources were limited, refused to say what the inmates really needed and insisted that they were given three square meals of dates, bread and beans per day.

But Mr. Saadeh, the translator from Baghdad, contradicted the official account. "We have one meal only of bean soup and bread. That is breakfast, lunch, dinner," he said.

"It's so miserable here that some people would rather go back to Baghdad," Mr. Saadeh said.

Fear of Baghdad's Wrath

Iranian officials said that any refugee is free to leave to return to Iraq, but fear of President Saddam Hussein evidently keeps many from leaving, despite its harsh conditions.

"I left because there is no food, no water, no electricity and because if I stay I'll die," said a 20-year-old student from Basra who identified himself only as Abu Hassan and who said he arrived in Iran on Sunday after eight hours of dodging Iraqi military patrols in the marshes that straddle the frontier.

"Thousands of people are in the marshes hiding out or waiting to escape," he said. "Some of them live on boats and islands. The Iraqi Army is back in control in Basra, and for people like me, if they find out that I demonstrated against Saddam, they'll execute me."

Wednesday, May 8, 1991

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Precarious Kurdish Unity

By Moti Zaken

THE abrupt meeting between Kurdish leaders and Saddam Hussein stunned the Kurds and many in the West. The Iraqi news agency quickly circulated a photograph showing Jalal Talabani and Saddam kissing each other on both cheeks. Mr. Talabani is the most vocal Kurdish actor in this political drama.

Two Kurdish proverbs might be used to describe the meeting. The first says, "If you cannot bite, do not show your teeth." The other says, "Believe in neither a pleasant winter nor a smile of an enemy." After the Kurdish military defeat, it seems that Talabani is complying with the first proverb and showing signs of reconciliation. It is not clear yet whether he trusts the ruthless enemy who smiles at him.

To analyze the circumstances that brought about the meeting in Baghdad, it is necessary to examine the two chief Kurdish leaders - Talabani and Masoud Barzani (who did not attend the meeting). Talabani, a lawyer by training, heads the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), while Barzani, whose father Mullah Mustafa was Talabani's lifelong rival, leads the Kurdish Democratic Party (KDP). In the mid-'60s, Ta-

labani fought the elder Barzani in conjunction with government troops. Masoud Barzani, like his father before him, has been a guerrilla commander all his life. The meeting last month was not the first time Talabani sat with Saddam at the discussion table. In December 1983, during the Iraq-Iran war, Talabani entered peace negotiations with Saddam. The act was opposed by other Kurdish national movements in Iraq. The negotiations reminded Talabani's opponents of what they believed were treasonous events of the mid-'60s.

When the negotiations broke down in January 1985, hostilities between the two sides resumed. Talabani became the most notorious enemy of the Baath regime. In the past, he had spoken of mere autonomy for Iraqi Kurdistan, but after his 1985 dis-appointment he changed his objective to national self-determination leading to an independent Kurdish state.

Unity among the Kurds was slowly emerging during this time. Talabani's PUK gradually shifted its policy toward Barzani's KDP, which was allied with Teheran against Iraq. At the end of 1986, the military cooperation between Talabani's and Barzani's fighters resumed after a hiatus of more than 10 years. In the years to follow, Kurdish unity remained intact, though it was not seriously challenged by external events

and powers as it might be now. In the past, because of the enmity between the KDP and PUK, it was impossible to have both organizations on the same front. But various Kurdish leaders, including Barzani and Talabani, were forced to bury their differences, especially after the chemical attacks against Kurdish civilians in 1987-88. All Kurdish leaders adopted a united front. Their military tactics were changed; instead of using permanent bases in "liberated" territory and confronting the Iraqi army directly, the KDP returned to insurgency tactics that involved small, highly trained units which targeted specific economic sites such as dams. The shift in Kurdish operational tactics in the late 1980s might have been another reason for the Kurdish military failure in March 1991.

Talabani's meeting with Saddam could be interpreted as an acknowledgment of Kurdish military failure. He recognized the inability of Kurdish fighters to succeed in a full-scale war that goes beyond mere hit-and-run guerrilla operations. The Kurds were unable to establish order in the region they captured. As an old clan leader said, "There was no regularized form of cooperation among the clans. They did not know how to operate the tanks, planes, and helicopters they seized from the Iraqis."

Talabani probably hopes that

with allied forces still in Kurdistan, he might have the opportunity to ensure Kurdish autonomy. When autonomy is achieved, the Kurds could look for a better political climate, preferably without Saddam, in which to achieve other goals. Talabani is trying, meanwhile, to find a political solution, despite the Iraqi government's history of betrayal.

KDP leader Masoud Barzani, the second main figure in the Kurdish front and Talabani's rival, did not participate in the Damascus press conference in mid-March. Neither did he take part in the delegation that met with Saddam. Instead, he sent his 25-

year-old nephew, Nashirwan Barzani, to remain inside northern Iraq alongside his fighters. It is not accidental that Masoud, who is known as a militant, keeps a low profile in the negotiations with Baghdad. He might not fully agree with these discussions, but he has no reason to back out. He has nothing to lose. He will wait to see whether the fruit that Talabani is picking is ripe before trying to eat it.

■ *Moti Zaken, a Middle East scholar currently living in New York, is working toward a Ph.D. in Kurdish history from the Hebrew University of Jerusalem.*



TOM HUGHES

Les alliés étendent encore leur surveillance

L'opération de police internationale a progressé, hier, vers l'est de l'Irak. Mais aucune date n'a encore été arrêtée pour le début des opérations de rapatriement en masse des réfugiés kurdes, qui préfèrent pour l'instant rester dans les camps et les montagnes.

Jusqu'où iront les troupes alliées en territoire irakien et quand commencera le rapatriement des réfugiés d'Irak du Nord ? Depuis un mois que l'opération « Provide Comfort » a commencé, la zone de sécurité alliée s'étend chaque jour un peu plus vers le sud et l'est de la frontière turco-irakienne malgré les déclarations des porte-parole de l'armée américaine affirmant chaque fois que leurs soldats n'iront pas plus loin. Mais en attendant le déploiement de la force de police internationale de l'ONU, les réfugiés du nord de l'Irak accueillent avec soulagement le « nettoyage » de la région par les alliés.

Hier ceux-ci ont progressé vers l'est en direction de la ville de Suriya et sont prêts à entrer dans la ville de Dohouk. 16475 hommes déployés localement par 7 pays (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Canada et Espagne) constituent l'ensemble du dispositif « Provide Comfort » des deux côtés de la frontière turco-irakienne.

Selon l'AFP, les *peشمگاس* (combattants kurdes) contrôlent la ville de Sarsang, à 520 km au nord-est de

Bagdad. Aucune date n'a été arrêtée pour le début des opérations de rapatriement en masse des réfugiés, qui préfèrent pour l'instant rester dans les camps et leurs montagnes. Trois camps de soutien sont actuellement en cours d'installation. Le retour de 200000 réfugiés devrait s'effectuer « dans les prochains jours » par groupes de 75000 à 125000 personnes dans des camions affrétés par les forces alliées. Le porte-parole de l'armée américaine à Incirlik estime à 40000 le nombre d'Irakiens du Nord, en majorité Kurdes, ayant déjà regagné leurs foyers individuellement.

Un journal irakien a accusé hier les troupes américaines d'entraver le retour des Kurdes dans leurs villages. Le quotidien *Al-Thawra*, organe du parti Baas au pouvoir en Irak, affirme que les militaires américains « retiennent contre leur gré des milliers de familles kurdes qui protestent contre leur détention dans les camps installés à Zahko et à Dohouk ».

Pourtant, le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU renforce sa présence dans la région et tente d'enregistrer les Kurdes dans les camps en faisant la part de ceux qui veulent et

ceux qui ne veulent pas rentrer Irak.

Le rôle de l'ONU devrait être éclairci bientôt. A Bagdad, le ministre des Affaires étrangères irakien a reçu hier Marrack Goulding, le secrétaire général adjoint des Nations unies, afin de discuter de « la coopération entre l'Irak et l'ONU concernant les opérations de secours pour les réfugiés et le déploiement des observateurs de l'ONU à la frontière irako-koweïtienne ».

Le Proche-Orient continue d'être le théâtre d'une intense activité diplomatique. Le ministre soviétique des Affaires étrangères, Alexandre Bessmertnykh, entame aujourd'hui sa tournée au Moyen-Orient sur les traces de James Baker. Il est attendu vendredi en Israël alors que les deux pays n'ont pas de relations diplomatiques depuis 1967. La visite de Bessmertnykh s'inscrit dans la volonté soviétique de jouer un rôle actif dans le processus de règlement de pays de la région.

Dick Cheney poursuit aussi sa tournée consacrée aux arrangements de sécurité dans la région. Deuxième étape : le Koweït, où il est arrivé hier matin. Selon le secrétaire américain à

la Défense, les forces américaines devraient se maintenir encore quelques mois sur le territoire koweïtien. Tant que Saddam Hussein reste au pouvoir, les responsables koweïtiens souhaitent pourtant une présence américaine à plus long terme.

Arrivé à Téhéran lundi soir, Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères allemand, s'est prononcé pour le désarmement de l'Irak en soulignant « qu'il ne fallait pas donner au régime irakien l'occasion de se réarmer ».

Les négociations sur l'autonomie du Kurdistan se poursuivent elles aussi. Le chef du parti démocratique, Masoud Barzani, a rencontré hier plusieurs dirigeants irakiens, dont le numéro 2 irakien, Ezzat Ibrahim, le vice-Premier ministre, Tarek Aziz, le président du Parlement, Saadi Mahdio Saleh, et le ministre de l'Intérieur, Ali Hassan al-Majid. Selon l'agence officielle INA, « les moyens de renforcer le dialogue constructif garantissant l'unité et la stabilité de l'Irak ont été examinés dans une ambiance positive ».

A. GU avec AFP, Reuter

LE FIGARO 8 mai 1991

Les « royal marines » avancent au Kurdistan

Après le retrait irakien de Dohouk, les troupes alliées devaient entrer hier dans la ville. Une progression les armes à la main, pour mener à bien leur mission humanitaire.

AL AMADIA
(nord de l'Irak) :
de notre envoyée spéciale
Marie-Amélie LOMBARD

Une route de montagne sépare le détachement des « royal marines » des soldats irakiens. Les Britanniques ont pris position sur la butte depuis une vingtaine de minutes après avoir levé un barrage. Le face-à-face a été tendu ; les crans de sécurité des fusils-mitrailleurs débloqués, les hommes se sont toisés du regard, puis les Irakiens ont cédé la place.

Désormais retranchés derrière l'entrée d'une caserne,

ils laissent flotter le drapeau irakien sur le poste de garde. « A l'intérieur, c'est plein de soldats et de gardes républicains. Nous allons les coincer dans cette nasse en bloquant toute arrivée d'eau ou de nourriture. Ils seront bien obligés de sortir. » Le « royal marine » qui commande le groupe de six hommes parle à un rythme saccadé. La sueur au front, encore sous le coup de l'action.

A quarante kilomètres, Dohouk, grande ville du nord du Kurdistan irakien, a été abandonnée par la population qui a fui dans les montagnes. Le poste le plus avancé des Américains se trouvait lundi à dix kilomètres de Dohouk, en pre-

mière ligne de cette « zone de sécurité », créée par les Alliés dans le nord du pays. Deux virages plus loin, les Irakiens interdisaient l'accès de la ville aux journalistes.

Officiellement, la zone de sécurité ne dépasse pas une bande s'étalant d'ouest en est, le long de la frontière turque : un rectangle d'environ cent kilomètres de longueur et cinquante de largeur. Toutefois, un officier américain admettait lundi que des patrouilles de reconnaissance peuvent s'aventurer au-delà de cette limite.

L'entrée des forces dans Dohouk était prévue hier. Logique si les Alliés veulent, comme ils l'ont fait à Zahko,

assurer la protection des réfugiés lors de leur retour. La « philosophie » du plan occidental reste inchangée : permettre aux Kurdes de quitter les camps de la frontière turco-irakienne et les inciter à retourner dans leurs villes ou villages d'origine situés dans la vallée.

Palais-forteresse

Al Amadia, bourgade kurde plantée sur un piton rocheux, est encore déserte. Depuis quatre jours, les « royal marines » sont installés dans l'école et les hélicoptères américains atterrissent sur le terrain de football. Dans les ruelles crasseuses passent des êtres fantômes. Sur un tas

d'ordures, un cahier d'écolier à l'effigie du président irakien et la notice d'utilisation d'un masque à gaz de fabrication allemande. D'Al Amadia, il ne reste que des maisons aux fenêtres brisées, des carcasses de voitures abandonnées dans la fuite et des échoppes pillées. Comme dans tous les hameaux ou villages alentour.

Sur une colline toute proche, Saddam Hussein s'était

Un deuxième camp français

Afin d'implanter un deuxième relais humanitaire, les forces françaises ont atteint lundi la région de Deraïok-Suri, à 80 kilomètres à l'est de Zakhō. Des missions de reconnaissance sont entreprises

vers les camps où s'entassent encore des centaines de milliers de réfugiés, pour étudier le terrain qui servira à installer ce nouveau « couloir » de descente. De l'avis général, avec l'arrivée des grosses chaleurs et les risques d'épidémie, les Kurdes ne pourront tenir longtemps dans ces immenses campements des crêtes.

fait construire ce qu'on décrit ici comme un palais. En fait, plusieurs bâtiments sans style, entourés d'un mur de béton. Une poignée de soldats irakiens garde l'entrée. Uniformes hétéroclytes, sandales de plastique aux pieds, assis à l'ombre sur des fauteuils de velours. Ils s'ennuient ferme, parlent du Koweït, province historique de l'Irak et de Saddam, leader de la nation arabe. Quelques jours avant la pro-

gression alliée, l'ordre de dynamiter la résidence présidentielle serait arrivé de Bagdad. Mais les coalisés ont finalement accepté de ne pas investir les lieux pour ne pas « froisser » les Irakiens.

L'avance occidentale dans la zone de sécurité se fait, en principe, en concertation avec le commandement irakien qui a expédié un officier de liaison à Zakhō. Ici, on ne dit pas que les Irakiens reculent mais qu'ils « laissent la place ». De bonne ou de mauvaise grâce, selon les jours. Lundi, au sud de Dohouk, ils semblaient plier bagage en ordre dispersé. D'une casemate sort un soldat, deux ballots sous les bras, tandis qu'un autre part à pied, un attaché-case à la main. Pendant ce temps, le lieutenant Bpof, officier britannique posté derrière un fusil-mitrailleur, lit les premières pages d'un ro-

man de guerre.

Impression étrange qui se dégage de ce no man's land rocaillieux, à l'extrême nord de l'Irak, où les Alliés avancent dans un but humanitaire, les armes à la main, protégés par le survol des hélicoptères et des avions de reconnaissance. Les patrouilles américaines les plus proches de Dohouk disposeront bientôt de voitures équipées de haut-parleurs pour diffuser des messages pacifiques à l'intention des soldats d'en face.

Un GI se fait fort d'empêcher de dormir les Irakiens postés au virage suivant avec sa musique à plein volume. Il n'a pas encore choisi quel groupe de rock servira à cette action psychologique d'après-guerre.

M.-A. L.

Le choléra menace les camps de réfugiés kurdes

Les alliés entrent à Dohouk

La France dépêche 450 soldats pour venir en aide aux réfugiés. Au sud, les Casques bleus prennent le relais des soldats américains.

Les alliés s'apprétaient hier à entrer à Dohouk, l'une des principales villes du Kurdistan irakien, pour rassurer les réfugiés qui hésitent toujours à y retourner. Un bataillon du 325^e régiment aéroporté américain se trouvait à un kilomètre de l'agglomération, alors que les forces irakiennes étaient toujours postées à l'entrée nord de la ville. Quelque 450 soldats français ont quitté hier le port de Toulon pour la Turquie, où ils participeront à l'aide déployée en faveur des réfugiés kurdes. Il s'agit de la plus importante opération humanitaire jamais réalisée par l'armée française.

Selon un journaliste d'Antenne 2 revenu de Cukurka, à la frontière turco-irakienne, une épidémie de choléra se serait déclarée dans ce camp de réfugiés. Entre 600 et 1 000 personnes seraient déjà mortes, et les médecins craignent de voir périr des dizaines de milliers de Kurdes dans les prochains jours.

Au sud de l'Irak, les forces américaines achèvent de détruire les barrières et les postes de contrôle qu'elles avaient édifiés il y a deux mois. Dans le même temps, 1 440 Casques bleus de la mission d'observation de l'ONU en Irak et au Koweït (Unikom) terminent leur déploiement le long de la frontière entre l'émirat et l'Irak. Des soldats américains resteront cependant pendant « quelques mois » au Koweït, a affirmé hier le secrétaire à la Défense, Dick Cheney, en tournée dans le Golfe. Alors que Massoud

Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), poursuit ses entretiens à Bagdad avec Saddam Hussein, le président irakien a annoncé hier qu'il entend traduire en justice les responsables locaux qui n'ont pas réagi aux soulèvements kurde et chiite. (AFP, Reuter.)

Les réserves de Damas et de Téhéran

Deux voisins de l'Irak, la Syrie et l'Iran, ne cachent pas leurs réserves sur les négociations qui ont repris lundi à Bagdad entre les mouvements kurdes et les représentants de Saddam Hussein. Téhéran expose son attitude dans la presse. Damas « fait donner » les opposants irakiens qu'il patronne.

Quelques heures avant la réouverture des négociations de Bagdad, trois opposants — un chiite, un communiste et un baasiste — ont exprimé publiquement leurs inquiétudes lors d'une conférence donnée à Paris, en présence, notamment, d'un représentant de l'ambassade de Syrie. Djawad-al-Maliki, du parti islamiste chiite Al-Dawa, a dit : « Sans garanties internationales, ces négociations n'apporteront rien ni au peuple kurde ni au peuple irakien ».

Les trois orateurs ont affirmé qu'il n'existait pas de désaccord entre les Kurdes et les autres opposants, même si Ezzedin al-Pirwari, le membre kurde de leur délégation, s'était abstenu de rencontrer les journalistes. « Il était avec nous il y a une demi-heure », a souligné l'un des opposants, qui ont été reçus à Paris au quai d'Orsay, au PS et au PC. Mehdi al-Oteibi, le représentant du Baas (anti-Saddam Hussein) a indiqué qu'ils auraient aimé rencontrer « les gaullistes ». Il a expliqué les réticences du RPR « en raison des bonnes relations qu'ils entretenaient avec le régime irakien ».

A Téhéran, le journal *Kalhan International* (proche des radicaux) écrivait dimanche : « Si Saddam réussit son accord de paix avec les Kurdes, il déploiera au sud les troupes actuellement concentrées dans le Nord et massacrera beaucoup de gens sans défense, à commencer par le peuple chiite. »

C. L.

LA TRÁGICA HISTORIA DE UN PUEBLO

Todos somos kurdos

CAROL PRUNHUBER

El pequeño cuerpo exangüe de un niño kurdo muerto por inanición, un padre llorando sobre la tumba de su hijo, una joven al lado de su viejo padre caído al borde de la carretera, una anciana implorando ayuda, piedad, quién sabe a quién, miles de manos levantadas en espera de un pedazo de pan. Esta y tantas otras imágenes despiertan la indignación de la opinión pública. Pero estas escenas no son nuevas. La muerte, el dolor, la humillación y la injusticia han asolado durante siglos al pueblo kurdo.

Desde la primera división del Kurdistán en el siglo XVI, entre el imperio otomano y el safávida persa, los kurdos han perecido bajo las espadas, lanzas, balas y cañones de todos aquellos en cuyos imperios o Estados quedaron sus tierras. Pero el genocidio de este pueblo ha crecido en horror y dimensiones en el siglo XX, siglo del progreso, la tecnología y la defensa de los derechos humanos. Y el mundo entero ha mantenido un silencio cómplice.

Víctimas de la guerra y de la paz, utilizados y abandonados, los kurdos son los nuevos mártires de la historia. Entre 1925 y 1935, 700.000 kurdos perecieron o fueron deportados por Mustafa Kemal, padre de la moderna república turca. El Kurdistán fue borrado de los mapas turcos y un pueblo entero dejó de existir.

Una palabra abolida

A partir de 1924, la palabra Kurdistán es abolida, y, según la *Enciclopedia científica* de ese país, sus habitantes son "turcos de las montañas que olvidaron su lengua". Catorce millones de seres, que no son turcos ni árabes ni persas, pertenecientes a la raza indoeuropea, con una cultura y lengua milenarias, dejaron de ser lo que son, kurdos. La aniquilación de la identidad kurda continuó en las Provincias del Este, como llaman las autoridades al Kurdistán. Durante 40 años fue declarada zona prohibida a los extranjeros. El ejército ocupó la zona e impuso la ley de la fuerza.

El Gobierno turco comenzó a lavarse la cara cuando pronunció su deseo de integrarse a la Comunidad Europea. Se le exigió el respeto de los derechos humanos. Pero, so pretexto de ame-

La represión de la que están siendo víctimas los kurdos iraquíes tras la guerra del Golfo lleva a la autora de estas líneas a reflexionar sobre la trágica historia de este pueblo. Desde la primera división del Kurdistán en el siglo XVI, los kurdos han

pericido bajo las espadas, balas y cañones de todos aquellos en cuyos imperios o Estados quedaron sus tierras. Pero el genocidio de este pueblo ha crecido en horror y dimensiones en el siglo XX ante el silencio cómplice del mundo.

naza a la unidad del país, ha continuado la represión y negación del pueblo kurdo. Tras la ocupación de Kuwait por Irak, el Gobierno de Ankara suspendió la aplicación de la convención europea de derechos humanos en el "Este" y el "Sureste" del país. Pero en realidad el Kurdistán turco siempre ha sido excluido de la aplicación de dicha convención. Recientemente, el régimen ha legalizado la utilización del idioma kurdo hablado, pero no su uso en público ni escrito ni su enseñanza en las escuelas.

En Irán, los kurdos tienen derecho a usar su idioma, pero tanto el Gobierno imperial del sha como la república islámica no han escatimado esfuerzos en suprimirlos. En 1979, el ayatolá Jomeini lanzó la guerra santa contra ellos. Las ciudades, bombardeadas sin piedad, fueron abandonadas. Miles de seres se refugiaron en las montañas en la frontera con Irak. Durante la guerra irano-iraquí, ambos países aprovecharon para destruir con misiles y aviones bombarderos los pueblos y ciudades kurdas. La guerra de las ciudades, en 1985, produjo conmoción en los medios de comunicación. Mientras Teherán y Bagdad se herían de muerte, los cientos de miles que morían en el Kurdistán pasaban desapercibidos.

En Irak, los regímenes que se sucedieron ofrecieron respetar los derechos de los kurdos mientras fueron débiles. Una vez asegurado el poder, comenzaba el martirio y la destrucción. El horror se volvió insoportable cuando Saddam Husein ordenó la utilización de armas químicas contra 20 pueblos y sus civiles indefensos. Pero esto no era sino la continuación de una campaña de exterminio que había comenzado

en 1975. Sólo quedan cinco ciudades kurdas, más de 4.000 pueblos fueron destruidos, 1,5 millones de personas fueron deportadas, 70.000 desaparecieron y se puso en práctica la arabización sistemática de las ciudades kurdas petroleras. Tras el acuerdo de Argel de 1975, Saddam Husein declaró zona prohibida varios kilómetros de la frontera con Irán. Esta franja se transformó en una *tierra de nadie* donde todo hombre hallado en ella, si era analfabeto, era encarcelado, y si sabía leer y escribir, era ejecutado.

Silencio cómplice

Una vez más, el mundo entero guardó silencio cómplice. No olvidemos que el 77% de ingresos de petróleo extraídos del Kurdistán sirvieron para comprar tanques, aviones y bombas soviéticas, Mirage y helicópteros franceses, mientras compañías alemanas construían fábricas con fines bélicos gracias al suministro de piezas para las bombas de España y los productos de base de Bélgica, Suiza e Italia. Por ello ningún Estado condenó a Saddam Husein por el uso de armas químicas y tampoco exigieron que la ONU enviase una misión. La Administración norteamericana inclusive impidió la aplicación de una resolución del Senado que exigía sanciones contra el Gobierno de Bagdad. En 1989, Francia convocó una conferencia internacional sobre armas químicas. Las principales víctimas, los kurdos, no pudieron participar y tampoco se condenó a Irak.

Tras la guerra del Golfo se habló de un nuevo orden internacional basado en el derecho y la justicia, pero no para los kur-

dos, considerados ciudadanos de segunda, como solía decir Abdul Rahman Ghassemlú. Este líder kurdo iraní fue víctima del terrorismo de Estado ejercido impunemente por el Gobierno persa contra la oposición. A finales de 1988, Ghassemlú, secretario general del Partido Democrático del Kurdistán iraní (PDKI), fue invitado por enviados del presidente Hachemí Rafsanyani a negociar secretamente. La cita fue en Viena. Jalal Talabani, líder kurdo iraquí, fue el intermediario. No hubo acuerdo.

En julio de 1989, los iraníes propusieron un nuevo encuentro. Jomeini acababa de morir. Ghassemlú creyó que Rafsanyani lo necesitaba para poner fin a la cruenta guerra que duraba desde 1979. Ghassemlú y sus dos acompañantes fueron acribillados durante las negociaciones en un piso privado en Viena. Crimen político ejecutado por asesinos profesionales con pasaporte diplomático iraní. Dos de ellos fueron detenidos por la policía austriaca y liberados poco después. Austria, un Estado de derecho europeo, cedía ante la presión de un Estado terrorista. Pero qué importa. Los kurdos no existen. No tienen Estado y tampoco los apoya ningún Gobierno. No hay que rendir cuentas a nadie. Matar kurdos es un acto que permanece impune, ya sea un líder en Europa o cientos de miles en el Kurdistán.

Pueblo y montañas

Este pueblo que no le rinde culto a la muerte, sino a la vida, gracias al cinismo, ha tenido que soportar siglos de violencia. ¿Por qué? Por preservar su identidad.

Orgullosos de su pasado, los kurdos, descendientes de los medas, guardianes del templo de Zo-roastro, han tomado las armas contra sus enemigos. Sus *pesh-mergas*, guerreros que "van delante de la muerte", defienden su derecho a la vida. Pero el dolor atávico permanece anclado en sus miradas. Todo aquel que ha podido contemplar esa nostalgia

lejana, parecida a sus altas montañas, comprenderá el refrán kurdo que tanto repetía Ghas-semli: "Los kurdos sólo contamos con el apoyo de nuestro pueblo y las montañas, nuestros únicos amigos, que siempre nos han protegido".

Esas imponentes montañas, que los han salvado del exterminio, hoy son el escenario de un

éxodo masivo. Estos hombres y mujeres, orgullosos y hospitalarios aun en la pobreza, ahora mendigan y se pelean por un pedazo de pan y un poco de agua. Han tenido que morir cientos de miles en este éxodo agónico para que por fin el mundo abandone su silencio cómplice.

Carol Prunhuber es escritora y periodista, especialista en la cuestión kurda.

□ la Repubblica
mercoledì 8 maggio 1991

politica estera

Tutti ora aspettano un controesodo verso l'Iraq: i turchi per la pressione alle frontiere, gli americani e anche Saddam

Per i curdi l'attesa del grande ritorno

dal nostro inviato
ALBERTO STABILE

DI RITORNO DAL KURDISTAN
- È stato l'epilogo rovesciato di una guerra che si è voluto far credere più accettabile perché combattuta sul filo di una sofisticata precisione tecnologica: un dramma umano di sapore biblico; qualcosa che credevamo esistesse soltanto nelle incerte narrazioni degli storici antichi. Un intero popolo, centinaia e centinaia di migliaia di persone in preda al terrore hanno cercato la salvezza attraversando fiumi in piena, scalando montagne impervie, affondando nella neve, nel fango e nei propri escrementi; soffrendo la fame e il freddo; seppellendo i morti accanto al proprio giaciglio; sopportando terribili malattie e tremende amputazioni; subendo la privazione di tutto quello che avevano, e infine adattandosi come anime morte, come esseri senza dignità e senza speranza, a un'esistenza di pura sopravvivenza, in attesa che altro si decidessero i loro destini.

La primasensazione, di ritorno dopo un viaggio di quattro settimane nel Kurdistan turco-iracheno, è di aver assistito a una vicenda fuori dal tempo, da questo tempo. I curdi, popolo montanaro discendente dai Sumeri, ma da secoli radicato nelle città dell'Iraq del Nord, costretti a tornare sulle montagne, in un sorta di regressione ancestrale imposta come una condanna. Il dolore, la rabbia, la disperazione della gente che irrompono sulla scena della crisi, soppiantando l'ipocrisia delle bombe intelligenti e le sfacciate bugie di Saddam.

Per questo, la strada che da Cukurca, in territorio turco, conduce dopo tre chilometri di ripidi tornanti al campo 49, in territorio iracheno, si può assimilare a una moderna via crucis. Quei vecchi dalla pelle dura e rugosa, che avanzavano un passo dopo l'altro, schiacciati sotto il peso delle tende raccolte in cilindri di



Un accampamento di profughi curdi in Turchia

stoffa simili a enormi tronchi d'albero, erano l'immagine vivente di un sacrificio gratuito e ingiusto.

Un genocidio di cui non si conosceranno mai le esatte proporzioni. Nessuno, infatti, in quei giorni, teneva il conto dei morti. Non gli iracheni che, opportunamente, non si sono mai fatti vedere, non le autorità turche, che facevano di tutto per tenere i rifugiati un passo al di là del confine. Così, i primi giorni, i vecchi e i bambini che morivano di stenti, di freddo e di diarrea, venivano sepolti accanto alle tende. Solo una volta, il rappresentante dell'Alto commissariato per i rifugiati dell'Onu, ad Ankara, ha azardato una stima, riferendola però ad altro ente umanitario, di 25 morti al giorno per ogni 10 mila persone. Vale a dire, nel solo campo «49», da duecento a duecentocinquanta morti al giorno. E allora, ogni giorno non restava che contare i corpi allineati nella

moschea di Cukurca, oppure far visita alla donna che lavava i cadaveri in una tenda piantata a metà della montagna. La sigaretta perennemente tra le labbra, gli occhi allucinanti, la donna aveva modi allusivi. Prima di rispondere si guardava continuamente intorno, come se temesse di custodire un tremendo segreto. Faceva il conto, accennando alle coperte che avvolgevano i corpi e andavano ammucchiandosi in un angolo del prato. «Oggi ho proprio lavorato tanto», diceva atizzando il fuoco sotto un enorme calderone pieno d'acqua sporca. Un giorno la donna sparì. E a Cukurca dissero che era diventata pazza.

Mai, la dimensione della tragedia ha abbandonato i rifugiati. Il dolore è sempre rimasto in agguato anche quando sembrava allontanarsi. Il giorno che il primo elicotero americano si posò sul campo «49» era una domeni-

ca, la prima domenica di sole dopo due settimane di pioggia e di vento. La novità era troppo grande. A centinaia, i più giovani, i più svelti si catapultarono verso il velivolo, incuranti che sul loro cammino avrebbero incontrato il campo minato dagli iracheni. Un boato, una colonna di fumo, un accorrere verso il punto dell'esplosione. Poi lo straziante pellegrinaggio visto altre volte, con il ragazzo ridotto a brandelli portato di corsa verso l'ospedale da campo, dentro un plaid sorretto per i lembi da altri ragazzi. Stavolta, però, una figura alta, scura, tragica, seguiva da vicino i soccorritori. La madre, una donna senza età, agitava verso il cielo le mani che aveva immerse fino ai polsi nel sangue del figlio. E cantava una nenia, con note acute, da uccello. Cantava e agitava le mani rosse e rideva per darsi coraggio. Molti sono morti così, tra atroci sofferenze, perché dopo

pochi giorni gli ospedali dei paesi vicini non potevano più ricevere nessun ferito e le gambe dilaniate dalle mine irachene non venivano amputate.

Quei temerari di «Médicine sans frontières», i cui meriti non saranno mai abbastanza riconosciuti, dicono che adesso a Curkura è scoppiato il colera. Era inevitabile che accadesse. Finché

proprio territorio una tale massa di persone. Se riempissi un aereo di turchi senza visti non verrebbero accettati in nessuna città europea».

Ora, tutti aspettano che i rifugiati tornino nelle loro case, nel Kurdistan iracheno sottratto alla sovranità di Bagdad. Lo desidera Ozal che sogna di veder attenuare la pressione di un milione di

curdi alle frontiere. Lo auspica agli americani che pare abbiano fissato al primo giugno il termine per completare l'operazione «Provide comfort» e a partire da oggi prevedono di trasferire 500 mila rifugiati nella fascia di sicurezza. Lo vuole Saddam Hussein che potrà spendere un altro argomento a sostegno della sua volontà di normalizzazione e delle sue richieste di veder abbattute le conseguenze economiche del suo avventurismo.

Loro, i curdi, sembrano dividersi, tra i seguaci di Jalal Talabani, più inclini al compromesso, e i sostenitori di Massoud Barzani, più diffidenti e desiderosi di veder chiari sulle garanzie politiche e militari che la comunità internazionale è disposta a dare per assicurare loro una protezione durevole. Ma se i curdi tengono duro forse stavolta sarà più difficile scacciare il pensiero di questo olocausto lontano che può turbare i sogni di tutti.

Kurdistan autonomo è il sogno dei rifugiati

siamo stati lì quasi nessuno, neanche i medici, si era salvato dalla diarrea, dagli attacchi di gastroenterite. Dopo due settimane le autorità turche avevano portato una sola condotta d'acqua che serviva a tutto, a lavarsi e a cucinare. In compenso erano riusciti ad erigere la barriera di filo spinato all'ingresso del campo.

«Che volete? Siamo un paese povero, abbiamo i nostri problemi!», dicevano i turchi più sensibili alle sorti dei rifugiati e alle inevitabili ripercussioni che la vicenda avrebbe avuto sull'immagine internazionale della Turchia. E certo, la difficile situazione economica interna (inflazione al 60 per cento, disoccupazione alle stelle e deficit di bilancio pari a oltre 4 miliardi di dollari) può in parte spiegare i ritardi e le incertezze con cui Ankara è corsa in aiuto ai rifugiati.

Alla difficile congiuntura economica il governo di Turgut Ozal ha risposto con una decisa sterzata verso l'Occidente. Sperando di entrare a far parte della Comunità europea e, soprattutto, aspettando di cogliere i frutti dalla posizione decisamente anti-irachena assunta durante la crisi del Golfo. Crisi che, secondo gli avversari di Ozal, è costata al paese perdite per nove miliardi di dollari.

Ma le difficoltà economiche non spiegano tutto. Il fatto è che la stessa Turchia è alle prese da anni con la ribellione curda esplosa nell'Anatolia nord-occidentale, il suo Kurdistan, di cui è proibito usare il vero nome. Una guerra civile che ha provocato migliaia di morti, la proclamazione dello stato d'emergenza per milioni di persone, l'imposizione di un proconsole con pieni poteri insediato a Djiarbakir, l'introduzione di norme gravemente limitative della libertà di stampa, e comportato, secondo un rapporto della Commissione Helsinki, gravi violazioni dei diritti civili e degli stessi diritti umani. Il presidente Ozal, tuttavia, non ammetterà mai ritardi e remore nell'azione umanitaria condotta verso i curdi iracheni. «Nessuno può accusarci di non aver aiutato i rifugiati. Nessun paese ammetterebbe nel

Intervista a Formigoni, al rientro dalla regione curda “Quella gente chiede al mondo di sostenere la propria lotta”

di GUIDO PASSALACQUA

MILANO - «Allo scoppio della vicenda curda da mille pulpiti i pacifisti sono stati accusati di non far nulla. Io, appena ho potuto mi sono mosso, ma nel Kurdistan non ho trovato nessuno dei tanti intellettuali che ci hanno fatto la morale in queste settimane». Roberto Formigoni, deputato democristiano, ciellino, vice presidente del Parlamento europeo è appena tornato dalla regione curda, non è stato nel nord, nella regione dei campi difesi militarmente dagli alleati, ma nella «zona di autonomia», a Kirkuk, a Suleymanye e ad Arbil. «Ho deciso di andare nella regione dove la tragedia si è originata e dove deve essere ricondotta per essere risolta». Formigoni è il primo politico occidentale a essersi recato nella zona (rappresentava ufficialmente i democristiani europei) e ne torna con una proposta che porterà anche al Parlamento europeo: un nuovo Corpo della pace, una presenza civile sotto le bandiere internazionali che garantisca con la sua presenza l'autonomia curda e che aiuti anche tecnicamente la ricostruzione del paese.

Che situazione ha trovato?

«Tutti o quasi gli ospedali distrutti, idem per le fabbriche, ma le campagne non sono state toccate. C'è una emergenza sanitaria, ma non c'è emergenza per gli approvvigionamenti».

E politicamente?

«I curdi hanno manifestato fiducia nelle trattative tra i loro capi e Saddam, ma chiedono garanzie internazionali. Questo mi hanno ripetuto sia i capi tribù che la gente comune. E per garanzie chiedono che re-

stino accesi i riflettori sul Kurdistan. «Per la prima volta nella nostra storia siamo al centro dell'attenzione del mondo e questo è un deterrente formidabile», mi hanno detto. Per questo bisogna passare dalla politica della difesa armata dei campi del nord a una presenza civile nel sud. Bisogna far finire l'emergenza a Zakhō, ricondurre i profughi nelle città e garantirli internazionalmente con nuovi Corpi della pace, sotto le bandiere dell'Onu o della Comunità europea, penso a medici, ingegneri, tecnici e anche a delegazioni politiche, non più di 2 o 3 mila persone».

Una presa di distanza rispetto alla soluzione dei campi profughi?

«Non possiamo pensare di trasformare queste persone in una massa di profughi accampati stabilmente».

Lel ha parlato con questi profughi: perché sono scappati?

«La situazione vista da là è un po' diversa. Mi hanno raccontato di un immediato dopoguerra caotico in cui radio Bagdad taceva e le radio straniere, anche degli alleati, li incitavano a ribellarsi dicendo che Saddam era finito. Nella stesso periodo sono arrivati i partigiani da oltre confine, mi hanno raccontato di devastazioni. L'effetto combinato ha causato la fuga, ora tornano. Ad Arbil c'è la strada che arriva dalle montagne iraniane e al posto di controllo si vede una coda ininterrotta di camion, automobili, roulotte stracariche, tornano interi nuclei familiari, secondo il governatore curdo, 8-10 mila perso-

ne al giorno».

Il ritorno nella zona d'autonomia vuole dire credere nella possibilità di accordo tra curdi e Bagdad?

«Penso che una sorta d'integrazione sia possibile e ne porto testimonianza. In molti mi hanno detto: «Noi non vogliamo uno stato indipendente, ci sentiamo cittadini dell'Iraq, sappiamo che le condizioni storiche non permettono l'indipendenza, cerchiamo di ottenere le migliori condizioni per l'autonomia». Vogliono l'autonomia, non l'indipendenza».

Si può credere a Bagdad?

«Negli incontri che ho avuto a Bagdad tutti hanno insistito sulla necessità di voltar pagina, non vogliono rinnegare il passato ma danno l'impressione di voler affrontare i problemi con spirito di disponibilità. Io sono convinto che sia necessario essere prudenti e saggi e tuttavia andare a verificare. Il punto vero non sono più i campi al nord ma l'aiuto a scendere nella zona d'autonomia».

L'insurrezione curda si poteva evitare?

«Difficile dire, questa è una zona esplosiva dove l'Iraq ha sempre usato il pugno di ferro, la repressione non ha alcuna giustificazione. Io però immagino l'Occidente diverso da quello che si è manifestato con la guerra, la grandezza sta nella tolleranza, nella composizione pacifica. La guerra non ha risolto i problemi. Basta vedere come sono falliti i lodevolissimi intenti della missione Baker. Ma è inutile rimanere fermi alle divisioni tra pacifisti e no. Ora bisogna guardare avanti».

USA ut av Sør-Irak

Samtidig som de amerikanske styrkene utvidet sin kontroll i Nord-Irak, begynte igår tilbaketrekningen fra den sørlige delen av landet. USAs forsvarsminister gjorde det klart at en mindre styrke vil bli stående i Kuwait.

Aftenpostens
korrespondent
JOHN HARBO

Amman.
De amerikanske soldatene presset restene av en iraksk bataljon ut av den kurdiske provinshovedstaden Dahuk. Byen ligger like utenfor sikkerhetssonen USA har opprettet i Nord-Irak for å sikre de kurdiske flyktningene der. Amerikanske styrker har tidligere sikret seg kontroll over flere kurdiske byer i den nordlige delen av Irak slik at nærmere en million kurdere som flyktet nordover til grensen mot Tyrkia, kan vende tilbake. Den irakiske tilbaketrekningen fra Dahuk startet mandag. Samtidig vedtok den

irakiske nasjonalforsamlingen en kraftig fordømmelse av det amerikanske nærværet, og betegnet det både som innblanding i landets indre anliggender og brudd på FNs charter.

Møte i Bagdad

I Bagdad møttes en kurdiske delegasjon og representanter for den irakiske regjering igår til en ny runde forhandlinger om selvstyre for landets cirka 3,5 millioner kurdere. Fra irakisk side ble samtalen betegnet som positive, men det er ikke gitt nærmere detaljer om hva som ble tatt opp under møtet. Et krav fra kurdiske side om internasjonale garantier dersom det inngås en avtale om indre selvstyre, er avvist av Irak, som heller ikke er villig til å la oljefeltene i Kir-

kuk-området inngå som del av et selvstyrt kurdiske område.

Iraks kurdere har svært dårlige erfaringer med irakiske løfter. I 1970 ble det inngått en avtale om kurdiske selvstyre, og på papiret er Irak det landet i området som er gått lengst i å anerkjenne kurdene som en egen folkegruppe og gi dem politiske innrømmelser. For to uker siden var det også forhandlinger mellom kurdene og den irakiske regjering. Disse skal ha lagt grunnlaget for en avtale, og det som nå gjenstår skal være å utarbeide detaljene.

De amerikanske soldatene som har stått i den sørlige delen av Irak siden Gulf-krigen sluttet for mer enn to måneder siden, begynte igår å trekke seg tilbake fra grensbyen Safwan. Der har de hatt ansvaret for en leir der flere tusen irakere har søkt tilflukt. Disse er nå fløyet til en transittleir i Saudi-Arabia og amerikane overlater dermed området til FNs observatorkorps. Korpsset som ialt teller 1440 personer, skal kontrollere en demilitarisert sone på beg-

ge sider av grensen mellom Irak og Kuwait.

Safwan

Efterat Saudi-Arabia gikk med på å opprette en leir for de irakiske flyktningene, er mer enn 8000 irakere fløyet fra Safwan med amerikanske transportfly. I tillegg har flere tusen irakiske flyktninger som har vært samlet i en leir på kuwaitisk side av grensen, blitt overført til Iran.

USAs forsvarsminister, Richard Cheney, som igår var i Kuwait, sa at en amerikanske brigade, cirka 5000 soldater, vil bli værende i Kuwait inntil videre. Emiren av Kuwait, shaikh Jabir al-Ahmed al-Sabah, har tidligere bedt om at både soldater fra USA og de andre land som deltok i krigen mot Irak, må bli stående i Kuwait for å garantere landets uavhengighet. Cheney opplyste at de amerikanske soldatene i den nordlige delen av Irak også vil bli trukket tilbake så raskt som mulig. Men det kan først skje når sikkerheten til den kurdiske befolkningen i området er garantert, fortrinnsvis av FN, heter det.

- Iran har skylden for matvansker

Iranerne må ta ansvaret for problemene som har oppstått med den norske nødprovianten til kurdiske flyktninger i Iran, mener Kendal Nezan, direktør for det kurdiske kulturinstituttet i Paris.

PER ANDERS MADSEN

- Vi har å gjøre med propaganda som iranerne selv må ta ansvaret for. Det har ikke

vært tilsvarende problemer med matforsyningene til de kurdiske flyktningene i Tyrkia, og dette viser at det er iranerne som står bak, sier Nezan til Aftenposten.

Kurdiske flyktninger vegrer seg, ifølge meldinger fra flyktningeområdet i Iran, mot å spise den norske nødprovianten av frykt for at den inneholder svinefett. Men kurderne er ikke fanatikere, understreker Nezan, og flyktningene vil spise den maten de får. Han mener iranske kommissærer prøver å utnytte kurdernes kritiske situasjon i religiøst-politisk øyemed.

Mange av de kurdiske flyktningene i Iran har vendt tilbake til Irak, men vil bare oppholde seg i områder som kontrolleres av den kurdiske mot-

standsbevegelsen, ifølge Nezan. Bare 20 000 av flyktningene i Tyrkia har dratt til leirene som de flernasjonale styrkene har anlagt i Nord-Irak.

- Sikkerhetsgarantiene er langt fra gode nok, kurderne er fortsatt redde, sier han.

Kultur-ambassade

Kendal Nezan leder det kurdiske kulturinstituttet i Paris, det største i Vest-Europa. Som statsløse har kurderne heller ikke noen offisiell representasjon i utlandet, og instituttet fremstår derfor som en slags kulturell ambassade, uavhengig av politiske grupper. Idag holder Nezan et foredrag om kurdernes historie og fremtidsutsikter på Norsk Utenrikspolitisk Institutt (NUPI), som også har invitert ham til Norge.

- Øst-vest-motsetningene har holdt det kurdiske spørsmål i en skrustikke i hele etterkrigstiden. Ingen har villet røre ved det av frykt for å forrykke balansen. Nå når den kalde krigen er over, må det være mulig å ta andre hensyn enn de realpolitiske. Rett og moral må kunne få større spillerom, dersom opinionen i vest legger tilstrekkelig press på sine lands myndigheter, sier Nezan.

- Er en selvstendig kurdiske stat det endelige mål?

- Bare én gang er kurderne blitt spurt om hva vi ønsker. Ved en folkeavstemning i 1925 gikk 75 prosent av befolkningen inn for egen stat. Vi ble lovet en form for selvstyre, men ikke en gang det løftet holdt stormaktene. Drømmen om en egen stat lever videre blant alle kurdere. Men vi innses at det er langt mellom drøm og virkelighet, og at kurderne selv ikke har tilstrekkelig styrke til å endre så mange grenser som må til for å få et fritt Kurdistan. Derfor nøyer vi oss med å stille krav om at det må opprettes områder med kurdiske selvstyre, sier Nezan.

Kompromisser

- For at kurderne i Irak rent fysisk skal overleve, er vi nødt til å forhandle med Saddam Hussein. Vi vil måtte leve med kompromisser, men ikke uten internasjonale garantier, helst med fredsbevarende FN-styrker, understreker Nezan.

Dersom FN av folkerettslige grunner ikke kan påta seg et slikt garantiopdrag, vil kurderne be vestlige land med USA og Frankrike i spissen gjøre det, fremholder Kendal Nezan.

International Herald Tribune May 9, 1991

Union vs. Separation: Apart Can Be Better

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Together is better. Americans are taught by their history and their leaders to believe that national union is better than breaking up, whatever the pressures for fragmentation. But does the principle of unity at any cost, learned in America's Civil War, hold true for other nations in the twilight of the Cold War?

Iraq, Yugoslavia and the Soviet Union teeter on separate but simultaneous brinks of disunion. The knee-jerk reaction of most policymakers in Washington and Europe's capitals is to deplore this state of affairs and explain why it cannot be allowed to happen. A visionary few have begun

Borders do not lose their importance in this new era. But America owes Iraq, an internationally branded aggressor state, no deference for reasons of territorial integrity.

to argue that the old rules are changing and that today apart may be better in each of these cases.

At a minimum, these crises force the world to rethink the automatic allegiance to "territorial integrity" that national governments have pledged since World War II as a way to avoid wars and avoid responsibility for each other's problems.

In the Cold War, this was a self-evident imperative. No one wanted to risk nuclear annihilation over the differences between Serbia and Croatia, or even to help a revolution in Hungary. The commitments to overt noninterference and covert meddling by each side were set in radioactive concrete. The collapse of the Soviet Union as a global superpower:

and revolutionary adversary breaks the concrete.

Case in point: An assessment by the Central Intelligence Agency that two of Yugoslavia's constituent republics will shortly bolt the union rather than continue to suffer under Serbian misrule has provoked sharp disagreement in Washington and in European capitals over what should and can be done.

The agency's advice, in a National Intelligence Estimate prepared late last year, apparently is to roll with the punch. The United States should not waste its energy trying to keep together a failed project in nation building. Better to position U.S. policy for what comes next. But State Department officials continue to argue that the United States must find ways to prevent this outcome and the bloodshed that could follow.

Senior U.S. specialists on the Soviet Union are also in disagreement about what should and will come next in the unraveling of the internal Soviet empire. Asked recently how many republics the Soviet Union would contain in 10 years, one key U.S. official gleefully said four. Another predicted that at least 13 of the present 16 republics would still be in union, with only the three Baltic states dissolving their ties to Moscow.

The old standards of noninterference in internal affairs are diluted by every mile that American and European troops advance in northern Iraq to expand the international safe haven for the Kurds, and rightly so. Such open and justified interference takes the entire world community onto uncharted ground where new thinking about international relations is needed.

Thus far only France has sought to give intellectual underpinning to this necessary act of salvation. The barbarity that Saddam Hussein and his Sunni Arab army have practiced against the Kurds, and the Shiite Arabs of the south, creates a "duty to

intervene" rather than a duty to look the other way, the French argued in sponsoring UN Resolution 688. The resolution mandated an international relief operation for the Kurds despite Baghdad's initial objections.

"This break in a long-standing and rigid doctrine permits the hope today that the international community will find the means to intervene in similar cases, and first of all the Kurds," Foreign Minister Roland Dumas said. He recalled that France had in 1945 proposed an amendment to the United Nations charter to punish countries that violated fundamental human rights by withdrawing recognition of their sovereignty.

It was the right idea, at the wrong time. It is worth pushing again now that the dangers of the Cold War recede and its old notions of "stability" wither.

It is no longer right to insist that others endure Serbian, Russian or Sunni Arab misrule for the sake of world peace. It is right to insist that the Serbs, Russians or Sunnis halt their misrule as the price for preserving unions that are otherwise not worth preservation.

Borders do not lose their importance in this new era. The United States went to war against Iraq to preserve the sanctity of Kuwait's border. But America owes Iraq, an internationally branded aggressor state, no deference because of the theory of territorial integrity.

The United States has in fact created its own "duty to intervene" in that country to bring it back into the family of nations. It is no small irony that George Bush lets the French establish the first important new principle of the new international order in Iraq while America improvises without clear purpose.

The obvious dangers and conflicts that exaggerated demands for self-determination can bring still have to be handled with great care by the international community. But politicians and policymakers get paid to make distinctions as they apply principles in the real world and adapt them to changing situations.

Together may still be usually better, but don't take it for granted anymore.

The Washington Post.

After the War: Spotty Truce, Wishful Kurds

Navy Plane Fired On by Iraq, U.S. Says

By MICHAEL R. GORDON

Special to The New York Times

MANAMA, Bahrain, May 8 — An American Navy plane was fired at by Iraqi anti-aircraft guns during a patrol over northern Iraq, American officials said today.

The incident was reported by officials traveling with Defense Secretary Dick Cheney. Aides to Mr. Cheney also disclosed that there might have been as many as five earlier such incidents since the cease-fire.

The Bush Administration is anxious to remove American forces from northern Iraq once the security of the Kurds is assured and does not want to renew its campaign against the Iraqi military, and sought to play down the incidents.

President Bush said that the Defense Department was "not particularly concerned" about the latest incident.

Mr. Cheney, who told reporters on Tuesday that the Iraqis appeared to be cooperating with American efforts to protect the Kurds, said they were seeking additional information about the episode.

Iraq Denies Firing on Plane

Pete Williams, Mr. Cheney's spokesman, said it was not clear what the United States response would be. But he added that American military officials might protest the incident to Iraqi officials through a joint coordination center established in Zakho in the north.

Iraq denied that it had fired on the plane. American officials said, however, that reports of the firing, which involved several bursts at two locations, was based on the observations by the pilot.

The A-6 plane, which carries a two-man crew, was not damaged and returned to the aircraft carrier Theodore Roosevelt, which is stationed in the Mediterranean Sea.

Defense officials said the incident began at 8 P.M. local time on Tuesday,



The New York Times

As the last U.S. soldiers left southern Iraq, a U.S. warplane was fired on from positions near Mosul and Dohuk, near the allied-controlled zone in the north.

when the Navy A-6 fighter-bomber was flying northwest of Mosul.

Security of Supply Routes

Twenty minutes later, while flying northwest of Dohuk, 50 to 60 bursts of fire were directed at the A-6 plane from two locations. Dohuk is just outside the security zone established by the allies to protect the Kurds.

American officials said the plane was flying south of the security zone set up to protect the Kurds. Mr. Williams said the Air Force and Navy needed to carry out air patrols south of the security zone to insure that the camps and supply routes were secure from Iraqi attack.

said, and there are plans to build as many as nine more camps.

But American officers hope that the

ZAKHO, Iraq, May 8 — The stepped-up flow of tens of thousands of Kurdish refugees from the western Turkish mountains has all but filled the new administration of the camp by month's tent city here, and about 3,500 people end were camped today around the registration tents just outside.

"The inn is too good," said Maj. Carl Fisher, an Army civil affairs reserve officer from Green Bay, Wis., as he said, were from the area around went on his rounds, checking on the Dohuk, the provincial capital just overflowing of refugees waiting in the reception area, near medical tents.

There were 11,580 refugees in the camp this morning, including 2,830 who arrived during the night, officials said. Unlike the refugees arriving a few days ago, most of them were just pausing overnight to pick up food before moving on to their houses in the area.

When completed, the camp should be able to hold 20,000 people, officials have

Roughly 60 to 70 percent of the refugees now at Zakho, American officers said, were from the area around Dohuk, the provincial capital just outside the allied-protected zone that is increasingly the focus of attention here.

American commanders say they have asked permission to take Dohuk. This would let them move more than 300,000 Kurdish refugees down from the mountains, particularly from the eastern sector, because the vast majority of the refugees in the Cukurca and Uzumlu camps are from Dohuk.

The refugees say they are afraid to go home unless Dohuk and its sur-

rounding villages come under allied protection and there are guarantees that some force will remain in the area to protect them from feared retribution by the forces of Iraq's President, Saddam Hussein.

Today, Iraqi soldiers moved a roadblock several miles north up the road from Dohuk, manning a position that included a cluster of concrete pillboxes and a machine gun nest. The Iraqis were filling sandbags a little more than a mile from the last United States Marine checkpoint on the road going south.

The checkpoint was clogged with scores of vehicles heading north into the protected zone around Zakho, including buses full of passengers and trucks piled high with firewood, bedding, and in one case, two refrigerators. Several people in line said they were from Mosul or other areas of Iraq south of the American-protected zone and were coming to Zakho to see relatives.

The plane was flying north of 36 degrees latitude when it came under fire. Iraq has been instructed not to operate aircraft north of that line. The United States has ceased air patrols in southern Iraq, Mr. Cheney disclosed on Tuesday.

Bursts Could Not Be Verified

Asked if there had been earlier firing incidents, Pentagon officials said the Central Command had reported that there might have been as many as five. It was not immediately clear why those incidents had not been disclosed. The Central Command, which is headed by Gen. H. Norman Schwarzkopf, said that in those cases pilots flying over southern Iraq saw what appeared to be bursts of anti-aircraft fire.

Because of the high altitude at which they were flying, the pilots could not conclusively verify that they were the target of anti-aircraft bursts, the Central Command said.

One military official, who asked not to be identified, said the incidents involved American planes flying near Baghdad and southwest of that city. The Central Command has been eager to get American forces home from the gulf and has not had much incentive to discuss the episodes, which did not involve damage to any American aircraft.

The latest firing incident was disclosed as Mr. Cheney continued his whirlwind tour of the Persian Gulf, zipping from one place to another in an effort to work out arrangements for a postwar American military presence in the region. The last American troops pulled out of southern Iraq today.

Mr. Cheney flew today to Qatar and Oman for meetings with leaders there before arriving in Bahrain this evening for talks with top officials.

American aircraft were stationed in these three gulf nations after Iraq's invasion of Kuwait, and it is likely that Mr. Cheney discussed plans to rotate American planes through bases in the gulf states and carry out joint exercises.

Kurds Overflow U.S. Mountain Camp

By JOHN KIFNER

Special to The New York Times

ZAKHO, Iraq, May 8 — The stepped-up flow of tens of thousands of Kurdish refugees from the western Turkish mountains has all but filled the new administration of the camp by month's tent city here, and about 3,500 people end were camped today around the registration tents just outside.

"The inn is too good," said Maj. Carl Fisher, an Army civil affairs reserve officer from Green Bay, Wis., as he said, were from the area around went on his rounds, checking on the Dohuk, the provincial capital just overflowing of refugees waiting in the reception area, near medical tents.

There were 11,580 refugees in the camp this morning, including 2,830 who arrived during the night, officials said. Unlike the refugees arriving a few days ago, most of them were just pausing overnight to pick up food before moving on to their houses in the area.

When completed, the camp should be able to hold 20,000 people, officials have

said, and there are plans to build as many as nine more camps.

But American officers hope that the

ZAKHO, Iraq, May 8 — The stepped-up flow of tens of thousands of Kurdish refugees from the western Turkish mountains has all but filled the new administration of the camp by month's tent city here, and about 3,500 people end were camped today around the registration tents just outside.

"The inn is too good," said Maj. Carl Fisher, an Army civil affairs reserve officer from Green Bay, Wis., as he said, were from the area around went on his rounds, checking on the Dohuk, the provincial capital just overflowing of refugees waiting in the reception area, near medical tents.

There were 11,580 refugees in the camp this morning, including 2,830 who arrived during the night, officials said. Unlike the refugees arriving a few days ago, most of them were just pausing overnight to pick up food before moving on to their houses in the area.

When completed, the camp should be able to hold 20,000 people, officials have

Roughly 60 to 70 percent of the refugees now at Zakho, American officers said, were from the area around Dohuk, the provincial capital just outside the allied-protected zone that is increasingly the focus of attention here.

American commanders say they have asked permission to take Dohuk. This would let them move more than 300,000 Kurdish refugees down from the mountains, particularly from the eastern sector, because the vast majority of the refugees in the Cukurca and Uzumlu camps are from Dohuk.

The refugees say they are afraid to go home unless Dohuk and its sur-

rounding villages come under allied protection and there are guarantees that some force will remain in the area to protect them from feared retribution by the forces of Iraq's President, Saddam Hussein.

Today, Iraqi soldiers moved a roadblock several miles north up the road from Dohuk, manning a position that included a cluster of concrete pillboxes and a machine gun nest. The Iraqis were filling sandbags a little more than a mile from the last United States Marine checkpoint on the road going south.

The checkpoint was clogged with scores of vehicles heading north into the protected zone around Zakho, including buses full of passengers and trucks piled high with firewood, bedding, and in one case, two refrigerators. Several people in line said they were from Mosul or other areas of Iraq south of the American-protected zone and were coming to Zakho to see relatives.

"Every time we move further south, we get more and more traffic coming up," said Staff Sgt. Steve Byram of the Marines, supervising the checkpoint.

THE NEW YORK TIMES THURSDAY, MAY 9, 1991

Kurds See Their 'Best Chance' With Baghdad Now

By CHUCK SUDETIĆ

Special to The New York Times

RAWANDIZ, Iraq, May 8 — "We are closer than ever to autonomy," said Jalal Talabani, leader of one of the two largest political groups for Iraqi Kurds. "This is the best chance we've had this century."

With his comrades meeting this week in Baghdad to cement the reforms that the Kurds were granted last month, Mr. Talabani has more reason to be optimistic than ever before. One of those who met today with President Saddam Hussein was Massoud Barzani, perhaps the most powerful Kurdish rebel leader and a man whom Mr. Hussein has opposed for more than a decade.

Mr. Talabani is himself a longtime foe of Mr. Hussein, and in an interview today in the nearby town of Shaqlawa, he said: "This is the first time that the Kurds have gained so much popular sympathy abroad for their struggle, and this is a very strong card in their hand. The Kurds are united, while the Iraqi Government is facing broad opposition."

Mr. Barzani is sitting down with Mr. Hussein to discuss, among other things, military control of an autonomous Kurdistan in Iraq and how to divide the region's wealth, especially its oil profits, with the central Government.

'Positive Climate' Seen

Mr. Talabani said only that the talks were progressing in a "positive climate."

"We are facing a weak and defeated Government," he said. "It has to get permission to produce and sell oil. It has to get approval for the ending of economic sanctions. These sanctions and permissions are linked with the respect for human rights and Kurdish rights in Iraq."

A portly, confident man who taught himself English while living as a Pesh Merga guerrilla in the mountains, Mr. Talabani appeared on Iraqi television last month kissing Mr. Hussein after reaching the agreement in principle on Kurdish autonomy.

"Sometimes you are obliged to deal with the devil himself," Mr. Talabani said.

But even as the Kurdish refugees flood back from their mountain hide-outs into the territory now being secured by allied forces in the north, suspicions toward the Hussein Government remain strong. Any accord that Baghdad and the Kurds reach is expected to resemble an agreement reached between them in 1970. Mr. Hussein subsequently ignored the agreement, setting off a series of Kurdish rebellions and bloody Government reprisals.

Four Rounds of Talks Expected

Mr. Talabani said he expected as many as four rounds of talks that may take several weeks each. "When we

Optimism about the autonomy talks with Saddam Hussein.

were speaking in principle, there was no disagreement," he said. But we were talking generally."

Mr. Talabani said that Mr. Barzani was demanding an end to military rule of the Kurdish-populated regions of Iraq, but that this would not mean an end to an Iraqi military presence in the area.

"We cannot remove all of the army from Kurdistan," he said. "This is Iraq. But we want them to remain in their barracks and in places necessary for national defense."

"The police in Kurdistan must be Kurds, all of them," Mr. Talabani said, adding that Mr. Hussein had not shown any resistance to this demand so far.

"The Pesh Merga must also remain as an armed force," he said, "as a guarantee that Mr. Hussein will respect the agreement."

International Guarantees Asked

The Kurds are also counting on other nations to provide guarantees for any agreement they reach with Mr. Hussein.

"The best way for the allies to rescue the Kurds from this misery and withdraw their armies from Iraq is to put adequate pressure on the Iraqi Government to reach an agreement respect human rights and introduce democracy," he said, adding that he believes that the allies will eventually extend the present safe-haven zone to cover all

of Iraq above the 36th parallel.

"We are asking the allied forces to put conditions on their withdrawal from northern Iraq," he said.

The Iraqi Government opposes such international guarantees, just as it opposes allied efforts to establish the safe haven for Kurds, calling them foreign interference in the country's internal affairs.

Mr. Talabani said the Kurds would press Mr. Hussein to give Kurdistan a share of the national budget equal to the Kurds' share of the overall Iraqi population. There are about 3.5 million Kurds among the 18 million Iraqis.

"In the past, our share of the budget was nothing," he said. "The budget was spent on the military, building military installations. Nothing has gone to the people, including the Arabs."

Coalition Holds Together

Mr. Talabani said the seven-party Kurdish coalition — which includes his own party, the Kurdistan Patriotic Union, Mr. Barzani's Kurdish Democratic Party, the Communist Party, two Socialist parties and a Workers Party — would remain unified for the foreseeable future. "The desire of the Kurdish people for freedom and democracy will prevent any party from sabotaging this unity," he said.

The coalition emerged during the Kurdish uprising two months ago, and it has held together even though Mr. Hussein's troops crushed the revolt.

Divided between Iraq, Turkey, Iran, Syria and the Soviet Union, the Kurds number about 20 million. They have tried to carve out a nation state of their own for well over six decades.

If the Iraqi Kurds win democratic rights in an agreement with Mr. Hussein, Mr. Talabani said, it will encourage Kurds in the neighboring countries. "It will help them to unite their forces and take this as an example," he said.

Ex-Iraq Envoy to U.S. Is Admitted to Canada

TORONTO, May 8 (AP) — The former Iraqi Ambassador to the United States has been granted permanent resident status in Canada, officials said today.

Mohammed al-Mashat, who served as Ambassador before the Persian Gulf war, left Washington on Jan. 15, just before the outbreak of the fighting, and went to Vienna. Austrian officials said at the time that his wife needed medical treatment.

Mr. Mashat and his family were granted admission to Canada as landed immigrants, the External Affairs Department said late Tuesday. Mr. Mashat will be eligible for Canadian citizenship in three years.

An Iraqi dissident, speaking on

condition of anonymity, said today that the former Ambassador has been hiding in Toronto for several days. The dissident said Mr. Mashat fell out of favor with President Saddam Hussein during the gulf crisis and would probably be killed if he ever returned to Iraq.

In the months leading up to the war, the 60-year-old diplomat often met with reporters and appeared on American television to defend Iraq's Aug. 2 invasion of Kuwait.

Mr. Mashat left the United States after reportedly being recalled to Baghdad when Iraq was ordered to reduce the number of diplomats in the United States. The State Department, however, did not specifically say Mr. Mashat had to go.

KURDISTAN Les frontières de l'ingérence

Croyant leur autonomie imminente, les réfugiés rentrent en Irak. Mais l'Amérique n'a rien promis.

De notre envoyé spécial

D'abord, il y a le barrage des peshmergas, les combattants kurdes. Ensuite, il faut passer le point de contrôle de l'armée américaine. Sur la gauche, à l'entrée de la ville, le drapeau bleu ciel des Nations unies prétend indiquer qui est le véritable gardien des lieux. Plus loin, dans son bâtiment officiel, Daoud Hassan Suleiman, chef de la municipalité, représentant, donc, du pouvoir central irakien, est toujours l'objet de maintes prévenances de la part des nouvelles et multiples autorités. Comme si sa puissance était intacte.

A Zakho, dans le nord du pays vaincu de la guerre du Golfe, le nouvel ordre international s'installe. Il a une drôle d'allure. Sommes-nous en Irak ? Mais, alors, que font tous ces intrus ? Sommes-nous dans un Kurdistan sur la voie de l'indépendance ? Peut-être, mais que font encore ici le maire, désigné par Bagdad, et ses 50 policiers ? Ou bien sommes-nous dans une enclave originale, une sorte de Kurdistan indépendant dans un Irak intact, hérésie structurelle, politique et diplomatique qui serait imposée à Saddam Hussein par la présence massive — et qui s'annoncerait durable — de soldats étrangers ?

Pour Mohamed Khalid et Hameed al-Sindi, leaders peshmergas de la région de Zakho, la réponse ne fait aucun doute. Avec ou sans Saddam Hussein au pouvoir, les Kurdes vont avoir, à court terme, leur gouvernement autonome, dont l'existence et la sécurité seront garanties par les militaires étrangers. « Les généraux présents ici nous l'ont promis », proclament-ils, péremptoirs. Ce n'est évidemment pas exact. Les généraux américains n'ont rien promis. George Bush ne cesse au contraire de répéter que ses troupes resteront « aussi longtemps qu'il le faudra pour s'occuper des réfugiés. Mais pas une minute de plus ». Et le plus haut représentant des Nations unies présent dans le nord de l'Irak, l'Italo-Suédois Stéffan de Mistura, n'a qu'une obsession : se démarquer le plus possible des militaires. Son objectif : que des civils prennent au plus vite, et sous l'égide de l'ONU, la responsabilité des opérations.

Un grave malentendu semble donc sur le point de s'installer entre les centaines de milliers de réfugiés qui descendent peu à peu des montagnes et de la frontière turque et ceux qui sont venus les aider à s'arracher aux épouvantables conditions de leur exil. Les damnés de la terre kurde retournent chez eux convaincus qu'ils ne

reverront plus jamais ni la police ni l'armée de Saddam Hussein. Ces dernières ont, il est vrai, déserté sans histoire une bande de territoire qui s'étendra bientôt jusqu'à la frontière iranienne, à l'est, et, au sud, sur une profondeur d'une cinquantaine de kilomètres. Mais un diplomate occidental de haut rang exclut que ce repli puisse avoir le moindre caractère de perpétuité. « Les Turcs eux-mêmes, qui ont leur propre problème kurde, ne le permettraient pas. Et l'on ne touche pas à la Turquie, élément clef de l'Otan. » Quant aux « pompiers de l'ONU » venus secourir les réfugiés, ils évoquent constamment



Soldat britannique à Zakho.

« ce jour prochain où la composante militaire de l'opération laissera la place à un dispositif purement humanitaire ».

Dans les tavernes malodorantes de Zakho, les joueurs font à nouveau claquer les dominos sur les tables. Tout le monde parle kurde et voue aux gémonies Saddam Hussein. Comme si ces hommes étaient déjà maîtres chez eux, protégés par des Américains venus les aider « au nom de la résolution 688 des Nations unies et, parce que cela est juste, au nom d'Allah », selon un tract de l'US Army. Que ressentiront-ils quand les « boys » rentreront chez eux, ainsi que les Royal Marines, les soldats français, néerlandais et espagnols ?

Stéffan de Mistura, l'homme de l'ONU, est pourtant confiant : « Toute comparaison avec la politique passée de Saddam Hussein envers les Kurdes est caduque. Hier, il était fort ; aujourd'hui, il est affaibli. Il a besoin de l'aide du monde entier. Il ne peut plus rien contre eux. »

Jean Lesieur ■

L'autonomie kurde peut-être en bonne voie

Massoud Barzani a demandé hier à Bagdad que toutes les régions irakiennes à majorité kurde fassent partie de la province autonome.

Après trois jours de négociations à Bagdad, les autorités irakiennes et les représentants kurdes viennent peut-être de trouver un terrain d'entente sur les modalités d'une future autonomie. Hier après-midi, l'agence irakienne INA a annoncé que Saddam Hussein avait reçu le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, ainsi que des représentants de trois autres partis d'opposition kurdes irakiens. L'information pourrait paraître anodine si Bagdad ne s'était employé jusque-là à répéter qu'une telle rencontre n'aurait lieu « qu'une fois tous les problèmes réglés ».

Aucune information n'a toutefois filtré sur la teneur des entretiens, les premiers depuis la signature, le 24 avril dernier, d'un accord de principe sur l'autonomie du peuple kurde. Massoud Barzani avait hier demandé une nouvelle fois que toutes les régions irakiennes à majorité kurde fassent partie de la province autonome du Kurdistan. En cas de doute, un recensement pourrait être organisé dans ces régions, selon un accord entre les deux parties, affirment des « sources bien informées » de l'AFP. Quant à la situation de Kirkuk, ville riche en pétrole revendiquée par les Kurdes et qui constitue un point de

litige, elle était toujours en discussion. Le secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, l'autre important mouvement d'opposition kurde irakien, avait quant à lui affirmé, fin avril à Bagdad, que Kirkuk, qui n'est pas une ville kurde, ne poserait pas de problème. Aux termes des accords conclus en 1970 entre les Kurdes et le gouvernement irakien, les richesses souterraines naturelles pourraient rester sous contrôle du gouvernement. Dans une interview au *Washington Post*, Tarek Aziz, le vice-Premier ministre irakien présent lors de la rencontre avec les dirigeants kurdes, a affirmé en substance que le régime avait fait des erreurs, mais était désormais décidé à mettre en place une Constitution acceptable par la majorité de la population. Tarek Aziz estime également que « Saddam Hussein est suffisamment populaire pour être élu (...) dans ces temps difficiles ». Hier, en tout cas, le gouvernement irakien a approuvé un budget 1991 principalement axé sur l'« avenir de

l'Irak d'après-guerre ». Sur le terrain, tandis que les forces américaines achevaient leur retrait du sud de l'Irak, au nord du 36^e parallèle, où les forces alliées ont mis en place la « zone de sécurité », un avion US a été mardi soir la cible de tirs de la défense antiaérienne irakienne, sans être touché. L'incident est le premier depuis l'entrée des troupes alliées en charge du plan de secours *Provide Comfort* déclenché le 21 avril, mais George Bush s'est employé à en minimiser les conséquences, hier à Washington, tout en exprimant l'espoir que l'ONU prendra rapidement le relais dans les camps. Dans le même temps, enfin, le général Dogan Gures, chef d'état-major de l'armée turque, a annoncé qu'Ankara allait publier un « livre blanc » sur les activités militaires à la frontière. L'ouvrage devrait répondre aux accusations contre l'armée turque, accusée d'avoir maltraité des réfugiés irakiens et d'avoir détourné l'assistance qui leur était destinée.

D'après AFP, Reuter

International Herald Tribune May 10, 1991

Closer Than Ever to Autonomy, Kurd Leader Says

By Chuck Sudetic

New York Times Service

RAWANDIZ, Iraq — "We are closer than ever to autonomy," said Jalal Talabani, leader of one of the two largest political groups for Iraqi Kurds. "This is the best chance we've had this century."

With his comrades meeting this week in Baghdad to cement the changes that the Iraqi government granted the Kurds last month, Mr. Talabani has more reason to be optimistic than ever before.

One of those who met Wednesday with President Saddam Hussein was Massoud Barzani, perhaps the most powerful Kurdish rebel leader and a man whom Mr. Hussein has opposed for more than a decade.

Mr. Talabani, another longtime foe of Mr. Hussein, said in an interview Wednesday: "This is the first time that the Kurds have gained so much popular sympathy abroad for their struggle, and this is a very strong card in their hand. The Kurds are united, while the Iraqi government is facing broad opposition."

Mr. Barzani's talks with Mr. Hussein were expected to cover, among other things, military control of an autonomous Kurdistan in Iraq and how to divide the region's wealth, especially its oil profits, with the central government.

Mr. Talabani said that the talks were progressing in a "positive climate."

"We are facing a weak and defeated government," he said. "It has to get permission to produce and sell oil. It has to get approval for the ending of economic sanctions. These sanctions and permissions are linked with the respect for human rights and Kurdish rights in Iraq."

Mr. Talabani appeared on Iraqi television last month kissing Mr. Hussein after reaching the agreement in principle on Kurdish autonomy.

"Sometimes you are obliged to deal with the devil himself," he said.

But even as the Kurdish refugees flood back from their mountain hideouts into the territory now being secured by allied forces in the north, suspicions toward the Hussein government remain strong.

Any accord that Baghdad and the Kurds reach is expected to resemble an agreement reached between them in 1970. Mr. Hussein subsequently ignored that pact, setting off a series of Kurdish rebellions and bloody government reprisals.

Mr. Talabani said he expected as many as four rounds of talks that may take several weeks each. "When we were speaking in principle, there was no disagreement," he said. "But we were talking generally."

Mr. Talabani said that Mr. Barzani was demanding an end to military rule of the Kurdish regions of

Iraq, but that this would not mean an end to an Iraqi military presence in the area.

"We cannot remove all of the army from Kurdistan," he said. "This is Iraq. But we want them to remain in their barracks and in places necessary for national defense."

"The police in Kurdistan must be Kurds, all of them," Mr. Talabani said, adding that Mr. Hussein had not shown any resistance to this demand so far.

The Kurdish guerrillas, known as *pesh merga*, must also remain as an armed force, he said, "as a guarantee that Mr. Hussein will respect the agreement."

The Kurds also are counting on other nations to provide guarantees for any agreement they reach with Mr. Hussein.

"The best way for the allies to rescue the Kurds from this misery and withdraw their armies from Iraq is to put adequate pressure on the Iraqi government to reach an agreement to respect human rights and introduce democracy," he said, adding that he believed that the allies would eventually extend the present safety zone to cover all of Iraq above the 36th parallel.

"We are asking the allied forces to put conditions on their withdrawal from northern Iraq," he said.

Mr. Talabani said the Kurds would press Mr. Hussein to give Kurdistan a share of the national

budget equal to the Kurds' share of the overall Iraqi population. There are about 3.5 million Kurds among the country's population of 18 million.

■ Iraqi Troops Enter D'hok

Iraq has moved special forces into the northern city of D'hok, a provincial capital that U.S. Marines are poised to add to the safety zone for Kurdish refugees, a Marine officer told Reuters on Thursday.

About 2,000 members of Iraq's 66th Special Forces Brigade have been deployed in and around the town this week, the officer, Captain Chris Mulholland, said from a hilltop near D'hok.

Captain Mulholland's estimate of Iraqi troop deployments in the city, about 50 kilometers (30 miles) from the border, was in contrast to that of the allied command, which has said since Sunday that Iraqi forces were withdrawing from the town and the surrounding area.

But Captain Mulholland said that when soldiers of Iraq's 38th Infantry Division, regarded as a far inferior force, pulled out this week they were replaced by the 66th.

No schedule has been announced for a push into D'hok, but U.S. officers in the field said they were waiting for other allied units to arrive so that the move would not appear to be solely an American operation.

Cresce la tensione nel Nord del Paese: due aerei della Marina statunitense attaccati dalle forze di Saddam tra Dohuk e Mosul

Kurdistan, Bagdad cerca di fermare gli alleati

Gli americani lasciano il Sud dell'Irak L'Egitto ritira il suo contingente nel Golfo

ANKARA — La presenza di truppe alleate nel Nord dell'Irak e i confini sempre più estesi della zona di sicurezza cominciano a creare tensione e nervosismo tra le forze di Bagdad. Martedì sera la contraerea irachena ha aperto il fuoco su due jet della Marina americana in volo tra Mosul e Dohuk: il bersaglio non è stato colpito e i piloti sono rientrati senza danni alla base. Ieri sera è arrivata da Bagdad una tardiva smentita: il Pentagono, dopo aver assicurato che non ci saranno rappresaglie, ha aperto un'indagine.

L'incidente è comunque un segno evidente di quanto la situazione si stia complicando nel Nord del Paese con gli alleati ormai alle porte di Dohuk e il ritorno dei *peshmerga*, i ribelli curdi, nel Kurdistan «protetto».

Il regime non vuole perdere il controllo su città importanti da un punto di vista strategico e politico, mentre i profughi continuano a invocare l'occupazione di grandi centri come Dohuk e Mosul — ma anche Erbil e Kirkuk — dove migliaia di curdi desiderano tornare senza trovarvi gli uomini di Saddam.

Bagdad teme un'occupazione permanente della regione settentrionale, ma il presidente Bush ribadisce che non desidera un impegno a lungo termine in Irak. Per questo il capo della Casa Bianca incontra il segretario delle Nazioni Unite de Cuelar. «Spero che l'Onu — ha detto Bush — possa agire nel Nord come è già avvenuto nel Sud dell'Irak».

Le truppe americane lasciano oggi definitivamente la zona smilitariz-

zata creata alla fine della guerra lungo il confine tra Kuwait e Irak: le ultime brigate attraverseranno l'estrema fetta di deserto iracheno e si riuniranno in Arabia per poi tornare in Germania. Ora la sorveglianza della frontiera violata il 2 agosto è affidata ai Caschi Blu.

Ma gli americani non abbandonano il Golfo: il loro contributo al mantenimento della pace nella regione è anzi destinato ad aumentare. In questo senso si è espresso il Segretario alla Difesa USA Dick Cheney dopo aver incontrato i rappresentanti dei Paesi membri del Consiglio di Cooperazione del Golfo, impegnati in questi giorni nella definizione di un nuovo sistema di sicurezza. Cheney ha affermato che le trattative avviate tra i Paesi del Consiglio (interrotte e rinviate «all'estate») si tradurranno presto in un accordo dettagliato che coinvolgerà gli Stati Uniti e preve-

derà una presenza navale americana nel Golfo. Meno ottimista l'Egitto che ieri ha deciso il rimpatrio del suo contingente di 38.000 uomini: fonti diplomatiche al Cairo motivano questa decisione inattesa con le incertezze sorte in seno al Consiglio di Cooperazione.

A Bagdad, intanto, sono giunti alla terza giornata i colloqui tra il regime e la delegazione curda: ieri è stato Saddam in persona a incontrare il leader del Partito democratico Barzani, che sembra deciso a strappare l'autonomia di tutti i centri a maggioranza curda, Kirkuk inclusa.

Se dalla capitale trapevano poche notizie sull'esito delle trattative, il vice premier (più noto come ex ministro degli Esteri) Tarek Aziz alza il tiro: parla di una costituzione basata sul consenso popolare e prevede una carica presidenziale limitata a periodi di sette anni. Ma Saddam si è proclamato «presidente a vita» dell'Irak.

E misteriosi spari sulle truppe italiane alla frontiera turca

ZAKHO — Colpi d'arma automatica sono stati sparati l'altra notte alle 20.15 su alcuni camion che portavano una trentina di parà della Folgore e i gendarmi turchi di scorta, in viaggio fra la base di Diyarbakir e il centro per i profughi curdi di Zakho, in Irak.

La sparatoria, che non ha causato danni e quasi certamente aveva come obiettivo la scorta, è avvenuta presso Esentepe, a 20 km da Nusaybin, una località turca sul confine siriano. Qui si verificano continue infiltrazioni di guerriglieri del Partito dei Lavoratori Curdi, appoggiato dalla Siria. La gendarmeria ha rastrellato senza esito la zona e poi ha condotto in una caserma di Dusaybin l'autocolonna, raggiunta intanto da veicoli dei parà spagnoli, che da alcuni giorni stanno affluendo a Zakho. Ieri la colonna ha raggiunto l'Irak.

Una settimana dopo l'ordine di partenza, metà del contingente italiano, in tutto 1000 persone tra parà, alpini, elicotteristi, medici, infermieri, crocerossine e genieri, è nella zona compresa fra l'enclave

curda di Zakho, e le basi turche di Incirlik e Diyarbakir, dove atterrano i C-130 Hercules e i G-222 della 46ª aerobrigata dell'Ami e gli aerei charter dell'Alitalia. L'Aeronautica ha condotto finora 125 missioni di volo a favore dei curdi. Oggi parte da Napoli per il porto turco di Mersin un traghetto che porta otto elicotteri CH-47 Chinook e AB-205 del 1º raggruppamento Antares dell'aviazione leggera Esercito, con cento elicotteristi comandati dal colonnello Cosimo Lenza.

A Zakho i professionisti incurso-ri del 9º battaglione parà d'assalto «Col Moschin» stanno già partecipando alla vigilanza della fascia di sicurezza per i campi profughi.

Come nel 1982 a Beirut, l'esercito ha affidato a due dei suoi migliori ufficiali il comando dell'operazione, definita dal capo di Stato Maggiore, Goffredo Canino, «una missione seria, onerosa, ma assolutamente normale per dei soldati». Coordinatore è il generale di divisione Mario Buscemi, 56 anni, perugino, capo del 4º reparto dello SM Esercito e ispettore logistico,

mentre il comando tattico del contingente è svolto dal generale Franco Monticone, 51 anni, astigiano, comandante della brigata «Folgore», dove entrambi hanno svolto gran parte della loro attività. Buscemi, già comandante della brigata Granatieri di Sardegna, ha una notevole esperienza nel campo degli armamenti e dei materiali. Monticone, che ha anche comandato il «Col Moschin» ed è stato capo dell'ufficio operazioni dello Stato Maggiore, è il maggior esperto italiano di guerra non convenzionale.

Più mirate che i colpi sparati presso Nusaydin sono state le minacce che sabato hanno costretto i volontari statunitensi dell'associazione umanitaria Americanes a lasciare l'Iran. Gli americani da una settimana aveva installato una clinica da campo per i rifugiati curdi nel Nord-Est dell'Iran. I quattro sanitari sono stati sempre sorvegliati da guardie armate, una delle quali ha puntato un'arma alla testa di un'infermiera.

Gianfranco Simone

Accord en vue à Bagdad

La mission de l'ONU a pris la relève à la frontière irako-koweïtienne. Mais l'Irak rejette la proposition britannique d'une force de police internationale dans le nord du pays.

Les discussions entre le gouvernement irakien et la délégation des représentants des organisations kurdes conduite par Massoud Barzani étaient, hier après-midi à Bagdad, sur le point d'aboutir. Selon les observateurs, le gouvernement irakien, affaibli par la guerre du Golfe, et les Kurdes, poussés à l'exil, étaient prêts à des concessions réciproques pour parvenir à un règlement. Massoud Barzani faisait état de progrès substantiels. « C'est positif », confiait-il à l'agence Reuter. La délégation kurde souhaite obtenir une plus grande autonomie vis-à-vis du gouvernement central et des garanties de sécurité autorisant le retour des populations après le départ des forces alliées de la zone de sécurité. Un éventuel accord s'accompagnerait de mesures de démocratisation, comme l'a laissé entendre mercredi le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, en annonçant une réforme constitutionnelle.

On estime à Bagdad qu'un accord avec les Kurdes permettrait au gouvernement de Saddam Hussein non seulement de sortir de son isolement diplomatique, mais également de concentrer son attention sur le Sud chiite du pays, afin de faire pièce à l'influence de Téhéran, accusé par Bagdad d'avoir fomenté le soulèvement de la mi-mars.

C'est dans cette zone que la Mission des observateurs des Nations unies pour l'Irak et le Koweït (Monuik) a pris, hier à 11 heures (heure de Paris), le contrôle de la frontière irako-koweïtienne. Les troupes irakiennes, d'une part, et les troupes américaines, d'autre part, avaient achevé mercredi l'évacuation de la zone tampon de 15 km de large sur les 240 km de frontière entre les deux pays, a précisé le porte-parole de la Mission de l'ONU à Koweït-City, ajoutant que l'ONU attendait la confirmation du retrait de troupes koweïtiennes avant de proclamer officielle-

ment la zone « démilitarisée ».

Reçu mercredi soir, dans le cadre de sa tournée des pays du Golfe, par l'émir de Bahreïn, le secrétaire américain à la Défense, Dick Cheney, a confirmé le retrait des forces américaines de la région et le maintien d'une présence de « quelques mois » au Koweït. Selon des sources du Pentagone, le projet de contribution future des États-Unis à la sécurité du Golfe s'articulera autour de l'établissement d'un centre de commandement à Bahreïn, du stockage de matériel militaire dans la zone, du renforcement de la présence de la marine américaine et de l'organisation de manœuvres conjointes avec les pays de la région.

Dans l'attente d'un possible règlement irako-kurde, George Bush souhaite résoudre le passage du témoin à l'ONU au nord de l'Irak de la même manière qu'au sud. Il s'en est entretenu hier avec le secré-

taire général, Javier Perez de Cuellar. Le président américain a réaffirmé sa volonté de ne pas voir les 3 200 soldats américains envoyés pour aider les réfugiés kurdes s'enliser en Irak, et de les ramener aux États-Unis le plus tôt possible. Mais la perspective de ce relais est encore très vague.

Renforts irakiens près de Dohouk

« Nous aimerions le faire le plus vite possible », a indiqué un haut responsable américain, en soulignant toutefois qu'il était « trop tôt » pour prédire quand cette substitution pourrait avoir lieu. Washington se dit favorable à la proposition britannique d'une force de police de l'ONU destinée à protéger les réfugiés, mais Javier Perez de Cuellar estime indispensable l'accord de l'Irak sur cette initiative. Or le ministre irakien des Affaires

Les négociations sur l'avenir du Kurdistan irakien



Des milliers de Kurdes, qui s'étaient réfugiés à la frontière turque, ont pris le chemin du retour. Mais beaucoup restent sceptiques sur la volonté de Bagdad de respecter les accords d'autonomie signés dernièrement. (Photo Ozbilici/AP.)

étrangères, Ahmad Hussein al-Khodair, y a opposé hier un « non » catégorique lors d'un entretien à Bagdad avec le sous-secrétaire général de l'ONU, Marrack Goulding.

Selon un responsable des services de renseignement militaires américains, deux mille « bérets rouges » des troupes d'élite irakiennes auraient été envoyées au sud de la ville de Dohouk et les postes d'observation auraient été renforcés afin de s'assurer que les militaires occidentaux déployés dans le nord de l'Irak ne débordent pas de la zone de sécurité destinée à l'accueil des réfugiés kurdes. « Les Irakiens sont en train de faire jouer leurs muscles pour montrer leur détermination », a commenté le major Gawthrop, de la force d'intervention « Bravo » stationnée à Zakho. Le retour en masse des quelque 400 000 personnes toujours réfugiées dans la montagne dépend, estiment les observateurs, de la prise de contrôle de cette agglomération, qui était hier toujours tenue par les forces de Bagdad.

De source militaire occidentale, les troupes américaines situées à quelques kilomètres de Dohouk « n'entreront pas dans la ville, afin d'éviter une confrontation américano-irakienne ou de nouveaux problèmes politiques internationaux ». Officiellement, selon les porte-parole du quartier général des forces alliées à Incirlik, « l'entrée des troupes dans Dohouk n'est pas à l'ordre du jour ».

L'Irak aurait, en revanche, donné l'assurance aux États-Unis que ses forces ne tiraient plus d'américains. Deux chasseurs-bombardiers A 6 en mission de reconnaissance au nord de l'Irak avaient, de source américaine, essuyé mercredi le feu de la DCA irakienne, sans dommages. A la suite de cet incident, le premier du genre depuis le début de l'opération « Provide comfort », le général américain Richard Naab a rencontré son homologue irakien Nouchouan Danoun, qui l'a « informé qu'il avait dit à ses hommes de faire en sorte que cela ne se reproduise pas » (AFP, Reuter.)

L'Irak aurait, en revanche, donné l'assurance aux États-Unis que ses forces ne tiraient plus d'américains. Deux chasseurs-bombardiers A 6 en mission de reconnaissance au nord de l'Irak avaient, de source américaine, essuyé mercredi le feu de la DCA irakienne, sans dommages. A la suite de cet incident, le premier du genre depuis le début de l'opération « Provide comfort », le général américain Richard Naab a rencontré son homologue irakien Nouchouan Danoun, qui l'a « informé qu'il avait dit à ses hommes de faire en sorte que cela ne se reproduise pas » (AFP, Reuter.)

EL MUNDO 10 DE MAYO DE 1991

Desea establecer una administración kurda tutelada por la ONU

Barzani rechaza la oferta de Sadam y pide más autonomía en el Kurdistán

El líder kurdo no acepta las concesiones de Bagdad a Talabani

SANTIAGO AROCA

ENVIADO ESPECIAL

ZAJÓ (NORTE DE IRAK).— Masud Barzani, líder del mayor grupo guerrillero kurdo, mantuvo ayer en Bagdad la segunda ronda de conversaciones con Sadam Husein destinada a llegar a un acuerdo sobre la autonomía que se concederá al Kurdistán iraquí.

Barzani y Husein han sido hasta ahora enemigos jurados, separados por numerosas diferencias y una larga guerra civil que difícilmente podrán enterrar en una mesa de negociaciones.

Según indicaron ayer a EL MUNDO fuentes de la dirección de la «Peshmerga», la guerrilla kurda, Barzani ha rechazado el acuerdo suscrito semanas atrás por Jalal Talabani y Sadam Husein, para dotar de mayor autonomía política al Kurdistán.

Barzani considera que ese pacto «está superado por el tiempo y ahora es necesario ir mucho más allá», en palabras de uno de los máximos comandantes de la «Peshmerga».

Lo que Barzani desearía es un compromiso de Sadam Husein para admitir el establecimiento de una administración kurda, bajo protección de las Naciones Unidas. Según el proyecto, Irak se transformaría en un Estado federal y los kurdos lograrían un casi completo autogobierno, incluyendo la administración de la zona petrolífera de Kirkuk.



Masud Barzani con Sadam Husein, el miércoles. / AP

No es difícil que Sadam Husein acepte la propuesta de Barzani y vaya mucho más allá de lo que concedió a Talabani.

PRESION SOBRE SADAM.— La clave del éxito de Barzani está en la intensa presión que los aliados ejercen sobre Sadam Husein.

Ayer mismo, un portavoz oficial iraquí trató de desmentir que el Ejército de Sadam hubiera abierto fuego contra un avión norteamericano en vuelo de reconocimiento sobre las ciudades de Mosul y Dohuk.

Los Estados Unidos mantienen su tenaza militar sobre

Sadam, para evitar nuevas matanzas. Ayer mismo, un portavoz de las Naciones Unidas confirmaba que el ejército iraquí está cometiendo nuevas atrocidades en el sur del país, donde se produjo una revuelta encabezada por grupos chiítas apenas terminó la Guerra del Golfo.

Días atrás, los Estados Unidos retiraron sus fuerzas del sur de Irak para permitir que la ONU estableciera un perímetro de seguridad a lo largo de la frontera con Kuwait.

Tropas iraquíes aprovecharon la salida de los marines para lanzarse a un ajuste de cuentas con los «colaboracionistas». Los aliados temen que una situación similar se repita cuando abandonen el norte de Irak y las tropas fieles a Sadam entren en las ciudades kurdas.

A pesar de las negociaciones entre Barzani y Sadam, los refugiados kurdos desconfían de las intenciones del líder de Bagdad y no cesan de reclamar que los aliados mantengan sus tropas en el norte de Irak y continúen su avance para liberar más ciudades.

Por otra parte, un oficial y seis soldados turcos murieron anoche en un ataque guerrillero kurdo en zonas de Turquía fronterizas con Irak, informaron fuentes oficiales.

En opinión de comentaristas políticos, el ataque fue perpetrado por las guerrillas del Partido de los Trabajadores Kurdos (PKK), que se levantó en armas en 1984 para conseguir un Estado independiente en el Kurdistán turco.

En el atentado contra el Ejército turco, además de los siete muertos hubo 30 heridos. Por otra parte, el portavoz del Ministerio turco de Asuntos Exteriores confirmó que una columna de vehículos militares españoles e italianos fue atacada el martes por la noche, en territorio turco.

DIVISIONES.— Poco después del ataque, comenzó una vasta operación de «peinado» en los alrededores de la localidad de Nusaybin, en la frontera con Siria, donde ocurrió el suceso.

Tras el comienzo de la guerra del Golfo y los primeros contactos de la Administración turca con los rebeldes kurdos iraquíes de Jalal Talabani y Masud Barzani, empeoraron las relaciones entre los kurdos de Irak y los del PKK turco. El PKK, de ideología izquierdista, ha rebajado sus exigencias separatistas y ha dicho que está dispuesto a negociar con las autoridades turcas una autonomía cultural,

Miles de reservistas yugoslavos han sido llamados a filas por el Ejército federal, como medida preparatoria de una probable hiperactividad en las zonas ocupadas por las milicias independentistas. En los cuarteles de la capital del país, Blegrado, se registra desde el pasado miércoles un movimiento y una tensión febriles, que evidencian la movilización y los preparativos militares para intervenir en la situación de preguerra que vive Yugoslavia. El Ejército se encuentra desde el pasado lunes en estado de máxima alerta y preparado para la acción, tras la muerte de un joven soldado en la manifestación antimilitarista que tuvo lugar en la ciudad

croata de Split. La Presidencia federal, bajo la creciente tensión golpista que se fraguaba en el alto mando militar, ha decidido ordenar al Ejército el desarme de las milicias.

mayoría serbia había convocado un referéndum para el próximo domingo, pero según los nuevos acuerdos, representantes de las ambas repúblicas discutirán todo lo relativo a la autonomía serbia, incluido el plebiscito.

Pero los acuerdos entre políticos y militares no han conseguido poner fin a los enfrentamientos armados en las zonas rebeldes de Croacia. Ayer, una persona resultó muerta y varios policías croatas heridos en un tiroteo ocurrido cerca de localidad de Borovo Selo.

The European May 10, 1991

Tension rises as Kurds go home

Roman Rollnick ● AL AMADIYAH, IRAQ

NEW TENSIONS are building up as Allied troops continue to pour into northern Iraq on transport planes and helicopters. Travelling the roads which were bombed by Allied aircraft during the Gulf war, it is clear that units of Saddam Hussein's Republican Guard still patrol the countryside. They wave uneasily at journalists.

Within a few miles of the remaining Republican Guard posts, red-turbaned Kurdish fighters who fought a desperate battle against Saddam's troops roam the landscape carrying rifles and ammunition. They too wave uneasily.

The peace in the ravaged land is so uneasy that it will take a well-armed United Nations force to maintain even the unreal atmosphere which now prevails. Many diplomats fear that this is something the UN will not be able to achieve.

Kurds returning home from Iran this week said that they will take to the mountains again if the American, French, Dutch, Italian and British soldiers leave. The question of when the troops now entrenching themselves with heavy artillery will be able to go home is linked to how safe the Kurds feel.

European and American soldiers on the front line of the security zone, now 50km deep, look over their Ray-Ban sunglasses and say that they have no idea how long they will be here. Their officers also have no answers. Officially they are

camped in the heat and dust to protect Kurdish refugees returning from the mountains.

With the refugee crisis almost resolved thanks to the biggest and most expensive relief operation in recent memory, Turkey has made it clear to the Allies that it does not want northern Iraq to be turned into a semi-autonomous Kurdistan. Turkey is worried that the area will become a haven for the insurgents who operate in Turkey's own tense Kurdish provinces.

Overhead, Allied aircraft which still rule the air over Iraq dive and turn in a constant warning to the Republican Guard that they still mean business.

The sense of accomplishment that Allied soldiers have enjoyed over the past three weeks of saving refugees' lives is now turning to a sense of unease and speculation over what incident might provoke the next battle.

Riad Mohammed wears the red and black beret of the Republican Guard. He is allowed to guard over Saddam's summer palace. His fingers clenched around a grenade in his belt, he says: "We will fight you if you are ordered to attack, but why don't you just go back home?" Allied soldiers know their enemy and wonder when the ghost of this unfinished war will come back to haunt them. They have stopped expecting the assassination of Saddam and many believe that their role is to give their government a negotiating lever with his successor.

BAGHDAD REJECTS U.N. POLICE FORCE TO PROTECT KURDS

U.S. PLAN BLOCKED

Impasse May Delay the Pullout of American Troops From Iraq

By R. W. APPLE Jr.

Special to The New York Times

WASHINGTON, May 9 — Secretary General Javier Pérez de Cuéllar of the United Nations told President Bush today that Baghdad had turned down an American-supported proposal for a United Nations police force in northern Iraq, raising the possibility that American troops might have to stay there far longer than the Administration had hoped.

Mr. Pérez de Cuéllar was said by his associates and by American officials to be unwilling to send a United Nations force in the face of Iraqi opposition, unless the Security Council authorized it, which at the moment seems unlikely.

No Lifting of Sanctions

So it appears that President Saddam Hussein of Iraq — defeated in battle, faced with awesome economic and social problems, struggling to hold his country together — has found a way to frustrate the United States, at least for the moment.

But by blocking a United Nations force, Mr. Hussein in effect invites a continuing occupation of part of his country by American and other allied forces. Moreover, until the Kurdish problem is resolved satisfactorily to Americans, the United States has said it would not agree to relaxation of the economic sanctions against Iraq.

Administration officials conceded that Baghdad's action probably means a considerable delay in United States withdrawal from the area. Although the last American troops left southern Iraq on Wednesday, those in the north cannot depart until some other sizable force arrives to screen the new Kurdish refugee camps in the region.

'The Q Word' Is Heard

Last week, important policy makers

began to apply what they called "the Q word," meaning quagmire, to the problem developing in the area along Iraq's border with Turkey. Today, they said Mr. Pérez de Cuéllar's report, which was delivered to the President at a White House meeting, represented a major setback to American policy.

Mr. Bush promised last month, when he announced that the United States would aid the Kurds, that American troops would pull back quickly, handing over the camps to United Nations administration. But that plan raised the question of who would make the camps at least symbolically secure enough from possible Iraqi attack to persuade large numbers of Kurds to leave their mountain refuges. And that led to the idea of a United Nations police force.

In company with France and Britain the United States has insisted the international organization could set up a police force in the area — a less heavily armed force than the peacekeeping force authorized by the United Nations in southern Iraq — without the passage of a new resolution. But Mr. Pérez de Cuéllar, aides said, was worried about bypassing the Security Council.

The three nations hoped, according to Western diplomats, that Iraq would not object to the police force if not specifically asked to approve of it.

'A Very Clear Rejection'

But Mr. Pérez de Cuéllar sent an envoy to Baghdad, where he got the thumbs-down from the Iraqi Government. "Today I have received a very clear rejection from the Iraqi Government," the Secretary General said at the White House. "They do not want a United Nations police force."

John Bolton, the United States Assistant Secretary of State for Inter-

Some policy makers are hinting about a quagmire.

national Organizations, confirmed that Mr. Pérez de Cuéllar was still pressing for another resolution. The problem with that is that either the Soviet Union or China or both are likely to block a Security Council authorization because they are reluctant to set precedents for interfering in the internal affairs of

other countries, such as that between the Kurds and the Baghdad Government.

'Limited in Duration'

Mr. Bush has been emphasizing for weeks that he would do everything possible to avoid getting bogged down in northern Iraq, with American troops stuck there because no replacements were available. At a news conference on Wednesday, he said again that he opposed any permanent commitment. And today he said that the United States still viewed its role in protecting the Kurdish refugees "as limited in duration."

"I think that is the wish of our American friends as well as the United Nations," Mr. Pérez de Cuéllar said, to which Mr. Bush responded, "That's for sure." But then the United Nations official took up again the line that has the White House and the State Department seething with irritation.

"I think we have to be patient," he said.

'Sanctions Will Remain in Place'

According to White House aides, Mr. Bush pressed Mr. Pérez de Cuéllar again today to move faster, as he had done in a telephone call more than two weeks ago.

Richard Haass, Mr. Bush's special adviser on Near Eastern matters, reiterated today the Administration's determination to continue to penalize Iraq until President Hussein is replaced, even though the United Nations resolution setting the terms for ending the war, which was passed April 3, makes no demand for his departure in exchange for relaxing sanctions.

"In our view, Saddam is discredited," Mr. Haass told a group of correspondents. "As a result all possible sanctions will remain in place until he is gone. Iraqis will not participate in the region's post-crisis political, economic and security arrangements until there is a change in regime."

Eventually, the United States wants private relief agencies and the United Nations to care for the Kurds who have been uprooted by the failed rebellion that followed the Persian Gulf war. But that cannot be done, everyone agrees, until the Kurds' fear of the central government has been overcome, and that may take considerable time.

"The goal is not simply to create a series of camps along the Iraqi border with Turkey and Iran," a senior Administration official said. "The goal is to get the Kurds to return to their place of permanent residence in safety, so the camps are envisioned as a very temporary thing."

THE NEW YORK TIMES May 10, 1991

Iraq Acts to Halt the Spread Of Allied Zone for the Kurds

By JOHN KIFNER

Special to The New York Times

ZAKHO, Iraq, May 9 — A top-ranking Iraqi general met with American commanders today, apparently in an effort to block expansion of the allied-controlled zone for Kurdish refugees.

Maj. Gen. Abu Firas Saber of the Iraqi general staff met with Lieut. Gen. John Shalikashvili, the United States Army officer in command of the allied military relief effort for an hour and a half this afternoon to deliver what one American officer described as "a strong message."

The meeting, requested by Baghdad, appeared to be part of a stiffening of resistance by Baghdad to further expansion of the "safe haven" carved out of a swath of northern Iraq now patrolled by American, British, French, Dutch, and in the last few days, Spanish and Italian troops.

At the United Nations today, Iraq rejected any notion of a United Nations police force to protect Kurds returning back home. In Dohuk itself, Iraq appears to be strengthening its position rather than pulling back. The Iraqi military checkpoint on the main north-south highway has been moved forward and reinforced, and several hundred Iraqi special forces troops are reported to have moved into the area.

Fear for Refugees' Fate

American officials say that unless Dohuk is beyond the Baghdad Government's control, as many as 300,000 refugees from the city and its surrounding villages will fear to come home and will be stranded, either in temporary camps in the allied-controlled areas or even refuse to leave their miserable mountain camps in Turkey.

American officers privy to the meeting said the Iraqis had called it to express their "deep concern" over any allied move into Dohuk. American forces are now but a few miles from the outskirts of the city, and American attack planes have been regularly flying low over the city.

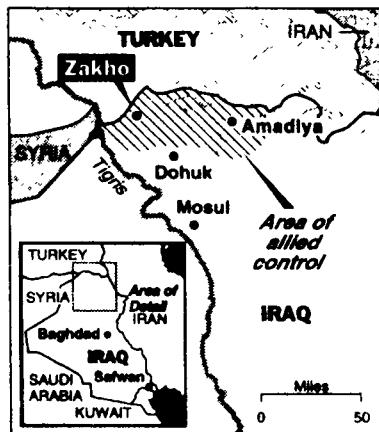
In a brief statement, General Shalikashvili described the meeting as "positive and open."

"Many issues in regard to the return of Iraqi citizens up in the mountains to their homes were discussed," the American general said.

A Significant City

General Saber, accompanied by a half-dozen aides, said nothing as he left the meeting. His group drove swiftly away in five white Mercedes. He is the highest-ranking Iraqi officer to come to the Americans headquarters here for what has become a daily meeting of the two sides.

While Iraqi troops have quietly pulled out ahead of the allied advances into this border city and the wild mountain country around Amadiya to the east, Dohuk could be another matter



The New York Times

An Iraqi general was said to have delivered "a strong message" to American commanders at Zakhō.

entirely for the Baghdad Government.

In addition to its significance as a provincial capital, Dohuk controls a network of local roads and a series of valleys stretching east toward the Iranian border. To the south is the Tigris River valley and a major highway, both leading directly to the capital. The big city of Mosul lies along the highway, raising the possibility that putting Dohuk within the allied security zone could imply that Mosul, which had a large Kurdish population, would be next.

Want Iraqis to Move

But American military officers, trying to clear the refugees from the mountaintops before the streams dry up in the next few weeks, fear that they will be stuck with several hundred thousand refugees in camps if Iraqi troops do not move out of Dohuk.

"We're going to have to take care of them one way or the other," Dayton Maxwell, a State Department disaster coordinator, said this afternoon. He estimated the number of refugees from the Dohuk area or farther south at between 200,000 and 300,000 and added that the relief workers in the mountaintops were reporting that "people are pretty firm in their decision to stay there" unless Dohuk was included in the security zone.

By this afternoon, the population of the American-built refugee camp here had grown to about 15,000 people, Sgt. Patricia Van Duerm of the Army Civil Affairs unit said, with several thousand camped in temporary shelters at its edge waiting to register. Plans were underway to expand to new sections of the camp.

The Iraqi officer who normally meets with the American commanders, Brig. Gen. Nushwan Danoun, assured commanders today that there would not be a repetition of an incident yesterday in which anti-aircraft bursts were fired at a Navy A-6 jet near Mosul.

Nord Eclair 10 mai 1991

La délicate mécanique du dispositif d'aide aux réfugiés kurdes

Le camp d'Isikveren, le plus grand camp de réfugiés en Turquie s'est aujourd'hui vidé aux trois-quarts. Mais le retour en Irak ne signifie pas la fin des problèmes pour les Kurdes.

PAR la porte latérale ouverte, les mécaniciens de bord photographient à l'instamatic le camp d'Isikveren défilant sous le Puma. Plus cossu, le copilote a sorti son camescope. Le changement survenu en l'espace de vingt-quatre heures est saisissant. Le plus grand camp de réfugiés kurdes en Turquie s'est aux trois-quarts vidé ! Plus haut, sur l'arête marquant la frontière avec l'Irak, cheminant par d'in-vraisemblables sentiers de chèvre, frôlant le vide, des colonnes irrégulières avancent, qui ploient sous un matelas, tirant un âne surchargé de vivres amassées lors des distributions dans les camps.

Depuis le début de l'opération « Provide Comfort », les Alliés ont fourni jusqu'à 700.000 repas par jour. Le surplus fait déjà l'objet d'un lucratif trafic dans la plaine irakienne, à mesure de l'arrivée des réfugiés autour de Zakhō.

Un peu au-dessous d'Isikveren, côté irakien, une section de paras du 3^e R.P.I.M.A. est déployée pour assurer l'aide d'urgence aux arrivants, juste avant leur plongée vers la plaine. Pour l'heure, le Puma de l'Alat amène une cargaison de magnums d'eau minérale que les bérets rouges entassent aussitôt dans un camion. Des enfants en guenilles se ruent vers le pilote qui vient de sortir du chocolat des poches de sa combinaison de vol (« Mister ! Mister ! »). Un gosse se précipite sur une béquille grossièrement taillée. D'autres sautent pour être les premiers servis. Tout autour, le col est jonché de véhicules abandonnés le mois dernier, lors de la fuite éperdue vers la Turquie. On trouve de tout sur cette montagne : véhicules légers, autobus, limousines américaines « empruntées » cet été au Koweït. Et même une benne à ordures.

Le para joue à la nounou

Outre la distribution d'eau et de vivres, les paras sont là pour donner un coup de main à ceux venus récupérer leur véhicule au passage, les aidant à les réparer, fournissant essence et batterie. Le sergent-chef Poulet, lui, étrenne un rôle de composition. Un aigle tatoué sur le bras gauche, il porte une gamine de 4 ans dont la mère, enceinte, a été saisie de malaise durant la montée vers le col. Le sergent-chef n'en revient pas : « elles sont toujours enceintes, dans ce pays ». L'autre jour, il a vu une mère de 15 ans. Surgi d'on ne sait où dans ces montagnes, un cadreur arrive au pas de course, Bétacam sur l'épaule, pour filmer le para jouant la nounou. On charge la mère et l'enfant dans l'hélicoptère, et c'est la descente vers Casrok où est installée une antenne médicale avancée de l'armée française.

Du village, il ne reste rien, si ce n'est quelques murs en ruine et un fortin qui ne vaut guère mieux. Casrok a été rasée en 1988 par l'armée irakienne, lors de la rébellion

kurde qui avait précédé la guerre Iran-Irak. Deux sections de parachutistes français y sont stationnées, assistées d'un petit élément de déminage du 7^e R.G.P. L'antenne médicale installée là comprend quatre médecins (dont des pédiatres), des sages-femmes et un laboratoire d'analyses. Les parachutistes du Génie font tourner le matériel d'épuration mis à disposition par la Lyonnaise des

Eaux et capable de traiter dix mètres cubes à l'heure.

Le dispositif mis en place pour vider la poche d'Isikveren et drainer le flux de réfugiés vers Zakho, dans la plaine, est donc en train de prouver son utilité. Plus à l'est, cependant, c'est le statu quo dans les camps. Un survol de Yekmal en Puma suffit à prouver que personne n'a bougé. Le camp se situe dans une vallée et ses

combles en un arrangement de tentes assez bien ordonnées. Cet immobilisme s'explique par l'avancée trop récente des forces alliées vers l'est, côté Irak.

Des détachements français, britanniques et italiens d'infanterie de marine ainsi que des unités de parachutistes américains venues d'Italie étaient mardi au sud-est d'Al Ahmadiyah où s'installe un second camp d'accueil, après celui de Zakho. Le « Bushland » s'élargit donc progressivement par un jeu complexe de concertations entre alliés et de négociations-intimidation avec les forces irakiennes (samedi dernier, deux Marines américains ont sauté sur une mine. Officiellement, l'état-major américain a préféré parler d'un « accident survenu au cours d'un entraînement »).

Le cloaque

Pour l'instant, la zone de sécurité ne devrait pas aller au-delà de cent kilomètres à l'est de Zakho, pour s'arrêter à Suriya où est prévu un troisième camp de soutien d'une capacité maximale de 75.000 personnes. C'est là que sont attendus, en particulier, les réfugiés du cloaque de Cukurca, où 70.000 personnes croupissent dans des conditions épouvantables.

Nous y étions dimanche dernier et Ahmed, militaire de 28 ans, qui a vécu la déroute du Koweït avant de se précipiter dans la fournaise kurde, nous affirme être d'accord pour rentrer en Irak. « C'est sale ici, la vie est trop difficile. » Doux euphémisme pour parler d'un camp où sévissent typhoïde, salmonellose et cho-

léra, où quarante personnes meurent encore chaque jour, où l'on patauge littéralement dans les déjections et les excréments, dans l'odeur constante des feux de décharge. Seulement, Ahmed ne veut repasser la montagne que si les douze membres de sa famille peuvent bénéficier d'un convoi.

« Ma mère est trop vieille pour rentrer à pied et les enfants sont trop petits », lance-t-il en contemplant cette vallée en cul-de-sac, ceinturée de champs de mines, sur laquelle le soleil commençait tout juste de se lever. De fait, pour bénéficier de l'effet d'entraînement d'Isikveren, les militaires américains viennent d'indiquer qu'ils comptaient monter ces prochains jours des convois en vue de ramener 200.000 personnes en Irak.

Philippe WAUCAMPT

LE JOURNAL DE TOULOUSE - 10 / 05 / 1991

Un journaliste toulousain parle du problème kurde

Chronique du sacrifice ordinaire d'une nation

Premier journaliste occidental à avoir pénétré le milieu de la résistance kurde en Irak, et condamné à mort par Saddam Hussein, le journaliste toulousain René Mauriès est un éclaircieur précieux pour comprendre les événements actuels dans la

région. Témoin et solidaire d'une nation sacrifiée sur l'autel de la Raison d'Etat, il condamne sans concession les exactions d'un régime irakien soutenu hypocritement par les pays occidentaux. Colère d'une humaniste pour chronique d'un génocide.

PYM

René Mauriès a salué les grands du siècle, de Tito à Mao, en passant par De Gaulle, Chou En-Lai, ou encore Moshe Dayan qui le décora pendant la Guerre des Six Jours. Il n'a pas hésité pourtant à remettre ces messieurs devant la paradoxe criant de certaines injustices. Il a soupé, au sens propre et au figuré, des tables du pouvoir et a vu les arrière-cuisines des grands banquets qu'on y servait. Impression mi-figue très raisin amer : on ne connaît pas l'homme sans le sentiment, et on ne peut que réclamer qu'il soit défendu dans ses droits... le reste est politique politicienne.

Regard ici, sur un autre ouvrage à venir, consacré à Midi-Pyrénées où l'auteur rappelle à notre bon souvenir ces Capitouls de Toulouse qui en pleine croisade contre les Albigeois instaurèrent le droit d'asile pour les esclaves destinés à être vendus à Montpellier ou Tor-

tosa. « Ce furent les premiers d'une certaine manière à avoir inscrit dans l'histoire la notion de Droits de l'Homme ». Parallèle à faire ? Qui sait que là où précisément ils sont quotidiennement bafoués par les Etats, les peuples eux, les ont le plus souvent chevillés au cœur ?

Une amitié de seigneurs

Au Kurdistan par exemple. Une expérience inoubliable dans les montagnes du nord de l'Irak lui intimera la nécessité de témoigner, en toute solidarité avec le peuple kurde. Articles nombreux..., de la somme desquels naîtra son premier livre; et qui seront une bombe pour les bonnes consciences occidentales oublieuses du fracas des vraies bombes : « J'avais été le premier journaliste à débarquer chez les Kurdes. A l'époque cela avait fait beau-

coup de bruit. C'était en 1965-66, et je suis resté là-bas plusieurs mois ». L'ouvrage raconte ce séjour parmi les "peshmergas", dans l'intimité de la mort au quotidien, et la naissance d'une amitié de seigneurs, entre ces combattants intrépides et généreux et un journaliste dont ils ont parié l'honnêteté, lui laissant entière liberté de parole. Le poignard personnel du grand chef Moustafa Barzani et d'un de ses fume-cigarettes, aujourd'hui en place d'honneur dans le salon bibliothèque mémoire en témoignent. "Le Kurdistan ou la mort" (1) a des airs de dette, mais René Mauriès ne s'y déprend pas de certaines réserves critiques... mineures. Il y a des pays où la réalité paraît extraordinaire.

Et pourtant, s'il fallait parler de vérité du récit, quelle meilleure preuve que celle donnée par le gouvernement irakien; qui, rappelle notre auteur, l'a

condanné deux fois à mort par contumace. La deuxième, c'était même par un certain Saddam Hussein, promu à la responsabilité de chef des forces de la répression au Kurdistan.

Aujourd'hui, autre preuve, René Mauriès, qui a fait depuis, cinq voyages dans la région, passe toujours pour une autorité en matière de connaissance du problème. « Des confrères nationaux et étrangers m'ont contacté ces derniers temps à la suite des événements que l'on sait et m'ont demandé de parler de tout cela. Je suis heureux qu'un journal toulousain puisse aussi s'intéresser à cette question dont, malheureusement, on ne se soucie qu'aux pires moments », avoue-t-il avec force modestie.

Et force regret. Car il sait que s'il est encore le meilleur connaisseur c'est que les hommes ont décidément courtes mémoire et vue. De la parution de son ouvrage à aujourd'hui, des choses n'ont pas changé au Kurdistan : les pires, laisse-t-il ainsi entrevoir en substance.

La Raison d'Etat

Réalités oriantes du massacre d'un peuple dont les dernières manifestations, y compris le tristement célèbre gazage d'Halabaja en 1988, ne doivent pas faire oublier qu'il dure depuis un bon siècle. « On ne doit pas ignorer que les premiers à avoir gazé les Kurdes furent les Anglais, et que c'était dans les années 30 », rappelle René Mauriès qui ne se prive pas de dénoncer - encore et toujours - l'hypocrisie complice des Irakiens, de tous les états qui ont une minorité kurde sur leur territoire (Turquie - Iran - Syrie - URSS) et leur politique de la carotte et du bâton à fin d'intérêts propres et autres que ceux des Kurdes. Ce, avec la bienveillance d'Occidentaux dont les silences ont l'odeur trafiquée du pétrole (2).

Dans son récit de la bataille de Ruwanduz, qu'il a vécue aux côtés des Kurdes, le reporter insiste sur le fait que

l'Irak y connut une de ses plus cuisantes défaites. Déjà pourtant, la propagande irakienne sut la transformer en victoire aux yeux des puissances occidentales... Encore une fois aussi, le pouvoir de Bagdad avait joué sur le registre de la main tendue et amnistie pour inviter les Kurdes à se soumettre. Promesses d'autonomie jamais tenues, là comme en Iran, Turquie..., mais pourtant prises au comptant par les chancelleries à Londres, Paris, Washington..., dont l'aveuglement ne semble, remarque René Mauriès, pas prêt de tomber : « Après le gazage d'Halabaja, la commission des Droits de l'Homme de l'ONU avait voulu imposer des sanctions à Saddam Hussein. Savez-vous qui s'y est opposé ? Le Président Bush en personne. Et François Mitterrand s'y est également opposé. Ils ont beau jeu de jouer aujourd'hui aux moralistes... ». Idem du côté de Téhéran où l'on s'activait ces dernières semaines en compagnie des occidentaux à prêcher la cause kurde : « En 1988, des négociations entre les Kurdes et les Iraniens devaient avoir lieu à Vienne. Mais le négociateur kurde, Ghassem Blou, a été assassiné alors par des pasdarans iraniens ». Idem aussi du côté d'Ankara : « La Turquie a annoncé des mesures de libéralisation en faveur des Kurdes, mais on ne peut oublier qu'elle a toujours pris soin de fermer ses frontières à chaque vague de répression massive côté irakien... ». « Et pourtant, on ne dit rien, parce que bien sûr c'est une base de l'OTAN, utile aux Américains et aux Européens ».

René Mauriès s'indigne de l'attitude des puissances alliées, dont le rôle aura été d'autant plus catastrophique qu'elles avaient carrément incité ses Kurdes à se soulever, et que selon lui, elles auraient parfaitement pu liquider Saddam Hussein. Critique virulente d'un aboutissement de la Guerre du Golfe, qu'il avait condamnée d'emblée, et dont il signale qu'elle n'a toujours « rien réglé ». Pessimisme à l'horizon : « Nous sommes

peut-être entrés dans un troisième conflit mondial qui sera plus catastrophique que les précédents parce qu'interféreront des problèmes économiques, politiques, raciaux et religieux... Ou on change l'ordre des choses ou on court à la catastrophe ». Et inquiétude pour l'avenir des Kurdes. « Ce qui est terrible c'est que pour la première fois, les Kurdes des plaines ont été aussi attaqués. Jusque-là ils servaient simplement de point d'appui aux Kurdes des montagnes. Seulement ces derniers se sont trouvés débordés par l'exode et on a vu ce que cela a fait. Mais ne croyez pas qu'ils feront confiance à Saddam Hussein et à ses offres de négociation... Conclusion empreinte de dépit pour un témoin qui rappelle que les Kurdes ont toujours fait l'effort de négocier, de s'adapter aussi aux exigences d'un temps qui ne leur permettrait plus aujourd'hui que de discuter d'autonomie dans le cadre des Etats auxquelles les diverses communautés sont rattachées. Un sacrifice déjà immense en soi pour ce peuple dont il écrivait en 1967 : « Nul donc ne saurait nier que le Kurdistan s'inscrit dans le cadre des réalités historiques, ethniques géographiques, sociales et culturelles, nécessaires et suffisantes pour justifier l'existence d'une véritable nation » (3).

L'humaniste lui, ne décolère pas : « Qu'on ne me parle pas de Droits de l'Homme quand on ne pense que Raison d'Etat »...

Notes :

(1) René Mauriès : "Le Kurdistan ou la mort" chez Robert Laffont. Enquêtes-Actualité. 1967.

(2) Le pétrole de Kirkoun et Mossoul aujourd'hui aux mains des Irakiens justifie les positions de complicité des Occidentaux avec l'Irak - en particulier les Anglais - alors qu'il appartiendrait normalement aux Kurdes.

(3) Un Etat kurde pourrait compter plus d'habitants qu'une bonne part des pays de la région.

L'amministrazione americana e le Nazioni Unite dissentono sulla strategia da adottare per proteggere le migliaia di profughi

Bagdad: no all'intervento Onu per i curdi

Golfo: pochi petrodollari e scarsa fiducia nei «fratelli arabi» Gli sceicchi preferiscono affidarsi allo scudo statunitense

MANAMA — (r.e.) Gli arabi del Golfo hanno obdicato. La sicurezza della regione non sarà garantita, come era sembrato all'indomani della liberazione del Kuwait, da forze locali. La responsabilità della difesa ricadrà probabilmente sulle spalle di americani e inglesi, che ne trarranno evidenti vantaggi. Due elementi, emersi in que-

ste ultime ore, hanno reso evidente la nuova situazione venutasi a creare nello scacchiere. Con una decisione a sorpresa il presidente egiziano Mubarak ha annunciato il ritiro del proprio contingente dall'Arabia Saudita e dal Kuwait. La mossa del rais ha spiazzato non poco osservatori e diplomatici. I soldati egiziani, dopo aver partecipato al-

l'operazione «Tempesta del deserto», avrebbero dovuto formare insieme ai militari siriani il nucleo centrale di una forza di sicurezza incaricata di vegliare sui pozzi del petrolio. Ciò è quanto era stato stabilito in una importante riunione, svoltasi il 6 marzo a Damasco, e alla quale avevano partecipato i ministri degli Esteri dell'Egitto, della Si-

ria e delle 6 monarchie del Consiglio di cooperazione del Golfo.

In un lungo documento diffuso al termine del meeting si sosteneva tra l'altro: «La presenza delle truppe egiziane e siriane in Arabia Saudita e negli altri Paesi della regione costituisce il nucleo di una forza di pace araba incaricata della sicurezza nel Golfo e un modello per garantire la pace».

Ma questo pezzo di carta è rimasto tale. Nessuno dei governi interessati ha formulato precise richieste a siriani ed egiziani. Inoltre nessuna capitale ha dimostrato di essere pronta ad accollarsi le spese necessarie ad alimentare lo «scudo arabo». L'apparente indifferenza dei monarchi del Golfo ha irritato e preoccupato l'Egitto. Mubarak sperava — e forse l'idea non è stata ancora abbandonata del tutto — di acquistare prestigio, fondamentale per le sue ambizioni di leadership, e finanziamenti, indispensabili per dare ossigeno alla boccheggiante economia egiziana colpita severamente dalla crisi del Golfo.

E' probabile che gli sceicchi del petrolio non abbiano intenzione o non siano in grado, in questo momento, di staccare assegni in favore degli egiziani. Solo qualche giorno fa i kuwaitiani si sono mossi nella City londinese alla ricerca di prestiti. E passi analoghi erano stati fatti durante la guerra persino dai sauditi.

Alle considerazioni di ordine economico si aggiungono quelle di carattere politico. Non è da escludere che i monarchi, sempre piuttosto sospettosi nei confronti dei «fratelli arabi», preferiscano affidare la loro sicurezza all'ombrello anglo-americano. Nelle capitali della regione non sono pochi coloro che manifestano inquietudine per le ambizioni della Siria e che preferiscono vedere le truppe di Assad levare le tende.

E' dunque probabile che a far la guardia a barili e pozzi saranno i marines americani. Proprio di questo è venuto a discutere nel Golfo il segretario alla Difesa USA Dick Cheney ricevuto ieri da re Fahd dell'Arabia Saudita. Il capo del Pentagono, che ha visitato negli scorsi giorni i più importanti Paesi del Golfo, sta lavorando ad un progetto di difesa che prevede lo schieramento di unità aeronavali sulle rotte del petrolio. Depositi di mezzi e rifornimenti terrestri, affidati agli eserciti locali, dovrebbero completare il sistema di sicurezza.

La «pax» americana troverà tuttavia molti ostacoli. E' certo che URSS e Iran faranno sentire il loro dissenso. Mosca, che sta cercando di tornare in forze nella regione, non nasconde la sua preoccupazione per la presenza

della flotta americana nelle acque del Golfo. Teheran, che aspira ad assumere il ruolo di gendarme dell'area che fu dello Scià, teme di veder compromessi i propri disegni.

Colloquio tra Bush e Perez de Cuellar Washington vuole uscire dal «pantano»

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

WASHINGTON —

Bush vuole uscire rapidamente dal «pantano» iracheno, ma le Nazioni Unite hanno poca voglia di entrarci al suo posto, e Saddam non collabora.

Perez de Cuellar è arrivato alla Casa Bianca con la notizia che il governo iracheno ha respinto «in modo molto netto» una presenza di polizia dell'Onu nella parte settentrionale del Paese, il «santuario» per i curdi che gli alleati vorrebbero creare per tirarsi fuori. E neppure gli iracheni si sono ritirati dalla città di Dohuk, impedendo l'espansione della «zona protetta» che si vorrebbe creare per incoraggiare il ritorno dei profughi. «Ci vuole pazienza», ha detto il segretario dell'Onu entrando alla Casa Bianca, e non è parso aver cambiato parere dopo 3 ore di colloquio con Bush.

L'obiettivo americano è solo in prima battuta di creare centri di soccorso lungo il confine dell'Irak con la Turchia e l'Iran, passando rapidamente l'amministrazione dei campi al segretario per i rifugiati dell'Onu. «L'obiettivo ultimo — ha spiegato un alto funzionario dell'Amministrazione — è di convincere i curdi a ritornare nelle località di residenza permanente in condizioni di sicurezza, cosicché i campi dovrebbero essere una cosa temporanea».

Ma il ritorno a casa dei curdi presuppone l'esistenza di condizioni permanenti di sicurezza, e non viene negato che la presenza militare alleata e in particolare americana (nell'Irak settentrionale ci sono ora oltre 8.000 uomini, di cui 3.286 sono americani) venga vista da popolazioni terrorizzate e traumatizzate come la sola garanzia di un ritorno che non sia un suicidio.

Tuttavia Bush ripete che non vuole «impantanarsi», che non vuole trovarsi «ulteriormente

coinvolto sul piano militare con qualche presenza permanente». E vorrebbe che le Nazioni Unite «facessero a Nord quello che stanno facendo a Sud», dove i baschi blu hanno rimpiazzato in questi giorni il contingente americano ritirato dalla parte occupata del territorio iracheno.

Ma quello che le Nazioni Unite fanno a Sud segue un accordo di cessate il fuoco che riguarda espressamente l'annessione illegale del Kuwait. Quello che accade a Nord è completamente diverso, come la stessa posizione americana ri-



Il presidente Bush

flette nel momento in cui si nega la necessità di una forza di pace di carattere militare nella parte settentrionale dell'Irak, e si esplora l'idea avanzata dagli inglesi di una forza civile di polizia composta da alcuni dei Paesi che tradizionalmente forniscono reparti alle Nazioni Unite.

Gli Stati Uniti si rendono conto infatti che una forza militare inviata dal Palazzo di Vetro — come ha riconosciuto la stessa fonte dell'Amministrazione — «dovrebbe essenzialmente proteggere alcuni iracheni da altri iracheni, e questo costituirebbe un coinvolgimento senza precedenti

dell'Onu negli affari interni di un Paese». Se c'è una alternativa si preferirebbe evitare un dibattito nel Consiglio di Sicurezza perché l'iniziativa si scontrerebbe con l'opposizione di tutti quei membri (fra cui Cina e URSS, che hanno un diritto di veto) che guardano con allarme alla creazione appunto di un simile precedente.

Ma «l'opzione civile di polizia», quella che Baghdad ha respinto, è solo un escamotage, e resta comunque da vedere se le Nazioni Unite hanno già l'autorità per procedere anche dietro la foglia di fico di una distinzione che dovrebbe rendere il contingente accettabile sul piano diplomatico.

Gli americani sostengono che la risoluzione 668 sui profughi, approvata poco dopo l'inizio dell'esodo massiccio, è sufficientemente flessibile da coprire questa possibilità.

Dunque, ha affermato la stessa fonte, «non pensiamo di avere bisogno del permesso iracheno perché la risoluzione 668 pensiamo ci dia già l'autorità per farlo». Ma Perez de Cuellar sembra molto riluttante a coinvolgere l'organizzazione internazionale sulla base di una autorità di dubbio fondamento, e ha detto a Bush che occorrerà una nuova risoluzione.

Le Nazioni Unite avrebbero in mano lo strumento delle sanzioni, il cui mantenimento viene riesaminato ogni 60 giorni da un apposito comitato, per indurre Saddam a collaborare. Ma gli americani hanno altri progetti, vogliono usarle non come incentivo perché Saddam collabori ma come incentivo perché qualcuno con i mezzi per farlo si decida a eliminarlo.

Ma l'obiettivo del disincaglio dal «pantano» e quello dell'eliminazione di Saddam possono rivelarsi inconciliabili.

Rodolfo Brancoli

Kurdinstitutets chef:

Garantier behövs om flyktingarna skall återvända

■ — Det behövs ännu mycket hjälp. 1 500–2 000 kurdiska flyktingar dör fortfarande varje dag på grund av sjukdomar, svält och i minexplosioner.

Chefen för det internationella kurdinstitutet i Paris, **Kendal Nezan**, som för tillfället är på besök i Finland, berättar att en del av den internationella hjälp som skickats till kurder har hittats på butikshyllorna i Iran. Och till kurdområden längre in i Irak har inga hjälpsändningar överhuvudtaget nått.

Nezan, en ledande kvantfysiker som bland annat jobbat för CERN, är ursprungligen turkisk kurd. Kurdinstitutet som han nu leder publicerar bland annat ordböcker, tidningar, annan litteratur och musik. Institutet i Paris koncentrerar sig på kurdkultur och dess bevarande. Trots att det finns över 25 miljoner kurder är det här det enda i världen i sitt slag.

— Det bor tolv miljoner kurder i Turkiet, åtta miljoner i Iran, nästan fem miljoner i Irak och drygt en miljon i Syrien. Kurder har alltid haft det svårt. För den stora allmänheten har vår situation i alla fall blivit känd först i och med årets händelser i Irak. Men man bör minnas att brott mot våra mänskliga rättigheter görs hela tiden också i Turkiet och Iran.

Efter Iraks president **Saddam Husseins** jakt på kurder har sammanlagt över hälften av de irakiska kurder flytt. Enligt Nezan finns det för tillfället en miljon kurdiska flyktingar i Iran, ungefär 800 000 på den turkiska sidan av gränsen och 700 000 alldeles vid gränsen mellan Irak och Iran.

Autonomi?

Kurder har förhandlat med Saddam som har lovat en viss autonomi för dem. Men Kendal Nezan förhåller sig mycket skeptisk till detta.

— Det är ännu alltför tidigt att säga hur kompromissen med Irak om autonomi kunde utfalla. Det krävs ordentliga internationella garantier. Om tillräckliga garantier inte ges kommer de kurdiska flyktingarna inte att återvända till sina hem i Irak. Hundratusentals kurder stannar i så fall kvar i flyktinglägren som upprättats. Det finns en risk för att kurder palestineras.

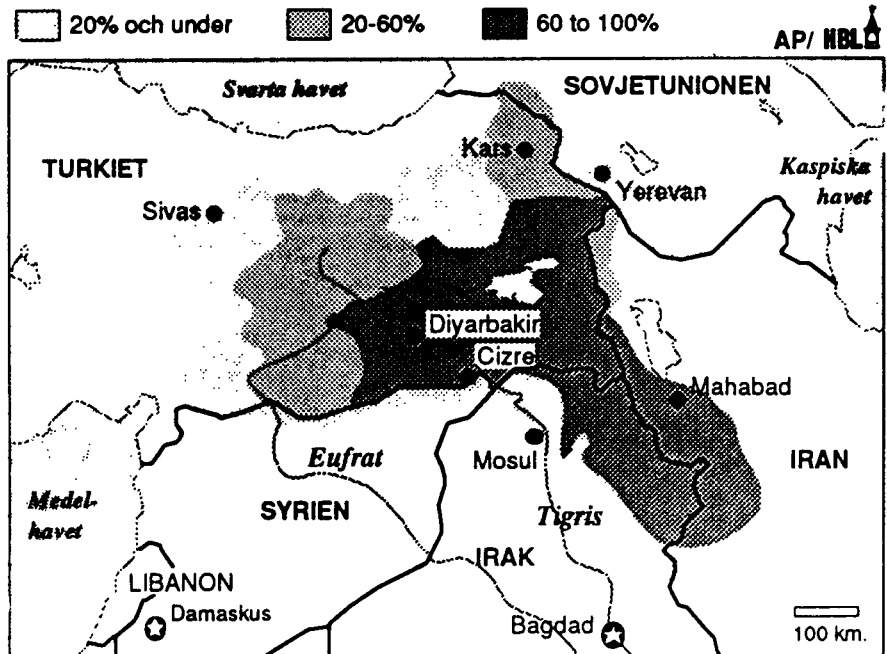
Det finns enligt honom två möjligheter att få tillräckliga garantier. Den ena är en

amerikanerna att en moderat sunnigeneral snabbt skulle stiga fram och störta Saddam efter hans nederlag, men det har inte hänt.

För att nå en långsiktig lösning på kurdproblemet krävs det enligt Nezan en konferens. Han vill snabbt ha till stånd ett möte där länderna från regionen, europeiska stater och USA deltar.

— Det skulle vara bra med en omfattande konferens där hela Mellanöstern kunde dryftas, men det går inte i det här skedet. Först, och det är brådskande, krävs ett möte om kurder. Det krävs också en separat konferens där palestinafrågan diskuteras. Och först då ytterligare inbördeskriget i Libanon fått en lösning är det dags för en stor Mellanösternkonferens.

Kurdernas andel av befolkningen i Mellanöstern



FN-resolution. Men det tror han inte att lyckas. Kina och Sovjetunionen skulle antagligen genom sitt veto stoppa saken i säkerhetsrådet. De har sina egna paralleller till kurder i form av Tibet och Baltikum/Centralasien.

Därmed återstår den andra möjligheten som är en garanti från de allierade ländernas regeringar. USA, Storbritannien och Frankrike har dessutom ett historiskt ansvar för kurder då gränserna drogs upp efter första världskriget, anser Nezan.

Konferenser

En stabil och bestående autonomi kan emellertid inte nås utan demokrati och fria val i hela landet. Det går inte med en demokratisk avgränsad region i en diktatur.

— Om det blir fria val i Irak tror jag att också många icke-kurder skulle rösta mot Saddam och ett maktskifte kunde vara möjligt. Men å andra sidan trodde också

Små framsteg i Turkiet

En viss ljusning kan skönjas för kurder i Turkiet. För en tid sedan erkände landets president **Turgut Özal** för första gången kurdernas existens i Turkiet överhuvudtaget. Han meddelade att det finns cirka tolv miljoner kurder och att en del av dem sitter i fängelse. Samtidigt gav han kurder rätt att privat samtala på kurdiska! Men så långt som till egna tidningar eller radio- och tv-program sträckte sig presidenten inte.

— Turkiet står under hård press från USA och europeiska allierade som kräver att brotten mot de mänskliga rättigheterna upphör. Turkiet är på rätt väg nu, även om det ännu kommer att räcka en tid innan kurdminoriteten helt accepteras. En stor del av folket ser positivt på en lösning, men det politiska etablissemanget är fångat i sin egen politik och turkiska armén är fortfa-

rande fientligt inställd till kurderna. Något slag av autonomi kan i alla fall vara möjligt inom 3–5 år för kurderna i Turkiet, tror Nezan.

I Iran har kurderna officiellt varit i krig mot regeringen i tolv år. 1979 deklarerade den iranska ledaren Khomeini heligt krig mot kurderna. Under kriget mellan Iran och Irak stödde Saddam de iranska kurderna, men inte efter att kriget tog slut. För

två år sedan gjorde kurderna ett försök att förhandla med den iranska ledningen, men det tog slut i och med mordet på er kurdledare i Wien.

— Regional autonomi och allmän demokrati är kurdernas mål även i Iran. Men åtminstone det senare verkar helt omöjligt, konstaterar Kendal Nezan.

Tommy Westerlund

Helsingin Sanomat, perjantaina 10. toukokuuta 1991

Kurdi-instituutin johtaja hakee tukea Suomesta: Irakin kurdipakolaisia ei ole vielä pelastettu

Vielä ei voi sanoa, että kurdit olisi jo pelastettu”, muistuttaa Pariisissa toimivan Kurdi-instituutin johtaja Kendal Nezan, joka on vajaan kolmen päivän vierailulla Suomessa hankkimassa tukea kurdien asialle.

Pakolaisleireissä Iranissa, Turkissa ja Irakin syrjäseuduilla asuu edelleen lähes 2,5 miljoonaa presidentti Saddam Husseinin joukkoja pakoon lähtenyttä Irakin kurdia, Nezan kertoi lehdistötilaisuudessa Helsingissä. Eniten pakolaisia on Iranissa, yli miljoona, Turkissa ja sen rajaseudulla heitä on noin 800 000 ja vajaat 700 000 asustaa tilapäisissä tiloissa Irakin Kurdistanin vuorilla Iranin rajan läheisyydessä, Nezan lisäsi.

Toisten tietojen mukaan Irakin rajojen sisäpuolella pysytelleet kurdit ovat suurin joukoin palanneet kotikonnuilleen. Pakolaisvirran suunta on kääntynyt myös Iranin rajalla, sillä jo viikon ajan Irakiin palaavia kurdeja on ollut enemmän kuin sieltä paenneita.

Ylivoimainen enemmistö pakolaisista ei uskalla kuitenkaan vielä palata Irakiin kostotoimien pelossa. Nezanin mukaan sadattuhannet kurdit pysyvät leireissä, kunnes heidän turvallisuutensa on taattu kansainvälisin sopimuksin; pelkkiin Saddamın lupauksiin kurdit eivät luota.

Paras takuiden antaja olisi YK:n turvallisuusneuvosto, mutta Nezanin mukaan toiveet YK:n



Kendal Nezan

osalta ovat vähäiset, koska Neuvostoliitto ja etenkin Kiina suhtautuvat vähemmistöjen turvaamishankkeisiin hyvin varauksellisesti. Taustalla on pelko, että kurdien suojelusta tulisi ennakkotapaus, ja sen mallin mukaisesti YK voisi myöhemmin ryhtyä turvaamaan myös muiden maiden sorrettuja vähemmistöjä.

Todennäköisempi vaihtoehto on länsivaltojen, Britannian, Ranskan ja Yhdysvaltain antama kirjallinen takuu. Nezan painotti kuitenkin, että takaushankkeelle on saatava Irakin johdon siunaus. Irakin tärkeimmän kurdijohtajan Massud Barzanin vetämä kurdiryhmä neuvottelee parhaillaan Bagdadissa kurdien autonomiasta ja takuista.

Länsivalloista Ranskan hallitus suhtautuu selvästi myönteisim-

min kurdeihin. Osin tuki selittyy sillä, että presidentti François Mitterrandin puoliso Danielle on ottanut kurdit sydämenasiakseen. Häntä nimitetäänkin yleisesti ”kurdien kuningattareksi”. Brittihallituksen asennetta Nezan pitää myös myönteisenä, mutta Yhdysvaltain suhtautumista hän kuvaa nihkeäksi paljolti Turkin ja Saudi-Arabian painostuksen seurauksena.

Yli 20-miljoonaisen kurdikan-sankunnan tulevaisuus kokonaisuudessaan voidaan ratkaista vain laajassa kansainvälisessä kokouksessa, johon osallistuvat alueen maiden lisäksi suurvallat ja joukko Euroopan maita, hiukkasfyysikon koulutuksen saanut Nezan toteaa.

Suomesta tukea kurdikokoukselle

Suomessa Nezan etsii tukea turvatakuille ja laajalle kurdikokoukselle. Hän toivoo suomalaisten markkinoivan kurdiasiaa kansainvälisillä areenoilla, mm. YK:ssa ja Euroopan neuvostossa. Suomella ja muilla pohjoismailla on Nezan mukaan erityisasema, koska niillä on vapaammat kädet kuin monilla muilla länsimailla, joiden toimia rajoittaa niiden läheinen yhteistyö Turkin ja arabimaiden kanssa.

(Helsingin Sanomat)

10.05.1991

AAMULEHTI
ULKOMAAT

'Kurdiongelma voi levitä'

Pariisin kurdi-insituutin johtaja pelkää kurdiongelman palestiinalaistumista

K
Helsinki

Kansainvälistä apua on saapunut Turkin ja Iranin rajoilla oleville kurdipakolaisille, mutta ei lainkaan kurdien asuma-alueen sisäosiin, kertoi Suomessa kurdikomitean vieraana oleva hiukkasfyysikko **Kendal Nezan** torstaina. Hän on Pariisissa toimivan kurdi-instituutin johtaja.

Nezanin mukaan yhteensä noin 2,5 miljoonan kurdipakolaisen asema on vaikea. Pakolaisia kuolee nälänhädän ja sairauksien lisäksi miinoihin, joita Irakin rajoilla on runsaasti.

Nezanin mielestä kurdijohdattajien Bagdadin kanssa käymät neuvottelut ovat välttämättömiä. Kun enemmän tai

vähemmän suoraan Saddam Husseinin vastaista kapinaa rohkaissut länsi on jättänyt kurdit poliittisesti oman onnensa nojaan, pahin vaihtoehto olisi ongelman armenialaistuminen. Suuri osa armenialaisista on tätä nykyä kotimaansa ulkopuolella.

Toisaalta vaarana voi olla kysymyksen palestiinalaistuminen. Ellei kurdien ahdinkoon puututa nopeasti, ongelmasta voi tulla vaaratekijä alueen kaikille valtioille, Nezan varoitti.

Nezanin mielestä Irakin kanssa syntyvä ratkaisu vaatii kansainvälisiä takuita. Saddam Husseinin menneisyys osoittaa, että hän on paineiden helpotuttua rikkonut lupauksensa. Takuiden antaja voisi olla Yhdistyneiden kan-

sakuntien turvallisuusneuvosto, mutta Nezan epäilee Tiibetin itsenäisyyttä vastustavan Kiinan ja kansallisuuskriiseissään kamppailevan Neuvostoliiton mukaantulohalua.

Länsimaiden raskas painolasti

Takuiden antaja voisi näin olla Persianlahden sodan voittanut länsiliittouma. Sen avainmaat Yhdysvallat, Ranska ja Englanti kantavat kuitenkin raskasta painolastia, kun ne hylkäsivät 1920-luvun alussa tehdyn Sevresin sopimuksen, joka olisi myöntänyt kurdeille oikeuden omaan valtioon.

Ellei takuita saada, monet kurdit eivät uskalla palata kotiseudulleen, Nezan arvioi.

Kurdeja asuu Irakin lisäksi Turkissa, Iranissa, Neuvostoliitossa, Syyriassa ja Libanonissa. Nezan piti tärkeänä, joskin vasta varovaisena askeleena Turkin presidentin Turgut Özalin muutaman kuukauden takaista ilmoitusta, jossa hän tunnusti maassaan olevan 12 miljoonaa kurdia ja myönsi heille oikeuden oman kielensä käyttöön. Turkin kurdit eivät kuitenkaan saa käyttää kieltään radioissa tai lehdistössä.

Lauantaihin asti Suomessa vieraileva Nezan tapaa mm. kehitys yhteistyöministeri Toimi Kankaanniemen, ulkoministeriön edustajia ja kansanedustajia.

OIVA MIETTINEN

LE MONDE 11 mai 1991

IRAK : Le refus par Bagdad d'une force de police de l'ONU

Aucun progrès vers une relève des alliés au Kurdistan

Le président George Bush et le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, ont discuté, jeudi 9 mai, du projet de prise en charge des réfugiés kurdes par les Nations unies dans le nord de l'Irak. Mais ils n'ont pu prendre aucune décision, la situation étant toujours incertaine après le refus de Bagdad d'autoriser le déploiement d'une force de l'ONU. Personne ne peut prédire quand les forces américaines et alliées, qui aident les réfugiés kurdes irakiens à rentrer chez eux en sécurité, pourront quitter le pays, a reconnu M. John Bolton, secrétaire d'Etat adjoint pour les organisations internationales. « Nous devons être patients », a déclaré le secrétaire général de l'ONU.

M. Bush, qui entend voir les quelque 3 200 soldats américains présents en Irak s'en aller le plus tôt possible, a étudié avec M. Perez de Cuellar l'idée britan-

nique - qu'il soutient - d'une force de police de l'ONU qui assurerait la sécurité des réfugiés. Mais, juste avant l'entretien, le secrétaire général de l'ONU a annoncé que Bagdad refusait catégoriquement une telle éventualité. M. Perez de Cuellar a précisé que le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein El Khodair, avait exprimé jeudi à Bagdad un « rejet très clair » au secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Marrack Goulding.

Les Etats-Unis se passeraient bien d'un consentement irakien, mais, selon des sources diplomatiques à l'ONU, M. Perez de Cuellar estime nécessaire d'obtenir l'accord de Bagdad. M. Bolton a reconnu que le secrétaire général estimait également nécessaire une nouvelle résolution de l'ONU pour l'envoi d'une force dans le nord de l'Irak, alors que les alliés estiment que la résolution 688 condamnant la répression des Kurdes l'y autorise déjà. Les discussions à ce propos se poursui-

vront, a-t-il précisé. Les Etats-Unis voudraient éviter une nouvelle résolution, certains pays comme la Chine pouvant s'y opposer.

MM. Bush et Perez de Cuellar « n'ont pris aucune décision », a déclaré le haut responsable, soulignant qu'il fallait attendre les résultats des discussions sur la protection des réfugiés qui doit avoir un représentant de l'ONU, le prince Sadruddin Aga Khan, en fin de semaine à Bagdad, avec les autorités irakiennes. « Nous ne cherchons pas un modèle particulier pour l'action de l'ONU en Irak, nous nous préoccupons des résultats », a déclaré M. Bolton. Il a indiqué que l'idée de force de police n'avait pas été abandonnée, mais a souligné que les Etats-Unis pourraient se satisfaire de la simple présence humanitaire de l'ONU si elle pouvait effectivement dissuader Bagdad de s'en prendre aux Kurdes.

Situation confuse sur le terrain

Il est nécessaire d'attendre le

résultat des négociations qu'ont les Kurdes à Bagdad avec le régime irakien pour voir s'ils sont satisfaits des intentions irakiennes, a-t-il encore dit. Il a cependant souligné qu'il y avait déjà un retour d'un nombre important de réfugiés.

Sur le terrain, la situation paraît quelque peu confuse, des informations contradictoires circulant sur les mouvements de troupes irakiennes à la limite de la zone de protection des réfugiés kurdes. Selon un officier américain sur place, les Irakiens auraient dépêché quelque deux mille soldats à Dohouk et aux abords de cette ville kurde, que les Etats-Unis semblaient vouloir inclure dans la zone de protection des réfugiés et aux portes de laquelle se trouvent déjà des unités américaines. A Washington, toutefois, un porte-parole du Pentagone a démenti cette information, assurant que les troupes irakiennes semblaient quitter la ville. Les alliés, a déclaré ce porte-parole, ont observé « un mouvement général de départ » des Irakiens de Dohouk. - (AFP, Reuter.)

A l'ONU, le spectre de l'enlèvement

Le refus irakien d'une police internationale des Nations unies dans le nord du pays s'ajoute au blocage concernant les dossiers du désarmement et des modalités d'indemnisation du Koweït.

New York, de notre correspondant

Personne n'ose encore parler d'enlèvement pour qualifier l'ensemble du dossier de l'après-guerre du Golfe. Pourtant, qu'il s'agisse du problème kurde ou de l'application de la résolution 687 fixant les termes de la paix, le terme est sur toutes les lèvres. Au sujet du Kurdistan, l'affaire semble prendre la voie la plus difficile ; quant à la mécanique devant aboutir au désarmement de l'Irak et à la mise en place d'un vaste fond de compensation destiné à payer les dommages de guerre, chacun mesure l'abîme entre la théorie et la pratique. La mise en musique des vingt pages de la résolution votée par le Conseil de sécurité le 3 avril se révèle infiniment plus difficile que prévu et dans certains cas irréalisable.

Pour le dossier kurde, la dernière mauvaise nouvelle date de jeudi, lorsque l'Irak a rejeté officiellement toute idée d'une police internationale mise en place par les Nations unies pour assurer la sécurité des populations. Cette opposition du gouvernement de Bagdad a été signifiée à Marrack Goulding, le secrétaire général adjoint de l'ONU actuellement sur place, qui l'a transmise à Javier Perez de Cuellar quelques minutes avant sa rencontre avec George Bush. Ce rejet a deux grandes conséquences. Un, il retarde le processus de transfert de la gestion des camps aux Nations unies ; cela signifie que les dizaines de milliers de militaires qui assurent la construction et le ravitaillement de ces installations ne sont pas prêts de quitter le pays. Deux, cette défiance irakienne est politiquement embarrassante pour l'administration Bush qui ne cessait de rappeler le caractère temporaire de cette présence militaire à but humanitaire. Cette semaine, à Washington comme aux Nations unies, des officiels américains commencent à parler que « quagmire » (marécage) à propos de la situation aux abords de la frontière turco-irakienne.

Comment sortir de ce guêpier ? Avec une belle unanimité, les diplomates des trois pays les plus impliqués dans la protection des populations kurdes (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne) fondent leur optimisme sur un triple espoir. En premier lieu la discussion se poursuit, entendait-on ces deux derniers jours aux Nations unies. Si Marrack Goulding n'a pas réussi à convaincre les autorités irakiennes, le

prince Sadrudin Agā Khan sera ce week-end à Bagdad pour poursuivre le dialogue ; c'est lui qui avait le 18 avril obtenu l'assentiment de Bagdad pour l'installation de camps dans le Nord sous l'égide des Nations unies. « Mais pour tout le monde, la solution rêvée serait l'aboutissement des discussions actuellement en cours entre les représentants kurdes et les autorités irakiennes », notait hier un diplomate. Les plus optimistes rappellent que, déjà, un mince filet de réfugiés regagnent leur village : « C'est déjà un signe, estime l'un d'entre eux, même si seulement 50000 réfugiés sur 700000 sont descendus de leur montagne... Mais, quand bien même ces discussions aboutiraient, avant que la confiance soit suffisante pour vider les camps de réfugiés du nord de l'Irak, il risque de s'écouler beaucoup de temps. »

Or, les Américains et leurs partenaires considèrent qu'il y a urgence dans cette affaire. Chaque jour qui passe est vu comme un risque supplémentaire d'incident sérieux sur le terrain. Et ce que certains, à l'ONU et à Washington, qualifient de « durcissement » de la part de Bagdad n'arrange rien. Si les négociations kurdo-irakiennes n'aboutissent pas ou si elles s'éternisent, il faudra alors renforcer la pression sur l'Irak. Les Etats-Unis ne font aucun mystère du fait que le maintien des sanctions économiques pourrait être l'arme idéale pour faire accepter à Bagdad une protection onusienne effective pour les Kurdes.

Au chapitre des solutions non consensuelles, on peut aussi envisager une nouvelle résolution du Conseil de sécurité mettant en place cette « police internationale » sous l'égide de l'ONU, contre l'avis du gouvernement irakien. Cette fois, l'affrontement passerait de Bagdad aux bords de l'East River à New York. « Dans l'état actuel des choses, on voit mal les Chinois et les Soviétiques accepter une telle résolution qui créerait un précédent pour leur propre situation interne. Vous imaginez les Soviétiques voter cela au moment où l'Arménie en appelle à l'ONU ? », interrogeait un conseiller d'ambassade... Quant à Javier Perez de Cuellar, le secrétaire général des Nations unies, il est opposé à ce qu'une force de protection onusienne soit imposée à l'Irak, fût-ce au titre de la résolution 688 sur la protection des populations kurdes. Les fondements juridiques de ce texte.

voté le 5 avril dernier, sont tellement discutés que le secrétariat de l'ONU ne veut pas prendre le risque d'une action s'effectuant contre la volonté irakienne sans une légitimité absolue. La situation ressemble fort à un impasse.

Pour justifier son refus d'une police onusienne, l'Irak met en avant sa souveraineté. Mais celle-ci risque d'être mise à mal par les suites de la résolution 687 où il est question de lui faire payer le prix de la guerre et de décapiter son armement non conventionnel. Du moins est-ce la théorie. Pour la pratique, c'est un peu plus complexe.

Selon la résolution floue du 3 avril, le secrétaire général devait fixer le plafond des recettes pétrolières du pays qui seraient affectées au fonds d'indemnisation. Le moins qu'on puisse dire est que rien n'est réglé. Tout d'abord, le secrétaire général n'a pas encore fait part de ses recommandations sur le plafond ; son argument, comme il est difficile, voire impossible, d'obtenir une vision correcte de l'état des finances publiques irakiennes, on a bien du mal à évaluer les besoins de la population irakienne, ceux liés à la reconstruction et enfin les capacités de remboursements de la dette extérieure de l'Irak. Ce dernier point intéresse fortement Paris (à qui Bagdad devrait, tout compris, dans les 25 milliards de francs), plus encore Moscou (montant des créances inconnues), mais aussi l'Allemagne, le Japon ou l'Inde.

Seconde difficulté, les cinq permanents du Conseil de sécurité ne sont pas d'accord sur ce plafond à partir duquel sera calculé le montant effectif du prélèvement. Américains et Britanniques voient un seuil maximum de 40% à 50% des recettes, avec une ponction finale autour de 30% ; les Britanniques estiment par exemple qu'on peut se référer à la part des recettes pétrolières qui étaient consacrées aux achats d'armement (environ 30%). Côté français, on voit un plafond dans la fourchette 25-30% et un prélèvement effectif tournant autour de 15%. L'ennui est que personne ne s'entend non plus sur le mode de prélèvement. Là encore, Britanniques et Américains souhaitaient une mise en coupe réglée de l'économie irakienne qui irait jusqu'à confier aux administrateurs du fonds la commercialisation du pétrole irakien pour garantir une ponction systématique.

On imagine la lourdeur du système. La France, avec d'autres, envisage une approche aussi contraignante économiquement, mais plus pragmatique, sous la forme d'un forfait payé chaque année et calculé sur la base des exportations irakiennes et du prix du baril. Les points de vue, s'ils sont éloignés, ne sont pas pour autant irréconciliables. Mais pour y voir plus clair, il faudra aussi attendre que le conseil d'administration du fonds d'indemnisation soit mis en place à Genève.

Reste enfin le problème de la destruction des armements non conventionnels détenus par l'Irak. M^{me} Marjatta Rautio, un des vingt membres de la commission spéciale du désarmement, a déclaré que ce plan était « infaisable et irréaliste ». Plus calmement, le président de la commission, le Suédois Rolf Ekeus a expliqué jeudi devant la presse que ce plan était « sain », mais compliqué. Il n'a pas su dire en combien de temps il serait accompli, ni quel en serait le prix. Seules certitudes, les alliés contribueront lourdement en personnel et matériel, les délais ne seront pas respectés et il sera difficile de détruire des milliers de tonnes d'armes chimiques dans des conditions acceptables de sécurité.

Frédéric FILLOUX

● John Major a déclaré hier que la Grande-Bretagne opposerait « un veto à une résolution de l'ONU allégeant les sanctions internationales contre l'Irak tant que Saddam Hussein sera au pouvoir ». Le Premier britannique a ajouté que Londres veillerait « par tous les moyens » à ce que l'Irak « ne reconstruise jamais un arsenal chimique, biologique ou nucléaire de nature à menacer ses voisins ».

Des négociations extrêmement discrètes

Entre les dirigeants kurdes et Bagdad, les pourparlers se poursuivent sans rien laisser filtrer sur les « garanties internationales » réclamées par les premiers.

Les résultats des négociations entre les représentants kurdes et les dirigeants irakiens se font attendre. Depuis lundi, date à laquelle Massoud Barzani est arrivé à Bagdad, les réunions se succèdent dans le plus grand secret. En réponse aux journalistes qui le harcelaient hier, le leader du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a simplement demandé : « Qu'est-ce qui nous presse ? » Ces négociations succèdent à l'accord de principe conclu en avril dernier sur la reconnaissance du

Kurdistan, conformément aux accords signés en 1970. Mais pour l'instant rien n'a filtré sur la demande kurde d'une « garantie internationale », rejetée par principe par Bagdad.

Selon un diplomate irakien, les négociations se poursuivent « de manière positive » et ce n'est « qu'une question de détails ». Ces « détails » sont pourtant importants et concernent par exemple le sort de la ville de Kirkuk, haut lieu de la production pétrolière irakienne. Pour Jalal Talabani,

l'autonomie n'a cependant jamais été aussi proche : « C'est la meilleure chance que nous ayons eue au cours de ce siècle. » Et Massoud Barzani avouait jeudi que les discussions « progressaient ».

L'issue des négociations est cependant attendue avec scepticisme aussi bien par les gouvernements occidentaux que par la plupart des réfugiés. Car à l'heure où les négociations entre les Nations unies et Bagdad sur le nord du territoire irakien ont échoué, il y a peu de chances que Saddam Hussein tienne ses promesses, particulièrement à propos du sort du peuple kurde.

Le rapatriement des réfugiés dans les plaines du nord de l'Irak s'est un peu accéléré ces derniers jours. Selon une mission de l'ONU, au moins 50000 Irakiens sont déjà rentrés. L'avancée des alliés dans le territoire du nord irakien est de plus en plus critiquée par l'armée irakienne qui, de Zakho, s'étonne de l'absence de réaction de Bagdad. Mais dans les camps, les conditions continuent de se dégrader. Le HCR a mis en garde contre les risques croissants d'épidémie : de nombreux cas de choléra et de typhoïde ont d'ores et déjà été déclarés dans les camps en Azerbaïdjan occidental et dans le Kurdistan iranien.



Barzani (au centre) : « Qu'est-ce qui nous presse ? »

A.Gu, avec AFP et Reuter

Basler Zeitung 11 avril 1991

Türkische Truppen zum «Schutz» von Flüchtlingen im Nordirak

Die Türkei hat am Mittwoch überraschend bekanntgegeben, dass eigene Truppen angeblich zum Schutz kurdischer Flüchtlinge auf irakisches Gebiet vorgestossen sind. Die USA warnten Bagdad vor Militäroperationen, welche die Hilfe im Kurdengebiet behindern könnten.

Ankara / Washington / Bagdad. AFP/SDA. Türkische Soldaten sind in den vergangenen Tagen über die Grenze auf irakisches Gebiet vorgedrungen. Dies bestätigte Regierungssprecher Murat Sungar am Mittwoch in Ankara. Nach seinen Angaben würden die türkischen Soldaten «lediglich die Sicherheit» der kurdischen Flüchtlinge im Nordirak garantieren, die vor den Repressalien des irakischen Regimes aus ihren Heimorten geflohen sind. Sungar wollte sich nicht dazu äussern, wann die Soldaten in den Irak einmarschiert sind und wieviele es waren, liess aber durchblicken, dass sie sich immer noch auf irakischem Boden befinden.

Die USA haben die irakische Regierung vor militärischen Aktionen

gegen die Flüchtlingshilfe an die Kurden gewarnt. Der Sprecher von Präsident George Bush, Marlin Fitzwater, erklärte am Mittwoch in Washington, die Aufforderung beziehe sich auf «alle Luft- und Landstreitkräfte» Iraks. Ulkur hatte ein US-Vertreter in Kairo erklärt, die USA hätten den Irak vor dem Einsatz von Helikoptern und Flugzeugen im Kurdengebiet gewarnt. Es dürfe keinerlei irakische Flugbewegung nördlich des 36. Breitengrades mehr geben. Der Bereich umfasst den grössten Teil des irakischen Kurdengebietes. Die multinationale Streitmacht hatte der Führung in Bagdad nach dem Golfkrieg den Einsatz von Flugzeugen untersagt, Helikoptereinsätze jedoch gestattet. Nach Fitzwaters Aussagen hat die ira-

kische Führung die Militärationen im Norden bereits gestoppt, wo Hunderttausende Kurden auf der Flucht sind. Die amerikanische Aufforderung sei ergangen, «weil wir Leute dort haben, die Lebensmittel und Kleidung ausgeben».

Nach Angaben kurdischer Rebellen erreichen die aus alliierten Flugzeugen abgeworfenen Hilfspakete vor allem in den Iran fliehende Menschen nicht. Schätzungsweise 300 000 Kurden sollen sich zurzeit auf der Flucht in Richtung Iran befinden; der Strom soll grösser sein als der in die Türkei. Zwei kurdische Frauen sind im Grenzgebiet zur Türkei von aus der Luft abgeworfenen Hilfsgütern angeblich erschlagen worden.



An der irakisch-türkischen Grenze drängen sich kurdische Flüchtlinge um einen Lastwagen mit Nahrungsmitteln. Von der Hilfe weitgehend unerreicht bleiben indes Kurden, die in Richtung Iran auf der Flucht sind.

Die Lage der Kurden ist verzweifelt

Trotz verstärkter internationaler Hilfe verschärft sich die Situation der kurdischen Flüchtlinge im irakischen Grenzgebiet. Eine Luftbrücke soll eingerichtet werden.

Bern. SDA/SPK/AFP/AP. Drei Millionen der rund viereinhalb Millionen zählenden irakischen Kurden befinden sich nach Angaben des kurdischen Widerstandes auf der Flucht. Akram Mayi - offizieller Sprecher der kurdischen Flüchtlinge in der Türkei - rief am Mittwoch an einer Pressekonzferenz in Bern zu verstärkter humanitärer Hilfe, zur Schaffung von Schutzzonen für die Flüchtlinge und zur Lösung des Kurdenproblems auf Grundlage eines internationalen Abkommens auf. Die irakische Armee halte die Städte im Kurdengebiet besetzt; die kurdische Bevölkerung werde - soweit sie nicht geflohen sei - in «Konzentrationslager» deportiert. Die irakische Regierung strebe die völlige Arabisierung des kurdischen Gebiets an, sagte Mayi.

Angesichts der verschärften Situation der kurdischen Flüchtlinge im irakischen Grenzgebiet wollen das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK) wie auch die Bundesrepublik Deutschland Luftbrücken in das Notgebiet einrichten. Die USA warnen am Mittwoch den Irak vor Luftangriffen auf die Kurden. Dem Vorschlag, für die Kurden eine Schutzzone im Nordirak zu errichten - auch eine Idee der EG -, begegnete

man in Washington allerdings mit Skepsis. Im Iran stiess der Vorschlag auf scharfe Ablehnung.

Derzeit halten sich im Iran gegen 900 000 Flüchtlinge auf, im türkischen Grenzgebiet rund 300 000. Diese sind nach Ansicht der Behörden in Ankara und Teheran in ernster Gefahr, an Erschöpfung und Erfrierungen zu sterben. Das IKRK verstärkte daher am Mittwoch seine Hilfe. Die Organisation erklärte, Hilfsgüter würden aus dem Iran, dem syrisch-irakischen Grenzgebiet und Zypern in die Region gebracht. Die EG sowie verschiedene Länder, darunter Deutschland, Australien, Japan, Kanada, Neuseeland und die Schweiz sagten ebenfalls eine Verstärkung ihrer Hilfe an die Flüchtlinge zu. Der Bundesrat bewilligte einen Kredit von zehn Millionen Franken für die Flüchtlingshilfe (vgl. BaZ von gestern). Nicht zur Diskussion steht für die Landesregierung die Aufnahme einer gewissen Anzahl kurdischer Flüchtlinge. Verschiedene Kantone haben ebenfalls namhafte Unterstützungsbeiträge gesprochen.

Bereits ist ein Flugzeug mit Schweizer Hilfsgütern und Nahrungsmitteln in Teheran gelandet. Dies bestätigte das Schweizerische Rote Kreuz (SRK) am Mittwoch. Auch das

Heks hat am Mittwoch morgen zwei Flugzeuge in die Krisenregion geschickt. Am nächsten Wochenende soll ein weiterer Lastwagenkonvoi Nahrungsmittel und Hilfsgüter aus der Schweiz zu den kurdischen Flüchtlingen bringen. Zudem fliegt heute Donnerstag ein Medizinteam des Schweizerischen Katastrophenhilfekorps in die Türkei und nimmt dabei auch einen Teil von Nahrungsmitteln mit, die das Militärdepartement zur Verfügung gestellt hat.

● Die Schweizer Glückskette führt heute Donnerstag übers Radio eine Spendenaktion für die kurdischen Flüchtlinge durch. Es werden bis zu acht Millionen Franken an Spenden erwartet. Bundesrat René Felber hat zur Unterstützung der Aktion aufgerufen.

● Die Liga der Rotkreuz- und Röt-halbmond-Gesellschaften hat ihre Mitglieder am Mittwoch in Genf zu Spenden in Höhe von 44,8 Millionen Schweizer Franken für die irakischen Flüchtlinge im Iran und in der Türkei aufgerufen. 32,6 Millionen sind für die Hilfe im Iran und der Rest für Aktionen in der Türkei bestimmt. Schon jetzt betreut die Liga nach eigenen Angaben im Iran 250 000 Flüchtlinge in 29 Lagern.

Des Casques bleus au Kurdistan

Le « non » de Bagdad à l'ONU inquiète Washington

*Mais le leader kurde Jalal Talabani déclare :
« Nous n'avons jamais été aussi près de l'autonomie ».*

Les États-Unis sont « gravement préoccupés » par le refus des dirigeants irakiens d'autoriser la présence d'une police des Nations unies dans le nord de l'Irak pour protéger les Kurdes et les ont appelés hier à réexaminer cette position.

« Nous attendons du gouvernement irakien qu'il coopère », a déclaré le porte-parole du département d'État, Richard Boucher. « Ainsi que le Conseil de sécurité l'a clairement indiqué, la communauté internationale surveillera la politique et les pratiques suivies par l'Irak et jugera l'Irak en fonction de celles-ci », a-t-il rappelé.

Le gouvernement de Bagdad a fait valoir que des négociations étaient en cours avec les chefs rebelles kurdes sur l'autonomie de leur région.

« Nous n'avons jamais été aussi près de l'autonomie », commentait, depuis Damas, Jalal Talabani, après le quatrième round d'entretiens entre la délégation conduite par Massoud Barzani et les autorités irakiennes. « C'est la première fois que les Kurdes ont pu gagner la sympathie internationale à leur cause, et c'est un atout majeur », a-t-il déclaré, en précisant que la délégation kurde demandait la fin de la loi militaire dans les régions kurdes, mais que cela ne signifiait pas la fin de la présence militaire irakienne « nécessaire à la défense nationale ». En revanche, selon le souhait formulé par la délégation, la police devra être formée uniquement

par des Kurdes, et les pechmergas devront rester armés.

Les autonomistes kurdes étaient déjà parvenus en 1970 à un semblable accord, que le gouvernement de Bagdad s'était empressé d'enfreindre. Aussi Jalal Talabani veut-il que les alliés fassent pression sur Saddam Hussein pour qu'il respecte un nouvel accord, seule condition à un possible retrait des forces de la zone de sécurité, qui, selon le chef kurde, devrait être étendue à l'ensemble de la région au nord du 36° parallèle.

Le retour des Koweïtiens

Pour Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, le maintien de Saddam Hussein à la tête de l'Irak demeure le plus gros obstacle à une paix durable dans la région. Pour sa part, le premier ministre britannique, John Major, a affirmé que tant que Saddam serait au pouvoir, Londres ferait jouer son droit de veto à l'ONU pour empêcher tout allègement des sanctions prises contre l'Irak.

« Nous ferons en sorte, par tous les moyens nécessaires, que l'Irak ne soit plus jamais en mesure de retrouver la capacité de menacer ses voisins par des armes nucléaires, chimiques ou biologiques », a-t-il déclaré au cours d'un congrès du parti conservateur à Perth, en Écosse.

L'installation de troupes d'élite irakien-

nes dans la cité de Dohouk, à quelques kilomètres seulement des forces alliées qui tentent de convaincre les réfugiés kurdes de regagner leurs villages d'origine, semble aller à l'encontre de la campagne lancée par Bagdad pour retrouver une certaine crédibilité internationale.

Le Congrès américain a voté jeudi un supplément d'aide d'urgence aux réfugiés kurdes fuyant l'Irak, mais également aux victimes des récentes catastrophes naturelles, dont celles du cyclone qui a ravagé le Bangladesh, d'un montant global de 556 millions de dollars. Le représentant de l'Unicef en Irak a confirmé, hier, l'existence de 52 cas de choléra aux frontières de l'Iran et de la Turquie.

Le Koweït s'apprête à accueillir aujourd'hui près de cent mille de ses ressortissants qui avaient fui l'émirat après l'invasion irakienne. La compagnie nationale Kuwait Airways assure gratuitement leur retour à partir des villes d'Europe et du Moyen-Orient où ils s'étaient réfugiés. Près de quatre cent mille Koweïtiens étaient restés à l'étranger pendant les sept mois d'occupation. L'Association koweïtienne pour la défense des victimes de la guerre a lancé une vaste campagne en faveur de ses compatriotes « oubliés » et dressé une liste de mille neuf cents disparus, qui seraient, selon des membres de cette association, toujours « détenus comme mannaie d'échange » par les Irakiens. (AFP, Reuter.)

Le rapatriement des Kurdes a commencé

Sous la protection des alliés, les premiers réfugiés ont quitté hier les camps de la frontière turque à bord de dizaines de camions et d'autocars.

Sans attendre la réponse de Bagdad à leur proposition d'instauration d'une zone démilitarisée autour de la capitale provinciale de Dohouk, les alliés ont entamé hier leur opération « Gallant Provider » pour le rapatriement des quelque 200.000 Kurdes encore réfugiés dans les montagnes de la frontière turco-irakienne.

Dans le même temps, Saddam Hussein a reçu à Bagdad Massoud Barzani, secrétaire général du Parti démocra-

tique du Kurdistan (PKK), pour la deuxième fois depuis mercredi. Dans la matinée, au relais de Kanimasi, proche des deux principaux campements installés à la frontière turque, les forces alliées ont commencé à faire embarquer des réfugiés à bord de plusieurs dizaines de camions et d'autocars avec l'espoir que les premiers départs inciteront les autres à vouloir eux aussi regagner leur foyer.

Une pluie de prospectus

« Le mouvement des camions sera à lui seul un facteur catalytique », a estimé sur place le commandant Joseph Farmer, un porte-parole des forces américaines.

« Nos Marines et nos soldats resteront avec ces gens pour les soutenir et leur fournir une aide de première nécessité et des rations de secours au cours du voyage », a pour sa part confié, sur la base turque d'Incirlik, le général Robin Ross, commandant des forces britanniques participant à l'opération

« Haven » de construction des camps. « S'il le faut, ils porteront les enfants et les faibles sur leur dos. »

Avant le lancement de cette vaste opération, les hommes de l'escadron 846 de la Royal Navy avaient jeté sur les camps une pluie de prospectus informant les réfugiés des moyens de transport qui leur étaient proposés.

Une force de police de l'ONU ?

Mais si le rapatriement a bel et bien commencé, la

question de la zone démilitarisée souhaitée par les alliés aux abords de Dohouk, ville stratégique du Kurdistan irakien d'où sont originaires quelque 100.000 réfugiés, est restée en suspens. Depuis une semaine, Irakiens et alliés tentent de parvenir à un compromis sur cette région. Les Kurdes refusent en effet d'y revenir du fait de sa situation extérieure à la zone de sécurité du nord du pays et de son occupation par des soldats irakiens.

Afin d'éviter toute nouvelle confrontation armée et accélérer le retrait des soldats alliés chargés de protéger les populations kurdes, le secrétaire d'Etat américain James Baker, a annoncé vendredi soir que les Etats-Unis pourraient demander au conseil de sécurité des Nations-Unies de voter une résolution autorisant l'envoi dans le nord de l'Irak d'une force de police de l'ONU, et ce, malgré le refus affiché par Bagdad. « Nous souhaitons vivement pouvoir remettre cette affaire aux mains des Nations-Unies dès que possible », a expliqué le chef de la diplomatie américaine, qui s'est dit confiant quant à l'adoption de cette éventuelle résolution.



L'opération « Gallant Provider » prévoit le rapatriement de 200.000 réfugiés vers le Kurdistan irakien.

Photo AFP

Shivan Perver, la voix d'un peuple opprimé

De retour d'une tournée dans les camps de réfugiés, le chanteur kurde participera ce soir au grand concert de solidarité organisé à Londres.

Shivan Perver. Un mythe. Un symbole. Un phare. Pour trente millions de Kurdes. Depuis seize ans qu'il vit en Europe, il chante pour faire connaître et reconnaître l'identité de son peuple. En Irak comme en Turquie, sa voix est bannie, ses cassettes interdites à la vente. Pourtant, ses chansons sont autant d'hymnes connus par coeur !

C'est « bouleversé et transformé » qu'il est revenu des camps de la frontière irako-iranienne où il a improvisé une tournée de concerts. « Il y a eu jusqu'à cent mille personnes qui pleuraient, dansaient et chantaient à la fois. Nulle part auparavant, je n'avais ressenti une telle authenticité. La faim, la maladie, le froid, avaient laissé

place à la seule volonté d'exister... » raconte-t-il.

Dans ces montagnes tellement présentes dans l'histoire et la littérature, là où ce peuple a si souvent trouvé un asile, même hostile, face aux occupants, là où il a si souvent pansé ses plaies avant de préparer à nouveau la lutte, les chansons de Shivan ont rencontré un écho prodigieux. « Tous ceux que j'ai rencontrés avaient perdu plusieurs parents, mais tous me répétaient que si c'était à refaire, ils partiraient à nouveau », raconte-t-il.

Shivan partage leur conviction et leur espérance : « Pour la première fois, l'oppression vécue par les Kurdes s'est imposée aux yeux du monde. Notre cause est désormais

soutenue par l'opinion internationale, alors que depuis près d'un demi-siècle, les gouvernements voulaient l'ignorer. Cette fois, le sacrifice de la population n'a pas été vain.

Une chanson en français

Pourtant, il est conscient que le chemin de la libération sera encore long. « Les Kurdes ont malheureusement souffert dû se plier aux compromis... J'elal Talabani a affirmé que sa seule préoccupation en négociant avec Saddam, était de permettre aux gens de rentrer chez eux... Il faut avoir vécu sur place pour le comprendre.

« S'il n'y avait pas eu ce



« Pour la première fois, l'oppression des Kurdes s'est imposée aux yeux du monde. Le sacrifice de la population n'a pas été vain. »

Photo ER

concert à Londres, je serais resté. Depuis mon séjour au Kurdistan, je n'arrête pas de me demander pourquoi je suis resté coupé de mon peuple aussi longtemps ». Mais sa présence au concert de Wembley, organisé par la Croix Rouge et retransmis ce soir par les télévisions d'une trentaine de pays, lui apparaissait trop nécessaire.

C'est dans ce sens aussi qu'il a commencé à écrire les chansons de son prochain album : toutes seront imprégnées du drame actuel des Kurdes d'Irak. Il envisage d'interpréter d'ailleurs une chanson en français, « pour répondre au désir des gens de mieux connaître notre culture... », conclut-il.

Valérie ALANIECE

Iraqi general, rebel chief negotiate

Kurds seek to ensure safety in strategic Dohuk

Associated Press

ZAKHO, Iraq — An Iraqi general and a Kurdish rebel chief toured the city of Dohuk with American officers Saturday and held the first face-to-face talks between Kurds and Iraqis over the future of the strategic city.

Fadhail Merani, a polituro member of the Kurdish Democratic Party, described the talks as "a first step toward peace and security in Dohuk."

He said he was optimistic that within a week, Kurds who once lived in Dohuk and its outlying villages would return home from mountain refugee camps.

The negotiations on the future of Dohuk are a critical element of the allied plan to repatriate and protect the Kurds. The city and its environs, with a predominantly Kurdish population of 380,000, would be a magnet to returning refugees if the allies could convince them of its safety.

U.S. Army Col. Dick Naab, who arranged the negotiations, said Merani and Iraqi Brig. Gen. Nushwan Danoun "appeared to be getting on pretty well."

The hour-long talks took place between the last American and the first Iraqi military checkpoint on a north-south highway in northern Iraq.

In one of the stranger meetings to occur since the allies began their occupation of northern Iraq in late April, Naab and Merani drove to the site in a four-wheel-drive vehicle. Nushwan arrived in a white Mercedes-Benz.

Merani and Nushwan unfolded a map across the hood of the luxury automobile. Behind them, a field of wild wheat bent in the breeze.

The three then toured Dohuk, accompanied by two aides of another high-ranking Iraqi, Maj. Gen. Abu Firas Saber, and U.S. Army Col. Bill Tangney, commander of the 10th Special Forces Group.

"I am optimistic about an agreement. It could get broken at any time, but there is a positive trend toward peace."

Kurdish rebel negotiator Fadhail Merani

The 10th Special Forces is the Green Beret unit that might be relocated to Fort Carson from its base in Massachusetts.

The tour marked the first time U.S. forces have officially entered the provincial capital.

"I am optimistic about an agreement," Merani told The Associated Press after the talks.

"It could get broken at any time, but there is a positive trend toward peace."

Merani said he and the Iraqis are trying to work out an agreement that will guarantee the security of returning Kurds without bringing allied forces into the city.

Although Nushwan is scheduled to hold talks with the Kurds, Iraqi military positions south of the city are being strengthened.

Iraqi authorities also apparently attempted to organize an anti-coalition demonstration Saturday morning, according to U.S. Marine Capt. Jim Brader, an intelligence officer.

Citing reports from Kurds leaving Dohuk, he said Iraqi security agents went door to door in the city Friday night ordering people to attend the demonstration. Nevertheless, no demonstration occurred, he said.

New relocation drive stalls: A new allied push to repatriate Iraqi Kurds bogged down Saturday as both the refugees and trucks to transport them failed to materialize, officials said.

At a way station in Kanimasi in northern Iraq, the allies began operating a fleet of rented trucks. British Royal Marines Maj. Damian McKinney said the goal was to move 7,000 refugees a day. By midafternoon, only 1,200 refugees had come down from the mountains along the Iraqi-Turkish border, McKinney said. That was fewer than in recent days. Many refugees said they were still afraid to go home.

Also, the U.S. military had hired 200 trucks to transport refugees, but only 28 arrived at Kanimasi. U.S. officials said later Saturday the 200 vehicles would be spread among a series of way stations. In addition, a shuttle service recently set up by the United Nations to bring refugees from the mountain camps down to Kanimasi — a journey of about seven miles — stopped working.

Iraqi secret police a threat, report says: Secret police in the northern part of Iraq pose a threat to Kurdish refugees returning from exile, a staff delegation for a Senate immigration committee said Saturday in Washington.

The panel is chaired by Sen. Edward Kennedy, D-Mass. Kennedy did not accompany the delegation to the Persian Gulf region. The Kennedy report said the allies must work to make sure the Iraqi city of Dohuk is free of the Iraqi military.

"Once Dohuk is secure, an estimated 90 percent of the refugees will return home," the report said.

But the Kurds are still harassed by Iraqi secret police, who have played a key role in keeping Iraqi President Saddam Hussein in power over the years.

"Iraqi police continue to operate in northern Iraq, including coalition-controlled areas," the report said.

In the liberated city of Zakho, an estimated 100 secret police enter each day to take names and gather information.

The Toronto Sun, Monday May 13, 1991

STARS IN CONCERT TO RAISE FUNDS

Voices for the Kurds

LONDON (AP) — British Prime Minister John Major and Diana, the Princess of Wales, were among thousands who attended a star-studded pop concert yesterday to raise money for Iraqi-Kurdish refugees. They were part of a sell-out crowd at Wembley Arena for the concert, which was kicked off by Chris de Burgh in London and Rod Stewart in Switzerland.

"Put your hands in your pockets for these very unfortunate people," Stewart urged during his performance in Lausanne, Switzerland. A portion of Stewart's performance was relayed around the world as part of the Simple Truth Appeal.

Other performers, including Sinead O'Connor, Tom Jones, MC Hammer, Gipsy Kings and de Burgh, who wrote the theme song — took the stage at Wembley throughout the evening.

The concert was broadcast to 34 countries including Canada, the Soviet Union, Japan and the United States, and interspersed with film of the refugees and pleas for donations to the Red Cross.

Telephone donations totalled the equivalent of \$2.9 million by the end of the concert, and more cash was expected by mail, organizers said.

PLEA FOR AID



TOM JONES

British charity laws prevented changing the focus of the effort.

But De Burgh told the BBC the money from the fund-raising effort would loosen up relief aid for the victims of famine in Africa and the homeless in Bangladesh.

"In effect what you're doing is giving to all three," he said.

The concert was the brainchild of Jeffrey Archer, the British novelist and former deputy chairman of Britain's governing Conservative Party.

It was put together in 18 working days with the assistance of promoter Harvey Goldsmith, the BBC, the Red Cross and other relief agencies.



★ STARS hope to raise \$17M for Kurdish refugees



ROD STEWART

Ticket sales

Ticket sales at Wembley were expected to raise another \$2 million and with money also being collected in other countries, organizers said they were sure they'd match the \$19.5 million donated by the British government.

Other performances, some live, some taped, were set for broadcast from nine other cities, including Whitney Houston in San Francisco, Paul Simon in Manchester, England, Yes in Denver, Colo.,



MC HAMMER

and Peter Gabriel and Sting in the Hague, Netherlands, and Inxs in Melbourne, Australia.

Gabriel, describing the Kurds as a "football kicked around by governments for too long," said he hoped they would finally get a homeland.

The concert coincided with a massive international relief effort to save some 1.5 million Kurds who fled their homes in the wake of a failed rebellion against President Saddam Hussein in their northern Iraqi homeland.

CORRIERE DELLA SERA
14 MAGGIO 1991



LONDRA — Il cantante curdo Shivan Perwer

Hundreds died

Hundreds died as they tried to reach neighboring Turkey and Iran through treacherous mountain routes but became bogged down in an uncontrollable tide of refugees, many unable to survive the freezing nights and lack of food. Thousands have since begun to return home, with Western troops providing security in northern Iraqi villages and "safe havens" in reach of relief.

The concert has generated some controversy, with critics warning the massive attention given the Kurdish crisis has deflected attention from the millions of starving people in Africa and the millions more victims of the recent cyclone in Bangladesh.

The concert has generated some controversy, with critics warning the massive attention given the Kurdish crisis has deflected attention from the millions of starving people in Africa and the millions more victims of the recent cyclone in Bangladesh.

Grande successo per il megaconcerto di beneficenza organizzato a Londra in favore del popolo oppresso e costretto alla fuga Rock star per i curdi: pioggia di miliardi e qualche polemica

DENTRO SERVIZIO PARTICOLARE

LONDRA — La guerra nel Golfo è arrivata, ai piú, via satellite e via satellite domenica da Londra si è diffuso il messaggio di solidarietà per la popolazione curda attraverso un megaconcerto alla Wembley Arena. I satelliti lo hanno riverberato nel mondo per cinque ore a cinquanta milioni di telespettatori di 37 Paesi, mentre dodicimila spettatori erano accorsi ad assistervi dal vivo, insieme a Lady Diana, il premier britannico John Major e il leader d'opposizione Neil Kinnock e Paddy Ashdown.

Questa maratona delle mani tese ha già incassato l'equivalente di circa quattro miliardi di lire e si ripromette di raccogliere, nel corso di un mese, quasi dieci volte tanto per eguagliare lo sforzo del Tesoro britannico che ha stanziato 10 milioni di sterline a favore dell'iniziativa. Lo scrittore Jeffrey Archer, che ne è stato il promotore e il produttore Harvey Goldsmith si sono detti quindi soddisfatti dei risultati, specie se si considera che il concerto è stato organizzato, in collaborazione con la BBC, in sole tre settimane. A tempo di record vi

hanno aderito nomi eccellenti della musica leggera come Tom Jones e Chris De Burgh — che ha scritto il brano onomastico del concerto «The simple truth» — è rock star del calibro di Rod Stewart, Paul Simon, Gloria Estefan, Peter Gabriel, Sinéad O'Connor. Non sono tuttavia mancate critiche polemiche. La lodevole iniziativa si colloca infatti lontano dall'età dell'oro dei megaconcerti di beneficenza ed è arrivata soprattutto in un momento in cui la solidarietà del mondo è stata messa a dura prova dalle tragedie contemporanee dei

gladesh e della carestia in Africa. Le accuse si sono puntate contro la Croce Rossa britannica che ha dato il proprio appoggio a «The simple truth». All'organizzazione si rimprovera, in particolare, di aver sottoscritto questa iniziativa d'alto profilo quando un appello parallelo per il Golfo che rimane ancora aperto era già stato lanciato a gennaio dalla Croce Rossa e ha raccolto finora oltre 3 milioni di sterline. A favore dei curdi si sono mossi inoltre con successo gruppi quali «Save the children». Si teme tuttavia che, mentre le popo-

lazioni curde stanno scendendo dalle montagne per raggiungere campi profughi bene organizzati, lo stesso senso di solidale urgenza non possa essere tempestivamente convogliato per gli aiuti in Africa.

Il rischio, rilevano i critici, è che l'appoggio dato a iniziative come «The simple truth» possa essere percepito come una graduatoria delle calamità. Ciò che appare in Tv accompagnato dal brillare di stelle internazionali, potrebbe insomma definitivamente conquistare i cuori e le menti del pubblico lasciando delle pericolose zone

d'ombra. L'argomento è vecchio, ma la percezione oggi è che la pentola della beneficenza internazionale sembra riscaldata. Nel Regno Unito, per esempio, al proliferare di agenzie di aiuto (ve ne erano una decina dieci anni fa, trecento all'ultimo censimento) non è sempre corrisposta una eguale moltiplicazione contributiva. Le sottoscrizioni pubbliche hanno registrato, nei fatti, una diminuzione: l'anno scorso il 74 per cento della popolazione ha partecipato a collette contro l'80 per cento di due anni fa.

Loretta Bondi

International Herald Tribune May 13, 1991

UN's Kurd Relief Plan Starts

Compiled by Our Staff From Dispatches

SİLOPI, Turkey — The United Nations will begin relief operations in the provincial Kurdish capital of D'hok on Monday even though Kurdish refugees say they will not go back unless they are protected by allied troops.

A U.S. military spokesman, Captain Joe Woodbury, said that the first UN convoy of food supplies would travel to D'hok, in northern Iraq, on Monday.

"I assume there won't be any problems," Captain Woodbury said, but added: "We are disappointed. We hoped there would be a refugee convoy, too."

Relief agencies and allied military leaders hope a UN presence will entice Kurds back to D'hok. The West wants the world body to take over the camps eventually.

In Washington on Sunday, Republican and Democratic leaders in the Senate suggested that the United States should pressure the Security Council to order a UN police force into northern Iraq to protect Kurds, despite opposition by Baghdad.

Senator Bob Dole of Kansas, the Republican leader, said: "We're going to insist that the UN be given

that role. We may have to put a little pressure on the UN."

Mr. Dole said the United States could prevent lifting of economic sanctions against Iraq in order to force Baghdad to permit UN forces in the north. "We may end up in a sort of de facto partition," he said, that would provide a security zone for the Kurds.

"I agree that we have got to increase the pressure on the UN," said Senator George Mitchell, Democrat of Maine, the majority leader.

Baghdad opposes a U.S.-backed proposal for a civilian UN police force in northern Iraq to protect the Kurds.

Sending such a force to Iraq requires Security Council approval. Such a move is opposed by the Soviet Union and China.

American field commanders, whose mission in Iraq is to coax the refugees out of Turkish territory and back to their homes, have recommended expanding the allied zone to include D'hok.

But officials in Washington are said to be reluctant, fearing that such a move, over Iraqi objections, would increase the chance that American forces would be stuck in the area for months or years.

A special UN envoy, Prince Sadruddin Aga Khan, is to visit the town Monday. Baghdad has agreed to allow the UN to oversee relief operations throughout the country.

Many of the hundreds of thousands of Kurds who fled Iraq when their rebellion was crushed in March say they are too fearful to go back unless allied troops protect them.

Once a city of 380,000, D'hok is key to the success of the allied operation to get the Kurds back to Iraq.

D'hok lies just outside the security zone created by allied forces.

In Baghdad, a Kurdish leader, Masoud Barzani, said he was confident of reaching early agreement with the Iraqi government on autonomy for Iraq's 3.5 million Kurds.

"I am sure we will have an agreement," he said. Asked when, he replied: "Not today. Maybe during this week."

Mr. Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party, met President Saddam Hussein on Saturday for the second time since the peace talks began on Tuesday. He would not say what was discussed.

(Reuters, NYT)

Standing By the Kurds

Ideally, the United Nations would quickly dispatch, and Iraq would accept, a civilian UN police force to help provide the intended "safe haven" for Kurds in northern Iraq. That would let the United States and the five European countries with troops on duty there remove them promptly and in good conscience. The allies would then rely on the existing economic and political sanctions to secure Iraqi good conduct.

But the UN secretariat and, it seems, the general membership shrink from a new resolution establishing a new UN role in the north, and Iraq resists (by mostly political means) both continuance of the allied military presence and installation of a new UN police presence — even an informal one installed without a resolution. That leaves the United States, which had hoped for a quick handover of its protect-the-Kurds mission to the United Nations, puzzling over what to do.

The first U.S. obligation is to make sure that the Kurds can leave those wretched mountains and the refugee camps and resume normal life in their communities. Some argue that sanctions are sufficient for this purpose. But it is already broadly demonstrated that Kurds will not go home without an outside presence inserted between them and Saddam Hussein's army. The United States is determined to keep the sanctions on to protect the Kurds — and, for that matter,

until Saddam Hussein is gone. But sanctions must be regarded as a complement to, not a substitute for, a shield of a sturdier kind.

There is yet time for the United Nations to overcome its jitters about intervening in a member country's ethnic affairs and to hatch a fresh resolution to cover this bit of unfinished business from its own Gulf war. But if no UN resolution emerges, the 8,000 allied troops (less than half American) already in the north must stay on. Other nations, concerned about the Kurds but concerned, too, about a lingering American presence, could help by joining the mission themselves. The Iraqis don't like it? Too bad. They can get rid of the troops by giving the Kurds autonomy, safeguarded by a presumably less onerous UN police.

In a way, in recouping from his abandonment of the Kurds, George Bush is moving toward precisely the partition of Iraq that he had earlier forsworn. But Iraqis should be much more alarmed by this prospect than Americans. A credible autonomy regime is Iraq's best guarantee that the Kurds' "safe haven" will not become an independent Kurdish state. It is also America's best guarantee against a "quagmire." In turn, the departure of Saddam Hussein remains the best guarantee of a credible autonomy regime. Meanwhile, the allies must see to restoration of a decent life for the Kurds.

— THE WASHINGTON POST.

The Mimes May 13, 1991

Dahuk relief goes in today

From REUTER
IN SİLOPI, TURKEY

THE United Nations will begin relief operations in the provincial Kurdish capital of Dahuk today even though Kurdish refugees refuse to go back unless they are protected by Western troops.

Captain Joe Woodbury, an American military spokesman, told reporters in Silopi that the first UN convoy of food supplies would travel to Dahuk, in northern Iraq, today. He added: "We are disappointed. We hoped there would be a refugee convoy, too (travelling to Dahuk)."

Relief agencies and allied military leaders hope a UN presence will entice Kurds back to Dahuk. The West wants the world body to take over the camps eventually. "Dahuk is the crunch point. The UN presence will be a trial and error method. If the Kurds don't go home, then other ways must be found," said a British officer.

Prince Sadruddin Aga Khan, the United Nations special envoy, will also visit Dahuk today. Baghdad has agreed to allow the UN to oversee relief operations throughout the country.

The United States, leading allied efforts to establish "safe havens" for Kurdish refugees in northern Iraq, has stopped short of moving troops into Dahuk. Washington says this would insult Baghdad, which opposes the presence of foreign troops on its soil after its Gulf war defeat in February.

Many of the 500,000 Kurds who fled Iraq when their rebellion was crushed say they are too scared to go back unless allied troops protect them from President Saddam Hussein's army. Once a bustling city of 380,000, Dahuk is key to the success of the allied operation "Provide Comfort" to coax refugees out of the mountains on the Iraqi-Turkish border.

REPORTAGE

Kurdistan : carnets de route de B.H.L.

Après la « logique de guerre », la « logique d'aide humanitaire » entraîne l'armée américaine à occuper chaque jour un peu plus de territoire irakien. « Mieux vaut cela que construire des camps aux réfugiés kurdes » a expliqué Dick Cheney, le ministre américain de la Défense. Mieux vaut en effet assumer jusqu'au bout les conséquences d'une guerre, probablement interrompue trop tôt, que recréer, dans les montagnes du Kurdistan, un nouveau ghetto de type palestinien. Car c'est bien un terrible problème de populations déplacées, comme en ont secrété la Seconde Guerre mondiale et le conflit israélo-palestinien, que décrit, dans des carnets de route qu'il a réservés au Point, l'écrivain Bernard-Henri Lévy. Un récit très personnel, fait d'une succession de scènes déconcertantes et tragiques.

« **W**elcome in Irak », annonce un grand panneau bleu qui rappelle le temps où transitait ici, sur ce pont-frontière de Harbur, tout ce que le monde comptait d'amis et fournisseurs du régime. Aujourd'hui, le pont est vide. La route, au-delà du pont, déserte. Nous irons jusqu'à Zakho, à trente kilomètres de là, sans rencontrer âme qui vive ni croiser d'autres véhicules que deux ou trois jeeps militaires semblables à celle qui nous transporte. Il y a des casernes au bord de la route. Une succession de petits blockhaus, très bas, presque invisibles, qui semblent abandonnés et qui ont déjà pris la teinte de la pierre environnante. En sorte que, s'il ne restait, par-ci, par-là, un amas de chaussures ou de vieux habits, un camion-citerne renversé ou un tas de débris, on pourrait croire à un pays sauvage depuis longtemps dépeuplé et qui aurait perdu jusqu'au souvenir de ce que fut la présence humaine. Gilles Hertzog, mon compagnon de route et de voyage. ob-

serve que c'est comme une onde de choc qui aurait volatilisé les êtres sans toucher aux murs ni aux choses. Il a raison, bien sûr — sauf que l'on devine assez vite que, à l'origine de ce désastre, il y a quelque chose de bien plus ancien que l'onde (ou les bombes) de la guerre américaine. Saddam ne déclarait-il pas, il y a deux

ans, à l'agence de presse officielle Ina, qu'il voulait faire de cette région « une zone isolée et inhabitée de trente kilomètres le long de la frontière turque » ? Eh bien, voilà. Nous y sommes. La zone est isolée. Quasi inhabitée. Et, n'en déplaise au colonel Nielly, l'officier français qui nous cornaque, Saddam, donc, a gagné.

Bernard-Henri Lévy (à droite) et Gilles Hertzog

Il flotte dans l'air quelque chose d'irréremédiablement désolé



J'avais déjà vu des villes mortes. J'ai vu des villes qu'une guerre, un tremblement de terre, une épidémie ou même un couvre-feu plongent, d'un instant à l'autre, dans la désolation et le silence. Et je me souviens de Kuneitra, qui, dès le lendemain de la guerre des Six-Jours, après que se fut enfui le dernier de ses habitants syriens, semblait avoir été reprise, ensevelie, par le désert. Or cette impression de mort, ce malaise face à une ville fantôme, comme pétrifiée dans son désastre, je ne crois pas les avoir jamais ressentis si fort qu'ici, à Zakho, dans cette bourgade kurde où, pourtant, et depuis deux jours, les réfugiés reviennent. Est-ce le souvenir, trop proche, des massa-

MONDE

res ? Le regard, terrifié, des survivants ? Est-ce l'idée de ce réverbère dont les soldats, me dit-on, se sont servis comme d'une potence ? Cet enfant sans père ? Ce chien sans maître ? Cette famille, si pathétique, qui ne retrouve pas sa maison ? Cette autre qui la reconnaît à peine, tant on l'a pillée, saccagée ? Toujours est-il que la ville a beau revivre, oui. On a beau, du soir au matin, y voir patrouiller de rassurants soldats alliés. Ali, le coiffeur, a beau avoir réouvert son salon et quelques taxis en maraude vous offrir à nouveau leurs services. Il continue de flotter dans l'air quelque chose d'irré-médiatement désolé. Zakho, ville maudite ; Zakho, ville funeste.

L'Irak vu du ciel. Nous sommes à Cukurca, près de la frontière turque, dans l'un des camps de réfugiés que gère Médecins sans frontières. Nous voulons aller à Silopi, soixante kilomètres plus à l'ouest, où se trouve l'essentiel du complexe militaro-humanitaire allié — avec notamment, côté français, le courageux ambassadeur Laugel. Et comme la route de la montagne est coupée et que la seule voie praticable nous oblige à un détour d'une douzaine d'heures, nous demandons un « lift » à l'un de ces gros hélicoptères Sikorsky qui ont « fait » la guerre du Vietnam et qui ne transportent plus, désormais, que des médicaments et des vivres. Il y a là deux pilotes. Une demi-douzaine de soldats. Un mitrailleur à droite. Un autre à gauche. Il règne dans l'appareil une espèce d'excitation retenue qui fait irrésistiblement penser à un film de Coppola ou de Cimino — mais qui nous semble surtout très absurde pour une banale opération de ravitaillement humanitaire. Et puis voilà que nous nous avisons que, au lieu de prendre le cap de Silopi, l'appareil oblique soudain vers l'est, longe la barrière montagneuse qui sépare l'Irak de la Turquie, continue plus à l'est encore et file, finalement, sur l'Iran — le tout à très basse altitude, afin de permettre aux deux soldats (qui, soit dit en passant, ne portent, eux, bizarrement, ni insigne ni uniforme) de mettre en batterie d'énormes caméras qui filmeront, à partir de là, le moindre détail du paysage. Nous survolons une route défoncee. Une ville déserte. Un palais visiblement abandonné. Un aéroport intact, qui ne figure sur aucune de nos cartes. Nous apercevons des chars à demi enterrés. D'autres véhicules, dans le fossé. Parfois, à la demande

d'un des deux opérateurs, l'hélicoptère fait demi-tour, survole plus longuement son objectif, descend encore, se rapproche. Et c'est alors que nous comprenons, par exemple, que les véhicules, ou les chars, n'étaient probablement que des leurres. Vérification faite, le soir même, nous avons été embarqués « par erreur » sur un vol de « reconnaissance » ou de « repérage ». Pour quelqu'un qui, comme moi, s'est fait une quasi-doctrine du mot de Cocteau : « *Un coup d'œil me révèle un pays* », on admettra qu'il y avait là un extraordinaire don du ciel...

Dîner, dans un bistrot turc des faubourgs de Silopi, avec Stéfan de Mistura, qui est l'envoyé dans la région du Haut Commissariat aux réfugiés et qui, avec sa saharienne bien coupée, son foulard assorti à la couleur de ses yeux, ses ongles faits, ses cheveux gris impeccablement coiffés, bref, son air de grand aristocrate cosmopolite et raffiné, est le plus singulier des baroudeurs internationaux qu'il m'ait été donné de rencontrer depuis le temps que je bourlingue moi aussi. Que fait-il au juste en Irak ? Que prépare-t-il ? A quoi ressemblera la force de l'Onu qui prendra la relève des Américains ? Quel sera son pouvoir ? Sa capacité de dissuasion ? Et est-ce à lui qu'il songe lorsqu'il brosse le portrait d'un « ombudsman onusien » qui, investi de l'autorité des nations, s'instal-

lera ici, à Zakho, escomptant que sa seule présence garantisse les accords passés entre Saddam et les populations kurdes ? Mistura, bien sûr, ne répond pas. Mais il nous raconte, en revanche, l'une des plus savoureuses histoires de cet Irak d'après la guerre. La scène se passe vers le 15 avril. Les Américains sont entrés à Zakho. Ils ont repoussé, de vingt kilomètres, le détachement de la Garde républicaine qui s'y trouvait. Et, voyant que d'autres soldats, déguisés en policiers, prétendaient les remplacer, ils ont chassé ces autres soldats. Le gouverneur vient alors les trouver. « *Vous ne pouvez pas me laisser comme ça, geint-il. Un jour, vous partirez. Les Kurdes reviendront. Et vous m'abandonnez sans garantie ni protection.* » Sur quoi, les Américains, éberlués, puis ébranlés, répondent : « *OK, trente policiers ! mais nommés par nous ! connus de nous ! triés sur le volet ! et qui devront arborer un badge, comme les gardiens de zoo et de musée.* » L'anecdote est drôle. Et elle est comme une photographie, surtout, du rapport de forces actuel : l'Irak, hier,

« Pourquoi les alliés nous ont-ils appelés au soulèvement ? Et lorsque nous nous sommes soulevés, pourquoi nous ont-ils laissé nous faire massacrer ? »



ARAL-SIPA

Le camp de Cukurca,
Faudra-t-il, comme l'autre jour, pense

faisait trembler le monde ; il n'est plus aujourd'hui, je dis bien « aujourd'hui », qu'un pays ruiné, humilié, sous contrôle ; et c'est à lui que, pour ne rien arranger, reviendra visiblement l'honneur d'expérimenter ce que nous appelons le « droit d'ingérence » et qui n'équivaudra, pour lui, qu'à un abandon pur et simple de souveraineté.

« Vous n'irez pas plus loin, nous ont prévenus les soldats américains avec lesquels nous revenons, pour la seconde fois, à Zakho. *Vous tomberez sur des barrages. Rebelles, puis gouvernementaux. Et le fait d'avoir passé l'un vous rendra suspects au moment de passer l'autre.* » Ai-je eu tort alors de m'entêter ? Oui, sans doute, puisque, à dix kilomètres de là, sur la route de Mossoul, je me fais effectivement refouler par un détachement de peshmergas qui, avec leurs larges pantalons de toile, leurs keffieh noués en turban, leurs vareuses semi-militaires, leurs kalachnikovs, semblent bien décidés à ne pas lâcher cette portion de route. Mais ces kilomètres interdits, cette incursion en rase campagne, au-delà de la zone officielle contrôlée par les troupes alliées, m'auront néanmoins donné l'idée de cet autre Irak qu'ils ne tiennent pas et où le sort de la guerre civile n'est, au fond, pas vraiment scellé. Des arbres abattus. Un tas de



près de la frontière, gardé par des militaires turcs

Le soldat, cogner ? Tirer en l'air ? Dans le fâs ? Oh ! ils sont nombreux. Ce n'est plus des hommes, c'est des nombres

pierres noires, qui a dû être une maison. Une cahute de branches, au bord de la route, où végète une famille. Ce puits de village où me conduit mon chauffeur, et qui dégage une odeur pestilentielle. Toujours la même histoire. Toujours les mêmes signes, les mêmes preuves, les mêmes aveux. On a fait la guerre à Saddam parce qu'il occupait le Koweït. On lui a faite également parce que sa folie, disait-on, menaçait la sécurité des voisins. J'ai toujours eu la conviction, moi, que la première raison de déclencher la guerre est qu'il avait, depuis dix ans, déclaré la guerre à son pays.

Le Koweït, dit l'extrême droite, est une création du Foreign Office ; que dire, alors, de l'Irak, entité artificielle s'il en est, et dont les trois fragments (chiite au sud, sunnite au centre, kurde au nord) ne doivent qu'au colonialisme anglais de composer une nation ? Les Palestiniens, dit l'extrême gauche, sont un peuple nié, et qui, en conséquence, a le droit de former un Etat ; que dire, alors, des Kurdes, qui sont un peuple bien plus ancien et dont les « droits nationaux », eux, remontent carrément au traité de Sèvres (1920) ? Les sept cent cinquante mille sujets de l'excellent émir Jaber ont eu droit à leur « guerre du droit » et furent ainsi libérés d'une inacceptable tutelle ; d'où vient que le raisonnement s'ar-

rête lorsqu'il s'agit de quinze millions d'Irakiens qui vivent sous la même tutelle et sont, je le répète, les vrais otages de Saddam Hussein ? Tels sont quelques-uns des thèmes que je remarque depuis que je suis ici. Avec, en filigrane, cette terrible question que ne manquent pas de me poser la plupart de mes interlocuteurs – à commencer, ce matin, par le jeune ethnologue qui fait le chauffeur pour MSF : « Pourquoi les alliés nous ont-ils appelés au soulèvement ? Et pourquoi, lorsque nous nous sommes soulevés, nous ont-ils laissé nous faire massacrer ? » A Paris, je tenterais de répondre. J'essaierais de débattre, de réfléchir. Ici, à Cukurca, au pied de ce camp où les victimes de notre inconséquence croupissent et meurent en silence, je n'ai, au fond, qu'une envie : baisser les yeux et me taire moi aussi.

On dit à Paris : « Les Kurdes sont impossibles ; ils sont, surtout, irresponsables ; car comment n'ont-ils pas vu que leur histoire de Kurdistan embarrassait presque tout le monde ? Comment n'ont-ils pas compris que personne, dans la région, ne pouvait souhaiter un Etat qui devrait, pour exister, en amputer quatre ou cinq autres ? » Le malheur, c'est que nous avons rencontré, nous, des Kurdes. Nous les avons sondés. Interrogés. Nous nous sommes fait raconter leurs espoirs, leurs insurrections, leurs

plans. Or, s'ils nous ont volontiers parlé de « démocratie » et de « liberté », s'ils rêvent d'une « autonomie » dans les frontières instituées, nous n'en avons pas trouvé beaucoup pour sérieusement songer à un Etat kurde indépendant. Opposition des Kurdes d'Irak et d'Iran... Amertume... Contentieux... Des décennies de haine, parfois de guerre intestine... Sans parler de la langue, moins commune qu'on ne le dit, puisqu'elle s'écrit, selon les régions, dans les trois alphabets – arabe, cyrillique et latin... Les habitants de Mossoul et Zakho savent ça. Ils mesurent, mieux que personne, l'énormité du malentendu sur lequel se fonderait une conscience nationale kurde unifiée. Et c'est la raison pour laquelle, j'y insiste, toute leur révolte du printemps fut une révolte libertaire, libérale, démocratique – jamais séparatiste.

C'est à la nuit tombée, et sous la pleine lune, que nous sommes arrivés au camp de Cukurca. Nous étions partis du lac de Van à la fin de la matinée. Nous avons traversé, de Van à Hakkari, ces hauts plateaux d'Anatolie dont Loti aimait qu'ils aient déjà le goût des steppes d'Asie centrale. Nous avons grimpé des cols interminables. Redescendu des vallées qui n'en étaient pas moins. Nous avons pris l'unique route de ce pays kurde, semée de barrages militaires. Puis une

MONDE

méchante piste de terre, toute pleine d'ornières et de ravins. Nous avons roulé neuf heures ainsi. Peut-être dix. La fatigue gagnait. La voiture chauffait. Et voilà qu'au détour d'un dernier virage, et alors que le fleuve, en contrebas, semblait vouloir décrire, lui aussi, un ultime arc de cercle, la route s'est brusquement arrêtée — échouant sur un cirque de pierres, surplombé de tous côtés par la montagne et qui nous a fatalement fait penser à un paysage de western. J'ai vu, pour commencer, une constellation de petites lumières. Puis de grands feux d'herbes, ou de branches. Puis les taches blanches des tentes. La teinte cuivrée du sol. Et puis, enfin, autour de la voiture immobile, une foule d'enfants craintifs qui nous considéraient en silence. Bref, j'ai un peu honte de le dire. Mais c'est pourtant la vérité : ce qui m'a d'abord frappé, cette nuit-là, au terme de ce trop long voyage, c'est l'insoutenable beauté du camp de Cukurca.

Cette histoire d'un simple d'esprit qui déterrera les cadavres dans les cimetières et pensait qu'en leur mettant du pain mouillé dans la bouche il allait les forcer à manger, et donc les ressusciter, l'ai-je réellement lue quelque part, ou seulement imaginée ? Ce qui est sûr, c'est qu'elle me revient à l'esprit quand, visitant le camp et entrant ainsi, par hasard, dans une de ces tentes de couleur que l'on taille, me dit-on, dans les parachutes américains, je tombe sur ce spectacle étrange : assise à même le sol, sur une housse de plastique, une jeune femme à demi nue qui serre un enfant sur son sein. J'observe cette femme. Comme elle ne me voit pas, ou qu'elle me regarde, plus exactement, sans me voir, j'ai tout le loisir de l'observer. Est-elle prostrée ? Apeurée ? Est-elle simplement affamée ? Malade ? Epuisée ? Désespérée ? Mourante ? Elle pourrait être cela, en effet. Elle pourrait, vu son air de détresse extrême, cumuler tous ces états à la fois. Sauf que, en regardant mieux, je m'avise d'une circonstance qui m'avait d'abord échappé : c'est l'enfant qui est mort, bien sûr ; et elle pourrait bien être en train, la malheureuse, comme le simple d'esprit de mon roman, d'« allaiter » son petit cadavre pour, ainsi, lui rendre la vie. Le camp, c'est la misère. C'est la vermine et la maladie. Ce sont ces odeurs d'excréments et de viscères qui, sitôt le jour levé, recouvrent le parfum d'herbes brûlées qui ont manqué embaumer la nuit. Mais c'est aussi — me permettra-t-on de dire : d'abord ? — l'inoubliable image de cette femme que la mort d'un enfant a rendue folle.

Les détails. Toujours les détails. Là aussi, et très vite, il n'y a que les détails qui comptent. Et en voici un, de détail, qui m'a plongé, il faut bien le dire, dans une infinie perplexité. C'est un homme, cette fois. J'aurais spontanément dit : un pauvre. Peut-être même : un paysan pauvre. Ce n'est apparemment pas, en tout cas, l'un de ces réfugiés de luxe — médecins, avocats, fonctionnaires, professeurs... — qui ont fui avec les gueux et sont mêlés à eux dans le camp. Or cet homme, donc, ce pauvre, ce réfugié très ordinaire que rien ne signale en principe à l'attention de l'observateur et qui vit, comme chacun, dans la merde et dans la boue, il se trouve qu'il a dans sa tente, comiquement pendu à un cintre qui est lui-même accroché à une pince à linge, une splendide robe de chambre de soie noire et bordeaux. Que signifie cette robe de chambre ? De quel passé témoigne-t-elle ? De quel futur ? De quel rêve ? A quoi, de fait, la destine-t-il et que fait-elle là, dans ce cloaque, cette étoffe incongrue et absurde ? La vraie question qu'il faudrait poser serait de savoir ce que préserve un homme, une fois qu'il est dans le camp. Ce qui, en lui, résiste, se cabre, se soustrait. Ce qui, dans les situations d'humiliation et d'abaissement extrêmes, maintient ne fût-ce que le souvenir de l'arrogant qu'il a été. Chez celui-ci, c'est le regard. Chez celui-là, le pas. Chez ce troisième, c'est un accent d'autorité qui ne parvient pas à disparaître lors même qu'il ne sert plus qu'à réclamer des rations de lait ou de charbon. Eh bien, pour mon bonhomme, ce n'est ni le pas, ni la voix, ni le regard — mais cette pauvre robe de chambre qui est comme une bribe d'identité (la seule !) sauvée de son naufrage essentiel.

J'ai vu pas mal de camps dans ma vie. J'ai vu ceux de Thaïlande et de Gaza. D'Afghanistan et du Bangladesh. J'ai fait le tour depuis vingt ans — enfin, je pensais avoir fait le tour — de toutes les sortes d'émotions que peut éprouver un Occidental face à un camp de réfugiés. Or, plus je pense à Cukurca, plus je pense à ce désert d'herbe et de pierre que j'ai, à mon arrivée, eu l'inconvenance de trouver beau — et plus j'ai le souvenir de quelque chose de « différent » qui m'a, tout bien pesé, inhabituellement troublé. Serait-ce que la désolation y fût plus absolue qu'ailleurs ? La mort plus nombreuse ? La famine plus visible ? Est-ce le lieu même, qui, avec

ses pentes trop abruptes, ses barbelés, ses chaleurs étouffantes à midi, ses nuits glaciales, y montre plus d'hostilité ? Michel Clerc, le responsable de l'équipe de MSF, me semble plus proche de la bonne explication quand, le tout premier matin, il nous raconte la sociologie du camp. « Regardez ces gens, nous dit-il en substance. Regardez leurs visages et leurs costumes. Le nombre de radios et de livres. Voyez la quantité de ceux qui parlent anglais ou français. Ce ne sont plus les damnés de la terre, n'est-ce pas ? Ce n'est plus la population type des grands renfermements de réprouvés. C'étaient des intellectuels et des bourgeois. Des fonctionnaires et des hommes d'affaires. Ce sont des hommes qui, hier encore, vivaient à peu près comme vous et moi. » Manière de dire — même si Clerc ne le dit pas tout à fait — que c'est vous ; que c'est moi ; que ce sont des doubles de nous-mêmes ; des possibilités de notre destin ; et que ce qui nous émeut tant, c'est peut-être, allez savoir, cette familiarité que nous devinons sans tout à fait nous l'avouer.

« Regardez ces gens. Ce ne sont plus des damnés de la terre. Ce sont des hommes qui, hier encore, vivaient à peu près comme vous et moi. »

Ils sont là. Je les sens. Le jour ne s'est pas encore levé et déjà, pourtant, je les sens. Car c'est chaque matin la même histoire. Ça commence par une plainte, par un râle. On dirait un troupeau qui s'ébroue avant de prendre le trot. Est-ce que c'est mon rôle, à moi, de garder les troupeaux ? Est-ce que c'est digne d'un soldat ? Et d'un soldat turc, encore plus ? C'est bien simple. Huit jours de plus à ce régime et je serai tellement expert dans l'art de parquer le bétail humain que, même les yeux fermés, rien qu'au bruit qu'ils feront et qui remontera de la vallée, je saurai qu'ils s'éveillent, s'endorment, ruminent leur ration, se pressent au marigot, se ruent sur les hélicos ou se disputent comme des chiens les ballots tombés du ciel. Mais bon. Attention. S'agirait pas non plus de trop traîner. Car ils sont vraiment là, cette fois. Il est 8 heures et je les entends qui gravissent la caillasse. Combien seront-ils aujourd'hui ? Cinq cents ? Mille ? Deux mille ? Faudrait-il, comme l'autre jour, pousser ? Cogner ? Tirer en l'air ? Dans le tas ? Oh ! ils sont nombreux, j'ai l'impression. De plus en plus nombreux. Ce n'est plus des hommes, c'est des nombres. Tiens, voilà. C'est une idée. Imaginons que les hommes ne soient plus des hommes, mais des nombres. Il y aurait des tas d'hommes. Des amas d'hommes. Ce seraient de

grandes vagues d'hommes qui monteraient, reflueraient, se mêleraient parfois, déferleraient et viendraient, au bout du compte, mourir l'une contre l'autre. Ils naîtraient comme des portées d'hommes. Ils disparaîtraient comme on efface un nombre. Est-ce que ce serait la fin du monde ? Non. Pas forcément. Car on aurait encore le choix de mettre les nombres d'un côté, les derniers hommes de l'autre côté. N'est-ce pas à cela que servent les barbelés ? Je suis la sentinelle des hommes contre les nombres.

Pardon de forcer le trait. Mais le point de vue du « brave soldat turc » ne me paraît pas le moins bienvenu pour essayer de décrire et comprendre ce qui sera peut-être notre avenir. Car je crois d'une certaine façon, moi aussi, que nous entrons dans une époque de grands nombres en folie. Je crois que l'on y verra se croiser, s'ignorer, s'affronter ou s'exténuer des foules en détresse semblables à celles de Cukurca. Et je pense surtout que, face à cela, face à ces migrations d'hommes fuyant la misère ou le massacre, nous aurons à choisir entre deux ou trois attitudes simples. Il y aura d'abord, donc, le soldat turc : barbelés ; policiers ; ces hommes sont des chiens ; c'est la pré-histoire qui revient ; de l'Histoire universelle considérée sous l'angle, désormais, du parcage et du dressage. Il y aura la caravane humanitaire avec ses sympathiques, mais souvent naïfs, soldats du bien : sauver les corps, disent-ils ; tous les corps ; rien que les corps ; comme si les hommes étaient des corps ! comme si les Kurdes n'étaient que des corps ! vous n'avez pas senti, vous aussi, dans cette opération Provide Comfort, un insupportable côté sauvetage des bébés phoques ou des baleines blanches en perdition ? vous n'avez pas trouvé qu'il y avait quelque chose de symétriquement obscène – et odieux – dans les fameux largages et parachutages de nourriture ? Et puis il y aura enfin ceux qui, sachant conjurer le péril de ces deux tentations animalières, essaieront de se souvenir que la liberté non plus n'a pas de frontière ni de territoire et que rien ne sert de livrer une bataille humanitaire si l'on n'en fait pas, simultanément, une vraie bataille du droit : c'est l'attitude de MSF ; c'est celle, sur le terrain, des plus lucides de nos militaires ; et ce devrait être, à Paris, l'obsédant souci de ceux qui n'entendent pas se résigner à l'éternel retour de la boucherie. Les Irakiens, eux, en ont assez et – je puis en témoigner – n'attendent plus de nous qu'un mot : « Provide Democracy ». ●

BERNARD-HENRI LÉVY

DEVILLE GAMMA





S. O. S

KURDISTAN

Una patrulla de «marines» británicos fue tiroteada en el norte de Irak por un grupo desconocido

Los kurdos se resisten a regresar a Dahuk

Exigen una garantía política de Sadam y la protección de las tropas aliadas

SILOPÍ.— Los refugiados kurdos se resisten a regresar a sus hogares en la capital del Kurdistan, Dahuk, hasta que sus líderes nacionalistas no obtengan de Sadam Husein garantías políticas a largo plazo. Según el testimonio de los militares norteamericanos que coordinan la zona de seguridad en el norte de Irak, la población kurda de Dahuk, unas 200.000 personas, teme regresar a su lugar de origen, que continúa bajo control del Ejército iraquí, sin la protección de los soldados occidentales.

«Su mayor preocupación ahora mismo es conseguir un acuerdo político con el Gobierno central», afirma el coronel norteamericano Richard Naab, añadiendo que

nadie conseguirá moverlos de donde están si antes no logran este compromiso por parte de Bagdad. No obstante, una patrulla de marines británicos fue tiroteada ayer en el norte de Irak por varios desconocidos. Los soldados repelieron la agresión y no se produjeron heridos entre los británicos, informó el Ministerio de Defensa del Reino Unido.

Masud Barzani, líder del Partido Democrático del Kurdistan, el principal grupo rebelde, se reunió por segunda vez con Sadam Husein el domingo en Bagdad, informa Reuter.

Tras este encuentro, Barzani aseguró a sus compatriotas que en el plazo de una semana habrá con-

seguido un acuerdo de autonomía para el Kurdistan e instó a los refugiados a regresar a sus hogares.

El diario del Ministerio de Defensa iraquí denunciaba ayer la presencia de las tropas aliadas en el norte de Irak, argumentando que están obstruyendo el regreso de los refugiados kurdos.

«Los británicos y norteamericanos han recurrido a nuevas tácticas para interferir en los asuntos internos de Irak y obstruir el retorno del pueblo kurdo bajo el pretexto de garantizar su seguridad», manifestaba ayer *Al Qadisiya*.

El vicepresidente ministro y ex ministro de Exteriores iraquí, Tarek Aziz, ha condenado la labor de las fuerzas extranjeras en el nor-

te del país, al tiempo que agradecía los esfuerzos de la ONU en pro de la seguridad de los kurdos.

Un convoy de ayuda humanitaria de la ONU entró ayer en Dahuk. El enviado especial de Naciones Unidas para la misión de rescate de los refugiados kurdos, Stefan de Mistura, que encabeza el convoy, abrió en la ciudad una oficina y un centro de asistencia.

Entretanto, el secretario general de la ONU, Javier Pérez de Cuéllar, reveló ayer que ha pedido a su enviado a Bagdad, el príncipe Sadrudin Aga Jan, que haga un «nuevo esfuerzo» para convencer a Irak de que acepte la presencia de una fuerza de policía de Naciones Unidas en el norte del país.

International Herald Tribune May 14, 1991

UN Takes Control of a Kurdish Camp From U.S.

The Times May 13, 1991

Kurds leave desolate camps

FROM ANDREW FINKEL IN DIYARBAKIR

YESTERDAY was a day of comparative peace for the RAF station in Diyarbakir whose temporary camp lies between a runway and practice bombing site. The Turkish jet fighter pilots who roar off on training runs all week long at least take Sunday off.

Life in Turkey has grown generally quieter for allied troops, who until recently were making helicopter relief flights to the hundreds of thousands of Kurdish refugees stranded on the border. Now the relief work is better organised with supplies going by road, and many Kurds are at last making the difficult journey home.

Isikveren, once the largest refugee camp, has now shrunk to less than 10,000 people. It is still a desolate sight and a memorial to the time just over a month ago when it was home for close to 150,000 people. Suzanne Shannon of the American Embassy describes it as an ecological disaster area. "If the refugees continue to return then excess of relief supplies may soon become

a problem," says Fiona King of Save the Children Fund.

Cukurca to the east is now the largest camp. The refugees there are those waiting to hear when it will be safe to return to the provincial Kurdish capital, Dahuk. The United Nations will begin relief operations in Dahuk today, even though the refugees have said they will not go back unless they are protected by allied troops.

Those who have returned to Zakho either have homes in the town or in nearby villages, say relief workers. Those waiting to go to Dahuk who have begun the return journey have stopped near Zakho where they have been resettled in camps.

Save the Children Fund are particularly pleased by the decision of the United Nations High Commissioner for Refugees to establish itself in northern Iraq, as it provides cover for organisations working outside the "safe haven" zone.

By William Branigin

Washington Post Service

NEAR D'HOK, Iraq — A United Nations special envoy on Monday delivered 115 tons of food to the population of the Iraqi-controlled city of D'hok and formally inaugurated UN administration of a growing Kurdish refugee camp built by the U.S. military in northern Iraq.

The actions by Prince Sadruddin Aga Khan, a special UN representative for humanitarian affairs, were aimed at encouraging more than 200,000 Kurdish refugees to return to D'hok and facilitating the eventual departure of more than 18,000 U.S. and allied soldiers involved in a relief effort for the Kurds.

The prince formally opened a

The Soviet foreign minister is cool to UN police in Iraq. Page 5.

UN humanitarian center in D'hok to handle the distribution of supplies provided by the United Nations World Food Program.

But Kurdish rebel leaders in the Iraqi border town of Zakho said that security, rather than food, was the fundamental issue in D'hok. And there was still no evidence of any significant influx of Kurdish returnees to the town, which lies just south of an allied security zone.

In Zakho, a crowd that swelled to about 1,000 Kurdish refugees staged a pro-U.S. demonstration after marching down a highway from a tent city outside town. As they passed a U.S. military compound guarded by startled Marines, the marchers chanted in English, "Yes, yes Bush" and "No, no Saddam."

They carried banners reading "Death to Saddam" and "Down with Ba'athism in Iraq," a reference to the ruling Arab Ba'ath Socialist Party of President Saddam Hussein.

In a separate incident about 8 kilometers (5 miles) east of the allied-held Sirsenk airfield, at least two Iraqi soldiers guarding one of President Hussein's vacation palaces at Ayn Shaykh opened fire with automatic weapons on a position manned by about eight British Royal Marines, a British military spokesman said.

The Royal Marines returned fire and the two Iraqis "dropped from sight," the spokesman said. There were no British casualties. It was unknown whether any of the Iraqis were hit.

The incident was the first reported exchange of fire between Iraqi and allied ground troops since the allies began establishing the security zone April 20, although a U.S. Navy fighter was fired on but not hit last week. The Iraqis were allowed to remain inside several of

Mr. Hussein's vacation palaces in the Sirsenk area to guard them.

The pro-American demonstration in Zakho developed after Lieutenant General John Shalikashvili, the U.S. commander of the Kurdish relief effort, formally turned over control to the United Nations of a tent city inhabited by about 18,500 Kurdish refugees.

A second site nearby holds about 1,500 refugees, with more than 6,000 others waiting to enter it. The office of the UN High Commissioner for Refugees is to assume overall administration of the camp, and nongovernmental organizations are charged with gradually taking over the management of food distribution and infrastructure.

"Things are going better and faster than we expected," General Shalikashvili said.

The general said he was satisfied that the presence of Iraqi troops in D'hok "does not threaten in any way the coalition forces in the area." He said there was only a handful of Iraqi soldiers in the town.

He said he had not made any recommendation to Washington on what to do about Iraqi control of D'hok, which currently constitutes the biggest obstacle to the return of Kurdish refugees to their homes. The Kurds have been urging the U.S. military to occupy the town and evict the Iraqi Army.

According to a senior U.S. military official, the Iraqis have offered to withdraw their estimated 300 to 400 soldiers from D'hok under an accord to keep all military forces out of the town. But the Iraqis are insisting on maintaining their administration of the town.

Put Europe Alongside America in Iraq

By Brian Beedham

LONDON — The next stage of the Kurdish rescue operation is going to be tricky, because it will put to the test some fine words uttered in a couple of places far away from the scene of the Kurds' miseries. Unless the allies are surprisingly lucky, Operation Safe Haven will soon require either buying a lot of cooperation from Mikhail Gorbachev — at what price? — or hoping that the European Community means what it says about taking a bigger share of the world's burdens on its shoulders.

As things stand, the Kurds trickling back into northern Iraq from the mountains to which they had fled are being guarded by a handful of American and British soldiers, with some backing from a few other European countries. But the American and British governments do not want to find themselves stuck in a prolonged occupation of a highly inconvenient chunk of Iraq. So they would like to hand over the guarding job to the United Nations without further ado.

This is not going to happen, because in the world where such things are decided it is not Politically Correct.

The United Nations, looking nervously at its rule book, says it cannot take over the Kurd-guarding job unless the Iraqi government invites it to do so. The other UN resolutions passed during the Gulf crisis, which many people think provide the necessary authorization, are apparently not enough.

To say you cannot interrupt a clubbing without the clubber's consent may sound like a funny sort of rule, but there it is. President Saddam Hussein, club in hand, says nuts to consent. The United Nations says it needs further instructions. Time passes, and those American and British soldiers go on guarding their Kurds in a legal no-man's-land.

At this point, three things can be done. The unlikeliest would be to persuade the Iraqi government to change its mind and let the United Nations in. Saddam Hussein will almost certainly not change his mind; he is waiting for America and Britain to lose their nerve and back out of the Kurdish operation, so that he can once again be sole

arbiter of the Kurds' fate. There remains the hope that a threat to prolong sanctions against Iraq until it ejects Saddam might eventually produce a new and kindlier Iraqi government, ready to open the door to the United Nations. It is not impossible, but there is no sign of it happening yet.

The second possibility is to meet the UN demand for further instructions. That means getting a new resolution through the Security Council to say that the club-wielder's consent is no longer necessary. But a new resolution requires the support of the Soviet Union and China, both of which have some recent clubbings of their own on their consciences — and possess the veto. If the Soviet Union would agree to the new resolution, China would probably not use its veto all alone. So will Mr. Gorbachev come across? Or, rather, what will he ask in return?

Talking to Rupert Murdoch the other day, Mr. Gorbachev said the world needed cooperation between his country and America. Fine words, but his shopping list for cooperation in a new UN resolution will be long.

Mr. Gorbachev wants a meeting with George Bush, and an invitation to this summer's summit of the world's seven main economic powers, because these welcome mats abroad are now almost his only way of impressing his own people at home. For the same reason, he wants the West to stop looking interestedly at Boris Yeltsin, and the rebel leaders of the Baltic countries and all Mr. Gorbachev's other domestic challengers.

He also wants more aid from America and Europe, despite their suspicion that in the present state of the Soviet economy such aid would be largely money wasted. He would like to be allowed to get away with a bit of cheating in the European arms-cutting treaty. And please pay no attention to his attempt to limit the foreign policy freedom of the new democracies of Eastern Europe.

Some of this is negotiable. These days Mr. Gorbachev is behaving better at home than he was earlier in the year. If he now does the right thing about the Kurds (and stops the arms-cuts cheating), he can have his meetings with Western leaders, and maybe a spot more economic assistance. But if his price for approving the new UN resolution is higher than this — above all, if it involves Western concessions

on arms control, or on the right to independence of the Balts and the Georgians and the rest — then the answer should be a firm "No thanks."

And then what happens to the Kurds? If the United Nations will not extend its protection to them, because Saddam Hussein does not agree and the Russians' price for letting him be overruled is too high, America and Britain have a choice. They can abandon the Kurds to their fate. Or, taking a deep breath, they can say that they propose to continue their present guarding operation on the basis of existing UN resolutions.

This is where the European Community comes in. America and Britain alone are unlikely to have the nerve to say something as boldly novel as that. But if America and the whole Community made it clear that they stood side by side, that would be a different proposition.

The Community has already taken the first steps in this direction. On Britain's proposal, all 12 EC countries decided to call for safe havens for the Kurds; it was this that prodded America into action. All 12 also agreed to ask the United Nations to do more to help. Could all 12 now agree, putting their money and their soldiers behind their first convictions, to preserve the havens even though the United Nations is hamstrung?

If they could, that might decide the issue. It would be hard for Saddam to challenge the combined political and military authority of America and the EC standing together. Iraqis who wonder how long they can go on paying the cost of Saddam might be readier to take their courage into their hands. Quite possibly, Moscow would abandon its opposition to that new UN resolution when it saw that this would separate it from both America and Europe, in un splendid isolation as the club-swinger's only friend. U.S.-European solidarity would then, in fact, have created a new UN consensus.

To be sure, it means challenging the existing rules of the game, as interpreted at UN headquarters. This interpretation holds that nothing can be done for victim peoples if their oppressor says no, and Russia lets him. The world may yet wearily choose to live with that interpretation, but it will not be a world easy in its mind.

International Herald Tribune.

Do as These Doctors Do

By Jonathan Mann

BOSTON — When U.S. forces violated Iraqi sovereignty, crossing a border without permission, to care for the suffering Kurds, Washington committed a constructive act with tremendous and unforeseeable consequences. That bold deed, arising from a powerful humanitarian impulse, expresses "the right to interfere," a principle advanced by medical relief organizations for years.

We believe that this intervention will have greater historical importance than the coalition's war against Iraq.

The right to interfere, as defined by Médecins du Monde (Doctors of the World), the French humanitarian group, means that a request from those who are suffering is sufficient to justify crossing a boundary without authorization from a country's leaders; the humanitarian imperative takes precedence over noninterference and sovereignty.

This universal approach originated in 1968 in the Nigerian civil war. French medical volunteers with the International Committee of the Red Cross in the breakaway region of Biafra were so repelled by the atrocities against civilians that they violated their Red Cross contract and spoke out publicly. In that confrontation of state versus humanitarian interests, the philosophy and practice of relief groups of French doctors were born.

In the past 20 years, groups like Médecins du Monde, Médecins sans Frontières (Doctors Without Borders) and Aide Médicale Internationale (International Medical Aid) have helped all over the world, including in Af-

ghanistan, Ethiopia, Cambodia, El Salvador, Romania and South Africa, with or without official permission. In Ethiopia the authorities ejected medical volunteers, who then returned clandestinely to continue their work.

The impossibility of ignoring the Kurds' desperation led the United States to commit an extraordinary act. While humanitarian motives have often been used to clothe political and military objectives, the U.S. action was not planned; rather, an ungovernable flood of compassion in response to scenes of human suffering gave Washington no option but to respond, despite Iraqi protests, Turkish hesitation and United Nations uncertainty.

Is the world ready to recognize a need and a right to intervene on humanitarian grounds across all borders, as in Sudan, where millions are in danger of starving but officials have obstructed relief, or in Bangladesh, where the government is overwhelmed by the devastation of natural disaster?

Interdependence in economics, politics and health is stimulating new thinking about global "order" and the responsibility of individuals, nations and the United Nations. Meanwhile, in Kurdistan and around the world the courageous work of humanitarian organizations is pushing forward the ethics and logic of the right to intervene — to help and to bear witness — as new connections among peoples and nations are being forged.

The writer, professor of epidemiology at the Harvard School of Public Health, is president of the U.S. affiliate of Médecins du Monde. He contributed this comment to The New York Times.

INTERNATIONAL
HERALD TRIBUNE

May 14, 1991

Les réfugiés kurdes hésitent toujours à rentrer chez eux

Tandis que l'un des chefs de la rébellion kurde, M. Massoud Barzani, responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), faisait preuve d'optimisme sur l'issue des négociations engagées avec le régime de Bagdad sur le statut du Kurdistan irakien, la présence des forces occidentales dans cette région n'a toujours pas rassuré les réfugiés au point de les convaincre de rentrer chez eux.

M. Barzani a déclaré, dimanche 12 mai, que les négociations avec le gouvernement irakien avaient enregistré « des progrès substantiels » et que les deux parties s'acheminaient vers un accord sur l'avenir du Kurdistan. Dans un communiqué publié à Bagdad, où il conduit une délégation de quatre partis kurdes de l'opposition, M. Barzani a ajouté que les deux parties avaient « franchi un pas important sur la voie d'une solution de la question kurde qui renforce en même temps l'unité nationale » de l'Irak. Il a affirmé que cet accord serait annoncé dans les « tout prochains jours ». Il a indiqué que les délégations avaient examiné dimanche les résultats des commissions conjointes chargées d'élaborer des documents sur les questions de l'unité nationale, de la démocratie, de l'application de l'accord de 1970 concernant l'autonomie du Kurdistan et sur le retour des réfugiés.

Sur le terrain, très peu de Kurdes réfugiés en Turquie ont accepté de retourner dans la ville irakienne de Dohouk samedi, au premier jour de l'opération alliée visant à rapa-

trier en Irak plus de 200 000 d'entre eux. « Nous resterons [en Turquie] tant que l'armée américaine ne sera pas à Dohouk », a expliqué l'un des réfugiés kurdes.

Maisons pillées

Selon des officiels britanniques, les alliés tablaient samedi sur le départ de 7 000 réfugiés, mais seules quelques centaines de Kurdes ont accepté de partir et 28 camions seulement étaient prêts à les emmener. « Je suis descendu des montagnes il y a deux jours et je suis allé à Dohouk. Nos maisons étaient pillées, les portes étaient ouvertes, les vitres cassées, tout avait été volé », a précisé le propriétaire d'un hôtel dans cette ville, qui comptait avant le soulèvement kurde quelque 380 000 habitants. « Ce n'est pas sûr là-bas ; j'ai préféré retourner dans les montagnes pour rester avec ma famille », a-t-il ajouté.

Les soldats américains occupent actuellement des positions surplombant Dohouk, à 5 kilomètres au sud de l'actuelle zone protégée par les alliés dans le nord de l'Irak. Ils font face à 300 ou 400 soldats irakiens. Le colonel Richard Naab, membre de la délégation américaine qui assure la liaison avec l'état-major irakien, avait déclaré vendredi que les Etats-Unis voulaient éviter d'occuper Dohouk. « Il y a de nombreuses façons d'assurer la sécurité de la ville sans y entrer », avait-il dit à la presse. Toutefois, dans le même temps, un réfugié se demandait : « Même si les Américains entrent à Dohouk et que nous y allons, que va-t-il nous arriver quand ils partiront ? ».

Jugée insuffisante et incertaine par nombre de réfugiés kurdes, la

présence de « divisions étrangères en Irak n'en a pas moins été dénoncée par le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz, estimant qu'elle « entrave la solution du problème des réfugiés ». M. Tarek Aziz s'exprimait ainsi à l'issue d'un entretien avec le délégué du secrétaire général de l'ONU pour les questions humanitaires, le prince Sadruddine Aga Khan.

L'Irak, a ajouté l'ancien ministre des affaires étrangères, « accueilli favorablement les efforts des Nations unies pour régler le plus vite possible le problème des réfugiés et coopère de façon sérieuse et sincère avec l'ONU à laquelle il a apporté et apportera toutes les facilités nécessaires à la réussite de sa mission ». — (AFP, AP, Reuter.)

□ Douze mille spectateurs à Wembley pour le concert en faveur des réfugiés kurdes. — Rod Stewart, Paul Simon, Tom Jones, Peter Gabriel, Sinead O'Connor et une vingtaine d'autres vedettes du rock se sont succédé pendant cinq heures sur la scène du Wembley Arena de Londres, dimanche 12 mai, lors d'un concert de charité en faveur des réfugiés kurdes. Le premier ministre, M. John Major, et la princesse de Galles s'étaient joints aux douze mille spectateurs. Les organisateurs de cette manifestation, baptisée « The Simple Truth » (la Simple vérité, titre d'une chanson composée pour l'occasion, par Chris de Burgh), espèrent recueillir 10 millions de livres (100 millions de francs environ) auxquels s'ajoutent 10 autres millions de livres offerts par le gouvernement britannique. — (AFP.)

dans le nord de l'Irak, puis décide, le 12, de mobiliser 8 000 hommes ainsi que des centaines d'avions et d'hélicoptères pour étendre l'opération « Provide Comfort ». Mais les Etats-Unis maintiennent, malgré l'insistance turque, britannique et française, leur refus de « zones de protection » en Irak pour les réfugiés, craignant qu'elles deviennent l'embryon d'un Etat kurde.

Le 15, les ministres des affaires étrangères de la CEE demandent que M. Saddam Hussein soit jugé par un tribunal international pour « tentative de génocide » contre la population kurde. Des organisations humanitaires évaluent à 2 250 000 (sur un total d'environ 5 millions) le nombre des Kurdes d'Irak qui ont quitté leurs foyers (un tiers vers la Turquie, deux tiers vers l'Iran) et estiment qu'entre 400 et 1 000 d'entre eux, surtout des enfants et des personnes âgées, meurent chaque jour dans les montagnes irakiennes.

Le 16, M. Bush finit par accepter une intervention au sol en territoire irakien : il annonce l'envoi de 5 000 à 10 000 soldats américains supplémentaires pour créer et protéger cinq à six camps de réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. Cette décision est prise en accord avec Londres et Paris, qui annoncent aussi la participation de militaires britanniques et français, en attendant que les camps puissent être placés sous la protection des Nations unies. Bagdad accepte l'installation de centres d'accueil de l'ONU sur son sol, mais condamne l'engagement de troupes américano-franco-britanniques.

A partir du 20, des soldats américains commencent à s'installer à Zakho, ville du Kurdistan proche de la frontière turque, que l'armée irakienne a accepté d'évacuer. Mais, les jours suivants, tandis que des soldats français et britanniques gagnent aussi le nord de l'Irak, la présence de policiers irakiens à Zakho dissuade les réfugiés de descendre des montagnes pour gagner les zones de protection alliées installées dans les vallées irakiennes.

Le 24, les rebelles kurdes et M. Saddam Hussein concluent, après plusieurs jours de négociations à Bagdad, un « accord de principe », basé sur un précédent accord de mars 1970, qui accordait l'autonomie aux Kurdes, mais n'avait jamais été appliqué. Cet accord avec Bagdad est accueilli avec prudence et scepticisme en Occident.

Le 30, le drapeau de l'ONU est hissé sur le camp d'hébergement de Zakho construit par les alliés. Mais les réfugiés kurdes restent méfiants et sont encore peu nombreux à regagner l'Irak.

Le 2, le Conseil de sécurité de l'ONU est saisi par la France de la tragédie des Kurdes irakiens au nom du « devoir d'ingérence humanitaire ». Les troupes de M. Saddam Hussein achèvent de reconquérir le Kurdistan que des centaines de milliers de personnes ont fui, terrorisées par des bombardements au napalm et au phosphore. Craignant que Bagdad utilise des armes chimiques, elles tentent de se réfugier en Turquie et en Iran malgré le froid et le relief montagneux. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, se rend dans la région du 4 au 10.

Le 4, M. Bush confirme que les Etats-Unis refusent d'intervenir militairement « dans les affaires intérieures de l'Irak », excluant de risquer « de précieuses vies américaines ».

Le 5, le Conseil de sécurité de l'ONU vote, par dix voix contre trois (Cuba, Yémen, Zimbabwe) et deux abstentions (Chine, Inde), la résolution 688, qui condamne la

répression des populations civiles irakiennes et demande à Bagdad de faciliter « un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak ». Cette résolution, d'inspiration française et parrainée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, avait suscité les réticences de nombreux pays, en particulier ceux qui ont des difficultés avec leurs minorités : ils faisaient valoir que la charte de l'ONU interdit l'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat membre.

Le 5, M. Bush, sous la pression de la Turquie, de la France et de la Grande-Bretagne, mais aussi de la presse américaine, accepte de lancer l'opération « Provide Comfort » pour apporter une aide uniquement humanitaire aux réfugiés kurdes. A partir du 7, des vivres, des tentes

et des couvertures sont parachutés au-dessus du Kurdistan irakien par des avions américains, britanniques et français. Mais les secours se révèlent très insuffisants face à l'ampleur de l'exode, d'autant que la Turquie refuse que les réfugiés s'installent sur son territoire et quittent les montagnes enneigées de la frontière, très difficiles d'accès pour les secours.

Le 8, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE se réunissent à Luxembourg à la demande de la France pour un conseil européen extraordinaire consacré à l'après-guerre du Golfe. Les Douze approuvent la proposition britannique de créer en Irak une « zone de protection » pour les Kurdes sous l'égide de l'ONU. Ils décident aussi de consacrer 1 milliard de francs à l'aide aux réfugiés irakiens.

Le 10, Washington interdit à Bagdad toute opération aérienne

La tragédie kurde

UN Seeks to Set Up Police Force in Iraq

Compiled by Our Staff From Dispatches

UNITED NATIONS, New York — Secretary-General Javier Pérez de Cuéllar said Tuesday that his envoys in Iraq were negotiating to set up a lightly armed UN police force of 400 to 500 men to protect Kurdish refugees in the northern part of the country.

But he would not confirm remarks in Washington by a State Department spokesman, Richard A. Boucher, who said that a preliminary agreement had been reached on "some type of guard arrangement" to protect the Kurds.

Mr. Pérez de Cuéllar said one could not yet call the deliberations in Baghdad an agreement.

"We are still discussing the terms of reference of this UN presence," he said. He added that "we have to think in terms of 400 to 500, that is what is being negotiated right now."

The issue is crucial for the Bush administration because deployment of UN forces could permit the withdrawal of the almost 3,300 American servicemen stationed in northern Iraq. There are almost 5,000 soldiers of other nationalities deployed there.

The negotiations were initiated by Prince Sadruddin Aga Khan, the secretary-general's envoy in the Gulf on humanitarian relief. The talks were continued on Tuesday by his deputy, Bernd Bernander, UN officials said.

At issue is the safety of the hundreds of thousands of Kurds who fled to mountain refuges along the border with Turkey to escape attacks by Iraqi troops.

Most of the Kurds have since left the mountainous area, particularly those whose homes are within the security zone established by the allied coalition in northern Iraq. Kurds whose homes are outside the security zone have been settling in tent villages at Zakho. Mr. Boucher said there were almost 27,000 Kurds in this category.

The United States and its allies had been pushing for Iraq to permit a UN police force, to protect the Kurds when the more than 8,000 U.S., British and French forces withdraw.

Baghdad rejected the notion last week. But the allies urged Mr. Pérez de Cuéllar on Friday to ask Prince Sadruddin to reopen them.

The secretary-general has warned the allies that he would not send a police force without approval from the Security Council, whether or not Iraq approved.

Secretary of State James A. Baker 3d said the United States would ask for a new resolution, if needed, although the allies had previously maintained this was not necessary.

(Reuters, AP)

Clamor in Iraqi City : Traffic Jam Is Sweet to Returning Kurds

By Clyde Haberman

New York Times Service

ZAKHO, Iraq — There was a wondrous sight near the bus depot over the weekend, something that people had thought they might never see here again: a traffic jam.

It was the real thing, a clutter of horn blasts, rude gestures and I-can't-believe-you-did-that facial expressions. It made a hot afternoon seem hotter.

Ahmad Ibrahim said it was wonderful. "Maybe we become normal," he said from behind a store counter where he sold music tapes.

Normality may be too much to expect just yet in this Kurdish city of nearly 100,000 near the Turkish border. But life has started returning in a rush to Zakho's clamorous streets, serving as a vibrant symbol of how the exodus of Iraqis into Turkey is being quickly reversed.

The signs were everywhere, from the bustling pool hall to the outdoor food stalls, from reopened schools to the barber-shop where Salih Jamil wore a shirt that proclaimed "Miami Beach Club Member."

Mr. Jamil, carefully removing the turban of a Kurdish guerrilla fighter to give him a shave and a haircut (three dinars), said it had been five days since he walked back down the same border mountains that he and hundreds of thousands of other Kurds had first climbed six weeks ago to flee the army of President Saddam Hussein.

Children, many recently in danger of dying of dehydration and exposure in mountain retreats, lined Zakho's streets and waved at any Westerner in a passing car. Some hawked cigarettes and soft drinks with hard-sell aggressiveness.

"Every day, many more people come back," said an economics teacher at the Zakho Secondary School of Commerce. "When we heard that the American army was coming, that was when we decided we would come also."

The early-April outpouring from Iraq — more than 500,000 people fleeing into Turkey and about a million others taking refuge in Iran — has been described by specialists as perhaps the most rapid buildup of refugees in history.

Although the reverse flow is hardly that dramatic, it has picked up seemingly irresistible steam. Fewer than 200,000 were said to still be in the Turkish mountains, and Western diplomats predicted that 90 percent of the original total in Turkey would be back in Iraq within the next few weeks.

"I've never seen any refugee movement like this," said an American official who has worked with refugees in other countries.

The tide heading home was evident on

Monday evening at the Turkish border, where one caravan alone — at least 80 buses and trucks — contained more than 2,300 Kurdish men, women and children crossing back into Iraq. They had come down from the Turkish mountain outpost of Yekmal and were headed for Batula, 40 kilometers (25 miles) east of Zakho.

The change in flow was also evident at the two refugee camps set up three weeks ago outside Zakho and since protected by American and West European troops.

Numbers have steadily swelled, to 18,500 in one camp and at least 5,000 in the other, an American spokesman said. Arrivals have started to test the soldiers' ability to keep pace with extra tents.

And thanks to the soldiers' presence, the allies are back in the Kurds' good graces. As they fled Iraq, many Kurds spoke angrily of President George Bush for not having supported their failed uprising against Mr. Hussein right after the Gulf war ended. No longer do they say that.

"America, very good," said Kanadi Ali, recently returned to Zakho. "France, very good. England, very good." No good, in his opinion, however, was Turkey, whose soldiers are accused by many Kurds — unfairly, Turkish officials contend — of having treated them indifferently and even brutally in the mountains, and of having taken some of their relief supplies.

For all the hopefulness, no one here fools himself that the Kurds' ordeal is over. Tens of thousands have returned, yes, but many have not. Large numbers of stores in Zakho remain shuttered. Enrollment at the School of Commerce is only a third of normal. A sign painted on the main wall of the school's lobby, defaced during the uprising, is a reminder of how much has yet to change in Iraq. "We Learn and We Fight," it said, "for the Sake of Our Country and Our President, Saddam Hussein, the Great Leader."

The key question for the Kurds is security, and that is embodied by the Americans and their allies. The inability of the coalition thus far to extend its protective umbrella south to D'hok is the main reason that nearly 100,000 Kurds — half of those remaining in Turkey — have been unwilling to abandon remote border areas.

In Zakho, too, even those who have come back fear what may happen if the allies leave their future to Mr. Hussein. Some warned that they were ready to move once again, if necessary.

"If the American soldiers are not here, I can't come back," said Mr. Ibrahim, the tape store owner. "And if the soldiers go away, I go with them."

La situation des camps de réfugiés

LE MONDE
15 MAI 1991

Accrochage au Kurdistan entre soldats britanniques et irakiens

Un incident, au cours duquel deux soldats irakiens auraient été blessés, a opposé, lundi 13 mai au Kurdistan, des royal marines britanniques aux forces de Bagdad, tandis que les Nations unies ont commencé à prendre en charge des réfugiés jusqu'à présent placés sous la protection des alliés.

Selon le ministère britannique de la défense, des royal marines affectés à la protection de Kurdes à Ain-Cheikh, dans le nord de l'Irak, ont échangé des coups de feu lundi matin avec des soldats irakiens près de l'un des palais d'été de M. Saddam Hussein. Bien que l'Irak ait nié être impliqué dans l'incident - « aucun échange de coups de feu n'a eu lieu entre des soldats irakiens et une patrouille britannique », a affirmé un porte-parole du ministère irakien de l'information, - un officier britannique a confirmé que deux soldats irakiens qui avaient ouvert le feu sur une patrouille britannique avaient été blessés. Un correspondant de la BBC a rapporté, de son côté, que les deux militaires irakiens avaient été touchés et pourraient même être morts des suites de leurs blessures.

A Londres, le ministère de la défense a précisé que deux Irakiens, embusqués près de l'un des palais d'été du président Saddam Hussein, avaient tiré sur la patrouille britannique avant de disparaître lorsque les royal marines ont riposté. « Je ne sais pas s'ils ont été tués, blessés, ou ont décidé de sauver leur peau », a précisé un porte-parole du ministère. Les Britanniques n'ont subi aucune perte, a-t-il dit, ajoutant qu'ils avaient fouillé en vain la région pour tenter de retrouver les tireurs. Selon les alliés, un certain nombre de soldats irakiens sont retranchés dans ce palais. Cependant, l'ONU a ouvert lundi un bureau et un centre d'assistance aux réfugiés à Dohouk, la principale ville de la partie occidentale du Kurdistan irakien, située à 5 kilomètres au sud de la « zone de sécurité » établie par les forces alliées au nord de l'Irak. Cet événement s'est déroulé dans la matinée à l'occasion de la venue à Dohouk du prince Sadruddin Aga Khan, délégué du secrétaire général de l'ONU pour les questions humanitaires. Un convoi venu de Zakho - à quelques kilomètres de la frontière turque - a acheminé au même moment dans ce centre 150 tonnes d'aide alimentaire et de l'aide médicale.

Les Nations unies à Zakho

Arrivé l'après-midi à Zakho, où il a présidé une cérémonie marquant le passage du camp de transit de la ville sous l'autorité des Nations unies, le prince a indiqué qu'il avait rencontré à Bagdad les dirigeants kurdes qui mènent des négociations avec les autorités irakiennes. « Nous attendons toujours les résultats » de ces négociations, a-t-il ajouté, soulignant toutefois que les Nations unies n'avaient pas à attendre une éventuelle « ouverture » politique pour porter secours aux réfugiés. Sadruddin Aga Khan, qui devait rencontrer mardi à Ankara le président Turgut Ozal, s'est également rendu lundi après-midi au relais humanitaire français de Kasrok. Situé en contrebas du camp d'Isikveren (sur la frontière turque), ce relais a permis une évacuation presque complète, puisqu'il ne restait plus dimanche que 2 200 des 80 000 réfugiés qui y séjournent encore le 4 mai.

Pour sa part, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a estimé lundi que 200 000 Irakiens, qui avaient cherché refuge à la frontière avec la Turquie, ont commencé à rentrer chez eux, tandis que sur les 1,3 million d'Irakiens passés en Iran, 80 000 ont amorcé

un mouvement de retour. Le mouvement de rapatriement a réduit la population totale dans les huit camps de la frontière turco-irakienne à 230 000 personnes; 100 000 autres réfugiés sont disséminés le long de la frontière, hors des camps, a précisé le HCR.

Par ailleurs, une centaine de manifestants kurdes ont attaqué lundi après-midi à Zakho une dizaine de policiers irakiens et des civils, blessant légèrement deux ou trois d'entre eux, selon des témoignages recueillis sur place. Les policiers irakiens, qui n'étaient pas armés, venaient de reprendre possession du poste de police de la ville, évacuée par les forces irakiennes fin avril et qui est actuellement sous contrôle des forces alliées de l'opération « Provide Comfort ».

L'incident s'est terminé avec l'arrivée de la police militaire américaine. Auparavant, les peshmergas (combattants kurdes) avaient incité les manifestants, qui avaient défilé en ville aux cris de « Saddam non, Bush oui », à ne plus s'en prendre aux Irakiens, pour ne pas gêner les négociations en cours à Bagdad. - (AFP, AP, Reuter.)

International Herald Tribune May 17, 1991

Bush Is Ready to Press UN to Police Iraq

By Patrick E. Tyler
New York Times Service

WASHINGTON — President George Bush says he is willing to seek Security Council authority to create a United Nations security force in northern Iraq that would pave the way for the withdrawal of U.S. and allied military forces from the Kurdish region.

The announcement came a day after the secretary-general of the United Nations, Javier Pérez de Cuéllar, indicated that his envoy in Baghdad was making progress in negotiating conditional Iraqi support for such a security force.

A State Department spokesman, Richard A. Boucher, also said, "There may be some preliminary agreement on some type of guard arrangements to be associated with the UN humanitarian effort."

A compromise on the security force issue that is acceptable to Washington and Baghdad could spare Mr. Bush a stalemate in northern Iraq that could turn the humanitarian effort into a political liability at home.

A compromise security force that won Iraq's approval also could defuse a potentially bruising dispute between Mr. Bush and the Security Council, where the Soviet Union and China have expressed strong reservations against a UN military role in Iraq that is not approved by Baghdad.

In a sign that Mr. Bush may be courting Security Council votes, the president also stated publicly that he favored granting China most-favored-nation trade status, linking his decision to China's co-

operation at the United Nations during the Gulf conflict.

Last fall, when Mr. Bush needed Chinese and Soviet votes to authorize the use of force against Iraqi troops in Kuwait, the president broke his own ban on high-level visits by Chinese officials imposed after Beijing's crackdown.

The UN police force, if approved, would provide protection for the relief operation under way in the Kurdish security zone, which stretches from Zakho on the Turkish border to the outskirts of D'hok, a major Iraqi provincial capital.

More than 8,000 U.S., British and French forces occupy the zone and thousands more are stationed in Turkey and the Eastern Mediterranean as a "quick reaction" force.

Responding to a question about

the UN police force proposal, Mr. Bush said, "We're contemplating going to the United Nations on that to get further authority."

He added that, in his opinion, the authority to create such a police force already had been granted "under existing resolutions" of the United Nations that require Iraq to cooperate with humanitarian relief efforts.

But his public remarks indicated that Mr. Pérez de Cuéllar's negotiations with Baghdad may have produced a formula that the United States and its allies could accept.

On Tuesday, Mr. Pérez de Cuéllar said that his special envoy, Prince Sadruddin Aga Khan, was negotiating approval from Iraqi officials to add an armed UN security force of 400 to 500 men to the UN relief workers in northern Iraq.

MIDI LIBRE 15 MAI 1991

Témoignage d'un «vieux routier» de Médecins du Monde

Retour de l'enfer kurde

Vendredi, le docteur Bernard Granjon, de retour de Turquie, en a profité pour décrire des scènes révoltantes.

■ Il y a trois semaines, des camions affrétés par France Liberté, le Secours Catholique, le Secours Populaire, Pharmaciens sans Frontières et Caritas International quittaient le Gard à destination du Kurdistan, chargés de médicaments, de couvertures, de vêtements et d'aliments.

Une opération montée en urgence, mais qui a prouvé la réelle solidarité de la population du département. Au point que les dons en espèces et en nature ont continué à affluer d'un grand nombre de communes, constituant un reliquat important.

Ce reliquat, c'est Médecins du Monde Provence-Alpes-Côte d'Azur qui sera chargé de le faire parvenir à bon port. Vendredi soir, à la Maison des communes du chemin du Mas Coquillard, le «passage du relais» s'est effectué en présence du maître des lieux, le conseiller général Christophe Bouchet, de Philippe Mulard, responsable de Médecins du Monde Languedoc-Roussillon, et de Bernard Granjon, vice-président national de cette organisation responsable PACA.

Le rôle des États

Pour ce dernier, qui totalise déjà six missions au Kurdistan pour Médecins du Monde, c'était l'occasion de raconter.

Tout juste de retour du Kurdistan turc, dans une région située à 60 km de la frontière irakienne, où 200.000 personnes originaires de la région de Zakho (Irak) s'agglutinent toujours dans des conditions épouvantables, il s'avoue lui-même, le «vieux routier», encore sous le coup de ce qu'il a vu, entendu, senti.

Abris de pierres vaguement recouverts de bâches plastiques dans lesquels se tassent des familles entières, foules pataugeant dans une boue de terre, d'excréments et de viscères d'animaux mêlés, nourri-



«Vendredi en fin d'après-midi, une conférence de presse était organisée à la Maison des communes, à Nîmes. Y participaient notamment (de gauche à droite) Philippe Mulard, de Médecins du Monde Languedoc-Roussillon, Bernard Granjon, de MDM Provence, Alpes, Côte d'Azur et Christophe Bouchet, responsable des lieux.

ture rare, eau introuvable sauf à faire fondre une neige polluée recueillie dans la montagne, à une heure de marche: c'est la désolation au quotidien que continuent à vivre les Kurdes, éternels exclus parmi les exclus. Sans compter les difficultés d'acheminement, nées d'in vraisemblables complications administratives.

Autant d'obstacles à l'aide humanitaire qui afflue pourtant jour après jour. «Les choses ont fonctionné correctement à partir du moment où les États-Unis ont décidé de s'impliquer. Et c'est bien la France qui les a obligés à se rendre compte de la cruauté du «lâchage» des Kurdes», explique Bernard Granjon.

Aujourd'hui, un constat s'impose: «L'aide humanitaire est de plus en plus l'affaire des États». Tant pour le volume des aides nécessaires que par

la capacité d'épauler le fameux «devoir d'ingérence» évoqué ces derniers temps.

«Dans ce contexte, poursuit Bernard Granjon, les organisations non gouvernementales comme Médecins du Monde ont un grand besoin de s'appuyer sur de multiples petits donateurs comme ceux qui se sont manifestés dans le Gard. Ce sont eux qui assurent notre indépendance».

Pourquoi la structure régionale Languedoc-Roussillon n'a-t-elle pu assurer le relais de l'opération gardoise? Par manque d'expérience et de moyens humains. «Nous avons créé Médecins du Monde Languedoc-Roussillon* en septembre 1990, rappelle Philippe Mulard, justement dans le but de réunir des compétences régionales en matière d'aide humanitaire et de la transmettre. C'est en cours. L'une de nos premières actions a été la par-

ticipation à la mobilisation gardoise sur le problème kurde.

«Pour en assurer le parachèvement, nous avons tout naturellement pensé à Médecins du Monde-PACA qui assure des missions depuis sept ans au Kurdistan. En ce qui nous concerne, un médecin ou un infirmier devrait être prêt à partir d'ici un mois».

Prêt à soigner dans les pires conditions. Et toujours à témoigner. Pour que personne n'oublie le peuple Kurde, son martyr, son improbable devenir, même à l'heure où le calvaire du Bangladesh a fait se détourner les objectifs des caméras.

O. C.

* Médecins du Monde Languedoc-Roussillon, 74, boulevard Sergent Triaire, 30000 Nîmes, tél. 66.76.08.71.

BERNARD-HENRI LÉVY NEI LUOGHI DELLA TRAGEDIA DI UN POPOLO

2 — DIARIO DI UNA VISITA AL CAMPO DEI PROFUGHI

Cukurca, dove gli uomini diventano numeri

«Eppure fino a ieri erano intellettuali e borghesi, funzionari e gente d'affari», dice un membro di «Médecins sans frontières» La giovane donna che stringe al seno il suo bambino morto - Le tende colorate confezionate coi paracadute americani

CORRIERE DELLA SERA 17 MAGGIO 1991

CUKURCA — E' al caer della notte, e sotto la luna piena, che siamo arrivati al Campo di Cukurca. Partiti dal lago di Van alla fine della mattinata, avevamo attraversato, da Van a Hakkari, quegli altipiani d'Anatolia che piacevano a Pierre Loti perché già vi intuiva il sapore delle steppe d'Asia centrale. Siamo saliti su colli interminabili e scesi poi giù lungo vallate altrettanto interminabili. Abbiamo preso l'unica strada di questo paese curdo, disseminata di sbarramenti militari. Poi una pista sconnessa in terra battuta, piena di buche e di avallamenti. E avanti così per nove, dieci ore.

Ed ecco che all'ultima curva, mentre più in basso il fiume sembrava voler descrivere anch'esso un'ultima ansa, la strada s'è bruscamente interrotta finendo in una sorta di rotonda pietosa sovrastata dalle montagne e che, fatalmente, ci ha fatto pensare a un paesaggio da film western. Prima ho visto una costellazione di lumicini. Poi grandi falò di erba o di arbusti. Poi le macchie bianche delle tende. Il colore ramato del suolo. E infine, intorno all'auto immobile, una folla di bambini spauriti che ci esaminavano in silenzio. Mi vergogno un po' a dirlo. Eppure è la verità: ciò che prima di ogni cosa mi ha colpito, quella notte, al termine di un viaggio troppo lungo, è l'insostenibile bellezza del campo di Cukurca.

La storia di quell'anima semplice che nei cimiteri dissotterrava i cadaveri pensando che, mettendo loro in bocca del pane bagnato, li avrebbe forzati a mangiare e quindi li avrebbe fatti resuscitare, l'ho letta realmente da qualche parte oppure l'ho soltanto immaginata? Fatto sta che questa storia mi ritorna in mente allorché, visitando il campo ed entrando, per caso, in una di quelle tende colorate confezionate con i paracadute americani, mi si presenta questo strano spettacolo: seduta per terra, una giovane donna quasi nuda stringe un bimbo al suo seno. Osservo la donna. Potché non mi vede o, più esattamente, potché mi guarda senza vedermi, ho tutto il tempo di osservarla. E'

in uno stato di prostrazione? E' impaurita? E' affamata? Malata? Sfnita? Disperata? Moribonda? Forse, visto il suo aspetto di estrema miseria, potrebbe essere tutto questo insieme.

Guardando meglio, però, mi accorgo di un particolare che prima mi era sfuggito: è il bambino che è morto; e come quell'anima semplice che ricordavo prima, la poveretta sta forse «allattando» il suo piccolo cadavere per rendergli la vita. Il campo è miseria, sudiciume, malattia. E' quel tanfo di escrementi e di viscere che, appena il giorno si leva, ricopre il profumo d'erba bruciata che stava per impregnare la notte. Ma è anche immagine di quella donna resa folle dalla morte del suo bambino.

I dettagli. Sempre i dettagli. Anche là, e subito, solo i dettagli contano. Ed eccone uno che, bisogna dirlo, mi ha sprofondato in un'infinita perplessità. Si tratta di un uomo, questa volta. Spontaneamente avrei detto: un povero. Forse anche un contadino povero. In ogni caso, non sembra essere uno di quei profughi di lusso — medici, avvocati, funzionari, professori... — che sono fuggiti con i più miserabili e si sono mescolati a loro nel campo. Ebbene, si dà il caso che

questo povero, questo profugo normalissimo — che non ha niente, in un primo momento, che attiri l'attenzione e che, come tutti, vive nella sporcizia e nel fango — nella sua tenda abbia, comicamente appesa a una gruccia, una splendida vestaglia di seta rossa e nera. Cosa significa questa vestaglia? Di quale passato è testimone? Di quale futuro? Di quale sogno? A che gli serve e cosa ci fa lì una stoffa così assurda? La vera domanda da porsi sarebbe quella di sapere cos'è che salva un uomo una volta che si trova nel campo. Ciò che in lui resiste, si rivoltella, e tenta di sfuggire. Cos'è che, in uno stato di umiliazione e di avviltimento estremi, mantiene anche il solo ricordo di quello che fu un uomo arrogante. In un uomo è lo sguardo. In un altro è il passo. Nel terzo è un accento di autorità che non riesce a scomparire nemmeno quando serve soltanto a reclamare ragioni di latte o di carbone. Ebbene, quanto al mio uomo, non sono il passo né la voce né lo sguardo, ma è quella vestaglia che, come una briciola d'identità, egli è riuscito a salvare dal suo naufragio esistenziale.

Ho visto parecchi campi nella mia vita. Ho visto quelli della Thailandia e di Gaza. Del-

l'Afghanistan e del Bangladesh. Da vent'anni ho fatto il giro — insomma pensavo di aver fatto il giro — di ogni tipo di emozione che possa provare un occidentale di fronte a un campo di profughi. Ebbene, più penso a Cukurca, più penso a quel deserto d'erba e di pietre che, al mio arrivo, ebbi la scorrettezza di trovare bello, e più ho il ricordo di qualcosa di «differente» che, tutto sommato, mi ha estremamente turbato. Sarà perché la desolazione qui è più assoluta che altrove? La morte più accanita? La fame più visibile? È forse il luogo stesso che, con i suoi pendii troppo ripidi, i fili spinati, il caldo soffocante di mezzogiorno, le sue notti glaciali, appare maggiormente ostile?

Michel Clerc, il responsabile dell'équipe di «Médecins sans frontières», mi sembra avvicinarsi alla migliore spiegazione quando ci racconta la sociologia del campo. «Guardate questa gente — ci dice in sostanza — guardate i loro volti e i loro abiti. Il numero di radio e di libri. Guardate quanti parlano inglese o francese. Non sono più i dannati della terra, non è vero? Non rappresentano più la popolazione-tipo delle grandi concentrazioni di reietti. Erano intellettua-

li e borghesi. Funzionari e uomini d'affari. Sono uomini che, ancora ieri, vivevano all'incirca come voi e me». È come dire — anche se Clerc non lo dice chiaramente — che questi uomini sono come voi; come me; che sono copie di noi stessi; delle possibilità del nostro destino; ciò che tanto ci commuove forse è, chi lo sa, quella familiarità che sentiamo senza confessarcelo.

Essi sono qui. Li sento. Il giorno non s'è ancora alzato, eppure io li sento. Infatti, ogni mattina è la stessa storia. Tutto comincia con un lamento, con un rantolo. Si direbbe una mandria che si agita e sbuffa prima di mettersi in cammino. È forse il mio ruolo quello di sorvegliare una mandria? È cosa degna di un soldato? E di un soldato turco, oltretutto? È semplicissimo. Ancora otto giorni di questo regime di vita e sarò talmente esperto nell'arte di stipare le bestie umane che, anche ad occhi chiusi, solo dal rumore che salirà dalla vallata, io saprò quando si svegliano, si addormentano, ruminano la loro razione, si spingono verso l'acqua, si precipitano sotto gli elicotteri o si contendono come cani i fagotti caduti dal cielo. Ma attenzione. Perché sono veramente qui, questa vol-

ta. Sono le 8 e sento che s'arrampicano sul pietrisco. Quanti saranno oggi? Cinquecento? Mille? Duemila? Come l'altro giorno, bisognerà spingere? Picchiare? Sparare in aria? Sparare nel mucchio? Oh! Sono tanti. Sempre di più. Non sono più uomini, sono numeri. Ecco un'idea. Immaginiamo che gli uomini non siano più uomini, ma numeri. Ci sarebbero quantità d'uomini. Mucchi d'uomini. Grandi ondate d'uomini che potrebbero salire, rifluire, talvolta mescolarsi, infrangersi e, alla fin fine, morire l'una contro l'altra. Nascerebbero nidiate di uomini. Sparirebbero come si cancella un numero. Sarebbe forse la fine del mondo? No. Non necessariamente. Perché si avrebbe ancora la scelta di mettere i numeri da

un lato, gli ultimi uomini dall'altro. Non è a questo che servono i fili spinati? Io sono la sentinella degli uomini contro i numeri.

Perdonate la mia enfasi. Ma il punto di vista del «coraggioso soldato turco» non mi sembra il meno opportuno per tentare di descrivere e comprendere quello che forse sarà il nostro avvenire. Infatti credo anch'io, in un certo modo, che stiamo entrando in un'epoca di grandi numeri impazziti. Dove si vedranno incrociarsi, ignorarsi, affrontarsi folle in miseria simili a quelle di Cukurca. E soprattutto penso che, di fronte a questo, di fronte a queste migrazioni d'uomini che fuggono la miseria o il massacro, dovremo scegliere fra due o

tre semplici atteggiamenti. Prima di tutto ci sarà, quindi, il soldato turco; fili spinati; poliziotti; uomini come cani; il ritorno della preistoria; la Storia universale considerata ormai sotto l'angolazione di un parcheggio di uomini ammaestrati. Ci sarà la carovana umanitaria con i suoi simpatici, ma spesso ingenui, soldati caritatevoli: salvare i corpi, dicono; tutti i corpi; solo i corpi, come se gli uomini fossero dei corpi! come se i curdi fossero solo corpi! Non avete sentito anche voi, in questa operazione «Provide Comfort», qualcosa di simile al salvataggio dei piccoli delle foche o delle balene bianche in pericolo? Non v'è sembrato che ci fosse qualcosa di osceno — e odioso — nei famosi lanci di viveri?

E ci sarà infine chi, sapendo scongiurare il pericolo di queste due tentazioni animaliste, cercherà di ricordarsi che anche la libertà non ha frontiere né territorio e che non serve a niente cominciare una battaglia umanitaria se, simultaneamente, non se ne fa una vera battaglia del diritto: è l'atteggiamento di «Médecins sans frontières»; è quello, sul posto, dei nostri militari più lucidi; e dovrebbe essere, a Parigi, la preoccupazione costante di coloro che non intendono rassegnarsi all'eterno ritorno della carneficina. Gli iracheni ne hanno abbastanza e — posso testimoniare — da noi si aspettano solo una parola: «Provide Democracy».

Bernard-Henri Lévy
(trad. di Daniela Maggioni)

International Herald Tribune May 17, 1991

The Road Home : Many Kurds Are Stopping Along the Way

By Clyde Haberman

New York Times Service

DAUDIYA, Iraq — As Iraqi Kurds climb down from their mountain refuges in Turkey, new complications have arisen in the military-led campaign to get them back to their homes.

Instead of passing quickly through special way stations in northern Iraq, as the U.S.-led coalition had hoped, thousands of Kurds are pitching tents at those sites and in effect creating new refugee camps for themselves.

Relief coordinators express concern that the camps could begin to take on a life of their own. While physical conditions here in the lush valleys of northern Iraq are benign compared with those along the mountainous border with Turkey, there are worries that the refugee problem is simply being transferred from one place to another.

Some officials warn that if the number of people setting up camp at the nearly one dozen way stations grows too large, it will become difficult to provide adequate shelter and relief supplies. U.S. military commanders say that already there are not enough tents for the rapidly expanding population at the main refugee settlement, in the border town of Zakhō.

Daudiya, one of about 5,000 Kurdish villages destroyed over the years by President Saddam Hussein's forces, illustrates the problem.

Four days ago, this section of the allied security zone carved out of northern Iraq was little more than empty fields and a few battered stone houses. That day, U.S. and British doctors set up a clinic to treat the sick and wounded moving from the Turkish border through Daudiya on their way to their hometowns in and around the provincial center of D'hok.

The idea was that they would be examined by physicians, receive food and water, and move on. Instead, by Wednesday afternoon several hundred Kurds had pitched tents in Daudiya's fields.

And their numbers are expected to keep growing, officials say, possibly augmented by refugees returning from sanctuaries in Iran, where hundreds of thousands remain. Several thousand refugees could soon be in this valley, they say.

"If it gets to 15,000 or 20,000, we can't deal with it," said Surgeon Commander Alastair Miller, a British Navy physician who helps run the clinic.

This new phenomenon is especially troublesome at the way station of Kani Masi, on the border with Turkey, where military

planners say 16,000 people now live.

The numbers also are expanding quickly, at the main refugee settlement in Zakhō, with about 48,000 Kurds there now, twice the number of a few days ago. Military spokesmen say that for now they have only a few dozen tents available for the thousands more who are likely to arrive before long.

There is more than enough food and water at Zakhō. But a camp that had been a model of order despite the haste with which it was built now looks increasingly raggedy as newcomers arrive and pitch their own tents in wheat fields at the town's eastern fringe.

U.S. officers say that however worrisome the situation may be, it reflects their success in persuading the Kurds to leave the border outposts where they were dying at an alarming rate in the early days of the crisis. No matter what happens here, they add, conditions will certainly be better than in the mountains.

Some military officers say that the only solution is for allied soldiers to push south into D'hok. But Iraq has resisted this incursion into an important provincial center.

The U.S. Army commander of the relief operation, Lieutenant General John Shalikashvili, has said that he would like to keep his troops out of D'hok.

THE GUARDIAN
Friday May 17 1991

Returning Kurds raise pressures to retake Dohuk

Chris Stephen, in the northern Iraqi way station of Kani Masi, writes on a closed city

THE VERY success of the allied operation to get Kurdish refugees down from the mountains has exposed its big flaw — the lack of a city to put them in.

Although thousands of Kurdish families a day are now being brought down from the mountains on the Turkish-Iraqi border, many have no homes to go to. Few of the former inhabitants of the Iraqi city of Dohuk, which lies just outside the enclave and was once home to a population variously estimated at between 250,000 and 350,000 people, want to return while it is held by the Iraqis.

The unwillingness of Saddam Hussein to give up Dohuk is causing growing problems for allied and United Nations planners.

"That is the key. We knew from the very beginning that Dohuk was an important factor," said Pierre François Pir-

lot, second-in-command of the United Nations High Commissioner for Refugees' mission in northern Iraq. "What we are finding now is a situation that had not been foreseen".

lot, second-in-command of the United Nations High Commissioner for Refugees' mission in northern Iraq. "What we are finding now is a situation that had not been foreseen".

lot, second-in-command of the United Nations High Commissioner for Refugees' mission in northern Iraq. "What we are finding now is a situation that had not been foreseen".

lot, second-in-command of the United Nations High Commissioner for Refugees' mission in northern Iraq. "What we are finding now is a situation that had not been foreseen".

lot, second-in-command of the United Nations High Commissioner for Refugees' mission in northern Iraq. "What we are finding now is a situation that had not been foreseen".

lot, second-in-command of the United Nations High Commissioner for Refugees' mission in northern Iraq. "What we are finding now is a situation that had not been foreseen".

lot, second-in-command of the United Nations High Commissioner for Refugees' mission in northern Iraq. "What we are finding now is a situation that had not been foreseen".

lot, second-in-command of the United Nations High Commissioner for Refugees' mission in northern Iraq. "What we are finding now is a situation that had not been foreseen".

lot, second-in-command of the United Nations High Commissioner for Refugees' mission in northern Iraq. "What we are finding now is a situation that had not been foreseen".

lot, second-in-command of the United Nations High Commissioner for Refugees' mission in northern Iraq. "What we are finding now is a situation that had not been foreseen".

The blue and white American tents put there in April are full, as are 500 more recently dropped by air. Several hundred Kurdish families have erected their own shelters using tents, plastic sheeting and parachutes retrieved from mountain supply drops.

This ramshackle camp extends for a mile along the main road from Zakho and is causing health worries among administrators. Allied forces can supply enough food and water, after the digging of wells in the valley floor by US army engineers, but the strain on sanitation facilities worries health experts. "We can't continue this, we have to find another place, it is becoming over-crowded and there are sanitation risks, said Mr Pirlot.

The refugees, however, continue to pour in. "Way stations" have been built along the routes down from the mountains. At Amadia, on the main east-west highway, Royal Marines from 45 Commando and a team from the French aid charity Medecins sans Frontières (MSF) are coping not just with a returning population but with thousands of other refugees passing through.

Further north, a variety of groups is at work at the Kani Masi way station. Royal Marines from 40 Commando have set up a camp containing a Canadian army field hospital, British volunteer doctors and British firemen from the Overseas Development Agency, an MSF team and specialists from the US military.

A system of "bus stops" has been set up at the camp, allowing refugees to move on to several destinations. Although a transit camp, Kani Masi has a population of 15,000, many former Dohuk residents who see no reason to go further. The camp's staff have been told to expect an influx of 40,000 people over the next few days.

"Our big question is how many of them are going to stay here and how many are going to move on," said the camp's commander, Major Damien McKinney of the Royal Marines.

Allied commanders are worried not just by the strain put on such camps by the Dohuk residents, but also by people returning from Iran.

The UN says the bulk of the estimated 1 million Kurds who fled to Iran are still there. But many are moving into north-east Iraq, which is controlled by the Kurdish *peshmerga* (freedom fighters).

Already a trickle is heading west, including Dohuk residents and others seeking better conditions.

There is no way yet of knowing whether this will become a flood passing through Kani Masi and the camps around Amadia, in an area the marines have dubbed "Refugee Valley".

Putting roofs over the heads of up to 1.5 million refugees is the central problem. Many of the region's villages are mounds of rubble, flattened by Saddam Hussein in years of repressing the Kurds, and these now offer no shelter.

The town of Zakho has little spare capacity. Dohuk would soak up not only its former inhabitants, but could absorb some of those who fled from cities further south like Irbil, Mosul, and Kirkuk, still in Iraqi hands.

After appearing ready to yield Dohuk, Saddam Hussein has dug in his heels. His tanks and the bulk of his infantry have left the almost deserted city, but a trip-wire unit remains on the outskirts.

Powerful US forces are facing it — a US Marines expeditionary group and an airborne Rangers battalion. But allied leaders are wary of the political consequences of meeting even token resistance.

Gen Shalickashvili said: "Ultimately, the solution is not to precede the Kurds into every town and village. I don't know what the end of that would be."

Instead efforts are being put into a negotiated solution, possibly allowing Iraq to retain Dohuk with some form of UN stewardship.

The initial relief operation has fed and protected the bulk of the Kurds. But the further into the future the allied planners look — weighing the alternatives of entanglement or abandonment — the more worrying are the prospects.





Les Kurdes

Le peuple interdit

Le conflit du Golfe devait changer beaucoup de choses. Où est-il cet ordre nouveau ? Le peuple kurde qui a suivi les consignes du Président Bush et de ses alliés en se dressant contre Saddam Hussein y a cru de toutes ses forces, de toute son âme. Mais, le tyran que l'on disait vaincu et défait a trouvé assez de force pour exercer sa vengeance, et c'est plus de deux millions de personnes qui ont dû fuir les représailles. Ce n'est du reste pas la première fois dans l'histoire du peuple kurde, mais jusqu'à présent, pudiquement, sous prétexte ne pas intervenir dans les affaires d'un pays, la communauté internationale a fermé les yeux. A Halabja, en 1988 cinq mille civils, des femmes et des enfants essentiellement, ont été gazés. Préoccupant, inquiétant se sont contentés de dire nos chefs d'État. Après le conflit du Golfe la montagne a tremblé sous les cohortes de fuyards, et cette fois, le monde n'a pas pu se boucher les oreilles...

Lorsqu'au cours de l'été 1990, les troupes irakiennes envahissent le Koweït, l'Occident fait front contre le dictateur irakien. Il devient l'homme à abattre, on le compare à Hitler, Grand Satan devant l'Éternel auquel il fait soudain appel pour rallier les suffrages de peuples qu'il a jusque-là combattus.

Brusquement les nations occidentales prennent conscience de leur légèreté. Elles savent, qu'elles ont, en quelque sorte, "fabriqué" l'odieux tyran puisqu'elles ont puissamment armé le bras qui a exécuté, tue et qui n'hésitera pas, le cas échéant, à déclencher une guerre conduisant à une catastrophe sans précédent si les armes chimiques sont utilisées. Tentatives de dialogues, négociations, menaces et pressions, rien n'y fait, et le conflit, comme chacun sait, devient inévitable, éclate. Une idée revient souvent, *Ce conflit hangera l'ordre du monde*. Les comparaisons vont bon train, Yalta est évoqué. Comment, cette fois les "grands" voient-ils ce partage du monde ? Si c'est pour plus de justice, on ne peut que se réjouir...

Le conflit officiellement terminé, le Koweït libéré, le dictateur

vaincu. La communauté internationale respire. Ce qu'on n'a pas bien compris, c'est que Saddam vaincu, ne soit pas arrêté, traduit en justice. Des crimes contre l'humanité il en a quelques uns à son actif. Respectueux des règlements les grands de ce monde, leur mission, c'est l'aide à apporter au Koweït, pour que soit respecté le Droit International. On tente bien de réfléchir à l'après guerre, au comportement à adopter avec les "vaincus". On rassure le peuple irakien. On fait appel à lui. Pendant la guerre des tracts sont régulièrement lâchés en Irak, incitant le peuple à voir les réalités, à prendre son destin en mains, sous entendu "nous sommes là, même si nous n'entrons pas dans votre pays..." Et courageusement les Chiites au Sud et les Kurdes au Nord se soulèvent contre l'armée de Saddam que l'on dit affaiblie pour ne pas dire effondrée. Pendant une semaine de jours le ciel flamboie, déchiré des éclats de feux d'artifice. L'heure est à la liesse. Le pays kurde se libère et l'on danse et l'on chante, et l'on récite les vers des poètes interdits.

Les gaz et la mémoire

Et soudain, c'est la consternation, des soldats de Saddam se regroupent, contre-attaquent, des camions militaires surgissent d'on ne sait où. Le feu est ouvert sur les populations. Des villes sont reprises. Dans la mémoire du peuple est inscrit 1988, les gaz... Et puis 1975, une année terrible où les Kurdes ont été lâchés par l'Occident qui les a armés via Israël. Bagdad s'est ensuite vengé, combien sont morts ? Cent mille, deux cent mille depuis ces années ? Les populations civiles n'ont pas le choix, elles voient venir l'armée de Saddam. Celles qui ont dans leur famille un peshmarga - un combattant de première ligne - savent qu'elles seront les premières visées. A la hâte on rassemble quelques effets, quand on a le temps. On ne sait guère où l'on va mais on fuit, vers l'Iran, où vivent trois mil-

lions et demi de Kurdes, qui ne furent pas toujours bien traités dans le passé. Aujourd'hui, le régime iranien se refait une image, plus humaine, qui regarde vers la démocratie et l'Occident. On frappe aussi aux portes de la Turquie, (non qu'Ankara soit un paradis pour les douze millions de Kurdes qui vivent en Turquie) un état créé au lendemain de la fin de l'empire Ottoman. Le conflit du Golfe a, en quelque sorte obligé le régime d'Ankara à se montrer sous son meilleur jour face à l'Amérique, une attitude qui n'est pas dénuée de visée politique et qui voudrait qu'on oublie les trop régulières et graves atteintes aux droits de l'homme dont ce régime est capable. Le régime turc emprisonne, torture, impose ses vues. Il ne fait pas bon en Turquie penser différemment, il ne fait pas bon vivre selon sa culture, tout comme il ne fait pas bon être kurde. Yilmaz Güney, réalisateur de "Yol", film primé à Cannes en 1982 en sait quelque chose.

Les complicités inavouées

Toute son œuvre a été interdite en Turquie parce le mot Kurdistan y figurait. Pour l'heure, en ce début de printemps 1991, la Turquie embarrassée, certes, ne semble pas tout à fait insensible à la détresse de ces réfugiés qui traversent la montagne, passent des cols enneigés parfois à plus de 1800 mètres. Certains réfugiés parviennent à leurs fins, mais le flot sera tel qu'en avril les soldats turcs, les "bérets bleus" vont les refouler parfois très durement, à coups de bâtons souvent. Les quelques distributions de trop rares vivres donnent lieu à des scènes effroyables de bagarres. Des coups de feux sont tirés. Il y a des morts. Si les cinq mille femmes et enfants gazés de 1988 n'ont provoqué chez les dirigeants des nations occidentales qu'un soulèvement de sourcils, les deux millions de réfugiés kurdes, sans doute davantage, se bousculant à la frontière turque et iranienne, alertent le monde et l'opinion publique. La presse internationale qui va rapporter les faits, remplit correctement son rôle, puisque bombardant littérale-

ment les petits écrans, elle raconte, elle montre. La presse écrite n'est pas en reste ouvrant largement ses colonnes à la plainte d'un des flots de réfugiés les plus importants de cette fin de siècle. Un siècle qui a déjà jeté cinq millions d'Afghans sur les routes de l'exil, tout comme il aura vu se croiser des centaines de milliers d'Africains sur les routes d'Éthiopie, du Soudan, du Mozambique, de l'Ouganda. On ne compte pas moins de quinze millions de réfugiés. Partout les mêmes causes produisent les mêmes effets. Dans la montagne kurde, les conditions de vie des réfugiés sont catastrophiques. Pas d'eau, pas de vivres, pas de médicaments, pas d'abris. Les quelques distributions de vivres qui ont lieu se font dans la vallée. Les routes de montagne ne permettent pas aux véhicules de monter jusqu'à 1800 mètres où vivent des centaines de milliers de familles qui se sont établies là pour échapper aux soldats de Saddam et pour rester à proximité des restes de neige que l'on fait fondre pour boire. Du haut de la montagne on surveille l'arrivée des camions, seuls les plus valides peuvent descendre de la montagne. Des scènes terribles ont lieu sous l'oeil des "bérets bleus" dont certains n'hésitent pas à prélever une dîme en nature sur les convois aux réfugiés. Dans la confusion des enfants sont écrasés par des camions. Une détresse absolue, chaque matin les morts se comptent par dizaines. Dans la montagne, les nuits sont froides et les réfugiés sont des citoyens que rien n'a préparé à pareille épreuve. La boue, le froid, le manque d'hygiène, la dénutrition ont raison de leur espoir de liberté et d'autonomie. Les mots font défaut ou sont bien pauvres pour décrire la tragédie d'un peuple qui marche dans la nuit depuis tant d'années et qui ne voit pas se lever l'aube. Entre deux missions à la frontière iranienne où des camps de réfugiés se sont mis en place avec l'aide des autorités iraniennes, Antoine Crouan de Médecins sans Frontières a confié au micro de *Radio Notre-Dame* à Paris, n'ayant jamais vu, en dix ans de mission, souffrir autant de personnes humaines dans un tel désespoir.

"On ne peut pas s'habituer à voir mourir des enfants. Ils ont le regard vide, des gens dénutris. Il

n'y a pas d'eau, même pas cinq litres d'eau par jour et par personne. Les avions ont parachuté des colis, des vivres, les toiles, les plastiques ont été récupérés pour confectionner quelques abris. Sous une même tente de fortune on trouve trente à cinquante personnes, serrées les unes contre les autres, elles dorment assises, il n'y a pas de place pour s'allonger. Et encore celles-là sont à l'abri. Dans les camps on est saisi par la fumée du bois vert qu'on ramasse et qu'on fait brûler. Il fume beaucoup, il pique et fait pleurer les yeux, il fait aussi beaucoup tousser. Les bronchites, les pneumonies font mourir dans la montagne.

Les mères n'ont plus la force de pleurer

A Isikverem, à la frontière irakoturque, un "camp" s'est ouvert. Cent mille personnes s'y entassaient dans des conditions de survie terrifiantes. Les gosses courent pieds nus dans la boue au milieu des détritiques, des restes de chèvres que l'on a tués pour se nourrir. Une centaine de morts par jour. Plus tard, on mesurera l'ampleur de ce drame. Chaque matin les plus valides creusent la terre, enfouissent le corps d'un des leurs qui n'a pas résisté. Les mères n'ont plus la force de pleurer leurs enfants". A Paris l'Institut kurde se mobilise, organise les secours, informe, fait le lien entre les différentes organisations humanitaires. A force de crier et de frapper aux portes, elles finissent par s'ouvrir. On commence à parler du droit d'ingérence quand un peuple est en danger. Car dans le cas du peuple kurde, comme c'est le cas pour d'autres peuples, on peut parler de non-assistance à personne en danger. Dès lors ne conviendrait-il pas de parler du *Devoir d'ingérence*.

C'est trop facile de se retrancher derrière la fameuse non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays pour n'avoir pas à prendre partie quand on sait que ce même pays tue ses enfants. Ainsi laissons-nous les Tibétains sous l'emprise du joug

chinois, ou les populations du Sud Soudan disparaître face à un gouvernement militaire manipulé par les Frères musulmans qui veulent imposer "leur islam" - la liste est longue. Reste qu'en ce qui concerne les Kurdes, la question essentielle se pose encore, pourquoi les troupes américaines ont-elles laissé Saddam Hussein écraser les rebellions chiites et kurdes, alors qu'on sait que le Président Bush a appelé le peuple irakien à prendre son destin en mains et à chasser le tyran... Pour Washington la réponse est simple. Le mandat des Nations Unies autorisait le recours à la force pour libérer le Koweït. Les troupes des alliées pénétreraient au Koweït, mais il n'avait jamais été dit qu'elles iraient jusqu'à Bagdad. Autrement dit, après avoir une fois de plus semé l'espoir d'une possible liberté dans l'âme de ce peuple, on le renvoyait à son errance, aux représailles possibles. Les Kurdes, depuis des décennies, n'ont plus d'avenir, mais précise Kendal Nezan, directeur de l'Institut Kurde de Paris, "nous ne voulons pas mourir, notre culture nous unit, malgré la dispersion que nous vivons".

Bien des questions se posent sur les motivations et les agissements du gouvernement américain. Tout en appelant les Chiites et les Kurdes à la révolte, on peut se demander si le gouvernement de M. Bush souhaitait vraiment le succès des résistants irakiens face à Saddam. Car enfin, quand des forces alliées ont le pouvoir de faire plier un dictateur en quelques semaines, au point de lui faire quitter sans contrepartie - officiellement - un pays qu'il a envahi, est-il pensable que ces mêmes forces n'aient pas pris la juste mesure des forces militaires du perdant, capable en fort peu de jours de pourchasser les Kurdes sans que la communauté

Qui sont les Kurdes ?

Ils descendent des Mèdes de l'Antiquité. Le nom de Kurde apparaît entre le IV^e et le V^e siècle. Au XII^e siècle les Turcs qui les envahissent donnent à leur pays le nom de Kurdistan. Une culture millénaire où les poètes sont nombreux où l'on parle le kurmancî et le sorani. Le XII^e siècle voit émerger Saladin qui règne sur le monde arabe. Il sera même vainqueur des Croisés. Les Kurdes sont sunnites, les Turcs aussi. Des alliances existeront parfois entre eux contre les Perses, ce qui conduira certains Kurdes à participer à un terrible génocide aux côtés des Turcs qui massacreront les Arméniens. Selon l'avis des historiens la période faste et pacifique pour le peuple kurde se situe entre les XVI^e et XIX^e siècles. L'empire Ottoman provoque divisions et rébellions régulièrement matées grâce au soutien des Allemands et des Britanniques. Avec l'éclatement de l'empire Ottoman, le peuple kurde espère. Le traité de Sèvres prévoit sa reconnaissance et son indépendance, une situation semblable pour l'Arabie et l'Arménie. La France et l'Angleterre rechignent. Le traité n'est pas appliqué. Celui de Lausanne en 1923 l'abolit. On crée à la place une sorte d'état tampon la Turquie qui va absorber une grande partie du peuple kurde. Révoltes, rébellions vont se succéder jusqu'en 1930. En 1946 une république est proclamée, elle meurt tout aussitôt et son leader est exécuté. En 1958 nouveau soubresaut qui conduit les Kurdes à prendre le maquis en 1961. Une date, car les Kurdes ne demandent plus une terre, mais qu'au moins, en Irak, leur autonomie soit garantie. Ce que promet Saddam Hussein en 1970 - il vient de rencontrer les chefs de l'opposition, garantissant le respect des accords de 1970 - qui évoque dans les quatre ans à venir des élections libres... Comment croire cet homme ? Reste qu'en 1975 les Kurdes sont trahis par S. Hussein qui signe à Alger avec le Shah d'Iran un accord. Désormais les Kurdes sont seuls, mais n'en continuent pas moins de résister, peuple d'éleveurs fiers et rebelles, on pourrait le comparer au peuple afghan qui sait ce qu'honneur veut dire.

La population kurde compte 25 millions d'hommes, répartis pour l'essentiel comme suit :

Turquie - douze millions
Irak - cinq millions
Iran - trois millions et demi
Syrie - un million et demi
URSS - cinq cent mille
Liban - cent mille

internationale ne paraisse s'émouvoir outre mesure. A se demander si on désirait vraiment que ce soulèvement aboutisse. N'a-t-on pas laissé à Saddam Hussein de quoi écraser les "rebelles", tant il est vrai que les camps de réfugiés font peur dans cette partie du monde où le problème palestinien est demeuré sans solution.

Personne n'est prêt au partage

Quant à permettre la naissance d'une véritable nation kurde au sein de l'Irak, c'est provoquer l'éclatement des pays comptant de nombreux Kurdes. La Turquie, l'Iran et la Syrie sont concernés, des bouleversements trop importants dans une partie du monde qui ressemble à une poudrière toujours prête à exploser, ce qui, d'une certaine manière peut expliquer la lenteur des

Mais dire que les Kurdes sont fiers et rebelles, serait oublier les nombreux poètes et l'âme musicienne de ce peuple. N'a-t-il pas introduit la musique en Islam ? Ouvert au monde, les Kurdes sont les premiers à admettre des filles au conservatoire, de quoi donner raison à un proverbe ancien "le lion est lion, peu importe qu'il soit mâle ou femelle".

pays coalisés pour que des mesures soient prises. La France a, quant à elle, joué un rôle non négligeable dans l'adoption par le Conseil de Sécurité de la Résolution 688, le 6 avril 1991. On peut sourire, mais c'est un fait sans précédent. Désormais, quand la situation l'exigera, il sera possible d'intervenir auprès des populations qui souffriront. Au moment où s'écrivent ces lignes, l'aide humanitaire se met en place, et parce qu'on l'annonce partout, dans l'esprit du commun des mortels, les problèmes sont réglés. Des semaines, voire des mois, seront nécessaires pour que la situation redevienne acceptable. "La politique internationale a ses détours, déclarait récemment le Cardinal Lustiger, mais pour autant, qui aurait le droit de priver son semblable d'une aide humanitaire ? (...) Qui serait quitte de son devoir à l'égard d'un peuple poussés vers la mort ? Demain, qui pleurera les Kurdes morts, abandonnés à leur destin ?" Selon M. Shewski, directeur du service social de l'Institut kurde de Paris, "Il est à craindre que la plupart de ces Kurdes ne s'installent pour des années dans des camps de réfu-

giés". Beaucoup de Kurdes, malgré les promesses de protection des forces alliées refusent de regagner leur village par crainte de représailles. "Il faudrait que Saddam Hussein quitte le pouvoir", soupire une femme. Combien de générations seront ainsi encore sacrifiées sur l'autel des intérêts économiques des grands. Car c'est bien dans cette partie du monde que se trouvent les réserves pétrolières. Donner une terre à ce peuple de 25 millions d'âmes équivaldrait à une redistribution des richesses, et visiblement, personne n'est prêt au partage. Alors on continue le jeu des alliances, les uns contre les autres. On sème l'espoir pour le briser dans le désespoir, pendant ce temps-là, des hommes, des femmes, des enfants n'en finissent pas de mourir...

ÉLISE FISCHER

(1) MSF, 8 rue St Sabin 75011 PARIS - 40.21.29.29

2) Institut Kurde de Paris, 106 rue Lafayette 75010 Paris 48 24 64 64. Pour en savoir plus : Les Kurdes aujourd'hui, de Christiane More, éd. L'Harmattan

Key Points Set for Pact On Kurds

At Baghdad Talks, Rebel Leader Urges Refugees to Return

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — The chief Kurdish leader said Friday that he had agreed with Saddam Hussein's government on key points of a plan for Kurdish autonomy and democracy throughout Iraq.

He called on Kurds to return to their homeland.

"There is not full agreement in all areas, but the difficult things we have passed," said the Kurdish leader, Massoud Barzani, whose Kurdistan Democratic Party is the largest guerrilla faction in the coalition against Mr. Hussein.

Mr. Barzani also suggested that Kurds had dropped their demand for international guarantees for the accord.

He declined to give details of the agreement, saying they would be outlined at a press conference on Saturday. He has been discussing Kurdish autonomy and democratic change with the government for two weeks.

Mr. Barzani urged refugees who fled the fighting to return to northern Iraq. Tens of thousands of Kurds fled to the mountains to escape government retribution after their failed uprising in the wake of the Gulf war.

In remarks to reporters in Baghdad, Mr. Barzani said was optimistic that an agreement with the government would be signed soon. Trust between the two sides had been greater than expected, he added, but more time was needed to solve all problems.

A key demand of the Kurdish rebels has been wider participation in legislative and executive decisions. They also want full autonomy in three northern provinces, where most of the 3.5 million Iraqi Kurds live.

Mr. Barzani said another key issue, control of the northern city of Kirkuk and its huge oil resources, was now "not a problem."

The Kurds accuse Mr. Hussein of not honoring a 1970 agreement on autonomy. Asked whether the Kurdish people could now trust Mr. Hussein without international guarantees, Mr. Barzani answered, "Why not?"

He added, "I think the democracy and the trust between each other are the biggest guarantees."

His comments suggested that the Kurds had dropped their demand that the permanent members of the United Nations Security Council guarantee any accord with Baghdad.

Mr. Barzani said the two sides had not discussed the presence of Western troops in northern Iraq. The U.S.-led coalition forces have established havens in



Rabih Moghrabi/Agence France-Presse

Massoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party, leaving a Baghdad hotel Friday

northern Iraq for Kurdish refugees.

About 2 million Kurds have been displaced. More than a million went to Iran and the rest either stayed in the buffer created by the allies or went to camps in Turkey. Refugees began streaming back into northern Iraq after the havens were established.

Mr. Barzani urged those still outside Iraq "to come back to Kurdistan at least, and then, when we have an agreement, all the problems will be solved."

Another of Iraq's victims was also given more reason for hope Friday as Baghdad showed the United Nations a treasure trove of gold, works of art and books plundered from Kuwait and promised to give it back.

John Foran, United Nations assistant secretary-general for general services, said he would go to Kuwait on Monday to discuss how to return treasures that Iraq seized after its troops overran the emirate.

Mr. Foran, who is helping in the handover, said he had given priority to the return of \$930 million in gold plus bank notes and coins, museum objects and 140,000 library books, as well as civilian aircraft, six of which are in Iran.

International
Herald
Tribune

May 18, 1991

...undertook to abide by Security Council Resolution 686 and return Kuwaiti property after the U.S.-led allies drove its forces out of Kuwait.

"We've seen the museum pieces," Mr. Foran said. "They are in good shape, professionally maintained, and being well looked after in the national museum."

Iraq and Kuwait differed in their tally of bank notes, probably because Baghdad used some of them during its occupation, Mr. Foran said.

The Kuwaiti government has said the handover should take place in the Saudi town of Ar'ar, where prisoners of war were exchanged after the Gulf conflict. Mr. Foran did not say whether Iraq had agreed to the venue. But he said Baghdad had all priority items except the civilian planes ready for shipment.

Iraq seized 15 Kuwaiti civilian aircraft as well as spare parts, including three large aircraft engines. One plane that was in Jordan was returned to Kuwait last week. A second aircraft is in Baghdad.

Iraq has said seven Kuwaiti planes were destroyed during allied air raids on the northern city of Mosul. Mr. Foran said they might only have been damaged.

Iraqi forces stripped Kuwait, once the world's richest state along with Brunei, of virtually all its movable assets during the occupation.

Food, household goods and electrical items from the emirate are still on sale in Baghdad markets. The city's transport authority is still using air-conditioned Kuwaiti buses.

Mr. Foran said the return of other property would take place after the priority items had been handed over. It was too soon to estimate how long the whole process would take.

(AP, Reuters)

Nordirak: Prekäre Situation in Flüchtlingslagern

Kurden erzielen offenbar Durchbruch

Bei den Gesprächen über eine Autonomie für die Kurden im Nordirak ist offenbar ein Durchbruch erzielt worden. Massud Barsani, Vorsitzender der grössten kurdischen Oppositionsbewegung Demokratische Partei Kurdistan, sagte in Bagdad, er habe sich mit Präsident Saddam Hussein über wesentliche Punkte eines Abkommens geeinigt. Die von den Alliierten im Norden Iraks eingerichteten Flüchtlingslager stehen unterdessen offenbar kurz vor dem Zusammenbruch, da immer mehr Menschen in die Lager strömen.

ap. «Ich bin sehr optimistisch», sagte Barsani auf einer Pressekonferenz. «Wir haben zwar noch kein endgültiges Abkommen erzielt, aber wir haben einen entscheidenden Schritt vollzogen.» Die Kurden rief er auf, aus den Flüchtlingslagern in der Türkei und im Iran in ihre Heimat zurückzukehren.

Barsani, der seit zwei Wochen in Bagdad Gespräche mit Saddam Hussein über Autonomie und demokratische Reformen im Nordirak führt, deutete an, dass die Kurden auf ihre Forderung nach internationalen Sicherheitsgarantien verzichtet hätten. Er sei sicher, dass bald ein Abkommen unterzeichnet werden könnte, sagte er. In den wichtigsten Punkten habe man sich bereits geeinigt.

Autonomieforderungen

Die Kurden fordern Autonomie in den drei Nordprovinzen Iraks, in denen

die meisten der 3,5 Millionen irakischen Kurden leben. Weiter verlangen sie eine kurdische Vertretung im Parlament in Bagdad und Beteiligung an den Einnahmen durch die Ölvorkommen im Nordirak.

Ein amerikanischer Militärsprecher teilte in Sachu mit, die vorhandenen Zelte reichten für die grosse Zahl der kurdischen Flüchtlinge nicht mehr aus. Allein am Mittwoch seien dort 10 000 Menschen eingetroffen. Viele von ihnen weigern sich aus Furcht vor den irakischen Soldaten, in ihre Dörfer zurückzukehren, wenn diese nicht in der von den Alliierten kontrollierten Schutzzone liegen.

Umstrittenes Dohuk

Sollte die nordirakische Provinzhauptstadt Dohuk nicht in die Zone einbezogen werden, könnten in den Lagern bei Sachu schon bald bis zu 250 000 Kurden leben, sagte US-Generalmajor Jay Garner am Donnerstag. Der Oberkommandierende der amerikanischen Truppen im Norden Iraks, Generalleutnant John Shalikashvili, hatte die Einbeziehung Dohuks aber ausgeschlossen.

Derzeit befinden sich offiziellen Angaben zufolge rund 55 000 Menschen in den drei fertiggestellten Auffanglagern bei Sachu. Dort standen aber bereits am Dienstag für die Neuankömmlinge keine Zelte mehr zur Verfügung. Mit der Errichtung eines vierten Lagers war am Mittwoch begonnen worden. In Sachu leben nach US-Angaben bereits

wieder 52 000 Menschen, genauso viele wie vor Beginn der Fluchtwelle.

Weiter Finanzhilfe

Das Auswärtige Amt teilte am Freitag in Bonn mit, die Bundesregierung habe dem Hohen Flüchtlingskommissar der Vereinten Nationen 30 Millionen Mark für Unterstützungsleistungen zugesagt. Das Geld solle im Einvernehmen mit der iranischen Regierung für den Aufbau von Flüchtlingslagern für Menschen aus dem Irak verwendet werden.



Der kurdische Oppositionsführer Massud Barsani sprach gestern in Bagdad von einem Durchbruch in den Verhandlungen mit Präsident Saddam Hussein. (Keystone)

Los paracaidistas españoles harán un campo de refugiados para los kurdos

CH. NOGUEIRA, Zajo

La ayuda humanitaria española para los refugiados kurdos empieza a entregarse en Irak. El viernes, la Organización de Naciones Unidas (ONU) se hizo cargo de los primeros contenedores de socorros. Este organismo recibirá un total de 617 toneladas. Por otra parte, los paracaidistas contribuirán a la creación de un nuevo campo de refugiados. En el dispensario instalado en su base de Zajo proporcionarán desinfección, corte de pelo

y ropa limpia. En los próximos días, los paracaidistas se encargarán de la construcción de un campamento español, llamado Sol.

El campamento estará situado dentro de un nuevo campo de acogida en el que también trabajarán los ejércitos norteamericano, holandés e italiano. La parte española albergará a 5.000 de las 25.000 personas para las que habrá acogida.

El campo estará situado a una distancia de 11 kilómetros de Zajo, zona en la que las instalaciones preparadas hasta la fecha han quedado colapsada por el éxodo de refugiados que descienden de las montañas.

Por otra parte, el jefe de la Fuerza Expedicionaria Española, coronel Ledesma, entregó ayer la ayuda humanitaria el representante de las Naciones Unidas, Raimond Naimi.

Las 2.000 toneladas de ayuda

humanitaria española para los refugiados kurdos se han repartido entre tres destinos: Turquía e Irak (800 toneladas cada uno) e Irán (400).

De la ayuda llegada a Zajo, 111 toneladas corresponden a comida; 507, a ropa usada, una es de medicamentos y el resto comprende tiendas de campaña, colchones y material vario. La ONU repartirá la mayor parte de los socorros, un total de 617 toneladas.

En su base de Zajo, la Fuerza Expedicionaria Española administrará 50 toneladas. En los próximos días, se habilitará el dispensario situado en el recinto para proporcionar mayores servicios a los refugiados. Allí, podrán recibir desinfección, corte de pelo y uñas y ducha. A continuación su ropa será quemada y sustituida por la de la ayuda española.

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN

18 MAI 1991

KURDES

« ON NE PEUT PLUS VIVRE SANS DÉMOCRATIE »

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL MICHEL VERRIER

Alors que les négociations se poursuivent entre le gouvernement de Bagdad et les Kurdes, la vie reprend peu à peu ses droits au Kurdistan irakien. Sans trop savoir pourtant de quoi demain sera fait.

Les mômes agitent les mains dès qu'ils voient un étranger : « Hello, Mister », « OK ». Puis ils font « clic, clic », les doigts devant les yeux, vous demandant de les prendre en photo. Français, Anglais, Américains, les troupes « alliées » sont fêtées comme les libérateurs à Zakho, qui a retrouvé, début mai, la quasi-totalité de ses habitants. Des femmes font la lessive dans la rivière, des enfants s'aspergent joyeusement au soleil, quelques hommes lavent leur voiture les roues dans l'eau à mi-moyeu, près d'un splendide pont de pierres du 12^{ème} siècle.

Sur l'un des côteaux qui domine la ville, les casinos où l'on peut boire de l'alcool restent fermés. Deux mois après le cessez-le-feu, Zakho n'a toujours pas d'électricité. Après les dégâts infligés par les bombardements alliés, l'affrontement entre les *peshmergas* (combattants kurdes) et les troupes irakiennes a été rude en avril lors de la libération de la ville. Tous les bâtiments militaires et le commissariat central en portent les traces. Eclats de roquettes, murs noircis par les incendies, pièces et bureaux dévastés, rafales sur les portails de Saddam Hussein.

« On ne sait pas ce que veut Bush »

Les échoppes qui se suivent le long des quatre rues du rectangle du centre ville ouvrent progressivement leurs rideaux uniformes, blancs et bleus. Des tailleurs qui pédalent sur leurs machines à coudre aux barbiers coiffeurs en passant par le quincaillier et les ateliers de réparation automobile, tous sont débordés. Le marché aux moutons a repris sa place tôt le matin. Les charettes des marchands de primeurs offrent pommes de terre, concombres et salades. Les terrasses des maisons de thé où les hommes sirotent leur verre, du matin au soir, sont pleines.

Selpes, professeur d'anglais au lycée de Zakho, y tient permanence. Il sert de guide, d'interprète aux cohortes de journalistes qui défilent ici depuis des semaines. Cent dollars (600 francs) la journée de traduction. La fortune. Il est redescendu de la montagne dès que les derniers bérets noirs de la police spéciale de Saddam ont quitté la ville. Seuls restent une douzaine de flics connus de la population. L'avenir lui paraît toujours incertain. « On ne sait pas ce que veut Bush », m'explique-t-il. Les Européens, Mitterrand en tête, ayant par contre, selon lui, une attitude favorable à l'autonomie du Kurdistan d'Irak.

Les négociations ont repris, le 6 mai, à Bagdad entre le gouvernement et la délégation du Front uni du Kurdistan dirigée par Massoud Barzani, leader du PDK*. On écoute les nouvelles en permanence. Les hommes de la famille qui m'accueille, accroupis autour des plats du repas du soir, passent les stations en revue : RTL en arabe, la BBC en arabe, une radio kurde, Radio-Irak. Nous tombons par hasard sur Radio-Téhéran en français répétant que c'est une crise de surproduction du système américain qui a conduit Bush à entamer la guerre pour tromper l'attention de ses citoyens. « Saddam out » me dit Mohammad, le grand-père qui arbore fièrement son couvre-chef de *peshmerga*, et indique d'un geste vigoureux son souhait que le dictateur disparaisse.

Mercredi 9 mai, Fahdil Mereli, membre du bureau politique du PDK, chef régional des *peshmergas* me reçoit au milieu de son conseil. Une vingtaine de commandants de groupes siègent dans un petit immeuble le long de la route de Zakho vers les montagnes qu'ils contrôlent. Il n'a pas d'informations plus précises sur le déroulement des négociations en cours, mais la question du statut de Kirkouk, kurde ou pas, bloque visiblement. Le Front uni du Kurdistan tient à contrôler les puits de pétrole de première qualité de cette région. Mais il est impossible de gérer le

pétrole de Kirkouk sans participer à la gestion des ressources pétrolières de l'ensemble du pays. Ce qui renvoie au rôle d'une minorité kurde dans le gouvernement central futur d'un Irak démocratique.

Les partis kurdes « ne dissocient pas leur revendication d'un Kurdistan autonome de l'exigence d'élections libres en Irak, mettant fin au monopole du pouvoir du parti Baas ». Fahdil Mereli insiste sur la crise généralisée que connaissent les Etats « autoritaires ». « La nouvelle exigence universelle, démocratique, de l'opinion mondiale, explique selon lui pourquoi le « bloc de l'Est » en tant que tel a disparu du dictionnaire politique contemporain. »

Il estime impossible pour les Etats voisins de l'Irak, la Turquie, l'Iran, de nier encore longtemps le fait kurde sur leur propre territoire. Cette question a pris désormais une dimension internationale. « S'ils s'engagent à la résoudre démocratiquement, conclut-il, nous sommes prêts à les aider. Mais ils devront faire vite, insiste-t-il, tout en précisant que les partis kurdes d'Irak revendiquent l'autonomie dans les frontières existantes et ne sont pas habilités à parler au nom des Kurdes des autres pays. »

« Seule l'indépendance d'un Kurdistan réunifié peut être la solution du problème kurde. » Faleidin, jeune étudiant de Dohouk, réfugié dans les montagnes avec sa famille depuis le début du mois d'avril, ne s'embarrasse pas, quant à lui, de précautions diplomatiques. Persuadé que « les Américains ne sont pas là le moins du monde pour les beaux yeux des Kurdes, Bush ayant soutenu Saddam contre eux, il estime pas moins indispensable de contraindre les puissances occidentales à faire face à Saddam Hussein ». Nous parcourons ensemble la route chaotique qui conduit aux camps de réfugiés dans les montagnes à quarante kilomètres de Sakho.

Ils sont toujours des centaines de

milliers, le 10 mai, tout au haut des sommets. La neige a fondu. Le soleil chauffe les pierres et les sources. Les familles se sont installées tant bien que mal et prennent repas et thé, hommes, femmes et enfants ensemble, assis en rond sous la toile de tente US ou les morceaux de bâches et de plastique récupérés ici et là. Les mômes ont organisé des terrains de foot où ils jouent sous l'œil des parachutistes français de l'antenne médicale. Ceux-ci ont aménagé les latrines, assuré la distribution et le contrôle de l'eau, la répartition des vivres, les transports d'urgence par hélicoptère vers l'hôpital de Zakho, remis en marche par les médecins militaires et les volontaires des ONG françaises gardé par des GI's en arme.

La seule solution est politique

Depuis le 6 mai les camions et les tracteurs redescendent des paquets de réfugiés vers le camp installé dans la plaine par l'armée américaine. Le mouvement de transfert est important. Mais reste limité à Zakho. Ailleurs les réfugiés d'Uluderle ou de Cucurka ne bougeront pas. Ils ne veulent pas retourner dans les villes, les villages où l'armée de Saddam Hussein est encore en faction.

Leur crainte soulève bien les limites de l'aide humanitaire internationale.

« Un moindre mal qui ne peut en aucun cas être une solution au drame de l'exode de millions d'hommes et de femmes, soulignait Fahdîl Mereli. Un drame humanitaire dont la seule solution est politique. Les hommes et les femmes kurdes n'ont pas fui leurs villes pour aller chercher un job ou à cause de la famine comme au Bangladesh mais parce qu'ils ne peuvent plus vivre sans démocratie. » La solution paraît d'au-

tant plus complexe que tout accord avec Saddam Hussein est hypothéqué par le personnage même de celui-ci. Aucun Kurde n'a la moindre confiance en lui. Il n'est même pas sûr que le Front, si accord il y a, convaincra les Kurdes de redescendre dans les villes. C'est la quadrature du cercle.

L'Algérie des années cinquante

« Français good, good. Madame Mitterrand est la mère de tous les Kurdes », me dit en riant Mehmet, un jeune kurde de Turquie avec qui je bavarde dans le car qui va de la frontière irakienne à Silopi, première ville du Kurdistan de Turquie. « Tous les Kurdes » : la question est devenue globale, à fortiori depuis les derniers affrontements avec Saddam Hussein. En Turquie la mobilisation des villes et des villages pour soutenir les réfugiés a été l'occasion de multiplier les comités de soutien aux Kurdes irakiens. « Le gouvernement turc en a marre », titre le *Turkish Daily news* du 3 mai.

Le Kurdistan de Turquie — l'expression demeure légalement interdite — est quadrillé par l'armée. Un tableau qui rappelle l'Algérie des années cinquante. Chaque ville ou village est encadré par son poste militaire, gardé par des hommes en armes, sacs de sables et remblais de pierres. Les contrôles sont réguliers tous les cinquante kilomètres environ. « Fais attention à qui tu parles, ne te confie pas, méfie-toi, me diront tous mes interlocuteurs, les espions, les flics en civil sont partout. » La frontière entre la Syrie et la Turquie qui longe la route de Silopi à Diyarbakir, pendant des dizaines de kilomètres me rappelle comme deux gouttes d'eau celle qui séparait l'Allemagne de l'Est et l'Alle-

magne de l'Ouest il y a encore quelques mois. Barbelés, *no man's land* de terrain miné, miradors tous les cinq cents mètres avec sentinelle en arme. Villages et familles kurdes sont coupés en deux par la frontière. La tension croît.

En Turquie le soutien populaire à l'égard des guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) semble assez fort autant qu'on puisse en juger, cela va de soi. Mais l'éventail social de ceux avec qui j'aurai l'occasion de parler, commerçants, jeunes étudiants, ouvriers, confirme l'audience de cette formation politique. Ces « guérilleros » ont pris la veille un poste, tuant sept militaires turcs dont un commandant. « C'est juste. Ils n'ont rien à faire là », commente Ahmad, jeune artisan. Abdullah Oçalan, leader du PKK, semble être devenu la figure de référence face à l'Etat turc.

Les *peşmergas* d'Irak réfugiés en Turquie après les bombardements chimiques de Saddam Hussein en 1988, déambulent en costume avec une certaine fierté, sur les trottoirs de Kiyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie. Ils vendent des duplications de chansons, dont la publication est aujourd'hui permise par les dernières lois de Turgut Oza, président de la République, qui légitime la langue kurde. Au grand dam de la quasi-totalité de la classe politique, et sans que cela paraisse être autre chose qu'un dû pour la plupart des Kurdes que je rencontre. La question kurde éclatant une nouvelle fois en Irak a pris cette fois une dimension mondiale, et attise les braises qui couvent en Turquie.

Michel VERRIER

* PDK : Parti démocratique du Kurdistan d'Irak fondé en 1945 par Moustapha Barzani le père de Massoud.

HÉLÈNE, ANDRÉ ET LES AUTRES

Matin et soir, jour après jour ils sont là, penchés sur les malades...

La petite, trois ans, au teint gris va mourir. Une déshydratation telle que ses jambes et ses bras ressemblent à ceux d'un enfant du Soudan. Impossible de rattraper cela, ici, maintenant. Sa mère, belle femme brune en longue robe bleue, au visage pathétique, lui tient la main. L'hôpital de Zakho désaffecté depuis deux ans a été remis en marche par les médecins, infirmières, civils et militaires français.

Action Nord-Sud, une association de la région lyonnaise, Médecins du monde : les uns et les autres se relaient et se dépensent sans compter. De l'aube à la nuit. Un enfant de cinq ans s'est fait sauter la main droite avec un bouchon de grenade. Un homme passe sur le billard, intestins perforés. Un bébé de trois mois, déshydraté, est sous perfusion. Hélène installe une sonde dans la narine droite d'un autre petit, sous l'œil de sa mère. Six « médicaux américains en

uniforme de rangers », s'en mêlent tout à coup. Voulant remplacer la sonde par une perfusion. Au bout d'un moment Hélène pique gentiment une colère et les Américains encombrants renoncent.

André grille sa gauloise du matin avant d'entreprendre au centre sanitaire du camp le défilé des consultations, femmes, hommes, enfants en file indienne. Matin et soir, jour après jour, penchés sur les malades, sans contact avec la population. Etrange paradoxe pour ceux qui sont venus soigner « par humanisme » sans pouvoir connaître ceux qu'ils soignent. Ou sans le vouloir pour certains. Les plus « cyniques » en font une théorie du secours médical fiable. Rentable. Sans quelque sentiment que ce soit. Qui se transforme inévitablement en un certain mépris à l'égard de ces « sauvages » que l'on est venu secourir. Le civil rejoint alors le vieil esprit militaire, colonial, français ma foi.

La remarque n'enlève rien au sauvetage du millier d'hommes et de femmes qui seraient morts, s'ils n'étaient pas là.

M. V.

By Lally Weymouth

ANKARA — Last August, President Turgut Ozal stuck his neck out to back the United States, quickly assenting to President George Bush's telephoned request to shut down Iraq's oil pipeline that runs through Turkey. Mr. Ozal's response — a key to the early success of the U.S.-led coalition against Saddam Hussein — cost Turkey billions of dollars.

It was a risky course for a politician whose popularity at home was at a low point, yet he says he made the decision in three hours. (According to a high-ranking U.S. official, coolly waited a day to respond, until he was convinced that the Americans were serious.)

Despite the fact that he and other Turkish officials were angered by what they felt was Bush administration indifference to Turkish interests, he took major steps to back the Americans after Iraq's seizure of Kuwait. He overrode senior Turkish bureaucrats and military officers in abandoning the policy set by the founder of the republic, Kemal Ataturk, never to intervene

Most Turks concede that Ozal has changed the face of Turkey, has performed an economic miracle and has 'vision.'

in inter-Arab or inter-Islamic quarrels. To the surprise of senior U.S. officials, he not only allowed the United States to bomb Iraq from the Turkish air base at Incirlik but massed Turkish forces at the Iraqi border to tie down some of Saddam Hussein's troops.

Now, although the war exacerbated Turkey's economic problems and left 400,000 Iraqi Kurd refugees seeking shelter on its borders, Mr. Ozal has made clear that Turkey's help would have gone even further if he had had his way.

In a recent interview, he said he had wanted to send troops to fight beside the coalition but gave in to overwhelming opposition from his military and political bureaucracy.

The war made clear to outsiders what Turks have long known: Virtually all policy-making power rests in Mr. Ozal's hands. He is known to have confided to Turkish journalists, in an off-the-record briefing, that his daring pro-U.S. policy would bring Ankara valuable dividends.

At the end of the war, when Mr. Ozal spent a weekend at Camp David with Mr. Bush, it appeared that his judgment was on the mark. But things suddenly began to change. Mr. Ozal and many Turks now believe that Ankara is being punished rather than rewarded.

Money is barely trickling in from Washington and the wealthy Gulf sheikhdoms to recompense Turkey for its immense war-related losses. Tourism collapsed, and large sums were lost in transport fees from Iraq, but the world's attention has shifted to the Kurds.

Turkey took in thousands of Kurdish refugees in 1988 when they fled Saddam's poison gas attacks. (It has also taken in thousands of Bulgarian and Iranian political refugees.) Yet it is under attack in many Western capitals for closing its borders and forcing the world to come to the aid of the Kurds.

Finally, Mr. Ozal and other Turks note bitterly that Saddam Hussein remains in power.

In shirtsleeves at a round table in his office, Mr. Ozal dismissed the notion that he prefers a weak Saddam. "Saddam must go," he declared. Iraq should remain intact and be transformed into a democratic state. "Nobody can take care of Saddam except the United States," he added.

Turkey's future stability may hinge on Saddam's fate. Mr. Ozal predicted that the Iraqi

Kurds will not return to their homes so long as Saddam remains in power. If they stay, inherent tensions between the Turks and the Kurds are likely to rise, with unforeseeable consequences for Turkey and the entire region.

Meanwhile, criticism of Turkey's attitude toward the Kurdish refugees has revived worries that the Western powers might create a separate Kurdish state on Turkey's border. The "safety zones" that U.S. forces have set up in northern Iraq are seen by some in Ankara as the first step in that long-feared Western plot.

Mr. Ozal declared flatly that Turkey can neither allow the formation of a separate Kurdistan nor absorb the Kurdish refugees.

The second point involves delicate issues of security. Some 12 million Kurds form about 20 percent of Turkey's population. Any increase would raise major political issues. Mr. Ozal said the refugees must return to Iraq: "There is no alternative." (Many of these Kurds, according to a high-ranking U.S. official, were working for Saddam before they joined the uprising and then tried to flee to Turkey.)

Mr. Ozal said he encouraged Mr. Bush to set up the safety zones, but he emphasized to me that the zones must be truly temporary and not become "a long temporary solution like the Palestinian camps." He said that he and President Hashemi Rafsanjani of Iran, who recently visited Turkey, agreed that "Palestinianization" of the Kurdish issue would be unacceptable. No permanent refugee camps, in other words.

Like Turkey, Mr. Ozal said, Iran, Syria and Iraq also oppose an independent Kurdish state.

He added that the Kurdish leader Jalal Talabani accepted this position in meetings with Turkish officials. Mr. Ozal broke a domestic taboo when he ordered secret official-talks with the Iraqi Kurds. He said of the two meetings between a senior Turkish official and Mr. Talabani: "We have to know what's going on." An adviser said Mr. Ozal privately believes that Turkey can develop a protective relationship with, and even sponsor, an autonomous Kurdish region in northern Iraq.

Mr. Ozal insisted that Turkey has done a reasonably good job of assimilating its Kurds into mainstream Turkish life. "We have no separation." There are Kurdish ministers in the government, he said, and he even acknowledged that he has distant Kurdish ancestry.

The picture is not completely rosy. It became legal only a few weeks ago to speak Kurdish in Turkey. A Western diplomat here told me that "until the last few weeks you wouldn't get a Turkish official to talk about Kurds."

Turkish attitudes toward the Kurdish minority are shaped as well by the fact that Ankara has had to combat a Kurdish terror organization, the PKK. Officials said that in recent weeks Iraq has apparently begun supplementing the longtime PKK sponsor Syria.

Mr. Ozal's Kurdish policy has sparked a heated debate behind the scenes. Senior army officers have reportedly warned him that his support for Kurdish enclaves in Iraq could lead to a sovereign Kurdish state. Such a result, many Turkish analysts agree, would likely spell Mr. Ozal's political doom.

Mr. Ozal in his interview offered an optimistic vision of his country's future. Indeed, a return of the political turmoil that led to the military takeover 11 years ago seems remote. Mr. Ozal assured me: "There will be no army intervention, because of the economic well-being and social and urban change. It is a Western country except where you see minarets."

Abroad, Mr. Ozal is widely admired, particularly in the West. His relations with Mr. Bush remain close. He has easy access to the Oval Office and has spoken by telephone with Mr. Bush some 50 times since Aug. 2.

Democratically elected in 1983, he has transformed Turkey economically, turning it into an export-driven economy. "I think no country in the world has this rapid change," he said, an assertion with which his critics agree. The economic growth rate in the last 10 years has been at least 5 to 6 percent annually. "You can find anything here in Turkey," he said proudly, noting that East Europeans come to Istanbul to shop. "This is a modern society now."

But economic problems remain, and while Mr. Ozal's popularity rose at the end of the war, his political future is unclear. Critics say he has usurped many powers that constitutionally belong to the parliament and the prime minister.

Nepotism is an issue. Critics point out that a brother and nephew were at one time in Mr. Ozal's government and that his wife, Semra is influential behind the scenes; with her husband's help, she has been elected head of the Motherland Party branch in Istanbul — the party he founded in 1983. And some Turks dislike Mr. Ozal because they believe he has allowed religion to creep too far into secular life, in particular into some Turkish ministries and schools.

Mr. Ozal said his long-term aim is to make Turkey "freer," to do away with "old taboos." He expressed pleasure at the recent abolition of three harsh articles of the penal code, a must for Turkey's admission to the European Community, which he much desires. In 1987 he became the first civilian leader, instead of the military itself, to choose the armed forces chief of staff.

Isolation of the military from political life was breached during the Gulf war when the chief of staff, General Necip Torumtay, quit, largely because of Mr. Ozal's staunch support of the United States. But Mr. Ozal told me that the fact that General Torumtay resigned instead of attempting a coup was further proof that democracy has taken strong hold.

More recently, tensions have arisen between Mr. Ozal and the military because of the services' adamant opposition to an independent Kurdish state and to any safe havens for Kurds.

Moderating these tensions is the military's awareness that Mr. Ozal, with his good Washington relationship, is the key to getting the American weapons needed to modernize their antiquated armed forces.

Mr. Ozal said that with the Cold War ended, he is seeking to reorient Turkish-Soviet relations. He said he looks on the Soviets as a trading partner, although adding that a recent Moscow meeting with Mikhail Gorbachev made clear to him that the Soviets are in deep economic trouble. Even so, he is trying to set up a regional economic development organization, the Black Sea Economic Cooperation Zone. He and others here believe that Turkey can be a bridge between the West and Central Asia, and can offset inroads that fundamentalist Islam is making in the Muslim Soviet republics.

Elections are approaching — in autumn 1992 at the latest. For all their grumbling about his wife's power, his life-style or his arbitrary ways, most Turks concede that Mr. Ozal has changed the face of Turkey, has performed an economic miracle and has "vision." This is an opportune moment for the United States, which relied so heavily on Turkish support during the war, to reassert its commitment to Turkey, and to Mr. Ozal, by sending additional funds, by making sure that the coalition partners honor their large commitments and by relieving the pressure on Turkey's southeastern border.

The Washington Post.

Iraqis Agree to Quit City, Kurds Doubtful

By William Branigin

Washington Post Service

ZAKHO, Iraq — After weeks of negotiations, American and Iraqi military leaders agreed Wednesday on a formula aimed at encouraging the return of Kurdish refugees to the northern city of D'hok.

But Kurdish leaders said the plan was flawed and failed to guarantee adequate security for anyone who returned.

In an accord that the U.S. military regards as a breakthrough, the government of President Saddam Hussein, represented by senior Iraqi generals, agreed to withdraw its military and secret police forces from in and around D'hok and to accept the stationing there of a small noncombat team of military and civilian relief experts from the United States and its allies.

But Kurdish rebel leaders, citing a series of killings in the last week that they attribute to the Iraqi secret police, argued that the accord was not enough to bring about the return of more than 200,000 refugees to D'hok.

The resettlement of D'hok by families who fled an Iraqi offensive nearly two months ago is viewed by the U.S. military as a prerequisite for bringing home nearly 12,000 American troops deployed in a Kurdish relief effort.

So far, the refugees have been pouring back

into an allied "security zone" in northern Iraq, but have largely refrained from returning to D'hok, just south of the zone.

According to Lieutenant General John M. Shalikashvili, the U.S. commander of the allied relief effort, the Iraqis agreed to withdraw to points at least 10 kilometers (6 miles) south of the city and to pull out their secret police.

He said that a "small element of coalition forces" would enter D'hok on Friday to "assist in the restoration of necessary services."

Colonel Lucious E. Delk, the commander of U.S. military police in northern Iraq, said 20 military policemen would make up the security team. He said they would not patrol the city.

Asked about the Iraqis' earlier pledge to have withdrawn all their troops from D'hok last week, General Shalikashvili said that many did withdraw but that "it was our feeling that not all of them had yet."

Major General Jay M. Garner, who commands an allied joint task force in northern Iraq, said that about 500 to 600 Iraqi soldiers were deployed from D'hok to the town of Summayl, five miles to the west, and that an Iraqi brigade occupied an area up to six miles south of the city.

Under the agreement, General Shalikashvili said the "Iraqi regular police" could maintain a

checkpoint at the entrance to D'hok to guard against an influx of weapons. He said the checkpoint was to be manned mostly by Kurdish members of the Iraqi police.

The general said he hoped that the accord removed all remaining obstacles to Kurdish repatriation.

"It's no good," Kemal Kirkuki, a Kurdish rebel leader, said of the accord. In an interview, he expressed concern that some 500 Iraqi secret police operatives in D'hok would terrorize returning Kurdish refugees.

He asserted that the Iraqi secret police had killed at least four Kurds in the last week, including a man who returned to D'hok only to be abducted last weekend. His body was dumped in a street, Mr. Kirkuki said, adding, "He had heard that D'hok was safe."

Underscoring the deep animosity between the Kurds and the Iraqis was an incident Tuesday in which a mob of angry Kurds manhandled an Iraqi general in Zakho and damaged his chauffeur-driven Mercedes, U.S. military officials said.

A crowd of more than 300 people gathered outside the Zakho police station and attacked the car of Brigadier General Nushwan Danoun, the top Iraqi Army representative, before U.S. military police restored order.

International Herald Tribune May 25-26, 1991

Kurdish Fortunes Turn the Corner

By Clyde Haberman

New York Times Service

CUKURCA, Turkey — They sell fresh eggs and tomatoes now on the mountain slopes where only recently the Kurds went hungry and counted their dead.

Peddlers line the dusty paths, some wearing field jackets and ponchos that they managed to scadge from American soldiers. For a reasonable price — dollars and Iraqi dinars are accepted here — one can find cigarettes, packaged cookies, chocolates and, inescapable even on high peaks, Coca-Cola.

It may be going too far to say that a dollop of free-market economy has brought prosperity to Iraqi Kurds still hunkered down on this side of the craggy border between Turkey and Iraq.

By any standard, this last Turkish outpost with a significant concentration of refugees is a miserable place: Garbage is strewn everywhere, tents are scattered everywhere, some children suffer from malnutrition despite ample food stocks, and roads run from mud to choking dust and then back to mud, depending on the whims of the clouds.

But it is obvious that conditions have leaped forward by bounds

from the death and desperation that only a few weeks ago clung to these slopes like fog.

Food is now available, as are medical care and adequate water, at least until mountain springs dry up as summer approaches. By then, however, the military rescue operation that the United States and its allies set in motion five weeks ago should have shut down inside Turkey.

"No matter what measurement you use, the troops have been very successful," said Brigadier General Richard Potter, commander of the U.S. Army Special Forces units working in the mountains. "We've gone from no food distribution, in a situation where the thugs and the meanest guys in camp got the food, to an equitable position."

Cukurca's population is officially put at 70,000, compared with an estimated peak of 120,000 in mid-April following the Kurds' flight into Turkey after their failed rebellion against the forces of President Saddam Hussein.

The other large encampments in the Turkish mountains have been closed, with refugees brought home or to more benign settlements in the valleys of northern Iraq.

Army officers say it is simply a matter of time, perhaps two weeks, before trucks can carry everyone in Cukurca back to Iraq. On this score, the refugees have received a taste of the seamier side of a free-market.

Some Turkish and Iraqi truck drivers hired to do the hauling by the International Organization for Migration have mastered the art of what some soldiers call "double dipping."

From the migration group they receive a flat fee equivalent to about \$200 for each truckload of refugees taken to Iraq. The Kurds are supposed to pay nothing. But some drivers make families pay as well, thereby collecting twice for the same job. Now and again, fights break out over who gets on which truck first.

Military leaders say they are delighted at the speed with which they have taken the Kurds down from the mountains.

"Basically turning the situation around in just 30 days is incredible," said Colonel James L. Jones Jr., commander of the Marines assigned to the relief operation. "I think only the United States could have done all this on such a magnitude."

Still, tens of thousands of refugees who have left Cukurca and other outposts have not been headed home, but rather to new camps in the Iraqi valleys.

Most come from D'hok, the provincial capital that lies outside the allied-protected zone in northern Iraq. They say they will not go back unless they can feel safe there. So unless this bottleneck can be un-

plugged, officials say, allied troops could be forced to remain in Iraq even if they have finished up their work in Turkey.

The United States has pinned its hopes on an agreement with Iraq under which all Iraqi soldiers and secret police officers have withdrawn from D'hok. Although some U.S. forces were moving in, plans call mainly for a contingent of several dozen military and civilian engineers and other technical experts, who are supposed to help the city return to normal.

Whether this arrangement will be enough to calm the fears of the Kurds may not be clear for several more days.

Reservations were obvious among several groups of refugees who had left Cukurca and gone to temporary camps outside Sarsang, Iraq. They said they had heard about the agreement but would first have to send people into D'hok as scouts to report on whether they should return.

One problem for allied commanders is sorting out the degree to which the Kurds are genuinely afraid of going back, or instead are calculating politically that by keeping foreign troops here as long as possible they improve their bargaining position in autonomy talks with the Iraqi government.

There have even been instances in which Kurdish guerrillas set up roadblocks to stop other Kurds from returning to D'hok.

"We'd like American forces to stay in our land forever," said Amar Abdi, a tribal elder.

The worry for U.S. commanders is that he may well mean it.

Une ville kurde dont le « maire » est britannique

AMADIYAH

de notre envoyée spéciale

Nid d'aigle au sommet d'une falaise, la charmante petite ville d'Amadiyah reprend vie lentement après le retour de ses six mille habitants. Ils avaient fui vers les montagnes de Turquie après la déroute des rebelles kurdes. Deux mille réfugiés supplémentaires, attendant de poursuivre leur chemin en direction de Dohouk, sont également venus grossir la population locale.

Dans les rues qui surplombent une vallée verdoyante, des femmes vident leurs maisons des gravats et ordures qu'elles contenaient. Au centre de la ville, un officier britannique, le lieutenant Rory Coppinger-Symes, supervise les distributions de nourriture dans un vaste dépôt où sont entassés des sacs de farine et autres denrées alimentaires. « Vous voulez voir le maire ? Je crois bien que c'est moi », déclare-il d'un air amusé.

Salaire en dollars

Depuis près d'un mois, il travaille sans relâche pour tenter de réorganiser la ville. Pour ce faire, il a réuni une équipe de traducteurs, ouvriers, chauffeurs de camions locaux. Il s'appuie également sur l'infrastructure déjà existante. C'est ainsi que les balayeurs municipaux, qui sont officiellement toujours employés par Bagdad mais n'ont pas reçu leur salaire depuis deux mois, travaillent maintenant pour M. Coppinger-Symes et sont payés en devises. Un travailleur non qualifié reçoit 5 dollars par jour, un traducteur 7 dollars.

Un « comité de ville » - une municipalité en quelque sorte - a

été formé, qui comprend à la fois le gouverneur d'Amadiyah, employé par le gouvernement irakien, des représentants locaux des divers groupes de peshmergas (rebelles kurdes) qui ont leur quartier général sur la grande rue, des représentants des agences d'aide humanitaire qui travaillent à l'hôpital local et, bien sûr, de l'armée britannique qui se trouve ici sur « son » territoire.

Ne pas être « dame patronnesse »

Accroupi sur le trottoir, un homme vend quelques pommes de terre, de taille minuscule, et des poivrons rabougris. Mais Amadiyah vit presque exclusivement des secours offerts par les alliés. Les employés de la nouvelle « municipalité » inscrivent soigneusement les quantités distribuées à chaque famille dans un grand registre où figurent les noms de tous les habitants : 2,5 kilos de farine, 1 kilo de riz, de l'huile, des lentilles, une boîte de conserve de fruits ou de légumes par semaine, pour une unité de quatre personnes, avec en prime des dons inattendus tels que des *rice crispies* ou une paire de chaussures.

Le lieutenant Coppinger-Symes, ayant mis le dispositif en place, essaie de se retirer progressivement. L'agence humanitaire américaine CARE prendra la relève, non seulement à Amadiyah, mais également dans le reste de la « zone de sécurité » où, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial, elle devrait pallier les règles de rationnement édictées par le gouvernement irakien durant la guerre avec l'Iran.

Le but final est évidemment que la région puisse subsister de

façon plus ou moins indépendante. Pour l'instant, la contribution du gouvernement central de Bagdad semble être limitée à quelques litres d'essence, vendus dans la station-service située à l'entrée de la ville.

Le transfert de la responsabilité logistique de la région aux organisations non gouvernementales (ONG), placées sous l'égide des Nations unies, devrait se passer sans trop de problèmes. Mais la situation sanitaire et alimentaire est si déplorable en Irak qu'un récent rapport américain estime que 170 000 enfants de moins de cinq ans mourront dans l'année à venir. Il semble impossible que le gouvernement de M. Saddam Hussein, même si un accord avec les rebelles kurdes est finalement conclu, puisse nourrir cette importante minorité qui compte environ 3,5 millions de personnes, soit un cinquième de la population du pays.

Les armées alliées se sont montrées très efficaces. Leur dispositif logistique leur a permis d'agir en un minimum de temps. Mais il est important de ne pas tomber dans ce que M. Pierre-François Pirlot, coordinateur d'« urgence » dans cette zone du nord de l'Irak, appelle une « mentalité de dame patronnesse ». Il s'agit de trouver un équilibre entre l'aide nécessaire à la survie des réfugiés et une tentation de surenchère humanitaire, peut-être inspirée en partie par l'intérêt médiatique.

« Pôle d'attraction »

Au cours de ses années d'expérience, le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a fixé des normes qui devront être appliquées. Les camps de

réfugiés sont des abris temporaires et la tâche principale des agences humanitaires doit être de renforcer ou de compléter les structures existantes.

L'armée française est, à juste titre, très fière de son nouvel hôpital de campagne où travailleront deux cent cinquante personnes, dont quarante-cinq médecins.

Mais son emplacement, dans le « centre communautaire », est contraire à une des règles d'or du HCR : « Un hôpital donne un air de permanence à un camp de réfugiés », déclare M. Pirlot. Il agit comme un pôle d'attraction. Des gens viennent de Bagdad pour se faire soigner dans la zone de sécurité.

Le danger de faire des réfugiés une population d'« assistés » est peut-être réduit par la fierté que manifestent les Kurdes. « Ils ne veulent pas être assistés, ils veulent la paix pour être indépendants », explique M. Pirlot. Leur situation est également unique puisqu'une grande partie de la société, toutes classes sociales confondues, s'est déplacée, ce qui devrait faciliter leur réinsertion lorsque des conditions de sécurité minimum seront réunies.

Mais l'Irak est en ruine et ni les Kurdes, ni même les Irakiens, n'ont actuellement les moyens d'être indépendants économiquement. Que ce soit à Dohouk, où les équipes techniques de l'armée américaine devaient commencer, vendredi, des travaux pour rétablir les services de base, ou ailleurs dans la zone de sécurité, les Kurdes devront prendre leur mal en patience et accepter les secours que la communauté internationale va devoir continuer à leur fournir au cours des mois, voire des années, à venir.

NICOLE POPE

Kurds Are Pouring Into D'hok

By Clyde Haberman
New York Times Service

D'HOK, Iraq — Truckloads of Kurdish refugees poured into the provincial capital of D'hok over the weekend, raising hopes among allied military commanders that the Kurds might return to their homes sooner than expected.

Although it was too early to tell if the refugee crisis had taken a new turn, officers said they were surprised by the large numbers of Kurds going through their checkpoints in northern Iraq and entering D'Hok.

Soldiers at the checkpoints reported that 36,000 people had passed them Friday, when the allies extended their operations to this

city to help restore services and to provide a physical presence that might persuade the Kurds that it was safe for them to return.

Thousands more arrived in cars and trucks Saturday.

While precise figures were not immediately available, it was clear that the city was livelier than it had been since early April, when it was nearly emptied as an estimated 1.5 million Kurds fled northern Iraq for havens in Turkey and Iran.

Lieutenant General John Shalikashvili, the U.S. Army officer in charge of the allied relief operation, cautioned that the 36,000 figure might be inflated, for he questioned

whether 12 percent of D'Hok's original population had returned in a single day. Even so, the general said, a reverse flow seems to have begun in earnest.

Getting D'Hok resettled is considered essential to resolving the crisis and making it possible for the 21,000 allied troops involved in the operation, including 11,700 Americans, to go home themselves.

Tens of thousands of refugees remain along the mountainous border with Turkey or in scattered tent cities in the Iraqi north. Most are from D'Hok, which lies outside the allied zone created as a Kurdish haven, and they have said they

would not return unless their safety was guaranteed.

While the expanded allied operations in D'Hok are technically not an extension of the security zone, they are a signal to the Kurds that foreigners are on hand to protect them against the government of Saddam Hussein.

D'Hok remains far from normal. In an incident Saturday, about 2,000 Kurds attacked a police station, wounding several Iraqi policemen, witnesses said.

But a significant sign of progress is the closing of all but one encampment in the Turkish mountains.

The only mountain camp still functioning — Cukurca, with about 42,000 people — should be empty in five or six days, General Shalikashvili said. He added that allied operations in Turkey were likely to wind down by mid-June.

International Herald Tribune May 28, 1991

Hidden Dangers for GIs :Live Mines and Candy for Kurds

By Clyde Haberman

New York Times Service

D'HOK, Iraq — Among the standing orders for American soldiers in northern Iraq is that they may not imitate the fabled giveaway habits of their fathers and grandfathers.

No candy may be tossed to Kurdish children who line the streets, thick as wildflowers, across the allied security zone.

One reason is that, early in the military rescue mission, sugar-bedazzled youngsters started chasing after the vehicles, creating dangerous situations. But another problem quickly made itself apparent.

Local customs dictate that if you receive a gift, you must give one back. What some Kurdish children chose to give were live rocket-propelled grenades and other munitions that they had found lying in the fields and hills.

"It is," said Lieutenant Colonel Gary Goff, operations chief for the relief program and a master of understatement, "a dangerous place."

It is dangerous enough that sweeping for land mines, booby traps, grenades, rockets, and mortar shells were among the first tasks for dozens of soldiers who extended their reach in northern Iraq this weekend to include this important Kurdish center.

"The stuff is anywhere and everywhere," Colonel Goff said.

Technically, D'hok remains outside the allied-protected zone. But so many Kurdish refugees who fled into Turkey came from this city and surrounding towns that a foreign military and civilian presence here was considered essential to give the Kurds the reassurances they seek that it is safe to come back.

So without calling it an expansion of the haven, as many as 170 foreigners, roughly half of them American, British, and Dutch soldiers, have begun

operations to help restore basic services disrupted during and after the Kurds' failed uprising against President Saddam Hussein.

The Iraqi authorities insist that they do not need the help, and, after surveying D'hok in the last few days, representatives of some overseas voluntary agencies agree. But the United States-led alliance says it must be here, in part because the Kurds have demanded American protection. Early signs are that the new strategy is working better than expected.

Thousands of refugees, encouraged by their leaders to return, have streamed into the city in the last two or three days. On Friday and Saturday, according to U.S. Army spokesmen, 50,000 people passed through military checkpoints set up a few miles outside D'hok.

All of those travelers may not have come to this town, or stayed after arriving. Nonetheless, the allies put the population here now at 87,000, almost one-third the level before the refugee crisis and a big increase from the 10 percent or less who remained after the Kurds fled early in April.

"It's too early to say a trend, but my gut feeling is that it's going well," said Major General Jay M. Garner, the U.S. Army commander in northern Iraq.

Making D'hok livable again means not only restoring electrical power and sanitation, but also clearing the munitions that the Iraqi armed forces had stored in houses, hidden in caches, or simply left out in the open.

When the security zone was created last month and headquarters established in Zakho, 50 kilometers (30 miles) to the north, soldiers were astounded by the amount of munitions they were finding.

"The Iraqis booby-trapped everything," General Garner said. "We destroyed tons of it in Zakho, absolutely tons of it. We're finding even more here."

A series of fatal accidents within the zone in recent days underlines the perils for both soldiers and civilians.

Seven Kurdish children were reported to have been killed last week while playing in what turned out to be a mine field. French and American officers said they were handling a grenade they had found. When someone shouted at them to drop it, they panicked and started to run, touching off mines in their flight.

Just before the weekend, two soldiers, one American and one French, were killed when they wandered from secured areas and stepped on mines. In all, there have been five incidents involving mines, with 12 soldiers wounded in addition to the two dead.

General Goff said that Iraqi commanders were asked for maps pinpointing the mine fields, but they replied that "the maps were destroyed by terrorists."

The Iraqis, however, have provided engineers to help identify the fields, and about 50 weapons-disposal experts from several allied countries are also on the job.

In Zakho, around noon each day, the heat is punctuated by a bone-jarring blast signaling that another harvest of munitions has been exploded. But in D'hok, General Goff said, the material that is gathered will not be blown up but disarmed and then given back to the Iraqis.

Presumably, there is a risk of its being rearmed one day, but the colonel said that "psychologically, this is better than having a big boom each day; we don't want to create panic."

The allies also do not want to create further political tension with the Iraqi government. Zakho is the heart of the security zone. D'hok, however, is still sovereign Iraqi territory.

AFTONBLADET
Torsdag 30 maj 1991

Kulturchef Håkan Jaensson, tel 08/725 24 49, redaktionssekreterare Anders Paulrud, tel 08-725 24 50, sekreterare Sonja Svärd tel 08/725 24 48. Fax 08/600 01 75. Annonser Ulla Odefors, tel 08 725 25 08.

**MAHMUT
BAKSI:**



KURDFRÅGAN

Samma dag som ett 707 Boeing fraktflygplan lyfte från Paris Orly-flygplats, åkte ett 47 vagnar långt tåg och 24 lastbilar från Frankrike till Iran med hjälp till de kurdiska flyktingarna från irakiska Kurdistan. Hjälpinsändningarna kom från madame Mitterrands organisation France Libertes-Fondation.

När planet lyfte med sin 36 ton tunga last greps jag av stark sorg. Det kändes som om jag bar en lika tung börda av döda kurdiska barn på mina axlar.

Vi var sex personer i gruppen, tre från ett franskt filmteam, den kurdiska regissörens, Yilmaz Guneyns, fru Fatosh och jag som ende svensk inbjuden av madame Mitterrand att följa med.

KRÄVER EN POLITISK LÖSNING

När flygplanet kommit ovanför molnen och vi befann oss på rak kurs mot Iran tänkte jag på den internationella kurdiska konferens jag nyligen varit på i den amerikanska senaten den 27 februari, då den kurdiske ledaren Jelal Talabani förgäves försökte komma i kontakt med Bush-administrationen.

Dagen efter mötet gav Saddam Husseins armé upp, kriget var över och George Bush förklarade eldupphör. Saddam Hussein var krossad. Alla politiska bedömare i Washington verkade också tro det.

En dag senare gjorde shiiterna i södra Irak och kurderna i norr uppror. Efter en vecka hade kurderna befriat 95 procent av hela irakiska Kurdistan. För mig fanns nu bara en enda tanke, att efter 21 år i exil packa min väska och återvända till mitt folk. I min fantasi såg jag mig själv landa på Kirkuks flygplats och mötas av tusentals kurder.

Saddam föll inte och mina drömmar kunde inte förverkligas. Storpolitiken tog över och mina planer krypte till ingenting. Upproren slogs ned.

Och nu är jag i stället på väg mot mitt land, varifrån miljoner kurder flyr. I ett grått lastflygplan flyger jag tillsammans med bröd, tält, filter och mediciner. Mitt huvud är fullt av frågor. Hur många kurdiska barn kan räddas med denna hjälp? Hur många familjer kan skyddas mot snö och regn av de franska tälten?

Vi landar i Tabriz, där vi sover en natt. Tidigt nästa morgon åker vi bil mot irakiska Kurdistan. Min första reaktion av sorg och förtvivlan börjar när vi kommer till gränsstaden Piransher. Normalt har den lilla kurdiska staden 10 000 invånare. Nu hade antalet invånare på grund av flyktingströmmen ökat till 300 000.

■ Den i Sverige verksamme kurdiske författaren MAHMUT BAKSI har nyligen kommit tillbaka från en resa till flyktinglägren vid gränsen mellan Turkiet och Irak. Som enda svensk var han inbjuden av hjälporganisationen France Liberte-Fondation att följa med en av deras hjälpsändningar.

Här skriver Mahmut Baksi om vad han såg och om hjälperbetet som måste omfattas mer än bara bröd, filter och mediciner.

Överallt sover människor på gator och vägar, i moskéer, på sopputterna. Här och där finns koncentrationer av tält, men många har byggt primitiva kojor utan tak. Här lever de natt efter natt i regn och kyla och på dagarna under den heta solen. Varje invånare i Piransher hade tagit emot så många flyktingar de kan i sina hem.

Vi går omkring i staden. Mitt framför våra ögon kastar de iranska soldaterna ut brödbitar från den internationella hjälpen till de kurdiska flyktingarna som om de vore hundar. Flyktingarna knuffar varandra under jakten på brödet. Det är svårt att återse sitt hemland och sitt folk i denna förnedrande situation.

Det är också outhärdligt att se alla gråtande barn vid vägkanten bredvid sina döda föräldrar och mödrar med döda barn i famnen. På gatorna ligger barnlik i alla åldrar, men de flesta mellan ett och fem år, en del insvepta i filtar, en del utan någonting över sig. Barnen har dött av uttorkning, de vuxna av skador efter bombanfallen över de kurdiska städerna inne i irakiska Kurdistan.

Efter två dagar i detta kaos lyckas vi, efter en del problem med de iranska myndigheterna, komma in i irakiska Kurdistan. Här möter vi alla de tiotusentals kurdiska flyktingarna, som inte orkat eller kunnat ta sig över den iranska gränsen. Mil efter mil av bilar, bussar, traktorer och kärror av olika slag längs vägkanten med familjer sittande på vägen.

Det största problemet just nu är bristen på bensin. Bilarna har fastnat på vägen och kan varken komma fram eller tillbaka. De iranska myndigheterna vägrar sälja bensin till flyktingarna, trots att de har pengar att betala med. När kurdiska kvinnor med hinkar på huvudet försöker smuggla bensin över gränsen blir de stoppade av iranska pazdaran, som sticker sönder hinkarna med sina sablar och låter bensinen rinna ut på marken.

På grund av trafikkaoset tar det oss sex timmar att åka fem kilometer in i Irak från den iranska gränsen. Nu tittar vi inte längre på döda barn, svältande gamla eller födande kvinnor längs vägen. Vi har vant oss.

Nu är det andra fruktansvärda syner som fångar vår uppmärksamhet. Den irakiska regimen har under de senaste tio åren förstört 4 500 byar och små städer inne i irakiska Kurdistan. Vi passerar by efter by i ruiner, där människor lever med sina djur, barn, gamla och sjuka i husrester med provisoriska tak, utartat vatten, bröd och mediciner.

Under hela den tvåhundra kilometer långa resan in i irakiska Kurdistan är vägen både till vänster och höger kantad av nya gravar med offer för Saddam Husseins minor. Bergen och fälten är fyllda av miljoner minor. Den som lämnar vägen riskerar att sprängas i luften, vilket särskilt drabbar barnen som glömmet sig och springer in på minerat område för att leka. Hela tiden hör vi ljudet av minor som exploderar. Samma dag som vi reser in i irakiska Kurdistan sprängs 80 personer till döds.

Två dagar senare träffar jag den kurdiske ledaren Jelal Talabani. Det är samma dag som han kommer från Bagdad efter första förhandlingarna med Saddam Hussein, och jag frågar honom:

– Varför förhandlar du med Saddam Hussein, det kurdiska folkets mördare? Hör du inte ljudet av minorerna?

Och han svarar:

– Glöm inte bort att tre miljoner kurder är på flykt. Kurdistan är nästan tomt. De flesta har flytt till Turkiet och Iran. Och vad ska vi göra med alla dessa berg utan vårt folk. Utan människor är bergen världelösa. Om mitt möte med Saddam Hussein kan rädda hundratusentals kurdiska barns liv, så varför inte? Vår fråga är politisk, inte känslomässig.

Under mina tio dagar i irakiska Kurdistan börjar jag förstå och acceptera de kurdiska ledarnas förhandlingsmotiv. Ett viktigt skäl är flyktingarnas mycket svåra situation i gränslandet mellan Irak och Turkiet samt inne i Iran på grund av de turkiska och iranska myndigheternas omänskliga uppträdande och attityder.

Flyktingarna måste så snart som möjligt få återvända hem.

När Saddam Hussein vägrade släppa några tusen gisslan, hösten 1990, och USA och de västeuropeiska länderna gjorde allt för att rädda sina egna medborgare undan tyrannen, hördes inga protester. De kurdiska ledarna förhandlar om tre miljoner flyktingars liv, människor som inte är välkomna dit de flyr, och som egentligen inte har någon annanstans att ta vägen än att återvända hem.

Men förhandlingarna gäller inte bara fem miljoner kurders liv och framtid i irakiska Kurdistan utan hela befolkningens möjligheter att leva i ett framtida demokratiskt Irak.

Ett annat motiv är de amerikanska och västeuropeiska ländernas vägran att behandla det kurdiska problemet som en politisk fråga och fortsätta att se den enbart som en humanitär. Detta gjorde de kurdiska ledarna besvikna. De kände sig svikna.

Den internationella hjälpen från USA, Storbritannien, Västtyskland och Frankrike sändes också utan samråd med den kurdiska Fronten till flygfält utanför irakiska Kurdistan, trots att Fronten behärskar flera flygfält inne i landet.

Detta innebar att alla de flyktingar som fastnade längs flyktingvägarna inte fick någon hjälp. Varken Iran eller Turkiet var intresserade av att hjälpsändningarna skulle nå flyktingarna inne i irakiska Kurdistan.

– Vi behöver inte bara brödbitar, säger den kurdiske ledaren Mezud Barzani. Vår fråga är inte en flyktingfråga utan en politisk fråga och måste lösas med politiska medel. Jag vill att USA och de olika europeiska länderna kommer till Kurdistan och hjälper till att bygga upp vårt land. Vi behöver sjukhus, barnkliniker, skolor, vägar och fabriker. Allt är förstört av Saddam Hussein och de allierade på grund av kriget.

Mezud Barzani har rätt. Vi kurder vill inte förbli flyktingar i vårt eget land och vänta på mat och mediciner från omvärlden. Vi vill med stöd utifrån få hjälp att klara oss själva.

Därför måste Sverige genast genom sina olika bistånds- och frivilligorganisationer börja undersöka möjligheterna att i första hand satsa på barn- och mödravårdskliniker samt barnsjukhus.

Inte i morgon utan redan nu och inte via Bagdad utan direkt i samråd med den Kurdiska nationella frontens representanter.

Barnen har lidit svårast av kriget. På de få sjukhus och kliniker som finns ligger de, utan ben, armar och med förstörda ansikten, flera i varje säng och utan tillräckligt med mediciner.

Barnen är krigets offer och vår framtid.

Au Kurdistan irakien

L'opération des alliés dans la « zone de sécurité » est aussi médiatique

SILOPI (TURQUIE)

de notre envoyée spéciale

« Voyez les Irakiens by night, passez vingt-quatre heures avec le commando 4-5 (britannique). » Ce racolage, digne d'un cirque de province, fait partie de la vaste opération de relations publiques lancée par les alliés engagés dans le sauvetage de centaines de milliers de Kurdes irakiens.

A Silopi, où se trouve le centre logistique des alliés en Turquie, les officiers des armées américaine et britannique - ainsi que de l'armée française, mais dans une moindre mesure - se disputent le terrain médiatique. Des tours en hélicoptère, souvent pour une journée entière, sont organisés pour les journalistes désirant se rendre dans les régions retirées de la « zone de sécurité », dans le nord de l'Irak.

Il est indéniable que l'efficacité des armées occidentales a contribué pour beaucoup à limiter les souffrances des réfugiés kurdes. Mais leur mission a un côté « service après-guerre », publicitaire, parfois surréaliste. Les Turcs semblent hors du jeu, en partie à cause de leur manque d'expérience dans ce domaine des relations publiques, mais aussi parce qu'ils ont peur d'affronter la presse internationale. Pour eux, les Kurdes continuent d'être un sujet délicat,

malgré une récente libéralisation. Ce manque de communication ne signifie pas pour autant que la Turquie ne participe pas à l'effort international.

Le passage de la frontière se fait en quelques minutes. Un fonctionnaire turc tamponne votre passeport et, franchissant le pont sur la rivière Hizil (réparé par les Américains qui l'avaient bombardé durant la guerre), vous quittez la Turquie pour entrer dans le no man's land. Au poste de douane « irakien », on vous accueille d'un « Holà! » sonore : la sentinelle est espagnole. Une inscription sommaire sur un mur indique que vous êtes maintenant dans la « zone de sécurité des forces de la coalition ». Stop!

Silopi est probablement un des rares endroits où les dinars irakiens sont encore vendus, mais, pour acheter les bouteilles de Pepsi tièdes en vente dans la zone de sécurité, les dollars font l'affaire. La ville de Zakhō fourmille de soldats et les check-points se succèdent sur les routes environnantes, tenus chaque fois par des troupes d'une nationalité différente.

Il est préférable d'avoir avec soi une carte de la région, la plupart des soldats alliés ne sachant ni le nom du village où ils sont postés ni même le nom de la ville la plus proche. A Shiladiza, à l'extrémité est de la zone de sécurité, près de

sept cents hommes de l'armée française se sont installés, sous la direction du général Xavier Prévoist, dans une ancienne école aux murs couverts de graffitis, sérieusement endommagée durant les occupations successives, celle des rebelles kurdes puis celle des soldats irakiens. La région est superbe, apparemment paisible. A quelques kilomètres de là, nous croisons des *peshmergas* (combattants kurdes), armés jusqu'aux dents mais souriants, qui nous indiquent le chemin d'un air jovial.

Le seul mot approprié pour décrire l'atmosphère dans la zone de sécurité est « bizarre ». A Zakhō, un jeune garçon passe lentement sur un âne, portant une casquette militaire américaine et d'énormes lunettes de soleil. Les Américains sont visiblement des maîtres en relations publiques. En moins d'un mois, ils ont réussi à « retourner » les réfugiés, qui les accusaient de les avoir abandonnés à la vengeance du président Saddam Hussein. Les jeunes soldats américains qui montent la garde à quelques kilomètres de la ville de Dohouk affirment que chaque vendredi, jour de congé hebdomadaire, des dizaines de véhicules irakiens se dirigent vers la zone de sécurité pour « voir les Américains ». Ironie du sort : les militaires alliés ont dû protéger l'officier de liaison irakien, le gé-

ral Nushwan Danoun. A trois reprises, au cours des dix derniers jours, il a été attaqué par une foule de Kurdes en colère.

Mais cette dépendance envers les médias rend les alliés plutôt vulnérables. Afin que leur victoire militaire sur l'Irak ne soit pas ternie, il est important pour eux que l'opération de secours se déroule sans bavures. D'où, par exemple, leur prudence au sujet de la ville de Dohouk, située à la limite de la zone de sécurité : pour ne pas étendre une nouvelle fois celle-ci et rassurer cependant les Kurdes afin qu'ils retournent dans cette cité, il aura fallu des jours et des jours de tractations avec les autorités irakiennes avant qu'elles acceptent un compromis permettant le retrait de leurs troupes.

Ce souci de « paraître » qu'ont les alliés n'enlève rien aux bienfaits de leur action auprès de réfugiés qui, il y a quelques semaines, mouraient encore de faim et de froid au sommet des montagnes. Mais il ne peut faire oublier que l'opération « *Provide comfort* » n'est pas uniquement motivée par des sentiments altruistes. Une opération d'une telle envergure, menée a grand renfort de médias, aura permis de soulager les consciences occidentales au regard du sort des Kurdes, laissés-pour-compte de la guerre du Golfe.

NICOLE POPE

International Herald Tribune May 30, 1991

As the Crisis Eases, Kurds' Last Camp In Turkey to Close

By Stephen Kinzer
New York Times Service

SIRSENK, Iraq — Allied commanders have announced plans to close the last Kurdish refugee camp in Turkey by this weekend, thus bringing the two-month-old refugee crisis to an end.

About 40,000 Iraqi Kurds are still in camps in northern Iraq, and an equal or greater number have yet to return from sanctuaries in Iran. Nearly all of them, however, are apparently planning to go home as soon as possible.

No date has yet been fixed for the final withdrawal of coalition troops from northern Iraq, but units from several countries have already begun leaving. An American Special Forces unit and a fighter squadron based in Germany left this week. German, French and Canadian units were packing their equipment on Wednesday.

General Colin Powell, chairman of the Joint Chiefs of Staff, is scheduled to tour installations

along the Turkey-Iraq border on Thursday. After he returns to Washington, he is expected to announce a timetable for the withdrawal of remaining units.

"He'll come in, make an assessment, get a feel for things on the ground, then consult with coalition members and make a decision," said Major General Jay Garner, one of the senior American officers in the border area.

To encourage the Kurds to return home, coalition forces established a "security zone" in the traditional Kurdish homeland in northern Iraq, taking over police functions and forcing Iraqi troops to withdraw. They also assumed effective control of D'hok, a provincial capital that was home to more than 300,000 Kurds.

Trucks, buses and automobiles full of returning Kurds have been streaming into D'hok and other Kurdish towns, a sign that the allied plan is working.

"A network of services is now in place throughout this region," said Staffan De Mistura, the chief United Nations representative here. "The Kurds are not refugees anymore. They are returnees."

Six of the seven of the refugee camps established for Kurdish refugees in Turkey have been closed. The seventh, at Cukurca, is scheduled to close on Friday night.

Military encampments from which the refugees were supplied with food and other necessities are now quiet. Soldiers who were frantically directing airdrops a few weeks ago are now spending long hours sleeping, sunning themselves and wondering how soon they will be ordered home.

Inside Iraq, the once-bustling military base at Sirsenk is also calm. American and British soldiers posted here are no longer flying emergency relief missions. Instead, they respond only to specific requests from Kurdish communities.

The base at Sirsenk was built by President Saddam Hussein's government, and American planes bombed it early this year. Now, alongside the bomb craters, crates of canned meat, powdered eggs and other staples are stacked high.

There are also large supplies of items not part of the normal Kurd-

ish diet, such as onion soup, ice cream mix and cranberry sauce.

After American and allied forces withdraw from the Kurdish homeland in northern Iraq, United Nations policemen will remain. No timetable for their withdrawal has been discussed, and Kurds hope they will remain indefinitely as a

guarantee against new attacks by Iraqi troops.

"We'll be leaving the United Nations people behind as a kind of tripwire force," an American officer said. "The Iraqis should know that if they shoot those guys, we'll be back in an awful hurry."

Hussein Family Tightens Grip

By Elaine Sciolino

New York Times Service

WASHINGTON — In the three months since the end of the Gulf war, President Saddam Hussein of Iraq has sought to tighten his grip on power by turning over key functions of government to trusted family members.

He has also taken steps intended to portray Iraq as committed to "democratization," by holding autonomy talks with Kurdish leaders, abolishing the secret Revolutionary Court, easing restrictions on travel and news organizations, and promising to hold elections and disband the ruling Revolutionary Command Council.

Experts on Iraq inside and outside the Bush administration say that by moving in what appear to be two contradictory directions, Mr. Hussein is motivated by only one factor: fear. Genuinely threatened by the revolts of the Kurds in the north and the Shiite Muslims in the south, he felt he had no choice but to close his circle around him while at the same time doing things that give the impression of change.

Mr. Hussein has put his family in charge of the institutions that control the country's security, falling back on a pattern that has served him well in other times of trouble in the 23 years of Arab Ba'ath Socialist Party's rule.

"So far, I don't see anyone new emerging in the Iraqi elite," said Amatzia Baram, an Israeli who wrote a book on the culture and ideology of Iraq under the current government. "There is just a shuffling of the cards and shuffling them in a way that makes him more important than ever. Sure, he's sharing power — with his family."

Since Iraq's devastating military defeat, Mr. Hussein has adjusted his cabinet twice, shifting the portfolios of longtime senior officials and promoting other officials known for their personal loyalty. On the surface, the reshuffling looked as if the president was moving to democratize.

In March, for example, he relinquished the title of prime minister and gave it to Saadun Hamadi, a Shiite from Karbala who has held several important positions in the government over the years. Mr. Hamadi is an urbane, English-speaking agricultural economist, who was educated at the University of Wisconsin. He is responsible for the economic and physical reconstruction of the country and has enjoyed a high profile in the last few months, visiting towns and cities around the country, giving news conferences, appearing on Iraqi television and giving speeches to the National Assembly.

Other officials who are continually in the public eye are Izzat Ibrahim, deputy chairman of the Revolutionary Command Council, who is leading the negotiations with the Kurds, and Tariq Aziz, who lost his post as foreign minister but who retains considerable power as deputy prime minister.

But behind those officials — all of whom have worked closely with Mr. Hussein since the 1960s — is the president's family.

During Iraq's civil war, Mr. Hussein named his cousin, Ali Hassan Majid, as minister of interior, a job that carries responsibility for all of the country's powerful overlapping security and intelligence forces. Mr. Majid earned a reputation for ruthlessness in 1988, when he suppressed a Kurdish uprising by using chemical weapons against civilians, and again in 1990, when he was appointed Iraq's chief administrator in Kuwait.

Mr. Hussein's half-brother, Sibawi Hussein, retains direct control of the intelligence services, which have emerged as even more important since the Gulf war.

Last month, Mr. Hussein named his son-in-law and former bodyguard, Hussein Kamel Majid, as

minister of defense. Mr. Kamel, who is widely regarded as the second most powerful man in Iraq, succeeded Lieutenant General Saadi Tuma Abbas, former head of the Republican Guard and a respected military officer who was defense minister for less than four months.

The appointment may have been aimed at inhibiting a revolt from within the army. The Voice of Free Iraq, a radio station based in Saudi Arabia that is believed to have the support of the Central Intelligence Agency, has repeatedly called for the military to rise up against Mr. Hussein. One broadcast praised General Abbas and appealed to him to "curb the mad bull and take things in hand."

But Mr. Kamel is unlikely to win the respect of the military establishment. He rose through the ranks by managing the office of the palace-based security structure and later by developing Iraq's weapons industry, not for any heroic battlefield victories.

Mr. Kamel's powers as defense minister are so sweeping that he has even been given responsibility for restoring telephone service throughout the country.

Publicly, Mr. Hussein has given no indication that he is relinquishing any of his authority. He is seen on Iraqi television presiding over meetings of the Revolutionary Command Council and visiting villages, and has promised his people to rebuild the country "scores of times" better than what the allied forces destroyed.

As for the so-called democratization, the changes are still seen by experts on Iraq largely as efforts aimed at reviving relations with the outside world and at relieving some of the pressure Mr. Hussein still feels at home. For now, only the autonomy talks with the Kurds are considered by experts as serious.

Une opération «Nouvel Obs»-«La Marche du Siècle»

Kurdes : retour au pays de la peur

Amnesty International a trente ans : 30 années au service des droits de l'homme. Jusqu'où peut aller le « droit d'ingérence » ? En liaison avec l'équipe de Jean-Marie Cavada, Jean-Paul Mari a enquêté au Kurdistan, où les réfugiés qui avaient fui Saddam reviennent sous la protection des soldats occidentaux

Où sommes-nous ? Quel est ce pays qui s'ouvre si facilement ? Derrière nous, le terrain est connu, balisé par un poste frontière, une borne, un grillage, des uniformes de douaniers et de policiers : la Turquie est en ordre. Sur la carte, le chemin conduit tout droit en Irak. Pourtant, une fois la frontière passée, on pénètre un étrange territoire aux marques indéfinies. D'abord, un barrage de militaires espagnols, quelques mots couleur de castillan sur une route du Moyen-Orient ; puis l'uniforme vert olive d'un soldat irakien assis, discret et sans armes, devant sa guérite en toc et qui regarde impuissant défiler les turbans kurdes, les bérets rouges français, les têtes blondes britanniques et les nuques rases des GI américains. Mieux : la prochaine chicane de barbelés est tenue par des peshmergas, rebelles kurdes, combattants au ventre cuirassé par une large ceinture, un poignard antique et une batterie de chargeurs de kalachnikov. Quel est le statut réel de ce territoire au nord du 36° parallèle ? On roule sur les routes défoncées d'un Etat transitoire qui oscille entre l'Irak de Saddam en mode mineur, une sorte de Kurdistan autonome sous protection des forces alliées et l'extraterritorialité d'une enclave de l'ONU. A quoi ressemble ce morceau de pays éphémère ? A rien de connu. Sinon à un trou noir de la logique des Etats.

Ici, l'armée irakienne a cédé la place aux troupes alliées. Du coup, les réfugiés commencent à redescendre des montagnes. Zakho, la première ville irakienne, a retrouvé ses cent mille habitants. Il y a de nouveau des embouteillages, des trottoirs en désordre, des magasins ouverts, du thé rouge et des hommes qui font claquer leurs dominos sur les tables des terrasses. Au coin d'une rue, un homme vous ouvre les bras. Il est propre, cheveux coupés de frais, visage rond et souriant. Il faut du temps pour reconnaître Hassan, l'ancien réfugié. Deux mois plus tôt, il courait la boue du camp turc d'Isikveren, épuisé, crasseux, en loques, la bouche en sang, obligé de se battre à coups de poings

pour un pain ou une couverture. Hassan a retrouvé sa maison ; sa famille ne crève plus de faim et de froid. Seul lui manque son enfant, un bébé de six mois qu'il a enterré lui-même au sommet de la montagne, avec pour cercueil une caisse de ration américaine tombée du ciel en parachute.

Pour trouver le calme, il faut quitter la ville et laisser derrière soi l'immense camp de toile où attendent encore quelques dizaines de milliers de réfugiés. Ceux-là viennent de Dohouk, à 70 km de là, ville « sensible » à l'extrême limite de la zone démilitarisée. Voilà des semaines que les alliés et Bagdad négocient son statut à venir. Au sud, la route directe est toujours interdite par un barrage de l'armée irakienne. Pour accéder à la ville, il faut se résoudre à une longue boucle qui longe la frontière turque, par la route des crêtes, là où la lumière du ciel kurde découpe au rasoir la roche grise et ocre. Ici, la montagne est puissante. Et toujours habitée par les tentes des réfugiés qui campent par petits paquets à mi-pente ou au creux des vallées en attendant que la ville de Dohouk « s'ouvre » enfin, libre de soldats irakiens. Question de confiance.

La réalité du régime de Bagdad est là, toute proche, au détour d'un virage, sous la forme d'un mur de béton froid, long de 3 km, jalonné de miradors et de projecteurs : le palais d'été de Saddam Hussein. A l'intérieur, des hommes en armes surveillent les grandes villas désertes qui s'étalent en pente douce vers un grand lac artificiel, à quelques kilomètres de l'aéroport privé. Le lundi 13 mai, à 10 heures 30 du matin, les gardes de Saddam ont tiré plusieurs balles sur une patrouille des Royal Commando Marines. Un peu plus tard, deux hommes sont sortis du poste de garde en lâchant de longues rafales. Ils ont été abattus : « On pense qu'ils les ont enterrés dans le parc de la propriété, dit un soldat britannique. Depuis, pas d'autre incident... On s'observe. » La présence alliée s'arrête un peu plus à l'est, à la hauteur du 44° méridien. Après, le Kurdistan est terre inconnue. Ou presque. Une discrète mission de reconnaissance a longé la frontière vers l'Iran. Ils ont d'abord découvert un désert humain, un carré de cinquante kilomètres de côté, avec des champs abandonnés et des villages rasés, « sans un homme, sans un mouton, sans âme. Vide. Impressionnant. » Barzan, le village de Massoud Barzani, un des leaders kurdes, a été rasé à quatre reprises. Cette fois, on l'a dynamité. Plus à l'est, la vie reprend vers Rawanduz, Shaklawah et Diyanah avec des paysans, des champs cultivés et des marchés, des villages bourrés de centaines de peshmergas en armes et les carcasses calcinées de dizaines de blindés irakiens le long des routes : « Là-bas, c'est le Kurdistan libre. Un soldat irakien se ferait immédiatement massacrer. »

Kurdistan libre, irakien ou sous contrôle allié... Tout s'emmêle quand la route quitte le palais de

Saddam pour descendre vers la vallée de Dohouk. Pas de barrage à l'entrée de la ville, de grands boulevards vides, un quartier entier effondré, rasé à la dynamite et d'autres privés d'eau ou d'électricité avec parfois, au hasard d'un carrefour, un feu rouge qui continue à clignoter, têtue. Dohouk était une ville de 250 000 habitants ; ils ne sont plus que 40000 regroupés dans le centre, près du marché. Nous sommes en Irak et les policiers locaux sont là, occupés à patrouiller dans des voitures toutes neuves venues de Bagdad. Nous sommes aussi au Kurdistan rebelle et on croise des voitures de peshmergas l'arme au poing. Nous sommes enfin dans une ville démilitarisée sous contrôle international et les véhicules blancs à drapeau bleu de l'ONU tournent sans arrêt dans une ville qu'ils ont pour mission de rassurer. Etrange chassé-croisé à la limite de la cécité.

« Il faut être là, présent, en spectateur actif... explique Staffan De Mistura, envoyé spécial de l'ONU. Mais surtout ne pas intervenir. Surtout ne pas prendre parti. » Il est arrivé trois jours plus tôt avec une idée et « une équipe de football », onze volontaires, tous gardes du bâtiment du Palais des Nations à Genève. Ils sont suisses, français, pakistanais, mauriciens ou algérien comme Samir qui joue les interprètes. Le diplomate de l'ONU leur a donné un pistolet « parce qu'ici, un homme sans arme n'est pas respectable ». Leur mission : écouter, observer et gesticuler. Depuis leur arrivée, les onze passent leur journée à tourner dans tous les quartiers, se croisent à l'heure du marché dans le centre-ville, stationnent aux carrefours, saluent tout le monde, observent et écoutent. Ils savent que leur seul atout est une immunité tacite, un « charisme » délicat à gérer, fragile dès lors qu'on les pousse à s'impliquer. A l'évidence, le bluff marche. Les habitants de Dohouk commencent à connaître les « gars de Genève », leurs uniformes bleus bardés d'écussons et leurs talkies-walkies. Au marché le matin, on s'approche.

Il y a ceux qui saluent avec un grand sourire, visiblement soulagés ou grimacent en parlant de Saddam ; ceux qui envoient leurs enfants offrir une galette chaude ou lâchent en passant « Nous sommes chrétiens ! ». Et les autres, ceux qui traînent l'air innocent en posant des questions ou cette limousine qui s'arrête, bourrée de quatre hommes en armes visiblement de la sécurité militaire irakienne, avec un officier qui vient se plaindre parce que les Kurdes... leur ont volé une voiture. Une façon de tester les gardes de l'ONU, de savoir si on peut les impliquer dans le maintien de l'ordre... « Un beau bourbier en perspective ! » Surtout ne pas prendre parti. Et lutter contre la peur. Quand les habitants sont venus tremblants voir les gardes pour leur raconter que les hélicoptères irakiens étaient revenus « jeter des produits chimiques », il a fallu beaucoup de patience pour

expliquer que ce n'était que des hélicoptères civils, loués par la FAO pour traiter les cultures : « Il y a des erreurs psychologiques à ne pas commettre, même quand il s'agit de sauver des récoltes... », soupire un garde en bleu.

La peur, la police, les indicateurs, les peshmergas et les gardes de l'ONU... Derrière ce théâtre d'ombres chinoises se joue à Dohouk quelque chose de très politique. Il s'agit d'une pression douce pour démilitariser, de laisser à la police irakienne l'ordre civil en interdisant à Bagdad toute possibilité de répression. L'objectif est d'abord de faire revenir les réfugiés kurdes chez eux et de leur permettre de vivre en sécurité. Le premier but est déjà atteint, les réfugiés quittent leurs camps, ils ont passé la montagne en gagnant les relais humanitaires et suivi la « piste Ho-Chi-Minh des réfugiés » jusque vers les vallées irakiennes. « Nous n'oublierons jamais ce que vous, les alliés, avez fait pour notre peuple, disait un chef kurde du camp de Cukurça à Bernard Kouchner. Nous écrivons cette page d'histoire et la ferons apprendre à nos enfants. Pour que personne, jamais, ne l'oublie. » Reste à assurer la sécurité des Kurdes de retour dans les villes irakiennes. On sait que les alliés ne veulent pas s'enliser dans une occupation permanente de l'Irak, ni d'une désintégration du pays. Déjà, les Américains rêvent de voir leurs « kids » de retour au pays avant la fin du mois de juin. Du coup, l'avenir des réfugiés kurdes repose sur une architecture délicate. D'abord, sur place, la présence dans une zone démilitarisée de quelques centaines de gardes de l'ONU et d'une multitude d'ONG, véritables témoins permanents. Avec comme garantie permanente une force de frappe alliée basée en Turquie à bout touchant de Bagdad. Enfin, en toile de fond, la résolution 688 et les accords entre les Kurdes et le régime de Saddam Hussein. Voilà qui devrait interdire à l'Irak de lancer ses chars et ses hélicoptères sur les Kurdes.

Oublier la peur ? Impossible. Les Kurdes de Dohouk savent que leur ville reste infestée d'hommes en civil de la police secrète, ils savent que les autorités locales demandent aux fonctionnaires de retour des camps de rédiger et signer une lettre où ils déclarent regretter leur départ. A l'université de Mossoul, les étudiants qui viennent s'inscrire doivent eux aussi fournir un rapport complet sur ces semaines passées dans les camps, les activités et les personnes rencontrées... La machine irakienne se remet en marche. Et Mossoul n'est pas une ville démilitarisée. « Que se passera-t-il dans quelques mois quand les soldats alliés seront partis et que le monde regardera ailleurs... soupire une jeune étudiante. Qui empêchera que l'on nous arrête à la sortie des cours. Notre peur, notre perte, c'est l'oubli. »

JEAN-PAUL MARI

LES LIMITES DU DROIT D'ASILE

Ceux qui frappent à notre porte...

Réfugiés ailleurs = Kouchner ; réfugiés ici = Roissy ; où sont les droits de l'homme ? »

Dans la salle de l'église Saint-Joseph, à Paris, les banderoles en disent plus que toutes les pétitions en faveur du droit d'asile qui circulent depuis un an. Allongés sur des matelas prêtés par Emmaüs, les grévistes de la faim soulignent avec éclat les incohérences d'une France choquée par les exactions de Saddam Hussein au Kurdistan, mais qui tient pour indésirables ceux qui sont venus ici pour trouver un refuge.

Parti de Bordeaux à l'initiative de Kurdes de Turquie souvent encadrés par des militants de formations d'extrême-gauche, le mouvement des « déboutés du droit d'asile » - ils seraient actuellement près de 100 000 - a gagné l'Est de la France, la Haute-Marne, puis Paris. Des Africains, des Haïtiens, des Latino-Américains s'y sont rapidement associés, avec le soutien de toutes les associations de défense des immigrés

et l'aide de l'Eglise qui s'est engagée à leurs côtés.

Le jeûne de l'abbé Pierre, les échauffourées de Bordeaux, où les forces de l'ordre ont tenté d'hospitaliser contre leur volonté les grévistes, et les milliers d'exclus du droit d'asile qui ont défilé avec leurs enfants dans les rues de Paris : à peine nommés, le nouveau ministre de l'Intégration, Jean-Louis Bianco, et son secrétaire d'Etat, Kofi Yamgnane, n'auront guère eu le loisir d'une longue réflexion.

« L'OFPPA refuse de nous accorder le statut de réfugiés parce que nous n'avons pas de preuves, affirment les grévistes, comme si la police turque nous délivrait des certificats de torture ! » Une injustice, un scandale ? A l'Office français de Protection des Réfugiés et des Apatrides, on rejette ces accusations en démontrant d'une part que la France reste une terre d'asile : 15 % de demandes acceptées en moyenne par an, contre 5 % en Allemagne.

Paradoxalement, la situation de ces exclus du droit d'asile n'est pas le résultat d'une mauvaise gestion, mais au contraire celui d'une remise en ordre. A cause de sa lenteur, l'OFPPA était devenu une véritable filière de l'immigration. L'office s'est vu doter l'année dernière de moyens renforcés, son budget a été triplé et les procédures informatisées. Il s'agissait pour le gouvernement Rocard de s'attaquer au flux inquiétant des demandeurs : 26 000 en 1987, 34 000 en 1988 et 61 000 en 1990.

D'un point de vue administratif, le résultat est spectaculaire : 87 000 dossiers ont été traités en 1990 contre seulement 31 000 l'année précédente. Et 75 000 dossiers ont été refusés. Hélas, un certain nombre de ces réponses négatives ont concerné des personnes installées parfois depuis plusieurs années, avec famille, logement et emploi. En désignant un conciliateur, Bernard Brunhes, et en accordant une autorisation de séjour provisoire de trois mois aux grévistes, le ministre de l'Intégration est, semble-t-il, parvenu à désamorcer le conflit. Pour combien de temps ?

Henri Guirchoun



THE INDEPENDENT Friday 31 May 1991

No guarantees for Kurds as US prepares to quit

From Robert Fisk in Sirsénk, northern Iraq

THE AMERICANS will pull out of northern Iraq sooner than scheduled - but there will be no guarantees for the Kurds left behind. That, in so many words, was General Colin Powell's frank admission when he arrived at Saddam Hussein's private airport in the allied zone of northern Iraq yesterday afternoon.

The "international community" would be "measuring Baghdad's actions in the weeks ahead" and the United States would use "every diplomatic and political means and whatever means might be appropriate" to convince the Iraqi authorities not to use force against the Kurds. But that was all.

The Chairman of the US Joint Chiefs of Staff emphasised the importance of the Kurdish-Iraqi talks in Baghdad, although he failed to mention that they have been suspended and are probably already moribund. He said that the "United Nations effort" was "steaming ahead", but he did not specify that the UN's security role consisted at present only of a few dozen office guards from Geneva and New York. And, curiously, he never mentioned Saddam Hussein. That was a strange omission. Here was General Powell standing on the very tarmac of Saddam's personal airport - black marble tiles lining the unfinished terminal building - and within sight of Saddam's winter palaces on the

surrounding mountains. Yet the name Saddam Hussein never crossed his lips. He talked about the "leadership in Baghdad" and "the government in Baghdad" as if President Saddam no longer existed, as if the omission of his name might allow us to forget that he survived the liberation of Kuwait and was still in power 300 miles to the south.

General Powell, of course, praised the allied forces which had saved so many Kurdish refugees in the Turkish mountains. He admired the work of the foreign relief agencies which had flocked to Kurdistan. He said that the mission to help the Kurds had been "accomplished in an outstanding manner". The American soldiers waiting on the apron at Sirsénk cheered him. But there were no guarantees.

What guarantees of security could he give? Had he not heard the Kurds saying that they would take to their heels again if the allies left? General Powell had evidently listened to just such remarks when he toured the refugee camps at Zakho earlier. "I don't

know that I can give real or concrete guarantees of the type you're suggesting," he replied during his brief airport press conference. "I have heard the same comments today from a number of Kurds I have spoken to. And obviously they should be concerned..."

He did his best to reassure them. "It would not be in the interests of the government in Baghdad to return to this area in force or in an aggressive way which would threaten these people and cause them to fear for their lives again. The Iraqis should not doubt America's resolve." The United States was in no hurry to withdraw: "We want to make sure that there's a degree of security in the region before we remove our forces, as well as the coalition forces" - and US officers would consult the Kurdish leadership. But it would "not be too much longer before we are able to leave". The target date for withdrawal, although General Powell did not say so, is mid-June.

It was an intriguing address that the general gave. When an American reporter asked him if the

United States had really won the Gulf war - despite the massive oil fires in Kuwait, the ecological damage in the Gulf, Saudi Arabia's unwillingness to assist American security plans, the Kurdish catastrophe, and the deadlock in the Middle East "peace process" - General Powell reminded his audience that the invasion of Kuwait had been reversed and the emirate had now been restored to its legitimate government. "Our closest friends in this region are no longer threatened by the fourth largest army in the world." This was a victory, he said. The strategic situation in the region had entirely changed.

What has not changed is the continued presence of President Saddam in Baghdad, but that was a name General Powell would not mention. Scarcely four miles away, Iraqi Republican Guard troops were still manning the gates of one of the President's palaces, keeping the premises safe for his return.

■ BASRA - Typhoid fever, cholera and malnutrition are spreading in Iraq because of disruptions to the water supply and shortages of food, especially baby formula, international relief organisations say, **Reuter reports.**

UN sanctions are eroding health standards by preventing the import of enough anti-typhoid drugs, chlorine for water purification and basic foodstuffs, they say.

L'agonie kurde

Claude Sérillon a accompagné une mission humanitaire française sur la frontière iranienne. Affamés, malades, éperdus, près d'un million de réfugiés sont emportés dans une tragédie qui semble ne devoir jamais connaître de fin. Récit.

Les hommes ici se ressemblent. Ils ont une même manière de saluer, d'élargir par le bras et la main un appel, une demande, un remerciement. Ils entourent d'un même geste leur tête d'une longue écharpe tissée. Cette coiffe les identifie. Ils sont combattants, riches, commerçants, montagnards et pauvres, entassés à l'arrière de véhicules découverts où les taches de couleurs vives sont celles des sourires des enfants, des robes des femmes entr'aperçues sous leurs voiles à peine islamiques.

Ils n'ont jamais fait la guerre à personne. Juste une interminable guérilla en Turquie, en Irak et en Iran pour gagner le droit de vivre selon leurs usages, leurs coutumes, leurs libertés. D'un côté de la montagne comme de l'autre, versant iranien et versant irakien, ils attendent, accroupis, le camion qui va passer ou bien le suivant qui s'arrêtera. Ils guettent la fin du jour en surveillant les flammes sous la théière noircie, ils parlent, voix plus basse, murmure semblable à une répétition de sonorités, des exodes, des voyages précipités, des déplacements contraints, des tirs de mitrailleuses, des vols d'hélicoptères, des morts de la famille, du passage d'un pont au-dessus d'un torrent, des neiges qui bleussent les bras des nouveau-nés, des mines, des docteurs français arrivés le matin, des heures qu'il faut encore compter avant la distribution du pain, de ces pains que l'on attrape comme les poissons guettent les appâts, de ces paquets de pains trop mous ou trop secs, vite mangés avant les pommes, avec le fromage salé et qui vous humilient lorsqu'un étranger, un journaliste, vous regarde courir derrière le camion et saisir la nourriture avec la hargne et la vivacité d'un crève-la-faim. Puis ils prennent un morceau de sucre et le placent sur la langue, laissant le soin au thé de s'imprégner en passant d'une douceur bienvenue. Ils ne disent rien en observant les militaires iraniens arranger leur vie quotidienne avec un sens de la méthode et de l'efficacité rodé par des années de guerre. Leurs enfants sont pieds nus, leurs femmes usées avant d'avoir trente ans. Ils vont en couple, mais ne se touchent pas, sauf à s'aider pour grimper dans la benne d'un 4 X 4 de transit. Les vallées sont cachées, les maisons en pisé à toit plat et lisse, les fenêtres peintes en bleu, les parcelles cultivées fermées par des murets de pierre, les arbres frui-

tiers bien taillés, les animaux entretenus, les saisons très chaudes et les mois de froidure, les villages secrètement collés ici et là...

Bien sûr il y avait le portrait multiplié de l'imam défunt, celui de son successeur et, moins présent, celui du président Rafsandjani. Il ne manquait que les barbes et les tchadors, les pasdars et quelques slogans pour que nous reconstituions nos schémas : les « fous de Dieu », les gardiens de la Sainte Révolution... Ils ont existé et perdurent certainement dans des villes ou des quartiers de la capitale, mais ils se sont effacés devant l'urgence de la situation. Il est avéré que les Iraniens n'ont pas repoussé les Kurdes, qu'ils se sont efforcés d'ouvrir leurs frontières, si sanginairement acquises.

Il vivait à Kirkouk, en Irak, il connaissait Mulhouse, Bâle et Fribourg, il connaissait quelques dizaines de mots de français qu'il mélangeait avec un anglais rudimentaire. Dans le couloir de l'hôpital de Sar Dasht, presque trop soigné au regard des autres et suspect par sa capacité à s'exprimer en langues étrangères. Ainsi des Iraniens, employés de l'hôpital ou autorités de la ville, se rapprocheront-ils ostensiblement pendant l'entretien. Il ne voulait pas de caméra...

« Comprenez-moi, je veux rentrer en Irak, je ne veux rien dire ici, nous sommes les *guests* de l'Iran !... Je n'ai que ce que je porte ici, nous dormons dans une pièce à vingt-cinq... Ça va, ça va... mais c'est très cher ici pour manger... »

Il travaillait dans le textile. Il est allé en Europe apprendre quelques techniques. Il vivait bien dans sa maison jusqu'au jour où des éclats de bombe sont tombés dans son jardin. Il a eu peur. Avec sa famille il a payé pour monter dans un camion. Ils étaient vingt, trente, ou plus, avec des meubles, des vêtements, à rejoindre l'exode... « Sur la route il y avait des morts, des enfants surtout, des enfants qui venaient de naître. Et puis nous avons été mitraillés... un hélicoptère de l'armée... » Le camion s'est renversé, le chauffeur a été tué. Non, il n'a pas vu de bombe chimique, de gaz. Il a eu peur. Ils ont payé pour un mulet. Jusqu'à la frontière c'était à qui progresserait le plus vite dans la boue et les rafales de neige. On marche mal sur les routes de montagne face au vent glacé. Cet homme qui souffrait d'un genou déboîté allait repartir, soutenu par son fils, vers le fond du couloir de l'hôpital,

Quelques-uns viennent de si loin qu'ils ont oublié toute crainte

Chaque nuit, en silence, des couples repartent avec une vague boule de chiffons

vers le bloc chirurgical. Il hésitera un instant, puis : « J'aime tant la France, je voudrais revenir... Je voudrais des papiers pour votre pays.. » Très vite, il répond sur la guerre et sur l'Amérique. Le régime de Bagdad lui fait horreur, il craint tout de Saddam Hussein, mais il ne comprend pas Bush et les Etats-Unis... « A la radio nous écoutions les voix américaines nous encourager à la révolte, à la rébellion. Les tracts tombés du ciel nous donnaient l'espoir, ils nous promettaient tout. Les hommes à Kirkouk ont cru ces appels. Pourquoi nous avoir dit de libérer les villes, de sortir les fusils et les munitions ? Ça n'a duré que quelques heures... Pourquoi nous avoir lâchés ? » Je notais ses questions. Il attendait de moi et des Français, médecins ou infirmières, des réponses. J'ai alors pensé à cette phrase d'un jeune étudiant kurde rencontré à Urumiyeh... « nous avons l'habitude ». Ils intéressent les bonnes consciences à intervalles irréguliers. Ils mènent leurs batailles avec patience. ils s'emparent de villes de campagne comme Sar Dasht, en 1987, puis battent en retraite non sans laisser des cadavres. Le Kurdistan remplit des pages dans la nomenclature des problèmes posés à l'ONU. Au jour le jour, mois par mois, ce peuple s'effiloche et se reconstitue. Sous les tentes frappées du Croissant-Rouge, les familles gonflées de cousinages reforment de petits territoires d'un pays sans frontières.

L'horreur ? Quelle horreur ? Nous ne savions pas qu'ils étaient à ce point démunis, chassés, opprimés ? Nous ne connaissions pas la géographie des confins de l'Iran, de l'Irak et de l'URSS ? Nous ne savions pas qu'il leur était défendu de parler kurde et de lever les yeux sur les légitimes propriétaires des collines de céréales qu'ils entretenaient ? Nous ne savions pas qu'ils avaient des enfants ? Ces petits, photographiés, grelottants, ces bouts de bébés enfermés dans des linceuls avant d'être mis en terre. De toutes les façons « ils ont le même avenir que leurs pères », ajoute un traducteur, visiblement ému au passage des groupes qui descendent de la montagne vers la ville et les camps. Ils viennent de franchir la passe de Khasmaraj, un très étroit défilé. Sur le dos des hommes les plus invraisemblables objets personnels, seules richesses ou supposées telles. Des machines à coudre et des réfrigérateurs, des moteurs de hors-bord et une gazinière, des baluchons de vêtements, des théières et des berceaux. Les bienheureux passent dans le ronflement d'un moteur de tracteur. Ils tirent une automobile vide d'essence, pleine de deux vieillards, d'une jeune mère allaitant et de trois ou quatre enfants en âge de rire. La barrière de la frontière n'est qu'un immense bâton levé, abaissé, levé, abaissé. On les filme. Ils s'arrêtent. On les questionne. Ils ne comprennent pas. Des petits marchands iraniens ont habilement saisi l'intérêt supposé de cette transhumance humaine. Ils vendent très chers des savates en plastique, des paquets de cigarettes et des biscuits. Dans des cartons ouverts, la moindre nourriture vaut

le prix de la fatigue. Mais ces marchands à la sauvette, tolérés de chaque côté du camp, tentent le coup des derniers billets à soutirer aux cousins irakiens. On voudrait de la chaleur, du repos pour eux qui posent leurs biens pour une halte, la première en sécurité depuis leur fuite. Khasmaraj est un camp de fortune. Une improvisation de toiles et d'abris, l'armée veille avec une batterie de DCA. Là-bas il y a un hôpital et des lumières. Nul ne sait encore dans ces convois ce qu'est le camp de Sar Dasht. Quelle importance celui-ci ou un autre ? La remarque me sera faite par une jeune femme brune, Yora, devenue très vite interprète pour les besoins des médecins et des journalistes. Un foulard rouge sur la tête, les ongles peints de quelques jours, elle confie un peu ce qu'elle vient de vivre, le trajet depuis la frontière à pied avec ses sandales trouées et son manteau de ville, l'absence de son fiancé parti, croit-elle vers Bassorah ou peut-être le Koweït. Elle confirme les rumeurs sur l'existence de troupes de mercenaires au service de Saddam Hussein, pillant et emmenant des femmes vers des destinations inconnues. Elle raconte, et le groupe de curieux, silencieux, qui nous entoure, grossit dans l'allée principale de ce camp ceint de barbelés à hauteur de deux mètres.

Pourtant l'organisation sanitaire n'est pas absente de ce rassemblement de réfugiés placé au-dessus de la ville de Sar Dasht. Une sorte de dispensaire tente d'évaluer les dégâts, de parer aux premiers soins. Les cas les plus graves sont envoyés à l'hôpital. Les plus vaillants repartiront sans doute dans les camions vers Mahabad ou Urumiyeh plus bas dans la vallée. Ils faut « déconcentrer » les villages frontaliers ! C'est du moins ce qui apparaît des opérations menées par les autorités iraniennes. Ce sont les derniers arrivés, ceux qui sont restés en dehors du camp qui partent les premiers, ils ne rechignent pas, s'efforçant tout au plus à bien mettre avec eux, en grimpant, tous les effets, tous les objets conservés jusque-là. Une véritable ronde de poids lourds destinés en temps normal aux chantiers de la région d'Azerbaïdjan règle les embarquements. Ils sont gérés comme des marchandises à peine précieuses, mais trop nombreuses, beaucoup trop nombreuses ! Un million, un million cinq cent mille personnes sont ainsi entrées en Iran. Le chiffre est pratiquement invérifiable. L'Iran veut que l'on reconnaisse qu'elle a fourni le plus gros effort et cite des chiffres importants, pourtant les comptages aux passages (peu, très peu sont venus en voiture et la dispersion des familles restreint les possibilités statistiques) ont tendance à minorer l'afflux. Les réfugiés ne veulent rien dire de ces conditions-là... « Les Iraniens nous ont accueillis... c'est tout... je ne peux rien vous dire... j'espère rentrer... » Chargurana a une vingtaine d'années. Il a marché sept jours, a vu des hélicoptères tirer sur les fuyards. Son père, sa femme, son frère et ses enfants ont survécu... « Nous avons eu de la chan-

ce... beaucoup sont morts... » Combien de morts et de blessés sur le plateau de Marivan, dans les faubourgs de Sulaymaniyah ou bien avant la frontière de Piranshahr ?

Chargurana assure que beaucoup de Kurdes sont restés en Irak sur les hauts plateaux. Par peur des Iraniens ? Par peur de tout perdre ? Parce que c'est leur pays ? Par crainte des mines disposées par l'armée irakienne avant son retrait tactique ?

A Sar Dasht, comme dans d'autres villages plus petits, il ne faut pas seulement dénombrer les toiles de tente ou les véhicules, les tracteurs ou les taxis aux ailes peintes en orange venus de Bagdad, il faut aussi pousser les portes des maisons où s'entassent par dizaines des groupes familiaux avec grands-parents et nouveau-nés. Dans les mosquées, dans les écoles, dans toutes les salles disponibles, les responsables locaux, gouverneurs, police, armée, religieux ont permis le gîte, et pour le couvert, distribué du pain, des galettes de pain, des paquets de ces pains traditionnels fait à partir d'une boule battue, étirée, affinée et tendue sur un coussin de bois avant d'être collée aux parois d'un four rond, puis décollée quelques secondes plus tard. C'est la nourriture de base, presque exclusive, avec le thé, inépuisable.

Après huit années de guerre, les Iraniens hébergent sans arrière-pensée apparente ceux sur qui ils ont tiré, ceux aussi qui les ont eus dans leur ligne de mire. Dans les réfugiés, toutes les catégories sociales, tous les Kurdes se sont sentis menacés. Des médecins viennent ainsi proposer leurs services à l'hôpital de Sar Dasht. C'était un village d'environ vingt mille habitants et un hôpital de vingt-cinq lits. Aujourd'hui les besoins ont quadruplé. Aux blessures dues à la guerre se sont ajoutées celles résultant de la déshydratation, du froid et des marches forcées. Il n'y a pas de cris, rien de spectaculaire. Dans les couloirs, sur les lits, les pères et les mères se plient pour dormir en tenant la main d'un petit maintenu en vie sous perfusion. Chaque nuit, en silence, des couples repartent avec une vague boule de chiffons portée encore avec précaution. « Par centaines sans doute, ou même plus, des femmes ont fait des fausses couches en route... » Dans les rues menant à l'hôpital, des plastiques transparents sont tendus entre caniveaux béants et murs de pierres cimentées. On dort en dessous. Les réfugiés sont des clochards du tiers-monde, ils ne tendent pas la main et montrent même de la fierté à répéter qu'ils ne resteront pas là longtemps. Les Iraniens y font écho dès que la conversation se fait plus précise.

Trois heures après, quarante-cinq kilomètres plus haut, à flanc de montagne, près du village de Betush, le camp de Mergaseh rassemble cinq à six mille personnes. Sur la route très difficile, boueuse, nous avons croisé ceux qui descendaient, lents, tenaces, tenant par la main des enfants, supportant le poids d'un lourd ballot de farine. Ils ne s'arrêtent plus pour regarder les



Dessin d'Andrea Pedrazzini intitulé « Kurdistan ».

voitures. A la nuit, le meilleur des abris sera la bâtisse abritant les animaux. Les bras ballants, quelques-uns viennent de si loin qu'ils ont apparemment oublié toute crainte. A Mergaseh, les arrivants reçoivent une tente et des pains, ils peuvent avoir des couvertures et des biscuits. Sur les pentes douces de la montagne, ils se sentent protégés. Les militaires, le doigt sur la dé-tente, veillent sur le bon ordre des choses. Il fait très chaud l'après-midi, il gèle et grêle la nuit, dans des bruits confondus de tonnerre et de bombardements, de tirs de balles traçantes et de rafales de kalachnikov.

La guerre continue autour de Sulaymaniyah : les peshmergas encercleraient la ville où se trouvent des éléments d'une unité républicaine. Les tirs nocturnes sont trop irréguliers pour qu'on en détermine avec certitude la provenance. Les soldats iraniens ont ordre d'empêcher tous les mouvements, sauf en cas d'extrême urgence. Urgence, ce mot que l'on prononce en farsi et en français de la même façon. A peine étions-nous arrivés à Mergaseh, alors que des soldats et des réfugiés grattaient à la pelle le terrain autrefois cultivé pour permettre d'y dresser deux tentes

**Je
retournerai
chez moi
quand
Saddam
sera tué**

Au jour le jour, ce peuple s'effiloche et se reconstitue

blanches destinées aux consultations médicales, tout juste en avait-on fini avec une ou deux bonnes centaines de personnes venues pour des soins, et que l'on avait reconduites au lendemain, faute de médicaments et de matériel, qu'un jeune garçon muni d'une torche entre dans notre tente. Il nous fait comprendre qu'un homme est blessé. Par balles. En bas, il attend, il y a urgence. Nous le suivons vers un groupe de nouveaux réfugiés entassés sur une remorque. Le peshmerga saigne abondamment. Ce n'est pas grave... La balle n'a rien endommagé de sérieux, Jean-Paul, le chirurgien, fait un pansement rapide et leur fait comprendre de revenir demain... Le blessé s'est évanoui, ses compagnons paraissent déçus de ce minimum prodigué au blessé. Plus tard, les coups de feu reprendront. Dans ce désordre terrible, tout ressemble à un campement paisible ; un gradé iranien de l'académie militaire de Téhéran, un major à belle allure, presque jovial, toujours courtois, nous sert de chauffeur. C'est lui qui nous guide jusqu'à la frontière au-dessus de la rivière Zabel-Kuchak, au lieu-dit Glass. Le poste est gardé par des soldats nonchalants. La frontière est une corde tendue juste avant un pont de lattes tenues par des câbles. Sur la rive d'en face, des pesh-

mergas contrôlent les passages dans les deux sens. Ils saluent les militaires iraniens nous accompagnant comme des douaniers européens reconnaissant leurs collègues. Les armes des Kurdes sont restées sur la rive irakienne, et en abordant l'Iran ce sont les cassettes musicales interdites par la loi islamique qui vont rejoindre un stock incroyable de meubles et d'appareils ménagers, abandonnés là dans la fuite.

Nous sommes juste au-dessus du 16^e parallèle, et cette ligne théorique n'a aucune importance pour la résistance, l'ingérence, l'assistance mutuelle, la guerre ou la paix, les rives opposées sont également verdoyantes, également couvertes de campements provisoires. Le flux des réfugiés s'est stabilisé. Sur quelques kilomètres de superficie, plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont installées. Pour voir, dormir, se faire soigner, respirer librement... Il m'a salué d'un « bonjour » inattendu... Il avait travaillé à Dukan chez des Français, il est maintenant avec treize autres, femmes, enfants, adolescents, assis devant sa tente. A Martine, l'infirmière qui m'accompagne, il serre la main avec élégance, presque heureux d'être là, hors de danger, avec de quoi se nourrir pour l'instant et être soigné. Il dira très vite : « Je vais retourner

chez moi, je vais les laisser là le temps que Saddam soit tué, que les militaires soient partis. » Chez lui, comme chez tous les réfugiés que nous rencontrons, pas de hargne : ils savent leur passé et s'emploient à tenir, à ne pas abandonner. Au matin, deux longues files d'attente se forment près des tentes de Médecins sans frontières. Les bourrasques de grêlons n'y feront rien. Les femmes sont accroupies, enlaçant leurs enfants, les hommes à trois ou quatre mètres s'allongent parfois à même le sol trempé, en silence. Il leur importe peu de savoir si oui ou non la Communauté européenne donne de l'argent, si les Nations unies feront autant pour les préserver que pour autoriser la guerre, il leur importe peu d'être isolés, ici, à Mergaseh, puisqu'ils survivent. A moins de deux kilomètres, sur les contreforts de la route ravinée, un cimetière hérissé de pierres plates, une à l'avant, une plus petite à l'arrière, marque la fin brutale du chemin des enfants kurdes. Plusieurs tombes sont récentes, d'hier, d'avant-hier, elles dominent un champ planté de légumes allongé jusqu'aux maisons de Betush, collées au flanc de la montagne. Les arbres sont en fleur. La récolte de fruits sera bonne. A la belle saison les cousins kurdes repartiront peut-être.

Claude Sérillon

Pour seules amies, les montagnes

Avant que les Kurdes ne soient rangés, une nouvelle fois, au rayon des peuples meurtris, avec les Afghans, les Cambodgiens, les Soudanais... dont on parle de loin en loin.

Avant que les Occidentaux, plus prompts à sauver le pétronole du Koweït qu'à tirer de la boue des enfants qui meurent, n'oublie.

Avant que la mobilisation perpétuelle, humanitaire et télévisuelle, ne trouve une nouvelle bonne cause pour épancher notre mauvaise conscience, on peut écouter le récit de Rebar Amadi, trente-sept ans, kurde irakien, peshmerga, réfugié, exilé en France depuis deux mois. Il nous aidera à comprendre le prochain mas-

sacre ou le futur exode qui touchera son peuple dans deux mois, deux ans, vingt ans. Et nous pourrions dire que nous savions.

« Aujourd'hui, je n'ai pas pu regarder les informations à la télévision. Je n'ai plus le cœur à ça. Je sais ce que je vais voir : des milliers d'enfants en train de mourir dans les montagnes, et le monde entier qui assiste à cela sans rien faire.

C'est la fin du Ramadan. C'est un jour de fête pour tous les musulmans. Mais je n'ai pas le cœur à la fête alors que des milliers d'enfants musulmans sont en train de mourir.

J'ai vécu dans les camps de réfugiés kurdes en Turquie, à Hakkâri, Bitlis, Mouch, Mardin. Je sais que ce n'est pas une solution. Tout ce que la France, les Etats-Unis et les autres nations occidentales pourront donner, ça ne suffira jamais. Que peut-on donner à ceux qui ont tout perdu ? Et si les Kurdes entrent dans des camps, quand en sortiront-ils ?

Peut-être est-ce le destin des Kurdes de fuir toujours. Ma famille et moi-même n'avons fait que cela depuis 1975. Mon nom est Rebar Amadi, j'ai trente-sept ans, je suis originaire de la ville d'Amadiyah, qui se trouve près de la frontière nord de l'Irak avec la Turquie. J'y ai exercé ma profession : aide soignant.

En 1974, je suis devenu peshmerga* dans les rangs du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak dirigé par Mustafa Barzani. J'avais vingt ans et c'était l'époque de la « révolution kurde », le soulèvement des provinces kurdes d'Irak qui avaient établi une autonomie de fait.

En mars 1975, quand le chah d'Iran a signé l'accord d'Alger avec Saddam Hussein, sur le dos des Kurdes que les Iraniens avaient soutenus auparavant, notre mouvement a été condamné à l'échec.

Saddam Hussein nous avait accordé l'autonomie, mais c'était formel, et cette promesse n'a jamais été respectée. Il avait également proclamé l'amnistie pour les combattants kurdes, mais ce n'était qu'une ruse. En fait, les peshmergas qui rentraient chez eux ont été arrêtés les uns après les autres. Moi-même j'ai été détenu en 1976 par les hommes de la Sécurité et torturé pendant trois jours. Ils m'ont frappé sur le crâne (Rebar montre une cicatrice derrière son oreille gauche), j'ai eu un tympan percé et toutes les dents cassées. Depuis je porte un dentier (il l'ôte et le remet). Mais ils ne m'ont pas emprisonné.

J'avais repris mes études et en 1977 j'ai obtenu mon diplôme d'aide soignant, qui m'a permis de travailler à l'hôpital d'Amadiyah. Un an plus tard, j'ai épousé Nadjat, une cousine éloignée. Et encore un an après est née notre première fille, Jivan.

Au mois de septembre 1980, Saddam Hussein a lancé sa guerre contre l'Iran. J'ai été mobilisé et envoyé au front à Dezful. Quand j'ai vu cette boucherie, j'ai compris que je n'avais rien à faire là. Avec d'autres Kurdes, nous avons déserté dès notre première permission à Amadiyah, au bout de trois mois, et nous nous sommes réfugiés dans les montagnes. Une nouvelle fois, ma vie de peshmerga recommençait avec le Parti démocratique kurde d'Irak. Le kalachnikov à l'épaule et sur le dos un sac de paysan qui contenait un nécessaire médical d'urgence, j'ai participé à tous les combats pendant trois années. On menait des accrochages contre les soldats et les *jash* (c'est le mot pour « petit âne ». C'est ainsi qu'on appelle les milices kurdes sous les ordres du gouvernement irakien, qui combattent les peshmergas. Les *jash* se battent pour de l'argent).

Un proverbe de chez nous dit que les

Kurdes n'ont pas d'autres alliées que leurs montagnes. A bien des moments de ma vie, j'ai pu constater combien ce dicton était juste. Je n'étais pas malheureux. Nous vivions au contact de la nature et j'avais des responsabilités : je travaillais pour mon peuple, je combattais pour la liberté.

« Une poudre blanche tombait sans bruit dans la vallée »

En 1983, ma femme et les deux filles que nous avions déjà sont venues me rejoindre dans les montagnes. Nous avons vécu dans un village nommé Garaghou. A cause de mes activités, ma femme n'était plus en sécurité à Amadiyah. Même mes parents ont dû quitter la ville et se réfugier dans un autre village. Leur maison et tous leurs biens ont été confisqués.

C'est en 1988 que notre situation a basculé. En France, vous avez entendu parler des bombardements chimiques sur la ville de Halabja, qui ont eu lieu le 18 mars 1988. A cette époque, c'est tout le Kurdistan d'Irak qui a été bombardé avec des armes chimiques. Le 25 août 1988, je me trouvais tôt le matin près d'un village nommé Balité, dans les montagnes d'Amadiyah. J'ai vu alors huit avions militaires, des Sukkoi, partir dans différentes directions. Peu après, j'ai vu une poudre blanche tomber sans bruit plus bas dans la vallée. Je suis parti très rapidement pour rejoindre le village où se trouvait ma famille, mais ses habitants n'avaient rien vu. Un peu plus tard, des peshmergas sont venus me chercher. Dans quatre villages de la vallée – Douyiké, Djergerki, Bowarke-Kabe et Mergati – des gens étaient en train de mourir.

J'ai pris mon sac de secours et je suis parti avec eux. Ce que nous avons vu était affreux. Les villageois agonisaient dans les ruelles, sans pouvoir se relever. Leur teint était d'un blanc plombé et leurs yeux rougis pleuraient. Ils respiraient avec difficulté.

« Je n'ai plus revu ma fille depuis lors »

Avec l'équipe de secours, j'ai soigné cent dix-huit personnes, mais je ne pouvais pas faire grand-chose pour eux. Je n'avais que des collyres et un médicament, la Ventoline, pour améliorer la respiration. Mais cela ne servait à rien. Tout ce que nous pouvions faire c'était laver les gens et changer leurs vêtements. J'ai moi-même été atteint. J'ai contracté une maladie de peau sur les bras, le torse et le dos, j'en porte encore les traces.

De retour dans mon village, quelqu'un est venu annoncer que l'armée irakienne ratisait la région et que les gens fuyaient de tous les côtés. Nous aussi, il nous fallait partir au plus tôt vers la frontière turque. Tous les gens du village se sont mis en route et dans la confusion nous avons perdu notre fille Heyvan, qui avait sept ans. Nous avons pensé qu'elle était partie avec des connaissances en espérant nous retrouver plus tard.

Ce n'est que deux mois après que nous avons su ce qui s'était réellement passé. Heyvan s'était égarée et cachée pendant trois jours, par peur des soldats irakiens. Elle avait été recueillie par des peshmergas qui s'étaient arrangés avec des *jash* pour qu'ils la ramènent chez mes parents. Les *jash* sont des ânes, mais ils se rappellent parfois qu'ils sont kurdes. Plus tard ce sont eux qui m'ont fait parvenir une lettre m'expliquant tout cela. Je n'ai plus revu ma fille depuis lors.

Avec ma femme et les cinq autres enfants – dix ans pour l'aînée et à peine onze mois pour le plus jeune – nous avons marché toute la nuit. Le matin, nous nous sommes cachés : des avions nous survolaient. Les enfants étaient épuisés et ils avaient soif. Je suis parti seul vers une source qui se trouvait plus haut entre deux villages. En revenant j'ai entendu un bruit de canonade. Des obus tombaient à l'endroit où se trouvait ma famille. Quand le bruit a cessé, j'ai couru comme un fou. Ma fille aînée avait été touchée au ventre par un éclat d'obus. Elle me disait : « Je suis blessée, emmène les autres et laisse-moi. » Je lui ai répondu : « Ce n'est rien. Je vais te soigner et nous repartirons. » C'était une sale blessure. Je l'ai désinfectée, puis comprimée à l'aide d'un bandage et j'ai placé Jivan sur mon dos. Nous avons atteint un village abandonné, pris un peu de repos puis repris la route. L'hémorragie de Jivan continuait. Arrivés en bas de la montagne, nous avons eu une mauvaise surprise : l'armée irakienne se trouvait devant nous. Des obus pleuvaient de tous côtés. Ma fille pleurait et me disait en s'arrachant les cheveux : « Laisse-moi et emmène mes frères et sœurs. » Je lui répondais : « Ne t'inquiète pas, on va bientôt passer la frontière. » Je n'y croyais pas beaucoup, parce que je ne retrouvais plus le chemin, quand un groupe de sept ou huit peshmergas est apparu. Ils étaient de la région et ils se sont proposés pour nous aider à passer en Turquie. Nous sommes repartis. A un moment j'ai senti un choc contre mon épaule : c'était la tête de ma fille, elle s'était évanouie. Je savais qu'elle allait mourir mais je ne pouvais pas l'abandonner. Elle est revenue à elle et elle a dit

d'une voix très faible : « J'ai vu mon grand-père et ma sœur Heyvan. » Elle a regardé sa mère et puis c'était fini.

Nous pleurons tous, les peshmergas aussi. Ma femme voulait laver le corps de Jivan selon la coutume kurde, avant de l'enterrer. Mais je lui ai dit : « Non, on ne la lavera pas, c'est une martyre. » Puis les peshmergas nous ont dit : « Laisse, on va s'occuper de l'enterrement de ta fille. Mais pars, sauve ta femme et tes autres enfants. » Ma femme ne voulait pas, ils ont insisté à cause du danger et nous sommes partis. Les enfants ne pouvaient plus marcher. Près du village de Sarni, nous avons heureusement croisé un autre groupe de peshmergas. Ils nous ont fait passer la frontière en portant chacun un enfant. J'ai moi-même porté ma femme sur le dos pour passer le dernier col, elle était incapable de marcher. A la frontière, des soldats turcs attendaient les réfugiés pour les conduire dans les camps. »

Des camps de réfugiés, Rebar et sa famille en connaîtront plusieurs. « Finalement on nous a amenés au plus grand des camps de réfugiés kurdes en Turquie, celui de Mardin qui rassemblait quinze mille personnes. Nous étions enfermés là avec l'interdiction de sortir. Nous ne pouvions pas aller travailler dans la ville. Les conditions de vie étaient dures : - 15° en hiver, + 35° en été, pas d'endroit pour nous laver, et les gendarmes qui gardaient le camp étaient particulièrement brutaux. Vous savez bien comment le gouvernement turc traite les Kurdes. Mais le pis, c'est que, même placés là, nous n'étions pas à l'abri des menées des Irakiens. Les Moukhabarat, les services secrets irakiens, s'étaient mis d'accord avec les autorités turques de Mardin pour renvoyer les réfugiés en Irak. Comme cela n'avait pas marché avec les menaces et les mauvais traitements, ils trouvèrent un autre moyen en empoisonnant le pain qu'on nous distribuait. Plus de deux mille personnes ont été contaminées. Elles étaient prises de maux d'estomac violents et de vomissements. Parmi elles, six sont mortes et plusieurs femmes enceintes ont fait des fausses couches. Nadjat, ma femme, a ainsi perdu un enfant au cinquième mois de sa grossesse.

Moi, je soignais les malades, mais clandestinement parce que c'était interdit par les autorités du camp. Je surveillais la qualité du pain en le renflant au moment des distributions. La méthode n'était pas

très sûre : moi-même je suis tombé malade après avoir mangé du pain empoisonné. On m'a envoyé à l'hôpital de Mardin où un médecin m'a dit : « Vous mentez, il n'y a pas de cas d'empoisonnement ici. » Et ils m'ont jeté dehors.

Pour en avoir le cœur net, nous avons effectué clandestinement des prises de sang et des prélèvements d'urine et de salive sur les réfugiés contaminés. Grâce à des contacts extérieurs, nous avons pu envoyer ces échantillons à des laboratoires en Suède et en Allemagne, qui ont conclu à l'empoisonnement.

« Nous aimerions vivre comme des êtres humains »

A la suite de ces événements, nous avons fait circuler une pétition dans le camp et nous l'avons envoyée à des personnalités en Europe. Cela a incité Danielle Mitterrand à venir nous rendre visite au camp de Mardin, malgré la mauvaise volonté du gouvernement turc. Elle s'est engagée à faire venir en France six cents personnes du camp, par groupes successifs de cinq familles. Nous lui devons d'être ici et nous lui en sommes reconnaissants.

Cela fait deux mois que je suis à Piriac, et bientôt nous partirons pour une autre localité de France. Mon grand problème actuellement c'est d'apprendre le français et de comprendre les coutumes et la vie quotidienne de ce pays. Mais cela n'est rien à côté des souffrances qu'endurent les Kurdes. Ma fille Heyvan doit se trouver dans le flot de réfugiés, avec mes parents. Du moins, il y a de fortes chances pour cela : nous avons appris que tous les habitants du village où ils vivaient se trouvent maintenant à la frontière et que seulement deux personnes sont mortes sur le chemin. Tant que nous n'aurons pas de nouvelles plus sûres, nous vivons dans l'espoir et dans l'angoisse.

Nous aimerions vivre comme des êtres humains. Dieu ne nous a pas créés pour être tués ou exilés, mais pour vivre en paix avec les autres et en harmonie avec la nature. Le rêve des Kurdes, c'est de pouvoir, un jour, vivre en paix dans leur pays. »

Propos recueillis par
Jean-Philippe von Gastrow

* Nom signifiant littéralement en kurde « ceux qui vont au-devant de la mort ». Désigne les partisans, les guérilleros des mouvements armés kurdes.

Au bord de l'océan, le Kurdistan

Ils sont assis dans le hall du village de vacances, à côté du billard américain. Les hommes, peau brune et moustaches fournies, plaisantent en fumant cigarette sur cigarette. Quelques-uns sont vêtus de leur costume traditionnel, amples pantalons kaki resserrés aux genoux, larges ceintures tissées de coton, turbans aux motifs géométriques drapés sur leur tête. Plus loin, le groupe des femmes. Elles portent de longues robes aux couleurs profondes, mauves, bleues, amarante, et des voiles, des châles brodés. Ils parlent une langue étrange aux sonorités gutturales, éclatantes et chuintées.

Avec eux, on est ailleurs. Loin de Piriac-sur-Mer, loin de ce petit coin de Loire-Atlantique au bord de l'océan, loin des îles, des phares et des cormorans. On est quelque part au milieu des montagnes arides, parsemées de chênes étiés, dans un village de pisé aux toits plats, étagement de terrasses dans la poussière. Avec ces kyrielles d'enfants turbulents qui les accompagnent - cinq, huit ou dix par famille -, ceux qui dorment dans le ventre des jeunes mères - toutes sont enceintes -, c'est un morceau de Kurdistan irakien qui se trouve planté sur la côte bretonne.

Drôles de touristes forcés ! C'est ici qu'ils découvrent leur nouvelle terre d'accueil, sa langue difficile et ses coutumes, sa cuisine, bizarres. Trois mois de cours pour les hommes comme pour les femmes et puis chaque famille est acheminée vers une nouvelle destination. Une ville où des associations et des travailleurs sociaux l'aideront à s'acclimater. Ce matin, deux familles partent pour Albi, deux autres s'établiront à Angoulême. Au milieu des pleurs et des embrassades, Hadji est ému, mais il veut faire preuve de sang-froid : « Nous ne sommes plus à un départ près. Déjà chez nous au Kurdistan, nous avons dû quitter sept ou huit fois nos villages pour échapper aux bombardements de l'armée irakienne », explique-t-il, lui qui était berger et qui espérait trouver un emploi de jardinier.

Réfugiés, ils viennent du camp de Mardin, en Turquie. Ils s'y trouvaient depuis 1988, après avoir fui les attaques à l'arme chimique menées par l'armée de Saddam Hussein contre leurs villages, dans la région de Badinan, proche de la frontière turque.

Après le journal télévisé, les deux cabines téléphoniques sont prises d'assaut pour essayer d'établir une hypothétique communication avec les camps de la région de Tchoukourdja, en Turquie. Tentatives le plus souvent infructueuses. La ligne est occupée, bloquée par les innombrables appels d'autres familles kurdes.

Ce soir-là pourtant, des visages rayonnent de joie autour de la cabine. Abou Chouwan est en train de parler avec un des amis de son village, là-bas, dans ce camp à plus de 3 000 km. Son fils est sain et sauf, venu avec la famille de son frère. Il obtient également des nouvelles d'un fils de son ami Zouber, qui écoute à ses côtés. Ce soir-là, deux familles ont cessé de vivre dans l'angoisse.

J.-P. G.

Jalal Talabani

Líder kurdo iraquí

En el vértice de una pequeña colina en la pequeña y destruida ciudad de Mawat, cercana a la frontera del Kurdistán iraquí, hay una escuela que sirve ahora de cuartel general para el líder guerrillero kurdo, Jalal Talabani. Rodeado por su hombres y escoltas, Talabani espera, como otros dirigentes kurdos, el resultado de las negociaciones con Bagdad.

“Lo más importante ahora es la democracia en Irak”

LEENA REIKKO, Mawat (Turquía)
“Lo más importante en estos momentos es la democracia en Irak. Bagdad ha aceptado separar al partido Baaz del Estado y establecer un sistema pluripartidista, libertad de expresión y celebración de elecciones libres. Después de la implantación de la democracia real en Irak, lo más importante para los kurdos es tener una autonomía auténtica, lo que significa que las áreas que el Gobierno iraquí separó a la fuerza de Kurdistán volverán a ser parte del mismo”, dice Talabani, quien encabezó la primera delegación kurda que negoció con Sadam Husein después de la sublevación consiguiente a la guerra del Golfo.

Oportunidad de oro

Talabani es optimista respecto a las negociaciones con Bagdad, porque con el contacto con Sadam los dirigentes kurdos tienen una oportunidad de oro para conseguir la autonomía que han perseguido de forma sangrienta durante tres décadas. Talabani dice que ha oído a fuentes occidentales decir que cuando la situación se normalice en Irak, Sadam será destituido y el Gobierno que le sustituya respetará el acuerdo que se está negociando entre los kurdos y las autoridades iraquíes.

“Sadam Husein”, añade el dirigente kurdo, “ha querido conversar con nosotros en estos momentos porque es suní, como nosotros, y tiene aversión a los shiíes. Esto es muy importante. Nosotros le disgustamos tanto como él a nosotros, pero se ha

visto forzado a negociar con nosotros. Ambas partes estamos cansadas y necesitamos la paz. Sadam ha dicho en algunas ocasiones que ‘si los kurdos hubiesen combatido a nuestro lado contra Irán, la guerra habría durado ocho días en lugar de ocho años’. No se trata aquí de creer o no en sus palabras, sino de saber que los propios hechos le han obligado a cambiar de postura”.

Uno de los mayores obstáculos que se presentan en la negociación es saber si la rica ciudad petrolera de Kirkuk formará parte de la autonomía kurda. El propio Talabani procede de Kirkuk, donde su familia vivió durante décadas, de modo que para él Kirkuk forma parte de la nación kurda.

“Estamos dispuestos a entregar parte de la producción de petróleo al Gobierno central, pero desde el momento que nosotros queremos formar parte del presupuesto iraquí, también queremos que el dinero que produzcamos sea reinvertido para la reconstrucción del Kurdistán”, agrega Talabani.

A poco que se viaje por el maravilloso y montañoso Kurdistán iraquí, se percibe la destrucción. Muchas ciudades fueron víctimas de la dinamita durante el plan de despoblación de Sadam durante los ochenta. Mucha gente se trasladó entonces a lo que ellos mismos llaman *campos de concentración o prisiones*. Ahora, decenas de miles de ellos han comenzado la vuelta a casa deseosos de hacer habitables sus viajes hogares.

“También las garantías internacionales para nuestra autono-

mía son importantes, porque tenemos malas experiencias del pasado. Nos preocupa que el Gobierno central sea fuerte de nuevo e, igualmente, recupere su poder el Ejército”, dice Talabani.

Con 57 años, Talabani dirige el mayor partido kurdo, la Unión Patriótica de Kurdistán, desde mediados de los setenta y su actividad política la comenzó desde niño. Ahora puede ser que los kurdos de Irak, Irán, Turquía, Siria y la URSS sueñen con un Estado independiente, pero Talabani no cree que por ahora ese sueño puede ser realidad.

Independencia imposible

“Si usted me pregunta si es posible que haya un Estado independiente kurdo ahora mismo, le contestaría que no. Hemos estado perseguidos por árabes, persas y turcos y nadie dijo nada para modificar las fronteras de Oriente Próximo. Es por ello que negociamos con cualquiera y hemos aceptado la autonomía dentro de Irak. El problema kurdo no se puede resolver hasta que no haya democracia en Oriente Próximo. Creo que el oleaje de democracia y respeto a los derechos humanos que recorre del mundo llegará a esta zona”, añade Talabani.

“A veces me sorprende, e incluso me quedo atónito, cuando escucho a algunos periodistas decir que el alzamiento kurdo ha sido aplastado, porque eso no es verdad. Las zonas liberadas ahora mismo por los *peshmergas* son mayores que las conquistadas en 1974, cuando nuestra revolución estaba más fuerte. Amplias zonas de las provincias de Kirkuk, Suleimaniya y Erbil están en nuestras manos”.

Según Talabani, más de 100.000 soldados iraquíes fueron desarmados durante la reciente sublevación, y ahora los *peshmergas* disponen del armamento soviético incautado.

Talabani está sinceramente agradecido a las fuerzas aliadas por su apoyo y la esperanza dada a los refugiados kurdos. Pero no cree que tales fuerzas se queden en Kurdistán sino el tiempo necesario, y especifica que, después de décadas, por primera vez los norteamericanos y europeos han llevado a cabo una acción humanitaria y de protección a civiles inocentes. Sin embargo, le quedan resquemores hacia la política de EE UU.

Témoignage

Une Alsacienne dans un camp de réfugiés

Cinq semaines au Kurdistan...

«Des gamines emmaillottées comme de petites momies, dénutries, déshydratées. Comme si elles sortaient d'un camp de concentration...» C'est la vision choc de Patricia Nicolas-Klenck, une infirmière alsacienne de 30 ans, volontaire détachée de l'hôpital des armées Baur de Colmar et tout juste rentrée chez ses parents à Illzach, dans la banlieue de Mulhouse, dans la nuit de jeudi à vendredi, après un séjour de cinq semaines dans un camp d'aide médicale avancée installée au fin fond du Kurdistan irakien.

Patricia est ... «MITHA» — c'est à dire militaire infirmière et technicien des hôpitaux des armées — et assimilée adjudant-chef quand elle reçoit le 19 avril un appel pour une mission humanitaire: Il s'agit de participer à une opération de «désengorgement d'une poche de près de 40 000 réfugiés kurdes» ayant fui dans les montagnes les représailles de la garde prétorienne de Saddam Hussein.

Patricia n'hésite pas une se-

conde. Déjà «d'alerte» dans le cadre de l'opération Daguët, en un week-end, Patricia, qui n'attend que de sortir de la routine, a bouclé son paquetage. Direction la base américaine d'Inçirlik, en Turquie. Et puis «deux jours et deux nuits en TRM (ces gros camions de l'armée française) sur des routes à peine déminées, pour rallier Karsrock, au cœur d'une vallée encaissée à 1 000 m d'altitude aux confins de l'Irak et de la Turquie.»

Scorpions, mygales... et «peschmergas»

Une fois le pied à terre, pas le temps de souffler. «Toute l'équipe du camp a dû monter les tentes d'accueil et de l'hôpital par une chaleur accablante de + 40°, alors que la nuit, ça descend à - 5°. Les Kurdes ont afflué de partout: Des consultations à tour de bras, jusqu'à 200 personnes jour et nuit.»

«Ils sont habitués à la vie des montagnes, les Kurdes;

mais on a eu à traiter toutes sortes de maladies. Des cas de typhoïde, d'hépatite chez les adultes, et des enfants en bas âge qui faisaient peur à voir, qui s'accrochaient à votre veste comme à la vie...», se souvient Patricia. La seule Alsacienne de l'équipe composée de six infirmières, quatorze infirmiers, un réanimateur et un médecin-capitaine, une femme, tous sous les ordres



Patricia Nicolas-Klenck: 200 consultations jour et nuit. (Photo DNA)

d'un colonel.

Pour Patricia et ses collègues du service de santé des armées, protégés par deux régiments de paras de Montauban et Carcassonne, «les dix premiers jours furent les plus durs. Pas de courrier avec la France, des rations genre «boîtes de singe...» «L'intendance avait suivi avec retard, mais pas pour les médicaments, ni pour les vêtements. Pour comprendre les Kurdes, pendant une bonne semaine sans traducteur, il fallait se faire expliquer les symptômes

par... des dessins, des mimiques!»

«On vivait comme eux, et face à leur dénuement, nos petits soucis de douches ou autres, n'existaient plus; on donnait nos lits aux malades si nécessaire», confie Patricia, qui soignait dans un environnement de scorpions, de mygales et de serpents, sous le regard des «peschmergas» (résistants kurdes) méfiants, et dans la crainte des mines et armes chimiques.

La poche de Kurdes s'est vidée vers la quatrième semaine: «Il y a eu un déclic chez eux, ils ont senti que le danger «Saddam» était passé: ils pouvaient réintégrer leurs villages.»

Pour toute l'équipe de l'«AMA» (Aide médicale avancée), la mission était accomplie ou presque... car «des gens arrivaient même de Bagdad pour chercher aliment et réconfort.»

Fatiguée par cette première expérience sur le terrain, Patricia aspire à cette semaine de «perm» que son médecin en chef général de Colmar vient de lui accorder. En attendant de revoir son mari, sergent dans les transmissions sur l'archipel de Mururoa, Pacifique.

Patrick BOGHOSSIAN

DROITS DE L'HOMME

Une expo pour les Kurdes

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples rappelle en mairie les souffrances de ce peuple

Pendant une semaine, le MRAP organise une exposition sur le peuple kurde qui fait suite à celle réalisée en mars 1990.

Reportée en février en raison des événements du Golfe, cette exposition n'est plus intitulée «Les Kurdes encore une fois oubliés de l'Histoire» mais «Ne les oublions plus». Située dans le hall de la mairie, elle retrace l'histoire tragique de ce peuple. La compilation de différents articles de presse met l'accent sur son sort dramatique reconnu par tous mais laissé

dans l'oubli jusqu'en avril dernier. Génocides chimiques, exécutions, tortures morales et physiques ne sont pas les seuls maux dont est victime le peuple kurde. Sa culture, sa langue, ses droits civiques et civils sont supprimés. L'exposition d'êtres humains, comme celui au travail.

A Bollène, le MRAP est très attaché aux Kurdes en raison notamment de la forte communauté qui y est domiciliée. Bernard James, adjoint au maire, délégué à

la Culture, regrette que les problèmes des Kurdes soient oubliés depuis les événements catastrophiques du Bangladesh.

fait référence à tous ces aspects du problème.

Lors de l'inauguration, Georges Sartour, trésorier du MRAP, interrogea lui-même l'assistance sur le devenir des Kurdes et la situation critique dans laquelle ils demeurent. Il a demandé la légalisation des écoles kurdes, la reconnaissance des droits politiques et

ER

17.30



La montagne : refuge ou piège?

LES KURDES UN PEUPLE SACRIFIÉ

Après la prise de conscience collective, mais bien tardive, du problème Kurde, le magazine *Montagne* a consacré un reportage à l'exode de ce peuple sacrifié sur l'autel des manipulations politiques et diplomatiques. Difficile de comprendre pourquoi les Kurdes sont aujourd'hui les malheureuses victimes d'une extermination en règle sans faire un peu d'histoire. Isolé géographiquement du reste du Moyen-Orient, ce peuple s'est toujours opposé aux dominations étrangères. Les insurrections provoquées par les tentatives d'intégration de l'Empire ottoman et de la Perse amènent la création de plusieurs principautés kurdes, dites indépendantes. Aujourd'hui, les Kurdes sont répartis entre la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak. Mais dans ce dernier pays, ils vivent en état de guerre permanent depuis trente ans. A la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes décidèrent de se réfugier dans les montagnes turques pour fuir un génocide qui avait fait déjà plus de 5 000 victimes en 1988. Mais, bien qu'ils soient d'origine montagnarde, ils supportent mal les mauvaises conditions de cette vie à 2 000 m d'altitude. La montagne se referme sur eux comme un piège avec le froid, la faim, la maladie. De plus, la Turquie refuse d'appliquer aux Kurdes la convention internationale concernant les réfugiés. Les U.S.A. et la Communauté européenne, qui ont enfin réalisé l'ampleur de la tragédie, ne peuvent intervenir efficacement. La distribution de vivres et de tentes est difficile. On les incite alors à regagner la plaine, mais les Kurdes réalisent qu'ils ont été piégés, une fois de plus. Lors de la constitution de la République irakienne, l'autonomie des kurdes fut reconnue, mais jamais appliquée.

Annie Grandjanin

TELE K7 juin 1991

Les Kurdes veulent garder les alliés

Protestant contre l'éventuel retrait américain d'Irak, des Kurdes ont attaqué la préfecture de Dohouk. Six morts.

Six personnes, dont deux membres du parti Baas irakien, ont été tuées, et une dizaine d'autres blessées, dimanche après-midi, dans la ville de Dohouk, au nord de l'Irak, lors de l'attaque d'un bureau du parti au pouvoir et de la préfecture de la ville.

C'est ce qu'a révélé hier une source militaire américaine, selon laquelle le calme est ensuite revenu dans la cité, qui est toutefois passée sous contrôle de « forces kurdes ». Dohouk aurait ainsi été évacué totalement par les policiers et fonctionnaires irakiens, y compris le préfet, qui s'y trouvaient encore dans le cadre de l'accord passé avec l'ONU et les forces alliées.

Selon la même source, citée par les agences à partir de Zakho, dans la zone contrôlée par les Occidentaux, le groupe qui a participé à cette attaque, estimé à un millier de personnes, protestait contre l'éventualité de l'évacuation du nord de l'Irak par les forces alliées. Les manifestants auraient saccagé la préfecture et brûlé des véhicules et des dossiers officiels. Le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes américain, avait en effet déclaré, jeudi dernier, que les soldats de la

coalition « pourraient quitter la région plus tôt que prévu ».

Plusieurs incidents ont eu lieu ces derniers jours dans les localités du nord de l'Irak pour des raisons similaires, à Zakho notamment, où une cinquantaine de manifestants se sont attaqués, également dimanche soir, au commissariat de police. Mais c'est la première fois que de telles manifestations font des victimes.

Par ailleurs, selon la radio américaine National Public Radio, le scientifique en charge du programme nucléaire irakien a fait défection et se serait rendu le mois dernier à un poste de contrôle de marines, à Dahouk. Cet Irakien, qui possède des informations très complètes sur les capacités nucléaires de Bagdad, aurait révélé que de nombreuses installations avaient été épargnées par les bombardements américains. Elles étaient soit trop bien protégées, soit placées sur des sites non localisés par les stratèges américains. Ce physicien a fait défection, accompagné de sa femme, de son frère et d'un ami, affirme la radio, qui cite des sources dans le renseignement militaire.

Avec AFP, et FS à Washington

Libération 4 juin 1991

Journée kurde réussie !

DEPECHE DU MIDI 4 juin 1991

Le comité pour la paix de Plaisance-La Salvétat a bien fait les choses lors de la journée d'information, d'exposition et de spectacle autour du problème kurde. Colette Louis et Dominique Liot ont mené à bien cette manifestation qui a vu défiler près de deux cents personnes dont plus d'une soixantaine de Kurdes de diverses origines. *Il nous manque un pays. Si, au Proche-Orient, la démocratie pouvait s'installer, ce serait bien. Je vous salue au nom de tout le peuple, je représente le comité de Paris. Je remercie Dominique au nom de tous les miens.*

L'un des organisateurs de la manifestation souligne : *Nous avions dit au départ que la guerre ne réglerait rien et le droit international n'a pas résolu les problèmes de démocratie. La répression existe toujours en Irak, en Turquie, en Syrie.*

Selon l'un des intervenants : *La femme kurde est dévoilée et très respectée par la famille, elle joue un rôle important dans la lutte clandestine. Les ressources naturelles du Kurdistan sont le pétrole, le fer, le phosphate, l'argent, l'or et le cuivre. Parmi*

les ressources engendrées par l'activité humaine, on note les céréales, le riz, le coton, la canne à sucre et les fruits. De nombreux élus sont venus se rendre compte et s'informer de la situation : *Le comité tient à remercier la municipalité pour la mise à disposition des salles et du matériel.*

Par ailleurs, lors du dernier conseil municipal, Louis Escoula a demandé au conseil de soutenir la résolution 688 de l'ONU et d'attribuer une subvention de 500 F à SOS Kurdes. *Le conseil municipal tient à faire part de sa solidarité avec ces populations, une fois encore plongées dans le malheur, et soutient la résolution 688, adoptée par les Nations-Unies à l'initiative du gouvernement français, ainsi que les mesures d'aide mises en place par la communauté internationale.*

Dominique Liot, l'un des principaux animateurs, conclut : *L'activité du comité ne s'arrête pas là. Elle continue avec le refus des expulsions des demandeurs d'asile déboutés (dont de nombreux Kurdes).*

Ch. M.

KURDES : LE PRIX DU CYNISME

La tragédie kurde n'a pas commencé avec la guerre du Golfe.

Le récit d'un siècle de diaspora

Le cynisme de la *realpolitik* a fait des Kurdes les principales victimes de la *pax americana*, qui se voulait juste et humaine. Mais l'exode des Kurdes en mars 1991, sans doute l'une des plus grandes tragédies humaines, est loin de constituer l'unique épreuve que ce peuple a subie au cours du XX^e siècle.

Dans leur zèle à combiner une apparence de justice et leurs intérêts coloniaux au Proche-Orient, région mosaïque par excellence, les Alliés reconnaissent en 1920, par le traité de Sèvres, le principe d'auto-détermination pour les Kurdes. Le Kurdistan qu'ils projetaient devait englober une partie des territoires actuels de la Turquie. Officiellement neutre pendant la Grande Guerre, la Perse, soutenue par les Anglais, continuait cependant de contrôler une partie des régions kurdes. La Grande-Bretagne, puissance mandataire en Irak, faisait preuve de pragmatisme étatique, rattachait le Kurdistan du Sud à l'Etat nouvellement créé afin de le rendre viable en lui fournissant des ressources pétrolières et agricoles. La France, finalement, se montra intraitable sur les enclaves kurdes qui se trouvent actuellement en Syrie.

Mustafa Kemal, général de l'armée ottomane, refusa le partage de la Turquie prévu par le traité de Sèvres. Les Kurdes, mus par des intérêts tribaux et charmés par les promesses de fraternité de Kemal, acceptent de combattre les « infidèles ». Grâce en grande partie à l'aide des Kurdes, Mustafa Kemal parvint, en 1923, à s'imposer comme le nouveau maître de Turquie et à remplacer le traité de Sèvres par celui de Lausanne, garantissant les frontières des états. Ainsi, les Kurdes furent partagés entre plusieurs États et un statu quo les excluant de la scène régionale s'établit.

L'heure est, dès lors et pour longtemps, à une opposition souvent fa-

rouche des Kurdes contre les pouvoirs centraux. Cette opposition n'est pas toujours de nature nationaliste. Elle regroupe aussi une résistance tribale et confrérique et n'exclut pas nécessairement la collaboration de certains secteurs de la société avec l'État.

En Turquie, les Kurdes, alliés de Mustafa Kemal, voient après la victoire de celui-ci toutes leurs revendications rejetées et leur langue interdite. On compte pas moins de seize révoltes en quinze ans de règne de l'orgueilleux Mustafa Kemal (mort en 1938), qui voulait rendre la Turquie ethniquement homogène. L'armée turque est obligée, à trois reprises, en 1925, 1930 et 1936, de mobiliser plus de 50 000 soldats et des forces aériennes colossales pour pacifier le Kurdistan ; elle impose à la région une administration militaire. En Iran, la révolte de Simko dure près d'une décennie avant de se terminer, en 1930, par l'assassinat de ce chef tribal. En Irak, la révolte kurde contre les Britanniques fait rage sous le leadership du Berzenoi d'abord, puis Barzani tout au long des années vingt et trente. Les Royal Air Forces bombardent les villes kurdes pour écraser la révolte. En Syrie, plusieurs agitations kurdes sont neutralisées par les Français, qui craignent en outre de voir les Kurdes syriens participer aux révoltes de leurs frères de Turquie.

Les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale, marquées par la décolonisation et le renforcement des États centraux, sont aussi celles des espoirs déçus d'une démocratisation et d'un règlement pacifique du problème kurde. En Iran, une république kurde éphémère, soutenue par Moscou, est créée en 1946 ; mais elle est abandonnée à son sort, la même année, par Staline, à la suite d'accords économiques avec le shah. Plus de trente ans après, les Kurdes iraniens tenteront de mettre à profit l'espoir de démocratisation qui suit la révolution de 1979. Mais la dérive isla-

mique les oblige bientôt à entrer en clandestinité et à mener une lutte sanglante contre le régime khomeyniste. Le nombre de victimes de cette guerre s'évalue à plusieurs dizaines de milliers. Les négociations qu'ils entament avec le régime de Téhéran seront brutalement arrêtées en 1989, avec l'assassinat du Dr Ghassemlou, chef du Parti démocratique du Kurdistan iranien, par les « émissaires » de Téhéran. Les revendications des Kurdes en Turquie, aussi modestes soient-elles, reçoivent une fin de non-recevoir de la part des doctrinaires kémalistes d'Ankara ; elles se radicalisent au fil des coups d'État, pour donner finalement naissance à une lutte de guérilla particulièrement coûteuse (2 500 morts depuis 1984). Les récentes ouvertures du président Özal, consistant à libérer l'usage oral de la langue kurde, sont loin de mettre un terme à l'état d'urgence qui règne dans la région kurde. La Syrie, l'un des États de barbarie, comme la définissait Michel Seurat, parvient à intégrer les Kurdes dans le jeu communautaire du Baath, qui est celui du pouvoir et à déplacer le problème ailleurs, vers la Turquie et vers l'Irak. En Irak, un autre État de barbarie de la région, les Kurdes connaissent un éphémère printemps après la révolution de 1958, vite étouffée cependant par le politique nationaliste de Bagdad. La révolte qui éclate en 1961, sous le leadership du légendaire mollah Barzani, contraint le Baath au pouvoir à signer un accord en 1971. Mais cet accord, prévoyant l'établissement d'une autonomie dans les régions kurdes, n'est pas mis en application par Saddam. La révolte recommence en 1974 ; écrasée en 1975 à la suite des accords d'Alger signés entre Saddam et le shah, elle se rallume en 1976. Mais elle doit faire face cette fois-ci à la dérive totalitaire et mégalomane de Saddam, résolu à réduire toute opposition kurde à néant. La guerre entre l'Irak et l'Iran et surtout la signature du cessez-le-feu lui donnent l'occasion tant attendue pour en finir avec le « problème kurde » : la destruction massive des villages kurdes et l'utilisation des armes chimiques à Halabja et dans la région de Bahdinan.

La fin de la guerre du Golfe, la deuxième en dix ans, rallume l'espoir chez les Kurdes, qui, forts des vagues promesses des Alliés, se révoltent dans plusieurs villes. Encore une fois, c'est la raison d'État qui gagnera, et pour sauvegarder l'unité du pays, la communauté internationale laisse à Saddam toute latitude d'agir pour écraser la révolte dans le sang. Une donnée que tant de calculs cyniques n'avaient pas envisagée bouleverse toutefois la conscience universelle : l'exode de plus de la moitié d'une population, qui signifie pas moins qu'un plébiscite perdu pour le maître de Bagdad. La tragédie de ces millions d'hommes transforme la victoire militaire des alliés contre Saddam en un véritable déficit éthique.

Hamit Bozarslan

'A Kinder, Gentler Quagmire'

In Kurdistan, too many refugees are coming back



PHOTOS BY PASCAL LE SEGRETAİN-SYGMA

In the security zone: Clean water and sanitation are critical problems in the camps

Tent City was built as a model camp for Kurdish refugees returning to northern Iraq. Barely a month old, it is becoming grossly overcrowded, and its 60,000 new residents are getting restless. When the United Nations flag was raised at the camp for the first time last week, the Kurds boycotted the ceremony. Instead they staged a demonstration, calling on U.S. troops to stay. Then the demonstration moved into Zakhu and turned violent. American military police, still there, had to put down a near riot.

Some of the assembled dignitaries at the ceremony were holding their breath—but not out of worry. The flagpole was erected on a rise used as an open-air latrine by a population still suffering epidemic diarrhea. Kurds, it turns out, object to sharing toilet facilities among families. A crash program to build 10,000 individual privies was just getting underway.

Every day in Iraqi Kurdistan seems to bring a new setback. Long-term objectives are compromised. Short-term solutions go awry. The Bush administration's central aim was to create a security zone that would lure refugees down from the Turkish mountains where they were freezing and starving to death. Then American forces would pull out, giving the job of running the camps and policing the region to the United Nations and civilian organi-

zations. At first the Kurds refused to come. Then they decided to trek back en masse. "We're suffering a little bit from our success," says U.S. Army Lt. Gen. John Shalikashvili, commander of the allies' Operation Provide Comfort. "None of us realized that the Kurds would vote with their feet in the numbers they have." Meanwhile the world supply of tents has dried up, thanks to other crises in Bangladesh and Africa.

The medical condition of many of the

How long will the Americans stay? Refugees



refugees, especially the children, actually has worsened since their return. Many are coming down from the mountains "on death's door" says British Royal Marines surgeon Lt. Frank O'Kelly. An outbreak of some mysterious disease afflicted 25 children last week. They were hospitalized in Zakhu, but 20 of them died.

Fred Cuny, a U.S. AID consultant who is a veteran of 68 disaster relief operations, calls the situation "controlled chaos—but chaos." By the end of last week there were still 168,000 refugees on the Turkish side of the frontier, streaming down at the rate of more than 20,000 a day. If 120,000 more in the Cukurca camp on the border start to descend on Zakhu, "we just don't have the resources to cope," says Cuny.

Matters could get still worse. A million refugees are in Iran. Last week French troops in the eastern end of the security zone reported up to 4,000 refugees a day returning, many of them bound for the already crowded camps near Zakhu and Cegova. United Nations special envoy Prince Sadruddin Aga Khan warned, meanwhile, that postwar conditions in Iraq proper are so bad that a new exodus could begin. Already, a trickle from cities south of the zone has started flowing north.

Little faith: The biggest problem of the moment centers on Dahuk, just a few miles outside the security zone. Most of the remaining refugees in Turkey are from that area, but they are afraid to go back without allied protection. Late last week the Iraqi military evacuated the city after burning its headquarters and blowing up several neighborhoods. But Iraqi police remain, and the refugees show no inclination to enter the city without U.S. soldiers at their side. In Baghdad, Kurdish leaders said last week they were on the brink of a peace and autonomy deal with Saddam Hussein, but in the camps few put faith in his promises.

So each day thousands of makeshift shelters are sprouting in northern Iraq's fields of ripening wheat, and each one that goes up makes it harder for the United States to get out. "The more we build camps, the longer we're going to be engaged here," says Cuny. As relief workers try to plan for future problems, an air of permanence is settling over the operation. One U.N. official warns that if the Kurds have to winter in the camps, preparations must begin in July. "The American public and coalition forces have to come to terms with the fact that unless there's a change in the regime in Baghdad, coalition forces will have to be here for a long time," says Mark Gorman of the International Rescue Committee. U.S. forces are scouting winter sites, just in case. "You might say this is a kinder, gentler quagmire," quips one U.S. official on the scene. But that's little solace to the Kurds—or to anyone else.

ROD NORDLAND in Zakhu

FAMILLE CHRETIENNE 6 juin 1991

FR3 17.30

LES KURDES PRIS AU PIÈGE

« Nos montagnes sont nos seules amies. » Ce proverbe kurde est aussi vieux que l'histoire de ce peuple. Les Kurdes ne se définissent-ils pas eux-mêmes comme les Turcs des montagnes ? François Landesman les a filmés en avril dernier, fuyant le long de la frontière turque, pour échapper aux roquettes des hélicoptères et aux bombes au phosphore. Comme des animaux traqués. Sali, le vieux fermier de Zako, est « arrivé » avec neuf membres de sa famille. Où cela ? A 2 000 mètres d'altitude, il domine le camp d'Isikveren, « celui qui donne la lumière ». Suzanna, Ali, Yunus, ont eux aussi gagné les montagnes « amies ». Avec l'espoir d'être accueillis comme les victimes de la guerre. Là-bas, les militaires turcs ont tout fait pour les décourager de rester. Les Kurdes sont des intrus, des gêneurs. Les abris ? De simples couvertures tendues sur des ficelles et maintenues par des blocs de pierre. La distribution des vivres, des médicaments est très difficile. Les spécialistes de l'aide humanitaire se sont fait piéger. « On ne peut pas aller soigner des gens installés sur des pentes aussi raides. » L'armée turque utilise cette déclaration pour ne pas avoir trop de Kurdes sur son territoire. Les montagnes « amies », montagnes refuges, sont devenues un piège pour ces sans-patrie. (Montagne). F.M.

MONTAGNE KURDE : LE PIÈGE

«Montagne»

FR3 - 17h30 V.H. : Adultes et grands adolescents V.A. : * * *

La fin de la guerre du Golfe a redonné espoir à une nation écartelée depuis la fin de l'empire ottoman, au lendemain de la Première Guerre mondiale. En Irak, au Sud du pays, vivent trois millions et demi de Kurdes, ceux-là même qui ont suivi les consignes du président Bush, les invitant à prendre leur destin en main et à chasser le tyran ! Pendant une semaine, ils ont cru parvenir au but : Saddam Hussein était défait et la Maison Blanche viendrait les secourir. Hélas ! Saddam réussissait à rassembler ses forces et à pourchasser un peuple qui avait déjà subi les gaz en 1988. Une fois de plus lâchés par l'Occident, les Kurdes ont quitté les villes pour retrouver la terre de leurs ancêtres : deux millions de personnes se lancent dans la montagne, à plus de 2000 mètres d'altitude, tentant de survivre dans des conditions de vie dramatique. S'il est vrai, selon le proverbe kurde, que les montagnes sont leurs seules amies, en 1991, elles n'ont été qu'un piège. L'aide internationale a eu du mal à rejoindre ces centaines de milliers de personnes. Où se trouve la solution ? Faut-il créer un Etat kurde ? Le traité de Sèvres y avait été favorable, celui de Lausanne en a décidé autrement et a créé un Etat turc au mépris d'un peuple et de sa dignité (voir l'article de Florent Trieux : « Deux utopies contre la paix », « F.C. » n°688 du 21/3/91, p.13). **Marie Pierre**



«Montagne kurde : le piège»

LE BONHEUR DE LA VIE

FR3 - 18h50

Sans revenir sur l'analyse approfondie de Marie-Joëlle Guillaume dans notre numéro du 4 avril dernier (n°690 p.32), nous tenons à rappeler que cette série de dessins animés consacrés à l'éducation sexuelle des enfants pose une difficulté de principe et des problèmes divers selon les épisodes. Sur le principe, on ne répètera jamais assez que l'éducation sexuelle est du ressort exclusif des parents, qui doivent l'adapter à la personnalité de chacun de leurs enfants. Quant au contenu de cette série, il est surtout dangereux (en raison de l'absence de tout jugement moral) dans trois épisodes dont le premier ne sera diffusé que la semaine prochaine. En tout état de cause, une action de protestation auprès de la chaîne concernée et auprès du C.S.A. nous semble vouée à l'échec, si elle précède la diffusion des épisodes les plus contestables. Nous savons d'expérience que les professionnels de la télévision ne tiennent aucun compte des critiques formulées a priori sur des émissions qui n'ont pu être vues par le public. Enfin, une lettre personnelle, motivée par ce que vous avez vu, vaut mieux que n'importe quelle pétition impersonnelle.

Marie-Christine d'André

Iraq Won't Concede Kirkuk to Kurds

By Alan Cowell
New York Times Service

KIRKUK, Iraq — Officials of the Baghdad government are forecasting an imminent breakthrough in negotiations with the leaders of Iraq's Kurdish minority, but senior officials in Kirkuk said Wednesday that there would be no concession to the Kurds on a central demand for control of this war-scarred city.

Few Kurds have returned to Kirkuk, about 150 kilometers (95 miles) south of the Turkish border, following what residents say were government air strikes in March to crush the Kurdish uprising. The raids reportedly left many dead in an area of flattened homes that Western reporters discovered by chance Wednesday in a Kurdish area of the city.

"You were not supposed to see this," a government official said as reporters were herded into cars by irate local officials and ordered back to Baghdad. It was not clear, however, whether the area had been demolished by air strikes, as nearby residents asserted, or by civilian demolition later.

Minutes before government officials chased the reporters away, a man who identified himself only as a civil servant in a government ministry and who lived in the area

said that government helicopters and warplanes in March bombed an area the size of a city block, apparently to drive out Kurdish rebels.

Houses in the area were collapsed, their flat roofs crumpled like broken playing cards. Several Kurdish residents claimed that 1,000 people had been killed, although there was no independent corroboration of this figure.

"The army came with helicopters and MiGs. They bombed the whole area," the civil servant said.

The slow rate of Kurdish resettlement in Kirkuk, an important oil center, is in sharp contrast to towns farther north, where much of the Kurdish population has returned from refugee camps in Turkey and Iran.

Their absence is marked by shuttered stores and empty streets in the Kurdish quarters, and by stories told in whispers. "They are afraid to come back," said a Kurdish mother of four who said she left Kirkuk in March after security officials, accusing her 35-year-old husband, a teacher, of involvement in the abortive uprising, took him away and shot him.

Despite such reports, diplomats in Baghdad say that both Kurdish and government leaders perceive

an interest in seeking an agreement on an autonomous ~~area~~ for the Kurds in the north.

The Iraqi authorities are seeking a way to be rid of American and other foreign troops sent to guarantee the security of Kurds in the north and to restore some sense of normalcy, according to foreign specialists in Baghdad. The Kurds are seeking to extract the maximum price from what they perceive as a strong negotiating position.

In both Western and Kurdish thinking, there will be no sense of security for the Kurdish minority — permitting an allied withdrawal — unless an agreement is reached on their longstanding demand for an autonomous region, with its own police and militia.

There have been no publicly announced meetings between the authorities and the two main Kurdish leaders, Massoud Barzani and Jalal Talabani, for almost two weeks.

In an interview in Baghdad on Tuesday, Information Minister Hamed Youssef Hammadi said Mr. Barzani, the main Kurdish leader, had returned to Baghdad and Mr. Talabani was expected next week.

"We expect a signing next week, or in 10 days," he said.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JUNE 6, 1991

PRESSE OCEAN 6 juin 1991

COMMISSION MEDICALE ET CARITATIVE INTERNATIONALE

Un regard sur les réfugiés Kurdes

Après l'onde de choc de la guerre du Golfe, le désarroi des Kurdes irakiens qui ont fui leur « pays » pour éviter cette forme de représailles produit par Saddam Hussein, qui consiste à se venger d'un cuisant échec. Les aides humanitaires sont nombreuses, destinées aux réfugiés Kurdes qui ont tenté de franchir la frontière Turque.

Parmi les associations et groupes qui ont fait parvenir nourriture, vêtements et médicaments, la Commission Médicale et Caritative Internationale (C.M.C.I.) qui a déjà organisé l'envoi de plusieurs camions en direction de ce pays. 850 couvertures, plus de 10 000 paires de chaussures, des médicaments et de la nourriture pour les adultes mais aussi pour les enfants, sont parvenus à la base militaire de Silopi que commande le général La Page, près de la frontière Turquie-Irak.

Renée Vincent de la Commission Médicale et Carita-

tive internationale, revient d'Irak. Elle a pu évaluer les besoins des réfugiés Kurdes, et assister à la bonne distribution du matériel et de la nourriture. « Je suis allée en Irak pour mieux évaluer les besoins des réfugiés, afin d'affiner nos prochains envois. Les premiers envois d'urgence sont tous d'un même contenu. Mais il faut également répondre aux besoins spécifiques du pays. Actuellement, 335 000 réfugiés sont à la charge de l'armée française. J'ai pu visiter six camps : Qasrok (20 000 réfugiés), Agavusi (20 000), Iskinveren (80 000), Yakmal (80 000) et Cukurka (115 000). C'est d'ailleurs un difficile et dangereux parcours, car le terrain est encore miné. La distribution de vêtements est effectuée deux fois par semaine, celle de l'alimentation est faite chaque matin. Un carton est remis aux familles, contenant de l'eau, du lait concentré, des

conserves, des biscuits. Se sont les Peschmergas, résistants Kurdes, qui font la police avec efficacité ».

Importante mortalité infantile

Malgré cela, la mortalité infantile reste importante. Une dizaine d'enfants meurent chaque jour. « La caisse de carton remise aux familles, sert alors pour entermer les enfants décédés. Il a été constaté plusieurs cas de choléra, de méningite et de typhoïde. L'armée, largement aidée par le gouvernement Turc, a bien installé des stations d'épuration d'eau, mais c'est très insuffisant ».

Renée Vincent a parfois été surprise par les coutumes et traditions Kurdes. Ainsi, le nombre d'enfants abandonnés par leurs parents est important. « Très respectueux envers leurs anciens, dépositaires de leurs coutumes et de leurs richesses culturelles, ils

s'attachent davantage à les aider, les nourrissant au détriment de leur propres enfants ».

Ces réfugiés ne peuvent rester indéfiniment dans ces camps. Aussi, sont-ils incités à retourner chez eux. Mais encore en état de choc, ils ne parviennent pas à repartir vers leur terre. Ils redoutent également qu'après le départ de l'armée, garante de leur sécurité, ils ne subissent des représailles de la part des Irakiens.

La Commission Médicale et Caritative Internationale est toujours en attente de dons. Ces derniers peuvent être déposés au dépôt de l'association qui se trouve à l'Aiguillon le mardi, jeudi et samedi de 14 h 30 à 18 h. L'aide financière est également souhaitée. Les chèques sont à libeller à l'ordre de la C.M.C.I. et à adresser à Renée Vincent, 23 rue Charles Monselet à Nantes. Tel : 40-20-46-75 de 6 h à 8 h 15.

D.Auduc

EL PAIS

6 de junio de 1991

Los cristianos olvidados de Irak

Una minoría religiosa en crecimiento contra la arabización

ÁNGELES ESPINOSA, Mosul
ENVIADA ESPECIAL

El viaje hacia el Norte constituye en sí mismo una explicación de las diferencias que separan a las distintas comunidades que

forman Irak. El aire se vuelve más limpio, descendiendo la temperatura que castiga Bagdad y la fertilidad de la tierra cambia el paisaje miserable del Sur por un salpicado de pueblos agrícolas que se saben el granero

del país. Los musulmanes suníes que ostentan el poder político se están convirtiendo en una minoría en favor de kurdos y cristianos, dos comunidades que reniegan de la arabización impuesta por el poder central.

El éxodo masivo de iraquíes tras el aplastamiento de las revueltas populares del pasado marzo ha recordado al mundo la tragedia del pueblo kurdo y, en menor medida, la de la mayoría shii de Irak.

Sin embargo, el destino de la minoría cristiana ha pasado inadvertido. En el Norte, su feudo, los cristianos huyeron al monte con los kurdos, después de haber facilitado a sus *peshmergas* (guerrilleros) la toma de sus pueblos. En el Sur, abrumados por su desarraigo e inferioridad se encerraron en sus casas mientras duró la protesta civil.

Ambos conceptos, kurdo y cristiano, responden en principio a categorías diferentes. En tanto que el primero refleja connotaciones étnicas, el segundo, tal como se entiende en Occidente, se refiere en exclusiva al factor religioso.

En Irak, como de hecho en otros lugares de Oriente Próximo, los cristianos no comparten esta visión y viven su pertenencia a esta comunidad como un factor diferencial frente a la mayoría árabe musulmana.

"Tenemos una cultura y una lengua diferentes", explica un intelectual de Mosul. En efecto, entre ellos conservan aún el arameo, bien en su versión caldea, bien en su versión ciriaca, según su pertenencia a una u otra iglesia.

Esta minoría, que las estadísticas oficiales limitan a menos del 5%, alcanza según otras fuentes hasta el 14% de la población. Sea como fuere, ellos constituyen la mayor parte de los profesionales y cuadros técnicos del país.

"El médico personal del presidente Sadam Husein es un cristiano", comenta con orgullo a esta corresponsal un ingeniero que reside en Europa, pero que ha vuelto con una organización humanitaria.

"Nos consideran árabes", contesta con prudencia y escasa convicción el obispo ciriaco de Basheca, monseñor Luca Charúa; su residencia, el monasterio de San Mateo, a 50 kilómetros de Mosul, exhibe un gran boquete que en Bagdad se atribuye al bombardeo aliado.



El Papa, en una entrevista con los obispos de Irak y miembros de la Curia, en el Vaticano.

REUTER

Charúa ni afirma ni desmiente el extendido rumor de que Sadam Husein se alojó allí durante la pasada guerra contra la coalición multinacional encabezada por Estados Unidos, pero aclara que el boquete fue obra del ejército cuando perseguía a los kurdos. Desconocedores de la región, los soldados despachados a aplastar la revuelta tomaron por miembros de esta comunidad a los habitantes cristianos de un pueblecito vecino.

En el Norte iraquí, unos y otros se visten igual y de hecho, su identidad es objeto de polémica. Para muchos kurdos, todos los habitantes de esta zona lo son, ya sean musulmanes o cristianos.

Tal concepción explica la existencia en Israel de los llamados "kurdos judíos" emigrados del Norte de Irak tras la fundación de su Estado. Los cristianos discrepan de este enfoque aunque en general simpatizan con los kurdos e incluso muchos hablan su lengua.

Mosul, la tercera ciudad de Irak con casi un millón de habitantes, mantiene por el momento la convivencia. Medio kurda, medio árabe y con una fuerte presencia de cristianos, permaneció bajo

el control gubernamental durante la rebelión.

De hecho, al frente de la provincia continúa Tajer Taofic, uno de los escasos gobernadores que no ha sido cambiado. "Como queda fuera de la región autónoma kurda la presencia oficial era mayor que en otras ciudades cercanas, pero el levantamiento llegó hasta sus puertas", relata un residente que no esconde su decepción por el fracaso de los *peshmergas*.

Sin problemas religiosos

"No tenemos problemas con los musulmanes", aseguran tanto el padre Polis, párroco de la iglesia caldea de San Efén, en Basora, como el padre Ibrahim, prior del convento de la Virgen María, en Mosul. Sin embargo, el obispo de esta última diócesis se negó el pasado fin de semana a recibir cinco camiones cargados con comida y medicinas por valor de 10 millones de dólares. "Déjenos sólo una pequeña parte y lleve el resto a Bagdad, no queremos levantar el recelo de los musulma-

nes", explicó a Niels Nikoailen, recién llegado desde Dinamarca con la ayuda recogida por la iglesia de su país.

Esta comunidad tiene la tasa de emigración más alta del país. "La gente tiene miedo del futuro", coinciden en señalar varias fuentes. "Tal vez la próxima guerra nos tome como objetivo", comenta un profesor al que le preocupa el proceso de arabización.

"Hasta ahora la Constitución hablaba de que Irak está formado por las comunidades árabe, kurda y otras minorías, sin embargo en el nuevo proyecto se ha suprimido la última referencia", advierte. El deseo de abandonar el país es tal que las iglesias de Bagdad han tenido que establecer horarios para atender la demanda de certificados de bautismo, "expedidos en inglés".

"La gente está esperando a que reabran las embajadas occidentales", cuenta un joven profesional que ha acudido a solicitar su documento, anunciando nuevas fugas. "No estamos de acuerdo con que la gente se vaya", dice monseñor Charúa, que sólo da certificados en árabe.

DAUPHINE LIBERE 6 juin 1991

Alcoch, ciudad sin ley

A. E., Mosul

El sobrevuelo de los aviones norteamericanos viola el silencio que envuelve el monasterio de Rahban Hoidozd. Sin embargo, un par de kilómetros más abajo los habitantes de la ciudad de Alcoch se alegran de la presencia de los aparatos estadounidenses.

Aunque el lugar queda fuera de la zona bajo control de las tropas multinacionales que están desplegadas en el norte de Irak, cada vez que un aparato rompe la barrera del sonido con el correspondiente estrépito, los habitantes se sienten un poco más protegidos.

La ciudad de Alcoch es conocida por su alto nivel de desertores, resulta ser uno de los muchos pueblos cristianos de la provincia de Mosul en los que falta la efigie del presidente Sadam Hussein a la entrada de la población. En realidad, no es lo único que se echa de menos, ya que como uno de sus habitantes asegura: "Aquí no hay gobierno".

Incluso en un lugar tan remoto es posible encontrar a alguien que chapurrea el español; lo que permite escapar a la oreja siempre atenta del vigilante del Ministerio de Información que acompaña a los periodistas.

SOLIDARITE

KURDISTAN ■ Soirée-témoignage, organisée par le conseil général de l'Isère, avec la participation de Médecin du Monde et Aide Médicale Internationale ce soir, à la Maison du tourisme

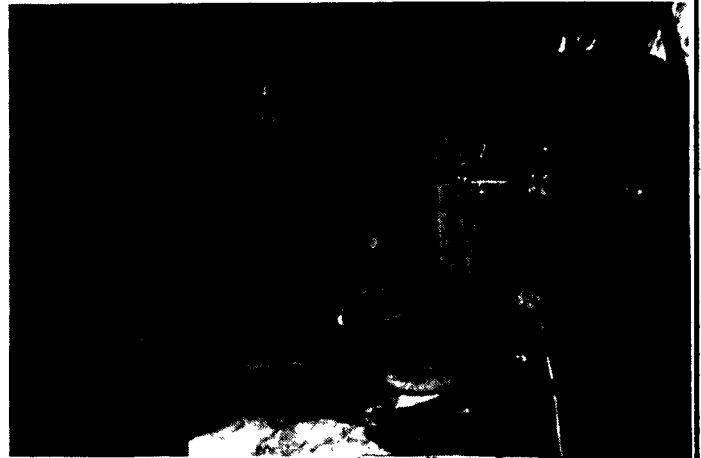
Le problème kurde est-il définitivement réglé ? On pourrait le penser en comparant le silence actuel à la mobilisation mondiale et multimédia d'il y a tout juste deux mois. La fin de la guerre du Golfe les transformait en peuple martyr, délaissé, voué à la diaspora.

Les écrans nous renvoyaient ces images de multiples affamés, victimes des uns, rejetés par les autres, contraints à se tasser dans d'immenses camps d'infortune, celui d'Isik-Veren restant le plus célèbre.

D'autres camps ouvraient, les armes continuaient à sévir... quand enfin les nations prirent la partie de s'engager dans l'action humanitaire, après l'action guerrière. États-Unis, France, Allemagne, Canada, apportèrent cet indispensable logistique pour compléter ce qu'avaient commencé en premier, en pionnier comme toujours, les organisations humanitaires. Parmi elles, Médecins du Monde (MDM) et Aide médicale Internationale (AMI).

Plusieurs de leurs représentants, qui étaient sur place dès les débuts de l'exode, témoigneront ce soir. Un témoignage en 3 temps, correspondant grosso modo à chacun des étapes de leur mission.

L'exode : Mouvement massif des Kurdes vers la Turquie; certains choisissent de rester en Irak... Foules en marche, les secours impossibles, voitures abandonnées... Puis « l'installation » des 1^{er} camps. Le Docteur Guy Caussé, responsable de MDM Isère (il est devenu responsable



Le docteur Irène Compagnon au chevet d'un enfant

des missions kurdistan, MDM national) fait une première mission exploratrice, du 4 au 10 avril.

Yecmal : Ce camp, plus à l'Est de la frontière turquo-irakienne qu'Isik-Veren est moins connu, il deviendra pourtant un des plus importants, passant de 15000 à 60000 réfugiés en une semaine. Le docteur grenoblois Irène Compagnon (AMI-Isère) est sur place dès le 16 avril, seule avec une équipe de MDM.

Zakho : ce camp de l'ONU, plus à l'Ouest devrait être un camp de transit, de « repos ». Les complications politiques et retards dans les négociations le transformèrent en... 3 camps de 25000 personnes.

Le docteur Caussé, reparti en mission dès le 25 avril (il est revenu le 1er juin) témoignera aussi en s'appuyant sur un diaporama, sur Yecmal et Zakho, tout comme les docteurs Gérard Car-

din et Jacques Pichon-Martin, conseillers généraux de l'Isère qui restèrent plus de 15 jours dans ces camps. Jean-Paul Gutman (pédiatre), Aline Taulier et Janou Raguemes (infirmières), reviennent aussi du Kurdistan.

Si les enfants ne meurent plus par dizaines, victimes de malnutritions et d'épidémies, si ces épidémies ont été généralement stoppées (rougeole, typhoïde et même début de choléra); si la hardiesse des ONG et d'efficacité des armées (notamment américain, soulignent-ils) furent déterminants, et si la situation politique est moins défavorable... rien n'est encore définitivement gagné pour les kurdes. Subsistent des camps. — raison pour laquelle témoigneront ces médecins, pédiatres et infirmiers lors de cette soirée organisée par le conseil général de l'Isère.

Ce soir à 20 h 30, à la Maison du tourisme de Grenoble.

Pierre Bergeaud.

EL PAÍS, viernes 7 de junio de 1991

Reconquista, pero sin alardes

Escasa presencia militar iraquí en la zona kurda recuperada

ÁNGELES ESPINOSA, ENVIADA ESPECIAL, Arbil
La visita a Dohuk resulta imposible desde Irak. "Váyase por Turquía, allí no necesita visado", responde con ironía el funcionario encargado de las autorizaciones de desplazamiento para los periodistas en Bagdad. La explicación oficial es que

temen por la integridad de *acompañantes* y conductores, pero en el trasfondo se advierte la amargura de saber que un trozo de su país está controlado por tropas extranjeras. A efectos de viaje, el norte de Irak termina en Mosul, al suroeste del Kurdistán.

Incluso en la región recuperada a los rebeldes, el control gubernamental es relativo y se evita presionar los estados de ánimo, aún exaltados. Las gigantescas imágenes de Sadam Husein destruidas durante la revuelta de no han sido reemplazadas.

Sólo al descender hacia Arbil, la capital de la región autónoma kurda, la presencia militar se hace evidente. A ambos lados de la carretera, soldados, tanques y tiendas de campaña recuerdan quién manda en la región.

Arbil, que en caldeo significa "ciudad de los cuatro dioses", parece abandonada por todos ellos. La ciudad, con una población estimada de medio millón de habitantes, presenta un aspecto patético. A mediodía apenas se ven unas decenas de personas por el centro. En el zoco que hay a las faldas del castillo, parejas de soldados patrullan en una imagen que recuerda a los del Ejército israelí por las calles de la ciudad vieja de Jerusalén.

Las persianas de las tiendas están echadas y en los escasos locales abiertos los tenderos esperan sin éxito la llegada de clientes.

—¿Qué tal va el negocio?

—Ya ve, no hay nadie, la gente aún no ha vuelto.

El interlocutor señala las montañas y su gesto subraya un vacío que desmiente al Gobierno. Según las estimaciones ofi-

ciales, un 90% de la población ha regresado a Arbil. El último boletín interno del Alto Comisariado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR) afirma, sin embargo, que a finales de mayo apenas 300.000 iraquíes habían regresado a sus hogares desde Turquía y la República Islámica de Irán.

Garantías

De acuerdo con el citado organismo internacional, "una gran proporción de las 200.000 personas que permanecen en la frontera con Turquía no desean trasladarse ni a los campamentos de tránsito existentes ni a sus regiones de origen hasta que se les pueda ofrecer más garantías de seguridad y protección, o se alcance un acuerdo entre sus dirigentes del Gobierno de Irak". Otros 1,4 millones de personas esperan en Irán.

Aunque por su vocación de imparcialidad el ACNUR no hace alusiones directas al carácter kurdo de la mayoría de los refugiados, no cabe duda de que cuando se refiere a "sus dirigentes" se trata del Frente de Liberación del Kurdistán. Una delegación de éste, encabezada por Masud Barsani, se trasladó a finales de abril a Bagdad para ultimar los detalles de un preacuerdo de autonomía alcanzado el mes anterior.

No parece que las negociaciones hayan avanzado mucho desde entonces. Pese a que las informaciones son confusas, algunas fuentes incluso hablan de fracaso. Ya hace dos semanas que Barsani y el equipo que le acompañaba se hallan en paradero desconocido. Inicialmente, en medios oficiales se atribuyó esta repentina salida de escena a la necesidad de que los kurdos fueran a consultar a su gente. Sin embargo, más tarde fuentes oficiales y kurdas aseguraron que el grupo sigue en Bagdad.

"Como advirtió el propio Barsani, no se puede esperar que un problema de años se solucione en un par de días", manifiesta un periodista iraquí que aguarda unas largas negociaciones. Mientras tanto, incidentes aislados siguen salpicando la crónica de sucesos de la región: un camión militar quemado la semana pasada en Arbil, dos militares muertos el lunes tras una manifestación en Kirkuk, etcétera. Son retazos de una información parcial transmitida de boca a boca y siempre desmentida por el Gobierno.

Lo que las autoridades no pueden borrar son los eslóganes proindependentistas y revolucionarios que llenan las paredes del Kurdistán. Arbil está llena de ellos, aunque, salvo en los alledaños del edificio del Gobierno autónomo, no hay grandes signos de enfrentamientos con las fuerzas iraquíes.

Un problema de mapas

A. E., Arbil

"El problema esencial ahora es delimitar el territorio de la región autónoma", explica un periodista iraquí sobre el estado de las negociaciones entre el Gobierno y los kurdos. "Se podría decir que están dibujando el mapa", añade. En su opinión, ésta es la razón por la que desde hace dos semanas la delegación que dirige Masud Barsani ha dejado el hotel Al Rachid.

La región autónoma kurda establecida en los acuerdos de 1970 incluía las provincias de Dohuk, Arbil y Suleimaniya, pero excluía a Al Taamim (capital, Kirkuk) y Nínive (capital, Mósul). Los kurdos reclaman ahora estas dos últimas, ya que aducen que su presencia en ellas es mayoritaria. Esto, que es cierto para la región oriental de Nínive, resulta motivo de conflicto en Mósul, con un alto porcentaje de árabes musulmanes, y hacia el suroeste de la capital, poblado de forma mayoritaria por cristianos. El caso de Kirkuk es más complicado. Fuentes oficiales aducen la presencia no sólo de población árabe, sino de una minoría turcomana.

En el trasfondo se encuentran los campos petrolíferos, de los más importantes del país.

No es el único problema de mapas que afrontan estos días los funcionarios iraquíes. En todos los departamentos se afanan en retirar todas las cartas geográficas que incluían la 19ª provincia (Kuwait).

Turkey Signals a Warming to Iraq

Saddam's staying power, Kurdish issue, economic pinch prompt invitation to Iraqi minister

By Sam Cohen

Special to The Christian Science Monitor

ISTANBUL, TURKEY

TURKEY is reassessing its policy toward Iraq and taking steps to normalize relations with the regime.

In what many observers see as the first sign of change, the government has invited Iraq's Vice-Premier Tariq Aziz to Ankara. Mr. Aziz, who will visit the Turkish capital June 12-13, told the leading daily Milliyet that the two countries should let bygones be bygones and revive ties. "The relations between neighbors are eternal and should be maintained," he said.

Turkey took a strong stand against Saddam's regime after the invasion of Kuwait last August. It supported UN sanctions and al-

lied war efforts. It stopped all trade with Iraq and closed down the oil pipeline from Kirkuk to the Turkish port of Iskenderun. Also, President Turgut Ozal publicly advocated Saddam's ouster.

But pragmatism, domestic pressures, and economic concerns are moderating this stance.

The Foreign Ministry recently submitted a report to Mr. Ozal recommending and citing several arguments for normalization:

■ An increasingly slim likelihood that Saddam will be overthrown in the near future.

■ Turkey's accumulating revenue losses as the trade embargo continues. (As recently as 1988, Iraq was a leading trade partner for Turkey, which exported \$1 billion of goods to Iraq, and imported \$1.4 billion worth.)

■ Possible political fallout from any deal Baghdad may strike with the Kurds. (Aside from

the influx of Iraqi Kurdish refugees, Turkey has a large Kurdish minority and is keenly interested in the outcome of any autonomy talks.)

In addition, public opinion has recently swung toward the idea that Turkey is coming out a loser in the postwar period. Opposition leaders and newspapers have campaigned for a change of policy, even if it means breaking the UN sanctions and ending cooperation with the coalition allies.

"Turkey has fulfilled all its responsibilities during and after the Gulf crisis," said the influential daily Cumhuriyet. "The same cannot be said about the countries which had promised to give us a hand [economically].... Even the Gulf countries have not carried out their promises of aid.... It is now time to act in accordance with our national interests."

Ozal, official sources say, is un-

NABIL ISMAIL/AFP

TURKISH SOLDIER AT YEK MAL REFUGEE CAMP, TURKEY-IRAQ BORDER:

If normalization talks go well, Iraqi businessmen may soon get visas to cross this border again.



PARIS NORMANDIE 7 juin 1991

Jean-Guy Tournafond rentre d'une mission au Kurdistan «Les mines restent le principal danger...»

likely to reverse his policy and end the embargo or dissociate Turkey from the alliance. But he is leaning toward the idea of normalizing relations with Iraq – even if contacts have to be made with Saddam Hussein's regime.

Iraq has made no secret of what it wants Turkey to do – give up the sanctions, open the oil pipeline, resume trade, and cooperate on the Kurdish issue.

Turkey is now willing to grant visas to Iraqi businessmen. Says a leading Turkish businessman, "The moment the sanctions are lifted, everybody will rush to the Iraqi market. The Western countries will come ahead of all others. Why should we lag behind? We must be prepared for the day when the green light is given."

The Ozal administration is also considering reopening its embassy in Baghdad. "We have no direct access to sources in Baghdad," complains a Turkish diplomat, "and that is inconvenient at a time when the Kurdish issue is being discussed there."

If the talks with Aziz go well, officials say Turkey might immediately start selling Iraq some essential agricultural and pharmaceutical products, which are excluded from the sanctions.

Turkey may also campaign for easing or lifting the economic sanctions. Foreign observers here predict this will be Aziz's main request when he meets Ozal.

Diplomats say Washington has no cause for concern. "There is nothing to suggest that Turkey will unilaterally break the embargo," says an experienced US diplomat. "It is up to the Turks to invite whoever they want. This does not go in any way against the wishes of the US government."

Jean-Guy Tournafond avait effectué déjà deux missions humanitaires au Kurdistan, en 1984 et 1985. Son expérience acquise sur le terrain et sa connaissance de langue kurde ont valu au kiné bernayen d'être choisi, début mai, pour repartir pour trois semaines dans le cadre d'une nouvelle mission, pour le compte cette fois d'Aide Médicale Internationale (AMI).

« Une mission dangereuse et utile certes, mais pas aussi exaltante que les deux précédentes », reconnaît l'auxiliaire médical à son retour. Il est vrai qu'à l'époque, Jean-Guy Tournafond avait soigné malades et blessés, et formés des secouristes. Alors que là, la mission confié au commandant de réserve des services de santé était d'un tout autre ordre : « J'avais un rôle de logisticien. Je ne suis pas parti en tant que kiné, mais pour amener à Ranhya un camion de 18 tonnes de médicaments et de matériel, nécessaires à la réorganisation de l'hôpital de cette ville du Kurdistan irakien, pas très loin de la frontière iranienne, longtemps désertée

par 80% de ses 10.000 habitants. »

Avec les autres membres de la mission, notamment Gérard Philippe, de Launay, et un chirurgien, le Dr Alain Grévy, de l'hôpital de Sallanches, en Haute-Savoie, chargés de la remise en état du petit hôpital, Jean-Guy Tournafond a pu juger de « l'état de santé » des kurdes : « Ils ont souffert du froid et de malnutrition pendant leur exode. Des épidémies aussi, surtout de typhoïde. Mais aujourd'hui, les médecins ont à soigner un grand nombre de blessés par balle, et surtout par mines. Iraquiennes ou kurdes, elles restent le principal danger. Il y en a partout. Le long des routes, au milieu des champs. Alors, maintenant que les réfugiés redescendent des montagnes pour cultiver leurs terres et pour les moissons... Pendant mon séjour, les médecins pratiquaient une dizaine d'opérations par jour sur des blessés atteints par l'explosion de mines... »

Le convoiage du camion n'a pas été de tout repos : « Le risque principal était de me faire

piquer le camion et tout son chargement. D'autant que je voyageais sans laisser-passer. J'avais un grand autocollant aux couleurs de la CEE. A chaque barrage, je le montrais, en disant que j'étais envoyé par les Nations-Unies. »

Jean-Guy Tournafond a traversé Bagdad : « Une ville qui recommence à vivre, et qui ne manque de rien. Pas même de whisky. A part quelques bavures, c'est loin d'être la ville sinistrée que l'on a dit. Les immeubles choisis pour cible ont été soufflés de l'intérieur, mais de l'extérieur, ils tiennent encore debout. Et les ponts seront facilement réparables. » Pour le kiné bernayen, l'armée irakienne non plus n'a pas été très atteinte par la guerre du Golfe. Et si deux déserteurs irakiens, qu'il a ensuite remis entre les mains des troupes américaines, sont venus se rendre à lui, Jean-Guy Tournafond a la très nette impression que Saddam Hussein va très vite reconstituer une armée puissante.

Le dictateur irakien ne serait d'ailleurs pas haï par son peu-



Les effets de la guerre chirurgicale : les immeubles sont détruits de l'intérieur

ple : « Ou alors, les gens ont vraiment peur des représailles.

Mais partout, dans toutes les boutiques, son portrait officiel est affiché. » Quant aux gens de la rue, « ils sont très gentils avec

nous autres Français. Ils n'ont pas compris notre intervention aux côtés des Américains, mais ne semblent pas nous en tenir rigueur. »

En tout cas, notre kiné est prêt

pour une nouvelle mission, si une organisation humanitaire fait à nouveau appel à ses services. Il est devenu un vrai spécialiste.

François CHARMOT



Il y a six ans déjà, Jean-Guy Tournafond soignait les Kurdes

PIRIAC

VENDEE MATIN 7 juin 1991

Danielle Mitterrand rend visite aux réfugiés kurdes



La présidente de France Liberté a été accueillie par les enfants kurdes.

LA BAULE.- La première dame de France, M^{me} Danielle Mitterrand a effectué hier une visite privée en Presqu'île Guérandaise. L'épouse du chef de l'Etat a en effet passé l'après-midi au Centre du Moulin de Praillane à Saint-Sébastien de Piriac où des réfugiés kurdes sont hébergés depuis l'automne dernier.

M^{me} Mitterrand dont la venue avait été annoncée le mois dernier, avait annulé ce déplacement sans qu'il soit officiellement reporté. Or, c'est hier qu'elle est venue discrètement dans le cadre des travaux de l'association « France Liberté » aux destinées de laquelle elle préside.

Après avoir visité les équipements de Praillane, elle est allée rencontrer les soixante kurdes actuellement dans ce centre.

M^{me} Mitterrand n'a fait aucune déclaration à la presse. Arrivée par le TGV de midi à Nantes, elle est repartie par celui du soir, de La Baule, après avoir été saluée par le sous-préfet de Saint-Nazaire.

Quant aux kurdes, rappelons que plus de 200 réfugiés ont été accueillis jusqu'à maintenant à Piriac et qu'au total, 600 réfugiés auront été en transit dans ce centre avant de trouver une ville d'accueil.

LES KURDES À L'HONNEUR

M^{me} Mitterrand a effectué hier une visite privée au moulin de Prailane où sont hébergés les familles de réfugiés kurdes dans le cadre de l'opération de solidarité, organisée par l'association France Liberté



La femme du président de la République a visité les installations et rencontré les familles.

La première dame de France, M^{me} Danielle Mitterrand a effectué hier une visite privée en Presqu'île guérandaise. La femme du chef de l'Etat a en effet passé l'après-midi au centre d'hébergement du Moulin de Prailane à Saint-Sébastien de Piriac où des réfugiés kurdes sont en transit depuis l'automne dernier.

M^{me} Mitterrand dont la venue avait été annoncée le mois dernier, avait annulé ce déplacement sans qu'il soit officiellement reporté. Or, c'est hier qu'elle est venue discrètement

dans le cadre des travaux de l'association « France Liberté » aux destinées de laquelle elle préside.

M^{me} Mitterrand est venue par TGV jusqu'à Nantes où elle a été accueillie à la gare à 12 h 30 par le préfet de Région. C'est en voiture qu'elle a ensuite rejoint Piriac une heure plus tard, accompagnée du docteur Tissot qui est l'un des principaux coordinateurs de cette opération de solidarité kurde. A sa descente de voiture, la petite Tchimen - prénom voulant dire verdure en

Kurde- lui a remis un bouquet de

fleurs. La jeune enfant avait revêtu le costume traditionnel comme tous les autres membres de la communauté. M^{me} Mitterrand a ensuite déjeuné avec le directeur du centre de Prailane, M. Daunay et M^{me} Nathalie Casalys l'assistante sociale ainsi qu'avec les membres de l'encadrement. Elle a ensuite visité l'établissement et rendu visite aux familles.

Actuellement, la petite communauté kurde est composée d'une soixantaine de personnes et six familles sont hébergées à la colonie des PTT avenue

Louis-Clément où la présidente de France Liberté s'est ensuite rendue.

Cette visite de travail n'a été suivie par aucun élu ou responsable politique. M^{me} Mitterrand n'a d'ailleurs fait aucune déclaration à la presse étant donné le caractère privé de son déplacement.

Rappelons que c'est grâce à son association que cette opération de solidarité a été organisée. Depuis le mois d'octobre, le moulin de Prailane prend en charge ces familles de réfugiées qui étaient auparavant

dans des camps en Turquie. C'est par groupe de cinquante qu'ils sont accueillis. Après avoir reçu quelques bases pour leur intégration en France, ces familles sont placées dans des villes d'accueil. Les derniers sont arrivés le 4 mai à Piriac. Depuis le début de l'opération 216 personnes sont passées par le centre de Prailane qui doit en tout en recevoir six cents.

M^{me} Mitterrand a quitté Piriac hier en fin d'après-midi pour rejoindre la capitale.

LA REBELLION KURDE CONTRE BAGDAD

Talabani accuse les Occidentaux

Le leader affirme que les dirigeants kurdes avaient décidé de ne pas participer à la guerre aux côtés des alliés. Et qu'ils ont été trompés par la propagande annonçant la défaite du régime de Saddam.

● Le chef kurde Jalal Talabani a indiqué que l'opposition kurde en Irak avait été «trompée», en février et mars, par «la propagande» occidentale sur les pertes militaires irakiennes durant la guerre. «Nous avons décidé de ne pas participer au conflit aux côtés des alliés, de suspendre nos opérations militaires et de rester étrangers à ce jeu», a-t-il dit jeudi dans un entretien exclusif avec l'AFP dans le village de Kalajolin, à une vingtaine de kilomètres au nord de Souleimanieh (Kurdistan irakien).

«Lorsque nous avons entendu que l'armée irakienne avait été vaincue et que les chiites se soulevaient dans le sud, nous avons essayé de libérer notre terre», a expliqué le chef de l'Union patriotique du Kurdistan.

Une des raisons de cette décision était le refus des Kurdes «de tomber sous le contrôle d'une république islamique» en cas de victoire de l'opposition chiite, a dit Talabani. «Nous avons été trompés par la propagande des alliés, qui ont surestimé les pertes irakiennes, et par la rapidité de la défaite des chiites», a-t-il dit.

Il a assuré que l'armée irakienne possédait encore 2000 chars au moment où les alliés affirmaient qu'il ne lui en restait que 300. «Les Américains sont responsables de cette propagande et c'est eux qui ont donné le feu vert pour anéantir les chiites», selon Talabani. «L'Arabie séoudite et l'Amérique préfèrent avoir un Saddam Hussein affaibli au pouvoir à Bagdad plutôt qu'une république islamique fondamentaliste», a-t-il ajouté.

«Ce fut une erreur des responsables chiites que de proclamer qu'ils voulaient faire une révolution islamique et établir un régime islamique: ils ont effrayé l'Occident et n'ont pas respecté nos accords qui prévoyaient un gouvernement de coalition», a-t-il dit.

Talabani a accusé les Etats-Unis d'avoir donné «le feu vert à Bagdad pour affaiblir les Kurdes» dont, selon lui, Washington a toujours ignoré les aspirations nationalistes. L'opposition kurde a accusé l'administration Bush d'avoir laissé l'armée irakienne utiliser des hélicoptères de combat pour mater la rébellion dans le Kurdistan irakien.

Talabani a en outre indiqué qu'il restait de «sérieuses difficultés» à résoudre entre l'opposition kurde et

le gouvernement de Bagdad. Il a assuré que l'opposition kurde ne prendrait jamais «l'initiative de rompre les négociations ou de reprendre les combats». Depuis un mois, Massoud Barzani poursuit à Bagdad des discussions pour aboutir à un accord devant mettre fin à plus de vingt ans de combats entre les Kurdes, qui réclament une plus grande autonomie, et le pouvoir central irakien. «Nous rencontrons de sérieuses difficultés dans la définition du territoire du Kurdistan autonome», a-t-il notamment dit. — (afp)

LYON MATIN 7 juin 1991

EQUILIBRE

Mission difficile au Kurdistan

DANS la nuit du 26 au 27 mai, Hien Lam Duc, un des permanents d'Equilibre, a été victime d'un grave accident de voiture dans la zone du Kurdistan «libre», qui ne se trouve pas sous protection des forces armées alliées. Au volant d'un véhicule tout terrain et accompagné d'un autre membre de l'association, le véhicule sur une piste très difficile a effectué plusieurs tonneaux. Hien Lam Duc, atteint à la tête, est resté sans connaissance, son compagnon peu atteint a pu prévenir un détachement de l'armée française située à 5 heures de route, dans la zone de sécurité. Bien que la zone où l'accident a eu lieu soit normalement fermée aux armées alliées, un hélicoptère de l'armée française est arrivé sur les lieux pour emmener de toute urgence notre permanent à l'hôpital de Zakho où des soins intensifs ont permis de le rapatrier en France 72 heures plus tard.

Equilibre s'est installée en Irak pour continuer son action en faveur des Kurdes. Après l'envoi de 7 camions soit 140 tonnes de marchandises d'urgence, et leur distribution sur place, l'association s'est engagée sur l'aide aux réfugiés qui rentrent d'Iran, et, dans des conditions très difficiles. Elle a envoyé sur place du personnel médical et des logisticiens qui ont la charge de gérer les quatre bases qu'elle a établies sur la frontière irano-irakienne. Ces bases permettent aux réfugiés une halte où les permanents d'Equilibre leur distribuent nourriture, boissons, couvertures, etc., mais aussi assurent des soins d'urgence, particulièrement pour les enfants qui souffrent toujours de ces conditions de vie très éprouvantes.

Toutefois, au fil des jours, la situation semble de plus en plus tendue face à l'imminence du départ de l'Armée américaine et de nombreuses ONG se posent la question quant à l'avenir de leurs missions sur place. A ce jour, ce sont 12 personnes qui travaillent sur le terrain, dans la zone dite du Kurdistan libre et où les forces alliées n'entrent pas. C'est donc en collaboration directe avec les Kurdes de cette zone qu'Equilibre peut poursuivre son action. Aujourd'hui, un nouveau camion chargé de 2 véhicules 4x4 quittera Lyon pour l'Irak, suivi très vite en avion de personnel qui rejoindra au plus vite les bases d'Equilibre.

By Alan Cowell
New York Times Service

Iraq's Predicament : In the Worst of Times, Hussein Holds On

BAGHDAD — In his tumbledown five-room home on the banks of the Tigris, Falah Fajer Mahathidi received an unexpected guest the other day, and when the stranger had departed, he found himself the richer by a house, a job and roughly \$6,000.

The benefactor who sat with him for two and a half hours complimenting his 9-year-old daughter's doe-eyed beauty and sharing jokes and chocolates with him, was none other than President Saddam Hussein.

The visit showed some of the ways in which the president is seeking to maintain power and persuade his people that he will survive in postwar Iraq after having put down revolts in March among the Shiite Muslims of the south and the Kurds of the north.

"He is my brother and my father," Mr. Mahathidi said, expressing adoration rather than claiming lineage. "He's very nice."

The assessment is not shared by those who have been tortured in his prisons and suffered loss from his policies, or by those in Iran and Kuwait who have witnessed his invading armies as they came, saw and were defeated.

Moreover, conversations with many Iraqis over the last 10 days have left the powerful impression that they feel vulnerable to repression and unsafe in a land whose human rights record is among the worst in the Middle East.

"There's something we call the fourth degree," said a middle-ranking civil servant. "That means that if I do something wrong, they'll punish my family, too, down to the fourth degree of cousins and so forth."

In Kirkuk, where government forces fought Kurdish separatist guerrillas in March, a man ran up to a reporter and whispered, "Everyone hates Saddam Hussein very, very, very much."

Another said, "There are no human rights in Iraq."

Asked in what sense there were no human rights, he replied, "In every sense."

Despite the authorities' protestations that Iraq is heading toward democratic change, many seem cynically resigned to living under a government rooted in the coterie of clan, family and loyalists that surrounds the president and extends deep into local administration.

In Kirkuk, the local governor, Hashem Hassan Majid, is a cousin of the president's. The governor of Basra in the south is Latif Hammoud, a loyalist general whose office is decorated with photos of the president pinning medals on him.

On the highways in the north of the country, trucks towing artillery roll back from campaigns against Kurdish rebels, laden with unkempt Republican Guards who have been accused by relief officials of terrorizing civilians.

"The Kurds did not flee for nothing," said a relief official familiar with conditions in the north.

Despite Baghdad's harsh tactics, government officials insist that the country is heading for a new political order.

Information Minister Hamed Yussef Hamadi said in an interview that before the end of this year there would be a "timetable" for a referendum on a new constitution and legislation providing for press freedoms and multiple political parties.

An elected government would replace the supreme Revolutionary Command Council, which would be abolished. "We are moving into a new phase," he said.

"This matter is serious and is not done in the aftermath of the Gulf war," he said, evoking the official argument that a process of political liberalization long predates Iraq's invasion of Kuwait. "And it is irreversible," he said.

"We will not allow religious parties," he said. "The reason is that the religious parties will work against the unity of Iraq."

Under the promised new system, Mr. Hamadi said, he expects Kurdish, Iraqi nationalist and Communist parties to participate.

All parties, including the ruling Arab Ba'ath Socialist Party, would be obliged to name their members, he said, and none would be permitted foreign funding.

Throughout the conversation, Mr. Hamadi seemed to suggest that the governing Ba'athists regarded themselves as the custodians and controllers, as much as participants, in the putative liberalization process.

"The Ba'ath Party is not a small party and it has been in power for 23 years," he said. "So let us say in fact that, because it has been in the political arena for such a long time, it will have some weight in the public life. You don't expect that the Ba'ath Party will shrink to a very small group."

"This country needs a strong leadership," he added.

By some arguments, government officials' promises of change are supposed to bolster, not weaken, that strength.

A diplomat in Baghdad, speaking on condition of anonymity, said: "They understand they must do something and, looking at what happened in Eastern Europe and the Soviet Union, and the revolts in their own country, they calculate that it

is better to do it from above, when they have control, rather than risk more uprisings."

"But that does not mean Saddam wants to relinquish power," the diplomat added. "What they are talking about is a gradual, controlled process."

The Iraqi leader's unheralded visit to Mr. Mahathidi's home in Baghdad's poor Souk Al Jadid area seemed designed to defy Western hopes, nurtured outside Iraq, that the dictator has somehow been cowed by his misadventure in Kuwait.

He seems intent on giving the impression that economic sanctions and military defeat have left him unfazed.

"For him, crisis is his life," a foreign specialist said. "Since his childhood, he faced adversity but every time, he found some way out, saving his face and prestige and maintaining his position. It's his life. He does not like to enjoy himself like some sheikh, just sitting back without political adventures."

That seems part of the 54-year-old president's political profile and personal psychology. He came to power through the bloody, conspiratorial and secretive ways of the Ba'ath Party.

A year after formally assuming the presidency in 1979, he invaded Iran.

When that war ended, in 1988, he challenged Syria's position in Lebanon by sending arms to its Christian foes there and began building the Arab world's mightiest arsenal.

In May 1990, after threatening to "burn half of Israel" if attacked, he sought the Arab world's acknowledgment of his power at a conference of Arab leaders in Baghdad. In August 1990, he invaded Kuwait.

"He has never lived without a crisis to legitimize the way he rules," a London-based Iraq specialist, Charles Tripp, said during the last and most disastrous war.

A Top Kurd Sees Accord Soon

New York Times Service

BAGHDAD — Massoud Barzani, the principal leader of Iraq's Kurdish minority, predicted Friday that he and other Kurdish leaders would reach an agreement with the Baghdad authorities by mid-June, granting autonomy to his followers and eliminating the need for American and other forces to remain in northern Iraq.

The upbeat assessment echoed similar statements by government officials. But another important Kurdish figure, Jalal Talabani, told a French reporter in northern Iraq on Thursday that "serious difficulties" remained in the discussions with Iraqi leaders.

"The main difficulties are over the geographical boundaries of a Kurdish autonomous area and over democracy," Mr. Talabani was quoted as having said.

Iraqi authorities were resisting Kurdish demands that the oil-producing city of Kirkuk be included in an autonomous region and were proposing that a new

constitution enshrine the supremacy of President Saddam Hussein's ruling Arab Ba'ath Socialist Party.

"This is unacceptable," Mr. Talabani was quoted as having said.

In an interview in Baghdad, however, Mr. Barzani rebutted suggestions that he and Mr. Talabani were in conflict.

"I expect an agreement by June 15 or around that time," he said. "There is no disagreement with Talabani."

In the discussions, a coalition of Kurdish groups is demanding that Iraq accept a new constitution providing for multiparty rule, a process that officials in Baghdad assert is already under way.

Mr. Barzani said one possible solution to the deadlock over Kirkuk was joint administration by Kurdish and Iraqi officials, but he indicated that the issue might be left for further negotiation.

— ALAN COWELL

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JUNE 8-9, 1991

GAZETTE TELEGRAPH

June 10 1991

Kurds return after flight

By Mark Heinrich
REUTERS NEWS AGENCY

DIYANAH, Iraq — Kurds who fled a new Iraqi army crackdown in the city of Erbil have largely returned home and tension has eased, U.N. officials said yesterday.

They said they did not know whether Kurds reported to have run away from army violence in Suleimaniyah about the same time had also returned home from camps near the Iranian border.

Renewed Kurdish flight from the two cities, outside the Gulf coalition security zone in ethnically Kurdish north Iraq, had raised fears of a new mass exodus that might bog down Western military forces indefinitely.

"Most of the Kurds who left Erbil in reaction to the disturbances have gone back," said Steen Frederiksen of the U.N. High Commissioner for Refugees field office in Erbil Province.

"You couldn't call the situation normal. Soldiers are still in the street. But it's much quieter now and the market is busy again," Mr. Frederiksen said in Diyanah, 60 miles northeast of Erbil in an area controlled by Kurdish guerrillas.

"The palpable tension of last week has relaxed markedly," said Poul Svane, another UNHCR representative handling Kurdish refugees trickling into the Erbil district from Iran.

U.N. and Kurdish resistance officials estimated several thousand people fled Suleimaniyah and Erbil only weeks after returning from Iranian border camps, where they had taken shelter after the Iraqi army crushed their postwar rebellion.

LE MONDE 9-10 juin 1991

IRAK

Le Conseil de sécurité maintient l'embargo sur les armes à destination de Bagdad

Le Conseil de sécurité s'est réuni vendredi 7 juin aux propositions de directives du secrétaire général de l'ONU sur l'interdiction de toutes les ventes d'armes à l'Irak, a-t-on indiqué de sources diplomatiques à l'issue d'une réunion de consultation. La majorité des membres du Conseil a rejeté les propositions yéménite et cubaine d'établir un catalogue précis des armes soumises à embargo, propositions jugées peu réalistes en raison de la grande variété des types d'armement.

Dans un rapport au Conseil de sécurité, M. Javier Perez de Cuellar a proposé des directives générales afin de maintenir l'embargo sur les armes à destination de l'Irak tel qu'il a été décrété en août 1990. Les Etats membres de l'ONU sont invités à respecter ces directives. Le

comité des sanctions chargé de surveiller l'application de l'embargo total contre l'Irak devra assurer le suivi de ce dossier. Les médicaments, les produits alimentaires et de première nécessité ne sont pas soumis à ces mesures d'embargo.

Par ailleurs, mardi prochain, le Conseil décidera, selon toute vraisemblance, de maintenir toutes les mesures d'embargo encore en vigueur contre l'Irak. Cette décision sera prise, souligne-t-on de sources diplomatiques, après un examen de la façon dont Bagdad s'est acquitté jusqu'à présent de ses obligations découlant de toutes les décisions prises à son encontre par le Conseil de sécurité depuis l'invasion du Koweït le 2 août 1990. Cet examen doit être régulièrement entrepris tous les deux mois, selon la résolution

687 du Conseil qui a fixé, début avril, à l'Irak les conditions d'un cessez-le-feu définitif.

Le Conseil examinera également dans les prochains jours un projet de résolution faisant obligation à l'Irak de financer la destruction et/ou la neutralisation de toutes ses armes chimiques, biologiques et de ses installations nucléaires. Le coût de ces opérations est estimé à environ 200 millions de dollars. L'Irak, qui reconnaît détenir des armes chimiques, a démenti posséder des armes biologiques et nucléaires. Cependant, selon un chercheur irakien de haut rang ayant fait défection le mois dernier à un point de contrôle établi par l'armée américaine à Dohouk, une bonne partie des installations nucléaires irakiennes aurait échappé aux bombardements alliés. — (AFP)

Un dirigeant kurde critique la « propagande » alliée pendant la guerre

M. Jalal Talabani, l'un des dirigeants historiques de la résistance kurde, a indiqué que l'opposition kurde en Irak avait été « trompée », aux mois de février et mars, par « la propagande » occidentale sur les pertes militaires irakiennes durant la guerre.

« Nous avons décidé de ne pas participer au conflit aux côtés des alliés, de suspendre nos opérations militaires et de rester étrangers à ce jeu au Proche-Orient », a expliqué, jeudi 6 juin, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan au cours d'un entretien avec l'AFP dans le village de Kalajolin, à une vingtaine de kilomètres au nord de Suleimaniyah (Kurdistan irakien). Cette région montagneuse proche de l'Iran est entièrement sous le contrôle des peshmergas, les combattants kurdes, à l'exception de la ville même de Suleimaniyah.

« Mais lorsque nous avons entendu que l'armée irakienne avait été vaincue et que les Chiites se soulevaient dans le Sud, nous avons essayé de libérer notre terre », a-t-il indiqué. Une des raisons de cette décision était le refus des Kurdes « de tomber sous le contrôle d'une république islamique » en cas de victoire de l'opposition chiite, a expliqué M. Talabani.

« Mais nous avons été trompés par la propagande des alliés, qui ont surestimé les pertes irakiennes, et par la rapidité de la défaite des Chiites », a-t-il dit. Il a ainsi assuré que l'armée irakienne possédait encore 2 000 chars au moment où les alliés affirmaient qu'il ne lui en restait que 300. « Les Américains sont responsables de cette propagande et c'est eux qui ont donné le feu vert pour anéantir les Chiites », a accusé M. Talabani qui a ajouté :

« L'Arabie saoudite et l'Amérique préfèrent avoir un président Saddam Hussein affaibli au pouvoir à Bagdad plutôt qu'une république islamique fondamentaliste ». « Ce fut une erreur des responsables chiites que de proclamer qu'ils voulaient faire une révolution islamique et établir un régime islamique : ils ont effrayé l'Occident et n'ont pas respecté nos accords qui prévoyaient un gouvernement de coalition », a souligné le chef kurde.

Enfin, M. Talabani a accusé les Etats-Unis d'avoir par la suite donné « le feu vert à Bagdad pour affaiblir les Kurdes » dont, selon lui, Washington a toujours ignoré les aspirations nationalistes et à qui il ne veut fournir qu'une aide humanitaire. — (AFP)

Suleimaniyah and Erbil each had populations of more than 300,000. U.N. officials said the panicky departures did not approach the scale of the exodus that began at the end of March.

Up to 2 million Iraqi Kurds fled to the mountains on the Turkish and Iranian borders because of the fear

of reprisals by President Saddam Hussein's army.

The 500,000 who flocked to Turkey since have returned to homes within the multinational haven zone. But only a minority of the rest who went to Iran have come back, mainly because their towns are held by Saddam's elite security forces.

NICE MATIN 9 juin 1991

Les Kurdes aux Alliés : « Ne partez pas »

Parade militaire sans précédent à Washington devant un million de personnes

Quelque trois mille Kurdes ont manifesté, hier à Zakhō, dans le nord de l'Irak, pour demander que les troupes alliées restent dans la zone de protection instaurée dans le pays. Selon l'agence anatolienne de presse, les soldats alliés ont empêché les trois mille manifestants d'atteindre le siège du commandement des forces de la coalition, situé à l'extérieur de la ville.

« Pourquoi les alliés partent-ils maintenant ? Nous avons fui la cruauté de Saddam depuis vingt ans », ont-ils expliqué. Plusieurs manifestations similaires s'étaient déjà déroulées dans la semaine.

Vendredi, le commandant américain des forces coalisées, le lieutenant-général John Shalikashvili, avait rencontré une trentaine de chefs kurdes, auxquels il avait confirmé qu'il n'était pas question d'étendre la zone de sécurité, comme ses interlocuteurs en avaient formulé la demande. « Notre mission », a-t-il dit, « se termine. Nous n'avons pas l'intention de progresser davantage, ni vers le sud, ni vers l'est, au delà de ce qui est nécessaire pour permettre aux gens de quitter les montagnes et rentrer chez eux ».

Washington : imposant « défilé de la Victoire »

Hier, les alliés (21 000 militaires, dont quelque 10 000 Américains) ont passé le relais de la coordination des efforts humanitaires au haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Ils doivent cependant continuer à assurer la sécurité et à fournir de l'aide. La date de leur départ n'a pas été fixée.

Aux Etats-Unis, près d'un million de personnes ont rendu, hier, un hommage enthousiaste aux soldats américains ayant combattu dans le Golfe, au cours d'un « défilé national de la Victoire » qui s'est déroulé à Washington en présence de George Bush.

La parade militaire, la plus imposante jamais organisée par ce pays depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, a été ouverte par le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », qui était suivi par les drapeaux des 28 pays coalisés, y compris celui de la Syrie, dont la participation avait été l'objet d'une controverse.

Puis quelque huit mille femmes et hommes de toutes les armes — terre, mer, air, Marines et gardes-côtes — ont défilé en tenue de combat sur l'avenue de la Constitution. Chasseurs « furtifs » F-117, chasseurs à décollage vertical Harrier, hélicoptères d'attaque Apache et de transport léger Blackhawk — en tout plus d'une centaine d'aéronefs —, chars M1 Abrams, lanceurs de missiles Patriot et véhicules de combat amphibies par dizaines, le tout entraîné par onze fanfares militaires, ont suscité l'engouement des spectateurs.

Dans la soirée, un gigantesque pique-nique devait rassembler à proximité de la Maison-Blanche près de 22 000 anciens combattants du Golfe, venus de tout le pays.

Le rassemblement devait être suivi d'un spectacle en plein-air et d'un feu d'artifice géant au cours duquel 14 000 fusées devaient être tirées.



« Ne nous laissez pas ! ». Depuis plusieurs jours, les Kurdes multiplient en vain les manifestations dans les zones de protection. (Photo A.F.P.)

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0344 4 I 0267 FRA 7AFP-KX77

France-Kurdes

Appel de 150 personnalités françaises et étrangères "pour que cesse la répression contre les kurdes"

PARIS, 13 juin (AFP) — Cent cinquante personnalités politiques, écrivains, artistes et journalistes ont demandé "que cesse immédiatement la répression dont est victime le peuple kurde", dans un appel publié jeudi sous forme d'encart publicitaire par le quotidien Le Monde.

Les signataires demandent également "que les réfugiés kurdes d'Irak puissent regagner leurs foyers en sécurité sous le contrôle d'observateurs internationaux" et que les Kurdes soient autorisés "dans tous les Etats où ils forment des minorités nationales, à jouir de leurs droits fondamentaux, notamment celui de parler leur langue et de conserver leur culture et leurs traditions".

Ils réclament que "le peuple d'Irak soit appelé à se prononcer démocratiquement sur son avenir par le moyen d'élections libres et internationalement contrôlées" et que "la question kurde ne soit pas une fois de plus oubliée au cours de la prochaine conférence internationale" appelée à discuter de la paix au Proche-Orient.

Parmi les signataires se trouvent les ex Présidents argentin Raul Alfonsín, français Valéry Giscard d'Estaing et brésilien José Sarney, les ex Premiers ministres néerlandais Andreas Van Agt, japonais Yasuhiro Nakasone et français Jacques Chaban-Delmas, ainsi que l'ex garde des Sceaux, Robert Badinter, la comédienne Carole Bouquet, l'écrivain et peintre Breyten Breytenbach, l'ex-directeur du Monde André Fontaine, le maire de Toulouse Dominique Baudis, le navigateur Eric Tabarly.

Regreso a Halabja

Los campos de refugiados kurdos se vacían

LEENA REIKKO, Halabja
ENVIADA ESPECIAL

La mayoría de los campos de refugiados de las montañas turcas se han vaciado. Gran parte del más de medio millón de kurdos que se hacían en aquellos asentamientos mugrientos han regresado poco a poco a las poblaciones de origen, o a las llanuras del Kurdistán iraquí bajo control de los soldados del ejército multi-

nacional. También se observa un regreso a ciudades como Halabja desde los campamentos iraníes próximos a Irak. Sin embargo, la vida es dura para los 12.339 kurdos que permanecen cerca de los picachos turcos y para las decenas de miles de acampados en áreas iraníes o del norte de Irak, fuera de la vigilancia de la coalición militar que derrotó a Sadam Husein en la guerra del Golfo.

"Desde 1974 me he visto obligado a huir con mi familia en cuatro ocasiones por culpa de Sadam", dice Husiar Hama Kadir, un kurdo de la ciudad de Halabja, localidad iraquí que linda con Irán, mientras contempla, amargado, su casa en ruinas y recuerda los trágicos días de marzo de 1988 en que el presidente iraquí decidió bombardear con gas venenoso Halabja, donde murieron al menos 5.000 personas. El relato de este kurdo prosigue con nuevas desgracias: "Después del bombardeo del 88 huimos a Irán y volvimos al mes. A continuación fuimos recluidos en un campo de concentración de Erbil. Cuando Sadam Husein invadió Kuwait huíamos de nuevo del campo y nos instalamos en Suleymaniah (norte de Irak)". Husiar Hama Kadir agrega que cuando el ejército iraquí aplastó la rebelión kurda, una vez que finalizó la guerra del Golfo, su familia huyó otra vez a Irán y allí continuará hasta que sea posible la reunificación. Él sigue atento el acontecer en su ciudad natal.

Garantías de EE UU

Historias similares pueden escucharse, una y otra vez, de refugiados que acaban de bajar de las montañas de Turquía, en cuya línea divisoria con la frontera de Irak mantienen sus tiendas de campaña 843 kurdos, según datos oficiales, o en los pasos fronterizos iraníes. El grueso del más de medio millón de refugiados que malvivieron en las zonas turcas ha regresado a Zajo y Dohuk, después de las garantías dadas por el mando norteamericano

de que no serán molestados por los soldados iraquíes.

La retirada de los soldados estadounidenses, británicos, franceses o españoles no es fácil. El Kurdistán dista mucho de haber quedado pacificado. La semana pasada se registraron nuevos choques entre kurdos e iraquíes, principalmente en Dohuk, población del Kurdistán iraquí situada en las proximidades de las zonas controladas por el ejército multinacional. La preocupación y el miedo son grandes, y muchos kurdos protestan la decisión estadounidense de abandonar la región tan pronto como la ONU ocupe su lugar.

"Somos un pueblo decidido y muy apegado a nuestros hogares. Quiero reconstruir mi casa. Aunque no tengo nada, me siento como un rey desde que he podido volver a Halabja", sonríe Husiar. Como millones de compatriotas espera el resultado definitivo de las negociaciones entre sus líderes y Sadam Husein y confía en que las unidades estadounidenses se desplacen hacia el este del Kurdistán para sentirse seguro. La zona de Halabja está controlada por los guerrilleros kurdos, *pehmergas*, y decenas de miles de refugiados, compañeros en el miedo que también provocó la huida de los kurdos en el norte de Irak, han retornado a la región. Dicen que las condiciones de vida en Irán eran penosas y muchos acusaron a funcionarios iraníes de corrupción y de haber robado la ayuda internacional destinada a los refugiados. Sin embargo, miles de kurdos procedentes de las ciudades de Kirkuk, Suleymaniah, Erbil y Mosul, bajo control del ejérci-

to iraquí, conservan el miedo a las Fuerzas Armadas de Sadam Husein. Temen volver y prefieren la vida de refugiado.

Halabja es una extraña mezcla de vida y muerte. Desde por la mañana, sus calles destrozadas se llenan de gente que compra y vende cosas: kurdos que tratan de vivir una vida normal dentro de su anormal situación. A pesar del embargo de las Naciones Unidas el contrabando es fluido por la frontera iraní. Los guerrilleros tratan de mantener controlados los precios y evitar las especulaciones con artículos de primera necesidad. Todavía, los precios de los huevos, el arroz y otros alimentos disponibles son demasiado caros. Paul Dedoward, coordinador de la rama francesa de Médicos Sin Fronteras en Halabja, explica que los refugiados "comen lo justo para sobrevivir"

Miedo a las minas

"La mayoría sufre de diarreas e infecciones de garganta causadas por el frío de las montañas", lamenta el doctor Nejar en un hospital administrado por los *pehmergas*. Un problema serio continúa siendo el minado de amplias zonas fronterizas, efectuado por los ingenieros militares iraquíes hace años para impedir que los kurdos volvieran a ciudades despobladas a la fuerza por Sadam Hussein. Alguna mina estalla cada día añadiendo una desgracia más a la larga lista de las que aquejan a los kurdos, que a los dos lados de las fronteras turca e iraní, aguardan, temerosos, un definitivo destino o una nueva plaga.

LE MONDE 22 juin 1991

IRAK : pour assurer la protection des Kurdes

Les alliés souhaiteraient installer une force d'intervention en Turquie

Les forces alliées ont demandé à Ankara l'autorisation d'installer en Turquie une force d'intervention rapide destinée à protéger les Kurdes d'Irak contre une éventuelle attaque de l'armée irakienne, a-t-on appris, jeudi 20 juin, de source proche du ministère turc des affaires étrangères. Le gouvernement d'Ankara « acceptera très probablement » cette demande « actuellement à l'étude », a-t-on indiqué de même source, en ajoutant que « pour éviter la répétition de la tragédie des réfugiés kurdes d'Irak », les autorités turques collaboreront « pleinement avec les forces alliées ». Le gouvernement d'Ankara craint en effet que les réfugiés qui sont rentrés chez eux ne regagnent les montagnes après le départ des alliés du nord de l'Irak, comme l'ont laissé entendre des dirigeants Kurdes.

De leur côté, les Etats-Unis « partagent les préoccupations » de leurs alliés européens concernant d'éventuelles représailles irakiennes contre les Kurdes après le départ des forces de la coalition, a indiqué jeudi M. Pete Williams, porte-parole du Pentagone. M. Williams s'est toutefois refusé à commenter les informations selon lesquelles

les forces alliées auraient demandé à la Turquie l'autorisation de mettre en place dans ce pays une force d'intervention rapide.

D'autre part, alors que Français et Britanniques essaient de convaincre les Américains de ne pas envisager de retrait militaire avant que les Kurdes ne bénéficient de garanties de sécurité, le département de la défense à Washington a démenti, jeudi, un article du journal britannique *The Independent* selon lequel l'armée américaine aurait « gelé » son départ du Kurdistan irakien. — (AFP, Reuter.)

□ L'Australie vend 100 000 tonnes de blé à Bagdad. — L'Australie a signé, vendredi 21 juin, un contrat portant sur la livraison de 100 000 tonnes de blé à l'Irak. C'est le premier pays à reprendre les ventes de céréales à Bagdad depuis le début de la crise du Golfe et l'entrée en vigueur de l'embargo des Nations unies contre l'Irak, a indiqué M. Clinton Condon, président du directoire australien du blé. L'ONU a récemment autorisé la reprise des livraisons de produits alimentaires. — (Reuter.)

Pour avoir participé en 1989 à une manifestation pour la démocratie, il dit avoir été arrêté et torturé par les forces de l'ordre. Un témoignage difficilement vérifiable qu'accrédite cependant en partie le certificat établi par un médecin thononais qui a relevé sur le visage, et le corps de M. Eligul des traces « suspectes », provenant de blessures restées sans soins.

C'est, menacé d'une lourde peine de prison, que M. Eligul est sorti clandestinement de Turquie après avoir, dit-il, corrompu un policier. L'homme n'était, en effet, pas sans ressources. Il possédait à Sungurlu, ville de 40 000 habitants située près d'Ankara, trois magasins de meubles et électroménager. « Si je n'étais pas un politique qui a été obligé de fuir, pourquoi aurais-je quitté la Turquie pour venir faire le manœuvre ici ? » explique-t-il.

Témoignage de tortionnaire

Ces arguments n'ont pas convaincu une administration à qui « il faudrait un témoignage des tortionnaires pour accorder l'asile politique » estime M^e Lestourneaud qui a pris la défense de M. Eligul.

Pendant que son client adressait une lettre ouverte au président de la République, il a engagé un recours devant le Comité contre la torture en s'appuyant sur l'article 3 de la convention adoptée le 10 décembre 84, ratifiée par la France, dans lequel il est dit que : « Aucun Etat partie n'expulsera, ne renverra, ni n'extradera une personne vers un autre Etat où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture ».

Si cette intervention restait sans suite, l'avocat du barreau de Thonon est décidé à aller plus loin : *Il faut que dans notre pays des Droits de l'homme, on prenne l'exacte mesure de ce que signifie une reconduite à la frontière* ».

Pour M. Eligul, il ne peut être question de retourner en Turquie : « Je préfère me suicider que passer 30 ans de ma vie en prison » dit-il calme et déterminé, entouré de ses enfants au visage soudain devenu grave.

Thierry CHANEZ

L'angoisse d'une famille kurde

A Thonon, après le refus de sa demande d'asile politique, M. Eligul écrit au chef de l'Etat « Je ne veux pas passer 30 ans de ma vie dans une prison turque ». Sa famille risque l'expulsion

Thonon-les-Bains. — Aujourd'hui jeudi 13 juin, Refik Eligul, un Turc de 39 ans, actuellement installé à Thonon, devra avoir quitté le territoire national. Sa demande d'asile politique en France lui a, en effet, été refusée par l'Office des réfugiés.

Comme M. Tawab, ce réfugié zairois dont nous avons évoqué la situation dans une précédente édition, M. Eligul n'a pu apporter la preuve des mauvais traitements qui lui ont été infligés dans son pays d'origine.

Jugé indésirable dans notre pays,

sans travail depuis une quinzaine de jours (il a été contraint de quitter son employeur thononais), Refik Eligul, son épouse, son frère et ses cinq enfants vivent dans l'anxiété entassés dans leur minuscule logement du 1, chemin de la Ratte à Thonon.

« Je ne suis pas un réfugié économique. Je suis un réfugié politique » ne cesse de répéter ce Kurde de confession alewite qui est dans son pays un militant actif et populaire du S.D.H.P., le Parti social démocrate turc.

Des traces « suspectes »

International Herald Tribune June 12, 1991

Give the United Nations Guards a Chance in Iraq

By Sadruddin Aga Khan

The writer is executive delegate of the UN secretary-general for the humanitarian program for Iraq, Kuwait and the Iraq-Turkey and Iraq-Iran border areas.

NEW YORK — On May 23, the United Nations secured Iraqi agreement to the deployment of up to 500 UN guards, to be assigned wherever a UN humanitarian presence is needed. This is not a panacea for the tensions and dangers of the region. But it is a small step for peace, a tentative but instructive idea of how innovation, even within the United Nations' somewhat rigid structures, can unblock the impasse.

The world's media spotlight, dazzlingly effective but lamentably brief, has focused on the grim plight of the Kurdish population in northern Iraq, which should not blind us to the needs of the victims of upheaval in other regions. Coalition forces responded first with a military efficiency that is enviable to traditional relief agencies. And since the signing of our framework agreement in Baghdad on April 18, the United Nations has had under way a humanitarian operation designed to bring succor to vulnerable groups throughout the country.

The UN high commissioner for refugees has already taken over the Zakho transit camp. But security was hard to address within the confines of a humanitarian program.

Recourse to the Security Council was ruled out at the time. The peace-keeping option was tried to no avail. Indeed, traditional UN peacekeeping, for all its successes, does have one pitfall: It can freeze a situation in an uneasy stalemate, with the underlying issues conveniently shelved — a "hard and bitter peace," in the words of John F. Kennedy. Just look at the 33 years of dispute over Kashmir, or the 27 years of Cyprus's division.

Another approach was needed. That was why we came up with the

"Guards Contingent" formula, blending the disparate humanitarian, political and security elements. A novel if still unproven experiment, the guards' basic mandate is to protect the precious human and material assets deployed in the humanitarian operation.

They are neither peacekeepers nor policemen where UN resources are not involved. There are no guarantees. But they are there to observe, monitor and report. Any security incidents will be rapidly communicated up the chain of command.

In the most direct sense, the guards may be a highly visible but symbolic presence — as indeed are peacekeeping operations, where the "blue helmets" protect more by their color than by their dimension. But the guards ensure the international context. They will bear moral witness and help create confidence. As the eyes and ears of the United Nations, they can send reports that trigger further action. Moreover, they are bound to the humanitarian program's time frame, so a cutoff date prevents the inertia of the situation in Kashmir or Cyprus.

On first sounding out the concepts in Baghdad, I recalled an earlier idea, which we put forward in a 1981 UN report on "Human Rights and Massive Exoduses," for a corps of "humanitarian observers." These observers were "to monitor situations and contribute through their presence to a de-escalation of tensions," as well as to facilitating humanitarian work. In a refugee context, they could contribute to speedy repatriation. Ahead

of their time, they never materialized. However, a decade later the guards represent by another name much of that same philosophy.

The debate over a right of humanitarian intervention has been given a good airing recently. Compassion and self-interest find temporary common cause in international action to alleviate suffering that knows no frontiers. In a vacuum of authority, responsibility must be assumed, and services disrupted by disasters must be restored. Yet imposed concern remains largely unwelcome. Again, innovation and flexibility are crucial.

Lifesaving and face-saving may have to go hand in hand.

Critics remind us that the United Nations enjoys no reputation for rapid response to crises. Its potential must indeed be better tapped. Nonetheless, it may step in where other powers rightly hesitate to tread. The guards' deployment was risky and cannot shoulder a burden it was never intended to bear, but it deserves its niche in UN history.

Whatever the outcome, we must not fear to improvise. When hundreds face death each day, as parents bury their children on barren mountain tops, we cannot await the ideal solution. Relief from starvation and disease brooks no bureaucracy.

Complex humanitarian and political challenges defy easy solution. There are no quick fixes. An idea such as the guards contingent for our operation in Iraq can only be part of a broader package. In such situa-

tions, where distrust, distress and violence feed upon each other in a poisonous circle, the antidote must have multiple ingredients.

First, tensions must be lowered, with the parties agreeing to show some restraint and to support, at the very least, implementation of the humanitarian program. Specific agreements to that effect should be concluded between all concerned.

Second, civilian authority should prevail, reflecting the spirit if not the letter of a demilitarized region.

Third, tentative security arrangements might be ensured by a tripartite grouping of both sides and international representatives associated with the humanitarian endeavor. Other assurances or leverage may come from outside. The tissue of confidence must be rewoven thread by thread. One missing strand, one unchecked incident, will unravel the safety net.

We cut some corners in sending in a first guards contingent before the ink was dry — in fact, before the agreement was signed. As they had to be part of the humanitarian package, their funding is dependent upon voluntary contributions, in cash or in kind. So far the response has fallen short of the needs, estimated at some \$35 million till the end of the year — about as much as it costs the coalition every week, according to press reports, to keep its forces in northern Iraq.

Give us the means to make this operation a success. As the refugees return down our "blue routes," we must keep up the momentum.

Peace comes cheaper than war. It is also a good investment. Solidarity today can reap stability in a volatile region tomorrow.

The Washington Post.

Vendredi 14 juin 1991

le Proche-Orient et l'Internationale socialiste

Le conseil de l'Internationale socialiste, présidé par Willy Brandt, s'est réuni, pour la première fois depuis la guerre du Golfe, à Istanbul, les 11 et 12 juin.

Comme on pouvait s'y attendre, la recherche de la paix au Proche-Orient a dominé les débats. Pierre Mauroy, soulignant dans son intervention qu'ignorer la question palestinienne "serait réduire la paix à un simple sursis", dénonça "l'intransigeance d'Itzak Shamir et de la droite israélienne qui alarme tous les socialistes." L'enlisement des négociations, qui en résulte en partie, semble avoir permis aux délégations

palestinienne et travailliste israélienne, présidées par Fayçal Hussein et Shimon Peres, de mener, dans le cadre du comité Proche-Orient, un dialogue plus constructif qu'à l'habitude sur la base du slogan de la gauche israélienne "La paix contre les territoires". Même s'il faut rester prudent sur les suites de cet échange, il témoigne du lieu de rencontre privilégié qu'est l'Internationale socialiste et du rôle qu'elle peut jouer pour faire avancer des convergences sur des points de vue qui divergent entre "partis frères". La résolution finale, à laquelle Pierre Guidoni prit une large part, préconise d'ailleurs la poursuite du dialogue ébauché à Istanbul, malgré les propos durs de Shimon Peres à l'égard de l'OLP. Le leader travailliste s'est prononcé en faveur d'une conférence de la paix internationale ou régionale, c'est pour lui une question de sémantique — à laquelle il souhaite la participation européenne. La situation des Kurdes fut également évoquée. L'un des chefs historiques de la résistance kurde irakienne, Jalal Talabani,

expliqua que, seule une garantie américaine, britannique et française assurera la sécurité du Kurdistan irakien. Sans elle, les Kurdes retourneront dans les montagnes après le départ des Américains. Les questions du développement du continent africain, et celles du désarmement firent l'objet de résolutions. Pierre Mauroy, au nom de l'IS, proposa enfin que les maires socialistes des "Cités du monde" se rencontrent en juin 1992 pour se pencher sur la vie quotidienne des peuples.

Réunies auparavant, les femmes socialistes ont condamné les propos du pape contre l'avortement.

Après l'effondrement du système communiste, comme le remarquait Pierre Mauroy, "l'Internationale reste la seule grande organisation des forces progressistes", comme le montre le nombre impressionnant de candidats à l'adhésion.

Ce qui lui confère une responsabilité plus grande encore.

Ghislaine Toutain

L'APPEL DES 150 POUR LES KURDES

Les personnalités désignées ci-dessous demandent :

- 1) Que cesse immédiatement la répression dont est victime le peuple kurde.
- 2) Que les réfugiés kurdes d'Irak puissent regagner leurs foyers en sécurité sous le contrôle d'observateurs internationaux.
- 3) Que les Kurdes soient autorisés, dans tous les Etats où ils forment des minorités nationales, à jouir de leurs droits fondamentaux, notamment celui de parler leur langue et de conserver leur culture et leurs traditions.
- 4) Que le peuple kurde d'Irak soit appelé à se prononcer démocratiquement sur son avenir par le moyen d'élections libres et internationalement contrôlées.
- 5) Que la question kurde ne soit pas une fois de plus oubliée au cours de la prochaine conférence internationale appelée à discuter des problèmes de la région du Proche-Orient afin d'y rétablir la paix et la sécurité.

Anciens Chefs d'Etat :

Raul ALFONSIN, Argentine ; Valéry GISCARD D'ESTAING, France ; Julio Maria SANGUINETTI, Uruguay ; Jose SARNEY, Brésil.

Anciens Chefs de Gouvernement :

Andreas van AGT, Pays-Bas ; Raymond BARRE, France ; Jacques CHABAN-DELMAS, France ; Jacques-Yvan MORIN, Québec ; Yasuhiro NAKASONE, Japon ; René PLEVEN, France.

Ainsi que :

Yaacov AGAM, peintre et sculpteur ; Hélène AHRWEILER, recteur d'Académie, ancien chancelier des Universités de Paris ; Jorge AMADO, écrivain brésilien ; Mario ANDRIONE, ancien président de la Junte Autonome de la Vallée d'Aoste ; Agathe ANTOINE, journaliste ; Gérald ANTOINE, recteur d'Académie, membre de l'Académie Royale de Belgique ; Georges Emmanuel APOSTOLAKIS, secrétaire général du Ministère de l'Industrie, de l'Energie et de la Technologie de Grèce ; Pierre ARPAILLANGE, ancien ministre, premier président à la Cour des Comptes ; Dominique ARPELS, joaillier ; Robert BADINTER, ancien ministre ; Roger BARBEROT, ancien ambassadeur ; Didier BARIANI, ancien ministre ; Michèle BARZAC, ancien ministre ; Pierre BAS, magistrat honoraire à la Cour des Comptes, ancien député de Paris ; Dominique BAUDIS, maire de Toulouse ; Louise BAUDOIN, ancien délégué général du Québec à Paris ; Gilberte BEAUX, administrateur et directeur de sociétés ; Roland BEGUELIN, journaliste ; Jean-Jacques BEINEIX, réalisateur de films ; Jean BELIARD, ancien ambassadeur ; Jean BERTOLINO, journaliste ; Bernard BILLAUD, magistrat à la Cour des Comptes ; Comte Robert de BILLY ; Jane BIRKIN, comédienne ; Joyce BLAU, professeur de kurde à L'INALCO ; Michel BLUM, président d'honneur de la Fédération internationale des Droits de l'Homme ; Kyra BODART, secrétaire générale de l'Académie Diplomatique Internationale ; Pierre de BOISDEFRE, écrivain ; Georges BONIN, inspecteur général des Finances ; Carole BOUQUET, comédienne ; Claude BOURDET, journaliste ; Yvon BOURGES, ancien ministre, président du Conseil Général de Bretagne ; Christian BRAC de LA PERRIERE, amiral ER, ancien inspecteur général de la Marine ; Dr. Rony BRAUMAN, médecin ; Breyten BREYTENBACH, écrivain et peintre ; Isabel de CARVALHO-KUTTLER, militante des Droits de l'Homme ; Gérard CHALIAND, écrivain ; Albert CHAMBON, ancien ambassadeur ; Jean CHARBONNEL, ancien ministre, maire de Brive ; André CHOURAQUI, écrivain, ancien maire adjoint de Jérusalem ; René CLEMENT, membre de l'Institut ; Alain de CONDE, artiste peintre ; Michel COSSA, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation ; Jean-Louis CREMIEUX-BRILHAC, ancien membre du Conseil d'Etat ; Régis DEBRAY, écrivain ; Maurice DELAUNEY, ancien ambassadeur ; Jean-François DENIAU, ancien ministre ; Xavier DENIAU, ancien ministre ; Georges DESCRIERES, comédien ; Georges DOMINJON, magistrat à la Cour des Comptes ; Bernard DORIN, ambassadeur ; Jean DUCHE, écrivain ; Anne-Marie DUMAS ; Louis DUMAS, président d'HERMES ; Gérard ECONOMOS, artiste peintre ; Michel ELBEL, vice-président du Conseil Régional d'Ile de France ; Pierre FABRE, président de sociétés ; Stelio FARANDJIS, universitaire ; Prince Jean-Louis de FAUCIGNY-LUCINGE, président d'honneur des œuvres hospitalières françaises de l'Ordre de Malte ; Maurice FAURE, ancien ministre ; Bertrand FESSARD de FOUCAULT, haut-fonctionnaire ; Jean-François FILLON, député ; Georges FLECHEUX, bâtonnier désigné de l'Ordre des Avocats ; Fondation FRANCE-LIBERTÉS ; André FONTAINE, journaliste, ancien directeur du Monde ; Jean-Pierre FOURCADE, ancien ministre, sénateur ; Jean FOURNET, chef d'orchestre ; Jean FRANÇOIS-PONCET, ancien ministre des Affaires Etrangères ; Yann GAILLARD, inspecteur général des Finances ; Gilbert GANTIER, député de Paris ; Guy GEORGY, ambassadeur de France ; Hélène GHASSEMILOU-KRULICH, universitaire ; Olivier GISCARD D'ESTAING, président de sociétés ; Alain GOURDON, magistrat

à la Cour des Comptes ; Roger GOUZE, délégué général de l'Alliance Française ; Gérard GOUZES, député ; Alain GRIOTTERAY, administrateur de sociétés ; Yves GUENA, ancien ministre, sénateur ; Alain GUILLERMOU, universitaire ; Jean GUITTON, philosophe, écrivain, membre de l'Académie Française ; Francis GUTMANN, ambassadeur de France ; Leo HAMON, ancien ministre ; Guy HERAUD, universitaire, ancien candidat à la Présidence de la République ; Catherine HERMARY-VIEILLE, écrivain ; Basil Cardinal HUME, archevêque de Westminster ; Daniel JACOBY, président de la Fédération internationale des Droits de l'Homme ; Jacques JACQUET-FRANCILLON, journaliste ; Michel JOBERT, ancien ministre des Affaires Etrangères ; Yves JOUFFA, ancien président de la Ligue des Droits de l'Homme ; Alain JUPPE, ancien ministre, député ; Jean de KEMOULARIA, ancien ambassadeur ; Jacques KOSCIUSKO-MORIZET, ambassadeur de France ; Bernard KOUCHNER, président d'honneur de Médecins du Monde ; Maurice LAMBIOTTE, directeur de Recherches au CNRS ; Marcel LANDOWSKI, compositeur ; Jacques de LAROSIERE DE CHAMPFEU, inspecteur général des Finances ; Hervé LAVENIR, économiste, fonctionnaire international ; Dr. Jacques LE BAS, médecin, président de Médecins du Monde ; Jacques LE CORNEC, préfet honoraire ; Pierre LELLOUCHE, conseiller ; Marlyse LESCOT, traductrice ; Philippe MALAUD, ancien ministre ; Jean MALAURIE, ethnologue, directeur de recherches au CNRS ; Robert MALLETT, poète, ancien recteur de l'Université de Paris ; Dieudonné MANDELKERN, membre du Conseil d'Etat ; Alexandre MARC, universitaire ; Philippe MARCHAT, inspecteur général des Finances ; Jean-Claude MARTIN, directeur de sociétés ; Michel MASSENET, membre du Conseil d'Etat ; Jean MAURIAC, journaliste ; Sir Anthony MEYER, membre de la Chambre des Communes ; Jean-Claude MICHAUD, universitaire ; Bailli Comte Géraud MICHEL DE PIERREDON, ambassadeur de l'Ordre Souverain de Malte ; Juliette MINCES, écrivain ; Alexandre MINKOVSKY, professeur de médecine ; François MISSOFFE, ancien ministre ; Olivier MITTERRAND, directeur de sociétés ; Robert MITTERRAND, Commandeur de la Légion d'Honneur ; Yves MONOD, administrateur de sociétés ; René MONORY, ancien ministre, sénateur ; Yves MONTAND, comédien ; Claude MORIN, ancien ministre des Affaires Inter-Gouvernementales du Québec ; Kendal NEZAN, président de l'Institut kurde de Paris ; Duc Helie de NOAILLES, diplomate ; Michel NOIR, maire de Lyon ; Pierre NOTHOMB, président du Club Richelieu-Senghor de Paris ; Erik ORSENNA, écrivain ; Philippe OLIVIER, ancien ambassadeur ; Edouard PARKER, directeur de sociétés ; Robert PELLETIER, directeur général de l'Association française des Etablissements de crédit ; Régis PELLETRAT de BORDE, architecte ; Guy PENNE, sénateur ; Alain PEYREFITTE, ancien ministre, écrivain ; Bernard PLASAIT, architecte d'intérieur ; Catherine PLASAIT, ancien secrétaire général du Comité d'aide aux populations sinistrées du Kurdistan d'Irak ; Alain POMPIDOU, professeur de médecine, parlementaire européen ; Michel PONIATOWSKI, ancien ministre, sénateur ; Jean PRADIER, universitaire ; Pierre RACINE, conseiller d'Etat honoraire, ancien directeur de l'ENA ; Jacques RAPHAEL-LEYGUES, ancien ambassadeur ; Jean-Marie RAUSCH, maire de Metz ; Jean RAVANEL, membre du Conseil d'Etat, ancien Commissaire Général au Tourisme ; Line RENAUD, chanteuse, comédienne ; Philippe RICHER, ancien ambassadeur, membre du Conseil d'Etat ; Jacques RIGAUD, conseiller d'Etat honoraire ; Philippe ROSSILLON, haut-fonctionnaire ; Edouard SABLIER, journaliste ; Paul SABOURIN, universitaire ; Philippe de SAINT ROBERT, écrivain ; Alice SAULNIER-SEITE, ancien ministre ; Paul SEBAH, professeur de médecine ; Mrinal SEN, cinéaste indien ; Claude SIMON, Prix Nobel de Littérature ; Jean SRIBER, inspecteur général des Finances ; Haruo SUZUKI, président de "Showa Denko" ; Eric TABARLY, officier de marine, navigateur ; Jacques TAJAN, commissaire-priseur ; Théo VIAL MASSAT, maire de Firminy, député ; Xavier de VILLEPIN, sénateur ; Linda WEIL-CURIEL, universitaire.

La visite de M. Tarek Aziz en Turquie

Bagdad veut normaliser ses relations avec Ankara

Il aura fallu deux mois aux autorités irakiennes pour convaincre le président Ozal de les recevoir en Turquie. M. Tarek Aziz, le vice-premier ministre irakien, est arrivé mercredi 12 juin à Ankara pour une visite officielle de vingt-quatre heures durant laquelle il espère convaincre le gouvernement turc de faire pression sur la communauté internationale pour lever l'embargo contre son pays.

ISTANBUL

de notre correspondante

Pour M. Tarek Aziz, cette première visite après la guerre du Golfe offre une occasion de normaliser ses relations avec la Turquie, qui était un des principaux partenaires commerciaux de l'Irak avant l'invasion du Koweït. Malgré l'attitude clairement pro-alliée des Turcs durant la crise, les Irakiens avaient soigneusement évité de les critiquer, conscients de l'importance de la Turquie pour leur économie. La réouverture du double oléoduc par lequel l'Irak exportait son pétrole, et qui traverse le territoire turc, sera une priorité sur l'agenda des discussions entre M. Aziz et le président turc. M. Ozal a clairement indiqué qu'il attendrait la décision des Nations unies avant d'autoriser sa réouverture, mais les ingénieurs turcs et irakiens ont déjà procédé à des contrôles pour s'assurer que l'oléoduc et les stations de pompage sont en état de fonctionner.

Lors de ses entretiens avec M. Tarek Aziz, le président Ozal s'inquiétera certainement du sort des Kurdes au nord de l'Irak. Le retrait des alliés, en l'absence d'un accord de sécurité entre les rebelles et le gouvernement irakien, risquerait de causer un nouvel exode que la Tur-

quie est soucieuse d'éviter. «Je crois que les habitants de Zakho et Amadiyah partiront à nouveau vers les montagnes, et reviendraient peut-être en Turquie», a déclaré M. Jalal Talabani, le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, de passage à Istanbul pour l'Internationale socialiste. M. Talabani s'est montré plutôt pessimiste quant à l'aboutissement des négociations en cours à Bagdad entre les rebelles et le gouvernement de Saddam Hussein. «Je ne pense pas que nous arriverons à un accord prochainement. Il y a encore des obstacles importants. Nous devons faire preuve de patience révolutionnaire», a-t-il déclaré.

Parmi les obstacles mentionnés figurent la Constitution irakienne - qui prévoit le monopole du parti Baas, - le pouvoir personnel de Saddam Hussein, inacceptable pour les Kurdes, ainsi que le contrôle de la région de Kirkouk et de quelques villes situées près de la frontière irakienne. Les Kurdes voudraient obtenir une partie des revenus pétroliers de Kirkouk proportionnelle à leur population, ce que les autorités irakiennes ont jusqu'à présent refusé.

Dans la zone de sécurité au nord de l'Irak, la situation s'est normalisée et les alliés retirent progressivement une partie de leurs troupes. De 21 700, le nombre des soldats de la coalition est tombé à 16 139. M. Talabani affirme cependant que seules les unités dont la tâche est terminée s'en vont. «Nous avons reçu des promesses qu'ils [les alliés] ne laisseront plus jamais les forces irakiennes écraser les Kurdes. Les Européens ont fait preuve de plus de sympathie à l'égard des Kurdes que les Américains», a déclaré M. Talabani. Il a également indiqué qu'il avait détecté «un changement d'attitude important» en Turquie vis-à-vis de la minorité kurde et a exprimé le désir de poursuivre avec les autorités turques un dialogue qui avait débuté lorsqu'il avait rencontré un conseiller personnel de M. Turgut Ozal, il y a déjà trois ans.

NICOLE POPE



L'Irak participera à la rencontre euro-arabe de Strasbourg

Le président du conseil national irakien, M. Saadi Mehdi Saleh, conduira la délégation de son pays à la rencontre parlementaire euro-arabe, prévue jeudi à Strasbourg, a confirmé mercredi 12 juin l'hebdomadaire irakien *Alif Ba*. Il s'agit de la première visite d'une personnalité irakienne de ce rang dans un des pays européens membres de la coalition anti-irakienne depuis l'arrêt des hostilités dans le Golfe.

La rencontre de Strasbourg, la première du genre depuis la fin de la guerre, se tiendra en marge de la session mensuelle du Parlement européen en vue de «marquer la dimension politique du dialogue euro-arabe» lancé en 1975. Organisée à l'initiative de l'ancien

ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, cette rencontre a déjà été l'objet de controverses en raison de la participation irakienne.

Les six pays arabes du Golfe ont fait savoir qu'«ils n'estimaient pas opportun» de s'y rendre étant donné les participations irakienne et palestinienne, selon une source parlementaire à Strasbourg. Pour sa part, le président du groupe socialiste au Parlement européen, M. Jean-Pierre Cot, a vivement critiqué les modalités de la rencontre, qu'il a qualifiée de «dérèglement politique» en raison du «caractère déséquilibré de la représentation des pays du Golfe dominée par une puissante délégation du Parlement irakien».

GRANDE-BRETAGNE : la rocambolesque affaire des détonateurs et du super-canon destinés à l'Irak

Une Française et un Irakien reconnus coupables par un tribunal londonien

M^{me} Jeanne Speckman, quarante et un ans, qui a la double nationalité française et britannique, a été reconnue coupable, mercredi 12 juin, par le tribunal londonien de l'Old Bailey, d'avoir cherché à exporter illégalement de Grande-Bretagne, en mars 1990, quarante condensateurs électriques destinés à

l'Irak. M. Ali Dagher, un ingénieur de quarante-neuf ans, qui a aussi la double nationalité (britannique et irakienne), a été pour sa part condamné le même jour et pour les mêmes faits à cinq ans de prison ferme. Un troisième inculpé, qui semble n'avoir été qu'un comparse, a bénéficié d'un non-lieu.

LONDRES

de notre correspondant

Toute cette affaire est extraordinairement compliquée puisqu'elle comporte un agent secret trop zélé des douanes américaines, une Française qui n'est pas Mata-Hari, un ingénieur irakien qui a très peur de Saddam Hussein, et... toutes sortes d'experts tous plus affirmatifs les uns que les autres. Le fond n'a probablement pas été révélé lors du procès qui vient de s'achever. C'est parfaitement normal. Les services secrets n'ont d'utilité que s'ils restent tels.

Il apparaît de plus en plus en effet que tout a été monté, fort mal, par M. Daniel Supnick,

agent pas très professionnel des douanes américaines, qui a réussi au printemps 1990 à alerter la CIA et son homologue britannique sur les risques supposés d'accession de l'Irak à l'arme nucléaire. Il a ainsi orienté tout le monde sur une fausse piste. Les délibérations, parfois surréalistes, de l'Old Bailey ont aussi permis, pour la première fois, d'établir un lien direct entre l'affaire des quarante «condensateurs-détonateurs capables de déclencher une bombe nucléaire» et celle du super-canon irakien. La réalité est moins amusante que la fiction inventée par l'agent des douanes Supnick.

Il est donc préférable de commencer par raconter ce qui s'est passé aux Etats-Unis au

début des années 80. Une petite firme américaine, CSI, est en délicatesse avec les douanes pour avoir cherché à exporter des condensateurs qui auraient pu servir de détonateurs à des armes chimiques. L'agent Supnick passe un « deal » avec le patron de CSI. Il le laisse tranquille à condition que l'autre lui rende des services à l'avenir.

L'ascenseur est renvoyé en septembre 1988 quand une société britannique, Euromac, dont M. Dagher est le PDG et M^{me} Speckman la « directrice à l'exportation » (en fait, elle est surtout sa secrétaire particulière) reçoit une commande du gouvernement irakien pour quarante condensateurs très spéciaux, qui doivent opérer à des températures allant de -20 degrés C à +75 degrés C. Euromac s'adresse à CSI, qui produit des appareils de ce type.

Des amateurs

On apprendra par la suite que ces condensateurs, en fait des piles électriques un peu sophistiquées, pouvaient servir à peu près à n'importe quoi. La commande s'élève à 10 475 dollars (environ 60 000 F) au total.

Le patron de CSI alerte l'agent Supnick, qui prévient la CIA, laquelle met les Britanniques au courant. On tend donc un piège à M. Dagher et à M^{me} Speckman, soupçonnés des pires horreurs. Ils sont suffisamment naïfs, n'ayant aucune expérience, pour tomber dans le panneau. Ils sont filés, filmés, manipulés et finalement totalement ficelés (en vue d'une éventuelle extradition sans procès) par l'agent Supnick, aidé par les services secrets britanniques.

Les douaniers anglais peuvent donc intercepter à Heathrow, le 28 mars 1990, les quarante condensateurs venus des Etats-Unis. L'ingénieur irakien et sa secrétaire française sont arrêtés. Les condensateurs auraient très bien pu servir, peut-être pour déclencher des caméras, sur les obus géants du « super-canon » fabriqué pour les Irakiens par deux firmes britanniques. Des documents, en possession des douanes britanniques mais qu'on a oublié jusqu'ici d'exhiber, le prouvent, selon la remarquable enquête effectuée par *The Independent*. Les premiers éléments du « super-canon » sont saisis le 11 avril 1990 dans un port du nord de l'Angleterre. D'autres allaient être retrouvés en Grèce dans un camion. Bagdad dément tout.

La morale de l'histoire est que la collaboration entre la CIA et ses « amis » britanniques n'est pas toujours au point. La seconde conclusion intéressante est que M. Dagher, qui avait le choix entre l'extradition vers l'Irak et un procès en Grande-Bretagne, a choisi la seconde solution.

D. Dh.

Le Courrier 14 juin 1991

Bagdad: 120 000 tonnes de blé aux Kurdes Premier geste concret

Les autorités irakiennes se sont engagées à fournir aux populations kurdes du nord du pays environ 120 000 tonnes de blé, a annoncé hier un responsable du Département d'Etat américain. Il s'agit du premier accord concret à avoir été signé entre Bagdad et les rebelles kurdes depuis le début du soulèvement kurde.

Par ailleurs, Fadhal Merani, haut responsable du Parti démocratique kurde (PDK), a déclaré que Bagdad avait proposé aux Kurdes la création d'une région autonome dans le nord du pays. « Nous allons nous réunir (avec les officiels irakiens) très bientôt, dans une semaine j'espère », a-t-il ajouté.

Le responsable du PDK a précisé que Bagdad s'était déclaré d'accord

pour réviser sa Constitution et avait accepté de dissocier le Gouvernement du Parti Baas, une revendication clé des rebelles kurdes. La région autonome serait par ailleurs explicitement mentionnée dans la nouvelle mouture de la Constitution.

A propos de la ville de Kirkouk, les Irakiens refusent toujours de considérer cet important centre pétrolier comme une ville kurde.

Alors qu'il était en visite en Turquie, le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz a déclaré qu'un accord global n'était pas encore en vue. « Nous avons réalisé de grands progrès. Mais il y a encore des points de discussion et nous avons besoin de temps ». (AP)



Un accord qui satisfait au premier chef les Américains qui n'attendent qu'un signal pour renrouler leurs fils de fer barbelés. Keystone

Le Courrier 15 juin 1991

Départ des alliés de Dohouk (Irak) La relève onusienne

Premier pas important sur la voie d'un transfert de compétence des alliés à l'ONU au Kurdistan, les soldats américains ont évacué, hier soir, la ville de Dohouk, dans le nord de l'Irak.

Près de 4000 soldats alliés ont quitté cette région et le sud de la Turquie depuis le 21 mai, dont 2300 Américains, et il en reste encore 18 000. Mais ce retrait de Dohouk était le premier d'une position sur la ligne de front.

Des commandants alliés avaient affirmé cette semaine à l'AP que les forces de la coalition auraient entièrement quitté l'Irak d'ici deux mois.

Une centaine de soldats américains avaient pénétré le 24 mai dans Dohouk, située à une quarantaine de kilomètres de la frontière turque, juste à l'extérieur de la zone de sécurité alliée. Seuls quelques policiers irakiens étaient restés sur place.

L'occupation de cette ville de 285 000 habitants était alors considérée comme une nécessité pour encourager le retour des quelque deux millions de Kurdes qui s'étaient réfugiés en Turquie et en Iran depuis la répression en mars de leur soulèvement.

Le général américain Jay Garner, commandant des forces de combat dans la zone alliée, a affirmé jeudi à la presse qu'il était satisfait de cette opération humanitaire à Dohouk qui a permis le retour de presque tous les habitants.

HCR à Dohouk

Le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU a un bureau à Dohouk et une cinquantaine de gardes de l'ONU sont sur place pour assurer la sécurité des personnels et bâtiments des Nations Unies. C'est le HCR qui doit prendre la relève des soldats américains dans la ville. Un accord avec Bagdad autorise la présence de 500 gardes onusiens au maximum dans le nord de l'Irak.

Le départ prévu des alliés continue d'effrayer certains Kurdes, qui craignent une répression de la part du régime de Saddam Hussein. Mais les discussions avec les rebelles kurdes se poursuivent toujours à Bagdad, même si elles semblent encore achopper sur la question de garanties (constitutionnelles ou internationales) et l'inclusion de Kirkouk dans une région autonome kurde.

(AP)

Irak : les Occidentaux quittent Dohouk La ville évacuée

LE MATIN

16 juin 1991

Dans le sud, une «route» doit garantir le retour des réfugiés en sécurité

Les forces alliées, qui effectuaient depuis le 25 mai dans la ville irakienne de Dohouk (nord) «des travaux d'infrastructure», ont totalement évacué la ville hier matin, a indiqué à Incirlik (sud de la Turquie) le bureau de presse de l'opération «Provide Comfort» de secours aux réfugiés irakiens.

Les 45 derniers techniciens alliés ont quitté Dohouk en direction de la frontière turque, après avoir «terminé leur travail» qui consistait à remettre en état l'infrastructure endommagée lors des combats, fin mars, entre insurgés kurdes et forces loyalistes de Bagdad. Les effectifs alliés présents à Dohouk ont varié entre une centaine et un millier.

Les quelque 300 000 habitants de la ville et de ses environs, qui avaient quitté leurs foyers pour se rendre dans la région frontalière turco-irakienne, sont rentrés chez eux.

Un responsable du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé hier, d'autre part, que des fonctionnaires des gouvernements iranien et irakien, ainsi que des représentants du HCR et d'autres organismes de l'ONU, ont tenu une première réunion à la frontière sud entre l'Irak et l'Iran.

M. Mohammed Boukry, chargé de mission adjoint du HCR en Iran, a indiqué que la création d'une «route bleue», permettant aux réfugiés can-

didats au retour de revenir en Irak en sécurité - notamment en fonction des terrains minés - a été examinée. A propos des Irakiens «déplacés» à l'intérieur de l'Irak dans les marais - plusieurs centaines de milliers «pris en étau» par l'armée irakienne selon Téhéran - et qui pourraient bénéficier de la «route bleue», il a précisé que le HCR s'en préoccupait, et tâchait «de connaître la réalité exacte». - (afp-LM)

Allied troops end occupation of Iraqi city

Pullout test for full withdrawal

Associated Press
DOHUK, Iraq — Allied troops quietly pulled out of the city of Dohuk on Saturday in a test case for a complete withdrawal from northern Iraq later this summer.

Hundreds of soldiers and trucks filled with equipment are leaving Iraq each day, and the U.S. military announced that troop strength in Operation Provide Comfort had dropped almost 30 percent since its peak May 21.

The pullout makes Dohuk the first city vacated by allied troops during their occupation of northern Iraq.

The withdrawal was preceded Friday night by a peaceful demonstration of about 1,500 Kurds who surrounded the allied compound and pleaded with coalition forces to extend their three-week

occupation.

"No, no Saddam! Yes, yes Bushi!" the crowd chanted. A placard read: "Please leave peace when you go."

The gathering ended after 90 minutes when U.S. Army Maj. Gen. Jay Garner, commander of allied combat troops in Iraq, assured the crowd that the Iraqi army and secret police would not be allowed back into Dohuk for an unspecified period of time.

Under an agreement between Iraqi forces and the U.S. command, the Iraqi army and other security forces will not enter the city, according to U.S. Army Col. Dick Naab, a negotiator for the coalition.

American officers expressed little optimism that a U.N. security force of 47, assigned to Dohuk, will deter human rights violations in the longterm.

About 500 of the U.N. officers should have been in Iraq this weekend but so far fewer than 100 have arrived, a problem U.N. officials blamed on

funding.

By Saturday afternoon, all of the 89 American, British, French and Dutch forces who had occupied Dohuk since May 24 were gone.

They entered Dohuk to help restore essential services to the city of 250,000 people, one of the largest in northern Iraq.

Their presence also acted as a magnet to Kurds who fled to squalid refugee camps in the mountains between Turkey and Iraq after their failed rebellion against President Saddam Hussein in March.

More than 180,000 Kurds have returned to Dohuk since the allies first came to the city.

COURT ORDERS HANGINGS: A martial-law court on Saturday convicted 16 people of working on an Iraqi-run publication during Baghdad's occupation of Kuwait, sentencing six to be hanged and 10 imprisoned for a decade.

Eight employees of the Al-Nida daily were acquitted. Most of those tried Saturday were

Palestinians.

A seventh defendant, not connected to the newspaper, also was condemned to death Saturday. Mohan Majid Khalaf, who is stateless, was sentenced in absentia for being an informant.

His sentence brought to nine the number of people sentenced to death by Kuwait's martial-law court since June 8.

ALLIES REPORT IRAQI PURGE:

The chief of Iraq's military intelligence bureau has been jailed by Saddam Hussein for "anti-regime activities," allied military officers and a Kurdish political leader said Saturday in Dohuk, Iraq.

They said Maj. Gen. Wafiq Jasim Sammari was arrested early this month in Baghdad as part of a purge of officers alleged to be disloyal to the Iraqi president.

In addition, allied military officers said Brig. Gen. Nushwan Danoun, the chief Iraqi representative to the allied occupiers of northern Iraq, has also disappeared and is believed arrested.

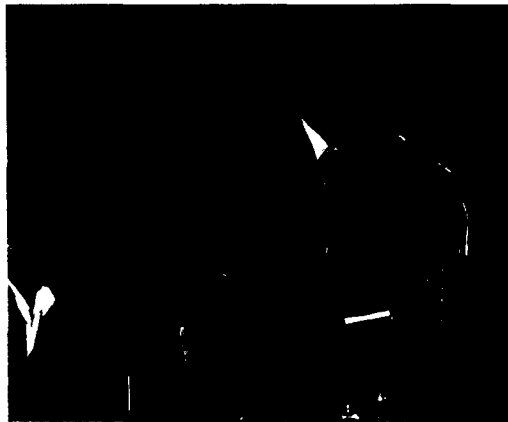
femina 16 juin 1991

KURDES EN EXIL

Réfugiés en Suisse, comment perçoivent-ils le drame que vit leur peuple? Quelques témoignages.



Ali Aydin, un Kurde résidant à La Chaux-de-Fonds.



Lors d'une réunion kurde à Lausanne, Yavuz Binbay, de la commission des droits de l'homme au Kurdistan.

Nous, on est ici; là-bas, il y a des milliers de gens qui meurent. La phrase résume bien des discours. Les Kurdes réfugiés en Suisse sont bouleversés par la tragédie qui frappe leur peuple. De leurs proches restés là-bas et dont ils sont sans nouvelles, ils ne parlent guère. Pourtant, chaque Kurde d'Irak est en deuil d'un parent. Douleur et angoisse se lisent sur les visages.

Après l'écrasement de leur rébellion, des centaines de milliers de Kurdes ont fui l'Irak, dans le terrible exode que l'on sait. «L'histoire se répète comme en 1974, et se répétera encore», déclare Ali Aydin, un Kurde résidant à La Chaux-de-Fonds. Histoire: la notion est fondamentale. Quand un Kurde parle de son pays, c'est l'histoire du monde, de l'Antiquité au XX^e siècle, qu'il évoque: de cette ancienne Mésopotamie où s'épanouit la culture de l'Empire babylonien au Traité de Sèvres, en 1920, qui reconnut certaines aspirations nationales kurdes, à la Conférence de Lausanne, en 1923, qui vit les Occidentaux se partager le Moyen-Orient et les dépouilles de l'Empire ottoman sans tenir compte des Kurdes... Accord de 1970 entre le chef kurde Barzani et Saddam Hussein; accord d'Alger, en mars 1975, engageant l'Irak à renoncer à la moitié du Chatt al-Arab, qui provoqua l'arrêt de l'aide américaine et irannienne aux Kurdes. Autant de dates qui reviennent sans cesse dans les conversations de ces hommes appartenant à une nation sans Etat.

Marié, père de deux jolies filles, Awat a été expulsé d'Algérie, où il était professeur d'agriculture à l'université, pour avoir publié un tract dénonçant le massacre, aux armes chimiques, des Kurdes de Halabja. Renvoyé en Irak, il se réfugie en Suisse en 1988. En attendant que les autorités helvétiques décident de son sort, il est bloqué dans un village neuchâtelois où il travaille comme chauffeur de taxi. «Face aux événements du Kurdistan, je ne me sens pas seulement impuissant, mais coincé, car je ne peux pas quitter le canton», dit-il, découragé. Awat attend. Espérant et désespérant selon les jours. L'année dernière, il a eu la chance d'accueillir sa mère... qui a dû repartir en Irak le 8 août, après l'invasion du Koweït. Depuis, plus aucune nouvelle. Mais devant le malheur qui touche son peuple, Awat ne tient pas à s'apitoyer sur son propre sort et parle peu de sa famille. Aujourd'hui, il n'est

plus en contact qu'avec un cousin, réfugié à Téhéran.

Awat a suivi attentivement tous les événements qui se sont déroulés dans le Golfe. «Au début de la guerre, j'étais presque content. J'espérais que l'armée irakienne soit défaite, malgré ma crainte pour les victimes civiles. Les médias qui parlaient d'une guerre chirurgicale me rassuraient. De plus, j'avais l'espoir que les USA respecteraient les monuments historiques.» Malheureusement, Awat a vite déchanté. Puis il a de nouveau beaucoup espéré en entendant les Américains parler d'un «nouvel ordre mondial au Moyen-Orient»: le problème kurde allait être enfin pris en considération. «De nombreuses radios américaines ont appelé les Kurdes à la révolte, pendant la guerre déjà. Pour nous, c'était une promesse de soutien. Des avions américains envoyaient des tracts d'encouragement rédigés en kurde, en arabe et en anglais», ajoute-il, dépité. Déçu, Awat l'est aussi par la manière dont on traite les siens: «L'aide de l'ONU est une réussite humanitaire. Mais le problème réel est politique: les Kurdes n'ont pas fui parce qu'ils n'avaient rien à manger chez eux.» Son seul espoir: la sympathie de l'opinion publique occidentale, le fait qu'on parle des Kurdes, le soutien que le peuple suisse a manifesté à travers la Chaîne du bonheur.

Les Kurdes engagés politiquement ont mieux vécu les événements qu'Awat. Actifs, ils ont ressenti moins vivement ce sentiment d'impuissance face à la tragédie de leur peuple. «Les Kurdes organisés sont plus heureux que les autres, car ils sont engagés dans une lutte et ont plus de relations avec la population suisse», déclare Ali Aydin. Ce jeune homme, réfugié depuis 1984, fait partie d'une association de Kurdes en Suisse. «En exil, nous ne devons pas perdre notre identité kurde, nous devons développer notre culture. En tant que Kurde politisé, j'ai une responsabilité face à mon peuple. Je ne peux pas me permettre de mal agir», ajoute-t-il. Il participe donc aux activités de son association qui organise des séminaires ou des débats sur le Kurdistan, monte des pièces de théâtre, des spectacles de musique et tente de réunir les Kurdes de la diaspora. Opposé à la guerre dès le début du conflit, Ali Aydin prend véritablement



Pendant leur exode, les Kurdes d'Irak n'ont pris que les baluchons qu'ils avaient la force de porter. Femmes et enfants ont parcouru des centaines de kilomètres à pied.

but de la guerre. La nuit, quand le calme est revenu, il laisse s'exprimer sa tristesse au travers de poèmes, tout en gardant les pieds sur terre: «Une langue et une culture ne suffisent pas pour vivre. Nous avons besoin d'une économie.» Halo vit à Lausanne depuis fin 1987. Au début de la guerre, il est enthousiaste. Il espère que l'Occident va éliminer Saddam Hussein et que les Kurdes auront une chance d'obtenir leur autonomie. «Je n'ai jamais été autant proaméricain que pendant la guerre.» Lors de la rébellion kurde, Halo reste confiant: «J'y ai cru.»

Puis c'est le désespoir. «J'étais profondément affecté par le fait de ne rien pouvoir faire de concret. La tragédie était si grande que je ne pensais même plus à ma propre famille. Des milliers de gens mouraient.» Halo a l'impression de vivre un cauchemar. Comme beaucoup de compatriotes, il est très perturbé psychologiquement. «Le fait d'être en Suisse, dans un pays riche, ne m'a pas soulagé. Au contraire.» Alors, il fait toutes sortes de démarches auprès des organisations humanitaires pour partir sur le lieu de la tragédie. «Je voulais aider les médecins en faisant le traducteur, mais ma candidature n'a pas été retenue.»

Peu à peu, Halo remonte la pente. Il a été vivement ému par la générosité et la solidarité du peuple suisse pour les Kurdes manifestées à travers la Chaîne du bonheur, le CICR ou les médias. «Maintenant, quand je rencontre un Suisse, il sait où se trouve le Kurdistan. Cela me touche. Je suis plein de sentiments de reconnaissance.» Halo reste optimiste pour l'avenir des Kurdes: «Je pense qu'un peuple qui lutte pour ses droits légitimes doit réussir un jour à les faire valoir, même si le chemin est long et difficile.» Ici, il participe au grand projet de réunir tous les Kurdes de la diaspora afin de former une alliance, toutes tendances politiques confondues.

Cruellement éprouvés par le drame de la guerre et de l'exode des leurs, les Kurdes réfugiés en Suisse n'y ont pas assisté passivement. Au contraire, ils mettent à profit leur situation privilégiée en Europe pour sensibiliser l'opinion publique, développer leur culture, se préparer, dans une lutte de longue haleine, à instaurer un jour la démocratie dans leur pays. ■

CATHERINE MISKIEWICZ

peur lorsqu'il entend parler de la rébellion kurde. «Jusqu'à présent, personne, dans l'histoire, n'a réussi à prendre un pays en l'espace d'une semaine. Quand j'ai vu les peshmergas prendre le pouvoir en trois jours dans plusieurs villes, je me suis beaucoup inquiété. Nous les Kurdes, nous ne pouvons pas lutter contre un Etat comme un Etat.»

Puis l'exode de centaines de milliers de compatriotes, de femmes et d'enfants fuyant la mort ont éveillé chez Ali Aydin des sentiments de

révolte, de honte et d'humiliation. «Les médias ont surtout montré comment les Kurdes meurent, comment ils réclament du pain, comment ils crèvent de froid.» Ali Aydin regrette que l'opinion publique se soit contentée de s'apitoyer sur le sort

des Kurdes sans aborder suffisamment le problème politique. «Le Kurdistan est quatre fois plus peuplé que la Suisse et vingt fois plus grand que le Koweït. Mais on s'est davantage mobilisé pour ce dernier, qui est pourtant un Etat artificiel. Les Américains ont mis mon peuple en prison dans son propre territoire», ajoute-t-il.

Partir au Kurdistan? Ali Aydin en avait une folle envie. Mais il savait que depuis la Suisse il pouvait apporter une aide

plus efficace. Avec son association, il organise des conférences de presse auxquelles sont conviés des journalistes, participe à des manifestations, récolte de l'argent (un million de francs), des médicaments et des vêtements qui sont envoyés aux Kurdes. Bref, il ne cesse de s'activer depuis le dé-

En exil, nous devons développer notre culture. C'est une responsabilité face à notre peuple.

GAZETTE TELEGRAPH
June 17, 1991

PERSIAN GULF

Helping allies places Kurds in harm's way

**Soldier wants to repay debt
by bringing translator to U.S.**

Associated Press

DOHUK, Iraq — Steve Chung's father became a U.S. citizen in the 1950s when the Marines, who employed him as a translator during the Korean War, helped him get into the United States.

Now Army 1st Lt. Chung wants to repeat the favor by bringing his translator home from northern Iraq.

But despite the best efforts of Chung and Sgt. Paul Clemons, their translator, 30-year-old Khalil Jaksy, stayed behind when allied forces left Dohuk on Saturday.

Allied officers worry that the Kurds who worked with them on Operation Provide Comfort could be painted as traitors by President Saddam Hussein's regime. But the coalition governments have done little for them, and the United Nations says it can't help.

About 400 Kurds work or have worked for the allies in the operation to move Kurds back home from refugee

camps along the Turkish-Iraqi border. Scores more work for Western aid organizations and the United Nations.

The United States has employed about 100 Kurds, the highest number among the allies, but has not sent anyone from the State Department to look at the situation.

The U.S. military command takes a straightforward approach. "These

people can't be considered collaborators by the Iraqis because we're not at war," a spokesman said.

But Kurdish workers and U.S. soldiers disagree.

"When the Iraqi police come, they will kill me because I worked for the U.S. Army," Jaksy said. "How can they say the Americans are not at war with Saddam?"

Jaksy already had a mark against him because he had deserted the Iraqi army during the Persian Gulf War.

Haji Abdullah Jasim, a 25-year-old translator, said his only option if the Americans didn't help would be to flee to Iran.

"But the Iranians and their government won't let me be free," he said.

Clemons said Jaksy and other translators should be treated as allied military personnel.

"For all intents and purposes, they're American soldiers," he said. "They've gathered intelligence for us, done sensitive translation work, and now we're just going to leave them here? It's a little crazy."

The U.N. High Commissioner for Refugees says the agency can't handle the problem because its mandate prohibits it from granting refugee status to people in their own country.

For a while, Chung and Clemons considered smuggling Jaksy and his wife into Turkey. But getting caught would have ruined their military standing.

And even if the couple had made it to Turkey, their chances of getting U.S. visas would have been slim. A backlog of 27,500 Kurdish refugees, who fled Iraq after Saddam's poison gas attacks in the summer of 1988, are waiting there for resettlement abroad.

Clemons and Chung said they would be happy to pay Jaksy's air fare to the United States. Chung said his father, who runs a biological supply company near Detroit, had agreed to give Jaksy a job and a place to stay.

"It'd be a way for him to give back the gift he got of being an American," said Chung.

That gift is all the more poignant because Chung's uncle, who remained in Korea after the war, is in a North Korean prison for political crimes, he said.

**"When the
Iraqi police
come, they
will kill me
because I
worked for
the U.S.
Army."**

Khalil Jaksy

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

Turquie-Kurdes

Interdiction des trois couleurs du drapeau Kurde en Anatolie

ISTANBUL, 17 juin (AFP) — Le ministère turc de l'Intérieure a interdit par une circulaire l'usage simultané "des couleurs rouge, jaune et vert" du drapeau Kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a-t-on appris à Istanbul de source proche de la préfecture de Batman (Sud-est).

"Désormais ces trois couleurs définies comme étant celles du drapeau kurde éléments de propagande pour le PKK" (Parti des Travailleurs du Kurdistan, indépendantiste) ne peuvent être utilisées lors des cérémonies de mariages, dans des endroits publics, dans des bureaux et sur des véhicules ainsi que sur des panneaux de publicité" précise la directive envoyée aux 13 préfets de la région sous l'état d'urgence depuis l'été 1987.

"Les feux rouges" de la circulation seront "exemptés" de cette interdiction souligne la directive.

Les policiers poursuivaient depuis longtemps les commerçants ou les chauffeurs qui ornaient leurs boutiques ou leurs véhicules de ces trois couleurs. Ces derniers se plaignaient "de mauvais traitements des forces de l'ordre" qui les obligeaient à enlever ces trois couleurs "interdites".

Le drapeau du PKK, qui mène une lutte armée contre le pouvoir central depuis l'été 1984 dans cette région, contient également ces trois couleurs "nationales et traditionnelles des kurdes" surmonté d'une faucille et d'un fusil.

RD/JP

eua

Iran-Irak-kurdes

m/ M. Barzani retourne au Kurdistan pour des consultations politiques

TEHERAN, 17 juin (AFP) — M. Massoud Barzani, président du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) d'Irak, a regagné dimanche le Kurdistan irakien pour des "consultations" politiques portant sur "la phase finale" des accords à conclure avec le gouvernement de Bagdad, a indiqué lundi à l'AFP le bureau du PDK à Téhéran.

Dans une interview à une radio locale, la "Voix du Kurdistan d'Irak", dont le texte a été remis à l'AFP, M. Barzani a qualifié de "positives et satisfaisantes", les négociations qu'il a menées à Bagdad avec les autorités irakiennes.

"Après plus de 20 réunions avec les responsables du gouvernement irakien, nous avons jugé qu'il fallait procéder à certaines consultations avant de conclure les accords", a ajouté M. Barzani, qui devrait retourner à Bagdad la semaine prochaine.

"Nous avons convenu de régler tous nos problèmes", a-t-il ajouté en soulignant que "les négociations ont pris fin, et que pour signer une déclaration finale avec le gouvernement irakien, deux autres réunions auront lieu après des consultations avec les membres du Front du Kurdistan" (qui rassemble les principaux mouvements de l'opposition kurde en Irak).

"Dès le retour en Irak de notre frère Jalal Talabani (chef de l'Union patriotique du Kurdistan), nous aurons une réunion avec les autres partis du Front du Kurdistan afin d'élaborer un accord de principe et d'ôter ainsi aux ennemis toute possibilité de créer des problèmes", a indiqué M. Barzani.

Il a affirmé enfin qu'"un comité ad hoc a été formé pour délimiter la région autonome du Kurdistan" et que "ce grand problème n'a pas encore été réglé".

Outre l'autonomie, les accords entre M. Barzani et le gouvernement irakien prévoient notamment une amnistie générale, ainsi que le retour au travail de tous les responsables et fonctionnaires de l'administration locale. Selon ces accords, le chef du comité exécutif de la région autonome kurde participera aux réunions du Conseil des ministres.

Kd/nab/Dfe

LE FIGARO 17 juin 1991

Vers un accord entre Bagdad et les Kurdes

Un accord entre les autorités irakiennes et les partis kurdes, en négociation depuis un mois à Bagdad, sera signé « dans les tout prochains jours », a indiqué, hier, un membre de la délégation kurde à ces discussions.

Au cours d'une conférence de presse à Bagdad, Rosh Shaways a affirmé que le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, avait « quitté dimanche matin Bagdad pour le Kurdistan irakien, où il doit examiner avec les dirigeants kurdes un projet d'accord qui sera signé dans les tout prochains jours dans la capitale irakienne ».

M. Barzani a dépêché récemment une mission auprès du chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, pour lui présenter l'état des négociations et lui demander de venir signer à Bagdad « l'accord final » avec les autorités irakiennes, a indiqué hier le bureau du PDK à Téhéran. Cette mission n'a pu rencontrer M. Talabani, qui se trouvait en Turquie, ni obtenir sa venue à Bagdad ou sa signature.

« Historique »

Dans un « message au peuple kurde », M. Barzani — qui mène depuis le 6 mai le deuxième round des négociations avec Bagdad, après « l'accord de principe » conclu par M. Talabani — affirme que « bientôt », un « événement historique se produira ». Les « résultats vers lesquels nous tendons », dans les négociations, écrit le chef du PDK, ce sont « la démocratie pour tous en Irak, le multipartisme, la liberté de la presse, le retour de tous les Kurdes dans leurs terres ancestrales, y compris les Féilés » (300 000 Kurdes chiites déplacés à Bagdad et à Al-Kut ou expulsés vers l'Iran dans les années 70) et des « discussions constructives sur l'autonomie du Kurdistan ».

Le quatrième point, la « délimitation des frontières » de la région autonome kurde — dans laquelle les dirigeants kurdes souhaitent inclure Kirkouk, Khanaqin, Mandali et une partie de la province de Mossoul —, n'a pas donné lieu à un accord final, selon le PDK. (AFP.)

L'appel des 150 pour les Kurdes

« Les personnalités désignées ci-dessous demandent :

1) Que cesse immédiatement la répression.

2) Que les réfugiés Kurdes d'Irak puissent regagner leurs foyers en sécurité sous le contrôle d'observateurs internationaux.

3) Que les Kurdes soient autorisés, dans tous les États où ils forment des minorités nationales, à jouir de leurs droits fondamentaux.

4) Que le peuple Kurde d'Irak soit appelé à se prononcer démocratiquement sur son avenir par le moyen d'élections libres.

5) Que la question Kurde ne soit pas une fois de plus oubliée au cours de la prochaine conférence internationale sur le Proche-Orient.

Anciens chefs d'État : Raul Alfonsín (Argentine); Valéry Giscard d'Estaing; Julio María Sanguinetti (Uruguay); José Sarney (Brésil).

Anciens chefs de gouvernement : Andreas van Agt (Pays-Bas); Raymond Barre; Jacques Chaban-Delmas; Yasuhiro Nakasone (Japon); René Pleven.

On relève en outre, dans une très longue liste, les noms de Mmes et MM. H. Ahrweiler, J. Amado, G. Antoine, P. Arpaillange, R. Badinter, D. Barriani, D. Baudis, L. Baudoin, G. Beaux, J. Birkin, P. de Boisdeffre, C. Bouquet, C. Bourdet, Y. Bourges, C. Brac de La Perrière, J. Charbonnel, A. Chouraqui, R. Clément, J.-L. Cremerieux-Brilhac, R. Debray, J.-F. Deniau, G. Descrière, B. Dorin, J. Duché, S. Farandjis, Prince J.-L. de Faucigny-Lucinge, M. Faure, F. Fillion, A. Fontaine, J.-P. Fourcade, J. François-Poncet, G. Gantier, O. Giscard d'Estaing, A. Gourdon, R. Gouze, A. Griotteray, Y. Guéna, J. Guilton, F. Gutmann, L. Hamon, J. Jacquet-Francillon, M. Jobert, A. Juppé, J. de Kermoullaria, J. Kosciusko-Morizet, B. Kouchner, M. Landowski, J. de Larosière, P. Malaud, R. Nallet, D. Mandelkern, M. Massenet, J. Mauriac, J.-C. Michaud, Baillif Michel de Pierredon, F. Missoffe, O. Mitterrand, R. Mitterrand, R. Monory, M. Noir, J.-Y. Morin, duc de Noaille, M. Noir, E. Orsenna, A. Peyrefitte, A. Poupou, M. Poyiatowski, P. Racine, J.-M. Raush, J. Ravanel, L. Renaud, P. Richier, J. Rigaud, P. Rossillon, E. Sablier, A. Saunier-Séité, E. Tabbary, X. de Villepin, L. Weil-Curiel.

• Le Monde • Dimanche 16 - Lundi 17 juin 1991

Les relations entre la Turquie et l'Irak

M. Tarek Aziz repart d'Ankara les mains vides

ISTANBUL

de notre correspondante

Le vice-premier irakien, M. Tarek Aziz a quitté Ankara jeudi 14 juin les mains vides à l'issue de ses entretiens avec les autorités turques, n'ayant obtenu ni la réouverture de l'oléoduc qui permettrait à l'Irak d'exporter 1,5 milliard de barils de pétrole par jour ni la reprise des relations diplomatiques avec la Turquie.

Le gouvernement turc s'est montré intransigent malgré la tentative des 250 milliards de dollars annuels que lui rapporterait le transit du pétrole irakien. L'argument de M. Aziz, selon lequel, « l'embargo n'est plus valide puisque l'Irak a accepté toutes les résolutions des Nations unies » n'a pas convaincu le gouvernement turc qui poursuivra les sanctions contre son voisin en attendant une décision contraire du Conseil de sécurité. Cette visite, au cours de laquelle le président Ozal s'est entretenu pendant deux heures et

demie avec M. Aziz, a cependant permis aux deux pays de renouveler leurs contacts. « Nous n'avons pas parlé du passé, nous avons parlé de la situation politique actuelle, de ce qui se passe dans le pays », a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Alptemoçin.

M. Ozal, qui déclarait il y a quelque mois que « l'échine de Saddam Hussein doit être brisée », ne peut pas se permettre de rejeter toute coopération avec l'Irak, un pays économiquement et politiquement important pour la Turquie. D'autant plus que, selon M. Aziz, « l'Irak ne changera pas ses dirigeants juste pour faire plaisir à certaines capitales occidentales ». Décontracté et brandissant un gros cigare, M. Aziz, pour sa première visite à un pays de l'Alliance depuis la fin de la guerre, a voulu présenter l'image d'un Irak impénitent et sûr de lui. « A la façon dont il parlait, on aurait pu croire qu'ils avaient gagné la guerre », a déclaré un haut fonctionnaire turc.

NICOLE POPE

Au Kurdistan irakien

Les forces de la coalition quittent Dohouk

Les soldats de la coalition alliée et les membres des organisations de secours qui se trouvaient dans la ville de Dohouk (Kurdistan irakien) depuis le 25 mai devaient quitter cette ville samedi 15 juin, leur mission accomplie, a annoncé jeudi le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams. « En trois semaines, les forces de la coalition ont nettoyé la ville des munitions qui s'y trouvaient, enlevé les ordures des rues et des égouts, rétabli la fourniture d'eau et d'électricité et aidé des milliers de réfugiés à se réinstaller », a-t-il indiqué.

Interrogé sur la réaction des Kurdes à ce départ, M. Williams a estimé qu'il ne s'agissait pas d'une évacuation. « Nous avions clairement indiqué que la raison de la présence de ces gens [les militaires alliés et les secouristes] à Dohouk était de remettre la ville en état de fonctionnement. » Le porte-parole a d'autre part indiqué qu'aucune date n'avait encore été fixée pour le départ des forces de la coalition de l'Irak. « Nous ne partirons pas tant que la

mission ne sera pas accomplie », a-t-il indiqué, tout en soulignant que les forces coalisées « avaient fondamentalement accompli cette mission ».

D'autre part, cinq cent cinquante militaires français chargés de l'aide aux Kurdes vont regagner la France, indique vendredi un communiqué du service de presse des armées (SIRPA). Ces soldats, appartenant au service de santé des armées ou à des unités logistiques, rejoindront la France le 17 juin, à partir du port d'Iskenderun en Turquie, à bord des bâtiments l'Esterel et Montlhéry.

A Paris, une délégation de l'opposition chiite irakienne, conduite par le porte-parole de l'Assemblée suprême de la révolution irakienne islamique a été reçue au Quai d'Orsay vendredi par un haut fonctionnaire du ministère. L'entretien a porté sur la situation dans le sud de l'Irak où plusieurs centaines de milliers de réfugiés chiites irakiens ont fui la répression du régime de Bagdad. — (AFP.)

International Herald Tribune June 17, 1991

Thousands of Kurds in D'hok Protest U.S. Pullout

Compiled by Our Staff From Dispatches

D'HOK, Iraq — Thousands of Kurds marched through this northern Iraqi city on Sunday to protest the withdrawal of U.S. troops.

The demonstrators, chanting "Yes! Yes! Bush!" marched to the headquarters of the United Nations High Commissioner for Refugees, which is the base for a small force of UN guards.

The last 150 U.S. soldiers left their base in D'hok on Saturday.

The Kurds say the UN force is not adequate to protect them from infiltration by the Iraqi secret police. They are demanding that the United States resume its military presence.

The United Nations, crippled by lack of funds, has so far been able to hire only 37 of the 500 guards it had hoped to deploy in the city.

D'hok, which was almost deserted when the U.S. troops arrived last month, now has roughly two-thirds of its prewar population of 300,000.

Allied troop strength in the area has dropped to 15,443 soldiers, 28 percent of its peak level, which was reached on May 21. More than half of those troops are Americans.

A U.S. military officer said there was no firm date for a total allied withdrawal from northern Iraq.

Kurdish guerrillas led the demonstration in D'hok and ensured that the crowd, estimated by one witness at 15,000, dispersed peacefully.

Many allied troops involved in distributing food, tents or other aid to returning refugees who fled Iraqi forces in April are leaving Iraq, their humanitarian task nearly completed.

U.S. military sources believe that Iraqi troops are less likely to attack Kurds in areas such as D'hok, which are close to the allied security zone, than in eastern parts of the Kurdish region.

The Kurds want the allies to stay until an autonomy accord for the country's 3.5 million Kurds is reached with President Saddam Hussein. A Kurdish delegate to the talks in Baghdad said Sunday that Iraqi authorities and Kurdish leaders had reached a draft accord that would be signed "in the coming days."

Massoud Barzani, head of the Democratic Party of Kurdistan, left Baghdad on Sunday for Iraqi Kurdistan, in the north, to discuss the accord with local officials, said a party member, Koshi Shaways.

"A draft agreement will be signed here in the coming days," he said. Mr. Shaways declined to provide details of the accord.

"There will be no more negotiations and we're waiting for

the accord to be signed," he said. "The terms will be announced by Mr. Barzani."

Talks began last month on the nature of Kurdish autonomy, the geographical dimensions of Iraqi Kurdistan and on democratic changes in all of Iraq.

On June 7, Mr. Barzani spoke of an imminent accord, but his assessment was challenged by another Kurdish leader, Jalal Talabani, who warned that the negotiations could continue for a long time.

(Reuters, AFP, WP)

Quotidien de la Réunion 17 juin 1991

Les Kurdes invités à Bagdad pour signer l'accord final

Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, a dépêché récemment une mission auprès du chef de l'Union patriotique du Kurdistan, Jalal Talabani, pour lui présenter l'état des négociations et lui demander de venir signer à Bagdad l'accord final avec les autorités irakiennes.

Cette mission n'a pu rencontrer M. Talabani, qui se trouvait en Turquie, ni obtenir sa venue à Bagdad ou sa signature. Dans un message au peuple kurde, M. Barzani - qui mène depuis le 6 mai le deuxième round des négociations avec Bagdad, après l'accord de principe conclu par M. Talabani - affirme que « bientôt, un événement historique se produira ».

« Les résultats vers lesquels nous tendons dans les négociations, écrit M. Barzani, ce sont la démocratie pour tous en Irak, le multipartisme, la liberté de la presse, le retour de tous les Kurdes dans leurs terres ancestrales, y compris les Féilis, (NDLR : 300.000 Kurdes chiites déplacés à Bagdad et à Al-Kut ou expulsés vers l'Iran dans les années 70) et des discussions constructives sur l'autonomie du Kurdistan. »

Le quatrième point, la délimitation des frontières de la région autonome kurde - dans laquelle les dirigeants kurdes souhaitent inclure Kirkouk, Khanaqin, Mandali, et une partie de la province de Mossoul - n'a pas donné lieu à un accord final, selon le PDK.

AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—

ECF0502 4 F 0213 BEL /AFP-LP88

Eco.—Int.

La CEE envisage une nouvelle aide au profit des Kurdes d'Irak

BRUXELLES (CEE), 17 juin (AFP) — La CEE envisage d'accorder une nouvelle aide d'urgence aux populations kurdes et chiites d'Irak, en collaboration avec l'ONU et les Etats-Unis, a annoncé lundi la présidence luxembourgeoise des Douze.

Les ministres des Affaires étrangères des Douze, réunis à Luxembourg, se sont également prononcés pour "le strict maintien des sanctions" internationales contre l'Irak, ainsi que pour le "renforcement" des forces des Nations-Unies qui protègent les minorités de ce pays, a ajouté devant la presse le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères M. Jacques Poos.

M. Poos a indiqué que son pays, qui préside la CEE jusqu'à la fin du mois, prendra contact avec le secrétariat général des Nations-Unies et avec les Etats-Unis "pour élucider quelle aide urgente nouvelle pourra et devra être accordée" aux populations kurdes et chiites.

Les Douze ont déjà décidé, lors de leur dernier sommet du 8 avril à Luxembourg, l'octroi d'une aide de 150 millions d'écus (175 millions de dollars).

Une nouvelle aide est nécessaire car les réfugiés kurdes qui sont retournés dans leurs régions sont "terriblement insécurisés", selon M. Poos.

bb/jba

AFP 171933 JUN 91

AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—AFP.—

Immigrés-asile

Strasbourg: quatorze Turcs, dont onze Kurdes, toujours en grève de la faim

STRASBOURG, 18 juin (AFP) — Quatorze Turcs, dont onze Kurdes, observent une grève de la faim depuis vingt-trois jours dans le square d'une petite église du centre de Strasbourg, afin d'obtenir le statut de réfugié politique.

Trois d'entre eux ont été récemment hospitalisés, ont accepté le sérum proposé, mais ont ensuite regagné leur place sous les arcades du square, ont-ils indiqué à l'AFP. Les quatre femmes qui avaient suivi le mouvement de départ (avec 22 grévistes), trop fatiguées, sont rentrées chez elles.

Les grévistes se disent décidés à poursuivre leur mouvement jusqu'à ce que l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) réexamine leur dossier. Ils n'accepteront les autorisations provisoires de séjour et travail de trois mois proposées par la préfecture qu'à cette condition, ont-ils précisé.

Affirmant que des membres de leurs familles ont obtenu le statut de réfugié, ils soulignent qu'ils ne "sont pas des réfugiés économiques", mais qu'ils sont soit d'origine kurde, soit susceptible d'être réprimés pour leurs opinions politiques.

Le prêtre de la paroisse St-Jean les a prévenus que, jeudi, ils allaient sans doute d'être expulsés du square.

Voix du Nord 18 juin 1991

Jumelage entre Oradour-sur-Glane et une ville du Kurdistan

Voix du Nord 18 juin 1991

ARTS ET CULTURE

A Condé, jusqu'au 26

Peintres kurdes : couleur et émotion

Jusqu'au 26 juin, rendez-vous au château de Bailleul à Condé avec Ramzi et Rebwar, peintres kurdes de la couleur et de l'émotion.

Depuis les importants travaux de restauration effectués au château de Bailleul (XIV^e), ce magnifique bâtiment ne demandait plus qu'à revivre.

Bien sûr, toutes les activités ne se prêtent pas au cadre d'un château, et il était naturel que la culture y trouvât une place privilégiée.

Ce mercredi 12 juin, les portes du château s'ouvraient pour le vernissage de l'exposition de MM. Ramzi et Rebwar, en présence des deux peintres venus spécialement de Paris pour leur deuxième exposition (après Lille) dans le Nord de la France.

En accueillant (en exclusivité dans le Valenciennois) cette importante exposition (plus de cinquante tableaux), dans ces locaux chargés d'histoire, la ville de Condé a voulu marquer sa volonté d'associer le patrimoine ancien à la mémoire d'une actualité récente.

La fertilité de la palette de MM. Ramzi et Rebwar, natifs tous deux du Kurdistan irakien exprime avec force la richesse d'un peuple chargé d'histoire.

Cette exposition s'inscrit dans tout un programme culturel centré sur les droits de l'homme, qui mobilise également le lycée Charles-Deulin, le collège Josquin-des-Prés, les écoles, les points-lecture, et le développement social des quartiers.

Elle est ouverte du lundi au vendredi de 14 à 17 h, et éven-



(Ph. "La Voix")

tuellement pour les groupes sur rendez-vous (Maison d'accueil et

de la communication tél. 27.40.29.47) jusqu'au 26 juin.

Un jumelage symbolique aura lieu cet été entre Oradour-sur-Glane, en Haute-Vienne, et Aladja, cité du Kurdistan irakien. La démarche ne pourra guère dépasser le stade d'un simple geste d'amitié : les difficultés sont telles pour pénétrer dans ce pays, que le maire d'Oradour n'espère pas pouvoir apporter une aide humanitaire dans l'immédiat. Un message de sympathie, indiquait-il, a été adressé aux habitants de la cité kurde, dont une délégation doit se rendre à Oradour cet été.

Aladja a subi, le 16 mars 1988, le même sort qu'Oradour le 10 juin 1944. L'aviation irakienne a fait des milliers de morts et d'invalides en lançant sur la ville des bombes chimiques. « Les gens d'Aladja qui ont échappé au massacre, vivent dans un état d'hébétéude » dit le maire, le Dr Robert Laquelle. « Selon ce que m'ont rapporté des membres de l'Institut kurde de Paris. On m'a souvent décrit dans les mêmes termes la situation dans la commune d'Oradour au cours de l'année 1945 ».

La volonté de la municipalité d'Oradour-sur-Glane reste, 47 ans après, de perpétuer la mémoire en conservant la signification du souvenir. « Nous voulons dire, que le passé est un symbole, mais que les génocides sont toujours d'actualité », explique M. Laquelle. La démarche kurde vise en premier lieu à faire mieux connaître les souffrances de ce peuple.

Sous l'égide de l'association des villes martyres un jumelage, officiel celui-là, va être célébré avec une bourgade grecque :

Distomon. En ce lieu situé près de Delphes, se produisit le même jour et à la même heure, il même événement qu'à Oradour : 290 personnes y trouvèrent la mort, tuées par les nazis (642 victimes recensées à Oradour-sur-Glane). Le Dr Laquelle se rendra à Distomon pour la cérémonie.

Libération 18 juin 1991

Les Kurdes redoutent le départ des alliés

Alors que les soldats occidentaux entament leur retrait du Kurdistan, les Britanniques mettent en garde contre un départ prématuré du nord de l'Irak qui risquerait de provoquer une nouvelle fuite des Kurdes.

Un détachement français de 150 hommes rapatrié vendredi dernier, précédé par un contingent néerlandais, et suivi le lendemain par quelque 150 soldats américains évacués à la hâte de la ville de Dohouk. Même si les alliés refusent, pour l'instant, de parler de retrait, l'opération *Provide Comfort* arrive à sa fin. A tel point que les Britanniques mettent en garde contre un départ prématuré du nord de l'Irak qui risquerait de provoquer un nouvel exode des Kurdes.

Le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a fait part hier de ses inquiétudes, devant ses homologues français et hollandais, lors d'une réunion des ministres européens des Affaires étrangères à Luxembourg. Selon lui, le repli des forces coalisées du Kurdistan doit s'accompagner de garanties de sécurité pour les populations kurdes. Hurd craint que ces dernières, convaincues d'être à nouveau abandonnées par l'Occident, reprennent le chemin de la montagne. L'effort fourni depuis plus de deux mois pour convaincre les réfugiés de retourner chez eux serait ainsi ruiné. Il faut notamment préciser quel type d'actions les Nations unies entreprendraient « si la situation venait à se détériorer », après le départ des alliés, insiste-t-on dans l'entourage du chef de la diplomatie britannique.

Les faits lui donnent en partie raison. Samedi, alors que les Américains pliaient bagage de Dohouk, plusieurs milliers d'habitants de la ville, encadrés par des Peshmergas, manifestaient au cri de « oui, oui, Bush » devant le siège du Haut-Commissariat aux réfugiés. Les observateurs de l'ONU doivent en principe prendre le relais des militaires. Mais, selon les Kurdes, l'organisation internationale

n'est pas en mesure de protéger les civils. Ils redoutent surtout l'infiltration dans la ville d'agents de la police secrète irakienne. D'autant que les Nations unies ne disposent sur place que de 37 observateurs, non armés, contre 500 annoncés.

Les Etats-Unis affirment que leurs troupes ont accompli leur mission. « En trois semaines, les forces de la coalition ont nettoyé la ville des munitions qui s'y trouvaient, enlevé les ordures des rues et des égouts, rétabli la fourniture d'eau et d'électricité et aidé des milliers de réfugiés à se réinstaller », a expliqué vendredi le porte-parole du Pentagone, Pete Williams. Selon lui, et contrairement au reste de la zone de sécurité, les alliés s'étaient fixés dès le départ un objectif restreint : « Remettre Dohouk en état de fonctionnement. » Cette capitale provinciale, qui comptait 300 000 personnes avant la guerre, a retrouvé les deux tiers de ses habitants.

A Washington, on se défend de tout mouvement précipité. « Nous ne partons pas (du nord de l'Irak, ndlr) tant que la mission ne sera pas accomplie », répète Pete Williams, tout en confiant que les alliés ont « fondamentalement accompli cette mission ». Les Américains, qui projetaient initialement de quitter le Kurdistan d'ici à la mi-juillet, ont fait machine arrière sous la pression des Européens, notamment des Britanniques. Aucune date n'a été arrêtée, assure-t-on depuis outre-Atlantique. Même attitude à Paris. « Notre dispositif a été allégé, mais pas modifié, explique-t-on au Quai d'Orsay. C'est une mesure technique. Politiquement, il n'y a pas de changement. »

Comment réagiront les Kurdes ? Au nord-est du pays, « ils continuent de revenir d'Iran, mais on observe aussi depuis plusieurs jours un mouvement inverse. Certains réfugiés qui avaient

regagné, leurs villages, ont rejoint à nouveau la zone tenue par les Peshmergas par crainte de la police », explique Claire Pirotte-Tabet, de Médecins sans frontières. Ce médecin a travaillé jusqu'au début juin dans la province de Suleimaniah, qui comprend notamment la ville de Halabja, gazée en 1988 par les avions de Saddam Hussein, mais qui se trouve hors de la zone de sécurité.

Les Peshmergas tiennent toujours un étroit couloir, le long de la frontière avec l'Iran. Une zone tampon grignotée petit à petit par les troupes irakiennes. Les Kurdes, qui avaient trouvé refuge en Iran — on cite le chiffre de 2 millions — continuent d'affluer. Surtout depuis que les autorités de Téhéran parlent de transférer les camps de réfugiés vers le centre du pays, donc hors du Kurdistan. Ils hésiteraient, cependant, de plus en plus à rejoindre les vallées contrôlées par les troupes baassistes et risquent, selon Claire Pirotte-Tabet, d'être bientôt enfermés dans une nasse.

Le retrait des alliés d'Irak est également conditionné par l'avancement des pourparlers entre les dirigeants kurdes et Bagdad. Or un accord pourrait bientôt intervenir, rendant difficile le maintien de forces étrangères au Kurdistan. Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, a ainsi qualifié hier les négociations avec Saddam Hussein de « positives et satisfaisantes ». « Après plus de 20 réunions avec les responsables du gouvernement irakien, nous avons jugé qu'il fallait procéder à certaines consultations avant de conclure les accords », a ajouté Massoud Barzani. Ce dernier devrait retourner à Bagdad la semaine prochaine.

Christophe BOLTANSKI
(avec AFP et Reuter)

Une nouvelle résolution du Conseil de sécurité

Les Irakiens devront prendre en charge l'élimination de leurs armes de destruction massive

L'Irak devra prendre à sa charge la destruction de ses armes dites de destruction massive, a décidé, lundi 17 juin, le Conseil de sécurité des Nations unies qui a par ailleurs confirmé l'embargo total sur toutes les ventes d'armes à Bagdad. Le Conseil a prévu, dans sa résolution 700, adoptée à l'unanimité, que les autorités irakiennes sont désormais tenues « de prendre à leur charge la totalité des dépenses liées à l'exécution des

opérations prévues » par la résolution 687. Celle-ci a posé en avril le principe de la destruction et — ou — la neutralisation de toutes les armes chimiques, biologiques, nucléaires et balistiques de l'Irak ainsi que de toutes ses installations nucléaires.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a trente jours pour proposer au Conseil un plan de financement de ces opérations complexes dont des

diplomates à l'ONU évaluent le coût à quelque 200 millions de dollars, en l'absence d'informations précises sur les moyens de les mener à bien sur le plan technique. Le Conseil a déjà prévu de prélever un pourcentage — encore à préciser (probablement de l'ordre de 30 %) sur les revenus pétroliers irakiens pour financer un fond d'indemnisation des dommages de guerre.

L'Irak reconnaît posséder des armes chimiques en quantité importante, tel que du gaz moutarde et des gaz innervants, comme le sarin et le tabun, et une cinquantaine de missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres. En revanche, les autorités irakiennes assurent n'avoir ni armes biologiques ni nucléaires. Quant aux installations

Pas de date pour un retrait allié du Kurdistan

nucléaires, selon Bagdad, elles sont toutes placées sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

D'autre part, un ingénieur britannique, M. Douglas Brand, condamné à la prison à vie en Irak pour « espionnage », a été libéré lundi, après l'intervention de l'ancien premier ministre Edward Heath, a annoncé un porte-parole du Foreign Office. M. Brand, cinquante et un ans, arrêté en septembre 1990 alors qu'il tentait de quitter l'Irak après l'invasion du Koweït, avait été condamné en mai à la prison à vie « pour espionnage ». Son procès s'était déroulé à huis clos. - (AFP)

La Grande-Bretagne ne souhaite pas fixer de date pour le retrait des troupes alliées du Kurdistan irakien tant que la population de cette région ne sera pas rassurée sur son sort, a-t-on déclaré, lundi 17 juin, dans les milieux gouvernementaux à Londres. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, présent à Luxembourg pour une réunion des ministres des affaires étrangères des Douze, devait consulter ses homologues européens à ce sujet.

Londres estime que les Kurdes se sentiraient rassurés si les Nations unies définissaient des mesures au cas où « les choses tourneraient mal », ont dit les responsables britanniques. L'aboutissement des négociations entre les dirigeants kurdes et Bagdad ainsi que la résolution des problèmes financiers qui empêchent le déploiement programmé des forces de police de l'ONU, pourraient aussi y contribuer. Par ailleurs,

M. Massoud Barzani, président du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) d'Irak, a regagné dimanche le Kurdistan pour des « consultations » politiques portant sur « la phase finale » des négociations engagées avec Bagdad en vue d'un accord sur l'autonomie du Kurdistan d'Irak, a indiqué lundi le bureau du PDK à Téhéran. M. Barzani a qualifié ces négociations de « positives et satisfaisantes ». « Après plus de vingt réunions avec les responsables du gouvernement irakien, nous avons jugé qu'il fallait procéder à certaines consultations [avec les autres formations kurdes] avant de conclure les accords », a ajouté M. Barzani, qui devrait retourner à Bagdad la semaine prochaine. Il a, enfin, affirmé qu'« un comité ad hoc a été formé pour délimiter la région autonome du Kurdistan » et que « ce grand problème n'a pas encore été réglé ». - (AFP, Reuter.)

JEUNE AFRIQUE 19 juin 1991

Les Kurdes reparlent de guerre

Rien ne va plus au Kurdistan irakien. Les négociations avec le gouvernement central piétinent. Les Américains veulent partir. Les Kurdes menacent de reprendre les armes.

De nouveau l'inquiétude gagne le Kurdistan irakien. Un peu plus d'un mois après le début des négociations entre les dirigeants kurdes et le gouvernement de Bagdad, on reparle de guerre et d'exode. Au nord, dans les villes de Dohuk, Erbil et Soleymanieh - en dehors de la zone de sécurité sous contrôle international -, de violents affrontements ont opposé, début juin,

peshmergas (combattants kurdes) et soldats gouvernementaux. L'annonce par Colin Powell, le chef d'état-major interarmes américain, du « départ prochain » des soldats de la zone de sécurité a fait souffler un vent de panique parmi les civils qui viennent d'être rapatriés de la frontière turque. Certains ne cachent pas leur intention de reprendre la route de l'exil. Quant aux neuf cent mille Kurdes réfugiés en Iran, ils ne semblent pas vouloir rentrer chez eux. « Saddam Hussein ne connaît que la force. Comment voulez-vous que cinq cents malheureux soldats de l'ONU puissent l'arrêter ? » déclare l'un d'eux.

Si le principe d'une large autonomie a été accepté par tous, les discussions entre la délégation kurde, dirigée par Massoud Barzani, chef du

Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et le gouvernement achoppent sur la délimitation des frontières du Kurdistan. Bagdad voudrait en exclure les villes de Mandali, Khanaqin, Kifri, Sinjar et surtout la ville pétrolière de Kirkouk. « Les Kurdes n'y représentent que 20 % de la population », a récemment déclaré le gouverneur de la ville, cousin de Saddam Hussein. Seule concession territoriale consentie par les dirigeants kurdes : ces derniers acceptent de renoncer à Mossoul. Autre point de désaccord, alors que Bagdad exige l'acceptation de l'actuelle Constitution, rédigée par le parti Baas, les Kurdes veulent des élections libres et une assemblée constituante.

Jalal Talabani, le leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), accuse les

Américains de faire le jeu du gouvernement de Bagdad en annonçant le départ de leurs soldats. Du coup Saddam Hussein n'a, selon lui, qu'à faire durer les discussions pour imposer sa solution. De son quartier général de Chwarta, au nord de Soleymanieh, Talabani a affirmé qu'en l'absence d'un accord rapide, il était prêt à reprendre les armes. Malgré leur récente défaite, les dirigeants kurdes sont confiants. Ils disposent de quarante mille combattants armés et contrôlent une large partie du Kurdistan irakien, tout le long de la frontière iranienne. Alors que le régime de Saddam Hussein est voué aux gémonies, ils comptent bien, en cas de nouvelle guerre, sur la mobilisation de l'opinion publique occidentale.

Stavosh Ghazi

LE PROGRES 20 juin 1991

SOLIDARITÉ

« Architectes et ingénieurs du monde » au Kurdistan

Une mission humanitaire conduite par « Architectes et Ingénieurs du monde » (AIM), une organisation non gouvernementale (ONG) basée à Lyon, est partie mercredi de Satolas à destination de la partie irakienne du Kurdistan, à Zakho, un camp de réfugiés où sont installés 15 000 Kurdes.

Avec un budget de 750 000 francs, débloqué par la CEE, cette mission de huit personnes (comprenant aussi des membres de l'association des ingénieurs de villes de

France) va coordonner des travaux de traitement des eaux et remettre en état un service hospitalier.

Dirigée par un architecte lyonnais, Luc Orgeur, AIM est déjà intervenue en Arménie soviétique après le tremblement de terre, en Roumanie (construction d'hôpitaux destinés à accueillir des enfants séropositifs), au Cambodge (participation à la construction d'un hôpital). L'association prépare actuellement une mission en Roumanie

pour l'installation de services hospitaliers.

Dans chacune de leurs interventions, ces spécialistes de l'architecture et de l'urbanisme d'urgence s'efforcent d'utiliser les matériaux locaux et de respecter les traditions des populations concernées. A Zakho par exemple, AIM veillera à concevoir des équipements hospitaliers permettant l'accueil des familles des malades, comme le veut la tradition kurde.

P. E.

Sakartvėlos Respublika 19 juin 1991

თეატრი პარიზს მიემგზავრება

საზღვარგარეთი საგასტროლო პირველად მიემგზავრება სახელმწიფო ვიქრობის მუშაკთა კულტურის სახლთან არსებული ქართული სახალხო თეატრი. შემოქმედებითი კოლექტივი საფრანგეთში მიიწვია ქუროთა ინსტიტუტმა. მისი დირექტორი ბატონი ქენდალ ნეზანი შარშან საქართველოში ყოფნის დროს ეწვია თეატრს და ნახა მისი ნამუშევრები. თუ როგორი იყო ნახებით გამოწვეული რეაქცია, ამას

მოწმობს საფრანგეთში მიწვევა. თორმეტი წელი დამოუკიდებელი მსახიობები წმინდა ენთუზიაზმით მუშაობდნენ. გარკვეულ დროს თავში ვის მოუვიდოდა, სსრ კავშირიდან გამგზავრების შესაძლებლობა თუ მოუწევდათ, მაგრამ დრო იცვლება. თეატრის სამხატვრო ხელმძღვანელს მრავ ჯაფაროვს გულწრფელი ახარებს თანამემამულეებთან შეხვედრები, მაგრამ მან ინტ ფხიზლად აფასებს იმას, რომ

თეატრს „პარიზული“ ღონე არა აქვს. ის იმედს ამყარებს მაყურებლის მხარდაჭერასა და კეთილმოსურნეობაზე შეთავაზებული სამი სპექტაკლის შეფასებაში. — მომავალი შეხვედრების სიხარულის გარდა უდიდეს პასუხისმგებლობასაც ვგრძობთ, — მითხრა მან გამგზავრების წინ. — გასტროლების წარმატებაზე ზომ არის დამოკიდებული შემდგომ მიპატივებათა ბედი. შევეცდებით არ დავცეთ თბილისის ღირსება.

ცნობილია, რომ დასაყლოებში ჩვენში მიმდინარე პროცესების შესახებ წარმოდგინა ზუსტი არ არის, გაყალბებულია. ამიტომ ჩვენი ერთ-ერთი მთავარი ამოცანა იქ ვუთხრათ სიმართლე ქართული ეროვნული მოძრაობისა და რესპუბლიკაში მცხოვრებ ეროვნულ უმცირესობათა რეალური მდგომარეობის შესახებ.

რიმა შალია, საქინფორმის კორ.

LYON FIGARO 20 juin 1991

Une équipe de techniciens au Kurdistan

Une équipe d'ingénieurs et d'architectes appartenant à l'association lyonnaise AIM (Architectes et ingénieurs du monde) est partie en mission humanitaire au Kurdistan irakien, dans la région de Zakho, hier.

Les deux principaux objectifs de cette mission sont: la réhabilitation de l'hôpital civil de la ville de Zakho, entièrement dévastée et abandonnée lors de la guerre du Golfe et l'assainissement dans les camps, villes et villages de la ré-

gion. En effet, si les problèmes d'eau potable et de nourriture ont été résolus par les Américains, aucune mesure de désinfection ou de traitement des fosses n'est pratiquée.

Participation de la CEE

L'association a par ailleurs reçu une allocation de 100 000 ECU de la part de la Communauté européenne, somme destinée à la remise en état des infrastructures de santé.

Cette opération, qui doit s'ache-

ver début septembre, nécessitera l'envoi de trois autres équipes (techniciens, ingénieurs et architectes). Elles compléteront la première, composée de deux ingénieurs dont la tâche est de "préparer le terrain".

L'association AIM est à l'origine de nombreuses autres actions humanitaires: notamment de la création d'un village en Arménie, après le terrible tremblement de terre, et du premier hôpital pour enfants atteints du SIDA en Roumanie.

L.B.L.

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRA0202 4 I 0279 FRA /AFP-HP94

France-Irak-Kurdes

Nouvel allègement du dispositif français en Turquie et dans le nord de l'Irak

PARIS, 20 juin (AFP) — La diminution des besoins humanitaires au profit des réfugiés kurdes entraîne un nouvel allègement du dispositif militaire français en Turquie et au nord de l'Irak et permet le retour de 400 militaires qui rejoindront la France le 22 juin à partir du port d'Iskenderun (Turquie), a-t-on appris jeudi auprès du service de presse des Armées (SIRPA).

Ces soldats, embarqués à bord d'un bâtiment de la marine nationale, le transport de chalands de débarquement Orage, et d'un ferry de la marine marchande, le Cap Afrique, constituent la partie médicale de l'hôpital militaire de campagne, ainsi que son environnement logistique, envoyé par la France dans la région.

Plus de 1.100 militaires français poursuivront leur mission d'assistance à la population dans le cadre de l'opération Libage, a précisé le SIRPA.

550 soldats français étaient déjà rentrés le 17 juin à Toulon.

Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas avait indiqué mercredi soir à Berlin, où il participe au conseil ministériel de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe), que la France souhaite que le retrait des troupes alliées du nord de l'Irak s'effectue dans des conditions qui garantissent que les populations kurdes "ne soient pas à la merci d'une nouvelle menace" du président Saddam Hussein.

Le ministre a souligné que la France "n'entendait pas retenir éternellement" ses troupes en Irak, mais ne voulait pas non plus "les voir se retirer de but en blanc, sans qu'un certain nombre de précautions soient prises".

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE June 20, 1991

Kurds Still Vulnerable, U.S. Commander Warns

By R. Jeffrey Smith

Washington Post Service

WASHINGTON — The senior military commander of the U.S. relief operation in northern Iraq has privately warned the Pentagon that renewed violence could erupt if President Saddam Hussein of Iraq believes he can threaten Kurdish citizens after all U.S. troops are withdrawn in the next few weeks. U.S. military officials said.

The message from General John Galvin, supreme allied commander Europe and chief of the U.S. European Command, underscored the anxiety of some senior U.S. officers that Mr. Hussein remains insufficiently deterred from taking action against the Kurds after U.S. and allied troops leave, the officials said.

They said General Galvin and some other officers were pressing for an explicit warning by the allies to Mr. Hussein not to take repressive actions that might precipitate the return of coalition forces.

"With one strong statement from

Washington, Mr. Hussein's attitude could change," a senior military official said.

But officials at the State Department, making apparent a difference of views within the administration, said that such a formal statement was not now being planned.

They said that Mr. Hussein would be adequately deterred by the continuing presence in northern Iraq of a small UN police force, plus an existing Security Council resolution calling for "decent humanitarian treatment" of all Iraqis.

These officials cited as an adequate expression of U.S. policy a statement Monday by Assistant Secretary of State John H. Kelly that "if there were major action" by Mr. Hussein against the Kurds, "the U.S. and other coalition forces would probably react to that one way or the other." Mr. Kelly was speaking at a hearing of the House Foreign Affairs subcommittee on Europe and the Middle East.

The United States has 7,192 troops assigned to the multinational task force based in southern Turkey, which has occupied portions of northern Iraq for the past two and a half months to protect the rebellious Kurds from attack by Iraqi forces. Nearly 3,000 U.S. troops have been withdrawn from the force in the past two weeks, and the remaining U.S. forces are expected to depart within three weeks, U.S. officials said.

In a move reflecting allied anxieties about the rapid pace of this pullout, foreign ministers from Britain, France, Italy and the Netherlands decided Monday that their nation's forces would not be immediately withdrawn.

The British foreign secretary, Douglas Hurd, said that he and the other ministers believed that the situation in Iraq remained unstable and that they would try to persuade Washington to leave its troops there for a longer period. "We

don't want the operation to end in a way that created the problems in the first place," Mr. Hurd said, according to The Associated Press.

A diplomat said Britain wanted to ensure that "Mr. Hussein knows what is expected of him" after the coalition forces are withdrawn. He also said British officials wanted allied forces to remain until an arrangement was worked out for allied reconnaissance planes to continue operations from Turkish air bases.

General Galvin's warning, which was in a classified message to the chairman of the Joint Chiefs of Staff, General Colin L. Powell, said that any new outbreak of violence in the region could cause another Kurdish flight to the hills, a movement that U.S. forces have worked successfully since April to reverse. The warning was initially disclosed in a TV broadcast from London on Monday.

A Defense Department spokesman declined to comment, saying "We're winding up that operation."

INTERVIEW

Renas Akil : « Les Kurdes déçus par l'Occident »

Le chercheur à l'Institut kurde de Paris ne veut pas qu'on oublie si vite son peuple.

ORLEANS. — Qui n'a en mémoire les images de la fuite des Kurdes d'Irak ? Qui ne s'est ému, indigné ? Plusieurs mois plus tard, le problème n'est toujours pas réglé, bien entendu. Mais on n'en parle presque plus. Banalisation habituelle d'un drame, d'un grave problème qui ne peut, il est vrai, trouver de solution rapide. Oubli !

Luttant contre cet oubli, Alternative Ecologie 45 invitait hier, à la salle Hardouineau d'Orléans, Renas Akil. Renas Akil est un jeune Kurde de Syrie, réfugié politique en France depuis 1985, et chercheur à l'Institut kurde de Paris qui a pour sa part été fondé en 1983. Nous l'avons rencontré, et entendu plaider la cause de son peuple.



Renas Akil : « L'Occident s'émeut vite, mais oublie vite, également. »

La République du Centre.
— Quel est le thème de la conférence que vous êtes venu donner à Orléans ?

Renas Akil. — J'ai répondu à l'invitation qui m'était faite par Alternative Ecologie 45 pour contribuer à ce que les Orléanais et les immigrés continuent d'entendre parler du Kurdistan.

R.C. — Pensez-vous que les uns et les autres aient déjà oublié ce qu'il s'y passait ?

R.A. — J'ai vraiment l'impression, en effet, que l'Occident oublie vite. Comme il s'émeut vite, d'ailleurs.

R.C. — A quoi cela tient-il, selon vous ?

R.A. — Je crois que les images qui ont été vues à la télévision l'ont été comme s'il s'agissait d'un problème humanitaire. Or, il s'agit bel et bien d'un problème politique.

R.C. — Combien de pays cette question concerne-t-elle ?

R.A. — Quatre : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Irak. Mais il y a également beaucoup de Kurdes en URSS.

« Il aurait fallu... »

R.C. — Pour ce qui est de l'Irak, quel sentiment vous inspire la situation actuelle ?

R.A. — La population s'est soulevée et a répondu aux tracts lancés par les Alliés. On l'a ensuite laissée livrée à elle-

même. Il aurait fallu, selon les Américains, 48 heures au plus, pour neutraliser la garde de Saddam Hussein... On a, en quelque sorte, légitimé son pouvoir.

R.C. — Que demandez-vous ?

R.A. — Que l'on dépasse le cadre humanitaire de la motion 688 de l'ONU. C'est un problème international, par définition, qui concerne 25 millions d'individus. Il faut une solution politique, et donc que le Conseil de sécurité organise une conférence régionale.

R.C. — Parle-t-on d'État kurde ?

R.A. — Cela serait l'idéal mais, pour l'instant, nous voulons une autonomie dans le cadre des États existants. Au sein d'une démocratie.

R.C. — Peut-on parler de démocratie concernant les pays cités ?

R.A. — Pour l'instant, non, bien sûr. Les pays concernés par le problème kurde sont même des exemples d'antidémocratie flagrante, dénoncée notamment, et régulièrement, par Amnesty International. Mais les choses peuvent bouger, qui sait ?

R.C. — Que pensez-vous des grèves de la faim qui ont été suivies en France par nombre de Kurdes, ces derniers mois ?

R.A. — Je pense qu'elles étaient justes. Que les revendications étaient justes.

« Laïcité et démocratie »

R.C. — La religion est-elle un obstacle à la démocratisation des pays dans lesquels vivent les Kurdes, sans être reconnus ?

R.A. — Je le crois. L'intolérance religieuse et politique est très forte, dans ces pays. La laïcité constituerait un terrain plus favorable. Je pense que la Turquie, qui veut entrer dans la Communauté européenne, sera la première à devenir une démocratie.

R.C. — Les Kurdes sont-ils déçus de la tournure qu'a prise la guerre du Golfe ?

R.A. — Incontestablement ! On pouvait s'attendre à une contre-attaque irakienne, mais certainement pas à tant de cynisme de la part de l'Occident.

Propos recueillis par
Michel VARAGNE.

Europe Urges U.S. to Join Unit to Guard Iraqi Kurds

Allies Would Establish Multinational Brigade On the Turkish Border

By William Drozdiak

Washington Post Service

PARIS — Only days before the last U.S. forces plan to leave northern Iraq, the European allies are urging the United States to maintain several hundred ground troops along the Turkish-Iraqi border as part of a multinational brigade that would protect the Kurds from future retribution by Saddam Hussein.

French and British officials said the allies hoped to achieve general approval this week on the mandate for a crisis reaction force consist-

An American general warns of an Iraqi attack on Kurds after U.S. troops are gone. Page 4.

ing of a brigade-size contingent of ground troops from the United States, Britain, France and Italy that would be based in Silopi, Turkey. Those forces would be supplemented by U.S. air power from a NATO base in Incirlik.

The officials said the United States had already agreed to extend its final pullout deadline by 10 days to July 4 to provide more time for discussions and to make a smooth transition to a residual protection force.

The plan, called Operation Poised Hammer, is designed to reassure many Kurdish refugees who have returned to their hometowns in northern Iraq but now appear ready for another exodus if they are left without adequate protection from Iraqi government troops who have attacked them mercilessly in the past.

President François Mitterrand of France declared Wednesday that "all precautions must be taken for the protection of Iraqi populations before any final retreat by allied troops" from northern Iraq, according to Jack Lang, the French government spokesman.

Danielle Mitterrand, the president's wife, is a fervent supporter of the Kurdish cause, and French officials say her strong views on the risk of further reprisals against the Kurds have profoundly influenced the French head of state.

Roland Dumas of France and other foreign ministers from European Community states were expected to press their American counterpart, James A. Baker 3d, for an early U.S. commitment to participate in the residual multinational force. The ministers were meeting in Berlin on Wednesday and Thursday at the Conference on Security and Cooperation in Europe.

France and Britain, with backing from Italy and the Netherlands, are seeking to convince the United States that any precipitous withdrawal of allied forces would provoke another refugee crisis.

After EC foreign ministers discussed the issue at a meeting in Luxembourg early this week, the British foreign secretary, Douglas Hurd, said, "We don't want the operation to end in a way that created the problem in the first place."

General Colin L. Powell, the chairman of the U.S. Joint Chiefs of Staff, toured allied enclaves in northern Iraq in late May and promised that

U.S. forces would return home "sooner than expected." Since then, the European allies have accelerated efforts to sustain some kind of multinational presence in the region that would include U.S. troops to calm the anxieties of the Kurdish population.

Allied officials said the Kurds had been encouraged to conclude an agreement as soon as possible with the Baghdad government prescribing the terms for an autonomous Kurdish homeland. But following early reports of progress, the last negotiating rounds have been deadlocked over Mr. Hussein's refusal to share the oil resources near Kirkuk and to offer sufficient guarantees of democratic changes.

A special congress of the leading Kurdish political groups is supposed to take place in the next few days to discuss the autonomy pact and reach a consensus on any compromise with Baghdad.

French and British officials said the allies hoped that agreement on the plans to establish a multinational brigade might provide additional pressure on Mr. Hussein's regime to conclude an agreement that would satisfy the Kurdish resistance leaders and relieve the apprehensions of their people.

In addition to the crisis brigade, allied officials said they intended to maintain a military liaison group in southern Turkey that would continue the procedure of regular contacts between the allies and the Iraqi military leadership in the area.

The resignation of Turkey's prime minister has temporarily left the country without a government, but President Turgut Ozal is thought to be favorably inclined toward the plan because he is worried about the domestic political risks of another Kurdish refugee flight.

Allied forces inside northern Iraq, which reached their peak of about 12,000 forces in early June, have been steadily pulling back over the past week. Officials said about 3,600 U.S. troops remained there, along with 2,000 British and 1,500 French forces.

LE MONDE 21 juin 1991

Paris voudrait des garanties avant le retrait des troupes alliées du Kurdistan

La France souhaite que le retrait des troupes alliées du Kurdistan d'Irak s'effectue dans des conditions qui garantissent que les populations kurdes « ne soient pas à la merci d'une nouvelle menace » du président Saddam Hussein, a déclaré, mercredi 19 juin, M. Roland Dumas. Le ministre des affaires étrangères a indiqué qu'il s'était entretenu à ce sujet avec son homologue américain, M. James Baker, en marge du conseil ministériel de la CSCE réuni à Berlin.

Notant que la question d'un retrait des troupes alliées envoyées en Irak pour protéger les populations civiles avait été posée par les Etats-Unis, M. Dumas a souligné que la France « n'entendait pas retenir éternellement » ses troupes en Irak, mais ne voulait pas non plus « les voir se retirer de but en

blanc, sans qu'un certain nombre de précautions soient prises ». M. Dumas a estimé qu'un retrait ne devrait être envisagé qu'en maintenant sur place un « dispositif », qu'il reviendra aux militaires d'« apprécier ».

Du point de vue de Paris, a ajouté le ministre, le président irakien devrait prendre « l'engagement de respecter cette population ». « Mais, a-t-il poursuivi, comme nous n'avons qu'une confiance relative dans les engagements en question, nous estimons que des avertissements devraient être donnés en cas de retour à la situation antérieure. » M. Dumas a enfin souhaité que les Nations unies prennent le plus vite possible le relais des alliés.

Le gouvernement britannique avait, de son côté, récemment fait

savoir qu'il était préférable de ne pas fixer de date pour le retrait des troupes alliées du Kurdistan d'Irak tant que la sécurité des populations locales ne serait pas assurée.

□ Un nouveau chef d'état-major à Bagdad. - L'hebdomadaire officiel irakien *Alif Ba'a* a annoncé, mercredi 19 juin, que le général Hussein Rachid el-Takriti, chef d'état-major de l'armée, a quitté ses fonctions et a été remplacé par le général Iyad Fatayeh El Raoui, qui lui avait déjà succédé à la tête de l'unité d'élite qu'est la Garde républicaine. Le journal ne précise ni la date de ce changement ni le sort de l'ancien chef d'état-major. - (AFP.)

□ Le prix Noureddine-Zaza décerné à Jean Gueyras. - Le Prix Noureddine-Zaza, qui récompense un journaliste de la presse francophone ayant contribué à mieux faire connaître le sort des Kurdes, a été décerné, jeudi 20 juin, à notre collaborateur Jean Gueyras. Ce prix a été créé, en 1989, conjointement par l'Institut kurde de Paris et par la famille de Noureddine Zaza, écrivain et journaliste kurde réfugié en Suisse en 1970 et décédé à Lausanne en 1988.

LIBERATION 21 juin 1991

Accord imminent entre les Kurdes et Bagdad

Dirigeants baassistes et peshmergas annoncent la prochaine signature d'un accord sur l'autonomie du Kurdistan. Mais les Européens demandent des garanties pour la sécurité des populations kurdes.

Kurdes et Irakiens pourraient signer un accord d'autonomie la semaine prochaine. Dirigeants baassistes et peshmergas affirment de concert que les derniers obstacles ont été levés. Si le Front du Kurdistan — qui regroupe les huit principales formations kurdes — donne son feu vert, Massoud Barzani, chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) devrait regagner rapidement Bagdad pour parapher le texte final. Ce document viendrait ainsi conclure près de deux mois de négociations.

Les autorités baassistes refusent cependant toute forme d'ingérence étrangère. Les Kurdes — forts de l'expérience de 1970 (des accords, dûment acceptés par Bagdad, mais jamais appliqués) — exigeaient des garanties internationales, voire le parrainage des Nations unies. Aucun progrès ne semble avoir été accompli sur ce point. A l'exception de la présence, lors de certaines rencontres irako-kurdes, de l'envoyé du secrétaire général de l'ONU à Bagdad, le prince Sadruddin Aga Khan. Cette absence de caution internationale pourrait d'autant plus inquiéter les populations kurdes que les alliés quittent actuellement le nord de l'Irak. Français, Américains, et Néerlandais retirent progressivement leurs troupes de la zone de sécurité. Les derniers soldats occidentaux partis, qui empêchera les Irakiens de revenir une fois de plus sur leurs engagements ?

Après les Britanniques, c'étaient au tour des Français, hier, de mettre en garde contre un retrait précipité des forces alliées. Paris demande des garanties pour que les populations kurdes « ne soient pas à la merci d'une nouvelle menace ». Les Européens, la veille, avait proposé aux Etats-Unis la création d'une force multinationale, basée à Silopi, en Turquie, près de la frontière avec l'Irak. Au Kurdistan irakien, les Nations unies ne parviennent pas à mettre sur pied une force de 500 observateurs, et il paraît difficile d'y maintenir une présence occidentale au-delà de la signature de l'accord irako-kurde.



Les Kurdes irakiens protestent contre le retrait allié.

Pour l'organe du parti baas, *al-Thaoura*, la ratification aura lieu juste après les fêtes du grand Baïram : « L'accord a été conclu... grâce à la volonté de nos dirigeants de renforcer la démocratie en Irak et relancer les expériences d'autonomie ». Le quotidien publie également une interview de Massoud Barzani allant dans le même sens. Ce dernier, en début de semaine, qualifiait ces pourparlers de « positifs et satisfaisants », ajoutant qu'il « fallait maintenant procéder à des consultations (avec les autres formations kurdes) avant de conclure les accords ».

Des propos qui tranchent avec le pessimisme affiché la semaine dernière par l'autre grande figure des peshmergas, Jalal Talabani. Le président de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) prévoyait encore des « mois et des mois » de tractations, en raison de « nombreuses difficultés ». Mais ce dirigeant, qui participait au premier tour de table, clos fin avril par une entente de principe entre les deux parties, n'a pas pris part aux négociations actuelles. « Il ignorait l'avancée des travaux quand il a fait cette déclaration », explique le porte-parole du PDK à Paris, Jafar Guly. Il ne s'agit pas d'une divergence de fond.

Pourtant, sur plusieurs points, les peshmergas ne semblent pas avoir

obtenu satisfaction. La région autonome comprendra-t-elle Kirkouk ? La ville — située près des principaux champs pétrolifères du pays — est rattachée à la province de Salah el-Din, une unité administrative qui comprend également Takrit, ville natale de Saddam Hussein. Selon les rebelles, qui s'appuient sur le recensement de 1957, cette cité fait partie intégrante du Kurdistan. Mais, à la suite d'une politique d'arabisation forcée, seuls 20% de ses habitants sont aujourd'hui kurdes. Bagdad aurait accepté une administration mixte arabo-kurde de Kirkouk. La ville serait formellement incluse dans la région autonome et donnerait naissance à une nouvelle province. Selon Barzani, un « comité ad hoc a été formé » pour « régler ce problème ».

Au-delà du sort de cette capitale provinciale, se joue le contrôle des richesses pétrolières du nord du pays. Dès à présent, ces puits peuvent produire plus de 600 000 barils/jour. Les peshmergas ne réclament plus l'usufruit des champs de Kirkouk, mais une part du budget de l'Etat proportionnelle au poids de la population kurde, soit un peu moins de 30% du peuple irakien.

Les chefs des peshmergas répètent que la démocratie reste la meilleure des garanties. En la matière, Bagdad

ne lésine pas sur les vœux pieux : multipartisme, liberté de la presse, changement de constitution, élections libres... Le nouveau système politique sera « très similaire au modèle français, avec un Président, un Premier ministre et un pouvoir législatif bicaméral », a déclaré, hier à *El Pais*, le ministre irakien de l'Information, Hamid Hamadi. Selon Jafar Guly, porte-parole du PDK, les Irakiens ont accepté la plupart des réformes politiques réclamées par Massoud Barzani. En fait, les Kurdes souhaitaient d'abord la désignation d'une assemblée constituante, via des élections libres, alors que les autorités baassistes penchent en faveur d'un référendum, un de ces plebiscites dont ils ont la spécialité, pour adopter la nouvelle constitution.

Pour le Kurdistan, Saddam Hussein se serait engagé à enfin respecter le traité de 1970. La région disposerait d'une assemblée et d'un gouvernement. Seuls la Défense, les Affaires étrangères, les Finances, et le Pétrole, relèveraient de Bagdad. Le chef de l'exécutif obtiendrait le titre de vice-président de l'Irak. Le kurde deviendrait la deuxième langue du pays et la première dans les quatre provinces autonomes.

Sur le papier, les peshmergas, vaincus militairement, lâchés une nouvelle fois par l'Occident au lendemain de la guerre du Golfe, semblent remporter une victoire. Mais les rebelles ne nourrissent guère d'illusion sur la soudaine conversion de Bagdad.

Il faut surtout éviter une « palestini-sation » du peuple kurde. Téhéran, après avoir engrangé les gains diplomatiques pour sa politique d'ouverture et son soutien apporté aux Kurdes, veut aujourd'hui déplacer les camps de réfugiés vers les régions centrales et méridionales, donc hors du Kurdistan iranien. Un compromis avec le régime baassiste permettrait au moins le retour des réfugiés. Une reprise des combats risquerait, au contraire, de provoquer un nouvel exode. Cette fois, définitif.

Christophe BOLTANSKI

The Financial Times June 22, 1991

Agreement on ways to protect Kurds elusive

By Robert Mauthner in London and Lionel Barber in Washington

BRITAIN, the US, France and other western countries involved in the Kurdish safe haven operation have still not agreed on arrangements to guarantee the security of the Kurds after the withdrawal of allied troops from northern Iraq.

But in spite of reported differences between the US, and Britain and France, over the proposed stationing of a small joint rapid intervention force in southern Turkey, negotiations are continuing.

All the western governments want to withdraw their forces from Iraq as quickly as possible. There is wide agreement, however, that such a move should be accompanied by measures which would prevent a recurrence of the persecutions to which the Kurds have been subjected by the Iraqis in the past.

Following talks between Mr James Baker, the US Secretary of State, and Mr Douglas Hurd, the British Foreign Secretary, in Berlin earlier this week, there have been strong indications that the US is now prepared to delay for a short time the withdrawal of American forces from Iraq. Such a delay would give the allies a breathing space to work out the required package of measures.



Hurd: diplomatic drive

US officials stressed yesterday that there was no firm time-table for the withdrawal of American ground forces, who number about 2,000. Reports that all US soldiers would withdraw by July 4 were premature and incorrect, the officials said.

The confusion over the withdrawal date is due mainly to internal differences within the Administration, with the Pentagon wanting to withdraw US troops by the end of this month, while the State Department has been much more sensitive to the diplomatic friction

this would cause.

What is certain is that Washington is noticeably much less keen than London and Paris on the proposed "operation poised hammer," which would allow a highly mobile allied force to intervene rapidly in northern Iraq if the Kurdish population was again put in danger.

Washington's participation is considered essential by the other western countries.

Mr Hurd, who has conducted an energetic, if discreet, diplomatic campaign to win US support to protect the Kurds after the allies have withdrawn, believes the package has to be based on 4 main elements:

- The Iraqis must be made to understand clearly they risk military reprisals if they do not respect the rights of the Kurds.
- UN sanctions must be kept in place for the foreseeable future.
- The build-up of UN "guards" to replace western forces in northern Iraq must continue at a faster pace.
- A satisfactory agreement between Baghdad and the Kurds guaranteeing Kurdish rights and security must be concluded. Negotiations between the 2 sides have recently made reasonably good progress.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JUNE 24, 1991

Kurds Differ on Status of Pact

The Associated Press

SARDAW, Iraq — The Kurdish leader Massoud Barzani said Sunday that he had reached agreement with Baghdad on a pact to bring elections to the northern Kurdish region in three months and to Iraq as a whole in six months to a year.

But Jalal Talabani, leader of Iraq's second-largest Kurdish group, after Mr. Barzani's, said no such autonomy agreement had been struck. It was unclear whether the conflicting statements meant that the Kurdish leaders disagreed with each other or with Baghdad.

Mr. Barzani said that the agreement would also divide up revenues from the important oil-producing city of Kirkuk, long claimed by the Kurds but now occupied by Iraqi

troops who crushed a Kurdish uprising after the Gulf war.

"As far as I'm concerned, the agreement is completed," Mr. Barzani said in an interview at his headquarters, about 370 kilometers (230 miles) northeast of Baghdad.

But Mr. Talabani said Sunday in an interview in the town of Zakho, "I don't think there is any agreement." He refused to comment further.

■ Plan for Standby Force

Eric Schmitt of The New York Times reported earlier from Washington:

The United States and its European allies plan to leave a 5,000-member contingency force in southeastern Turkey to protect the Kurds once coalition forces withdraw from northern Iraq, Europe-

an diplomats and administration officials said.

British and French officials have pressed the Bush administration to contribute forces to a multinational brigade that could quickly respond to any possible retribution against Kurds by Mr. Hussein.

About 6,300 allied troops, including 1,975 Americans, remain in northern Iraq, but the last of these troops are expected to leave in mid-July, a Pentagon official said.

Under the proposed plan, which is being developed by the U.S. European Command in Stuttgart, in conjunction with British, French, Turkish and other allies, ground forces would be based in Silopi, Turkey, near the Iraqi border. Italian and Spanish forces might also take part, U.S. officials said.

Sous le couvert de la nouvelle loi antiterroriste

La Turquie torture de plus en plus

Augmentation des cas de torture et des exactions, telle est la grave conséquence de la nouvelle loi antiterroriste turque que l'avocat Turgut Kazan et le journaliste Koray Duzgören ont dénoncée la semaine dernière au Centre des droits de l'homme de l'ONU à Genève.

Entrée en vigueur le 12 avril dernier, cette loi est déjà fort connue. Elle comporte, en effet, un article qui abolit la loi sur l'interdiction de publier dans des langues autres que le turc et elle a donc, enfin, autorisé le kurde. Si elle a également entraîné la libération, spectaculaire étant donné le nombre, de 43 000 prisonniers, ces derniers sont surtout des «droit commun». Sur 3300 prisonniers politiques - dont 2900 Kurdes et opposants de gauche - seuls 700 appartenant en majorité à des organisations d'extrême droite ont été libérés, souligne M. Kazan, président du barreau d'Istanbul.

L'organisation mondiale contre la torture «SOS-Torture» a lancé dernièrement des appels urgents indiquant une aggravation de la situation due,

justement, aux nouvelles dispositions de cette loi qui «ouvre la porte à de très graves abus». Dans son article 1, par exemple, la définition du terrorisme est très large puisqu'elle comporte même «toute méthode de pression». Elle introduit, de plus, la responsabilité pénale collective.

Liberté de presse restreinte

Pour M. Duzgören, président de l'Association des journalistes contemporains - qui regroupe 1500 membres - cette loi restreint, dans son article 8, le droit à l'information. Elle pénalise, en effet, la propagande écrite ou orale visant à porter atteinte à l'unité indivisible de l'Etat de la République turque, et est punissable de 2 à 5 ans de prison. Difficile, dans ces conditions, de parler de l'autonomie kurde. En Turquie il existe actuellement bien 50 lois pour limiter la liberté de la presse - souligne le journaliste. 3000 procès sont d'ailleurs actuellement en cours contre des journalistes ayant enfreint l'une ou l'autre de ces lois.

L'an passé la Turquie a suspendu la Convention européenne des droits de

Des Nations Unies,
Angelica ROGET

l'homme pour la région sud-est (le Kurdistan) et dernièrement une loi-décret spéciale a promulgué l'état d'urgence. La loi antiterroriste qui a été votée en avril, ne fait donc qu'aggraver encore davantage la situation de violence et d'insécurité qui prévaut dans la région où vit la grande majorité des 20 millions de Kurdes du Kurdistan.

Cette loi n'est en fait pas égale pour tous puisqu'elle prévoit, à l'article 15, des mesures de protection exceptionnelles pour les fonctionnaires ou forces de l'ordre auteurs d'actes de répression et de torture. Ils ne sont, en effet, pas emprisonnés avant leur jugement mais bénéficient, de surcroît, d'une défense de trois avocats payés par l'Etat et ne peuvent être poursuivis que sur autorisation du ministre de l'Intérieur, sauf pour des meurtres. Des dispositions contraires à la convention contre la torture des Nations Unies que la Turquie a pourtant ratifiée. A. Ro.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0545 4 PI 0154 FRA /AFP-MI16

TV-Kouchner-Kurdes

Opération européenne en préparation pour "accompagner les Kurdes rentrant d'Iran", selon M. Kouchner

PARIS, 24 juin (AFP) - Une opération humanitaire européenne pour "accompagner les réfugiés kurdes rentrant d'Iran" en Irak est en préparation, a déclaré, lundi soir, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner.

Parlant des Kurdes qui sont encore en Iran ou à proximité - "près d'un million", a-t-il dit -, lors de l'émission l'"Heure de vérité" sur Antenne 2, M. Kouchner a déclaré : "Je vous annonce pour la première fois une opération humanitaire européenne, sous le drapeau de l'Europe, qui prendra en charge, j'espère", les Kurdes qui rentrent d'Iran, "pour les accompagner chez eux".

Cette opération interviendrait, selon M. Kouchner, "après la signature ou au moment de la signature" d'un accord entre les Kurdes et le président irakien Saddam Hussein.

mj/mst

AFP 242332 JUN 91

Kurdish leader reports a step toward autonomy

Draft OK'd by Baghdad schedules free elections

New York Times News Service

SARDOW, Iraq — Kurdish guerrilla leader Massoud Barzani said Sunday that the government of Iraqi President Saddam Hussein had approved a draft agreement providing for free elections for an autonomous provincial legislature. The elections would be held within three months in the Kurdish lands in the north of Iraq.

Eventually, Barzani said, the agreement will give the Kurds autonomy in all matters except national security and the police. He also said the agreement called for democratic elections throughout Iraq within six months.

Barzani, who heads the strongest Kurdish force and whose family has long led the fight for autonomy from the Baghdad government, said he expected other Kurdish leaders to give final approval to the draft agreement in the next few days. He said it might be signed with Iraqi officials by the end of the week.

But another Kurdish leader, Jalal Talabani, who also has been negotiating with Baghdad, seemed less confident. He emphasized that the document was a draft, not a final agreement. The two leaders have disagreed before on details of the negotiations.

If it goes into effect, the agreement should end the Kurdish crisis and lead to the return home of all the Kurds who fled after their rebellion against the government was crushed by the Iraqi army.

The election schedule disclosed by Barzani in an interview at this hilltop stronghold in Iraqi Kurdistan would put Saddam's promises of democracy to the test by summer's end.

The 45-year-old Kurdish leader said that a reconciliation between Iraq's 3.5 million Kurds and Baghdad should bring an end to the occupation of the so-called refugee security zone along the Turkish frontier by the United States and its allies.

"Once there is peace and an agreement, I don't think there is a necessity for them to remain," he said.

But if Baghdad backs out of the accord, Barzani said, speaking more plainly on the issue than he has in the past, he is counting on Western nations to help enforce it.

Barzani says pact gives vote to Kurds

By Michael Hirsh
THE ASSOCIATED PRESS

SARDAW, Iraq — Kurdish leader Massoud Barzani said yesterday he has reached agreement with the Iraqi government on a pact that would bring elections to the northern Kurdish region in three months and nationwide within a year.

But Jalal Talabani, leader of the second-largest Iraqi Kurdish guerrilla group after Mr. Barzani's, said there was no such autonomy agreement with the Iraqi government. It was not clear if he meant the Kurds disagreed among each other or with Baghdad.

There was no word on such an agreement by official Iraqi media yesterday.

Mr. Barzani said the agreement also divides up revenues from the key oil producing city of Kirkuk, long claimed by the Kurds as culturally part of the Kurdish region but which has been occupied by Iraqi troops since the fierce rebellion touched off by Iraq's defeat in the Persian Gulf war.

"As far as I'm concerned, the agreement is finished [wrapped up]," Mr. Barzani said in an interview in his mountain canyon headquarters, 230 miles northeast of Baghdad.

He said the agreement could be signed as early as this week in Baghdad. It would provide for elections for an autonomous parliament in the Kurdish region to be carried out in three months and similar elections nationwide in six months to a year. Kurdistan, however, would still be part of Iraq.

Mr. Barzani said the agreement was a successor to a 1970 accord granting semiautonomy to the Kurds.

That agreement was abrogated by President Saddam Hussein's ruling Ba'ath Party, triggering an earlier uprising by Kurdish guerrillas.

"Twenty years of bloody war, of

bitter experience, have taught us that we couldn't remove them and they couldn't finish us off," said Mr. Barzani, the bearded chief of the Kurdish Democratic Party, sweating in a khaki uniform and the traditional Kurdish "yeshmagh" or turban.

"So the only way out is peace. This is generally felt by both sides."

Mr. Barzani said Mr. Talabani, his chief rival for Kurdish leadership and leader of the Patriotic Union of Kurdistan, also appeared ready to approve the agreement.

"I'm just waiting for Mr. Talabani to come back to Kurdistan," Mr. Barzani said.

But Mr. Talabani, heading back into the northern region, said yesterday in the Iraqi town of Zakho, "I don't think there is any agreement."

Mr. Talabani, who had been in Turkey for weeks, said that he will meet with Mr. Barzani tomorrow.

Mr. Barzani had said he wanted to consult with other Kurds before returning to Baghdad to sign the agreement. Other Kurdish sources had also reported an agreement had been reached.

Mr. Barzani, 44, said there had been no discussion with government negotiators of whether allied troops now overseeing Kurdish refugees would act as guarantors of the agreement.

He did not rule out allied support but said the principal guarantee would be the good faith developed between the Iraqi government and the Kurds, who make up about 20 percent of Iraq's 17 million people.

Although many of the details are to be worked out by committees after the agreement is signed, he said its principal elements include:

- General amnesty for all Kurdish political prisoners and reparations to the Kurds for devastation of villages in the north. That would include compensation for Kurds gassed with chemical weapons in 1988, and the 5,000 killed, mostly civilians, in March during a failed revolt against Baghdad after the Gulf war.

- Because the central government would still be responsible for defense and foreign policy, a percentage of the oil revenues from Kirkuk will be deducted for those expenses. Baghdad might get about a quarter of the revenues, while Kurdistan would receive the rest.

- A free press, including the establishment of a radio and television station.

LE FIGARO 24 juin 1991

Kurdistan Irakien

Les alliés suspendent leur retrait

Les chefs kurdes estiment imminente la signature d'un accord avec Bagdad. Mais les responsables occidentaux attendent pour définir leur stratégie.

Les forces alliées ont interrompu leur retrait du Kurdistan irakien en attendant que les responsables occidentaux aient défini leur stratégie sur la question kurde. Les « marines », qui devaient partir le 26 juin, ont reçu de nouvelles consignes. « Nous n'avons pas de date limite pour la fin du retrait », a fait savoir le département américain de la Défense. (AFP, Reuter.)

BAGDAD :

de notre envoyé spécial,
Claude LORIEUX

Deux chasseurs bombardiers américains survolent les troupes irakiennes déployées en force entre Irbil, cité nerveuse, comme les soldats qui la surveillent, et la montagne, où les pechmergas (combattants kurdes) de Massoud Barzani et de Jalal Talabani font la loi.

Les F 15 volent très bas. Intentionnellement. Pour rappeler aux généraux de Saddam Hussein que son aviation est interdite de vol. L'expiation se prolonge.

A bord d'un camion chargé de ballots et d'enfants, des réfugiés kurdes regagnent leur village. Les avions les rassurent, comme ils rassurent les partisans kurdes. En pantalons bouffants, kalachnikov en bandoulière, ils tiennent les postes de contrôle à la « frontière » de la zone kurde ou arpentent les rues de Chaklawa. Cette coquette station estivale s'est transformée en ville de garnison. Les fenêtres des bistrotts à chiche-kebab sont placardées de photos de « martyrs » des combats de mars et d'avril.

Des écueils techniques

Le Kurdistan est à nouveau en fièvre. Optimiste même : l'accord entre les chefs kurdes et Saddam Hussein serait à portée de main. Massoud Barzani affiche une confiance surprenante. Talabani fait savoir aujourd'hui qu'il approuve le document négocié dans ses grandes lignes par son « rival ». Barzani consulte les chefs de clan, des hommes qui, trois fois en seize ans, ont pris les armes contre Bagdad. Les vénérables barbus, pour 90 % d'entre eux, lui donnent raison. Il l'annonce, satisfait, aux visiteurs.

A Bagdad, le journal Al-Thawra (« La Révolution »)

prévoit la signature peu après le « pont » de la fête musulmane du sacrifice. Et, comme pour confirmer le sérieux de sa démarche, le président de la République envoie ses propres fils, Oudaï et Kussaï, faire une opération de relations publiques auprès de Barzani...

« Reste quelques problèmes techniques à résoudre. » Le chef kurde en convient. Il retournera donc à Bagdad après la fête. En quelques jours, l'affaire sera réglée Inch Allah !

Ce n'est pas, en effet, la première fois que l'accord — historique — à condition d'être respecté — est annoncé pour demain. A plusieurs reprises déjà, la signature prédite a été repoussée. Difficultés techniques ? Davantage, bien sûr. Car de gros problèmes séparent les deux camps :

Obtenir la levée des sanctions

● Le droit au retour des pays sans kurdes dans leurs villages rasés en 1988. Ces destructions systématiques suivirent le cessez-le-feu avec l'Iran. Elles avaient un double objectif : punir les Kurdes qui avaient pactisé avec Téhéran, et, en créant un « espace vide » le long de la frontière iranienne, interdire la réédition de tels événements. Or les villageois reviennent sur les ruines de leur hameau ; ils y campent en attendant mieux. Un médecin allemand, qui a installé sa tente-hôpital au milieu des décombres d'Haj Omran dévastée, témoigne : « Les plus forts et les plus optimistes défrichent déjà leurs champs envahis d'herbe et plantent des oignons, des concombres ou du paprika. »

● L'étendue du territoire autonome. Comprendra-t-il Kirkouk, métropole du pétrole et ville kurde « arabisée » par Saddam ? Le maître de Bagdad en a modifié la composition ethnique. Il y a « injecté », grâce à de juteuses subven-

tions au logement, des milliers de colons arabes. Les leaders kurdes rejettent ce fait accompli.

● La réalité de l'autonomie. En avance sur Ankara et Téhéran, Bagdad accorda en 1975 une certaine autonomie à ses Kurdes. Elle demeura cependant largement formelle en raison de l'emprise du parti Baas. Aujourd'hui, les Kurdes veulent une véritable participation au pouvoir. Ils exigent que leurs partis aient droit de cité au Parlement irakien et que le Baas renonce à la suprématie inscrite dans les précédentes Constitutions, et maintenue dans les projets de réforme étudiés, au printemps 1990, par le régime.

Qu'ils aient fui spontanément, la peur au ventre, ou qu'ils aient été poussés sur la route de l'exode par des chefs décidés à transformer en succès diplomatique leur débâcle militaire, les Kurdes ne quittent pas Washington des yeux. L'évacuation, le 14 juin, de Dohuk par les GI, qui l'avaient remise en « état de marche », a provoqué une grande émotion. La population n'atteignait pas trente mille âmes le 24 mai. Douze jours plus tard, elle dépassait le seuil des deux cent mille. « Si les Américains s'en vont, je pars », lance Jalal, un vieux Kurde, en fouillant les décombres de sa maison dynamitée par l'armée avec une centaine d'autres. Jalal n'est sans doute pas encore parti. Mais le transfert vers la Turquie de quelques dizaines de

« boys » américains avait certainement lui aussi valeur d'engagement adressé à Barzani et à Talabani.

Depuis, la décision des alliés de surseoir à leur repli de la « zone sanctuaire » et le projet de création d'une force d'intervention rapide basée en Turquie ont renforcé le jeu des deux chefs. Message des Occidentaux à Saddam : « Tu n'as pas les mains libres au Kurdistan. » Les deux adversaires sont pressés. Le gouvernement d'abord : il voit dans la conclusion du pacte une étape vers la levée des sanctions de l'ONU. Quant aux Kurdes, leur dénuement saute aux yeux. Malgré l'aide internationale.

Une personnalité irakienne assure que le gouvernement n' imagine pas ce pacte « comme une ruse pour écraser ensuite les Kurdes ». Un étranger qui négocie quotidiennement avec les autorités affirme de son côté : « Bagdad veut la levée des sanctions. Il ne fera pas d'esclandre après la signature. » Tout est question de confiance. Saddam Hussein ne peut oublier aisément que les pechmergas se sont à plusieurs reprises laissés manipuler par les « ennemis de la nation ». Les Kurdes, eux, peuvent dresser une longue liste de mesures arbitraires, brutales et souvent atroces.

Un citadin perdu dans le souk de Sadek, une halte poussiéreuse proche de la frontière iranienne, ne cache pas sa peur : « Saddam, nous le connaissons bien, il ne tient jamais parole. »

C. L.

The Financial Times June 24, 1991

NEWS IN BRIEF

Kurds say deal is reached with Iraq

KURDISH leader Massoud Barzani said yesterday his people had given him a mandate to sign a peace agreement with President Saddam Hussein which pledged free, multiparty elections in Iraq within a year, Reuter reports from Sardaw, Iraq.

Breaking off from several days of consultation with tribal, community and political leaders from all over Kurdistan, Mr Barzani told foreign journalists the agreement also promised the Kurds elections of their own within three months.

Mr Barzani leads the Kurdish Democratic Party, the largest rebel group in a post-Gulf War rising which Mr Saddam's army crushed in March.

Mr Barzani said he would return to Baghdad after talks with Mr Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, who he said was not likely to veto the agreement.

Meanwhile, a US military spokesman said the western allies had withdrawn all but 5,100 troops from Kurdish refugee camps in northern Iraq.

Kurdes : rien n'a changé



« Dans le cas où les forces alliées n'assureraient plus leur présence, les Kurdes se déclarent prêts à fuir de nouveau, n'importe où, n'importe comment ».

Cukurça, Uludere, Isickveren, Silopi, Zakho, autant de noms écrits en lettres de sang surmontant, voilà quelques semaines encore, à la une des journaux, les photos tragiques de l'exode kurde.

Des volcans qui, subitement, se réveillent, un roi de la drogue pactisant avec un ecclésiastique afin de retrouver un semblant d'honnêteté, quelques remue-ménage politiques, un nouveau maître de la Russie, l'implacable information s'auto-dévoire.....

Mais là-bas, au nord-ouest, aux confins de l'Irak et de la Turquie ou, plus à l'est, sur le versant iranien, quelles solutions ont été apportées au peuple mourant, ballotté au gré de la politique internationale, « assommé » au nom de la raison d'État ?...

L'O. N. U. est venue jouer son rôle de sauveteur, les armées alliées ont temporisé les velléités d'un dictateur, aménageant une « zone franche » où elles ont, in extremis, arraché une partie des rescapés des camps de la mort lente. Les O. N. G. (Organisations non Gouvernementales), selon leur éthique, se sont lancées avec le dévouement des médecins, pharmaciens, logisticiens, nutritionnistes, au secours de ces êtres déchirés.... Près de trois mois après cet exode aux relents de déjà vu, qu'est-il advenu de ces pauvres hères en guenilles ?

EXODE INFERNAL

Si les camps à l'ouest se sont vidés de leurs grappes humaines accrochées à deux mille cinq cents mètres d'altitude, si les familles endeuillées, après avoir transité par Zakho, ont accepté de rejoindre les vallées de Dohouk sous la protection

militaire, si certaines d'entre-elles ont essayé de survivre et de reconstituer, ici ou là, une cellule dans les villages rasés par la guerre, le problème n'est pas réglé pour autant.

A l'est, côté iranien, l'exode du retour perdure dans des conditions de survie précaires : « les semaines à venir verront sûrement croître l'afflux des réfugiés. Il n'est donc pas exagéré de parler d'une nécessité vitale d'intervention auprès de ces gens épuisés, malades.... » explique un membre de l'organisation humanitaire lyonnaise « Equilibre » installé sur la frontière irano-irakienne, au col de Sarsang. « Il ne faut pas accepter que, de nouveau, sur les bords des routes, des enfants, des femmes, ou les plus faibles, meurent d'épuisement, de sous-alimentation, ou de déshydratation. Ce retour risque de prendre très vite l'allure d'un exode infernal. Si, en mars dernier, les Kurdes ont considérablement souffert du froid, dans les semaines à venir, la chaleur suffoquante deviendra très vite une terrible épreuve.... »

Même à l'heure où les armées se retirent - une partie du détachement français est déjà rentrée, les Américains sont aussi sur le départ - les « équilibrés » implantés dans quatre camps de base, Raniyat, Suna, Ganao, et Halabja (ville symbole victime du gazage iranien en 1988), ou circulant à bord de deux dispensaires mobiles placés sous escorte des Peshmergas - sont bien décidés à rester jusqu'au bout....

Confronté désormais à un problème de visa impossible à obtenir, tant à Ankara qu'à Bagdad, l'un des responsables d'Equilibre, Alain, explique qu'il

espère bien, cependant, pouvoir rester jusqu'à la mi-août. « Nous tiendrons quitte à nous faire expulser, souligne-t-il. Les Kurdes ont besoin de nous, le moral est bas après le départ des troupes alliées. Ils sont découragés car ils pensaient qu'après toutes leurs épreuves, les engagements pris par les alliés de rester avec eux jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée, jusqu'à ce que leur sécurité pour l'avenir soit réellement garantie, seraient tenus. Ils y croyaient. Ce n'est pas possible pour les O. N. G. de partir dans ce contexte, et de les abandonner après toutes ces promesses. Il ne faut surtout pas penser que le problème kurde est réglé..... »

Selon les O. N. G., les Français doivent encore se mobiliser. Ils ont besoin de vêtements pour hommes et enfants : des chaussures d'été, des tee-shirt, chemises, pantalons, sous-vêtements.... Ils lancent également un appel aux médecins souhaitant apporter leur concours pendant un minimum d'un mois.... (1)

IMPASSE

Même pessimisme du côté de l'organisation France Liberté, présidée par Danièle Mitterrand. « Nous sommes très inquiets, aussi bien pour le Kurdistan qu'au sud de l'Irak ou au Koweït. La guerre n'a rien résolu.... », explique le docteur Frédéric Tissot.

« Pour l'instant, nous avons l'impression d'être dans une impasse. Il y a encore de nombreux réfugiés perdus sur les versants iraniens. Des déserteurs irakiens ralliés aux Kurdes se trouvent toujours rassemblés dans des camps turcs,

les autorités se refusent pour l'instant à les libérer. Le manque de nourriture, d'argent, de matériel, de semence, se fait cruellement ressentir.... »

Difficile, en effet, de relancer le tissu économique de la société kurde, basé principalement sur l'agriculture, l'élevage du bétail et l'aviculture. Comment reconstituer un embryon économique dans un environnement ravagé par la guerre, mais surtout pollué par l'utilisation d'armes chimiques.

Enfin - et c'est apparemment plus délicat - comment redonner à ce peuple persécuté, l'espoir, le goût de vivre, tant que leur tyran se trouve, certes en « sommeil », mais toujours placé à la tête de l'Etat.

Dans son dernier bulletin, Equilibre résume ainsi la situation : « Nous sommes à l'écoute du peuple kurde. Cette volonté est d'autant plus forte que ces semaines passées auprès des réfugiés nous ont donné une véritable « sympathie », pour un peuple tout entier qui, à ce jour, sait très bien que son sort ne dépend pas vraiment de lui. Nos discussions avec la population nous ont éclairé sur le fait que 90 % d'entre-eux sont totalement sur leurs gardes, et ne se sentent pas en sécurité. Dans le cas où les forces alliées, l'O. N. U., n'assureraient plus leur présence, ils se déclarent prêts à fuir de nouveau, n'importe où, n'importe comment.... ».

APPORTER UNE ASSISTANCE MEDICALE

Toutes les O. N. G. ont compris la nécessité d'une présence occidentale dans cette région du Monde. Médecins sans Frontières a, depuis le début du drame, envoyé près de trois cents personnes (50 % de médecins, 25 % d'infirmiers et infirmières, et 25 % de logisticiens).

Une équipe de cinquante personnes reste toujours sur place, répartie sur les différents lieux de passage des réfugiés kurdés sur le retour. A bord de soixante quinze avions affrétés par l'organisation, trois cent vingt cinq mille couvertures, deux mille tentes, cent soixante dix tonnes de toile plastique, mille trois cent quarante tonnes de nourriture, deux cents tonnes de médicaments, ont été acheminés. Mais cela ne suffit pas encore.

« Notre mission principale consiste actuellement à apporter une assistance médicale dans les hôpitaux où le manque de personnel est flagrant. Les conditions de travail se sont un peu améliorées. L'eau, l'électricité, sont en partie rétablies, malgré de nombreuses coupures. Notre concours - comme celui de nos collègues - est indispensable en médecine générale, mais aussi en pédiatrie, ou dans les centres de nutrition. Notre action est difficilement mesurable, mais selon une estimation, le taux de mortalité, qui était de 25/10.000/jour, est passé, actuellement, à 8/10.000/jour. » Des

résultats encourageants prouvant, s'il en était besoin, la nécessité d'une aide internationale.

OUBLI

Même si quelques unités militaires alliées restent en observateurs dans le secteur turc de Silopi, même si les O. N. G. sont décidées, coûte que coûte, à apporter assistance aux Kurdes, même si diverses organisations humanitaires occidentales sont toujours mobilisées, comment ne pas craindre qu'à la moindre alerte, les Kurdes ne cherchent pas à nouveau leur salut dans la fuite, en direction des montagnes....

Il ne s'agit que d'une rumeur - mais dans ces conditions de survie, les rumeurs prennent vite de l'ampleur - des troupes irakiennes remonteraient actuellement vers le nord....

Des informations visant à déstabiliser le front kurde avant la signature d'accords ? Peut-être.... En attendant, les Peshmergas semblent toujours aussi résolus à se battre alors que le P. K. K.

(Parti des Travailleurs Kurdes) ou l'A. T. K. P. (Association des Travailleurs et Patriotes du Kurdistan) restent vigilants, de même que l'extrême gauche, la Kamola Karkeren Welatpareze (le K. K. W. K.).

Une seule certitude, la politique de l'autruche ni l'oubli ne peuvent à nouveau s'abattre sur ce peuple de vingt cinq millions de personnes écartelées sur six pays différents. Sinon, d'ici à quelques mois, les images d'horreur envahiront à nouveau les petits écrans. Pour tous ceux qui les ont approchés, il est inimaginable de revoir les grands yeux creux et vides des enfants affamés, d'entendre les cris des mères portant leurs bébés morts dans les bras, de repatauger dans le cloaque des camps où les vieillards et les plus faibles se laissent mourir dans une gangue de boue et de pourriture.

MARCEL LEGENDRE

(1) Pour tous renseignements complémentaires, appeler le 72.73.04.14.

PERSIAN GULF

Quick-strike force considered by allies

Troops would be for Kurds' security

Associated Press

WASHINGTON — The Bush administration on Monday suggested that a quick-strike, residual military force could help guarantee peace in northern Iraq and hasten the pullout of regular allied forces.

A senior Pentagon official, meanwhile, said the allies have agreed on a mid-July date for the pullout of their troops from northern Iraq.

The official, speaking on condition of anonymity, refused to specify the date.

White House spokesman Marlin Fitzwater would say only that current U.S. forces would be withdrawn "as soon as possible. There's no specific date at this point, but as rapidly as we can."

Fitzwater said that serious consideration is being given by allies to establishing an international "rapid deployment force," either in Iraq or just across the

border in Turkey.

This force would replace the current troops and "remain there for some time to help solidify security for the Kurds," Fitzwater said. "The size, how it would be made up, how many of each country, what would be its specific assignment is being worked on now."

There are still 10,882 allied troops in the region, divided about equally between Turkey and Iraq. Of these, 5,749 are Americans, with 1,482 U.S. troops still on the ground in northern Iraq.

Fitzwater said administration officials "continue to assess the needs" of keeping U.S. troops there "on a continuing basis, and that's part of the consideration that goes into this rapid deployment force."

The senior Pentagon official, meanwhile, said no firm agreement has been reached on the residual force.

TUESDAY, JUNE 25, 1991 GAZETTE TELEGRAPH

24 heures 25 juin 1991

NÉGOCIATIONS KURDO-IRAKIENNES

Réunion des principaux leaders

Jalal Talabani et Massoud Barzani présideront la rencontre dans le Kurdistan irakien. Il s'agit de faire le point après trois mois de négociations avec Bagdad. Vers une conférence nationale kurde.

● Le commandement politique du Front du Kurdistan irakien, regroupant les principaux partis kurdes d'opposition, se réunira dans les prochaines vingt-quatre heures pour évaluer les résultats des négociations entre les Kurdes et le gouvernement irakien sur le futur statut du Kurdistan, a annoncé lundi un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Contacté par téléphone à partir de Manama, Youssef Jozani, qui se trouve dans le quartier général de l'UPK au Kurdistan, a précisé que la réunion sera présidée par le secrétaire général de l'UPK, Jalal Talabani, arrivé la veille dans le nord de l'Irak en provenance de la Turquie, conjointement avec le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani.

Le point

Cette réunion, qui se tiendra à Chaklawa (Kurdistan irakien), doit faire le point sur les trois mois de

négociations menées par les deux dirigeants du Front du Kurdistan avec les autorités de Bagdad en vue de définir un statut d'autonomie du Kurdistan.

Le porte-parole de l'UPK a indiqué que la signature d'un accord définitif avec Bagdad «reste tributaire des négociations qu'auront les dirigeants du Front du Kurdistan».

Interrogé sur d'éventuelles «divergences» au sein du Front et des réserves émises par Talabani pour la signature d'un accord obtenu par le chef du PDK, le porte-parole a estimé que les différentes factions du Front du Kurdistan devraient réunir au préalable leurs instances politiques et militaires pour définir leurs positions respectives concernant la conclusion d'un accord définitif avec Bagdad.

Le 12 juin, Talabani déclarait à Istanbul que «les négociations entre les Kurdes et le gouvernement central pouvaient durer encore très longtemps». La nouvelle Constitu-

tion irakienne et la situation de la ville pétrolière de Kirkouk sont «les points sur lesquels les parties ne sont pas encore arrivées à un accord», ajoutait-il.

En revanche, Barzani se déclarait début juin optimiste quant à la prochaine signature d'un accord sur le Kurdistan.

Hypothèse

Dans ce contexte, Jozani n'a pas exclu la convocation d'une «conférence nationale kurde», à laquelle seraient invitées des personnalités kurdes indépendantes en vue de se prononcer sur l'accord avec Bagdad portant sur le futur statut du Kurdistan.

En avril dernier, après l'échec de l'insurrection kurde de mars, Talabani engageait des discussions avec les autorités irakiennes, et les deux parties parvenaient à un accord de principe sur le futur statut du Kurdistan. Début mai, Barzani avait pris le relais de ces discussions. — (afp)

LE MONDE 25 juin 1991

Un des principaux dirigeants kurdes M. Barzani, se montre optimiste sur les chances d'un accord avec Bagdad

L'un des deux principaux dirigeants de la rébellion kurde en Irak, M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), affiche un optimisme à toute épreuve sur les perspectives de signature d'un accord avec le régime de M. Saddam Hussein. Ainsi a-t-il affirmé, samedi 22 juin, dans un entretien avec l'agence Reuter, que les négociations qu'il a menées avec le gouvernement de Bagdad ont débouché sur un accord d'autonomie pour le Kurdistan irakien.

«Après trente années où le sang a été versé, je pense que nous avons tous - le gouvernement et les Kurdes - compris que la paix était la seule voie», a-t-il déclaré, en révélant quelques-unes des clauses du projet d'accord. «Je ne sais pas si l'accord sera signé cette semaine, mais il sera signé», a-t-il assuré. Je

peux maintenant repartir [à Bagdad] pour le signer avec le soutien du peuple kurde.» M. Barzani, qui a déclaré avoir obtenu l'aval de ses partenaires du Front du Kurdistan, a toutefois reconnu qu'il n'avait pas encore rencontré à ce sujet l'autre grande figure de la révolte kurde, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Il a précisé que Bagdad avait accepté d'organiser des élections libres d'ici trois mois au Kurdistan, puis dans le reste du pays d'ici six mois à un an.

Administration mixte pour Kirkouk

Selon M. Barzani, l'accord octroie aux Kurdes le contrôle de leur région, à l'exception des affaires militaires, de la politique étrangère, des finances et des richesses naturelles - essentiellement pétrolières. La police, elle, sera placée sous contrôle conjoint. L'accord ouvre, en outre, la voie à une amnistie générale pour les milliers de peshmergas (combat-

tants kurdes) et à des prêts gouvernementaux pour reconstruire le Kurdistan. Les deux parties n'ont pas encore défini le tracé exact des frontières du Kurdistan, notamment dans les cas délicats de populations hétérogènes, mais M. Barzani a assuré que ces points seraient réglés ultérieurement. Kirkouk - éternelle pomme de discorde entre Kurdes et Arabes en raison des importantes ressources pétrolières que recèle le sous-sol de la région - aura une administration mixte, a-t-il indiqué. Il a également précisé que les Kurdes seraient représentés au sein du gouvernement irakien. «Nous n'avons pas eu 100 % de ce que nous voulions, mais nous en avons obtenu 75 %. C'est mieux que la guerre, qui nous fait tout perdre. Peut-être certains [Kurdes] ne seront pas de cet avis, mais c'est leur problème», a-t-il encore dit.

M. Barzani a fait peu de cas du maintien des forces alliées ou des Nations unies au Kurdistan. «Je pense que la meilleure garantie, c'est une confiance nouvelle entre Bagdad et les Kurdes, à laquelle nous devrions œuvrer», a-t-il estimé, ajoutant qu'il ne jugeait pas nécessaire de rencontrer ou d'informer les alliés avant la signature de l'accord. «Nous sommes

en lutte contre Bagdad depuis des années, et ces derniers temps les alliés aidaient Bagdad. Si leur soutien n'est qu'humanitaire, c'est une erreur. Notre problème n'est pas la faim, c'est la revendication de droits politiques», a-t-il dit.

Le sort des forces occidentales stationnées au Kurdistan d'Irak est, d'ailleurs, l'objet d'informations contradictoires, celles faisant état de la suspension de leur retrait étant démenties de source officielle. Un porte-parole militaire américain en Turquie, le commandant John Woodhouse, a ainsi expliqué que le retrait des forces occidentales s'effectuait au fur et à mesure que leur mission humanitaire était accomplie. «Il n'y a pas eu d'arrêt général» du retrait, a-t-il dit. Il a qualifié d'«erronées» les informations selon lesquelles les Etats-Unis avaient accepté de faire une pause dans leur retrait du Kurdistan à la suite de pressions diplomatiques de la France et de la Grande-Bretagne. Environ 5 100 militaires occidentaux sont encore déployés dans le nord de l'Irak, contre 12 000 il y a quelques semaines, a précisé le porte-parole, qui a indiqué que quelque 11 000 soldats au total étaient stationnés en Turquie et en Irak, contre 21 700 en mai. — (Reuter.)

Una efímera ilusión de independencia

Los kurdos de Irán gozaron en 1946 de once meses de libertad política con la República de Mahabad

TOMÁS ALCOVERRO

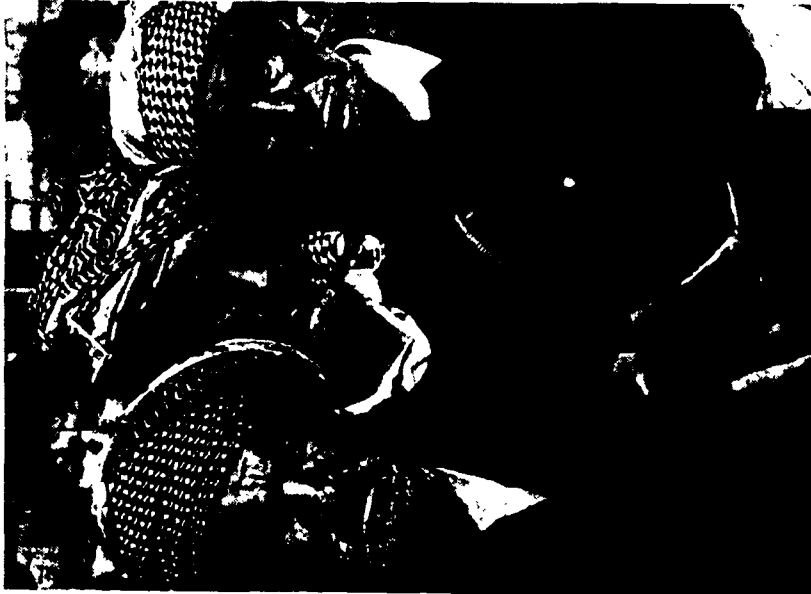
Hay en el norte de Irán una localidad llamada Mahabad, que hace casi medio siglo fue capital de una efímera república kurda. La República de Mahabad sólo vivió en 1946 once meses de independencia hasta que el ejército persa restableció la autoridad del Gobierno de Teherán. Su presidente, Qazi Mohamad, y el comandante en jefe de las tropas, Mustafá Barzani, un señor feudal nacionalista procedente de Irak, se refugió con su familia y sus hombres en la URSS.

Aunque fue muy breve el tiempo de este suceso de independencia, los kurdos recuerdan Mahabad, la ciudad provinciana que se convirtió en capital de un minúsculo territorio, parte del Kurdistán iraní, como el símbolo de sus aspiraciones nacionalistas, siempre frustradas. Hoy, Mahabad, al igual que las demás ciudades kurdas de la república islámica de Irán, como Saquez, Sanadadj o Kerma-chah, llamada ahora Bakarán, son tranquilas poblaciones donde nadie pone en duda la obediencia al Estado. El millón y medio de refugiados kurdos acogidos en las cuatro provincias del norte, por más que hayan podido perturbar sus ánimos, no han influido en el comportamiento con respecto a sus gobernantes. Los kurdos de Irán siguen al margen de la turbulenta historia de los que viven al otro lado de la frontera, en el Estado iraquí.

Muy poco se habla de estos kurdos que forman con los azaríes, los árabes, los turcomanos, una de las minorías que constituyen Irán, el Estado más extenso y casi más poblado de Oriente Medio. Los kurdos iraníes forman el 17 por ciento de su población de unos 53 millones de habitantes, y viven en una superficie de 125 mil kilómetros cuadrados. La religión dominante en el Kurdistán es el islam, con

una gran parte de musulmanes suní-tas. Pero hay también cristianos de las iglesias asiria y armenia, e incluso judíos, en estas regiones montañosas. La mayoría de los kurdos iraníes hablan el sorani, dialecto que también utilizan los kurdos árabes. Como, a diferencia de Irak, la lengua kurda está prohibida en la enseñanza, los niños están obligados a aprender en las escuelas el farsi o lengua nacional. Sin embargo, la televisión y en el radio regionales, ya desde el tiempo del Gobierno del sha, difunden programas en kurdo.

Los gobiernos de Teherán, entre las dos guerras mundiales, emplearon sus tropas para sedentarizar a los kurdos, y, hoy, las tribus nómadas —una de las estereotipadas imágenes de sus altas tierras— casi han desaparecido completamente. En 1941, los ejércitos aliados, soviético, británico y americano, penetraron en Irán, y la nación fue dividida en varias zonas, quedando el norte ocupado por los soviéticos. Si cinco años después pudo establecerse la república de Mahabad fue gracias a su influencia. Fue entonces cuando el Kurdistán iraní se convirtió en una base de todas las fuerzas democráticas persas. La pequeña república trató de ser un centro de cooperación entre todas las partes del Kurdistán, ya estuvieran en Irak, Turquía o Siria. Los kurdos tuvieron la ilusión de que Mahabad fuese el núcleo de liberación de todo el territorio dividido. Pero, al atacar las fuerzas imperiales del sha, no hubo ninguna resistencia y los soviéticos no les enviaron sus armas. Una vez más —como ha ido ocurriendo en estos cincuenta años, en 1975, con los acuerdos de Argel y, ahora, después de la tímica "primavera kurda" de las montañas de Irak— este



Los kurdos iraníes no cuestionan el Estado islámico

pueblo sin Estado es un juguete en manos de las grandes potencias.

En 1946, el ejército de Irán desbarató de un golpe Mahabad porque estaba apoyado por los gobiernos anglosajones, sobre todo, por Estados Unidos, que quería reprimir los movimientos progresistas surgidos en Azerbaiján y el Kurdistán. Sofocando este embrión de nacionalismo, el sha neutralizaba ade-

más la política soviética que hizo posible, por unos meses, la ilusión de Mahabad. La historia del movimiento nacionalista kurdo se detiene entonces en Irán, cuando en el vecino Irak va cobrando cada vez más fuerza. El sha concede su ayuda a Mustafá Barzani tras su salida de la URSS y su regreso con armas y bagajes a su tierra iraquí.

Alianza con el sha

Apyándole conseguía también neutralizar a sus kurdos y desvincularlos del movimiento kurdo iraquí. El sha incluso pidió a Barzani que, a cambio de su ayuda, colaborara con su Gobierno en su empresa contra las actividades políticas de los kurdos de Irán. El ala iraní del famoso PDK, núcleo del movimiento kurdo, tuvo que aceptar estas consignas y congelar su acción a fin de no entorpecer la marcha de Barzani en su forcejeo con Bagdad.

La contradicción llegó a su apogeo cuando el sha se convirtió en el mejor aliado de los kurdos iraquíes y en el peor enemigo de los iraníes. Desde la corta experiencia de Mahabad, los kurdos iraníes no han vuelto a contar ni con partidos políticos activos ni con movimientos culturales tan arraigados como los de los kurdos de Irak. Los propios escritores e historiadores kurdos aceptan que si Mahabad fracasó no fue sólo por la falta de ayuda soviética, sino también por la desunión del pueblo y las divisiones internas entre sus dirigentes, surgidos de las élites ilustradas, y los "pechmarga" o milicianos procedentes de las tribus. La peñora y frágil República de Mahabad fue la efímera ilusión de una independencia imposible. ●

IRAK BAGDAD REDECouvre LA NATION KURDE

Le Front du Kurdistan d'Irak s'apprête à signer l'accord qui devrait consacrer l'autonomie de la région, son administration par les Kurdes et l'enseignement de leur langue. Une réserve, mais de taille : le texte de l'accord, que révèle ici « Libération », ne s'accompagne d'aucune garantie internationale.

Depuis le 21 avril, les forces alliées dans le nord de l'Irak ont été réduites des deux tiers. Le Pentagone se refuse cependant à parler de retrait. L'opération *Provide Comfort* se poursuit, expliquait-on hier au quartier général américain à la base d'Incirlik, mais... avec des effectifs allégés. De son côté, le Front du Kurdistan — qui regroupe les huit principaux mouvements de peshmergas — devrait examiner dans les prochaines vingt-quatre heures le projet d'accord avec Bagdad.

La version définitive du texte de l'accord entre la résistance kurde et le gouvernement irakien est désormais entre les mains des organisations qui composent le Front du Kurdistan d'Irak. S'il est approuvé, il ne manquera plus que la signature officielle, qui devrait alors mettre fin à près de cinquante années de guerre entre les Kurdes irakiens et le pouvoir central de Bagdad. Ce pourrait n'être maintenant qu'une question de jours — des sources kurdes de

Paris parlaient de la fin de la semaine, après les vacances de la fête musulmane de l'Aïd —, sauf désaccord sur les termes du compromis élaboré à Bagdad.

« Je pense que nous avons tous — le gouvernement et les Kurdes — compris que la paix était la seule voie », déclarait, à l'agence Reuter, Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et coprésident du Front. Le responsable kurde, qui avait mené jusqu'à la semaine dernière la dernière phase de trois mois de négociations dans la capitale irakienne, estimait pour sa part que, si l'accord ne donnait pas satisfaction

« à 100 % », les Kurdes avaient néanmoins obtenu « 75 % » de ce qu'ils voulaient, ajoutant : « C'est mieux que la guerre qui nous a fait tout perdre. »

Comme l'accord de 1970, dont il s'inspire très largement, le texte de 1991 prévoit un statut d'autonomie pour le Kurdistan à l'intérieur de l'Irak. La « nation kurde » y est reconnue comme une composante du peuple irakien à l'égal de la « nation arabe ». Le kurde, enseigné dans les écoles et les universités sera, avec l'arabe, la langue officielle de la région autonome. Selon le nouvel accord, les Kurdes d'Irak administreront librement leurs affaires, l'Etat irakien gardant le contrôle de la politique étrangère, de la défense, des finances et de l'exploitation des richesses naturelles, le pétrole en particulier. La police et la sécurité intérieure seraient en quelque sorte « cogérées » mais avec un pouvoir kurde effectif dans ces domaines.

Pour administrer la région autonome, le texte prévoit un conseil législatif, élu au suffrage universel, dont émanera un conseil exécutif. Les élections pour le parlement kurde pourraient avoir lieu dans un délai de trois mois après la signature de l'accord. Le président de ce dernier aura rang de vice-Premier ministre de l'Irak. De plus, un Kurde sera vice-président de la République irakienne, mesure déjà prévue en 1970.

L'accord établi à Bagdad annonce aussi d'importantes mesures économiques pour le Kurdistan, qui disposerait également pour ses ressources de la part du revenu pétrolier irakien correspondant à la part de la production pétrolière des régions kurdes. Toujours selon le texte, une très large amnistie permettrait la libération de

l'ensemble des prisonniers politiques, le retour des exilés et des réfugiés, ainsi que des indemnités pour les familles déportées ou dont les villages ont été détruits. Au chapitre de ces dernières mesures, les Kurdes « failis », de confession chiite, qui avaient été massivement déportés vers l'Iran (on parle de plus de 200 000 personnes) et que le régime baasiste refusait de reconnaître pour des ressortissants irakiens, pourraient revenir en Irak, cette fois citoyens irakiens de plein droit.

Pas plus que dans l'ancien accord, le texte ne fixe les « frontières » de la région autonome, qui devraient être établies sur la base du recensement de 1957, le seul réalisé en Irak qui permette de déterminer les régions peuplées majoritairement de Kurdes, dont plusieurs ont été massivement « arabisées » par la suite. Le litige sur la délimitation du Kurdistan autonome avait été l'une des causes de l'échec de l'accord de 1970, Bagdad en ayant exclu les régions riches en ressources pétrolières, et particulièrement la ville de Kirkouk. Le destin de cette dernière serait toujours en discussion. L'hypothèse d'une « administration mixte » arabo-kurde pour la cité pétrolière aurait été évoquée lors des négociations.

Cette incertitude n'en fait pas moins peser le doute sur une signature rapide de l'accord. Pour Jalal Talabani, l'autre coprésident du Front et secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak (UPK), « les négociations entre les Kurdes et le gouvernement central pouvaient durer encore très longtemps ». Dans une déclaration recueillie par l'AFP à Istanbul, le chef de l'UPK, qui avait dirigé la première phase des négociations avec les représentants de Saddam Hussein,

citait notamment la question de Kirkouk ainsi que celle de la nouvelle Constitution irakienne comme autant de « points sur lesquels les parties ne sont pas encore arrivées à un accord ».

La Constitution promise à plusieurs reprises par le régime de Bagdad est toujours restée à l'état de projet. Selon le texte de l'accord avec les Kurdes et dans la version dont nous avons pu avoir connaissance, la nouvelle constitution est bien à l'ordre du jour et prévoit la liberté pour les partis politiques et la garantie des droits de l'homme et des minorités en Irak. Le drapeau irakien, dont la symbolique est purement arabe, serait modifié, pour signifier la reconnaissance de la nation kurde. Selon le texte, Bagdad procéderait à des élections libres dans tout le pays et dans un délai de six mois.

« Autonomie pour le Kurdistan, démocratie pour l'Irak », les deux exigences essentielles du Front kurde trouvent donc, en partie au moins, une réponse dans le texte de l'accord proposé à la discussion des organisations kurdes. Les carences dans la définition des compétences et de l'extension de la région autonome, le flou et l'imprécision des engagements pour le futur démocratique du pays, n'en constituent pas moins les faiblesses évidentes d'un texte qui, de plus, ne sera, une fois signé, assorti d'aucune garantie extérieure, hypothèse pourtant évoquée à plusieurs reprises tant par Jalal Talabani que Massoud Barzani. Pour ce dernier « la meilleure garantie est une confiance nouvelle entre Bagdad et les Kurdes à laquelle nous devrions œuvrer ». Il lui restera à en convaincre ses camarades et, plus encore, une majorité de réfugiés kurdes, qui refusent à ce jour de rentrer chez eux tant que Saddam Hussein est au pouvoir.

Marc KRAVETZ

Le Kurdistan bientôt autonome ?

Un accord serait en vue entre les Kurdes et l'Irak. C'est du moins ce qu'affirme l'un des chefs de l'opposition kurde.

SELON un responsable kurde, Massoud Barzani, les Kurdes et les autorités de Bagdad pourraient prochainement signer un accord sur l'autonomie du Kurdistan irakien et l'organisation d'élections législatives provinciales, puis générales. « En ce qui me concerne, l'accord a été conclu », a affirmé M. Barzani, président du PDK (Prati démocratique kurde) au cours d'une interview accordée dimanche à l'agence de presse américaine Associated Press, dans son quartier général de Sarwan. Selon lui, la ratification pourrait intervenir dans le courant de la semaine.

Cet accord prévoirait notamment le partage des revenus du complexe pétrolier de Kirkouk — mais non, semble-t-il, l'inclusion de la ville dans la province autonome ; la tenue dans les trois mois d'élections législatives en vue de créer un Parlement kurde autonome — qui seraient suivies dans un délai de six mois à un an d'élections générales en Irak ; une amnistie pour les prisonniers politiques kurdes et des réparations pour les dommages infligés par l'armée irakienne aux civils kurdes ; des garanties concernant la liberté de la presse ; un partage des responsabilités de police intérieure avec le parti Baas, et la représentation des Kurdes au niveau ministériel.

Il convient toutefois de noter que ça n'est pas la première fois que M. Barzani annonce qu'un accord avec Bagdad a été conclu et que l'autre chef kurde, Jalal Talabani — les deux hommes devraient se rencontrer aujourd'hui — est, lui, beaucoup moins optimiste. Dans une interview, également à l'Associated Press, il s'est borné à souligner qu'aucun accord n'avait encore été signé.

Les négociations entre l'opposition kurde et les autorités de Bagdad ont commencé à la fin du mois d'avril. Lors d'un premier tour de table, le 24 avril, un accord de principe avait été conclu sur l'autonomie du Kurdistan —

qui, d'ailleurs, existe en droit, sinon en fait, depuis 1970 — en échange de l'arrêt de la rébellion. Les pourparlers avaient repris le 6 mai, pour cette fois définir les conditions de cette autonomie. Parmi les nombreux problèmes à résoudre, beaucoup tournaient autour de la question de l'emprise du parti Baas, le tout-puissant parti au pouvoir en Irak.

Les Kurdes exigeaient la fin de la domination du Baas et l'établissement de la démocratie non seulement au Kurdistan mais aussi en Irak. Ils y ajoutaient deux mesures conservatoires : le maintien de Peshmergas et une garantie internationale pour le futur accord. Il semble qu'ils aient renoncé à cette dernière condition et obtenu satisfaction pour les deux premières, au moins sur le papier. Officiellement, en effet, les autorités irakiennes se sont engagées non seulement à permettre la tenue d'élections libres au Kurdistan mais à adopter le multipartisme dans l'ensemble de l'Irak.

Le sort de Kirkouk

Deux autres questions ont fait l'objet de discussions particulièrement serrées : celle du droit au retour des villageois dont les villages ont été détruits par l'armée irakienne dans le cadre de sa politique de « pacification » en 1988 après le cessez-le-feu avec l'Iran et, surtout, celle de la délimitation des frontières du Kurdistan autonome, c'est-à-dire le sort réservé à la ville pétrolière de Kirkouk. Autrefois kurde, cette ville compte aujourd'hui près de 80 % d'Arabes, à la suite de la politique d'arabisation forcée menée par les autorités au cours des quinze dernières années. Les opposants kurdes exigeaient cependant qu'elle soit réintégrée dans la province autonome — dont elle avait été exclue par la loi de 1970 — en arguant notamment des résultats du recensement de 1975. Ils se

heurtaient sur ce point à une fin de non-recevoir de la part de leurs interlocuteurs irakiens.

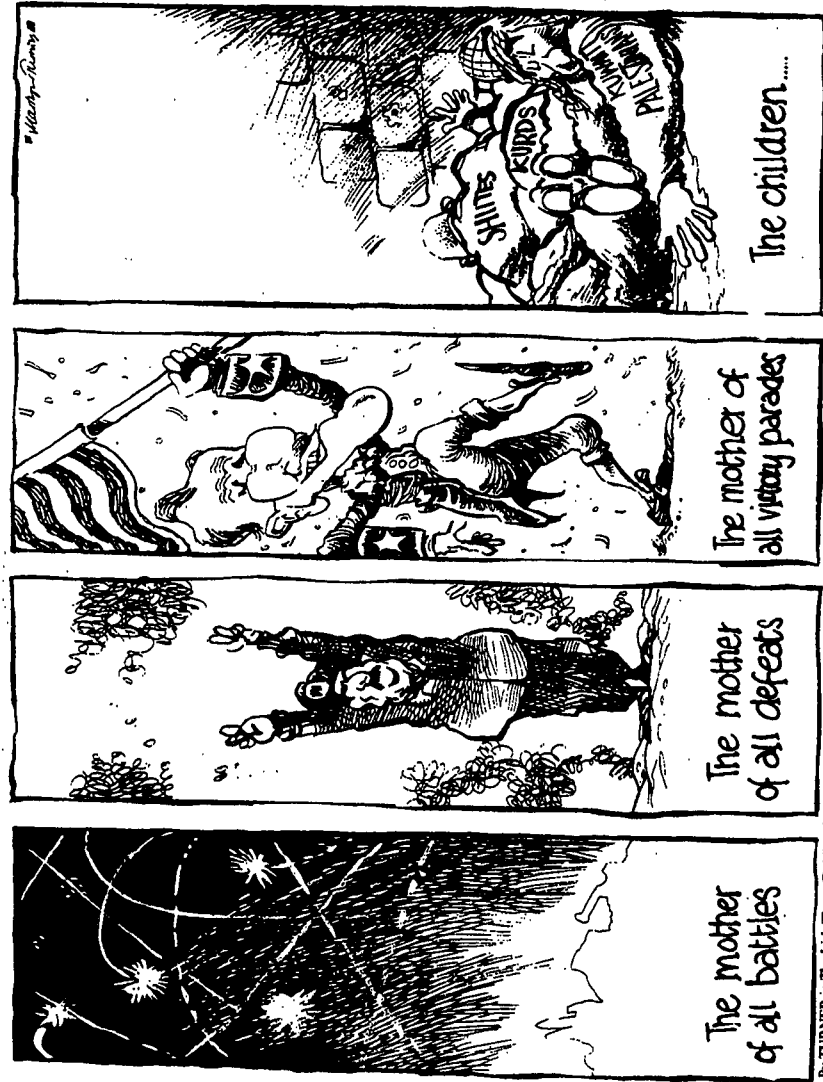
L'intérêt de Kirkouk est évidemment sa richesse. Il semblerait selon les déclarations de M. Barzani que les négociateurs se soient finalement mis d'accord sur une formule de compromis qui, sans inclure Kirkouk dans la province autonome, permettrait aux Kurdes de se voir néanmoins attribuer une partie des revenus du complexe pétrolier.

Malgré les difficultés, les deux parties ont tout intérêt à aboutir à un compromis. « Vingt années de sanglante guerre civile, d'amères expériences nous ont appris que nous ne pouvions pas nous débarrasser des Irakiens et qu'ils ne pouvaient pas non plus se débarrasser de nous. Alors la seule voix possible c'est la paix », déclarait dimanche M. Barzani. Les Kurdes, s'ils ont un moment pu croire que les Occidentaux étaient prêts à les soutenir pour provoquer la chute du régime de Bagdad, voire la partition de l'Irak, ont compris aujourd'hui que l'aide de l'Occident se cantonnerait au secteur « humanitaire » et que personne, ni dans la région ni à l'extérieur, ne souhaite l'éclatement de l'Irak, et moins encore l'avènement d'un Kurdistan indépendant qui déstabiliserait les pays voisins à minorité kurde.

Outre qu'elles entendent en priorité défendre l'intégrité territoriale de l'Irak, les autorités de Bagdad ont aussi intérêt à conclure avec les Kurdes dans les meilleurs délais afin, d'une part, d'obtenir le départ des militaires alliés qui sont encore stationnés au nord de l'Irak et, d'autre part, de convaincre les Occidentaux de lever les sanctions internationales, préalable à toute politique de reconstruction du pays. Ces objectifs valent bien sans doute une profession de foi démocratique... même si la subite conversion de Saddam Hussein, en la matière, soulève pour le moins des doutes.

Dominique LAGARDE

International
Herald Tribune
June 25, 1991



A Deal on the Kurds Needs an Allied Seal

By William Safire

WASHINGTON — In diplomatic secrecy, the Bush administration is negotiating a deal with its coalition allies to pull the last protective troops out of Iraqi Kurdistan.

U.S. policy is driven by the politics of extrication: how to get out of Iraq quietly, replacing a force of coalition troops with more than a company of United Nations enforcers. The plan is to prevent Iraq's underdefeated dictator from merely waiting a decent interval before he breaks his promises of peaceful autonomy and resumes his genocide against the Kurdish people. Here is the preliminary deal that is being discussed:

First, we await the outcome of talks that took place in Baghdad between Kurdish leaders and Saddam Hussein. The dictator has promised autonomy in Kurdistan, elections throughout the country, the separation of the Ba'ath party from the government — all items he can easily rescind later.

Next, we await the talks among the Kurds. All Kurds may be victims, but not all Kurds are angels; to a hostile or indifferent world they present a united front, but in the back are as faction-ridden as any nation.

Massoud Barzani, son of Mulla Mustafa, is the authentic leader who has long fought his people's battle in the hills. He must deal with Jalal Talabani, a smooth talker who has spent most of his time outside Kurdistan; and with independent-minded guerrilla leaders on the scene; as well as with longtime Kurdish collaborators with Mr. Hussein who swung over to the Kurds' cause when he seemed about to fall, and who precipitated the high-casualty war in the cities.

As the enterprising Patrick Tyler of The New York Times reports from Kurdistan, Mr. Barzani is now selling the imperfect agreement made in Baghdad — which includes his promise to help Mr. Hussein get sanctions eased — to his colleagues. Arab members of the anti-Saddam coalition tell me he has a shrewd strategy: obtain from the Iraqi leader whatever

democracy and autonomy he is now ready to falsely offer, and then get the rest of the world to guarantee that those phony promises are kept.

When the Kurds agree with Mr. Barzani to make that gamble, the Americans and other coalition members would take that as a signal to withdraw. To show that the extrication is not abandonment, a division or two of allied ground troops, including Americans, would remain nearby in Turkey; the UN relief observers inside Iraqi Kurdistan would be increased to 500; more significant militarily, coalition air and naval forces would be based in Egypt, the Gulf emirates, Saudi Arabia, as well as Turkey. (Syria won't play; Israel won't be asked.)

One purpose of this international force would be to make certain that no genocidal attacks are launched against Kurds or Shites. With this military assurance, on top of a threatened calibration of economic sanctions, the coalition would uptoe out of the line of fire between a recovering Saddam Hussein and Kurds who always resist subjugation.

Sound good? Sure. Would it work? Only if an unmistakable message accompanied the pullout: that allied air power would enforce the reforms extracted by the Kurds from Baghdad.

Many Kurds suspect their nemesis plans to exploit a withdrawal by a type of warfare he has conducted before: kidnapping or assassinating Kurdish leaders, as he did the brothers of Massoud Barzani. If withdrawal is inexorable, here's how to help prevent that: President George Bush should invite Mr. Barzani to visit him in the White House, thereby providing the personal protection and support that Ronald Reagan gave Angola's Jonas Savimbi.

He should assure the Kurdish patriot that the coalition will make Iraqi Kurdistan a gunship-free zone; that relief will be channeled through Turkey to the autonomous Kurdish sub-government in the regional capital; and that the United States will welcome 5,000 Kurdish refugees a year to underscore its concern.

This month, after two decades, Henry Kissinger manfully asserted that the great error America made toward the Kurds in the 1970s was in not telling them at the start of their uprising how far we were prepared to back them up. We made that tragic mistake, so costly in lives, again this year. Twice is enough.

The New York Times

By TURNER in The Irish Times (Dublin); C&W Syndicate.

companied the pullout: that allied air power would enforce the reforms extracted by the Kurds from Baghdad.

Many Kurds suspect their nemesis plans to exploit a withdrawal by a type of warfare he has conducted before: kidnapping or assassinating Kurdish leaders, as he did the brothers of Massoud Barzani. If withdrawal is inexorable, here's how to help prevent that: President George Bush should invite Mr. Barzani to visit him in the White House, thereby providing the personal protection and support that Ronald Reagan gave Angola's Jonas Savimbi.

He should assure the Kurdish patriot that the coalition will make Iraqi Kurdistan a gunship-free zone; that relief will be channeled through Turkey to the autonomous Kurdish sub-government in the regional capital; and that the United States will welcome 5,000 Kurdish refugees a year to underscore its concern.

This month, after two decades, Henry Kissinger manfully asserted that the great error America made toward the Kurds in the 1970s was in not telling them at the start of their uprising how far we were prepared to back them up. We made that tragic mistake, so costly in lives, again this year. Twice is enough.

Shift the Sanctions Off the Iraqi People

THE SANCTIONS regime against Iraq should be changed to expose Saddam Hussein's lack of interest in the welfare of Iraq.

First, the West should require rather than forbid Iraqi oil exports. The UN secretary-general has proposed five sensible alternatives to keep money from such exports out of Iraq's hands until the Security Council decides to release the funds. With this oil money, reparations payments could begin immediately. The oil exports also could fund humanitarian needs.

It is obscene that U.S. taxpayers are paying \$566 million for Kurdish relief when Baghdad gets off scot-free. Furthermore, the money that accumulates in this account would form a multibillion-dollar "carrot" that could be waved under the noses of those who might be contemplating a coup against Mr. Hussein: Throw him out, and the money is yours.

Second, the West should require, rather than merely "permit," Iraqi food imports. Under the procedures set forth in Security Council Resolution 666, the United Nations would determine what food Iraq needs and then distribute the food itself in cooperation with the Red Cross or other appropriate humanitarian agencies. It is not safe to permit Mr. Hussein to have the necessary money while trusting he will spend the funds on food.

— Patrick Clawson, a resident scholar at the Foreign Policy Research Institute in Philadelphia, writing in The Washington Post.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JUNE 26, 1991

Iraq Struggles to Overcome Chaos in Its Electricity System

By Patrick E. Tyler
New York Times Service

BAGHDAD — The Iraqi Minister of Industry says the restoration of electrical power in Iraq after the allied bombing of power plants is in a state of constant crisis, with equipment failures and blackouts using up dwindling supplies of spare parts.

The comments by the official, Amer Asadi, amount to an unusual official acknowledgment that the return of basic services in postwar Iraq is a temporary and somewhat illusory achievement by the government of President Saddam Hussein.

Mr. Asadi said in a recent interview that Iraq's ability to provide electricity in the postwar period would peak with the return of about one-third or more of the pre-war generating capacity this summer, and would then begin immediately to erode.

"There is a kind of decline already in this capacity," Mr. Asadi said, "but so far our efforts at repair are compensating for this decline."

He acknowledged that because of the destruction of power plants that supplied a "rolling reserve" of electrical current in times of peak use, his engineers were finding it

impossible to control the electrical grid.

And the destruction of a national communications network that gave engineers the ability to bring plants on-line and off-line as demand for current exceeded power generation has injected chaos into the daily routine of keeping the lights on in the country.

"Our problem now is not the quick communications to intro-

duce additional capacity," Mr. Asadi said. "We need quick information to realize when to cut power at the appropriate time to avoid unprogrammed power failures and accidents."

He said the national control center where engineers once lived a quiet existence reading the newspapers for most of their shifts was now a scene of panic and "state of emergency 24 hours a day."

"Accidents are occurring to high-technology electrical equipment that control the distribution of power, and we cannot replace this," he said. He did not specify what accidents had occurred, but foreign diplomats here have received reports of turbine failures and other major equipment failures in the electrical system, where engineers apparently cannot precisely control high-speed turbines and in-

stead run them "by their ears," an Iraqi official said. Iraq is now generating about 20 percent of prewar levels of electricity.

Several blackouts in Baghdad and other major cities have exceeded 12 hours in recent weeks as summer temperatures reach 38 degrees centigrade (100 degrees Fahrenheit) or more.

Speaking in Arabic through an interpreter in a 90-minute inter-

view, Mr. Asadi, a chemical engineer who formerly served in Iraq's military-industrial sector, said that Iraq was down to about a 30-day supply of chlorine, the chemical that is essential to maintain the integrity of Iraq's water purification system.

The loss of pure drinking water supplies in January with the start of allied air attacks led to an outbreak of infectious diseases transmitted by water supplies that were contaminated by sewage.

Mr. Asadi said that Iraq was now trying to restart one of its six damaged chlorine plants.

The International Committee of the Red Cross is now importing five tons of chlorine a day from Turkey to help provide pure drinking water, but Red Cross officials characterized this as a stopgap measure that was chiefly protecting water supplies for the 4 million residents of Baghdad.

In the interview, Mr. Asadi did not shed any light on how the Iraqi leadership was allocating its scarce reserves of hard currency to put its essential industries back together.

But he said that for the balance of the year, the government had allocated about 100 million Iraqis in local currency to repair war damaged key industries.

Major Vows British Shield Until Kurds Are Safe

Reuters

LONDON — Prime Minister John Major pledged Tuesday that British troops would remain in Iraq until assurances were in place for Kurdish security, including a military presence to deter any renewed Iraqi repression.

Mr. Major, answering questions in Parliament, said it was not Britain's intention to seek a permanent troop presence in Iraq but would not leave without assurances for the Kurds, who fear Iraqi reprisals if foreign troops pull out.

The prime minister said there would need to be a "continuing deterrent military presence in the region" to back up allied warnings to President Saddam Hussein not to resume repression of the Kurds.

Mr. Major warned that any renewal of

Iraqi repression of the Kurds, as occurred after their uprising during the winter, would "meet the severest response."

He did not specify what kind of military presence he wanted in the region or where it might be based.

Officials said Monday that the Gulf war allies were discussing options, including a force inside Iraq, across the border in Turkey or divided between the two countries.

Kurds Cite Snag in Talks

Jonathan C. Randall of The Washington Post reported earlier from Shaqlawa, Iraq:

Kurdish leaders said Monday that an autonomy agreement with Baghdad had been held up by Iraqi demands that the Kurds sever ties with the West and cooperate with the ruling Baath Party against Shiite insurgents and other opponents.

The Iraqi demands were introduced into discussions on creating an autonomous region for the Kurds in northern Iraq just days before the talks recessed June 16, the Kurdish leaders said.

The disclosures appeared to undercut optimistic predictions made Sunday by Massoud Barzani, who headed the negotiating team in Baghdad as leader of the Kurdish Democratic Party, that the two sides were so "very, very close" that the agreement could be signed in Baghdad "in the next few days."

Kurdish leaders said the Iraqi demands, presented at the talks in a document, were unacceptable.

"I do not think any Kurd will accept these demands," said Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan.

Libération 26 juin 1991

Washington veut garantir la sécurité des Kurdes

Alors que la signature de l'accord entre le Front du Kurdistan et Bagdad semble imminente, les Occidentaux envisagent la mise en place d'une force d'intervention rapide pour prévenir un retour à la guerre civile.

Les Occidentaux maintiennent leurs pressions sur Saddam Hussein. Alors que l'ONU s'appête à prélever un tiers des revenus pétroliers irakiens, les Etats-Unis envisagent une présence militaire prolongée pour garantir la sécurité des populations kurdes.

Une force d'intervention rapide pourrait être déployée soit dans le nord de l'Irak, soit de l'autre côté de la frontière en Turquie. Cette brigade multinationale remplacerait les quelque 10000 soldats alliés de l'opération Provide Comfort et « resterait pendant quelque temps afin de contribuer à consolider la sécurité des Kurdes », a expliqué hier le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater. Sa taille, sa composition, notamment par pays, et son mandat « sont actuellement en voie d'élaboration ». Cette force, a ajouté Marlin Fitzwater, vien-

drait s'ajouter aux observateurs de l'ONU qui se trouvent dans la région.

Les Européens, qui plaident pour le maintien d'une présence militaire, semblent donc avoir réussi à convaincre leurs interlocuteurs américains. La semaine dernière, ces derniers avaient ainsi dû surseoir au retrait de leurs troupes d'Irak, prévu initialement pour juillet, selon le quotidien britannique *The Independent*. Paris et Londres, inquiets du sort des populations civiles après le départ des forces occidentales du Kurdistan, proposaient de mettre sur pied un contingent multinational formé de Britanniques, Français, Américains et Italiens, et installé à Silopi, en Turquie. Ces unités terrestres auraient également bénéficié du soutien aérien américain depuis la base de l'OTAN d'Incirlik.

Les alliés attendent le feu vert d'Ankara avant de boucler les derniers détails de cette nouvelle opération,

baptisée Poised Hammer, Marteau Suspendu. Mais quelle que soit l'attitude des autorités turques, qui n'ont pas encore formellement accepté ce plan, « nous disons qu'il restera une force résiduelle quelque part dans la région », affirme un haut responsable du Pentagone.

Le Premier ministre, John Major, a répété à nouveau hier devant les Communes que les soldats britanniques ne quitteront pas l'Irak tant que des garanties n'auront pas été données aux Kurdes. Pour empêcher Saddam Hussein de recourir à la force dans le nord de l'Irak, John Major est favorable à « la présence continue d'une force de dissuasion dans la région ». Une reprise de la guerre civile devrait entraîner une « réponse sévère » des alliés. Il soumet le départ des troupes étrangères à deux conditions supplémentaires : la présence effective sur le terrain (en Irak) d'observateurs de

l'ONU et le maintien des sanctions contre Bagdad. Si l'un de ces quatre points n'est pas rempli, « nous ne partons pas », prévient le Premier ministre britannique.

Par ailleurs, le Conseil de sécurité pourrait voter cette semaine une nouvelle résolution au titre des dommages de guerre si Washington ne parvient pas à conclure sur ce point un *gentlemen's agreement* avec le régime baassiste. Ce texte prévoirait de consacrer près de 30% des revenus pétroliers irakiens à l'indemnisation des victimes de la guerre du Golfe. Les Américains, qui avançaient initialement le chiffre de 50%, auraient accepté ce compromis suggéré par le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar. Cette taxe onusienne pourrait être modifiée en cas d'envoie du prix du baril. La commission spéciale de l'ONU demande enfin que Muthanna, l'un des principaux centres irakiens de production et de stockage d'armes chimiques, soit rapidement neutralisé et rasé. Selon les experts, il contiendrait « des munitions chimiques dont le contenu fuit, et des agents chimiques ont été détectés dans certains endroits ».

D'après AFP et Reuter

LE MONDE 26 juin 1991

IRAK : pour protéger les Kurdes

Washington envisage la création d'une force de réaction rapide

La Maison Blanche, confirmant des informations en provenance de Turquie (*le Monde* du 22 juin), a indiqué, lundi 24 juin, que les Occidentaux envisagent la création d'une force de réaction rapide afin de garantir la sécurité des Kurdes irakiens. Le porte-parole de la présidence américaine, M. Marlin Fitzwater, a précisé que cette force, si elle était créée, viendrait s'ajouter au contingent déployé par les Nations unies dans la région.

« La question de la mise en place d'une force dans la région après le retrait des forces alliées du nord de l'Irak est en train d'être examinée », a déclaré le porte-parole. « Il s'agit d'une force multinationale de réaction rapide qui pourra s'ajouter aux forces de l'ONU pour maintenir

la sécurité dans la région », a-t-il ajouté. M. Fitzwater n'a toutefois pas fourni de précisions sur les modalités de la mise en œuvre de l'opération. Mais il a indiqué qu'il s'agirait d'assurer la protection des Kurdes qui craignent des mesures de répression dès que les troupes alliées seront parties. Sur place, les consultations se poursuivent entre les différentes formations ayant pris part à la rébellion kurde pour évaluer les résultats de trois mois de négociations avec le régime de M. Saddam Hussein sur l'autonomie du Kurdistan. L'un des deux principaux dirigeants kurdes, M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a multiplié les manifestations d'optimisme sur les chances de signature

d'un accord (*le Monde* du 25 juin). Cet optimisme est, cependant, loin d'être partagé par l'autre figure de la révolte kurde, M. Jalal Talabani, responsable de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui déclarait récemment que « les négociations entre les Kurdes et le gouvernement central [de Bagdad] pouvaient durer encore très longtemps ». M. Talabani avait engagé, en avril, les pourparlers avec le gouvernement irakien, que M. Barzani a poursuivis. Celui-ci a, quant à lui, déclaré samedi : « Je ne sais pas si l'accord sera signé cette semaine, mais il sera signé ». M. Barzani doit regagner Bagdad dès la conclusion des concertations entre Kurdes. - (AFP, Reuter.)

FINANCIAL TIMES WEDNESDAY JUNE 26 1991

US falls into line on Kurdish policy

By Lionel Barber in Washington

UNDER pressure from its European allies, the US is edging toward agreement on creating a small rapid deployment force to protect Kurds in northern Iraq.

The force is likely to contain allied fighter and reconnaissance planes, and may include sea-based units which could be mobilised swiftly if the Iraqi army begins reprisals against the Kurds.

Turkey, which shares a southern border with Iraq and is a member of the Nato alliance, is the obvious base for warplanes and, if necessary, ground troops. But the Ankara government is waiting for a final plan to emerge before it signals approval, a US official said.

If Turkey withholds approval, US officials are examining the possibility of pulling 5,000 or so troops out of Germany in the event of trouble.

Dispatching Nato forces into Iraq from either Turkey or Germany would raise questions about the Nato alliance acting "out of area", or outside the European theatre defined under its charter.

But a US official explained that the allies are seeking ways around this obstacle, just as they did during the Gulf war. "We would make clear that this is not a Nato commit-

ment, but a temporary commitment by the countries involved."

Washington's support for a rapid redeployment force follows British and French pressure to delay the timetable for the withdrawal of US forces from Iraq.

The US military high command had originally scheduled the pull-out to take place by the end of this month.

The Bush administration

now agrees in principle with its European allies that some forces should remain in the region, combined with a stiff, unambiguous warning to President Saddam Hussein that the allies will respond to military attacks against the Kurds.

The administration hopes that some 500 United Nations "guards" will be in place in northern Iraq by the middle of next month to bolster the security of the Kurds. However,

this quasi-police force is lightly armed and may be ill-equipped to prevent lightning raids by Iraqi troops.

Just as the US has responded to European pressure not to abandon the Kurds, so too has Washington shifted its stance on Iraqi war reparations.

Having demanded that Iraq pay 50 per cent of its oil revenues toward war reparations, the Washington has now agreed that the figure should be 30 per cent.

US officials predict that the administration will shortly drop its opposition to an Iraqi request to sell \$940m (£576m) of oil on the world market to help raise money for humanitarian needs at home.

Like other allied countries, the US, acting through the UN, has demanded that Baghdad reveal how much money is held in the Iraqi central bank, both at home and in foreign bank accounts.

Iraq has so far given two unsatisfactory responses, a US official said.

Now, however, the US is ready to approve the oil sale because it wants to take the newly-agreed 30 per cent cut on the proceeds.

Some of the money will be used to finance UN refugee programmes in Iraq and other needs in the wake of the Gulf war.

UK TAKES TOUGH STANCE

BRITISH troops would not withdraw from northern Iraq before strict conditions were met to guarantee the safety of the Kurds, Mr John Major, the UK prime minister, confirmed in the House of Commons yesterday, Emma Tucker writes.

"It was never our intention to keep a permanent troop presence on the ground, but before we or the other allies withdraw we will need to have several things in place," said Mr Major.

The conditions, designed to prevent a recurrence of the persecutions to which the Kurds have been subjected by the Iraqis in the past, were listed by Mr Major as:

- An effective UN force on the ground.
- Clear warnings to Iraq that

any renewed repression would meet with "the severest response".

■ A continuing deterrent military presence in the region to back up the warnings.

■ The maintenance of sanctions against Iraq.

Later the Foreign Office said that British deployment in northern Iraq was running down. The troops involved in bringing the Kurdish refugees down from the mountains had completed their work and some had already left the region.

The governments of Britain, the US, France and other western countries involved in the Kurdish safe haven operation are keen to withdraw their forces from Iraq as quickly as possible.

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

GLGL

ECF0056 4 F 0196 IRA /AFP-FQ57

Energie

Pétrole/Irak/Kurdes: désaccord sur le partage des revenus de Kirkouk

TEHERAN, 27 juin (AFP) - Le quotidien iranien Tehran Times affirme jeudi que les négociations en cours entre le gouvernement de Bagdad et les dirigeants kurdes butent sur "des discussions financières sur le partage des revenus des champs pétroliers de Kirkouk", situé au nord-est de l'Irak.

Selon le quotidien, proche du gouvernement, les "objections" sont le fait du chef de l'Union patriotique du Kurdistan, M. Jalal Talabani, et non du président du Parti démocratique du Kurdistan, M. Massoud Barzani.

La question de Kirkouk, qui ne fait pas partie de la région autonome du Kurdistan mais qui est revendiquée historiquement par les kurdes, et la délimitation de la région autonome sont, selon les dirigeants kurdes, la difficulté essentielle des négociations en cours avec Bagdad.

Selon Tehran times, ces "discussions financières" sur le partage des revenus des champs pétrolifères de Kirkouk ne doivent pas entrer "dans le cadre des négociations sur l'autonomie" entre le gouvernement irakien et les dirigeants kurdes et contreviennent "à l'intérêt national irakien".

jmc/jlp/nc

AFP 271009 JUN 91

LES DERNIÈRES TRACTATIONS

Les organisations kurdes devaient se prononcer sur un accord avec Bagdad

Le Front du Kurdistan qui regroupe les principaux partis kurdes, devait se réunir au plus tard mardi 25 juin afin de faire le point sur les négociations qui ont lieu actuellement avec les dirigeants irakiens. Dimanche dernier, Massoud Barzani, le chef du Parti démocratique kurde (PDK) qui a mené les discussions avec Bagdad a annoncé qu'un accord avait été conclu.

Cet accord reconnaîtrait l'autonomie du Kurdistan, qui serait doté d'un Parlement et d'un conseil exécutif. Le chef de ce conseil prendrait le titre de vice-premier ministre ou de vice-président irakien. Des élections se dérouleraient au Kurdistan dans les trois mois tandis que des élections générales en Irak

auraient lieu d'ici un an maxi-



Jalal Talabani, l'un des leaders historiques de l'opposition kurde. (Photo AFP.)

mum. L'Irak et le Kurdistan garderaient en commun la politique étrangère, la défense et l'économie. Bagdad accepterait, en outre, de verser des indemnités aux victimes kurdes et libérerait tous les prisonniers politiques kurdes.

Toutes les divergences sont-elles pour autant réglées? Pour Jafar Guly, représentant du PDK en France, « l'accord est

satisfaisant » bien que « des litiges subsistent quant aux frontières du Kurdistan et aux villes arabisées comme Kirkouk qui dans le projet de Massoud Barzani devait être la capitale du Kurdistan ». Kirkouk est un important centre pétrolier d'une très grande importance économique.

L'accord actuel ressemble à celui de 1970 qui s'était soldé par un échec. Le Kurdistan a-t-il de meilleures chances aujourd'hui de devenir autonome? Jafar Guly estime que « les meilleures garanties sont la tenue d'élections libres » tout en indiquant que Massoud Barzani « a demandé des garanties internationales avant les négociations » sans toutefois préciser lesquelles.

Manifestations contre le départ de soldats américains

En ce qui concerne la présence des forces occidentales en Turquie et en Irak, le représentant du PDK indique « qu'elles peuvent toujours intervenir pour protéger la population ». La se-

maine dernière des manifestations ont eu lieu pour dénoncer le départ de plusieurs éléments du corps expéditionnaire. Mais selon le porte-parole de l'opération, le commandant Woodhouse, il ne s'agit pas d'un « retrait », mais d'un départ d'unités spécialisées ayant terminé leur travail. Bernard Kouchner, le secrétaire d'État à l'action humanitaire, a par ailleurs annoncé, lundi sur Antenne 2, qu'il espérait qu'« une opération humanitaire européenne, sous le drapeau de l'Europe » prendrait en charge les Kurdes réfugiés en Iran et qui voudraient rentrer chez eux. Selon Bernard Kouchner, cette opération interviendrait « après ou au moment de la signature » d'un accord entre les Kurdes et le pouvoir irakien.

La date de cette signature est toujours incertaine. Si le Front du Kurdistan accepte l'accord, un référendum « réunissant toutes les couches de la population » devrait, selon Jafar Guly, se dérouler peu après.

M. T.

U.S. and Allies Reach Accord On Protective Force for Kurds

By R. Jeffrey Smith and Barton Gellman

Washington Post Service

WASHINGTON — The United States and its Gulf war allies have reached tentative agreement to leave a brigade-sized force in Turkey — about 5,000 troops — ready to intervene in Iraq to protect the Kurds, according to U.S. officials and foreign diplomats.

The Turkish government has not yet approved the rapid-reaction force, but officials here said they expected early agreement.

General terms for the deployment were worked out in Washington by Defense Secretary Dick Cheney and Tom Clark, the British defense secretary, who had consulted earlier with the French defense minister, Pierre Joxe.

Under the plan, American, British, French and Dutch troops, supported by helicopters, would stay after the other troops in the coalition had been withdrawn from

Iraqi territory, where they have been protecting the Kurds for three months.

The Pentagon spokesman, Pete Williams, said that the administration had agreed with the European allies on a date for withdrawal, but he declined to say what it was. Two officials said the date was in mid-July.

Coalition forces have been withdrawing from northern Iraq since the beginning of June. The number still deployed there as of Tuesday — 3,981 allied troops, including 1,250 Americans — was about one-quarter of the May 29 peak.

The plan for a residual military force, intended to provide a continuing security guarantee for the Kurds, was put forward weeks ago by France and Britain, but it met resistance from the Bush administration at first.

A U.S. official, discussing the consultations, said that now "ev-

erybody's got the same perspective."

The official was referring to Kurdish requests for allied help in guarding against the renewed attacks of Iraqi forces loyal to President Saddam Hussein.

After an unsuccessful insurrection in March, following Iraq's defeat in the Gulf war, Kurdish refugees fled from northern cities and towns to Turkey and were stranded on mountainsides.

Another U.S. official said the administration was in accord with European allies on the need for a public statement, before the final withdrawal of allied forces, about what Iraqi actions might trigger their return.

Prime Minister John Major of Britain renewed his call for such a statement, telling his Parliament that the coalition would not withdraw without issuing "clear warnings to Iraq that any renewed repression will meet the severest response."

The Pentagon spokesman, acknowledging that U.S. troops would be part of a "residual force," said the mission "would be to stand by in the area in case there were problems in northern Iraq that required the military action."

He said there would be "very clear markers laid down to the Iraqis on what we expect to see them do."

Fearful of being drawn into a long police role, U.S. officials have emphasized from the beginning that the operation on behalf of the Kurds was humanitarian.

■ Baghdad Sees a Plot

Reacting to the allied plan for a rapid deployment force, Baghdad charged on Wednesday that it was an anti-Iraqi plot and a blow to United Nations humanitarian efforts for the Kurds, Agence France-Presse reported from the Iraqi capital.

The project is aimed at "reinforcing the illegal U.S. military presence," the Iraqi military newspaper Al Qadisiya charged.

According to the paper, the force will enable Washington, "without even so much as pseudo-international cover, to interfere in the internal affairs of the countries in the region."

NÉGOCIATIONS AVEC BAGDAD

Publication du projet des Kurdes

L'opposition demande la formation d'un cabinet de coalition qui devra préparer des élections libres ouvertes à tous. Les discussions se heurtent toujours à la définition des frontières du Kurdistan.

● L'opposition kurde d'Irak a réclamé, lors des négociations avec les autorités irakiennes sur le futur statut du Kurdistan, la formation d'un gouvernement de coalition pour préparer des élections libres en Irak, selon un document du Front du Kurdistan publié mercredi par le quotidien arabe *al-Hayat*, paru à Londres.

«Un gouvernement de coalition doit être formé pour préparer en l'espace de six mois des élections libres, auxquelles participeraient toutes les forces de l'opposition nationale, dont le Front du Kurdistan, et devant déboucher sur la formation d'un Conseil national constitutif», précise le document que les dirigeants du Front du Kurdistan avaient soumis aux autorités de Bagdad.

Le Front, qui groupe les principaux mouvements d'opposition kurdes en Irak, a mené pendant trois mois des négociations avec Bagdad pour définir le futur statut du Kurdistan. Les dirigeants du Front se trouvent depuis le début de la semaine dans le nord de l'Irak, pour discuter des résultats de ces négociations.

«Le Conseil national constitutif devra promulguer une Constitution permanente en Irak, et un gouvernement sera issu de la majorité parlementaire», ajoute le document.

Les négociations entre les dirigeants de l'opposition kurde et Bagdad butaient toujours la semaine dernière sur la délimitation des frontières du Kurdistan, selon des sources kurdes. Les deux parties ne se sont pas entendues, notamment, sur la région pétrolière de Kirkouk, dans le Nord-Est de l'Irak, dont le sous-sol recèle une part importante des réserves de brut irakien.

Kirkouk est présentée comme «la capitale de la province autonome du Kurdistan» dans le projet de statut proposé par le Front, et dont le texte intégral est aussi publié par *al-Hayat*. Le projet de statut spécifie les modalités de la mise en place de l'autonomie du Kurdistan «dans le cadre de l'unité juridique, politique et économique de la République irakienne».

Il définit le cadre pour l'élection des instances dirigeantes du futur Kurdistan autonome, dont un Conseil législatif régional qui sera élu au scrutin universel direct pour un mandat de quatre ans.

Il prévoit la formation d'un Conseil exécutif, dont le chef sera désigné par le président de la républi-

que parmi les membres du Conseil législatif régional. L'instance exécutive aura, dans le cadre de ses compétences économiques, à gérer le secteur industriel «à l'exception des branches de l'extraction pétrolière et minière qui relèveront de la compétence du gouvernement central».

Ce projet réserve au président un droit de regard sur l'action parlementaire de la province autonome, dont le droit de «dissoudre le Conseil législatif régional». Le Front exige «une participation kurde à toutes les instances de l'Etat, y compris les postes importants et sensibles, sur une base proportionnelle du peuple kurde par rapport à la population de l'Irak». — (afp)

TF1, SAMEDI 29, 13 h 15
**VOLONTAIRE
CHEZ LES KURDES**



Olivier Sautier est médecin de campagne, un praticien plus familier des angines que du choléra. Un « anti-héros », dit de lui son ami Jean-Luc Blain, auteur du reportage. Il emmène Olivier au Kurdistan, opprimé par un dictateur vaincu. Il y découvre la malnutrition, la déshydratation des enfants, la fatigue, la famine. « Un soir, témoigne ce toubib, effaré par ce qu'il voit, j'ai vu deux fœtus qui n'étaient même pas enterrés. Ils traînaient dans la rivière. » Même pour un médecin qui a le cœur bien accroché, il est des spectacles insoutenables et une vision de l'humanité qui confine au désespoir. Pourtant, Olivier Sautier a tenu bon jusqu'au bout de ses découvertes. Il est même rentré un peu triste de ne pouvoir accompagner le peuple kurde jusqu'au bout de son combat pour sa survie.

EMPACT MEDECIN 28 juin 1991

The Kurdish Struggle : From Father to Son, Decades of Resistance

By Jonathan C. Randal

Washington Post Service

ZAKHO, Iraq — For Shafiq Saadullah and his sons, the Kurdish flight to the mountains this spring was a natural reflex, as routine a gesture as shoving their automobiles into the cummerbunds of their baggy trousers before leaving the house.

Mr. Saadullah is a Kurdish militant. At 71, he has been in trouble often over five decades — with British viceroys, the Iraqi monarchy, various revolutionary regimes and, most enduringly, Saddam Hussein's Arab Ba'ath Socialist Party. He sees the bloody events of the last four months simply as part of a continuum of time.

"Better to live like a hawk for one day than like a hen all your life," the old man said, quoting a Kurdish proverb.

The story of the Saadullah clan and their decades of struggle for a Kurdish nation helps explain the tumultuous events in Kurdistan over the last few months. It all has happened before.

For a century, before Iraq's invasion of Kuwait set in train their current travail, Kurds in Iraq, and in Turkey and Iran as well, were paying the price for a mountain people's longing for their own country and a refusal to bow to the demands of nation states.

Mr. Saadullah traces his involvement in Kurdish nationalism back to his teens. Oldest of nine sons born to a struggling Zakho merchant who bought sheep in Turkey and sold them in Iraq when the Ottoman Empire still held sway in the Middle East, Mr. Saadullah alone was sent to secondary school.

His mother and father made socks to pay for his education in an Arabic-language school in Mosul. There, the nationalist resentment of Arab students for the British-backed monarchy, he said, made the few Kurds aware of their identity as a minority.

Upon graduation in 1940, he recalled, "many people helped me" obtain a job as stenographer in the Iraqi upper house, a post that could have led to an easy life.

But in a Baghdad before air conditioning, he did not like the hot

weather. He became a primary school teacher in Ruwandiz, a Kurdish mountain town near the Iranian border, a move that changed his life and one he said he has never regretted.

There he joined the underground Kurdish nationalist Hiwa, or Hope, party. And there he met Mustafa Barzani, the nationalist who dominated Kurdish politics from the 1930s until 1979 when he died in Washington. He was betrayed, many Kurds say, by the CIA, which encouraged him to revolt against Baghdad, then dropped him, and finally sponsored his final, bitter years in exile in America.

They met in 1943. Mr. Barzani had just escaped from a decade of British-imposed house arrest and returned to his fief in the northern village of Barzan to raise anew the standard of revolt.

"I saw in his face the courage in his eyes, that he was straight and brave," Mr. Saadullah said. "I loved him from the very start." In Mustafa's new Kurdish Democratic Party he also saw the continuation of the Barzani family's nationalist tradition, for which the Ottomans had hanged his brother Abdul Salem and the British had imprisoned his brother Ahmad.

After the failure of his Iraqi revolt in 1945, Mr. Barzani crossed into Iran with fewer than a thousand followers. They became the military power behind the short-lived, Soviet-backed Republic of Mehabad, the only independent government that the Kurds, who live in an arc that spreads from Iran and the Soviet Union to Iraq, Turkey and Syria, have known this century.

Iran's army smashed the republic in January 1947. Mr. Barzani and his men staged an epic winter retreat, pursued by armies across the snow-covered mountains of Iran, Iraq, Turkey and Iran again, before crossing the Soviet border with the loss of only a handful of men.

Mr. Saadullah's militancy in 1946 brought about the first of several exiles in southern Iraq, where he found himself alone as a Kurd. Allowed to return to Zakho, Mr.

Saadullah resumed teaching. Although now he says he was not involved in politics, residents said they remember him as a doctrinaire member of the Iraqi Communist Party, largely a Kurdish organization.

In July 1958, General Abdul Karim Kassem overthrew the monarchy and Mr. Barzani was allowed home from his long Soviet exile. Mr. Saadullah went to Baghdad to welcome him, and when General Kassem cracked down on the party, Mr. Saadullah was imprisoned briefly, then released, only to be imprisoned for two years when Mr. Barzani led an unsuccessful revolt in 1961.

Released from prison upon General Kassem's assassination in 1963, Mr. Saadullah spent the rest of the decade in the mountains as Mr. Barzani led revolts that in March 1970 extracted autonomy for much of Kurdistan from a weak Baghdad regime.

Mr. Saadullah became an assistant district director of schools for D'hoik and an influential local party member in Zakho. But he had paid dearly for such honors.

Two years earlier, his son, Dildar, 19, was shot and killed while serving as a Kurdish guerrilla. A blown-up color photo of his bloody body is given pride of place in the family living room.

Another son, Mohammed, born in 1955, has no clear recollection of meeting his father until 1970. When his father went to the mountains, Mohammed ended up penniless in Baghdad with an aunt whose husband was in prison.

Four years later, the government had so whittled down the autonomous zone's rights that Mr. Barzani, with backing from Israel, the Shah of Iran and the United States, again revolted. Mr. Saadullah went back to the mountains. The revolt collapsed in March 1975, when Iran withdrew support in return for territorial concessions by Iraq.

Unlike others, including many furious guerrillas, Mr. Saadullah did not question Mr. Barzani's orders to end resistance.

Mr. Saadullah's punishment by the government was relatively

light: yet another teaching assignment in the south. Within a year he returned to Zakho.

Mohammed joined the guerrillas in 1982 after graduating in geology from Mosul University and being told by the secret police that his family's politics prevented him from taking a job in oil drilling.

"One stupid cop destroyed all my dreams," said Mohammed, who said he has taken part in 60 military operations and has been wounded four times.

Mr. Saadullah himself returned to the mountains in 1985 after the police arrested his eldest son, Hawar, his wife and infant son and tried to force him back to Baghdad.

His second wife and their small children stayed in the mountains until August 1988, when at the end of the eight year Iran-Iraq war, Mr. Hussein decided to punish the Kurds again for helping Tehran.

Mohammed, who had just married, was in a nearby village on his honeymoon when he received orders from party headquarters. All villagers were to head for the Turkish border because an Iraqi Army gas attack was imminent and troop reinforcements were being brought in to mount ambushes.

"But there was not enough time to get the word out to all the villages before the Iraqis attacked," Mohammed said. "Thousands died, killed by poison gas, especially south of the Iraqi ambush line, or shot trying to cross it or when captured."

The guerrillas succeeded only in delaying the Iraqi advance enough to allow civilians north of the line to reach safety in Turkey.

Mohammed, his father and their families were among the more than 60,000 Kurds who made it to Turkey, only to be put in camps. Mr. Saadullah and his family were in a camp for three years. Mohammed eventually reached Diyarbakir, unofficial capital of Turkish Kurdistan, where he lived with his wife and a son in the tiny kitchen of an apartment with 25 other Kurds.

This spring, father and son escaped from Turkey and returned at party request when the United States and its allies entered northeastern Iraq to help the refugees.

Libération 28 juin 1991

Le Conseil de sécurité sermonne Bagdad

L'ONU proteste contre les tentatives de dissimulation de l'Irak de ses sites nucléaires. Et menace de ne pas lever l'embargo si Bagdad ne se conforme pas aux résolutions onusiennes.

Libération 29 juin 1991

Les diplomates onusiens le prévoient dès la fin des hostilités : le dossier nucléaire serait l'un des dossiers d'après-guerre les plus difficiles à gérer. Cela se confirme : hier, Washington a haussé le ton, accusant Saddam Hussein de tout faire pour sauver une partie de son potentiel nucléaire. Le porte-parole du Pentagone s'est même refusé à exclure totalement une opération militaire contre les installations irakiennes. « Si nous envisageons une telle option, nous nous garderons bien de le dire », a lancé le porte-parole Pete Williams. La veille au soir, le Conseil de sécurité de l'ONU avait passé plusieurs heures en une séance formelle pour « protester énergiquement » contre les tentatives de dissimulation de l'Irak de ses installations nucléaires et son refus de se conformer aux résolutions prises depuis le 28 février.

Plus tôt dans la journée, les seuls ambassadeurs du Conseil s'étaient, eux, retrouvés à huis clos pour étudier des documents photographiques du département d'Etat censés prouver des « manipulations » irakiennes sur le site nucléaire de Abou Gharaib. Hier enfin, le président en exercice du Conseil de sécurité, l'ambassadeur de Côte-d'Ivoire Jean-Jacques Béchio, devait rencontrer l'ambassadeur irakien à New York pour lui faire part de la « volonté expresse » de ses pairs de voir l'Irak laisser les experts de l'ONU faire leur travail sur le terrain. Et certainement faire allusion à la poursuite de l'embargo en cas de non-coopération.

En clair, l'ONU commence à faire les gros yeux devant une certaine réticence de Bagdad à collaborer avec les experts de la commission spéciale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), arrivée la semaine dernière en Irak et chargée d'inspecter les installations nucléaires — dont certaines doivent être détruites — conformément à la résolution 687. Aux termes du cessez-le-feu, le 3 avril dernier, Saddam Hussein s'était pourtant engagé à accepter ces inspections, en présence d'officiers irakiens. Mais les 23 et 25 juin, à deux reprises, les experts de l'AIEA se sont vus refuser l'accès à un site. C'est de là qu'est partie toute l'affaire. D'autant que mercredi, l'un des experts affirmait que sur le site dont on fermait l'accès, des personnes déplaçaient « du matériel » dont « ils n'ont plus trouvé trace par la suite ».

Dans la foulée, Washington accusait Bagdad de développer un programme nucléaire clandestin. Et à l'ONU, le représentant américain adjoint,

Alexander Watson, a soutenu que les choses étaient parfaitement claires : « L'Irak s'est engagé dans une entreprise de dissimulation (de son potentiel) nucléaire. (...) En dépit de ses obligations et de ses assurances, l'Irak a agi de façon à subvertir l'esprit et la lettre des obligations de la résolution 687. » Avant d'assurer que le site de Abou Ghareib, au nord-ouest de Bagdad, n'était qu'un lieu de stockage provisoire d'équipement irakien, et qu'« il y a d'autres sites en relation avec le programme irakien d'armes nucléaires ». Dans la nuit, Bagdad a démenti toutes les allégations, mais les explications selon lesquelles tous ces « contretemps et retards » étaient dus à la fête religieuse du Sacrifice ne semblent avoir convaincu personne. Les visites d'installations orchestrées durant toute la journée d'hier n'ont pas plus levé les suspicions.

Mais la dimension prise en quelques jours par cette affaire tient également aux incertitudes qui persistent sur le potentiel nucléaire irakien. Bien sûr, Bagdad a assuré à l'ONU ne plus posséder d'armes biologiques ou nucléaires, et très peu de missiles balistiques ou d'armes chimiques. Mais au triomphalisme des alliés sur le champ de bataille ont succédé des rapports moins optimistes. Selon la plupart des observateurs qui se sont penchés sur le bilan des opérations militaires, plusieurs sites nucléaires irakiens auraient échappé aux bombardements. Certains experts estiment que sur vingt-quatre sites connus, dix-huit auraient été détruits, et six autres seraient soit totalement intacts soit peu touchés. Un ingénieur nucléaire irakien ayant fait récemment défection a même affirmé que « l'Irak avait gardé toute sa capacité nucléaire ».

Autant d'assertions qui permettent en outre à Washington de maintenir la pression sur Bagdad. Pour nombre de diplomates dans le Golfe, la rapidité du Département d'Etat à s'emparer de ce dossier nucléaire traduit la volonté américaine de ne pas lâcher l'emprise sur l'Irak, avec pour objectif final de faire chuter Saddam Hussein. Prendre ce prétexte pour repousser une éventuelle levée de l'embargo, disent encore ces diplomates, reviendrait à plonger l'Irak dans le chaos, et donc à acculer un peu plus le président irakien. Une analyse partagée par le ministère des Affaires étrangères irakien qui, dans son démenti, évoquait « une campagne délibérée d'aveuglement menée par des services tendancieux pour viser notre leader ».

D'après AFP, Reuter

Kurdistan : l'accord contesté

Les autorités baassistes posent de nouvelles conditions à la normalisation. Jugées inacceptables par les Kurdes.

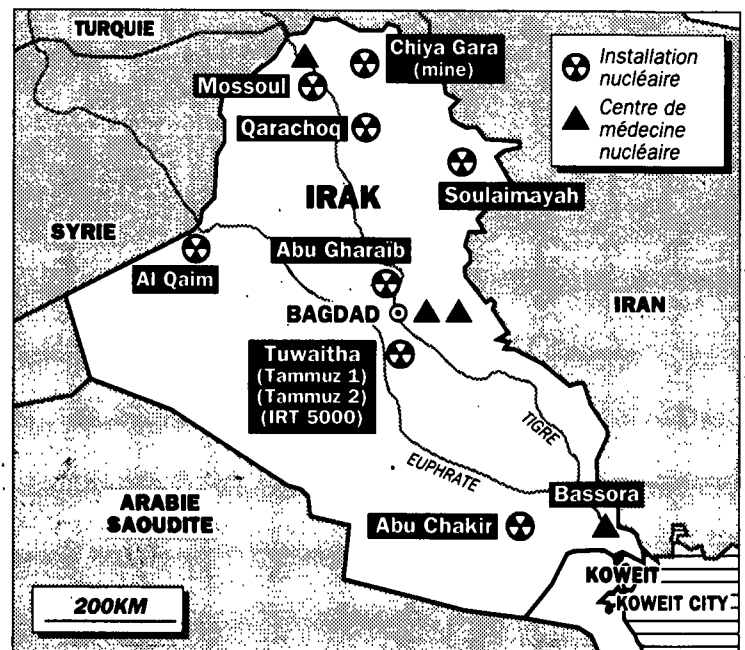
L'optimisme affiché une semaine plus tôt, côté kurde, cède la place à l'inquiétude. Selon le quotidien britannique *The Independent*, les autorités baassistes poseraient de nouvelles conditions, jugées inacceptables par la rébellion. Bagdad demande aux peshmergas de rendre leurs armes lourdes, de fermer leurs deux stations de radio clandestines et de promettre qu'ils s'abstiendront à l'avenir de tout contact avec l'étranger. Trois exigences qui pourraient faire échouer le processus de normalisation en cours.

Le président de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), Jalal Talabani, refuserait de signer le projet d'accord, rédigé à Bagdad au début du mois. Il reproche au texte de laisser trop de points en suspens. C'est la méthode des négociateurs qui est contestée. Ces derniers — Massoud Barzani en tête, le chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) — proposent de conclure rapidement les négociations. Profitons, disent-ils, d'une conjoncture favorable pour arracher un compromis à Saddam Hussein.

Jalal Talabani veut approuver un texte définitif, non un embryon d'accord. Les frontières de la future région autonome n'ont pas été fixées. L'incertitude demeure sur le statut de Kirkouk. Appelée à devenir la capitale du Kurdistan, cette cité pétrolière est aujourd'hui peuplée en très grande majorité d'Arabes, à la suite d'un transfert forcé de populations. Toujours d'après *The Independent*, le chef de l'UPK revendiquerait la pleine jouissance des champs pétrolifères de Kirkouk, alors que Massoud Barzani avait accepté seulement une part des revenus pétroliers irakiens.

Les Irakiens annonçaient au début du mois la signature d'un accord juste après les fêtes du Sacrifice. Soit lundi ou mardi dernier. Or, le Front du Kurdistan doit décider, selon le porte-parole du PDK à Paris, Jafar Guly, le retour, la semaine prochaine à Bagdad pour un nouveau tour de table, « soit d'un groupe d'experts, soit de Massoud Barzani, éventuellement accompagné par Jalal Talabani ».

Ch.B.



29 juin 1991

samedi 29 juin à 13H15

DANS LA TERREUR DE L'EXIL

En avril dernier, Médecins sans Frontières lançait sur les ondes un cri d'alarme et appelait les médecins français à partir immédiatement sur la frontière turque pour aider deux millions de Kurdes forcés à l'exode. Olivier Sautier se porte volontaire. Le même jour, l'association propose au reporter Jean-Luc Blain d'aller là-bas avec sa caméra.

Les deux hommes se connaissent. Olivier Sautier n'est autre que le médecin et l'ami de Jean-Luc Blain. "De ce hasard, l'idée m'est venue de faire d'Olivier, qui a tout de l'anti-héros, mon "personnage". J'allais regarder ce peuple et sa détresse à travers son regard". Cet homme, 41 ans, mène depuis dix ans une vie tranquille de généraliste dans un petit village à 80 km de Paris. Père de deux jeunes enfants, plus habitué à la rougeole qu'au choléra, Olivier Sautier est en 48 heures transporté dans le cauchemar du peuple Kurde. L'entrée en matière est brûlante. Dès son arrivée, il perfuse de tout jeunes enfants, tellement déshydratés que trois bébés meurent ce jour-là. Au camp de Chukurcha, le plus peuplé, le plus isolé et le plus dramatiquement dénué de toute aide internationale, trente enfants décèdent chaque jour. "Un soir, raconte Olivier Sautier, alors que je rentrais vers le centre de soins, je suis tombé sur deux foetus qui n'étaient même pas enterrés. Ils traînaient dans la rivière." Paysage aux couleurs de la mort, les tentes embourbées dans la vase abritent tant bien que mal les visages creusés par la fatigue et le désespoir. Les femmes pleurent doucement au rythme de leur berceuse pour un enfant malade ou déjà mort. Dans la tente qui sert d'hôpital, des bébés, toujours plus nombreux, gisent en silence secoués de temps en temps par quelques sanglots. La caméra de Jean-Luc Blain s'arrête un moment sur leurs regards qui se balancent dans le vide à travers les paupières mi-closes.

“ C'ÉTAIT VRAIMENT L'HORREUR ”

"Cela fait dix ans que je me promène un peu partout autour de la terre et c'est la première fois que je vis quelque chose d'aussi terrible", confie Jean-Luc Blain. "Pendant trois semaines, j'ai vécu complètement, sans en bouger jamais, dans cette boue. Je voyais repartir, mort, un petit enfant dont j'avais caressé les cheveux la veille. Pendant trois semaines, on a baigné dans les cadavres.

C'était vraiment l'horreur. Mais ce qui m'a le plus frappé, c'est l'entière confiance que nous témoignaient ces gens. Ils nous laissaient filmer les scènes les plus bouleversantes, les plus intimes. On travaillait en grand angle, à quinze centimètres de leurs visages, aux moments les plus graves et dramatiques de leur vie. Je n'ai jamais vu cela. Mais eux, ne voyaient qu'une seule chose et la plus importante : "Enfin, on s'occupe de nous, disaient-ils, quelqu'un va témoigner pour nous." C'est en se faisant passer pour médecins que Jean-Luc Blain et Roland Neveu ont pu rester sur le terrain 24 heures sur 24 et filmer de manière clandestine. Les images de la fusillade des Kurdes par les soldats turcs à la suite d'un ravitaillement mal organisé, ont ainsi fait le tour du monde. Enchevêtrement de mains tendues vers le ciel, tel est le décor à Chukurcha les jours où les camions de provisions arrivent à grands efforts. Dans l'espoir d'intercepter au vol quelques marchandises distribuées de manière sauvage et anarchique, des heures durant, femmes et hommes piétinent. Le ravitail-

lement se fait aussi par avion, larguant en plein vol les caisses de nourriture. Mais, comble de l'horreur, les Kurdes affamés n'attendent même pas qu'elles soient au sol et nombreux sont ceux qui se font écraser. D'autres, dans leur précipitation, oublient toute prudence et sautent sur les mines irakiennes, pas encore désamorçées dans cette zone. "Un après-midi, vers 16 heures, se souvient Jean-Luc, une mine a explosé en plein milieu du camp. Suivant les témoignages qui se recoupaient, il est presque certain que la mine ait été laissée dans un sac en plastique par des gendarmes turcs qui disaient l'avoir désamorçé. Des enfants jouaient avec le plastique lorsque la déflagration les a fauchés. Deux petits garçons sont morts."

Trois semaines ont passé, au fil desquelles l'organisation des secours a fini par se mettre en place. Olivier et Jean-Luc sont retournés dans leur village, tristes de ne pas accompagner ce peuple plus longtemps dans sa lutte pour survivre, et marqués à jamais par leur regard.

Sylvie Manceau



Le médecin Olivier Sautier dans une tente-hôpital.

LE MONDE
diplomatique

JUIN 1991

Privés d'Etat, les Kurdes ne peuvent
oublier les leçons de l'histoire

Les 2 millions de Kurdes ayant fui la répression du régime baasiste hésitent à rentrer chez eux malgré les garanties de sécurité bien dérisoires que leur offrent la présence des soldats américains à la frontière et le dispositif de l'ONU. De son côté, l'opposition kurde s'est résignée à négocier un difficile accord avec Bagdad, afin d'obtenir l'autonomie, et la démocratisation du pays. Pour cette nation privée d'Etat, les leçons de l'histoire ne peuvent s'oublier.

Par
KENDAL
NEZAN *

MARTYRISÉS depuis plus de deux décennies par le régime baasiste de Bagdad, les Kurdes d'Irak, convaincus d'avoir déjà touché le fond de l'abîme, s'étaient mis à espérer que la guerre du Golfe leur apporterait sinon la libération du long cauchemar de la dictature, du moins une amélioration sensible de leur sort. Ils se retrouvent aujourd'hui, après leur trop bref « printemps de liberté », pris dans un véritable naufrage, sans précédent dans leur histoire, pourtant si mouvementée et si foisonnante en événements tragiques. Victimes, une fois de plus, de la *Realpolitik*, et de leurs illusions, ils ont le sentiment aigu que leur destin est assurément frappé par on ne sait quelle malédiction ; quoi qu'ils fassent, quels que soient leur courage, la forme de leur combat, la modestie de leurs revendications, il leur semble qu'ils sont condamnés à rester d'éternels sacrifiés de la paix et de la guerre, un peuple de parias, dont les aspirations, voire même l'existence dérangent trop d'intérêts établis et, de ce fait, voué à la damnation.

Contrairement aux malheurs de nombre d'autres nations, l'infortune des Kurdes n'est pas due à l'adversité de la nature. Celle-ci a doté leur pays, grand comme la France, d'abondantes ressources hydrauliques, de terres fertiles où l'homme cultiva pour la première fois le blé, du pétrole, d'importants gisements miniers qui auraient pu faire le bonheur de ce peuple de 25 millions d'individus, héritier d'une civilisation originale et multimillénaire, possédant sa langue propre et une homogénéité culturelle assez remarquable.

Pourvu de tels atouts, un Kurdistan indépendant serait aujourd'hui l'un des Etats les plus prospères et les plus puissants du Proche-Orient et, avec une population aussi nombreuse, une puissance figurant dans le peloton de tête des Etats membres de l'ONU. Ecartelé depuis le partage colonial des années 20 entre la Turquie, l'Iran, l'Irak, et la Syrie, il pèse actuellement moins lourd que le Luxembourg ou l'île de Malte, sans aucune voix, ni même un statut de simple observateur dans le concert des nations.

Promesses oubliées, accords violés

LE constat semble sans appel : à l'heure de l'Etat-nation, sans son Etat propre, il n'y a point de salut pour un peuple. Les Kurdes qui, jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, avaient, aux confins des empires ottoman et perse, mené une existence autonome ou semi-indépendante au sein d'une quinzaine de principautés, apprirent avec un certain retard cette dure loi des temps modernes. Les guerres pour l'unification et l'indépendance du Kurdistan, conduites par leurs princes et chefs spirituels tout au long du siècle dernier, se soldèrent toutes par des échecs face à l'empire ottoman soutenu tour à tour par les Britanniques et les Allemands. Elles eurent cependant le mérite de montrer aux puissances de l'époque la volonté de disposer de leur propre Etat. Au lendemain de la première guerre mondiale, cette aspiration fut d'ailleurs prise en compte par le président américain Woodrow Wilson qui, dans son projet de statuts de la Société des nations (SDN), prévoyait la formation dans les possessions orientales de l'Empire ottoman de trois Etats : Arabie, Kurdistan et Arménie. De même, le traité international de Sèvres d'août 1920, signé entre autres par la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, consacrait dans sa section III (art. 62-64) le droit du peuple kurde à son propre Etat.

Cependant, à la suite de l'insurrection nationaliste du général turc Mustafa Kémal, ce traité resta lettre morte et fut remplacé par celui de Lausanne, signé en juillet 1923, par lequel la Turquie annexait la majeure partie du Kurdistan. Entre-temps, par l'accord franco-britannique du 20 octobre 1921, les provinces kurdes de Djazireh et de Kurd-Dagh avaient été rattachées à la Syrie. Restait encore en suspens le sort du wilayet kurde de Mossoul, convoité à la fois par les Turcs et par les Britanniques qui, connaissant les richesses pétrolières de son sous-sol, voulaient l'incorporer dans le nouvel Etat irakien qu'ils venaient de créer de toutes pièces. Chargée de régler ce litige, la Société des nations dépêcha en janvier 1925 une commission dirigée par le comte hongrois Teleke : au terme de deux mois d'enquête, celle-ci parvint à la conclusion que les sept huitièmes de la population de ce territoire ne voulaient ni d'un retour sous le joug turc ni d'un rattachement à Bagdad, mais la création d'un Etat kurde indépendant.

En dépit de cette indication on ne peut plus explicite, le Conseil de la SDN décida, le 16 décembre 1925, de rattacher cette province kurde à l'Irak, conformément aux intérêts de l'Empire britannique, qui affirmait que, sans le pétrole et les richesses agricoles de ce territoire, le royaume irakien ne serait

* Président de l'Institut kurde de Paris.

pas viable (1). En contrepartie de leur consentement à ce plan britannique, la France et les Etats-Unis reçurent chacun 23,75 % des actions de la compagnie Turkish Petroleum (rebaptisée plus tard Iraq Petroleum Co) exploitant les gisements pétroliers du Kurdistan et bénéficièrent ainsi jusqu'en 1972 des revenus du pétrole kurde.

Dans un apparent souci de justice, le Conseil avait promis l'octroi aux Kurdes de cette province, devenue Kurdistan irakien, d'une *self rule*, ou administration autonome, dont la langue serait le kurde et les fonctionnaires seraient recrutés dans la population locale. Cette promesse ne fut jamais honorée, et les révoltes visant à exiger son respect furent sévèrement réprimées par la RAF britannique, y compris après la fin du mandat et l'accession formelle de l'Irak à l'indépendance. Londres se contenta de reconnaître aux Kurdes la liberté d'utiliser leur langue dans leurs publications, tout comme la France toléra les activités culturelles des Kurdes en Syrie. Le gouvernement d'Ankara n'eut même pas ce geste minimal à l'égard du peuple kurde, à qui il avait pourtant, au cours de la guerre pour l'indépendance de la Turquie, promis un statut d'autonomie proche du fédéralisme. Il décréta, dès le 3 mars 1924, l'interdiction de sa langue et de toutes les expressions de son identité, ferma les écoles et journaux kurdes et dissolut la première Assemblée nationale où siégeaient, à sa qualité, soixante-quinze députés du Kurdistan. La Turquie devenait désormais l'Etat un et indivisible des seuls Turcs, « *maîtres et seigneurs du pays* », tous ceux qui n'étaient pas « *de pure origine turque n'y ayant qu'un seul droit, le droit d'être des serviteurs, le droit d'être des esclaves* (2) ».

Le destin de ce peuple était ainsi joué dès les années 20, le cadre de ses futures épreuves et malheurs planté pour longtemps. Les nouvelles frontières étant désormais considérées comme intangibles, il lui restait la faculté d'essayer d'améliorer son sort de « minorité », à l'intérieur des Etats dirigés par des régimes despotiques. Autant dire qu'il avait à résoudre la quadrature du cercle, à assumer un destin impossible. Ses nombreuses insurrections des années 1920-1930 furent toutes réprimées dans le sang par la Turquie, l'Iran et l'Irak, qui souvent bénéficièrent de l'appui technique et politique de l'URSS, du Royaume-Uni ou de la France et qui, à plus d'une reprise, s'entendirent sur le dos des Kurdes (accord turco-iranien de 1930, pacte turco-iraco-iranien de Saadabad en 1937, repris en 1956 sous le nom du pacte de Bagdad).

A la fin de la seconde guerre mondiale, les Kurdes crurent un moment pouvoir vaincre leur malchance et parvinrent à créer, en janvier 1946, sur une portion du territoire kurde iranien, une République du Kurdistan, avec pour capitale la ville de Mahabad. Après une existence de onze mois, cette

éphémère République, dont les réalisations culturelles restent encore gravées dans les mémoires, fut écrasée par les armées du chah, soutenues par les Britanniques. Son président, Qazi Mohammed, fut pendu, ainsi que deux de ses ministres. Les Kurdes durent se rendre une nouvelle fois à l'évidence : ils n'étaient pas en mesure de créer par la force leur propre Etat ; il leur fallait envisager une nouvelle stratégie, mieux adaptée aux réalités régionales et internationales et à leurs propres capacités.

Cette stratégie fut, pour l'essentiel, élaborée par le général Mustafa Barzani. Celui-ci, après avoir lutté dans les années 30 pour l'indépendance du Kurdistan irakien, commandé en 1946 les armées de l'éphémère République de Mahabad et passé douze ans en exil en URSS, était rentré en Irak après le ren-

versement de la monarchie, en juillet 1958. Tirant les leçons de ses longues années de lutte et d'exil, il en était arrivé à la conclusion que, dans un monde dominé par la rivalité Est-Ouest, aucun changement de frontière ne serait toléré par les grandes puissances, surtout dans une région hautement sensible située entre l'URSS et le Golfe. Aussi les Kurdes, en particulier ceux d'Irak, devaient-ils se résoudre à mener leur combat pour l'obtention d'une autonomie régionale dans le cadre des Etats existants. L'autonomie n'étant, au fond, qu'une forme de démocratie locale, elle ne pourrait être viable sans l'instauration d'une démocratie parlementaire pluraliste permettant à toute la population, y compris aux communautés minoritaires, de s'exprimer et de défendre ses droits.

Luttes pour l'autonomie

DANS la conception initiale de Barzani, cette nouvelle stratégie, plus réaliste, devait en principe être conduite par des moyens politiques et pacifiques. Cependant, le durcissement du régime irakien, l'interdiction des journaux kurdes, la mise hors la loi du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) obligèrent à nouveau les militants à la clandestinité. Puis l'aggravation de la répression finit par susciter, en septembre 1961, une résistance armée dans les montagnes du Kurdistan. Au terme de ce mouvement de réaction, d'abord individuelle et locale, puis collective et générale, à la répression gouvernementale, la lutte armée s'imposa tout à la fois comme un moyen de survie politique et de pression sur le gouvernement central pour l'amener à négocier. Elle fut menée dans les zones rurales grâce principalement à l'appui de la paysannerie. Pour des raisons culturelles et politiques, tout recours à la violence contre des civils, tels que les attentats et les actions terroristes à la mode palestinienne, furent strictement interdits par Barzani, qui, jusqu'à la fin, veilla à ce que l'on ne s'écartât pas du code de l'honneur en vigueur depuis des siècles dans la société kurde, lequel veut qu'une cause juste ne soit pas entachée par l'usage de moyens moralement inacceptables.

Malgré des difficultés logistiques considérables tenant à l'isolement et à l'enclavement du Kurdistan, cette lutte pour l'autonomie et la démocratie eut du succès dans sa phase initiale et ascendante. Elle permit de faire prendre conscience, tant à l'intérieur de l'Irak qu'à l'extérieur, de l'acuité du problème kurde, et contribua à l'essor du nationalisme kurde en Turquie, en Iran, en Syrie, voire dans les communautés kurdes d'URSS. Les Kurdes, qui, dès leur tendre enfance, sont nourris de récits des exploits et faits d'armes de leurs héros nationalistes ou des bandits d'honneur et qui, même de nos jours, dans leurs soirées et veillées racontent avec délectation d'innombra-

bles chants épiques dont la facture rappelle curieusement les poèmes homériques, trouvèrent évidemment un sujet de fierté dans la résistance de Barzani aux armées irakiennes. Ce dernier devint un héros de légende aimé de son peuple et respecté aussi parmi les Arabes de l'Irak, dont certains allèrent jusqu'à se battre dans les rangs de ses *peshmergas*. Il en alla de même des Assyro-Chaldéens du Kurdistan, qui furent d'ailleurs régulièrement représentés dans toutes les instances dirigeantes de la résistance kurde. L'un d'eux exerça pendant de longues années la fonction de président de la Cour suprême des régions libérées, tandis qu'une jeune combattante chrétienne, Margaret George, devenait la « Jeanne d'Arc du Kurdistan »...

Ce combat pour la démocratie mené dans un esprit tolérant et chevaleresque, dans une région du monde dominée par l'intolérance religieuse et politique et par des dictatures militaires, resta dramatiquement isolé sur le plan international. A l'intérieur, il contribua d'abord à la chute du général Kassem, puis à celle, en 1963, du premier gouvernement du parti Baas et, enfin, à l'échec de la dictature des frères Aref, sans jamais parvenir cependant à constituer une véritable alternative au régime. Contraint, pour sa survie, de solliciter l'appui logistique de l'Iran, seul pays voisin ayant intérêt à fournir un soutien limité à l'opposition irakienne, le mouvement kurde voyait sa marge de manœuvre se réduire sensiblement. Privé de moyens suffisants, il ne pouvait espérer aucune victoire militaire décisive susceptible d'imposer à Bagdad l'instauration d'un régime démocratique respectueux des droits du peuple kurde.

(1) Lire Jacques Thobie, « Les frontières, brûlantes cicatrices du partage colonial », *Le Monde diplomatique*, novembre 1990.

(2) Déclaration de M. E. Bozkurt, ministre turc de la justice, cité par le quotidien *Milîyet* du 31 août 1930.



KURDE DE LA PLAINE (carte postale du XIX^e siècle)

Les autorités irakiennes n'étaient pas non plus en mesure de mater la guérilla. On avait ainsi atteint un certain palier où celle-ci administrait une grande partie des campagnes, tandis que le gouvernement contrôlait les grandes villes et les gisements pétroliers du Kurdistan. Seule l'intervention d'éléments nouveaux pouvait modifier cette situation, qui semblait bloquée pour des années et qui donnait lieu à des doutes et tiraillements, tant dans le camp kurde (dissidence de Talabani en 1966) que dans celui du gouvernement. A son arrivée au pouvoir par le coup d'Etat de juillet 1968, le parti Baas a voulu sortir de ce blocage par une fuite en avant en lançant une « vaste offensive finale contre les hors-la-loi ». Celle-ci, en dépit de la mobilisation de l'essentiel des ressources militaires de l'Irak, se solda par un échec qui incita Bagdad à changer de tactique en proposant la reconnaissance des revendications d'autonomie. Un accord de paix conclu entre le général Barzani et le vice-président irakien Saddam Hussein entra en vigueur le 11 mars 1970.

Cet accord, qualifié d'historique par les deux camps, et qui depuis lors sert de référence aux uns et aux autres, proclamait « l'union libre des nations arabe et kurde dans la République d'Irak », conférait au kurde le statut de deuxième langue officielle du pays et stipulait l'autonomie des provinces peuplées par une majorité kurde ainsi qu'une participation des Kurdes au gouvernement central, au prorata de leur importance numérique dans la population irakienne. Un délai de quatre ans était prévu pour la mise en place des institutions autonomes,

l'organisation d'un recensement afin de déterminer la composition ethnique des villes contestées (Kirkouk et Khanaqine), qui se trouvaient être également des zones riches en pétrole, et la tenue d'élections libres dans l'ensemble de l'Irak.

Un moment, on a pu croire que la stratégie mise en œuvre par Barzani

avait été fructueuse et efficace, puisqu'elle aboutissait à la reconnaissance des droits du peuple kurde. Mais l'euphorie fut de courte durée. Il apparut rapidement que Bagdad n'avait fait ces concessions que dans le but purement tactique de gagner du temps et que la paix proclamée risquait fort de n'être qu'une trêve.

Le coup de grâce de l'accord d'Alger

EN avril 1972, l'Irak signa avec l'URSS un traité d'amitié et de coopération qui lui permit d'acquérir d'importantes quantités d'armements, de moderniser et de renforcer son armée. Pour contrer cette alliance, Barzani, qui venait d'échapper à plusieurs attentats des services irakiens, chercha le soutien des Etats-Unis. En mars 1974, au terme du délai convenu pour l'application complète et effective de l'accord kurdo-irakien sur l'autonomie du Kurdistan, Bagdad promulga unilatéralement une loi d'autonomie très en retrait sur ses engagements antérieurs, et somma les dirigeants kurdes de s'y soumettre sous peine d'une reprise des hostilités. Des promesses concernant le recensement et la tenue d'élections générales libres en Irak n'avaient pas été honorées. Se sentant en position de force, le régime irakien décida, fin mars 1974, de lancer sa « guerre totale » contre la résistance kurde.

Une guerre extrêmement meurtrière, qui dura un an, sans avantage

décisif sur le terrain pour les troupes de M. Saddam Hussein. Celui-ci, dans l'une des volte-face qui jalonnent sa carrière, décida alors de s'entendre avec le chah d'Iran pour encercler la résistance kurde et la couper de tout soutien logistique extérieur. Ce fut le fameux accord d'Alger du 6 mars 1975, par lequel, en échange de sa coopération avec Bagdad contre les Kurdes, le chah se voyait reconnaître des avantages considérables, en particulier le partage selon le thalweg de la souveraineté sur l'importante voie fluviale du Chatt-al-Arab.

L'entente irako-iranienne provoqua l'effondrement de la résistance de Barzani, qui n'avait confiance dans aucun des pays voisins, surtout pas dans l'Iran, et qui espérait curieusement une attitude plus honorable et morale de la part des Etats-Unis, qui lui avaient promis leur soutien jusqu'à la chute du régime de M. Saddam Hussein et accordé au total une aide de 16 millions de dollars (une broutille en com-

paraison de l'aide américaine aux Afghans). En guise de réponse à ses nombreux télégrammes adressés à Washington et rappelant ces engagements, il reçut ce mot cynique de M. Henry Kissinger : « *Il ne faut pas confondre une action secrète avec une œuvre de missionnaire !* » Le piège tant redouté d'une entente irako-iranienne doublée d'un accord soviéto-irakien sur le dos des Kurdes s'était refermé sur lui. Il en arriva à la conclusion que, dans les conditions géographiques du Kurdistan, enclavé sans débouché maritime, encerclée par des Etats hostiles, la lutte armée, en dépit du courage et du dévouement peu communs des combattants, était sans avenir, qu'elle ne pouvait conduire qu'à d'interminables massacres, à la destruction et à la ruine du pays kurde. Il décida donc d'y renoncer définitivement et alla se réfugier d'abord en Iran, puis aux Etats-Unis, où il mourut en mars 1979.

La décision de Barzani fut largement critiquée, qualifiée par certains de « *désertion* », voire de « *trahison à la cause* ». Le mouvement kurde irakien, qui était jusque-là unitaire, se scinda en plusieurs fractions rivales, dont certaines se livrèrent même une guerre fratricide pendant une période. Elles reprirent dès 1977 la lutte armée contre le régime irakien, qui, depuis l'effondrement de la résistance de Barzani, avait accéléré sa politique d'arabisation du Kurdistan en instaurant le

long des frontières turque et iranienne un « *cordon sanitaire* » large de 20 à 30 kilomètres, dont les villages qui s'y trouvaient devaient être rasés et les populations déportées.

La chute de la monarchie iranienne en février 1979, puis le conflit irako-iranien donnèrent aux partis kurdes d'Irak un souffle nouveau, des moyens accrus pour poursuivre leur lutte contre Bagdad, mais celle-ci, malgré certains succès locaux ou temporaires, n'a pu ni empêcher l'Irak de poursuivre sa politique de destruction des villages kurdes afin de couper la guérilla de sa base paysanne, ni menacer sérieusement l'existence du gouvernement central. A la suite du renforcement de la machine de guerre irakienne par les achats massifs d'armes modernes tant à l'Est qu'à l'Ouest, le rapport de forces évoluait constamment au détriment des Kurdes. Des pertes infligées au cours de telle ou telle opération par la guérilla aux armées irakiennes n'avaient guère l'avenir du régime mais finissaient par aggraver encore le sort des civils, devenus otages des forces de Bagdad et en butte à leurs représailles de plus en plus cruelles. Le massacre aux armes chimiques de 5 000 civils kurdes dans la petite ville de Halabja, en mars 1988, n'est que la partie connue d'une longue kyrielle d'« *Oradours* » perpétrés au Kurdistan. Le nombre de civils kurdes massacrés de 1974 à la fin 1990 par le régime irakien est estimé à 200 000, celui des villages rasés à 4 600. Une véritable hécatombe

humaine doublée d'un désastre écologique.

A la veille de la guerre du Golfe, les mouvements de résistance, réunis depuis mai 1988 au sein d'un Front du Kurdistan, reconnaissent volontiers être dans l'impasse, en panne de stratégie. Celle qu'ils avaient poursuivie depuis l'échec du général Barzani s'était révélée pour le moins infructueuse, car au bout de vingt-deux années de lutte, après tant de victimes et de sacrifices, la dictature de M. Saddam Hussein était toujours là, plus forte et arrogante que jamais. Les Kurdes étaient loin d'avoir obtenu leurs droits, le Kurdistan était en grande partie détruit, ses villages et de nombreux vestiges de son passé rayés de la carte, sa paysannerie totalement démantelée, déportée et internée dans des camps.

Depuis, l'échec tragique du soulèvement kurde en Irak a produit un véritable électrochoc dans l'ensemble du Kurdistan où la lutte armée comme moyen d'améliorer le sort du peuple kurde est de plus en plus largement contestée. Des militants kurdes de toutes origines s'interrogent et se demandent ouvertement s'ils n'ont pas finalement joué les apprentis sorciers, si, par volontarisme excessif, ils n'ont pas sous-estimé les capacités de réponse de leurs adversaires et si, au fond, dans le contexte géopolitique particulièrement défavorable du Kurdistan, le recours à la lutte armée, surtout après l'échec suffisamment probant de Barzani, ne relevait pas de l'aventurisme.

Convoquer une conférence internationale

JUGÉE vitale, l'élaboration d'une stratégie alternative prendra certainement des années et n'ira pas sans déchirements. Elle dépendra, bien sûr, des progrès de la démocratisation dans les pays concernés, mais aussi de la volonté et de la capacité des pays démocratiques de favoriser par des mesures concrètes, au besoin par des pressions économiques et politiques, une telle démocratisation. L'ONU, si elle souhaite vraiment instaurer la paix et la stabilité au Proche-Orient, devrait, sans tarder, prendre à bras-le-corps le problème kurde qui, par son ancienneté, par l'importance numérique de la population concernée et le nombre de drames et conflits qu'il a engendrés depuis les années 20, est le problème le plus chronique, le plus grave de la région. Dans cette optique, le Conseil de sécurité devrait mettre à

profit le fait que l'opinion publique est actuellement très sensibilisée au sort du peuple kurde pour dépasser le cadre strictement humanitaire de la résolution 688 en prenant l'initiative de convoquer rapidement une conférence régionale sur la question kurde avec la participation de tous les Etats concernés, et y promouvoir l'idée, déjà adoptée à la quasi-unanimité par des institutions aussi représentatives que le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de reconnaître au peuple kurde une large autonomie dans le cadre des frontières des Etats existants. Ce serait une façon honorable de réparer les injustices du passé, de prévenir de nouvelles tragédies et de tourner décemment la page de la douloureuse guerre du Golfe.

KENDAL NEZAN.

D'où viennent les Kurdes ?

L'actualité vient de nous rappeler le tragique destin des Kurdes. Mais si l'on connaît les drames qu'ils ont vécus récemment, il est plus difficile d'en reconstituer l'histoire ancienne. C'est la linguistique qui fournit les meilleurs indices sur leur origine, qui se perd, au III^e ou II^e siècle avant J.-C., dans l'impressionnant mélange de peuples que connaît alors le Proche-Orient.

En l'an 1655, venant de Constantinople, le voyageur turc Evliya Chelebi s'arrête à Bitlis, loin vers l'orient de l'empire ottoman. Un prince kurde est le maître ici, Abdal Khan, lequel régale pendant des jours le pacha que Chelebi accompagne. C'est ce khan pratiquement autonome qu'un autre voyageur, le négociant français Tavernier, passant par Bitlis précisément la même année, décrit comme le plus puissant de tous et ne reconnaissant ni l'autorité des Ottomans ni celle des Perses. Chelebi évoque les 6 000 tribus et clans kurdes, les 500 000 hommes portant le fusil, les 776 forteresses du Kurdistan, toutes habitées, et conclut sa description par un vœu : « Puisse ces districts du Kurdistan demeurer de toute éternité une barrière entre la plus haute des dynasties, la maison d'Osman, et les shahs de Perse, ô Dieu du ciel ! »

D'autres témoignages évoquent la vie culturelle des cours de Bitlis, de Hakkari et de Bohtan aux XIV^e et XV^e siècles, après l'ouragan mongol. D'autres encore remontent vers les X^e et XII^e siècles, au temps où des dynasties kurdes indépendantes se partageaient une sorte de grand Kurdistan : à l'ouest, les Merwanides de Diyarbakir (990-1096) ; au sud, les Hassanwaihides (959-1015) ; et les Chaddalides de



Peterson/Gamma



▲ Bien avant que ne paraisse, à la fin du XIX^e siècle, ce portrait de famille dans le Journal des voyages, les Kurdes intriguaient ceux qui traversaient leurs contrées. Dès le XVII^e siècle, le Turc Evliya Chelebi s'interrogeait sur l'origine de leur langue. Il rapporte la légende selon laquelle le kurde aurait été inventé, 4 490 ans avant la naissance du prophète Mahomet, par un membre de la tribu de Noë, Melik Kurdim.

◀ En avril dernier, les Kurdes fuyaient l'Irak. Depuis l'Antiquité, le Kurdistan a connu moins de deux siècles d'indépendance... Jusqu'au début de ce siècle, il fut dominé par les Perses, les Grecs, les Parthes, les Romains, les Arabes, les Arméniens, les Turcs, les Mongols et les Ottomans.



De Sava / Topalbor

Gandja au nord (951-1174). C'était juste avant que la dynastie des Ayoubbides, fondée par le plus illustre des Kurdes, Saladin – Salah ud-Din ou « l'Honneur de la Foi » – ne domine quelque temps le Proche-Orient.

Et avant ? Il semble que l'on ait parlé des Kurdes bien avant qu'il ne soit question, sur la scène de l'Histoire, de la plupart des peuples européens, Grecs mis à part. En consultant les auteurs (peu nombreux) qui se sont penchés sur la question, on s'aperçoit que les opinions divergent. Comme souvent, les tenants de l'immigration et ceux de l'autochtonie se trouvent en

présence, avec, pour finir, une tentative de conciliation...

On s'appuie d'abord sur des noms de peuples repérés dans divers textes anciens. Ainsi les auteurs grecs et romains évoquent-ils les Kardoukhs, les Kyrthioi, les Gordse. Les textes assyriens des VII^e et VIII^e siècles avant notre ère mentionnent des Kardus et des Khaldes... On trouve le nom de Gortück dans un texte arménien. Tout cela se ressemble et ressemble au nom « Kurde » – mais n'y a-t-il pas là quelque illusion ? A vouloir à tout prix trouver une piste, des ressemblances, ne finit-on pas par se raccrocher à n'importe quoi ? Au

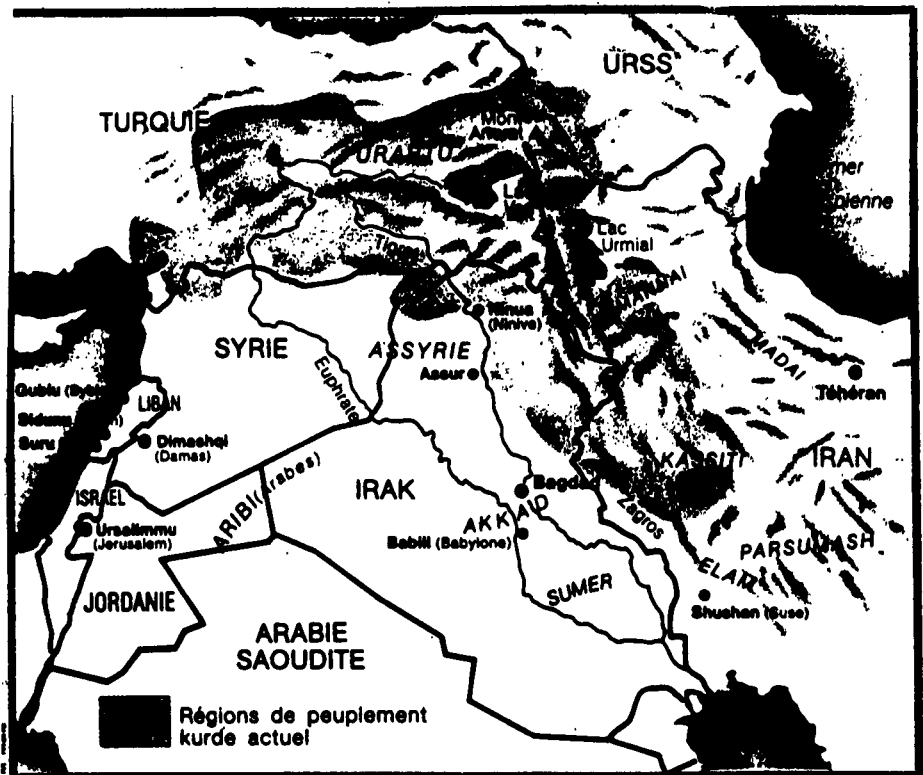
début du IV^e siècle avant notre ère, l'écrivain grec Xénophon raconte ainsi, dans son *Anabase*, l'équipée d'une armée de mercenaires grecs ayant participé à une guerre civile dans l'empire perse en l'an 401 et qui cherchent à rentrer au pays. Passant dans la région du lac de Van, ces « Dix Mille » sont harcelés par des tribus montagnardes que Xénophon appelle les Kardouques, dans lesquels tout le monde a longtemps vu des Kurdes. Cette identification n'est plus trop assurée aujourd'hui. Il paraît abusif d'assimiler ces deux noms. Les Kardouques seraient plutôt à rapprocher des Kartvéliens, ancêtres des Géor- >

giens... Il est vrai que certains voient des origines communes aux Kurdes et aux Géorgiens ! Par contre, l'identification paraît admise avec les Kurtioi ou Cyrtii du géographe et historien grec Strabon, qui écrivait à l'extrême fin du premier siècle avant notre ère, ainsi qu'avec les Cyrtii, troupe de frondeurs rencontrés par l'armée du roi séleucide Antiochos III. Cela nous amène au III^e siècle avant notre ère. Au-delà, les scribes de la fin de l'époque assyrienne évoquent des Kardû, des Kurti que certains, jugés hardis, assimileraient volontiers aux Kuti ou Guti, ces montagnards dont les descentes ruinèrent le premier empire sémitique de Mésopotamie, celui d'Accad... Mais ces raids dévastateurs eurent lieu à la fin du III^e millénaire, ce qui est bien vieux – et surtout très antérieur à l'apparition des Indo-Européens dans la région. La langue ou les langues kurdes sont en effet indo-européennes. Et l'on se trouve ici confronté à un problème énorme, non résolu.

Entre Anatolie et Inde, les langues ou dialectes indo-européens sont et ont été nombreux. Les deux langues ou groupes de dialectes kurdes, ceux du sud et ceux du nord (dont les locuteurs ne se comprennent pas), font partie du groupe nord-ouest de la grande famille des langues iraniennes. Elles y voisinent avec l'ossète du Caucase, le persan, le baloutche du Balouchistan et d'Iran, le pachtan d'Afghanistan, le tadjik d'Asie centrale... Mais le fait qu'en particulier tous les dialectes kurdes montrent de grandes différences avec le persan suggère une séparation très ancienne. Dans un article de la revue *Studia Kurdica* de 1988, Ismet Cheriff Vanly a fait le point sur ces problèmes d'origine des Kurdes et de leur langue.

Il rappelle plusieurs mots qui rapprochent le kurde d'autres langues indo-européennes, et même de langues actuelles de l'Europe. Avoir se dit *hebûn* (en allemand : *haben*). Vous parlez d'un pilier ? Dites *stûn* (en anglais : *stone*). Vous voulez dire non ? Dites *no* ou *na*. Rivière : *rober*. Terre : *erd* (en allemand : *erde*). Etoile : *stêr* (en anglais : *star*). Sombre : *tarek* (en anglais : *dark*). Nouveau : *nû*, ou *noy*. Lèvre : *lêv*, ou *lep*. La phrase « La femme donne la vie » se dit *jîn jîn dîde*, presque exactement comme en russe et en serbe. Les pronoms *tu* et *te* ; se disent... *tu* et *te* : les relatifs *qui* et *que* sont aussi les mêmes qu'en français : *ki* et *ke*. Vous sonnez à une porte ? On vous demande : « *Ki e ?* » Et ainsi de suite. Un mot paraît d'actualité dans la situation actuelle des Kurdes d'Irak : *bratî*. Il signifie fraternité et se forme de la même façon, d'après le mot frère : *bra* (*frater*, *bruder* en allemand et *brat'* en russe) auquel on ajoute le suffixe *tî*.

D'après Ismet Cheriff Vanly, il ne serait pas impossible de faire remonter les langues kurdes jusqu'aux fameux Mèdes, ce peuple de langue indo-européenne qui a



Les Kurdes peuplent aujourd'hui les régions montagneuses qui s'étendent de la Turquie à l'URSS en passant par le nord de l'Irak et l'Iran. A l'époque du grand Empire assyrien (IX^e-VII^e siècle av. J.-C.), ils faisaient partie des nombreux groupes indo-européens qui se déplaçaient entre des montagnes du Zagros jusqu'à la mer Caspienne.

donné bien des traces aux féroces Assyriens avant de les battre, de prendre leur capitale, Ninive, et de mettre fin à leur empire avec l'aide des Babyloniens à la fin du VII^e siècle. Les Mèdes sont appelés Manda dans les textes assyriens. Or le nom que se donnent les Kurdes est Kurmandj, où l'on peut voir l'association de Kurt et de Mard, les Kurti et les Mardes, avec *dj* comme suffixe d'origine. Mèdes et Perses avaient des langues voisines et se comprenaient. On a pu présenter le kurde comme une langue « néo-médique ». Quand les Perses eurent pris le dessus avec Cyrus, les Mèdes cessèrent bientôt d'être mentionnés et l'on ne parla plus que des Kurdes... Un des premiers spécialistes à avoir étudié ces questions d'origine, le Russe Vladimir Minorsky, rattachait donc les Kurdes d'une part aux Mèdes, d'autre part à ces autres Indo-Européens qu'étaient les Scythes, qui firent des raids dans toute la région au VIII^e siècle et dont une partie s'installa en Médie, dans le nord du Zagros et en Azerbaïdjan.

Il faut alors s'interroger sur les traces, linguistiques et autres, laissées par ces Indo-Européens au Proche-Orient. Les toutes premières mentions des Mèdes remontent au XII^e siècle. A cette époque, l'Indo-Européen grouillait déjà. Avec les Philistins en Palestine, avec les Mitanniens qui fondent un empire allant du Kurdistan à la Cilicie aux XVI^e et XV^e siècles. Avec les Hittites, surtout, qui dominent ensuite et qui semblent présents très tôt dans ce millénaire avec leurs voisins les Louvites et

un certain roi Anitta. Mais l'archéologue français Jean Deshayes s'est demandé si ces Indo-Européens n'étaient pas installés en Anatolie bien avant que les textes ne révèlent leur présence. Il se fonde pour cela sur la nature très archaïque des caractères de l'écriture cunéiforme adoptée par les Hittites. Le contact aurait donc pu avoir lieu beaucoup plus tôt. Il relève aussi des continuités dans la céramique... et pense donc qu'il y aurait eu des Indo-Européens de l'Anatolie au Turkestan dès le début de l'Age du Bronze, vers 2 700 ou 2 800 avant notre ère.

Selon les vues les plus communément admises, nos « ancêtres » indo-européens auraient vécu quelque part du côté de la Russie du Sud, de l'Ukraine ou du Turkestan, et se seraient répandus vers l'ouest, le sud-ouest et le sud-est à partir des V^e et IV^e millénaires. Ces vues ont été récemment contestées. Un des maîtres de la protohistoire britannique, Colin Renfrew, a développé toute une argumentation et écrit un livre pour proposer un modèle complètement différent. Selon lui, le remplacement des langues préexistantes par l'indo-européen représente un changement beaucoup trop considérable et beaucoup trop radical pour pouvoir être expliqué par les processus habituels et classiques. Il s'agit en effet d'un vrai bouleversement... et seul un bouleversement des activités et des mentalités est capable d'en rendre compte. Le seul qui « tienne le coup » est le passage à la production, c'est-à-dire à l'agriculture et à l'élevage. Renfrew propose donc de

placer le foyer indo-européen dans l'Anatolie des environs de l'an 7 000... foyer d'où les langues en question se seraient répandues et distinguées peu à peu, à mesure que l'agriculture gagnait du terrain. Ce n'est évidemment pas du tout conforme à ce qui se dit partout mais cela permet d'envisager une installation beaucoup plus tranquille de ces langues : elles ont eu tout le temps de se répandre et de se diversifier. Ainsi les Hittites, pour ne citer qu'eux, descendraient tout simplement de peuples qui étaient sur place depuis des temps indéfinis, et de même beaucoup d'autres.

Il y a pourtant des difficultés. La langue hittite paraît singulièrement mêlée. Elle ne contient guère, en fait, que 20 % de mots indo-européens. C'est bien peu pour une langue issue d'un vieux fonds autochtone et cela cadrerait beaucoup mieux avec le modèle classique de groupes étrangers s'imposant à une vieille société indigène non indo-européenne. L'évidence qui s'impose dans tout le Proche-Orient des III^e et II^e millénaires est celle d'un impressionnant mélange. Il se voit par exemple au II^e millénaire, dans les noms des divinités honorées chez les habitants du Mitanni, indo-européens ou non, et qui montrent un véritable brassage. Il se voit dans les noms de personnes. Tel roi hittite a un nom qui n'est pas indo-européen. Il se voit dans les langues mêmes : selon le kurdisant russe Basil Nikitine, les dialectes kurdes relèvent certes du groupe iranien mais « laissent pressentir un substrat aberrant ». En bref, il y aurait mélange un peu partout et un peu tout le temps. Non seulement, selon Jean Deshayes, il est déraisonnable d'envisager un seul peuple indo-européen originel, mais il l'est encore plus d'imaginer un seul peuple « pur » dans le Proche-Orient de la protohistoire où les « arrivées » indo-européennes rencontrent les infiltrations ou invasions sémites, le tout se superposant et se mêlant à ce fonds probablement très ancien qu'on appelle quelquefois japhétique. Ce fonds auquel appartenaient par exemple les Hourrites qui constituaient la base du peuplement du Mitanni, auquel appartenaient sans doute aussi bien les habitants de l'Ourartou, un redoutable royaume des montagnes aux IX^e et VIII^e siècles, que les Kartueli, ancêtres au moins partiels des Géorgiens, ou encore les montagnards Guti et Kassites qui conquièrent les uns et les autres la Babylonie à sept cents ans d'intervalle. Vieux fonds de population mais toujours bien vif au second millénaire et dans lequel certains voient enfin la véritable origine d'un peuple comme les Kurdes.

Au temps de l'empire d'Accad, vers la fin du III^e millénaire, les armées d'Accad étaient souvent envoyées vers les monta-



Même après leur sédentarisation massive, les Kurdes ont conservé certaines de leurs traditions nomades. En Irak, ils ont longtemps continué à alterner habitat en village pendant l'hiver et sous la tente durant la saison chaude.

gnes, peut-être pour faire sentir la poigne de la civilisation à ces barbares, mais surtout pour s'y procurer par force du bois, absent de la Mésopotamie, du métal, des chevaux et des esclaves. Les femmes de la montagne en particulier étaient fort appréciées dans les cités de la plaine. On les appelait « namruti », c'est-à-dire « brillantes » – peut-être « blondes » ou « à la peau blanche », ce qui surprend un peu... Le roi d'Accad Naram Sin éleva une stèle triomphale dans les gorges du Qara Dagh vers 2 200-2 300, après avoir vaincu des peu-

Les admirables danses kurdes suscitent depuis longtemps l'étonnement des voyageurs. Hommes et femmes dansent côte à côte, ce qui est contraire aux coutumes des pays musulmans ou même de la Grèce. De même, la relative liberté dont jouit la femme kurde, traditionnellement non voilée, est surprenante.

ples du Zagros. Et ces peuples qui, un peu plus tard, allaient détruire Accad, doivent avoir été, selon Chériff Vanly, sinon des Kurdes avant la lettre, du moins des éléments dans la constitution progressive de ce peuple. Les Médo-Scythes ont certes été essentiels, ne serait-ce que par leur langue, mais cette civilisation des montagnes, des franges de la Mésopotamie, pourrait bien

avoir été créée par tous ces peuples anciens, ces Japhéto-Caucasiens – Guti, Lullubi, Kassites, Elamites, Naïri ; et les Hourrites, et les Khaldes... C'est qu'il vivait déjà bien du monde en ces lieux, en ces temps.

Vieux peuple que les Kurdes, fait sans doute de bien des apports, comme tant d'autres ! Aussi différent de ses voisins indo-européens d'Arménie et d'Irak que de ses voisins turcs de Turquie et d'Azerbaïdjan, ou de ses voisins sémites d'Irak et de Syrie. Bien sûr, c'est un monde d'hommes – ne rêvons pas ! Mais les femmes y occupent une place plus considérée qu'en d'autres lieux musulmans. Non voilées, nous dit-on, elles dansent tout comme les hommes et avec eux. Il leur arrive d'être chefs de tribus. On leur doit la plus grande partie de la belle poésie lyrique et des chants kurdes, ces chants qui ont provoqué l'admiration de tant de voyageurs. Selon un écrivain arménien, « chaque Kurde est poète de naissance et dans l'âme ». D'autres ont décrit, presque avec extase, les danses où hommes et femmes formant cercle, épaule contre épaule, presque immobiles, créaient un « mouvement doux et ondulant du cercle entier en harmonie avec la musique, tout-à-fait comme les masses de blés qui ondoient dans le vent ». Souhaitons que ce peuple puisse chanter et danser de nouveau. □

Henri de SAINT-BLANQUAT

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRA0196 3 I 0196 FRA /AFP-DL80

Irak-Kurdes

Le PDK dément le rejet par les Kurdes de l'accord d'autonomie

PARIS, 30 juin (AFP) - Le président du Parti Démocratique du Kurdistan d'Irak, PDK, Massoud Barzani, a démenti "catégoriquement" dimanche "la nouvelle selon laquelle l'accord d'autonomie" en cours de négociation entre les Kurdes et Bagdad "a été rejeté".

"Nous ne sommes pas loin de signer cet accord", souligne M. Barzani, dans un communiqué diffusé à Paris par un porte-parole du PDK, Jafar Guly, tout en relevant qu'il existe des "points à ajuster ou à rejeter".

Il précise qu'une délégation du Front du Kurdistan se rendra à Bagdad "dans les jours qui viennent, pour renégocier" ces points.

"Des discussions très positives se déroulent actuellement au sein de la direction du Front du Kurdistan", indique le communiqué, en faisant valoir que "l'accord doit être signé après sa révision, car c'est la seule solution qui puisse servir au problème kurde et à la paix".

Un porte-parole de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), autre composante du Front du Kurdistan, avait annoncé un peu plus tôt que le Front avait refusé les propositions de Bagdad sur l'autonomie des Kurdes.

ps/cgd

AFP 301539 JUN 91

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

ECF0073 4 F 0309 /AFP-EH00

Eco.-int.-énergie

Echec des négociations entre l'Irak et les Kurdes

MANAMA, 30 juin (AFP) - Le pouvoir irakien a subi une nouvelle et lourde défaite après l'annonce dimanche par le Front du Kurdistan, qui regroupe l'essentiel des formations kurdes d'opposition, de son refus d'accepter les propositions de Bagdad sur le statut d'autonomie des Kurdes d'Irak.

Pour Bagdad, arriver à une entente avec les Kurdes était une nécessité impérieuse. Une fois l'accord conclu, les Kurdes auraient appuyé Bagdad dans sa demande à la communauté internationale de lever l'embargo qui continue d'asphyxier complètement le pays.

Selon M. Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) et défenseur d'une ligne radicale au sein du front kurde, les principaux points de désaccord sont la nouvelle constitution irakienne, autrement dit l'introduction de la démocratie en Irak, et la situation de la ville de Kirkouk, que les partis kurdes ont toujours voulu voir incluse dans la zone d'autonomie des Kurdes.

Avec la question de Kirkouk, on retrouve la pierre d'achoppement traditionnelle des négociations entre Bagdad et la rébellion. Revendiquée historiquement par les Kurdes, la ville ne fait pas partie de la région autonome du Kurdistan telle qu'elle existe actuellement, Bagdad s'y étant toujours opposé.

En effet, cette région possède d'importants gisements pétroliers et son contrôle par les dirigeants kurdes permettrait de doter la région autonome d'une assise financière qu'elle n'a pas, facilitant dès lors d'éventuelles revendications indépendantistes.

Jeudi, le quotidien iranien Tehran Times, proche du gouvernement, écrivait que les négociations butaient "sur le partage des revenus financiers des champs pétroliers de Kirkouk". "Les objections" sur ce sujet sont venues de M. Talabani, ajoutait le journal.

jpp/KAR/bw/pa

AFP 301817 JUN 91